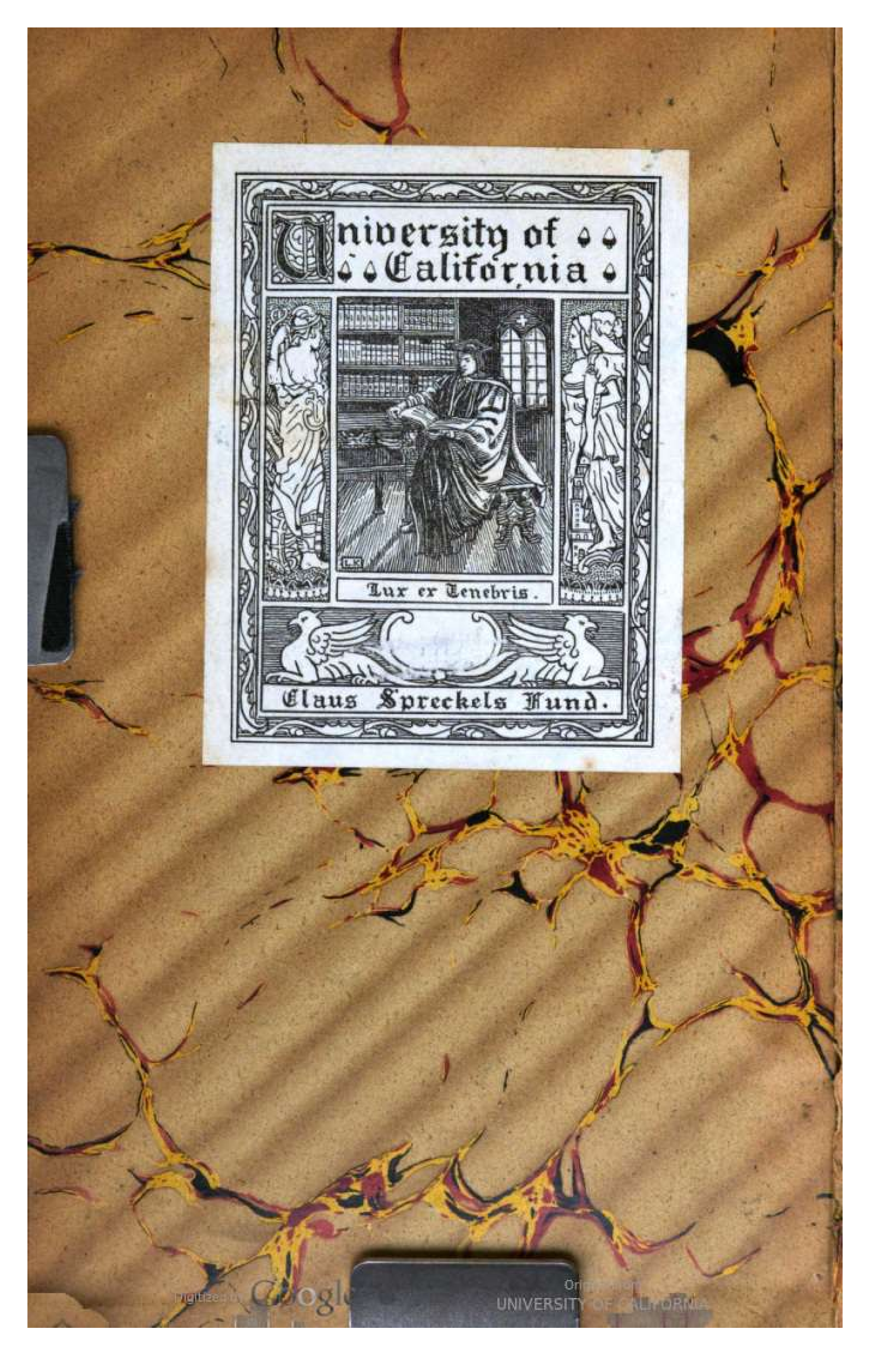
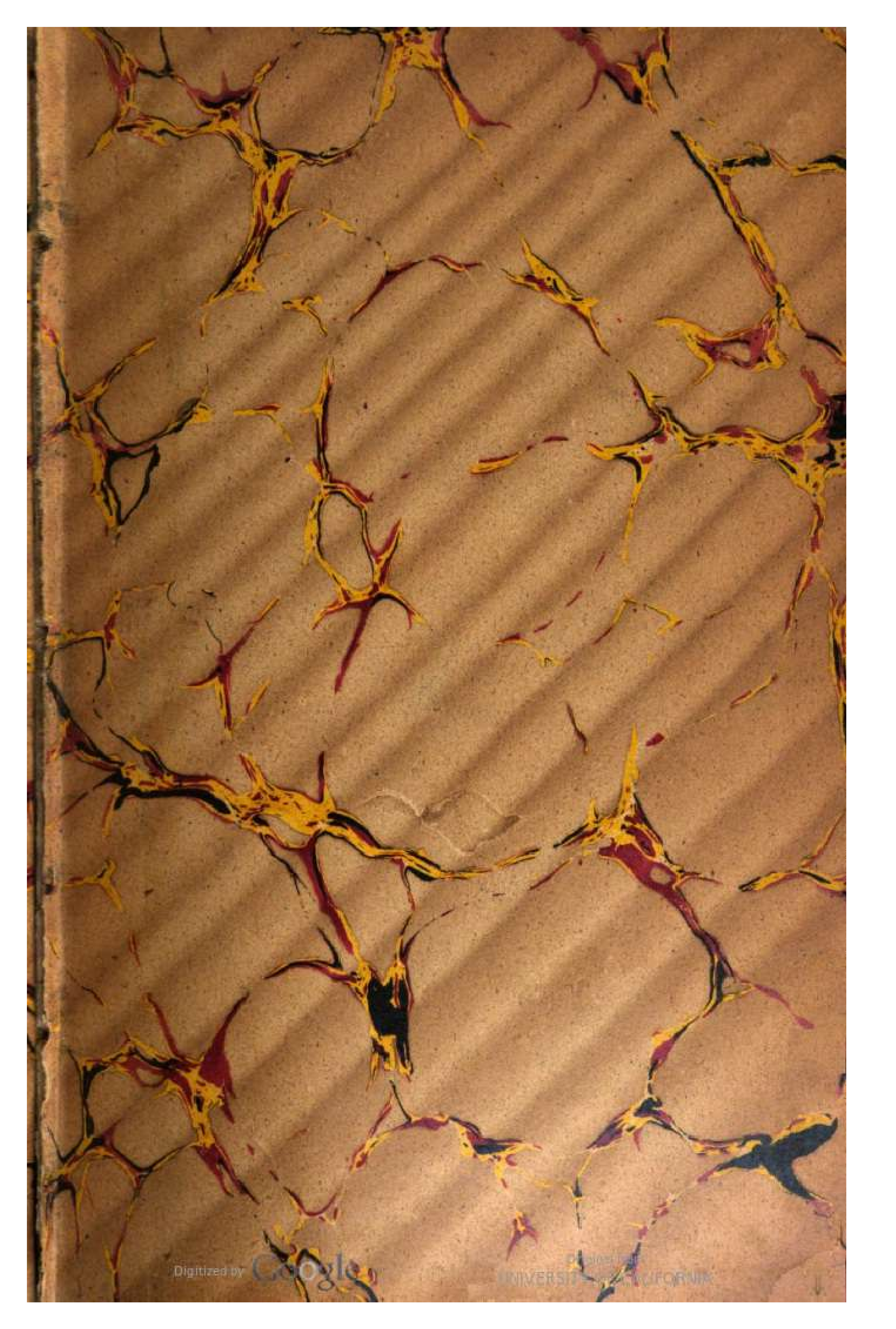

UC-NRLF
$B 737 916
Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA



Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA



Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA



Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

LA COALITION DE 1701

CONTRE LA FRANCE



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de traduction et de reproduction à l'étranger.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en mai 1886.

PARIS. — TYPOGRAPHIE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA




Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

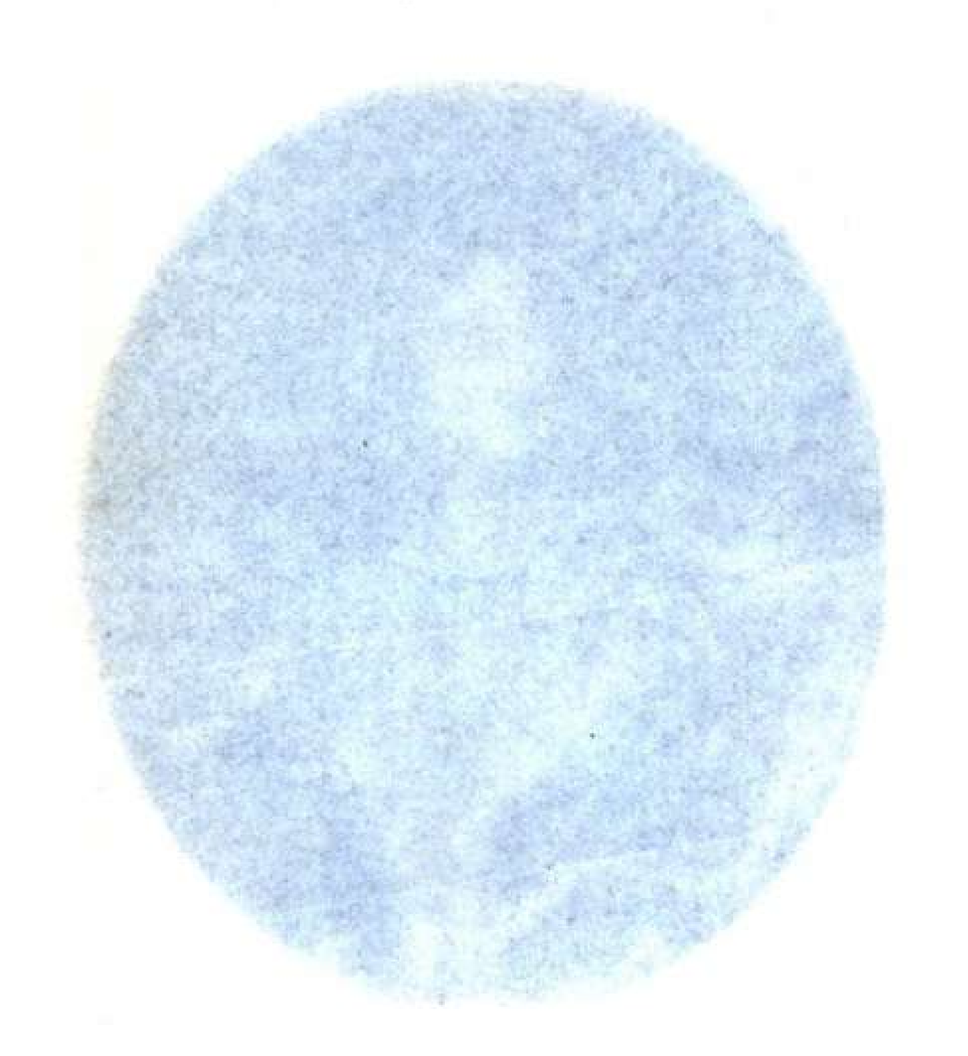


LE MARÉCHAL DE VILLARS

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

LA COALITION DE 1701

CONTRE LA FRANCE

PAR

LE MARQUIS DE COURCY

ANCIEN DIPLOMATE

TOME PREMIER

1700 — 1713

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES
SITUATION POLITIQUE DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE
CONFÉRENCES DE LA HAYE, DE LONDRES ET D'UTRECHT
CAMPAGNE DE 1713 SUR LE RHIN

Fortuna, sæve læta negotio...,
Ludum insolentem ludere pertinax,
Transmutat incertos honores.

HORACE.



PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1886

Tous droits réservés


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

INTRODUCTION

Le spectacle éclatant de la grandeur triomphante et prospère a toujours éveillé la méfiance, suscité l'envie ; presque toujours, la méfiance et l'envie ont enfanté les coalitions. Le faible hait le fort, parce qu'il le redoute. L'instinct de la conservation unit, naturellement et nécessairement, les faibles contre le fort. Quand la nation ou l'individu que les coalitions menacent est pacifique et débonnaire, elles peuvent montrer quelque modération, user de conciliation et de ménagements, ne fût-ce que par respect d'elles-mêmes et de l'opinion publique; si, au contraire, leur commun ennemi est, lui-même, dédaigneux, arrogant, agressif, si non-seulement la jalousie les a formées, mais si encore la peur et la colère les aiguillonnent, alors elles sont cruelles, haineuses, et deviennent volontiers inexorables jusqu'au moment où cet ennemi, lorsque ses propres forces ne suffisent plus à le sauver, échappe à la destruction par l'excès même des passions qui les agitent. C'est la loi de justice éternelle qui le veut ainsi, afin que toute violence ait un châtiment et que l'équilibre des choses de ce monde, laborieusement


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

établi par les efforts des peuples, ne soit pas trop fréquemment ou trop complétement rompu.

Parmi les nations modernes de l'Europe, la France a eu ce privilége qu'étant tout particulièrement riche et prospère, en vertu des dons magnifiques que la Providence lui a départis, ambitieuse et entreprenante en vertu de son génie naturel, elle a été, plus que toutes les autres, exposée aux coalitions implacables.

Elle en a triomphé par la vaillante énergie de ses défenseurs, par les manœuvres habiles des hommes qui la gouvernaient, par les divisions mêmes des adversaires qui avaient conjuré sa perte, et les admirables ressources de sa vitalité puissante ont toujours réparé ses désastres.

Lorsque Philippe-Auguste eut confisqué, sur Jean Sans terre, meurtrier de son jeune neveu, Arthur de Bretagne, l'Anjou, le Poitou, la Touraine, le Maine et la Normandie, lorsqu'il eut, en outre, réuni à son royaume les fiefs des comtes d'Auvergne et de Boulogne, tous ses voisins prirent ombrage de ce rapide et formidable accroissement de puissance. Les grands seigneurs tremblèrent pour leurs droits féodaux. Le pape Innocent III, cet indomptable champion des prérogatives et de l'Orthodoxie romaines, crut voir en lui un rival. Il abandonna son alliance au moment même où une armée française, rassemblée à l'instigation du Saint-Siége, allait envahir l'Angleterre. Bientôt Jean Sans terre, l'empereur Othon IV, son neveu Ferrand, le puissant duc de Flandre, le comte de Boulogne

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dépossédé, unirent leurs armes contre la France. Ils s'étaient partagé, en espérances, son territoire et ne doutaient pas de leur triomphe. Cette ligue formidable que favorisaient, en secret, les vœux des grands vassaux, fut écrasée, le 27 août 1214, après une lutte héroïque, dans les plaines de Bouvines. Cette fois la royauté française combattit, et se sauva toute seule.

Trois siècles plus tard, une autre coalition la menace. A la ligue de Cambray, dont le pape Jules II est l'âme, dont Louis XII est le bras, dont l'humiliation de Venise est le but, succède la Sainte Ligue que le turbulent pontife organise et dirige contre Louis victorieux. L'empereur Maximilien, qui devait partager avec celui-ci les dépouilles vénitiennes, mais qui, n'ayant pu s'associer à ses triomphes, est devenu méfiant et jaloux, Ferdinand V, le prince le plus avide et le plus astucieux de son temps, que le Pape gagne à sa cause par l'appât de faciles conquêtes, Henri VIII qui vient d'épouser sa fille, les Suisses qui se donnent au plus offrant, Venise, délivrée par la crainte même qu'inspirent ses ennemis, conspirent, entre eux, la ruine de la France. Nos armées, que commandent des chevaliers plus vaillants qu'habiles, Lautrec, la Palisse, Trivulce, Bayard, sous les ordres d'un héros, Gaston de Foix, luttent sur le sol italien, tandis que le concile de Pise, où sont réunis les représentants du clergé français, bataille contre celui de Latran où siégent les prélats dévoués à Jules. Mais Gaston de Foix est tué à Ravenne, nous sommes vaincus à Guinegate et à Novare, la Bourgogne est


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

envahie par les Suisses, la Navarre conquise par Ferdinand. Louis XII va succomber sous de si puissants efforts. Les divisions des alliés lui viennent en aide. Au fougueux Julien de la Rovère a succédé, sous le nom de Léon X, un homme dont l'intelligence égale la sienne, mais qui est passionné pour les arts et dont l'ambition, mieux réglée, a des visées pacifiques. Élu pape, le cardinal Jean de Médicis s'empresse de traiter avec Louis XII, qui n'hésite pas à lui sacrifier le concile de Pise. Plus ou moins satisfaits, les alliés délaissent, l'un après l'autre, la cause commune. La Sainte Ligue se dissout d'elle-même, et l'équilibre politique est rétabli.

Il sera bientôt rompu. A peine monté sur le trône, François Ier veut reprendre le Milanais, malgré l'empereur Maximilien, le roi Ferdinand, le Pape et les Suisses. Il s'en rend maître par l'immortelle victoire de Marignan; mais son ambition aspire à une plus illustre conquête. Il dispute le sceptre impérial à l'archiduc Charles, héritier des couronnes d'Autriche et d'Espagne, et de là naît une rivalité qui ensanglantera, pendant vingt-cinq ans, la France et l'Italie. L'Archiduc l'emporte. L'orgueil blessé de François Ier ne pardonnera jamais le triomphe de Charles-Quint. D'abord, l'Empereur, soutenu par Henri VIII et Léon X, remporte des succès éclatants. Pendant que la France combat péniblement trois invasions qui l'étreignent au nord, au sud, à l'est, Lautrec et Bonnivet sont battus en Italie, et François, terrassé à Pavie, est prisonnier de guerre

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

en Espagne. Le traité de Madrid, dont les clauses humiliantes abaissent la France devant l'Empire, le délivre de sa captivité. Alors Charles-Quint paraît trop grand à son tour. La loi des coalitions s'est retournée contre lui. Les faibles s'ameutent contre le fort. François a pour alliés, contre Charles, le roi d'Angleterre, le pape Clément VII, tous les États d'Italie, les princes protestants d'Allemagne, le sultan Soliman. Trois guerres se succèdent de 1527 à 1544 avec des fortunes diverses. La dernière, au début de laquelle Henri VIII est revenu à son ancien ami, l'Empereur, se termine par le traité de Crespy qui réconcilie, pour un instant, les deux couronnes. Ce traité rend à la France les frontières qu'elle possédait à la mort de Louis XII. La balance a repris, encore une fois, son niveau. C'est en vain que l'ambition démesurée et les aveugles rancunes d'un prince qui aimait éperdument la gloire, mais auquel manquait le sens politique, ont fait couler tant de sang français.

Il faut, si l'on parcourt nos annales historiques depuis le règne de François Ier, arriver jusqu'à celui de Louis XIV, pour retrouver la France en face d'une coalition armée.

Sous Henri II, elle donne la main aux protestants d'Allemagne, les pires ennemis de Charles-Quint; elle guerroie, tour à tour, contre le grand Empereur, après lui, contre son fils, Philippe II d'Espagne; puis, en signant la paix de Cateau-Cambrésis, elle renonce à ses prétentions italiennes et s'annexe les Trois-Évêchés.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Sous les règnes successifs des fils de Henri, François II, Charles IX, Henri III, elle est en proie, tout entière, aux luttes religieuses que le fanatisme allume, que les coupables aspirations des grands, leurs criminelles manœuvres, les ambitieuses visées de l'Espagne et du Saint-Siége alimentent sans cesse et ravivent toujours, au moment même où, par des efforts inouïs de conciliation, la cour croit avoir pacifié les belligérants, qui engendrent, en trente-six ans, huit guerres civiles et couvrent de sang la terre nationale, qui pervertissent le sens moral et attisent les fureurs des partis rivaux à ce point que l'assassinat leur semble une arme légitime, et que les massacres de la Saint-Barthélemy, dont la régence, aux abois, a pris l'abominable initiative, les représailles affreuses de Cahors, les sombres folies de la Ligue, les meurtres des deux Guise, de Coligny, de Henri III, ne soulèvent qu'une indignation modérée. La vaillance, la dextérité merveilleuse du premier Bourbon, son administration, à la fois habile et ferme, paternelle et conciliante, imposent un terme à ces horreurs. Le traité de Vervins pacifie le sol français, et le sage édit de Nantes apaise les esprits, en renouvelant à propos les concessions politiques déjà faites à Châtenay, en 1576, aux protestants.

Après le gouvernement admirable de Henri le Grand, la France, restaurée et en pleine possession de ses forces, sera de nouveau poussée, par son génie, vers les conquêtes militaires. Richelieu est l'incarnation de ce génie. Il a l'heureuse fortune d'associer à ses vues

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le prince judicieux et réfléchi dont il est le conseiller suprême. Tous deux veulent détruire la prépondérance autrichienne et rêvent de consacrer à cette grande œuvre, éminemment française, toutes les ressources nationales. Ils n'en peuvent disposer qu'après avoir réduit à l'impuissance les grands seigneurs et les protestants, dont les coupables aspirations menacent de nouveau le repos du pays, et, pour réaliser leurs vastes projets, ils n'hésiteront point à recourir aux mesures extrêmes. Pendant que le cardinal lutte, sans merci, contre les résistances intérieures et les force à ployer devant sa volonté de fer, il s'allie aux Hollandais contre les Espagnols, déchaîne Gustave-Adolphe contre l'Empereur, assiste, d'abord, par des subsides les princes protestants qui lui font une guerre acharnée, puis engage, lui-même, les hostilités sur le Rhin, en Italie, dans le Roussillon, dans la Catalogne. Malheureuses au début, les armes françaises ne tardent pas à triompher. L'Alsace est conquise avant la mort de Louis XIII.

Ainsi, pendant une période d'environ cent années, depuis l'avénement de Henri II jusqu'à celui de Louis XIV, la France a combattu, tantôt contre l'Autriche isolément, tantôt contre l'Autriche et l'Espagne réunies, et elle a été déchirée par des luttes intestines beaucoup plus sanglantes que les luttes étrangères; mais elle n'a pas vu se dresser contre elle, comme au temps de Philippe-Auguste, de Louis XII et de François Ier, ces formidables ligues qui, attaquant ses frontières de toutes parts, ont fait courir à son indé-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pendance de si graves périls. Affaiblie par les nombreuses et profondes blessures qu'elle s'infligeait à elle-même, elle n'excitait plus les convoitises, elle n'éveillait plus la terreur des nations voisines.

Il n'en sera plus de même sous le règne de Louis XIV. Lorsqu'il monta sur le trône en 1643, Richelieu était mort léguant à Mazarin ses vues politiques, ainsi que les difficultés et les périls de son œuvre inachevée. Élève habile d'un si grand maître, doué d'une souplesse incomparable, sachant courber humblement la tête sous les efforts de l'orage et la relever haute, fière, menaçante même, après la tempête, s'entendant, mieux que pas un, à faire naître l'occasion et à en tirer profit, ne connaissant pas les délicatesses, les découragements, les colères des âmes nobles, mais possédant la constante sérénité des âmes fortes, laissant tout dire afin de pouvoir tout faire, avant tout homme d'expédients et d'intrigues, Mazarin n'avait pas à sa disposition, pour lutter contre les obstacles, les ressources puissantes sur lesquelles s'appuyait son prédécesseur. Étranger à la France par son origine et par son caractère, il manquait, malgré la confiante affection dont l'honorait la régente, d'amis et de prestige, en face d'une cour envieuse, dédaigneuse, hostile. Cette grande habileté et cette grande faiblesse expliquent les victoires diplomatiques dont la paix de Westphalie, ainsi que le traité des Pyrénées, furent la consécration glorieuse et les espérances coupables, les stériles agitations, les inutiles excès de la Fronde.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Avant d'y mêler leurs passions et d'y prendre une part malheureuse qui a terni l'éclat immortel de leurs triomphes militaires, Turenne et Condé avaient défendu les frontières de la France, franchi celles de nos ennemis et remporté les plus décisifs succès, seuls ou de concert, contre les armées de l'Espagne et de l'Empire. Celles-ci avaient été vaincues à Rocroy, à Fribourg, à Nordlingue, à Dunkerque et à Lens. La bataille de Lens, perdue par l'archiduc Léopold, frère de l Empereur, mit fin aux indécisions du congrès de Munster, et la paix de Westphalie fut signée.

Il suffit de lire, avec quelque attention, l'histoire des temps modernes, pour comprendre toute l'importance de cet acte diplomatique sur lequel nous aurons, plus d'une fois, l'occasion de revenir dans le cours de cette étude. On sait qu'il fut la conclusion pacifique de la guerre fameuse qui avait désolé, pendant trente ans, la plus grande partie des terres germaniques, qu'il confirma la France dans la possession de l'Alsace et des Trois-Évêchés, et doubla l'étendue des provinces suédoises, qu'il accorda aux protestants de l'Empire tous les droits dont jouissaient les catholiques, et légitima leurs conquêtes, qu'il dota l'Allemagne d'une organisation politique dont le maintien s'est prolongé jusqu'en 1806, qu'enfin il jeta les bases du droit public des grandes nations de l'Europe et conserva, ainsi, cette sage pondération de leurs forces respectives que l'on est convenu d'appeler l'*équilibre européen*.

Les troubles de la Fronde, en liguant le Parlement


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et quelques-uns des plus grands seigneurs contre la cour, en affaiblissant ainsi le pouvoir royal, en contraignant Mazarin à l'exil, en donnant à nos ennemis l'appui criminel du grand Condé, en égarant l'esprit même du sage Turenne à ce point que ses mains, jusque-là si loyales, portèrent, pendant quelques mois, l'étendard de la révolte, avaient paralysé, plus qu'à demi, les forces de la France. L'Espagne en profita pour reprendre l'offensive. Barcelone et Dunkerque tombèrent en son pouvoir. Condé fut le chef de ses armées et vint assiéger Arras avec l'archiduc Léopold, le même qui avait perdu, contre lui, la célèbre bataille de Lens six années auparavant. Mais il fut vaincu, à son tour, par l'habileté militaire de Turenne, redevenu fidèle à son pays, et par la sagesse diplomatique de Mazarin, qui n'hésita pas, pour sauvegarder la monarchie et malgré de légitimes répugnances, à rechercher l'appui du Protecteur. Le concours intéressé de Cromwell aida Turenne à reprendre Dunkerque, en 1658, sous les yeux mêmes de Condé, déjà battu par lui près des murs d'Arras; découragé, Philippe IV sollicita la paix.

Elle fut le triomphe de Mazarin, et le glorieux couronnement de ses efforts. Le traité des Pyrénées qui la consacra et que le cardinal signa lui-même, le 7 novembre 1659, compléta, pour ce qui concernait la France et l'Espagne, la paix de Westphalie. Il fut convenu, par ce pacte célèbre, que le Roussillon et l'Artois seraient acquis à la France, que l'infante

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Marie-Thérèse épouserait le jeune roi Louis XIV, qu'elle recevrait une dot de 500,000 écus d'or sous la condition expresse qu'elle renoncerait, pour elle et ses descendants, à tout droit de succession aux États d'Espagne.

Cependant le Roi est devenu homme. Il a vingt-deux ans, en 1661, quand il perd Mazarin. La tutelle des cardinaux a pris fin; Louis XIV veut régner. Durant un demi-siècle, sa puissante virilité, dont on ne soupçonnait pas encore les prodigieuses ressources, se manifestera, dans son royaume, par les actes incessants d'une autorité sans contrôle et sans limites, tandis qu'elle exercera une active, prépondérante et redoutable influence sur les affaires de toute l'Europe.

Lorsque la monarchie absolue, pour laquelle Richelieu et Mazarin venaient de combattre, l'un avec une si indomptable vigueur, l'autre avec une habileté si persévérante, eut achevé d'abattre tous ses ennemis, lorsque, s'incarnant dans le jeune Roi, elle eut posé ses pesantes assises sur les ruines de la Fronde, en face des protestants réduits et désarmés, du Parlement discrédité, de la noblesse abaissée et soumise; lorsque les infatigables efforts de Colbert, l'élève et le protégé de Mazarin, eurent restauré les finances, relevé la marine, fécondé les ressources industrielles, artistiques, littéraires du royaume, lorsque la fermeté de Louvois eut réformé et unifié notre administration militaire, et que l'habile de Lionne eut rétabli et fortifié nos relations diplomatiques, la France redevint


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

grande et puissante, et lorsque les revendications politiques de Louis XIV, lorsque les humiliantes réparations qu'il exigea eurent révélé ses vues impérieuses et agressives, elle parut de nouveau redoutable. Les actes suivirent de près les menaces. A la mort de Philippe IV, et en vertu d'un droit suranné dit de dévolution qu'on invoqua seulement pour sauver les apparences, la Flandre ainsi que la Franche-Comté [1] avaient été soumises dans l'espace d'une seule campagne. La dot de Marie-Thérèse n'était pas payée, la clause de renonciation était donc nulle. Épouvantés de ce périlleux voisinage, les Hollandais s'étaient unis à l'Angleterre et à la Suède, soi-disant pour défendre l'Espagne, en réalité pour se protéger eux-mêmes, et Louis, qui ne se sentait pas encore de taille à lutter contre la Triple-Alliance, avait, en 1668, rendu la Franche-Comté, par le traité d'Aix-la-Chapelle, tout en conservant la Flandre française; mais il détestait la Hollande dont les manœuvres politiques avaient brisé le premier essor de sa gloire, dont les gazettes insolentes fustigeaient, tous les jours, son orgueil, et il méditait sa conquête. Il la prépara, pendant quatre ans, par les négociations heureuses qui détachèrent successivement l'Angleterre et la Suède de la Triple-Alliance, puis il voulut la faire lui-même, en 1672, à la tête de cent

[1] La Flandre fut conquise par Louis XIV sous les ordres duquel commandait Turenne. Ce fut Vauban qui dirigea le siége de Lille en présence de la cour; quelques mois plus tard, Condé s'emparait de la Franche-Comté, en dix-sept jours, au cœur même de l'hiver, et pour ainsi dire sans résistance.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA



mille hommes que commandaient, sous lui, Turenne, Condé, Luxembourg, Vauban, Louvois. Tout avait plié devant cette irrésistible invasion; en quelques semaines, les troupes françaises étaient arrivées à quatre lieues d'Amsterdam. La Hollande était perdue si elle n'avait écouté l'audacieux avis du jeune prince Guillaume d'Orange, si, protestant avec une énergie terrible contre les prudentes instigations du Grand Pensionnaire qui voulait faire la paix et qui paya sa timidité de sa vie, elle n'avait ouvert ses digues et ne s'était ruinée, de ses propres mains, pour sauver son indépendance et son honneur.

A partir de ce moment, Louis XIV n'eut pas de plus constante, de plus active ennemie que la Hollande. On peut dire qu'elle fut l'âme des trois coalitions qui se formèrent successivement, contre lui, en 1674, en 1687, en 1701, et dont la dernière, qui fut la plus ardente, la plus implacable, fit courir à la France d'extrêmes périls.

Élu stathouder après l'assassinat de Jean de Witt, Guillaume d'Orange suscite la première afin de hâter la libération de la terre nationale. La peur et la vengeance lui donnent pour alliée la maison d'Autriche, c'est-à-dire l'Espagne et l'Empire. — Le roi d'Angleterre, Charles II, cédant, malgré lui, au vœu de son Parlement, fait sa paix avec les Provinces-Unies. Louis XIV reste seul; il se suffit à lui-même, et, secondé par les plus habiles généraux de l'époque, Turenne, Condé, Luxembourg, par le grand amiral Duquesne, il porte à ses ennemis les plus rudes coups. La guerre dure



Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cinq ans. Elle se fait en Franche-Comté, sur le Rhin, en Flandre, dans le Roussillon, sur mer. La Hollande est évacuée et, ainsi, le but du jeune stathouder est atteint; mais la Franche-Comté, dont le Roi s'empare lui-même, nous est acquise pour toujours. Après avoir chassé, par le feu, l'ennemi du Palatinat et accompli dans les Vosges, en 1675, la plus savante campagne, Turenne sauve l'Alsace que les troupes de l'Empire avaient envahie, franchit le Rhin à son tour et périt glorieusement à Salzbach, au moment où il est assuré de vaincre le généralissime Montecuculli. Celui-ci reprend l'offensive et repasse le Rhin; Condé le repousse et termine sa carrière militaire, couronne bien des victoires et rachète bien des fautes par ce dernier service rendu à son pays. Il avait soutenu à Senef, l'année précédente, contre Guillaume d'Orange qui commandait une armée bien supérieure à la sienne, une action furieuse dont l'issue était demeurée incertaine. En 1676, les escadres de la Hollande et de l'Espagne, réunies devant Messine sous les ordres de l'amiral Ruyter, le Turenne des Pays-Bas, sont vaincues par Duquesne qui achève, quelques jours après, sous les murs de Palerme, de les disperser, et le vice-amiral d'Estrées inflige aux intérêts des Provinces-Unies les plus sérieux dommages à Cayenne, à Tabago, au Sénégal. Les campagnes de 1677 et de 1678 décident du sort de la guerre. Le prince d'Orange s'est mesuré, à Cassel, contre le duc d'Orléans et le maréchal de Luxembourg, et a été complétement défait; Louis XIV a pris Valenciennes, Cam-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

bray et Gand; le maréchal de Créquy, d'abord malheureux, s'est brillamment battu sur les bords du Rhin. Les ennemis sont découragés. L'intérêt, qui les avait réunis, les sépare. Docile aux avis de l'Angleterre qui l'assiste, de son crédit, auprès du roi de France, épuisée d'argent et d'hommes, la Hollande abandonne, la première, la coalition qu'elle-même avait formée. Elle traite directement avec Louis. Sa défection, à laquelle Guillaume s'est opposé de toutes ses forces, entraîne la dissolution de la ligue. Les négociations se poursuivent à Nimègue. Trois traités y sont conclus successivement avec la France, en 1678 et 1679, par les Provinces-Unies, l'Espagne et l'Empire.

Bien en prit aux Hollandais de provoquer les négociations et de traiter avant les autres. La paix de Nimègue ne leur enleva aucune portion de leur territoire. Ce fut l'Espagne qui paya, en grande partie, les frais de la guerre. La France restitua Courtray, Oudenarde, Artre, Charleroy, Gand, Limbourg et Saint-Guislain; elle garda toute la Franche-Comté, Saint-Omer, Cassel, Aire, Ypres, Cambray, Bouchain, Valenciennes, constituant ainsi, depuis Dunkerque jusqu'à la Meuse, une ligne complète de défense et d'attaque qui tiendra en respect, sur ses frontières septentrionales, les entreprises de la maison d'Autriche.

La paix de Nimègue marque l'apogée de la puissance du grand Roi. Tout concourt à en rehausser l'éclat merveilleux : les productions admirables des orateurs, des poëtes, des philosophes, des sculpteurs,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des peintres; les créations superbes des architectes; le spectacle, à la fois grandiose et terrible, que présentent, à l'Europe, une flotte de deux cent vingt vaisseaux servie par cent mille marins, une armée de quatre cent mille hommes organisée par Louvois, bien équipée et bien commandée; une chaîne formidable de cent forteresses que Vauban a restaurées ou construites; le luxe extraordinaire de la Cour et des grands; la servilité de l'admiration et l'exagération des louanges. Cependant cet éclat est trop vif pour les yeux d'un prince dont l'esprit est pénétrant et vigoureux, mais dont l'intelligence ne domine pas encore les passions. Il est trop vif aussi pour les yeux de l'Europe qui regarde jalouse, inquiète, frémissante. Louis XIV en est ébloui jusqu'à perdre le sentiment du juste. Il n'a plus, pour le guider et le contenir, les sages avis de Colbert. Il se montre hautain, impérieux; son égoïsme est devenu de l'infatuation. Il se croit sincèrement marqué du sceau particulier de la Providence, plus grand que les autres hommes, privilégié entre tous les souverains. Ses résolutions sont dictées par ses caprices. Il veut briser toute résistance, supprimer tout ce qui fait ombre à sa gloire. Il croit qu'il lui est permis par Dieu de tout entreprendre, de tout oser, de tout faire, parce que toutes ses aventures lui ont réussi.

De là, ces prodigalités ruineuses, auxquelles on ne peut subvenir qu'en pressurant, outre mesure, le marchand, l'industriel, le paysan qui payent l'impôt; de là aussi, les scandales éclatants, les pernicieux exemples,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les condescendances honteuses dont le Roi ne semble pas avoir conscience, tant il se croit au-dessus de tout, mais qui soulèvent l'indignation des gens honnêtes, qui suscitent et entretiennent, entre ses parents les plus proches, de profondes rivalités que peut seule contenir sa majesté terrifiante et impassible; de là, sa déplorable complaisance pour les conseils violents, farouches, parfois cruels de l'impérieux Louvois; de là, l'institution de ces tribunaux politiques, appelés chambres de réunion, qui sont chargés, en Lorraine, en Bourgogne, en Alsace, d'interpréter la nature et l'étendue des cessions faites à la France par les traités de Westphalie, des Pyrénées et de Nimègue, qui confondent, à dessein, les droits de suzeraineté avec ceux de souveraineté, et attribuent ainsi au royaume, par des décisions évidemment injustes, les duchés de Veldentz et des Deux-Ponts, les principautés de Saarbrück et de Saarwerden, celle de Montbéliard, tous les États d'Alsace jadis fiefs immédiats de l'Empire, jusqu'à la Queich, entre autres Strasbourg qu'une armée de vingt mille hommes, commandée par Louvois lui-même, surprend et occupe en pleine paix; de là, encore, les persécutions abominables, ordonnées par ce ministre, contre les protestants avec l'assentiment royal, et cet acte profondément inique par lequel, en révoquant l'édit de Nantes et en voulant fonder, dans un intérêt de gouvernement, l'unité de la foi, Louis XIV détruit les effets bienfaisants de l'une des plus habiles mesures qu'ait prises son sage aïeul, enrichit l'étranger aux dépens de la France, fortifie, lui-même,

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ses adversaires de toute la haine que lui porteront, désormais, deux cent cinquante mille bannis, l'élite du parti protestant, pour la plupart intelligents, industrieux, énergiques; de là, en un mot, tout un ensemble de faits déplorables, de procédés hautains, insolents, arbitraires, qui frappent d'épouvante les nations voisines et unissent, de nouveau, leurs armes contre la France. Les infatigables intrigues de Guillaume d'Orange ont habilement lié les faisceaux de cette seconde coalition que forment à Augsbourg, en 1686, la Hollande, l'Empereur, les États d'Empire, l'Espagne, la Suède, la Savoie pour assurer le maintien de la tranquillité publique, ainsi que l'exécution des traités de Westphalie et de Nimègue. La voie des négociations avait été essayée pendant les années précédentes; mais l'expérience prouvait qu'on y avait eu recours en vain.

Il ne restait à Louis XIV qu'un allié, c'était Jacques II, roi d'Angleterre, allié fidèle, à la vérité, mais allié compromettant et dangereux. Depuis longtemps, son gendre Guillaume d'Orange, le stathouder de Hollande, exploitant avec beaucoup d'adresse et de persévérance les passions religieuses qu'il avait imprudemment provoquées, convoitait sa couronne et guettait le moment de la lui ravir. Jacques pouvait compter sur l'assistance active et cordiale de Louis. Guillaume le savait, et c'était surtout afin de paralyser cette assistance qu'il avait fomenté la ligue d'Augsbourg. Le roi de France était, lui-même, parfaitement instruit de ses projets. Il crut les faire échouer en frappant de terreur

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les Hollandais, complices intéressés de Guillaume, et ce fut dans cette intention qu'il ouvrit les hostilités avant que la ligue lui eût déclaré la guerre. Il lui fallait des prétextes. Un manifeste royal exposa les périls dont la convention d'Augsbourg menaçait la France et la nécessité de les prévenir, ainsi que les injustices dont l'Empereur s'était rendu coupable, soit en privant la duchesse d'Orléans d'une partie importante de la succession palatine, soit en favorisant l'élection, à l'archevêché de Cologne, d'un prince de Bavière, au préjudice d'un prince de Fürstemberg, évêque d'Augsbourg, protégé de Louis XIV ; puis, au mois de septembre 1688, le Dauphin, que Vauban accompagnait, franchit le Rhin à la tête de quatre-vingt mille hommes, entra sur les terres de l'Empire, attaqua et prit Philippsbourg, l'une de ses plus importantes forteresses que la paix de Nimègue lui avait rendue. L'occupation du Palatinat suivit de près cette première conquête. Deux mois plus tard, une flotte hollandaise débarquait Guillaume à Torbay. Abandonné de tous, Jacques II fugitif recevait, à Saint-Germain, une hospitalité qui devait coûter bien cher à la France; Guillaume et Marie étaient proclamés rois par le Parlement. Ainsi le plan de Louis XIV était déjoué, et une nouvelle alliée, l'Angleterre, disposant de puissantes ressources, était acquise à la coalition.

Prévenus et défiés par l'invasion du Palatinat, les ennemis de Louis XIV prirent soin, pour resserrer les liens de leur union, de conclure, en 1689, des conven-


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tions nouvelles à Vienne, à Milan, à Turin. Celle de Vienne garantissait formellement à l'Empereur la succession d'Espagne, et au duc de Lorraine la restitution de ses États. Le roi de Danemark venait d'accéder à la ligue qui armait de toutes parts. Elle était formidable. Pendant neuf ans, de 1689 à 1697, la France lui fit glorieusement tête. Elle avait encore, à sa disposition, une partie des ressources accumulées par le génie prévoyant de Colbert et l'incessante activité de Louvois. Les grands exemples de Condé, de Turenne, de Duquesne étaient vivants. Des hommes de guerre remarquables, leurs compagnons ou leurs élèves, Luxembourg, Catinat, Noailles, Vendôme, Tourville, guidaient nos soldats. Vauban dirigeait encore les siéges. Dans les Pays-Bas, Luxembourg fut vainqueur à Fleurus, à Leuze, battit Guillaume, en personne, à Steinkerque et à Nerwinde, soumit Namur, Furnes, Cherbourg, et Louis XIV prit Mons. Dans le Piémont, Catinat remporta, sur le duc de Savoie, les deux victoires de Staffarde et de la Marsaille. Le duc de Noailles s'illustra en Catalogne, au passage du Ter, il s'empara de Girone en 1694, et Vendôme fit, en 1697, l'importante conquête de Barcelone. La France n'aurait eu partout que des succès éclatants sans la bataille de la Boyne, que Jacques II, auquel nous avions fourni d'importants renforts, perdit, en Irlande, contre Guillaume, sans la triomphante défaite que Tourville essuya, près du fort de la Hogue, après avoir vaillamment soutenu contre les flottes alliées, malgré lui et

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pour obéir aux ordres formels du Roi, une lutte absolument inégale, sans la perte de Namur que Villeroy laissa reprendre, en 1695, par le roi d'Angleterre. L'inhabile général s'en vengea en bombardant Bruxelles.

Cependant Louis XIV, la Hollande, le duc de Savoie, désiraient sincèrement la fin des hostilités. Les belligérants étaient épuisés. Charles II se mourait sans enfants; des convoitises ardentes guettaient sa succession; il fallait que les prétendants fissent la paix, afin de pouvoir consacrer toutes leurs forces à la défense de leurs droits. Fidèle à ses habiles traditions, la diplomatie française mina sourdement les bases de la ligue par les négociations particulières qu'elle poursuivit avec l'Empereur, le moins traitable des alliés, les États-Généraux qui lui avaient fait des avances secrètes, le duc de Savoie qu'elle séduisit, sans peine, en lui promettant pour sa fille la main du duc de Bourgogne. Ce fut au château de Ryswyk, près de la Haye, que s'ouvrirent, en 1697, sous la médiation de la Suède, les conférences pour la paix générale. Elle fut signée, le 20 septembre, par l'Angleterre, l'Espagne, les États-Généraux et la France, et, le mois suivant, par l'Empereur, qui, délaissé de tout le monde, y adhéra contraint et forcé.

La paix de Ryswyk confirma les traités de Westphalie et de Nimègue; elle stipula que Strasbourg et l'Alsace seraient conservés à la France, que toutes les sentences rendues par les chambres de réunion seraient annulées en ce qui concernait les territoires

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

situés hors de l'Alsace, mais que la religion catholique y serait maintenue dans les conditions où elle se trouvait au moment de la signature du nouveau traité, que Louis XIV reconnaîtrait formellement Guillaume comme roi de la Grande-Bretagne, qu'il restituerait Girone, Roses, Barcelone, Luxembourg, Charleroy, Mons, Courtray et Dinan. On put s'étonner de tant de modération après tant de victoires; mais on ne tarda guère à en pénétrer le secret motif.

Charles II paraissait expirant, et l'Europe entière croyait que sa succession était sur le point de s'ouvrir. Elle était splendide. Ce monarque débile et valétudinaire, incapable jusqu'à l'hébétement, dévot jusqu'à l'imbécillité, accablé sous le poids des obsessions diplomatiques, jouet docile et complice innocent des sombres intrigues qui s'agitaient autour de lui, prodiguant les témoignages de sa vacillante amitié tantôt à l'Autriche, tantôt à la France, tantôt à la Bavière, régnait sur l'Espagne, les Deux-Siciles, la Toscane, le Milanais, la Sardaigne et les plus florissantes régions de l'Amérique. Marié deux fois, d'abord avec Louise d'Orléans, nièce de Louis XIV, ensuite avec Anne, sœur de l'empereur Léopold et veuve de l'Électeur palatin, il était sans enfants; il se mourait et n'avait pas encore légué sa couronne. Le Dauphin de France, par sa mère Marie-Thérèse, sœur aînée de Charles II, — le Prince électoral de Bavière, par son aïeule, Marguerite-Thérèse, première femme de l'empereur Léopold et sœur cadette de Marie-Thérèse, — Louis XIV, par

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sa mère Anne d'Autriche, tante de Charles II, — l'empereur Léopold, par sa mère Marie-Anne, sœur de la précédente, étaient les plus proches héritiers du roi d'Espagne. Chacun des prétendants fondait ses droits sur les renonciations formelles ou supposées des princesses espagnoles dont ses concurrents tenaient les leurs. Celles qui avaient été consenties par Anne d'Autriche et par Marie-Thérèse n'étaient pas niables; mais Louis XIV affirmait que la dernière était nulle, d'après les termes mêmes du traité des Pyrénées, puisque la dot de sa femme n'avait jamais été payée. De son côté, le Prince électoral de Bavière soutenait qu'aucune renonciation n'avait été imposée ni à l'Impératrice sa grand'mère, ni à sa mère, fille de celle-ci. Quant à l'Empereur, qui devait être bien informé comme époux et comme père, il affirmait, sans produire d'ailleurs aucun document authentique, que le contraire était la vérité, et, comme sa tante Anne d'Autriche, aussi bien que sa belle-sœur Marie-Thérèse, étaient inhabiles à succéder aux États d'Espagne, il se proclamait seul et incontestable héritier de Charles II.

Il était aisé de prévoir que la guerre surgirait, un jour ou l'autre, de ces puissantes compétitions. Depuis longtemps, l'esprit pénétrant et exercé de Louis XIV méditait le profit qu'il pourrait tirer, pour la France et pour sa dynastie, des graves événements qui se préparaient; il en scrutait, avec un soin infini, les perspectives prochaines et cherchait à en percer les mystères. Le temps n'était plus où sa passion pour la gloire,


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

maîtrisant sa raison, le jetait dans les aventures, rebelle aux conseils de la prudence, ardemment préoccupé du but, peu soucieux des moyens. Non moins ambitieux qu'au moment même où il avait commencé à exercer le pouvoir suprême, mais instruit par les périls des grandes luttes qu'il avait eu à soutenir, devenu plus habile, plus avisé, plus modéré, prêtant une oreille attentive aux informations de ses ambassadeurs et aux avis de ses ministres, guidé par sa vieille expérience des choses politiques de l'Europe, il savait maintenant peser les chances et se préparer de longue main. Ses coffres étaient vides, ses troupes étaient décimées, son peuple succombait sous le faix des impôts et de la misère. C'eût été folie que d'entrer, affaibli et pour ainsi dire désarmé, dans de telles entreprises. Le grand Roi avait donc provoqué la paix, et il l'avait conclue dans des conditions qui faisaient honneur à son jugement. S'il avait renoncé à quelques-unes de ses conquêtes, c'était afin de se mettre en mesure d'en faire d'autres, par la voie des négociations, au besoin par celle des armes, plus nombreuses et plus importantes.

A vrai dire, aucun des prétendants n'était bien sûr de son droit. Aussi, quand on étudie l'histoire de cette grande et curieuse époque, les voit-on entrer, avec empressement, dans les arrangements et les compromis, tandis que leurs représentants font jouer, sans scrupules, à Madrid, tous les ressorts secrets sur lesquels ils peuvent mettre la main, pour fixer les irrésolutions du Roi et

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

arracher à sa faiblesse le testament qui doit combler les vœux de leur maître. Chacun a peur des deux autres et lui fait publiquement des avances, tandis qu'il cherche des alliés afin de ruiner leurs projets et qu'il travaille, dans l'ombre, à surprendre tout seul la riche proie, objet des communes convoitises.

Dès 1667, quelques mois avant la signature de la paix d'Aix-la-Chapelle, une convention, conclue très-secrètement à Vienne entre Louis victorieux et Léopold, oublieux dans son propre intérêt de ses devoirs envers les princes de sa maison, attribue à l'Empereur, après la mort de Charles II, l'Espagne, sauf la Navarre, les Indes, la Sicile et la Sardaigne, Majorque, Minorque, Iviça; et au roi de France, tous les Pays-Bas, la Franche-Comté, le duché de Milan, le royaume de Naples, les ports de Toscane, la Navarre, les Présides d'Afrique. En 1689, pour fortifier les liens de la seconde coalition formée contre Louis XIV, l'Angleterre et les États-Généraux garantissent à l'Empereur, par le traité de Vienne, toute la succession d'Espagne. En 1696, Charles II, par un premier testament, dispose de cette succession en faveur du Prince électoral de Bavière; mais, quelques mois plus tard, obsédé par les instances de la Reine, instrument docile de la cour de Vienne, le faible prince annule ce testament et s'engage à léguer ses royaumes à son cousin, l'archiduc Charles, pourvu que l'Empire l'assiste contre les armes de la France. La paix de Ryswyk déconcerte ces nouveaux projets. Afin de conjurer les périls d'une situation qui se montre, chaque


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

jour, plus menaçante pour la paix européenne, la France, l'Angleterre et la Hollande signent à la Haye, en 1698, *un premier traité de partage* qui donne au Dauphin de France le royaume de Naples, les ports de Toscane, le marquisat de Final, le Guipuscoa, et au Prince électoral tout le reste de la monarchie espagnole. Il y est dit que si l'Autriche et la Bavière refusent leur adhésion, elle sera exigée par les armes. Charles II proteste, contre ce démembrement anticipé de ses États, par un second testament qui en assure l'entière possession au prince de Bavière. Mais ce dernier meurt l'année suivante, et tout est remis en question. Alors intervient le *second traité de partage*. Il est conclu, les 13 et 25 mars 1700, à Londres et à la Haye, par les trois puissances signataires du premier. Il stipule qu'au décès du roi d'Espagne, le Dauphin aura les Deux-Siciles, les ports de Toscane, Final, le Guipuscoa et la Lorraine, dont le souverain dépossédé recevra, en échange, le duché de Milan, que tous les autres États de Charles II appartiendront à l'archiduc Charles, et que, ce dernier venant à mourir, l'Empereur pourra lui substituer un prince ou une princesse de sa maison, à l'exception, toutefois, de son fils aîné Joseph, roi des Romains, les trois alliés ne voulant pas que la formidable puissance de Charles-Quint puisse revivre.

En obtenant, de ses deux pires ennemis, la Hollande et l'Angleterre, par les négociations dont il a pris l'adroite initiative, la signature et la garantie du second traité de partage qui attribue au Dauphin de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

France, sans exiger sa renonciation au trône de ses pères, la Lorraine, le royaume de Naples, la Toscane maritime, Final, le Guipuscoa; qui diminue, d'autant, l'héritage espagnol des princes d'Autriche, et qui stipule que cet héritage ne passera pas à l'héritier direct de l'Empereur; qui confirme ainsi les rêves ambitieux de Charles VIII, et favorise les vues profondes de Richelieu; qui recule et fortifie nos frontières nationales à l'est et au nord; qui agrandit, en un mot, le territoire français et embellit magnifiquement les perspectives politiques de la dynastie des Bourbons, sous les yeux mêmes de la maison d'Autriche humiliée et affaiblie, Louis XIV fait certainement un coup de maître, si l'exécution de ce traité est possible. Mais il y faut, de toute nécessité, le consentement de l'Empereur; or, Villars, dont la valeur militaire est estimée de Léopold et dont la finesse diplomatique s'est avantageusement révélée à Vienne et à Munich (1783-1789), a été envoyé pour l'obtenir, et la mission de Villars a échoué complétement.

C'est que la mort du Prince électoral, en supprimant un des trois concurrents, a simplifié, de beaucoup, la situation, et surexcité, au plus haut point, les espérances de l'Empereur. Mécontent, à juste titre, de la méfiance et de l'abandon de ses alliés, délivré, désormais, des scrupules que suscitaient, dans son entourage, les droits de son petit-fils, le prince de Bavière, et des obstacles qui en pouvaient naître, sûr maintenant des sympathies de tous les siens, disposant, à Madrid,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

jour, plus menaçante pour la paix européenne, la France, l'Angleterre et la Hollande signent à la Haye, en 1698, *un premier traité de partage* qui donne au Dauphin de France le royaume de Naples, les ports de Toscane, le marquisat de Final, le Guipuscoa, et au Prince électoral tout le reste de la monarchie espagnole. Il y est dit que si l'Autriche et la Bavière refusent leur adhésion, elle sera exigée par les armes. Charles II proteste, contre ce démembrement anticipé de ses États, par un second testament qui en assure l'entière possession au prince de Bavière. Mais ce dernier meurt l'année suivante, et tout est remis en question. Alors intervient le *second traité de partage*. Il est conclu, les 13 et 25 mars 1700, à Londres et à la Haye, par les trois puissances signataires du premier. Il stipule qu'au décès du roi d'Espagne, le Dauphin aura les Deux-Siciles, les ports de Toscane, Final, le Guipuscoa et la Lorraine, dont le souverain dépossédé recevra, en échange, le duché de Milan, que tous les autres États de Charles II appartiendront à l'archiduc Charles, et que, ce dernier venant à mourir, l'Empereur pourra lui substituer un prince ou une princesse de sa maison, à l'exception, toutefois, de son fils aîné Joseph, roi des Romains, les trois alliés ne voulant pas que la formidable puissance de Charles-Quint puisse revivre.

En obtenant, de ses deux pires ennemis, la Hollande et l'Angleterre, par les négociations dont il a pris l'adroite initiative, la signature et la garantie du second traité de partage qui attribue au Dauphin de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

France, sans exiger sa renonciation au trône de ses pères, la Lorraine, le royaume de Naples, la Toscane maritime, Final, le Guipuscoa; qui diminue, d'autant, l'héritage espagnol des princes d'Autriche, et qui stipule que cet héritage ne passera pas à l'héritier direct de l'Empereur; qui confirme ainsi les rêves ambitieux de Charles VIII, et favorise les vues profondes de Richelieu; qui recule et fortifie nos frontières nationales à l'est et au nord; qui agrandit, en un mot, le territoire français et embellit magnifiquement les perspectives politiques de la dynastie des Bourbons, sous les yeux mêmes de la maison d'Autriche humiliée et affaiblie, Louis XIV fait certainement un coup de maître, si l'exécution de ce traité est possible. Mais il y faut, de toute nécessité, le consentement de l'Empereur; or, Villars, dont la valeur militaire est estimée de Léopold et dont la finesse diplomatique s'est avantageusement révélée à Vienne et à Munich (1783-1789), a été envoyé pour l'obtenir, et la mission de Villars a échoué complétement.

C'est que la mort du Prince électoral, en supprimant un des trois concurrents, a simplifié, de beaucoup, la situation, et surexcité, au plus haut point, les espérances de l'Empereur. Mécontent, à juste titre, de la méfiance et de l'abandon de ses alliés, délivré, désormais, des scrupules que suscitaient, dans son entourage, les droits de son petit-fils, le prince de Bavière, et des obstacles qui en pouvaient naître, sûr maintenant des sympathies de tous les siens, disposant, à Madrid,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'influences qu'il considère comme irrésistibles, il ne doute plus qu'elles n'obtiennent, pour l'Archiduc, son fils, la succession de toute la monarchie d'Espagne.

Alors s'engage autour de Charles II, entre les amis de la France et de l'Autriche, une lutte implacable de pressions et d'intrigues. Au milieu de ses perplexités douloureuses, le faible esprit du monarque mourant a pu saisir une idée et s'y est fixé irrévocablement. Il ne veut pas le démembrement de la Monarchie, et la fierté espagnole l'encourage dans cette résolution vraiment nationale. A Madrid, il n'est plus question de partage. Il s'agit simplement de savoir qui l'emportera : de Léopold ou de Louis XIV, et si le successeur de Charles sera Autrichien ou Français. L'amour que le Roi porte à sa maison, l'indignation que lui inspirent les traités conclus à l'instigation de la diplomatie française, les hautes influences dont disposent, à la cour, la Reine mère et la Reine, toutes deux princesses autrichiennes, l'audacieuse habileté du comte d'Harrach, le représentant de l'Empereur, la crainte qu'éprouvent les Espagnols de voir leur souverain résider et régner à Paris, combattent en faveur de l'Autriche. La France a pour elle les affinités de race, de caractère, d'intérêts qui l'unissent à l'Espagne, l'antipathie de cette nation pour les Allemands, les sympathies intéressées du Saint-Siége et le confesseur du Roi. Celui-ci est l'instrument du cardinal Porto-Carrero, archevêque de Tolède, tout dévoué lui-même à Louis XIV. Il persuade à Charles, que ses irrésolutions torturent. de consulter le Pape. Le duc

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'Uzeda[1] en est chargé; dès lors la solution n'est plus douteuse. Les vieilles passions qui ont allumé les haines des Guelfes et des Gibelins ne sont pas mortes. On sait, de longue date, à Rome que la main des rois est moins lourde, pour l'Italie, que celle des empereurs. Un homme habile, le cardinal Janson, représente, auprès du Saint-Siége, les intérêts de la France. Il saura le rappeler à propos. Effrayé de la responsabilité périlleuse que fait peser sur lui la confiance absolue de Charles II, le vieil Innocent XII hésite un instant; mais il demande avis à son conseil, et se prononce en faveur d'un Fils de France.

La décision du Pape a vaincu les cruelles anxiétés du Roi, triomphé de sa tendresse pour les princes de sa famille et de son bon zèle pour la gloire de sa maison. Pourquoi Charles II hésiterait-il? Il y va du salut de son âme. Quelques jours avant sa mort, le cœur brisé, les yeux mouillés de larmes, il signe cet acte célèbre dont les néfastes conséquences conduiront la Monarchie française au seuil même du tombeau et porteront, pendant douze années, des coups si terribles à la paix de l'Europe. En déposant la plume fatale, il murmure d'une voix défaillante : « O Dieu, ô Dieu éternel, c'est « vous, vous seul qui donnez et qui ôtez les empires! »

Lorsqu'elle exigeait, par le traité des Pyrénées, les renonciations d'Anne d'Autriche et de Marie-Thérèse, l'Espagne voulait éviter la réunion des deux couronnes;

[1] Ambassadeur d'Espagne à Rome.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du moment qu'il est expressément stipulé que cette réunion ne peut avoir lieu, il n'y a plus aucun motif pour Charles II de méconnaître les droits de ses héritiers les plus proches. Les lois nationales lui font un devoir de les maintenir. En conséquence, « il appelle le duc d'Anjou à la succession de tous ses royaumes et domaines sans exception et ordonne, à tous ses sujets et vassaux, de lui en donner la possession sans délai après qu'il aura juré de faire observer les lois, priviléges et coutumes de ses peuples. Comme il importe à la paix de la chrétienté que les deux monarchies restent séparées à jamais, la couronne d'Espagne passera au duc de Berry, frère du duc d'Anjou, si celui-ci meurt ou monte sur le trône de France; en cas de mort ou d'avénement au trône du duc de Berry, elle appartiendra à l'archiduc Charles; si celui-ci disparaît à son tour ou devient empereur, elle sera transmise au duc de Savoie, les États d'Espagne ne devant être, en aucune manière, ni séparés, ni amoindris. » Telles furent les dispositions essentielles du testament de Charles II. Les populations espagnoles y applaudirent sans réserve. L'Italie s'en montra satisfaite. Il frappa d'étonnement le reste de l'Europe et y ranima, de toutes parts, les méfiances, les jalousies, les rancunes qui se taisaient depuis le traité de Ryswyk; il excita, au plus haut point, les colères et le ressentiment de l'Empereur qui vit, en un seul jour, tous ses plans ruinés, toutes ses espérances déçues.

Charles II était mort le 1er novembre 1700. Le 9 entrait, à Fontainebleau, le courrier que la junte espa-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

gnole dépêchait au roi de France, pour lui remettre une copie du testament et pour offrir la couronne au duc d'Anjou. Instruit, par le cardinal Janson, de la réponse du pape Innocent XII, et par Blécourt, son chargé d'affaires, des intrigues puissantes que faisait jouer à Madrid le parti français, Louis XIV ne montra nulle surprise, et ce fut avec une majesté impassible que, le soir même, il présida le Conseil où devait s'agiter la plus grande affaire de son règne. Après avoir écouté le marquis de Torcy, ministre des affaires étrangères, qui prit le premier la parole et qui conseilla résolûment, par des considérations élevées et judicieuses, d'accepter le testament, le duc de Beauvilliers, président du conseil des finances, qui fut d'un avis absolument contraire et qui discourut en faveur du traité de partage, le chancelier Pontchartrain qui résuma la discussion sans se prononcer lui-même, mais qui parut incliner vers les opinions de Torcy, le Dauphin, dont l'affection paternelle sut plaider, avec une chaleur éloquente, la cause de son fils, il leur fit simplement connaître qu'il ne se croyait pas suffisamment éclairé et qu'il avait à réfléchir.

Pendant cinq jours il hésita, envisageant, avec une anxiété visible, les périls de la situation, pesant, avec une extrême prudence, les inconvénients et les avantages du parti qu'il avait à prendre, soit qu'il acceptât, pour son petit-fils, la succession d'Espagne, soit qu'il maintînt son adhésion au traité de partage, consultant son entourage, ses ministres, le Dauphin, les princes,


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les princesses elles-mêmes, avec une condescendance qui ne lui était pas habituelle. Le 12 novembre, il écrivait encore à son représentant auprès des États-Généraux qu'il entendait rester fidèle à ce traité. Ce fut le 15 seulement que les nuages de son esprit se dissipèrent et qu'il arrêta sa décision.

L'ambassadeur d'Espagne, le marquis de Castel dos Rios, est appelé, le lendemain, à Versailles où Louis l'attendait, ayant à ses côtés Philippe d'Anjou. « Vous le pouvez saluer comme votre roi », lui dit-il en désignant le jeune prince. L'ambassadeur se jette aux genoux de Philippe et lui baise les mains. « Messieurs, poursuit Louis XIV, en s'adressant à la cour qu'il a fait introduire, voilà le roi d'Espagne. Sa naissance l'appelait à cette couronne, ainsi que le testament du feu Roi. Toute la nation le souhaitait et le demandait avec instance. Je l'ai accordé avec plaisir, c'était l'ordre du ciel. Pour vous, monsieur, ajoute-t-il, en fixant son petit-fils, soyez bon Espagnol; c'est maintenant votre premier devoir; mais souvenez-vous que vous êtes né Français pour entretenir l'union des deux pays; c'est le moyen de conserver la paix de l'Europe. » — « Dieu soit loué, s'écrie Castel dos Rios, les Pyrénées sont fondues; nous ne faisons plus qu'un. »

Louis XIV devait-il accepter le testament du roi d'Espagne? L'examen attentif et impartial de la situation où se trouvait alors l'Europe semble prouver qu'en ne repoussant pas la couronne que les dernières volontés de Charles II léguaient à un Fils de France

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et que lui offraient, pour ainsi dire, les sympathies unanimes du peuple espagnol, il fit un acte prudent et judicieux. L'alternative qui se dressait devant lui était extrêmement périlleuse, et, quel que fût le parti qu'il adoptât, la guerre paraissait inévitable. La renonciation de Philippe d'Anjou entraînait, de plein droit, l'avénement de l'archiduc Charles. Éconduit à Paris, Castel dos Rios devait, d'après les ordres formels de la junte, partir immédiatement pour Vienne. Si le roi de France rejetait le testament, s'il restait fidèle au traité de partage pour ne pas manquer à sa parole et pour agrandir le territoire de son royaume, les vœux de l'Empereur étaient comblés, la maison d'Autriche recouvrait sa prépondérance et son éclat, tout le fruit des prodigieux efforts qui avaient été faits, depuis quatre-vingts ans, pour réaliser, dans l'intérêt national, les vues politiques de Henri IV, de Richelieu, de Mazarin, était perdu. Il faudrait, pour obtenir l'exécution du traité, engager contre l'Empereur, avec des alliés douteux, ennemis acharnés de la veille, une lutte armée dans laquelle Léopold aurait, comme auxiliaires, le fanatisme, l'orgueil blessé et vindicatif du peuple espagnol qui, voulant maintenir, à tout prix, l'indivision des États de Charles II, ayant tendu vainement les bras vers la France, envisageant son refus comme le plus insupportable des outrages, deviendrait, pour elle, le plus implacable des ennemis. En supposant, ce qui était peu probable, que l'issue de cette lutte fût heureuse, et qu'elle nous donnât, conformé-


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ment au traité, le royaume de Naples, les ports de la Toscane, la Lorraine, pouvait-on espérer, d'après les dures instructions des siècles passés, qu'il fût possible de conserver en Italie, sans l'assentiment de l'Autriche, ces possessions glissantes et précaires que nos mains avaient toujours été impuissantes à retenir, et, quant à la Lorraine, n'était-elle pas, pour la France, une annexe naturelle qui lui reviendrait, tôt ou tard, par la force même des choses? On risquerait donc une aventure pleine de périls pour obtenir des avantages extrêmement incertains.

Si, au contraire, Philippe d'Anjou succédait à Charles II, la France restait fidèle à ses traditions politiques, comme doit l'être toute grande nation respectueuse d'elle-même, qui veut conserver son prestige, se maintenir dans la voie que lui tracent ses instincts, éviter de compromettre la situation que lui ont acquise de constants et durs labeurs, de nombreux et sanglants sacrifices; l'Espagne, qui, pour ainsi dire, n'avait jamais cessé de lui faire la guerre depuis que des princes autrichiens régnaient à Madrid, que des affinités de race, des similitudes de caractère, la communauté des limites, la concordance des intérêts désignaient cependant comme son alliée naturelle, qui possédait des colonies magnifiques offrant à nos industries, à notre marine, beaucoup plus actives et florissantes que les siennes, d'incalculables ressources, qu'il leur fallait alors disputer péniblement à la Hollande et à l'Angleterre, — l'Espagne devenait pour nous, à

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

partir du moment où elle serait gouvernée par le petit-fils de Louis XIV, une amie sûre, généreuse, dévouée, dont l'assistance fidèle nous ferait certainement plus forts et plus riches, plus redoutables et plus redoutés. Sans doute, on pourrait accuser Louis XIV d'infidélité à ses promesses; mais ses alliés, s'ils étaient de bonne foi, ne devaient-ils pas reconnaître qu'un événement aussi imprévu, aussi important, aussi décisif pour les destinées de son royaume, lui créait des obligations toutes nouvelles et le dégageait ainsi de sa parole? n'était-on pas en droit de penser qu'ils hésiteraient à prendre les armes? Sans doute, aussi, Léopold, qui était arrivé si près du but par tant d'efforts et tant d'intrigues, ne laisserait pas arracher, à sa maison, tous les royaumes espagnols sans tirer l'épée pour les reconquérir; sans doute, aussi, la France n'avait pas eu le temps de réparer ses forces brisées par les guerres précédentes et de remplir ses coffres vides; mais, obligé de défendre les frontières d'Autriche contre l'insurrection des Hongrois et les menaces des Turcs, l'Empereur ne pouvait être, en ce moment, un ennemi bien redoutable.

Dans les deux cas, une lutte armée était donc nécessaire, indispensable, et, puisqu'on devait fatalement opter entre deux guerres, il faut savoir gré à Louis XIV d'avoir choisi celle qui paraissait, en même temps, la moins périlleuse et la plus utile à la France, quoique la moins profitable à sa dynastie.

Aussi bien, la décision qu'il avait prise fut-elle


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

accueillie par la plupart des puissances, sinon avec un empressement sympathique, au moins avec une résignation déférente, tant elle était naturelle, tant elle parut dictée par une sage appréciation des difficultés politiques dont le fardeau s'imposait alors à l'Europe. L'exécution du traité de partage eût accru démesurément l'étendue du territoire français, elle eût détruit l'équilibre fondé par la paix de Westphalie, consacré par celles de Nimègue et de Ryswyk; l'exécution du testament, au contraire, ne compromettait nullement cet équilibre, puisqu'elle maintenait, sur le trône d'Espagne, un monarque *indépendant*. Telle fut la thèse habilement développée dans un mémoire remis, par Louis XIV, à l'Angleterre et aux États-Généraux qui avaient d'abord réclamé l'exécution du traité; telle fut aussi l'impression générale, malgré les sourdes menées de Guillaume et de Heinsius. A la Bourse d'Amsterdam, une hausse importante eut lieu immédiatement sur toutes les valeurs. « Je gémis du fond du cœur, écrivait le 18 novembre Guillaume III à son confident, le Grand Pensionnaire, de ce qu'à mesure que la chose devient publique, la majorité se réjouit que le testament ait été préféré par la France, et cela parce qu'il est plus avantageux à l'Angleterre et à l'Europe. » Et quelques jours plus tard : « Tout le monde me presse avec instance pour que je reconnaisse le roi d'Espagne;... je ne prévois pas que je puisse le différer plus longtemps;... vous ne sauriez croire combien mes ministres me pressent là-dessus. »

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Proclamé roi sans la moindre résistance dans tous les États de la monarchie espagnole, le duc d'Anjou a été reçu à Madrid, le 18 février 1701, par une population ivre d'enthousiasme; il est reconnu successivement par le duc de Savoie (23 février 1701) qui va devenir son beau-père et qui, nommé généralissime des deux couronnes en Italie, met à leur disposition un corps d'armée de dix mille hommes; — par le duc de Mantoue (24 février) qui s'engage à recevoir, dans sa capitale, sept mille soldats français; — par l'Électeur, archevêque de Cologne, qui offre ses sympathies et son influence pour 15,000 livres par mois; — par son frère, l'Électeur de Bavière, la veille encore tout dévoué aux Habsbourg, mais qui, se croyant des droits à la reconnaissance de Léopold, mécontent de la parcimonie impériale, homme de plaisirs et d'expédients, promet à Louis XIV (9 mars), moyennant un subside annuel de 40,000 livres, la garantie formelle de ses États et la séduisante perspective de la souveraineté des Pays-Bas, un contingent de treize mille hommes; — par plusieurs autres princes de l'Empire, le duc de Brunswick-Wolfenbuttel, le duc de Saxe-Gotha, l'évêque de Munster; — par le roi de Portugal qui s'oblige (traité conclu, le 18 juin, à Lisbonne) à procurer, en ce qui le concerne, l'exécution du testament de Charles II, ainsi qu'à interdire l'entrée de ses ports aux ennemis du nouveau roi d'Espagne, sous la condition expresse que ce dernier indemnisera le Portugal des pertes qu'il a subies en raison de l'acte


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de l'Asiento, qu'il lui assurera la possession de ses futures conquêtes sur les Hollandais, et renoncera, en sa faveur, à la colonie du Saint-Sacrement; — par le roi Guillaume qui s'incline politiquement, en dépit de ses répugnances et de ses rancunes, devant la volonté absolue du parlement d'Angleterre, et qui écrit, de sa main (29 avril), une lettre gracieuse à Philippe; — par les États-Généraux eux-mêmes, qui, frappés de terreur à la vue des garnisons françaises installées sur leurs frontières, dans les forteresses espagnoles, restent sourds aux suppliantes exhortations du Grand Pensionnaire.

Mais déjà se sont passés des événements graves qui ont assombri l'horizon politique et mis la paix en grand péril. La prudence habile dont Louis XIV a fait preuve depuis la conclusion du traité de Ryswyk n'a pu tenir plus longtemps contre les funestes conseils de son ambition. Du moment qu'il s'est vu le plus fort, il a été comme ébloui par l'éclat de sa nouvelle grandeur. Ses anciennes audaces lui sont revenues. Il a cru, comme autrefois, qu'il pouvait tout oser, et il a commis des fautes capitales. Il lui importait, avant tout, de se faire pardonner ses récents triomphes à force de ménagements et de modération, de neutraliser les haines actives des ennemis de la France, et de désarmer les jalousies ombrageuses des puissances neutres par les procédés les plus corrects, au besoin, par les plus délicates prévenances. Or, il a provoqué toute l'Europe en confirmant le duc d'Anjou par des lettres patentes, solennellement enregistrées, dans ses droits

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

éventuels à la couronne de France, et en obtenant, de la junte, que les gouverneurs des possessions espagnoles recevront l'ordre d'obéir à lui-même aussi bien qu'à son petit-fils ; il a provoqué les États-Généraux en se prévalant de cet ordre pour faire surprendre et occuper, le même jour, par les troupes du maréchal de Boufflers, les forteresses des Pays-Bas, pour détruire ainsi ces barrières qu'ils considéraient comme l'unique sauvegarde de leur sûreté, et il a, de ses propres mains, armé leur juste vengeance en leur renvoyant les garnisons hollandaises que la plus vulgaire prudence lui faisait un devoir de retenir ; il a provoqué Guillaume III, dont la volonté du Parlement maintenait à peine la frémissante colère, en proclamant roi le fils de Jacques II qui venait de mourir à Saint-Germain, manquant ainsi à ses engagements les plus solennels, et violant, sans scrupule, la paix de Ryswyk ; il a provoqué, insulté, bravé l'Angleterre qui avait d'abord accordé ses sympathies à Philippe V, mais qui ne pourra pardonner à son grand-père l'incroyable outrage qu'il a commis envers ses droits de souveraineté et ses institutions religieuses, lorsqu'il a publiquement reconnu, en face de Guillaume, l'élu de la nation, un prince catholique, pour souverain de la Grande-Bretagne.

Aussi la face des choses va-t-elle complétement changer. Depuis l'ouverture du testament de Charles II, l'Empereur, le roi d'Angleterre et le Grand Pensionnaire n'ont cessé d'entretenir des correspondances secrètes, de préparer sous main, par leurs menées

Digitized by Google · Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

diplomatiques, le terrain de la guerre et d'épier le moment d'agir. L'occasion est venue, et ils n'auront garde de la perdre. Léopold a déjà pris des mesures très-graves pour fortifier, en Allemagne, sa position militaire. Il a créé un neuvième Électorat en faveur du duc de Hanovre et conféré, par le traité du 16 novembre 1700, la dignité royale à Frédéric, Électeur de Brandebourg, sous la condition formelle que ces princes tiendront à sa disposition, le cas échéant, un corps de troupes considérable. Les imprudences inouïes que le grand Roi a commises ont rétabli la prépondérance de Guillaume et de Heinsius dans les conseils de Londres et de la Haye; elles donneront à l'Autriche l'alliance fidèle de l'Angleterre et de la Hollande. De ce concert d'intérêts à défendre, d'envies à satisfaire, de déboires et d'insultes à venger, surgira contre nous, sous le nom de Grande Alliance, une troisième coalition infiniment plus puissante, plus ardente, plus redoutable que les deux autres.

La Hollande qui a cédé à la peur, mais où dominent toujours les influences de Guillaume et de Heinsius, se déclare la première. A peine a-t-elle reconnu Philippe qu'elle émet la prétention que dix places fortes, situées sur ses frontières, soient remises immédiatement à sa garde, et que Nieuport ainsi qu'Ostende soient confiés à celle de l'Angleterre, en attendant que le roi d'Espagne cède le Milanais et les Pays-Bas à l'Empereur. Louis XIV répond à cette sommation, admissible tout au plus de la part d'un vainqueur, en la faisant imprimer dans les

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

gazettes, afin que le public puisse en saisir l'exagération et le ridicule, et en augmentant l'effectif des garnisons françaises qui occupent les Pays-Bas. Alors les États-Généraux tendent vers leurs alliés des mains suppliantes, et invoquent ouvertement leur secours contre la nouvelle invasion qui les menace. Ce cri de détresse est entendu. En Angleterre, l'opinion publique, surexcitée, au plus haut point, par les procédés arrogants du roi de France, est revenue à Guillaume. La publication opportune d'une lettre, révélant l'origine d'un complot jacobite, adressée à Paris et interceptée à Londres, y a porté l'irritation à son comble. Dès lors, le Parlement ne refuse plus rien au Roi. Par l'*Acte d'établissement* qu'il vote pour compléter la déclaration des droits de 1689, il interdit formellement le trône aux membres catholiques de la famille royale et décide qu'après la mort de la princesse Anne, qui doit succéder à son beau-frère Guillaume, la couronne appartiendra à l'Électrice de Hanovre, petite-fille de Jacques Ier par l'électeur palatin Frédéric V. Puis, il témoigne hautement de ses chaleureuses sympathies pour la Hollande, en votant (mai 1701) d'importants subsides destinés à l'entretien de trente mille hommes de mer, et au transport, sur le continent, d'un corps auxiliaire de treize mille soldats. De son côté, l'Empereur n'est pas inactif. Il tient encore rigueur à ses alliés qui ont foulé aux pieds leurs plus solennelles promesses, en signant d'abord le traité de partage, en acceptant, plus tard, le testament de Charles II. Mais



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

leur commune haine les rapproche. Le gouvernement autrichien a surpris un messager expédié à Louis XIV par Ragotzky, le chef désigné de l'insurrection hongroise. La cour de Vienne est en émoi, et l'ambassadeur de France, le marquis de Villars, voit sa vie menacée par l'exaspération publique [1]. Le 7 septembre, Léopold conclut, à la Haye, un traité avec l'Angleterre et les États-Généraux [2]. Il y est dit que les trois puissances uniront leurs efforts pour procurer une pleine satisfaction à l'Empereur, à raison de ses droits sur la monarchie d'Espagne, ainsi qu'une entière sûreté à la Grande-Bretagne et à la Hollande; qu'en conséquence, on chassera l'ennemi du duché de Milan, du royaume des Deux-Siciles et des ports de la Toscane; qu'on ne déposera pas les armes avant que ce but soit atteint; qu'on ne fera la paix que d'un commun accord, et à la condition formelle que les couronnes de France et d'Espagne ne seront jamais réunies sur une même tête; que tous les États de l'Europe pourront participer à la nouvelle alliance, et qu'on y invitera expressément l'Empire intéressé à reprendre possession de plusieurs fiefs dont Louis XIV a fait injustement la conquête. — Déjà le Danemark s'était engagé, envers les deux puissances maritimes, et moyennant le versement annuel

[1] Insulté publiquement, provoqué en duel, Villars sut garder une attitude calme et digne. Le gouvernement autrichien lui ayant offert une garde de sûreté, il la refusa et déclara fièrement que la vie de l'ambassadeur d'Autriche à Paris était responsable de la sienne.

[2] Il fut signé par le duc de Marlborough pour l'Angleterre, par les comtes de Gœssen et de Wratislaw pour l'Empereur.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'une somme de 300,000 écus, à leur fournir, pendant dix ans, trois mille cavaliers, mille dragons et huit mille fantassins. Au commencement de mai 1702, la Hollande, l'Angleterre et l'Empereur publient des manifestes pour exposer leurs griefs envers la France et lui déclarent collectivement la guerre. Cédant aux sollicitations incessantes des agents de Léopold, les deux cercles du Rhin, ceux de Franconie, d'Autriche, de Souabe et de Westphalie s'obligent à mettre sur pied quarante mille hommes, et, le 30 septembre, l'Empire déclare la guerre à son tour. Seuls, les électeurs de Bavière et de Cologne s'abstiennent et protestent. L'année suivante, la Grande Alliance fait d'importantes recrues. Le roi de Portugal prête une oreille complaisante aux conseils perfides de l'Amirante de Castille qui vient de se montrer parjure envers son souverain et aux habiles insinuations de Methuen, l'ambassadeur de la reine Anne; dénonce le traité qu'il a conclu avec Philippe V, se lie, le 16 mai 1703, par une union perpétuelle, offensive et défensive, envers les puissances maritimes et l'Empereur. En vertu de cette union, il est tenu de recevoir dans ses ports, pendant la paix, douze vaisseaux de guerre anglais et hollandais, de reconnaître, pour roi d'Espagne, l'archiduc Charles, dès qu'il sera débarqué sur le territoire de la Péninsule, et de lui fournir une armée de vingt-sept mille soldats sous la condition que ces alliés se chargeront de l'entretenir en partie à leurs frais, et que l'Archiduc, lorsqu'il sera monté sur le trône, lui cédera huit places importantes


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de l'Estramadure et de la Galice. Par une convention signée à la Haye, le 16 août 1703, la Suède promet un corps de dix mille hommes qu'elle expédiera, sur le théâtre des hostilités, aussitôt qu'elle aura fait sa paix avec la Pologne et la Russie. Enfin, le duc de Savoie, gagné secrètement par les offres séduisantes de Léopold, trahit, pour la satisfaction de ses intérêts particuliers, la tendresse de ses deux filles et la confiance de Louis XIV. Un traité, signé à Turin le 25 octobre, stipule que l'Empereur entretiendra, en Italie, cent vingt mille hommes auxquels Victor-Amédée joindra vingt mille soldats ; que le duc sera le généralissime des deux armées réunies ; qu'il recevra, de la Hollande et de l'Angleterre, un subside mensuel de 80,000 ducats, et que l'Empereur lui garantit la possession de tout le duché de Montferrat ainsi que d'une partie considérable du duché de Milan qu'il tiendra en fief de l'Empire.

Ainsi prit naissance en 1701 et grandit, successivement, la ligue puissante contre laquelle combattirent sans trêve ni merci, pendant une sombre période de douze années, toutes les forces, toutes les ressources de la monarchie française, jusqu'au moment où les traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade, en mettant fin aux guerres de la succession d'Espagne, rendirent la paix à l'Europe.

Ce fut, sans aucun doute, le crime politique de Louis XIV d'avoir, malgré les dures leçons du passé, attiré sur son pays, par ses témérités agressives, les

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

foudres de la Grande Alliance; ce fut son châtiment de voir la France, qui avait été si forte et si fière depuis le commencement de son règne, écrasée sous le poids de ses misères, succombant sous ses propres efforts, soutenant une lutte sanglante et désespérée contre d'implacables adversaires, pleurant ses humiliations et ses revers, sur le point d'être envahie et conquise; ce fut son expiation de voir les malheurs de sa famille s'ajouter aux calamités publiques, et ses plus belles espérances brisées successivement par la mort, de courber lui-même son orgueil, indompté jusque-là, devant le triomphe insolent et railleur de ses ennemis; ce fut aussi son honneur de montrer une humeur constamment égale, de porter un front toujours serein au milieu de tant d'infortunes, de fortifier ainsi la confiance publique par l'imperturbable dignité de son attitude; ce fut certainement sa gloire, après de si nombreux et accablants désastres, de sauver, par sa grandeur d'âme vraiment héroïque, par la constance inébranlable de ses armées et l'infatigable dévouement de ses négociations, l'intégrité de sa monarchie, ainsi que la couronne de Philippe V.

Le récit des épreuves douloureuses qui ont précédé immédiatement la paix d'Utrecht n'est plus à faire. Sans remonter aux sources mêmes, à ces curieux mémoires où Torcy, l'un des principaux acteurs, le développe, dans ses moindres détails, avec une abondance un peu personnelle, on en trouve le résumé, plus ou moins complet, plus ou moins méthodique, dans


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tous les écrits qui racontent les grands événements du dix-huitième siècle. L'histoire des négociations qui ont abouti au traité de Rastadt et à la paix de Bade est beaucoup moins connue. Ce fut à Utrecht que s'effondra la coalition de 1701 et que se joua réellement l'acte capital du drame où avait failli sombrer notre fortune nationale. Il semble que l'on respire à l'aise, quand on vient d'en achever la lecture, et qu'on n'ait plus à s'occuper du sort de la France. Affranchie des plus redoutables périls d'une situation qui semblait désespérée, n'ayant plus à combattre que l'Empereur et l'Empire, elle ne peut manquer de vaincre. Assuré de son triomphe, on ne portera plus qu'une attention médiocre et distraite aux événements qui vont suivre. J'éprouvais, moi-même, cette impression, lorsque mes yeux sont tombés, aux archives des Affaires étrangères, sur les dernières pages des annales diplomatiques du grand règne. Elle s'est modifiée à mesure que j'étudiais ces pages de plus près. Les événements qu'elles racontent, les circonstances et les incidents qu'elles mettent en relief, — les derniers épisodes des longues guerres de la succession; les mésaventures de la maison d'Autriche qui a eu la témérité de se mesurer toute seule contre nous, les déconvenues du prince Eugène, le plus audacieux, comme le plus acharné de nos ennemis, sa réconciliation politique avec le maréchal de Villars sur le perron du château de Rastadt, les efforts sincères auxquels se livrent ces deux vaillants hommes, qui viennent de se disputer la victoire sur des champs de bataille où se déci-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dait le sort de l'Europe, pour donner à leurs pays une paix avantageuse et honorable; les habiletés profondes du prince de Savoie, luttant contre les finesses un peu gasconnes du maréchal de France; la chute mémorable de la princesse des Ursins; le zèle opiniâtre que déploie Philippe V, qui lui doit tant et qui peut-être éprouve des remords, pour lui obtenir une souveraineté indépendante, et le péril que ce zèle fait courir au succès des conférences; les incartades diplomatiques de Villars, ses visées ambitieuses et ses déceptions amères; les sages instructions que le bouillant ambassadeur reçoit de son souverain; les conseils froids et un peu sévères que lui donne Torcy, tout en ménageant son irascibilité et son influence; la soumission de Barcelone après une résistance véritablement héroïque; enfin la conclusion de la paix de Bade qui, confirmant, pour ainsi dire, de tous points le traité de Rastadt, règle définitivement, en Italie, dans les Pays-Bas, sur le Rhin, la querelle du Roi et de l'Empereur, de la France et de l'Empire, — offrent encore, même après les grands faits qui se sont passés à Utrecht, le plus sérieux intérêt.

J'espère qu'il me sera permis de l'invoquer pour justifier la publication de cette étude. J'ai cru qu'il pourrait être plus vif si je présentais au lecteur quelques fragments des correspondances officielles qu'il m'a été donné de parcourir. Il y trouvera le témoignage irrécusable du souci patriotique avec lequel notre diplomatie traitait, à cette époque, les affaires de la France. Les grandes leçons du marquis de Lionne n'étaient pas encore


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

perdues. Le Roi avait voulu que son gouvernement y restât fidèle. Ce sont elles qui inspirent les habiles dépêches que rédige le prudent Torcy, où nos agents puisent leurs instructions et qui leur tracent leurs devoirs.

Les négociations du traité de Rastadt ne sauraient être bien comprises, si le lecteur n'avait présents à la mémoire les faits importants dont elles furent la conséquence naturelle, et qui signalèrent les dernières années du grand règne. Un exposé préalable de ces faits est donc nécessaire.

Cet exposé, où le bref récit des événements militaires et politiques précédera l'analyse des clauses principales de la paix d'Utrecht, fera suite à l'Introduction qu'on vient de lire. On y verra s'accomplir, une fois de plus, les lois fatales qui suscitent et qui dénouent les coalitions des peuples.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

LA COALITION DE 1701
CONTRE LA FRANCE


LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CA

LIVRE PREMIER
RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER
SITUATION MILITAIRE DE LA FRANCE.

La guerre commence en 1700 et prend fin seulement en 1712. Pendant cette longue et sombre période, la France n'obtiendra pas un jour de repos. Ses armées auront à combattre, en Italie, en Allemagne, en Espagne, sur le sol national, dans les Pays-Bas, des ennemis pourvus de ressources presque inépuisables, animés, contre elle, de sentiments passionnés, forts par l'indissoluble union de leurs intérêts et de leurs haines, commandés par des généraux de génie. L'Angleterre concourra surtout au progrès de la cause commune par son or et ses vaisseaux, par l'ardeur de ses convictions politiques et religieuses, par la puissante épée de Marlborough; la Hollande par la vaillance de ses marins, les âpres convoitises de ses marchands, les impitoyables rancunes de ses hommes d'État, les froides et pro-


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fondes combinaisons de son Grand Pensionnaire; l'Allemagne par ses nombreux soldats, par l'expérience des chefs qui les dirigent, par les rancunes belliqueuses et l'infatigable ambition de l'Empereur, par les talents admirables du prince Eugène, le plus grand homme de cette époque; la Savoie par ses astuces et ses perfidies.

On ne peut dire, sans doute, que la France entrait, dans cette formidable lutte, impuissante et désarmée. Nous savons que Louis XIV la prévoyait et qu'il avait sagement conclu la paix de Ryswick pour s'y préparer. Mais le temps et les moyens lui avaient manqué et, d'ailleurs, les hommes lui faisaient défaut. Sans être épuisées, les forces de son royaume étaient grandement réduites. Pour ne parler que de la situation militaire, il faut reconnaître que les aspects s'en étaient fortement assombris. Ce n'était pas le bon vouloir de l'honnête et timide Chamillard qui pouvait remplacer, sans les plus sérieux inconvénients, l'ardente activité de Louvois. Les saines traditions vivaient toujours; Chamlay[1], qui avait été le second du grand ministre, faisait encore des plans, donnait encore des conseils; la pénétrante intelligence qui les contrôlait et les complétait, la volonté impérieuse qui les faisait exécuter sans réplique, avaient disparu. Vainement Louis XIV tentait-il d'éclairer, de ses propres lumières, l'intelligence de son nouveau conseiller. Depuis longtemps déjà, Louvois, afin de s'assurer la direction suprême des armées, avait su « le picquer », au profit de son ambition personnelle, « de « jalousie, de gloire et d'autorité. Il lui avait persuadé « aisément de commander lui-même, de son cabinet, toutes « ses armées, de ne se rapporter point, du plan des cam- « pagnes, à ceux qui les devaient commander, mais de leur

[1] Le marquis de Chamlay, maréchal des logis des armées du Roi. Voir Annexe 1.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« donner leurs leçons toutes faites, sans qu'ils pussent s'en « écarter, sans un nouvel ordre, suivant les conjonctures [1]. » Or, Louvois était « un des plus grands ministres qu'il y ait « eu jamais pour le détail, la discipline, la subsistance, le « service, la connaissance des corps et de leurs officiers, « pour former les plus grands et les plus beaux projets, « pour l'art, le secret, le concours de leur préparation, « pour la justesse et la sûreté de leur exécution [2] ». Ce que Louis XIV avait fait, pendant plusieurs années, lorsqu'il était actif, robuste, pour ainsi dire infatigable, avec l'assistance ou plutôt d'après les avis d'un tel homme, pouvait-il, vieux, las, découragé, le faire encore utilement pour la France, de concert avec un personnage tel que Chamillard? Quelque longue et nourrie que fût son expérience, quelque sérieuse, quelque soutenue, quelque opiniâtre que fût son application, ses efforts, mal secondés par un ministre incapable, ne suffisaient pas pour accomplir cette tâche immense, pour diriger un ensemble si vaste et si complexe, pour y maintenir, sans relâche, l'impulsion nécessaire. Tous les rouages de la machine subsistaient, mais le ressort principal était plus qu'à demi brisé. Aussi le fonctionnement en était-il devenu lent, pénible, irrégulier. Les ordres, souvent mal conçus, étaient parfois d'une exécution impossible. Il arrivait, sans cesse, que les approvisionnements s'égaraient en route ou ne partaient pas, que les généraux ne recevaient ni les vivres ni l'argent, ni les troupes qu'on leur avait promis. Fénelon dit tout simplement que « le « branle, donné du temps de M. de Louvois, est perdu ». « Votre Majesté, écrivait Catinat à Louis XIV, au mois de « juin 1702, m'a fait l'honneur de me dire qu'elle ne con- « naissait l'Allemagne que par ses cartes... Elle me per-

[1] SAINT-SIMON, *le Parallèle*.
[2] *Ibid.*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« mettra de lui dire que les gens, qui sont sur les lieux, « voient mieux que ceux qui n'y sont pas. » Au moment de partir pour une expédition en Allemagne, Villars hésitait, malgré les ordres réitérés qu'il recevait du ministre. On le presse de nouveau. « Cette armée, répond-il, part sans « officiers, ni recrues, ni habillements, ni armes. » Un peu plus tard, le maréchal de Tessé pousse un cri de détresse non moins douloureux : « Je vois, tous les jours, des officiers « qui marchent à pied parce qu'ils n'ont pas de quoi servir « autrement. Je les vois réduits au pain de munition et à « l'eau, et j'en sais nombre qui sont, de sept à huit jours, « sans manger un morceau de viande, parce qu'ils n'ont « pas de quoi en acheter[1]. » Bientôt le désarroi, la pénurie en arrivent à ce point que Chamillard conseillera officiellement à un général français de demander au pillage l'argent qu'il ne peut plus lui fournir. On trouve, dans une lettre qu'il adresse au duc de Noailles, le 21 avril 1707, ce triste et curieux passage : « Si vous êtes assez heureux pour pénétrer en pays ennemi, corrigez-vous des idées douces et « bénignes pratiquées jusqu'à présent par nos généraux... Je « vous demande, par l'amitié que vous avez pour le contrô-« leur général des finances, d'étendre la contribution aussi « loin qu'elle puisse aller, et de la faire payer avec un peu « plus de dûreté. Les secours que vous en retirerez devien-« dront très-nécessaires au secrétaire d'État de la guerre[2]. »

Combattre dans de telles conditions avec des généraux comme Turenne, Condé, Luxembourg, les forces réunies de presque toute l'Europe, eût été, sans aucun doute, extrêmement périlleux. Mais ces grands capitaines n'étaient plus; sauf Catinat et Boufflers qui vieillissaient, aucun de leurs élèves n'offrait ces garanties solides qui, rassurant

[1] Lettre de Tessé à Chamillard, du 8 juin 1707.
[2] Chamillard au duc de Noailles, 21 avril 1707.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'esprit public, font luire l'espoir après les revers. Sans admettre, comme Saint-Simon [1], que les destinées de la France fussent alors confiées à des « généraux de goût, de fantaisie, de faveur, de cabinet, à qui le Roi croyait donner, comme à ses ministres, la capacité avec la patente », on doit avouer que Villars, Vendôme, Berwick, Noailles, Tessé, dont les actes protestèrent, avec éclat, contre ce jugement amer et excessif, n'avaient pas encore fait leurs preuves et que, si la guerre n'avait été indispensable, c'eût été une impardonnable folie que de l'entreprendre. Les talents militaires du prince Eugène s'étaient montrés en maintes circonstances et l'immortelle victoire de Zenta [2] venait de révéler son génie. La brillante valeur et l'habileté de Marlborough étaient connues de toute l'Europe. Louis XIV avait appris, à ses dépens, ce qu'il y avait à redouter de la véhémente ambition et des menées ténébreuses du Grand Pensionnaire Heinsius. Aux *triumvirs de la ligue,* ainsi que les nomme Torcy, à l'effrayante coalition qui se dressait contre elle, à cette union puissante formée par la jalousie, cimentée par la haine, servie par des forces qui paraissaient invincibles, la France ne pouvait opposer que des ressources douteuses et médiocres. Dans cette lutte inégale, elle fit des prodiges. Malgré d'accablantes infortunes, la constance de son patriotisme fut véritablement admirable. Habilement conduits par la politique expérimentée de Louis XIV, encouragés et soutenus par les viriles exemples du vieux roi, heureusement secondés par quelques vaillants capitaines, les violents efforts de ce patriotisme la sauvèrent.

[1] *Mémoires.*

[2] La bataille de Zenta, qui fut livrée le 11 septembre 1697, eut des résultats considérables. Le grand vizir, 17 pachas, plus de 20,000 Turcs y périrent. Le traité de Carlowitz, par lequel la Porte céda, en 1699, une grande partie de la Hongrie ottomane à l'Autriche, la Morée à Venise, la Podolie et une partie de l'Ukraine à la Pologne, en fut la conséquence.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE II

GUERRES D'ITALIE.

Catinat, Villeroy, Vendôme, le duc d'Orléans contre le prince Eugène, Victor-Amédée et Stahremberg. — Mission de Tessé. — Philippe V en Italie. — Carpi. — Chiari. — Crémone. — Luzzara. — Cassano. — Calcinato. — Trahison du duc de Savoie. — Siége de Turin. — L'Italie évacuée. — Tessé sauve Toulon.

C'est en Italie que s'engagent les hostilités. Le Milanais est fief de l'Empire. A peine Léopold connaît-il le testament de Charles II qu'il dirige, en secret, un corps de troupes vers la Lombardie pour y devancer Philippe V. A cette expédition militaire, dont l'intention lui est bientôt révélée, Louis XIV oppose l'épée du maréchal de Catinat et la parole habile du comte de Tessé [1]. Catinat doit prendre le commandement des garnisons espagnoles ainsi que des régiments français qui ont été envoyés, dès le commencement
1701. de l'année 1701, pour occuper, conformément aux conventions diplomatiques, plusieurs places italiennes. Tessé doit gagner à la France, par ses négociations, les sympathies du duc de Savoie et lui conquérir la neutralité des Vénitiens, afin de fermer leur territoire aux armées autrichiennes. Il paraît d'abord réussir dans sa mission. Victor-Amédée, « ce prince incompréhensible », comme il le qualifie lui-même dans sa curieuse et spirituelle correspondance, accorde la main de sa fille au jeune roi d'Espagne, accepte un subside,

[1] René de Froulay, comte de Tessé, maréchal de France, né en 1650, mort en 1727. Voir Annexe 2.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

s'engage à fournir des soldats. Les Vénitiens, « ces messieurs les Sages, qui ne disent jamais ce qu'ils pensent et « dont l'objet principal est de gagner du temps », font des promesses rassurantes quoique un peu vagues. Mais les événements de la guerre changent bientôt la face des choses. L'armée autrichienne, que commande le prince Eugène, est arrivée, par le Tyrol, sur la rive gauche de l'Adige. Après avoir longtemps caché ses intentions et forcé Catinat à disséminer ses troupes, Eugène trompe deux fois, en quelques jours, la vigilance expérimentée du vieux général; disposant de forces très-supérieures, il brise sans peine, à Carpi [1], la résistance opiniâtre que lui opposent quelques soldats français, sous les ordres de Tessé et de Saint-Frémont [2], passe l'Adige, franchit le Mincio sans coup férir à Decenzano, et ouvre ainsi, à l'armée de son maître, la route du Milanais. Catinat croit la défendre encore en prenant position derrière l'Oglio pour y attendre l'ennemi; mais celui-ci s'est emparé déjà de quelques places du Mantouan. Le duc de Mantoue, Vaudémont, commandant les troupes espagnoles, Tessé lui-même signalent amèrement l'inaction de leur chef. Ce concert de blâmes est écouté favorablement à Versailles. Louis XIV enjoint à Catinat, par une lettre brève et formelle, de reprendre immédiatement l'offensive et bientôt il lui impose le concours de son favori Villeroy, auquel doit être remise, quand les deux corps d'armée agiront de concert, la direction suprême [3]. Le début du

[1] Petite ville située à cinq lieues nord de Modène.

[2] Inspecteur de cavalerie et lieutenant général. Voir Annexe 3.

[3] Catinat et Villeroy, dans cette situation délicate, firent assaut de bon goût et de courtoisie. Catinat demanda son rappel, mais continua, en l'attendant, à servir son pays sans se départir, un seul jour, de son dévouement et de son activité. Villeroy voulut, en toute circonstance, le traiter comme son égal. Il exigea qu'il prît alternativement avec lui le mot du duc de Savoie. Il exalta, dans sa correspondance, « son zèle et sa vertu comme choses dignes d'une louange immortelle ».

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

nouveau général en chef n'est pas heureux. Il a reçu l'ordre, paraît-il [1], de passer la rivière, de chercher l'ennemi, de faire l'impossible pour combattre; il marche donc sur Chiari [2] qu'il croit occupé par un simple détachement, mais que défend, en réalité, toute l'armée autrichienne cachée par de hauts retranchements qu'elle a construits en trois jours. Le duc de Savoie a conseillé la bataille, elle est livrée et perdue le 1er septembre. Deux mille Français et Espagnols y sont tués ou blessés, l'ennemi compte à peine cent morts. Victor-Amédée y a risqué bravement sa vie, son cheval a été tué sous lui, mais il n'a point engagé ses régiments [3]. Déjà sa trahison ne paraît plus douteuse. « Comptez, Sire, écrit Villeroy quatre jours après la mal- « heureuse affaire de Chiari, que, dans son cœur, il ne veut « pas le progrès de vos armes en Italie! » Il conseille, en effet, dans toutes les occasions, la prudence et l'inaction et, comme il est généralissime des troupes alliées, ses avis doivent être écoutés avec considération et respect; il songe, dès le commencement de l'automne, à envoyer ses troupes dans leurs quartiers d'hiver; une lettre, écrite par lui sans nécessité aucune, tombe, comme par hasard, entre les mains de l'ennemi et lui révèle des plans stratégiques qu'il importait absolument de garder secrets; on remarque que le prince Eugène, dur envers nos soldats, traite les prisonniers piémontais avec une courtoisie prévenante. Enfin, au commencement de novembre, lorsque les circonstances

[1] Correspondance de Villeroy avec Louis XIV.

[2] Petite ville de Lombardie située, entre Milano et Brescia, à une lieue de la rive droite de l'Oglio.

[3] Il n'est pas douteux que Victor-Amédée ne connût les dispositions prises par le prince Eugène et qu'il n'ait conduit lui-même notre armée dans le piége qui lui avait été adroitement tendu. Quel jugement porter sur cet homme, qui n'hésite pas à risquer sa vie pour ménager les circonstances et mieux dissimuler sa trahison? Tessé n'a-t-il pas raison de le trouver incompréhensible?

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

paraissent devenir défavorables à l'ennemi, le duc de Savoie abandonne tout simplement la partie et ramène ses troupes dans ses États. On peut dire que cette première campagne a été mauvaise. Il est vrai que l'armée autrichienne, chassée par le froid et la faim, a évacué Chiari, mais elle a occupé la Mirandole[1], que la trahison lui a livrée; elle hiverne entre l'Oglio et le Mincio et occupe des situations importantes qui menacent la sécurité de Mantoue[2].

L'année suivante (1702) débuta, de la part du prince Eugène, par une audacieuse tentative dont l'issue fut, pour l'armée française, honorable et utile à la fois. Catinat n'était plus en Italie. Villeroy, avec ses meilleures troupes, occupait Crémone, place de guerre importante baignée par le Pô. L'ennemi y avait des intelligences. Le 1er février, pendant la nuit, cinq mille Autrichiens pénètrent, par un égout, au cœur de la ville, occupent les rues et les places. Réveillé en sursant, Villeroy accourt pour organiser la défense; il est fait prisonnier. Après une lutte acharnée qui dure tout le jour, les Impériaux sont chassés; mais ils emmènent triomphalement avec eux le général en chef. Délivrées d'un commandement maladroit qui n'a cessé de leur être funeste et qui a pris fin par une ridicule aventure, conduites avec entrain par Vendôme, le conquérant de Barcelone, que Louis XIV a donné pour successeur à Villeroy, électrisées par la présence du jeune roi, Philippe V,

1702.

[1] La princesse douairière de la Mirandole, qu'Eugène avait habilement gagnée à la cause de son maître, endormit la vigilance du gouverneur La Chétardie, et introduisit elle-même l'ennemi dans la place, le 22 décembre, pendant que tous les officiers de la garnison festoyaient dans son palais.

[2] Louis XIV attachait la plus grande importance à la conservation de Mantoue, dont la maison s'était presque toujours montrée fidèle alliée de la France et dont le duc, Charles III de Gonzague, avait été l'un des premiers à reconnaître Philippe V. La position militaire de Mantoue, qui venait de recevoir une garnison française de 7,000 hommes, était d'ailleurs d'une capitale importance.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qui a voulu venir en Italie, malgré les représentations de ses courtisans [1], pour y asseoir ses droits de souveraineté et pour s'y faire connaître, nos troupes remportèrent, pendant cette nouvelle campagne, des succès brillants. Il semble qu'elle fut poussée avec d'autant plus de vigueur que les deux généraux en chef, alliés par le sang [2], mais servant sous des drapeaux ennemis et rivaux en gloire, se haïssaient davantage. Protéger le Milanais, reprendre les places que les Autrichiens occupent dans le duché de Mantoue, les chasser des environs de la capitale; telle est la tâche difficile que le roi de France a confiée à Vendôme et dont celui-ci s'acquittera glorieusement malgré les ruses savantes du prince Eugène. Avant la fin de juin, il s'empare de Castel Goffredo [3] et de Castiglione [4], renforce la garnison de Mantoue, coupe l'ennemi de ses communications avec le lac de Garde et le réduit à la défensive. Un mois plus tard, il surprend et détruit, à Santa Vittoria, quatre mille cavaliers autrichiens [5], soumet Reggio, Modène et débloque entièrement Mantoue. Philippe V revenait de Naples, où il avait reçu un accueil satisfaisant. Les ducs de Parme et de Mantoue, Victor-Amédée lui-même, encore contenu par le progrès de nos armes, lui avaient rendu hom-

[1] Les conseillers de Philippe V n'avaient rien négligé pour le retenir en Espagne. On redoutait pour lui, dit Fénelon dans ses *Mémoires sur la campagne de* 1702, le poison et les trahisons d'Italie, les perfidies de son beau-père, les secrètes embûches du prince Eugène. Philippe ne céda pas à leurs représentations, il aima mieux n'écouter que son courage et les viriles exhortations de la princesse des Ursins.

[2] Vendôme, fils de Laure; Eugène, fils d'Olympe Mancini, étaient cousins germains.

[3] Bourg de Lombardie, à six lieues sud-est de Brescia.

[4] Ville de Lombardie, à cinq lieues sud-est de Brescia, sur la route qui relie cette place de guerre à Mantoue.

[5] Ces cavaliers n'eurent même pas le temps de se reconnaitre. La plupart furent tués ou blessés. On vit revenir au camp douze cents grenadiers français montés à cheval.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mage. Le 15 août, il assiste au combat de Luzzara, combat acharné où sa valeur et son sang-froid font l'admiration de tous et où le prince Eugène déploie une ardeur incroyable [1]. La victoire semble d'abord indécise; mais les événements prouvent bientôt qu'elle nous appartient. Les châteaux de Luzzara et Guastalla [2] capitulent. Affaibli par les renforts qu'il expédie en Allemagne où l'électeur de Bavière fait défection, Eugène recule et abandonne la ligne du Mincio. Il ira bientôt à Vienne solliciter des secours. Le duché de Mantoue et la route du Milanais sont complétement libres.

On pouvait croire que la paisible possession des pro- 1703.
vinces italiennes de la couronne d'Espagne serait assurée désormais à Philippe V. Un événement, que l'on redoutait depuis longtemps, mais que nos victoires semblaient avoir conjuré, changea tout à coup la face des choses. Vendôme, envoyé au-devant de l'Électeur de Bavière qui arrivait par les défilés du Tyrol pour faire sa jonction avec lui [3], commençait à bombarder Trente, lorsqu'il reçut l'ordre de désarmer sans délai les troupes piémontaises qui servaient sous ses ordres et de se rendre ensuite à Turin pour y combattre de nouveaux périls. Instruit des engagements perfides que le duc de Savoie venait de prendre avec

[1] Il méditait, dit-on, de s'emparer de Philippe V et de faire ainsi de Luzzara un second Pavie. Luzzara est située sur la rive droite du Pô, à six lieues sud de Mantoue.

[2] Place forte sur la rive droite du Pô, à sept lieues sud de Mantoue et sept lieues nord-est de Parme, sur la route qui relie ces deux villes.

[3] Après les succès remportés au commencement de 1703 sur les Impériaux par Villars et l'électeur de Bavière, une expédition sur Vienne avait été résolue. Deux voies pouvaient être suivies : la vallée du Danube ou le Tyrol. L'électeur de Bavière avait suivi la seconde, qui paraissait la moins périlleuse et qui avait pour avantage de délivrer l'Italie. Il devait opérer sa jonction avec Vendôme et marcher avec lui contre la capitale de l'Autriche. On sait qu'il fut arrêté dans sa marche par la résistance des paysans et obligé de rebrousser chemin pour éviter qu'on ne lui coupât sa retraite.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ses ennemis [1], Louis XIV exigeait que son armée fût réduite à six mille hommes et demandait, en Piémont, deux places de sûreté. « Monsieur », avait écrit majestueusement le grand Roi, au père félon de la duchesse de Bourgogne et de la reine d'Espagne, le jour même où il avait appris sa trahison, « puisque la religion, l'honneur, l'intérêt, l'alliance « et votre propre signature ne sont rien entre nous, j'envoie « mon cousin le duc de Vendôme, à la tête de mes armées, « pour vous expliquer mes intentions, il ne vous donnera « que vingt-quatre heures pour vous déterminer. LOUIS. » Le Piémont devenait notre ennemi; la retraite des troupes françaises pouvait être coupée, en cas de revers; l'augmentation de notre armée d'Italie était indispensable. Il importait, avant tout, que le duc de Savoie fût réduit à l'impuissance. Malheureusement, l'audace du général autrichien, le comte Gui de Stahremberg, auquel le prince Eugène avait laissé le commandement de ses troupes et qui se tenait retranché, depuis son départ, dans une position inexpugnable derrière la Secchia, déconcerta complétement l'habileté de Vendôme. Victor-Amédée était perdu, si les Autrichiens ne lui venaient en aide. Il implorait à grands cris l'assistance de Stahremberg que surveillait Vaudémont à la tête d'une partie de nos troupes. Déjà le maréchal de Tessé, gouverneur du Dauphiné, occupait Chambéry. Plus de quarante lieues, une région coupée d'innombrables cours d'eau et d'une défense très-facile, séparaient le campement autrichien des frontières piémontaises. Le lieutenant du prince

[1] Nous avons déjà vu qu'en vertu du traité de Turin, signé le 25 octobre 1703, l'Empereur devait entretenir, en Italie, une armée de 120,000 hommes, et le duc de Savoie y joindre 20,000 soldats; que ce dernier serait généralissime des armées réunies; qu'il recevrait, pendant la campagne, un important subside de la Hollande et de l'Angleterre, et que Léopold lui garantissait la possession du Montferrat, ainsi que d'une partie importante du duché de Milan.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Eugène n'hésite pas. Quatre mille cavaliers qu'il a envoyés en avant-garde ont été surpris et presque entièrement détruits par Vendôme ; quatre cents à peine ont pu atteindre Turin. Il n'est pas découragé par ce premier revers. Malgré Vaudémont, peut-être avec sa tacite connivence [1], il passe la Secchia au commencement de décembre, pénètre dans le duché de Parme, franchit mille obstacles et rejoint le duc à Alba, le 16 janvier 1704, après une marche admirable de 1704.
plus de cinquante lieues, pendant laquelle Vendôme n'a cessé de le harceler et de le combattre, mais n'a pu réussir à l'arrêter [2].

Le duc de Savoie n'eut pas d'abord à se féliciter de sa trahison, malgré l'assistance zélée qu'il recevait de l'Empereur. La France entretint, l'année suivante, en Italie trois armées qui accomplirent leur tâche avec succès. La Feuillade, auquel Tessé, malade, venait de remettre le gouvernement du Dauphiné et qui occupait la Savoie, avait reçu l'ordre d'ouvrir l'entrée du Piémont; il y réussit, le 12 juin,

[1] S'il faut en croire Saint-Simon, les sympathies du duc de Vaudémont pour les ennemis de la France n'étaient guère douteuses et l'on avait commis une grande imprudence en lui conservant la direction des troupes espagnoles. « M. de Vaudémont, dit-il dans ses *Mémoires*, gouverneur du « Milanais, de Charles II, pour l'Empereur et le roi Guillaume, son ami « intime, est resté gouverneur de Milan en reconnaissant Philippe V et « général d'armée pour les deux couronnes..... et il a, dans ce même Mila- « nais, son fils unique général en chef d'une armée impériale! »

Vaudémont était fils de Charles IV, duc de Lorraine, et de Béatrice de Cusance, veuve du comte de Cantecroix, qu'il avait épousée du vivant même de sa première femme, la duchesse Nicole. Celle-ci était la fille de Henri, duc de Lorraine, frère aîné du roi Charles IV et par conséquent cousine germaine de son mari. Charles la fit passer pour morte et se maria publiquement avec la comtesse de Cantecroix, dont il était éperdument amoureux. Le divorce n'ayant pas été prononcé, Vaudémont et sa sœur, qui épousa le comte de Lislebonne, frère cadet du duc d'Elbeuf, étaient donc, remarque justement Saint-Simon, « parfaitement bâtards l'un et l'autre ».

[2] Stahremberg, feld-maréchal autrichien, né en 1657, mort en 1707. Voir Annexe 4.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

en occupant, après plusieurs actions brillantes, la citadelle de Suze [1]. Vendôme avait pour mission de tenir tête au duc de Savoie et aux Autrichiens réunis et de leur faire tout le mal possible; il s'empara, le 20 juillet, de Verceil [2], où il prit quatre mille hommes et fit échouer ainsi l'expédition préparée contre Novare [3]. Deux mois plus tard, après avoir vaincu les difficultés inouïes que la nature du terrain opposait aux efforts de ses soldats, il occupait successivement Ivrée [4], le fort de Bard [5] et, complétant l'œuvre de la Feuillade, il assurait ainsi la libre communication du Piémont et de la Savoie par le Val d'Aoste. Enfin le grand Prieur, son frère [6], chargé de maintenir, au delà de la Secchia, le

1 Située à treize lieues ouest de Turin, au point de jonction des deux routes qui franchissent le mont Cenis et le mont Genèvre, Suze protégeait le défilé célèbre qui porte son nom (le pas de Suze). Souvent assiégée et prise à cause de la grande importance de sa position; démantelée en 1798.

2 Place de guerre importante située sur la Sesia, au nord-est de Turin et à mi-chemin de Milan.

3 A vingt lieues nord-est de Turin et à douze lieues ouest de Milan, sur la route qui relie ces deux villes. Place forte importante, célèbre par la défaite de la Trémoille en 1510 et de Charles-Albert en 1849. Chef-lieu d'un département français sous le premier Empire.

4 Ville fortifiée, sur la Doire-Baltée, à douze lieues nord de Turin. Prise plusieurs fois par les Français. Chef-lieu de département sous le premier Empire.

5 Situé sur la Doire-Baltée, à treize lieues nord de Turin et à six lieues nord-ouest d'Ivrée, le fort de Bard défend l'entrée de la vallée d'Aoste. Il passait pour imprenable.

6 Le grand Prieur eut, dans cette circonstance, un éclair de génie, ou plutôt céda simplement à l'impulsion des généraux placés sous ses ordres. C'était un homme perdu de débauches, adonné aux vices les plus honteux, ivrogne, indolent, sans initiative, et dont les sentiments étaient dépourvus de toute noblesse. « Cet homme abominable », comme l'appelait Vaudémont, ne sut rien faire, quelques mois plus tard, pour empêcher Eugène de passer l'Oglio et se laissa surprendre par lui à Cassano, sur l'Adda. Lorsque Vendôme, accouru à temps pour sauver l'armée française, arriva sur le champ de bataille, où la déroute commençait, il trouva son frère couché et endormi. « Monsieur, lui dit-il, vous avez mis les choses dans « un étrange état; Dieu sait ce qui va nous arriver. » Ce fut par un torrent d'injures et par *mille ordures* que lui répondit le grand Prieur. On eut


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

corps autrichien établi dans les anciens retranchements de Stahremberg, passait lui-même cette rivière, rejetait l'ennemi sur l'Adige et le chassait du sol italien.

La guerre se continua, pendant l'hiver de 1705, à l'avantage de nos armées. Villefranche [1] et Nice tombèrent au pouvoir de la Feuillade. Attaquée par Vendôme, Verrue [2], place très-forte située sur le Pô, fit une résistance opiniâtre et succomba le 10 avril. Turin était sérieusement menacé et le duc de Savoie se trouvait en grand péril. Les Autrichiens le sauvèrent en reprenant l'offensive. Le prince Eugène arrivait sur l'Adige. La part importante qu'il venait de prendre à la grande victoire de Hochstett avait considérablement accru son influence. On lui avait accordé, en partie, les renforts qu'il sollicitait depuis deux ans; et, d'ailleurs, il était de ceux dont le nom, glorieusement associé à ceux des batailles décisives, électrise le soldat, vaut, dans l'occasion, toute une armée. Vendôme se trouvait, de nouveau, en face du premier capitaine de l'Europe et, de nouveau, il ne fut pas inférieur à la tâche accablante qui pesait sur lui. Eugène résolut d'abord de passer l'Adige afin de secourir la Mirandole assiégée par nos troupes; Vendôme l'en empêcha et la place se rendait le 10 mai. Au commencement d'août, le général autrichien, que le grand Prieur avait puissamment secondé par sa négligence, sa paresse et son impéritie, avait franchi l'Oglio et était arrivé sur l'Adda à quelques lieues seulement de la capitale du Milanais. Vendôme, qui était retourné en Piémont, pour y poursuivre sa campagne contre le duc de Savoie et que Vaudémont rappelait à grands cris, accourt avec dix mille 1705.

toutes les peines du monde à empêcher les deux frères d'en venir aux mains.

[1] Actuellement port français, à une demi-lieue est de Nice.

[2] A neuf lieues nord-est de Turin, sur la rive droite du Pô.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

hommes, déjoue, par sa vigilance, les ruses de son adversaire, le surprend à Cassano [1], au moment où l'armée impériale allait passer l'Adda après avoir écrasé la nôtre, lui livre un combat furieux pendant lequel il accomplit personnellement des prodiges d'activité et d'audace et reste maître du champ de bataille. Douze mille Autrichiens y succombèrent; Milan fut sauvé; le prince Eugène recula et opéra sa retraite sur le lac de Garde vers les rives duquel il avait établi la base de ses opérations.

1706. Un heureux événement, le combat de Calcinato [2], où le général suédois Reventklau [3], commandant en l'absence d'Eugène, est vaincu par Vendôme non loin de Brescia et qui a pour résultat de rejeter les Impériaux sur l'Adige, ouvre brillamment, le 19 avril, la campagne de 1706 qui doit finir pour nous en Italie par des catastrophes. Nos généraux y commettent deux fautes déplorables. Vendôme s'est engagé à maintenir le prince Eugène au delà de l'Adige et à protéger ainsi le Mantouan, le Bressan, le Milanais. « Il faut, a-t-il écrit au Roi, que l'armée périsse « plutôt que d'abandonner cette rivière. » Sur la foi de sa promesse, le siége de Turin a été résolu. Le *Renard de Savoie,* ne pouvant plus recevoir aucun secours, sera capturé facilement dans sa tanière. Malheureusement Chamillard obtient que la direction de ce siége soit confiée à son gendre la Feuillade et la Feuillade, brave soldat sans doute et fort habile courtisan, est un glorieux, un pré-

[1] Ville de Lombardie, sur la rive droite de l'Adda, à six lieues est de Milan et sur la route qui conduit de cette ville à Brescia.

[2] Sur la Chiese, à quatre lieues sud-est de Brescia, non loin des rives du lac de Garde.

[3] Le prince Eugène était parti pour Vienne au commencement de janvier, laissant ses troupes sous le commandement du prince d'Anhalt et du général suédois Reventklau. Celui-ci était particulièrement chargé de défendre le Bressan.

Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

somptueux, qui se croit plus fort que Vauban. Il se flatte de « prendre Turin à la Cohorn », c'est-à-dire d'emporter d'abord la citadelle et de réduire ainsi la ville à capituler. Il en résulte que la capitale du Piémont n'est pas investie, que Victor-Amédée s'échappe et qu'à la tête d'un corps de troupe assez considérable il harcèle la Feuillade, le provoque, l'entraîne, à sa suite, dans des régions dénuées et montagneuses, lui livre des combats insignifiants qui divisent, harassent l'armée française et retardent d'autant les opérations du siége. Pendant ces marches hardies et savantes qui font grand honneur à ses talents militaires, le duc de Savoie qu'enferme, de toutes parts, un cercle inexpugnable de soldats, de forteresses et de montagnes, tourne constamment vers l'Est ses anxieux regards. Seul le prince Eugène peut le sauver et il faut, pour arriver à Turin, que l'armée impériale passe sur le corps de l'armée française, franchisse, en sa présence, un grand nombre de rivières, parcoure, malgré elle, plus de soixante-dix lieues, dans un pays extrêmement difficile. Mais le plan de Vendôme avait été mal conçu. Sa ligne de défense est beaucoup trop longue, et il n'a pas assez de troupes pour la garder. Le 8 juillet, après un engagement sans importance, Eugène passe l'Adige, puis il divise son armée en deux corps. L'un opère au nord et menace le Milanais, afin de tenir en échec une partie des forces françaises. L'autre, qu'il dirige lui-même, franchit le Pô, et s'avance, à grandes journées, vers le Piémont, ainsi que l'a fait, en 1704, son habile lieutenant Stahremberg, par la route qui passe au sud de ce fleuve. Ce n'est plus Vendôme qui commande en Italie. Le Roi vient de l'appeler en Flandre et lui a donné, pour successeur, le duc d'Orléans qu'il fait accompagner par le maréchal de Marsin. Le nouveau général en chef tente en vain d'arrêter les progrès des Impériaux. Toutes ses manœuvres échouent. Il ne par-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vient même pas à défendre le défilé de Stradella[1], qui, seul, pouvait arrêter quelque temps leur marche victorieuse et que la Feuillade, malgré ses ordres, n'a pas fait garder. Le 7 septembre, se livre, autour de Turin, une bataille formidable[2]. Eugène a rejoint Victor-Amédée et le duc d'Orléans a réuni ses forces aux troupes de la Feuillade. Depuis quelques jours, deux grandes armées sont en présence. L'attaque est venue des Impériaux. Elle est d'abord repoussée; Eugène a son cheval tué sous lui; il est blessé lui-même, mais il retourne à la charge; un mouvement, habilement combiné et vaillamment conduit par Victor-Amédée, décide du sort de la journée[3]. Elle nous a été fatale et notre déroute est complète. Marsin a été tué; le duc d'Orléans a reçu deux blessures. Quoique très-intelligent et très-brave, il perd la tête dans ce désastre. Il pourrait encore défendre le Milanais où Médavy remportait, le 9 septembre, à Castiglione, une victoire complète sur les corps autrichiens que le prince Eugène avait laissés en arrière; mais il lève le siége, ordonne la retraite et abandonne le Piémont où il ne pourra plus rentrer. Ce fut une faute capitale. En moins de quelques semaines, Victor-Amédée reprit Verrue, Ivrée, le fort de Bard, et les Autrichiens occupèrent Milan, Novare, Pavie, Tortone, Alexandrie, Cazal. Au mois de novembre, Louis XIV

[1] Près de la rive sud du Pô, sur la route de Turin à Plaisance et à huit lieues ouest de cette dernière ville.

[2] Des tranchées de circonvallation limitaient et resserraient le terrain occupé par l'armée française. L'espace était insuffisant pour qu'elle y pût livrer, sans désavantage, une bataille rangée, et les lignes de défense étaient trop étendues pour qu'on pût résister à toutes les attaques. Le duc d'Orléans voulait qu'on passât ces lignes et qu'on marchât à l'ennemi. La Feuillade et Marsin conseillaient, au contraire, de l'attendre derrière les tranchées. Ce fut leur avis qui l'emporta.

[3] Le duc de Savoie reconnut que la droite des retranchements était insuffisamment défendue; il s'y porta vivement avec quelques troupes, s'y établit, et coupa ainsi l'armée française.



Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

demanda, lui-même, la neutralité de l'Italie sur laquelle il se sentait incapable de maintenir plus longtemps la domination de Philippe V [1].

L'année suivante (1707), l'archiduc Charles recevait l'investiture du Milanais; Louis XIV faisait évacuer l'Italie espagnole, ne conservant que Nice et la Savoie; les Autrichiens prenaient possession, pour ainsi dire sans résistance, de l'Italie méridionale; Joseph II était proclamé roi à Naples où le peuple, dans l'ivresse de son enthousiasme pour le nouveau souverain, brisait, en mille pièces, la statue de Philippe V [2]; enfin le prince Eugène et le duc de Savoie franchissaient nos frontières à la tête de 40,000 hommes, passaient le Var le 11 juillet, et, accueillis avec indifférence par la population dont les dures souffrances avaient éteint le patriotisme, dédaignant de conquérir les petites places fortes situées sur leur chemin, ils campaient, le 26, en vue de Toulon. Le territoire national était donc envahi. Une flotte anglaise de cent voiles, mouillée aux îles d'Hyères, n'attendait qu'un signal pour agir. Elle apportait des munitions et des armes aux Camisards révoltés. Les alliés fondaient de grandes espérances sur une expédition si bien combinée, si rapidement conduite. L'Angleterre frémissait de joie, croyant déjà tenir garnison dans notre grand arsenal maritime. Elle le croyait incapable d'une résistance sérieuse; mais elle avait compté sans le patriotisme du maréchal de Tessé, qui, bien que dépourvu de moyens suffisants, sans argent, presque sans troupes, avait organisé la défense, avec une activité et un dévouement admirables. « Il vaut 1707.

[1] Louis de la Feuillade, fils de François d'Aubusson, maréchal de France. Voir Annexe 5.

[2] Le duc d'Escalone, gouverneur du royaume pour Philippe V, défendit Gaëte avec un acharnement héroïque. Fait prisonnier après une admirable résistance, il fut mis aux fers comme rebelle et enfermé, pendant plusieurs mois, dans la forteresse de Pizzighettone.

2.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« mieux », avait-il écrit à Chamillard, auquel il demandait des soldats à grands cris et qui lui objectait les nécessités de la guerre d'Allemagne, « il vaut mieux conserver la « vieille France que de se procurer le Necker. »

Dans ces périlleuses circonstances, ce vaillant homme se couvrit de gloire et rendit le plus grand service à la France. L'ennemi avait d'abord occupé la hauteur Sainte-Catherine, d'où il bombardait les fortifications et le port. Il en fut brillamment chassé, le 14 août, après une action très-chaude dans laquelle il perdit quatorze cents hommes et laissa aux mains des Français une partie de ses canons, ainsi que quatre cents prisonniers. Bientôt, découragé par cette résistance inattendue, affaibli par la maladie et la désertion, manquant de vivres, il leva le siége. Le 22 août, Toulon était délivré. Le retour fut désastreux. Les paysans, traités d'abord avec douceur, maintenant pillés et rançonnés sans merci, furent impitoyables dans leur vengeance et massacrèrent tous les fuyards. Les alliés ne perdirent pas moins de dix mille hommes. Victor-Amédée croyait conquérir la Provence, il ne reprit même pas son comté de Nice.

Ce consolant succès a délivré la France méridionale de ses envahisseurs, mais ne peut restaurer nos affaires en Italie, où nous n'avons plus d'armée. L'Empereur y est le maître et a résolu d'y rétablir l'exercice des droits de souveraineté et de suzeraineté qui ont appartenu à Charles-Quint. Il met la main sur le Mantouan dont il abandonne une partie, le Montferrat, au duc de Savoie à titre de fief impérial [1]; il déclare que les États de Naples et de Sicile ne rendront plus désormais hommage au Saint-Siége, que le Pape n'aura plus le droit d'y nommer les évêques, et qu'il devra rendre, sans délai, au duc de Modène, les terri-

[1] En exécution du traité de Turin.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

toires usurpés sur ses prédécesseurs. C'est ainsi qu'il se venge de Clément XI, dont la neutralité, dans les affaires de la succession d'Espagne, s'est montrée bienveillante pour Philippe V. Le Pape tient tête, un instant, à ces exigences impérieuses. Il essaye d'organiser, entre les princes italiens, une ligue de résistance, et implore l'influence de la diplomatie française. Louis XIV lui prête le concours habile de Tessé. Mais les soldats de l'Empereur seront encore plus persuasifs que l'adroite éloquence du maréchal. Délaissé de ses faibles alliés, voyant ses États envahis, pressuré, rançonné par les troupes autrichiennes, bravé, menacé dans Rome même, par l'audacieux ministre de Joseph Ier, le marquis de Prié [1], le Pontife est contraint, malgré les pressantes exhortations de l'ambassadeur français, d'accorder ce qu'on lui demande. Il s'engage à désarmer ses troupes, à livrer passage, dans les terres de l'Église, à l'armée autrichienne et reconnaît l'archiduc *Roi en Espagne,* trouvant encore moyen, dans sa détresse, de ménager la forme et de donner ainsi quelque satisfaction au grand Roi.

Telles furent, en Italie, les funestes conséquences de la 1708.
bataille de Turin et des fautes militaires commises par Vendôme, la Feuillade et le duc d'Orléans. Il faut y ajouter, pour 1708, la perte d'Exilles et de Fenestrelles [2]. Chargé,

[1] Le marquis de Prié, exécuteur fidèle des impitoyables instructions de son maître, traita le pontife avec un dédain cruel. Bien que la convention fût exécutée fidèlement par le Saint-Siége, les troupes autrichiennes continuèrent quelque temps encore leurs exactions et leurs pillages. Innocent XI, accablé par des nécessités de toutes sortes, avait interdit à Rome les bals et les plaisirs. Prié y donna, dans son palais, une fête magnifique, « pour ne pas manquer de parole aux dames ». « On ne doit jamais, avait écrit « Tessé au Pape, mettre la crainte à la place de la religion, de l'honneur « et de la justice. » Noble conseil, assurément, qu'il eût fallu pouvoir soutenir avec une grande armée.

[2] Les forts d'Exilles, situés à quinze lieues ouest de Turin, commandaient

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avec des ressources très-insuffisantes, de contenir Victor-Amédée qui préparait avec ardeur une seconde invasion, Villars a sauvé la Savoie, mais n'a pu conserver ces deux forteresses.

une vallée où coule la Doire-Ripaire; ceux de Fenestrelles, au sud-est des précédents et à treize lieues ouest de Turin, protégeaient la vallée de la Clusone. Ces forts ont été démantelés en 1796.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE III

CAMPAGNES SUR LE RHIN ET EN ALLEMAGNE.

Opérations de 1702. — Boufflers. — Marlborough et Tallard. — Catinat et le prince de Bade. — Mélac à Landau. — L'Électeur de Bavière passe à la France. — Villars et le prince de Bade. — Friedlingen. — Hésitations et succès de l'Électeur. — Kehl. — Villars repasse le Rhin, puis rejoint l'Électeur. — Désastre du Tyrol. — Première bataille de Hochstett. — Tallard, Marsin et l'Électeur contre Marlborough, Eugène et le prince de Bade. — Deuxième bataille de Hochstett. — La Bavière perdue. — Villars à Sierk. — Il force les lignes de Stolhofen, pénètre au cœur de l'Allemagne et tend la main à Charles XII. — Du Bourg et Mercy. — Affaire de Rumersheim.

Sur le Rhin, sur la Moselle, en Allemagne, la guerre ne fut pas moins active ni moins sanglante qu'en Italie; mais elle fut moins décisive. Elle commença au mois d'avril 1702. 1702.
Une semaine avant qu'elle eût été déclarée [1], l'ennemi envahissait l'Électorat de Cologne et bloquait Kayserwerth [2]. La Hollande demandait, à grands cris, qu'on la protégeât contre les entreprises des deux Électeurs et l'on s'était hâté de lui donner satisfaction. C'était au marquis de Boufflers [3], qui dirigeait l'armée du Nord sous les ordres du duc de Bourgogne et qui opérait dans la Gueldre espagnole contre les Hollandais, à sauver cette place importante où

[1] Les déclarations de guerre, ainsi que nous l'avons dit plus haut, portent les dates des 10 et 15 mai 1702.

[2] Kayserwerth, à deux lieues nord-ouest de Dusseldorf, fait actuellement partie des États prussiens; c'est une petite ville de treize cents habitants.

[3] Louis-François, marquis de Boufflers. Voir Annexe 6.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

commandait Blainville. Insuffisamment secourue, elle se rendit, le 13 juin, avec tous les honneurs de la guerre, après une belle résistance de cinquante-huit jours qui avait coûté plus de neuf mille hommes aux alliés. Ce fut, dans ces régions, leur premier succès contre la France.

Il s'agissait de garantir le Brabant et d'empêcher Marlborough d'investir la ville de Liége. Boufflers crut y parvenir en se maintenant lui-même dans cette province et en dirigeant vers la Moselle une expédition qui, appelant, de ce côté, l'attention du général en chef, le détournerait sans doute de son entreprise. Cette diversion, ainsi qu'on le verra plus loin, ne sauva pas Liége, mais elle fut brillamment conduite par Tallart [1], qui soumit Trèves, Trarbach, mit à contribution Mayence, le Palatinat et obtint, du duc de Lorraine, l'autorisation tacite d'occuper Nancy, afin de couvrir la Moselle et la Sarre.

Rappelé d'Italie sur sa demande et rentré en grâce auprès de Louis XIV, qui lui avait enfin pardonné de n'avoir pas su vaincre le prince Eugène, Catinat avait reçu le commandement de l'armée du Rhin. Ses forces étaient insuffisantes. L'armée ennemie, qui agissait sous les ordres du prince de Bade [2], comptait cinquante mille hommes. Il en avait à peine vingt et un mille et devait se borner à la défensive. Les Impériaux passèrent le Rhin à Spire [3] et à Germersheim [4].

[1] Camille d'Hostun, comte de Tallart, maréchal de France. Voir Annexe 7.

[2] Louis-Guillaume, margrave de Baden-Baden, l'un des plus illustres généraux de l'Empire, servit d'abord sous les ordres de Montecuculli contre la France, se couvrit de gloire dans les guerres des Autrichiens contre les Turcs, qu'il battit en 1691, à Salankenem, après avoir aidé Sobieski, en 1683, à faire lever le siége de Vienne, s'empara de Landau en 1703, mais fut battu par Villars à Friedlingen et à Hochstett; mourut en 1707; a laissé des Mémoires.

[3] Ville de Bavière, sur la rive gauche du Rhin, à quarante lieues est de Metz.

[4] A deux lieues sud de Spire.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Le roi des Romains était à leur tête. Il s'avança, sans résistance, par la vallée de la Lauter et mit le siége, le 13 juin, devant Landau[1], l'un des boulevards de l'Alsace. Mélac y fit, pendant quatre-vingts jours, une résistance superbe et ne capitula qu'avec tous les honneurs de la guerre. Il était absolument à bout de ressources. Joseph combla de louanges ce brave officier ; il le reçut à sa table et voulut qu'il fût traité, dans son camp, comme un feld-maréchal, honorant ainsi, par cet éclatant témoignage, la défense et le défenseur[2].

Pour renforcer Catinat, pour sauver Landau, Louis XIV avait détaché, de l'armée des Pays-Bas, douze bataillons et seize escadrons, dont il avait remis la direction au marquis de Villars. Il était bon, sans doute, de conserver la Gueldre à Philippe V, mais il valait encore mieux maintenir l'intégrité de la monarchie. Villars arrivait de Vienne, où il s'était tiré, avec honneur, d'une mission pleine de périls. On le savait entreprenant, audacieux, homme d'expédients et d'exécution. C'était le lieutenant qu'il fallait à Catinat, découragé par les revers de ses dernières campagnes, devenu timide et irrésolu à force de prudence et de sagesse.

[1] Ville de la Bavière rhénane, sur la Queich, à cinq lieues sud-ouest de Spire, fortifiée par Vauban, prise et reprise plusieurs fois par la France, enlevée à la France par les traités de 1815.

[2] Louis XIV fit à Mélac le plus sympathique accueil; il lui conserva ses appointements de gouverneur de Landau et lui accorda une pension de 15,000 livres. Brigadier de cavalerie dès 1686, Mélac avait été nommé maréchal de camp en 1690, gouverneur de Landau, puis lieutenant général en 1693, et avait servi très-honorablement dans les armées du Rhin. « C'était, dit Saint-Simon, un gentilhomme de Guyenne, de beaucoup « d'esprit, même fort orné, de beaucoup d'imagination et dont le trop de « feu nuisait quelquefois à ses talents pour la guerre et souvent à sa con- « duite particulière, bon partisan, hardi dans ses projets et concerté dans « leur exécution, surtout fort désintéressé. Il n'avait de patrie que l'armée « et les frontières, et toute sa vie avait fait la guerre, été et hiver, presque « toujours en Allemagne. » — Il mourut à quatre-vingts ans, en 1704.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

La pensée vint au Roi qu'avec ce renfort et cet auxiliaire, Catinat devait modifier absolument son plan de campagne et passer, sans hésitation, à l'offensive. L'Électeur de Bavière s'était contenté, jusqu'alors, de rester neutre. Furieux de l'invasion des États de son frère et de la conquête de Kayserwerth, il venait de se décider à prendre les armes en notre faveur. Un nouveau traité, conclu le 17 juin 1702, l'avait lié envers la France. Il devait, dans le cas où l'Empereur attaquerait la Bavière, le combattre en Bohême, dans le Tyrol, en Autriche. Louis XIV lui garantissait, en retour, l'ccupation, ainsi que la possession des Palatinats du Rhin. Abandonner Landau et la protection de l'Alsace, mais opposer les Allemands aux Allemands, porter la guerre au cœur même de l'Empire, forcer l'armée ennemie à revenir précipitamment sur ses pas, répandre la terreur dans Vienne, contraindre ainsi, dès la première campagne, Léopold à faire la paix : tel était le nouveau plan du Roi, plan hardi, habile, et dont l'exécution eût amené des résultats considérables, si l'Électeur avait rempli fidèlement ses promesses.

Villars était impatient d'agir[1]. C'est à lui que fut confié, par l'expresse volonté du Roi, le commandement du corps expéditionnaire. Passer le Rhin avec des forces médiocres et malgré le prince de Bade, l'un des généraux les plus habiles et les plus expérimentés de l'Empire, qui, revenu en toute hâte après la prise de Landau, défendait, avec une armée, la rive droite du fleuve, n'était pas chose facile. Villars appelle la ruse à son secours. Deux mille fantassins et deux régiments de dragons trompent la vigilance de l'en-

[1] Il s'indignait tout haut de ce qu'on n'eût pas encore livré une bataille décisive en Flandre. « Qu'on me donne, avait-il écrit à Chamillard, « 2,000 chevaux, 1,000 dragons et 500 grenadiers. On verra ce que je « saurai faire de ce corps-là dans les montagnes Noires. »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

nemi et occupent, sur cette rive, le village de Neubourg. Déjà les pionniers préparent le passage des troupes. Le prince de Bade accourt pour s'y opposer. Il a quitté, dans ce dessein, les retranchements qu'il occupait en face de Huningue [1]. C'est là ce qu'attendait Villars. Le jour même, l'armée française franchit le Rhin près de cette ville et entre dans les positions que l'ennemi vient d'abandonner, puis elle marche sur les Impériaux, postés aux environs de Neubourg, près du fort de Friedlingen [2]. Là s'engage, le 14 octobre 1702, une lutte acharnée qui se termine par le triomphe éclatant des Français. Ils ont pris beaucoup de canons et d'étendards. Les Impériaux sont en pleine retraite. D'abord victorieux, nos soldats eussent été vaincus à la fin sans la présence d'esprit de Villars, qui sut rétablir le combat au moment où l'infanterie commençait à lâcher pied. Ivres de reconnaissance et d'enthousiasme, ils le proclament maréchal de France sur le champ de bataille [3].

Si l'Électeur, fidèle à sa promesse, se fût avancé audevant de Villars, le prince de Bade était perdu, la route de Vienne était ouverte. Maximilien n'était pas un traître comme Victor-Amédée, mais il hésitait à entrer en lutte ouverte contre l'Empire. Au lieu de marcher vers le Rhin pour donner la main aux Français, il recula dans la direction d'Ingolstadt [4]. Essayer de la rejoindre pour ainsi dire malgré lui, engager ses troupes à la fin de l'automne, avec

[1] Bourg fortifié par Vauban, situé sur la rive gauche du Rhin, à trois kilomètres nord de Bâle. Huningue a été démantelé en 1815.

[2] Bourg du grand-duché de Bade, situé sur la route de Bâle à Fribourg, à quatre lieues nord de Bâle, trois lieues sud de Neubourg et une lieue est de la rive droite du Rhin.

[3] On sait que Louis XIV, approuvant sans hésitation le vœu enthousiaste de son armée, s'empressa d'envoyer à Villars, après la brillante victoire de Friedlingen, le bâton de maréchal.

[4] Sur le Danube, à quinze lieues nord de Munich et douze lieues est d'Ulm.

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

une armée sur ses flancs, dans un pays presque inaccessible, coupé d'innombrables collines, hérissé de forteresses, sans pouvoir compter sur aucun renfort, sans savoir où trouver des vivres, c'eût été commettre une pure folie[1]. Villars fortifia Neubourg, ainsi que le pont d'Huningue, et repassa le Rhin. Cette première campagne, signalée par une brillante victoire, avait sauvé l'Alsace.

1703. La seconde, celle de 1703, sera plus laborieuse et plus sanglante, sans amener de résultats beaucoup plus décisifs. Elle s'ouvrait sous des auspices favorables. Le prince Eugène sollicitait à Vienne, afin de reprendre l'offensive en Italie, des renforts qu'on ne pouvait lui donner. Louis XIV méditait de lancer, contre l'Autriche, les deux armées de France et de Bavière, en même temps qu'une partie des forces que commandait Vendôme en Italie. L'exécution de ce plan serait périlleuse, si l'Alsace, et particulièrement Strasbourg, restaient sans défense contre l'armée du prince de Bade. L'occupation de Kehl[2] les protégerait; elle permettait aussi de pénétrer, sans obstacle, dans la vallée de la Kinzig qui traverse les montagnes de la forêt Noire[3]. Villars reçoit l'ordre d'assiéger cette forteresse et l'accomplit, au cœur de l'hiver, avec un incroyable bonheur. Le 12 février, les troupes françaises franchissent le Rhin à Neubourg. Descendant, vers le nord, la rive

[1] Villars croyait la jonction très-facile après la victoire de Friedlingen, « à moins, écrivait-il au Roi, que M. l'Électeur ne soit déterminé à ne « pas y contribuer et que la tête ait tourné à tout ce qui a l'honneur « d'entrer dans son conseil ».

[2] Ville du grand-duché de Bade située en face de Strasbourg, sur la rive droite du Rhin, au point de jonction de ce fleuve avec la Kinzig. Fortifié, en 1688, par Vauban, Kehl fut attribué, en 1697, par les traités de Ryswick, au margrave de Bade.

[3] La Kinzig sort, dans le Wurtemberg, des massifs de la forêt Noire, non loin de la source du Danube, coule vers le nord-ouest par une vallée étroite et accidentée, passe à Offenbourg et se jette dans le Rhin, près de Kehl.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

droite du fleuve, marchant dans la neige et sur la glace, elles s'emparent, en dix jours, de plusieurs redoutes, prennent, en passant, la ville impériale d'Offenbourg [1] et, dans la nuit du 25 février, ouvrent la tranchée devant Kehl. Ne soupçonnant pas une telle audace, le prince de Bade n'avait pas organisé la défense.

Entrepris en plein hiver contre tous les conseils de la prudence, conduit avec une impatience qui défie les règles savantes des ingénieurs, le siége de Kehl dure seulement quatorze jours. Villars y a fait des prodiges d'activité et s'y est montré infatigable [2]. Investie de toutes parts, ne recevant aucun secours, la ville se rend, le 12 mars, un mois, jour pour jour, après le passage du Rhin par notre armée.

De son côté, l'Électeur de Bavière s'est enfin décidé à prendre l'offensive et il a débuté comme Villars, pendant l'hiver, par d'importants succès. Le 2 février, il occupe, sur le Danube, la ville palatine de Neubourg [3]; le 11 mars, il bat, à Sharding [4], un corps de troupes qui voulait pénétrer en Bavière et, quelques jours après, trompant la vigilance du comte de Styrum qui commande l'armée des cercles, il met heureusement la main sur Ratisbonne. On pense désormais à Versailles, où tout le monde tressaille de joie en apprenant ces glorieuses nouvelles, que la jonction est déjà faite et que les deux armées marchent triomphantes sur la

[1] Offenbourg, situé sur la Kinzig, à vingt lieues sud de Carlsruhe, fait actuellement partie du duché de Bade.

[2] Les soldats étaient malades et découragés. Pour soutenir leur moral, Villars passait une partie de la nuit dans la tranchée, par un froid glacial, allait de l'un à l'autre, buvait avec eux du brandevin, les encourageait par de gais propos et des contes joyeux.

[3] Ville de Bavière située, sur la rive droite du Danube, à douze lieues nord-est d'Augsbourg et qu'il ne faut pas confondre avec le Neubourg du pays de Bade, dont on a parlé plus haut.

[4] Bourg situé, sur les frontières d'Autriche et sur la route de Munich à Vienne, à quatre lieues sud de Passau.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

capitale de l'Autriche. Villars est d'abord enthousiasmé. « Il « faut, écrit-il à l'Électeur, que vous partagiez l'empire et « que je sois connétable. » Cependant, quelques jours après, il repasse le Rhin et renvoie une partie de ses troupes dans leurs quartiers. A-t-il voulu donner ainsi une leçon au Roi dont il a reçu, depuis le commencement de la campagne, plus de compliments que de faveurs [1]? Est-il jaloux de sa femme, ainsi que le disent tout haut les courtisans, à ce point que la vie, loin d'elle, lui est devenue insupportable? A-t-il reconnu, comme il le prétend dans sa correspondance, l'impossibilité de poursuivre la guerre, sans relâche, dans un pays difficile et contre un ennemi vigilant, avec des troupes que la fatigue accable? faut-il croire que le dépit, l'amour, la prudence eurent part, en même temps, à cette résolution subite qui troublait de si brillantes perspectives? Louis XIV l'apprend avec une surprise indignée. « Je vous ordonne, « lui écrit-il immédiatement, à moins qu'il n'y ait une « impossibilité entière, ou que la perte de nos troupes soit « certaine, de vous mettre en mesure d'exécuter, sans « perdre un moment, les ordres que je vous ai envoyés. » Il faut obéir. Le maréchal de Tallard, qui gardait la Moselle, avait reçu l'ordre de s'approcher du Rhin pour tenir en échec le prince de Bade. Villars passe ce fleuve, le 5 avril, puis l'armée française s'engage dans la vallée de la Kinzig qui pénètre, vers l'est, à travers les

[1] Ce n'est point une hypothèse téméraire. Le 27 mars, Villars écrivait à Chamillard : « On commence par me gronder, ce n'est pas la bonne « manière; il fallait me mander : Le Roi sait que votre zèle et un désir de « gloire sont tellement avant tout dans votre cœur, que les récompenses ne « sont pas nécessaires pour vous exciter; cependant, comme rien n'est plus « important que la jonction, Sa Majesté envoie à M. l'Électeur de Bavière « un brevet de duc pareil à ceux qu'elle a donnés à MM. de Boufflers et « d'Harcourt, pour vous le remettre aussitôt que son armée aura rejoint « les troupes bavaroises. » On regrette pour la mémoire de Villars le hardi cynisme de ce langage.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

montagnes Noires, jusqu'aux sources du Danube. Elle la franchit en onze jours par des défilés étroits, périlleux, presque impraticables, hérissés de châteaux forts dont le plus redoutable, celui d'Hombert, est emporté presque sans résistance[1]. Le 6 mai, elle atteint Willingen[2], où l'Électeur l'attendait et où elle fut accueillie avec des transports de reconnaissance. « Dès qu'il put m'apercevoir, écrit « Villars à Louis XIV, il poussa à toutes jambes. Je parus « vouloir descendre de cheval; il courut à moi, m'embras- « sant avec des larmes de joie; il fut près de me jeter à terre « et d'y tomber aussi. »

Que vont faire les deux armées réunies? Il est difficile à leurs généraux de se concerter et de s'entendre. A Munich et à Vienne, ils se sont déjà pratiqués et, si l'on en doit croire leurs correspondances, ils n'ont, l'un pour l'autre, qu'une estime assez médiocre. Maximilien affirme, en écrivant à Chamillard, que Villars lève des contributions dont l'armée n'a nul besoin et qui ne profitent qu'à lui-même; Villars écrit au Roi que l'Électeur, « homme incertain dans « ses engagements et incapable dans la guerre, n'a aucun « souci du succès des opérations et qu'il ne songe qu'à tirer « de l'argent des pays conquis pour acquitter ses dettes de « jeu[3] ». Deux projets sont en présence : marcher directement sur Vienne par la vallée du Danube qui est à peine

[1] Villars redoutait extrêmement les difficultés de cette expédition. Il eût mieux aimé attaquer de front les lignes du prince de Bade et rejoindre ensuite l'Électeur par les grandes routes. Ses généraux s'y opposèrent, jugeant ces lignes inexpugnables.

[2] Ville du grand-duché de Bade située, près des sources du Danube, à douze lieues est de Fribourg.

[3] « Je dois dire à Votre Majesté, pour qu'elle soit instruite de tout, que « l'Électeur doit à Monasterol, d'argent de jeu, plus de 700,000 livres, « 306,000 écus au général d'Arco et autant à Bombarde; qu'il n'y a pas « un seul de ces gens-là qui ne compte se faire payer ou sur les subsides « ou sur les contributions. »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

défendue, c'est le plan de Villars qui le considère comme « le plus grand, le plus sage et le plus solide » et qui, d'ailleurs, a coutume d'aller droit au but, quand il veut l'atteindre; pénétrer en Autriche, par le Tyrol, après avoir rallié Vendôme : c'est le plan auquel s'arrête l'Électeur, à la suite de longues hésitations [1] et dont il impose l'exécution à Villars. Celui-ci restera en Allemagne pour protéger la Bavière pendant que Maximilien marchera par Inspruck, au-devant de Vendôme qui doit le rejoindre à Brixen [2]. Au début, l'expédition du Tyrol marche à souhait. Elle commence le 14 juin; dès le 26, Küfstein [3], Rattenberg [4], Hall [5], Inspruck, la capitale, ont fait leur soumission. Mais on avait compté sans les lenteurs de Vendôme et sans le patriotisme des paysans. Ces derniers qui n'avaient fait d'abord aucune résistance, ont reçu des encouragements de Vienne et des renforts de Passau [6]. Ils se soulèvent en masse, combattent et meurent « comme des fanatiques ». Ils s'emparent, par surprise, de la forteresse d'Ehrenberg que l'on considérait comme inexpugnable. A Hall, ils massacrent la garnison et n'épargnent même pas les malades. Vendôme ne s'est mis en marche que vers le milieu du mois d'août,

[1] L'Électeur avait d'abord approuvé la marche directe sur Vienne. Il devait pousser droit à Passau, pendant que Villars tiendrait en échec, sur sa gauche, l'armée des cercles, et qu'on ferait à Ulm de grands approvisionnements destinés à suivre, sur le Danube, l'armée expéditionnaire. Il voulut ensuite opérer en Bavière et s'avancer sur Nuremberg; enfin il se décide pour le Tyrol.

[2] Ville des États autrichiens sur un confluent de l'Adige, à dix-sept lieues sud-est d'Inspruck et à dix-neuf lieues nord-est de Trente.

[3] Forteresse autrichienne située sur l'Inn, près des frontières bavaroises, à dix-neuf lieues nord-est d'Inspruck, et non loin de la célèbre prison d'État de Gerolsdeck, appelée aussi Josephsburg.

[4] Bourg du Tyrol situé sur l'Inn.

[5] Vil e du Tyrol sur l'Inn, à une lieue est d'Inspruck.

[6] Ville de Bavière baignée par le Danube, située, proche des frontières autrichiennes, à quarante lieues est de Munich et sur la route de Vienne.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et, le 27 seulement, il est arrivé à Trente que vingt lieues d'un pays accidenté et difficile séparent de Brixen. Maximilien n'a plus qu'à opérer sa retraite pour ne pas perdre son armée dans les gorges du Tyrol; il rebrousse chemin et n'échappe qu'avec peine aux troupes insurgées qui lui disputent près d'Inspruck, avec une grande valeur, le passage du fleuve.

De son côté, Villars se trouve en grand péril. Le prince de Bade, général des Impériaux, le comte de Styrum[1], qui commande les troupes des cercles, le margrave de Bayreuth[2], qui a sous ses ordres un corps de treize mille hommes, presque tous Brandebourgeois, ont réuni leurs forces contre lui. Elles dépassent cinquante mille hommes et il n'en a pas vingt-cinq mille à leur opposer. C'est en vain qu'il invoque l'assistance de l'armée du Rhin que dirige Tallard, sous les ordres du duc de Bourgogne, et celle de l'Électeur qui revient du Tyrol, abattu, découragé, plus irrésolu que jamais. Retranché dans une position très-forte et très-bien choisie sur la rive droite du Danube, il a pu maintenir l'ennemi, pendant quelque temps, au delà de ce fleuve, il lui a même infligé un échec important, le 31 juillet, à Munderkinghen où quatre mille cavaliers allemands ont été repoussés, presque anéantis. Mais les Impériaux ont réussi à franchir le Danube; ils ont mis la main sur Ratisbonne et ils sont désormais les maîtres de la plus

[1] La haute situation que Styrum occupait dans l'armée était due principalement à la faveur dont jouissait sa famille. C'était un très-brave officier, un cavalier émérite, mais un fort médiocre général. (ARNETH, *le Prince Eugène de Savoie*.)

[2] Descendant en ligne directe de Christian, troisième fils de Jean-Georges, électeur de Brandebourg. Christian était prince de Bayreuth. Ses États furent partagés, à sa mort, entre ses deux fils, qui furent les margraves de Bayreuth et de Culmbach. La ligne de Bayreuth s'éteignit en 1726, et ses possessions furent réunies au margraviat de Culmbach. Conquises sur la Prusse par Napoléon, elles furent cédées à la Bavière en 1810.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

grande partie des États de l'Électeur. Louis XIV a compris que ces revers lui imposaient un grand sacrifice; il a écrit à Villars pour lui enjoindre d'opérer sa retraite afin de sauver ses troupes et à l'Électeur pour lui conseiller d'entrer en arrangement avec l'Autriche, afin de sauver ses États. Le courrier qui apportait ces lettres, s'attendait à voir une situation très-compromise, presque désespérée; il trouva une armée triomphante. Le comte de Styrum s'était séparé du prince de Bade, afin de tourner les positions françaises que l'ennemi voulait assaillir de deux côtés à la fois. Villars l'avait prévenu. Après une marche de nuit, secrètement conduite, il l'avait surpris, le 20 septembre, près du village de Hochstett [1] et lui avait infligé une défaite sanglante. Styrum avait perdu huit mille hommes dont quatre mille prisonniers, tous ses bagages, presque toute son artillerie. Les conséquences de cette victoire eussent pu être décisives, si l'armée du Rhin avait envoyé à Villars les renforts dont il avait besoin et si l'Électeur lui avait prêté loyalement son concours. Mais Louis XIV croyait maintenant que son armée d'Allemagne, dégagée et victorieuse, pouvait se suffire à elle-même, tandis que l'Électeur, obsédé par les instances de sa femme et les sollicitations de son entourage, songeait sérieusement à se rapprocher de l'Empereur, tergiversait, restait inactif. Accablé de difficultés et de dégoûts, le maréchal demanda instamment et finit par obtenir son rappel. Il eut pour successeur le comte de Marsin [2] que l'Électeur honorait particulièrement de son amitié et qui reçut, pour la circonstance, le bâton de maréchal.

Émule habile du vainqueur de Kehl et de Hochstett,

[1] Bourg de Bavière situé dans le cercle de Souabe, sur la rive nord du Danube, à neuf lieues nord-ouest d'Augsbourg, et à douze lieues d'Ulm.

[2] Ferdinand, comte de Marsin, maréchal de France, né en 1656, mort devant Turin en 1706. Voir Annexe 8.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Tallard, qui commandait l'armée du Rhin sous les ordres du duc de Bourgogne, venait de terminer la campagne de 1703 par d'importants succès. Brisach, poste avancé de la France sur le haut Rhin, conquis par Richelieu et cédé par le traité de Ryswick, s'était rendu, après un siége de quatorze jours que Vauban avait conduit. Le prince de Hesse avait été envoyé des Pays-Bas, avec un corps de troupes considérable, pour faire lever le siége de Landau. Tallard marcha résolûment à sa rencontre, le joignit près de Spire, l'attaqua sans délai avant qu'il eût le temps de prendre ses dispositions de combat, le défit complétement, lui tua six mille hommes et lui prit trente canons. La soumission de Spire, de Germersheim, la capitulation de Landau, furent le fruit de cette éclatante victoire. La basse Alsace se trouvait ainsi délivrée de tout péril et il n'y avait plus rien à craindre du côté de la Sarre. « Vous m'avez fait « un des plus grands plaisirs que j'aie eus de ma vie, écrivit « Louis XIV au maréchal de Tallard pour le féliciter, et « j'espère vivre assez pour vous en faire beaucoup. »

A ces glorieux avantages succéderont, en 1704, de lamen- 1704.
tables revers. Déjà, au début de la campagne, on ne songe plus à pénétrer en Autriche et à marcher sur Vienne; il s'agit uniquement, pour Marsin, de maintenir ses positions et de conserver à l'Électeur les provinces que l'ennemi n'a pas encore envahies. Or, Marsin manque de soldats, d'argent, d'armes, de munitions, et il est séparé, par les montagnes de la forêt Noire où campent les Allemands, du maréchal de Tallard qui a reçu l'ordre de lui porter secours. Tallard exécute cet ordre, que l'on juge d'abord insensé, avec une habileté qui fait le plus grand honneur à ses talents militaires, trompe la vigilance de l'ennemi, tourne tous les obstacles qu'elle a préparés, conduit lui-même à Marsin, qu'il rejoint le 19 mai, un renfort de douze mille cinq cents


3.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

hommes et de nombreux approvisionnements portés par quatre cents voitures.

Cependant, les alliés se concertent pour délivrer l'Empire et leurs plus habiles généraux vont concourir à cette grande entreprise. Eugène a rejoint le prince de Bade; Marlborough a quitté brusquement, au commencement de juin, les quartiers qu'il occupait dans les Pays-Bas, marché sur Coblentz[1] avec son armée, en passant par Aix-la-Chapelle et remonté la rive droite du Rhin, jusqu'à Mayence, tandis que Villeroi le surveillait de la rive gauche; puis, passant le Mein et longeant, vers l'est, le cours du Necker, il a rallié sur son passage les troupes du prince de Hesse et, le 22 juin, non loin de la ville d'Ulm, le camp des Impériaux. Bientôt les hostilités s'engagent. Les Français et les Bavarois se trouvent en présence de deux armées ennemies. L'une, commandée alternativement par Marlborough et le prince de Bade, réunit les soldats anglais et ceux des cercles allemands, l'autre, que dirige le prince Eugène, est uniquement composée de troupes autrichiennes. Le 2 juillet, malgré une résistance vigoureuse qui lui coûte plusieurs milliers d'hommes, Marlborough force, près de Donaverth[2], les retranchements de Schellenberg et franchit le Danube. L'Électeur se borne à protéger Augsbourg; il est impuissant à défendre la Bavière que les vainqueurs, pendant un mois, pillent, dévastent, ruinent sans merci jusque sous les murs mêmes de Munich, où ils brûlent toutes les petites villes et plus de deux cents villages. En ce moment, Maximilien, malgré sa détresse, peut encore traiter avec l'Empereur qui ne recule devant aucun sacrifice pour reconquérir un allié si puissant et pour chasser, avec son concours, les ennemis

[1] Ville de la Prusse rhénane, au confluent du Rhin et de la Moselle.

[2] Ville de Bavière sur le Danube, à dix lieues nord d'Augsbourg et à six lieues est de Hochstett.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de la terre allemande. On lui offre le marquisat de Burgau et le palatinat de Neubourg [1], mais on exige que Marsin mette bas les armes. L'Électeur, que ses généraux cherchent à rassurer, est tout près cependant de céder encore une fois aux suppliantes instances de sa femme et d'accomplir cette profitable trahison, lorsqu'il apprend que Tallard, envoyé en toute hâte par Louis XIV, remonte le cours de la Kinzig et lui amène trente mille hommes. Il repousse alors les offres de Léopold, congédie, sans façon, ses envoyés et reprend courage.

Ce fut le 3 août que Tallard réunit, près d'Augsbourg, ses troupes à celles de l'Électeur. Le général anglais, ayant achevé de ruiner la Bavière, avait repassé le Danube à Donaverth; il avait rejoint le prince Eugène; les deux armées se dirigeaient vers le nord; on croyait déjà que, n'osant, depuis l'arrivée de Tallard, engager activement la lutte, elles commençaient à battre en retraite. Les Français et les Bavarois avaient repris l'offensive et réoccupé plusieurs châteaux, entre autres celui de Hochstett, au pied duquel le maréchal de Villars avait remporté, l'année précédente, une si belle victoire; ils comptaient surprendre et battre aisément l'arrière-garde ennemie [2]. Ils allaient, au contraire, être surpris eux-mêmes et essuyer la plus sanglante, la plus humiliante défaite.

La seconde bataille de Hochstett fut livrée le 13 août. Revenus sur leurs pas en toute hâte, les alliés étaient prêts, dès six heures du matin, à commencer l'action. Un ruisseau fangeux séparait les deux armées. Eugène commandait l'aile

[1] Neubourg, dont on a parlé plus haut, était la capitale d'une principauté du Palatinat.

[2] Tallard était plein de confiance. « Nous n'avons, écrivait-il le 25 juillet, aucune nouvelle ni du prince Eugène, ni de Thungen, et nous marchons en gens qui n'ont pas peur d'eux. »

Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

droite, ayant en face de lui Marsin et l'Électeur; Marlborough commandait la gauche. Tallard, qui lui était opposé, n'avait mis en ligne que onze bataillons; mais il en avait placé dix-sept dans le bourg de Blenheim qu'il voulait défendre et conserver à tout prix. Cette mesure paralysait, sans nécessité, une grande partie de nos forces; elle fut la cause principale de la défaite. Les Anglais engagent le combat. Une batterie française, avantageusement placée sur une hauteur qui domine leurs positions, les foudroie; ils reculent. Tallard les croit déjà vaincus; il s'éloigne un instant, voulant savoir, par lui-même, comment se comporte l'aile gauche; celle-ci luttait à armes égales contre les troupes autrichiennes. Satisfait de ce qu'il a vu, le maréchal regagne son poste; mais, pendant son absence, tout a changé de face. Le nombre l'a emporté; les soldats de Marlborough ont repris le terrain perdu, franchi le ruisseau et fait reculer nos troupes. Tallard lance contre eux, à plusieurs reprises, sa cavalerie, qui est toujours repoussée et en partie détruite [1]. C'était le moment d'appeler à son aide les bataillons renfermés dans Blenheim. Atteint d'un coup de sabre, blessé d'un coup de feu, le maréchal n'y songe pas. Il est fait prisonnier. Notre aile droite est battue, et la déroute commence. Quelques heures après, à la tombée de la nuit, Blansac signait, sans avoir combattu, la capitulation des vingt mille hommes qui étaient restés inactifs dans le village de Blenheim et, malgré les cris des soldats qui protestaient avec fureur, déchiraient leurs drapeaux, brisaient leurs armes, il ne réclamait même pas les honneurs de la guerre, cette suprême consolation des prisonniers [2].

[1] Ce fut un héroïsme admirable et stérile, comme celui dont firent preuve, en 1870, les cuirassiers de Reichshofen.

[2] Désespéra sans doute de les obtenir, et parce qu'il crut qu'en ne les accordant pas, l'ennemi ferait, pour l'échange ou la rançon de ses

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Il y eut le 13 août, dans les plaines de Hochstett, deux batailles distinctes. Pendant que l'aile droite de l'armée française essuyait cette défaite et cette humiliation, l'aile gauche repoussait les Autrichiens cinq fois de suite, les rejetait au delà du ruisseau, leur prenait trente drapeaux et huit canons. Mais, lorsque Marsin et l'Électeur apprirent la victoire de Marlborough, ils eurent peur d'être attaqués en flanc par ce fougueux ennemi et se décidèrent à repasser le Danube, tandis que, n'étant pas encore entamés, ils pouvaient exécuter leur retraite en bon ordre et sans péril. Commencée le soir même, elle s'effectua heureusement dans la direction de la ville d'Ulm. Deux mois plus tard, la Bavière était évacuée; l'Électeur, resté fidèle à la France, malgré les conseils généreux de Louis XIV, était rentré en Alsace avec le maréchal de Marsin; mais l'Électrice, dominée par les impérieuses injonctions du prince Eugène, avait livré aux Autrichiens toutes les places de ses États, ne conservant que Munich, sa capitale, où il lui était permis de fixer sa résidence et d'entretenir une garnison de quatre cents hommes. Landau et Trarbach étaient retombées aux mains des ennemis. On ne songeait plus à conquérir l'Autriche, il s'agissait maintenant de défendre les frontières nationales. Telles furent les conséquences de la fatale journée de Hochstett.

Elles ne surprirent pas Louis XIV. La défaite éclatante de son armée, la capitulation de Blenheim lui avaient causé une douleur et une honte que la joie triomphante de

prisonniers, des concessions plus grandes. Blansac, avant de signer la capitulation, la soumit à un conseil de guerre qui en approuva les termes. Ce n'était pas à lui, d'ailleurs, qu'aurait dû en incomber la responsabilité. Il commandait depuis quelques heures seulement, en sa qualité de plus ancien des officiers généraux présents et en l'absence de Clérembault, qui s'était absenté de Blenheim pour prendre les ordres de Tallard et qui n'était pas revenu.


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ses ennemis exaspérait et qui eussent accablé sa vieillesse sans l'admirable constance de sa résignation chrétienne. La reconnaissance de l'Autriche donna à Marlborough un fief magnifique dans la Souabe, ainsi que le titre de prince d'Empire ; celle de l'Angleterre l'accabla de louanges exaltées et de profitables honneurs. Une colonne fut érigée, par les soins de l'Empereur, sur le champ de bataille où l'honneur français venait d'éprouver une si cruelle disgrâce. Léopold y fit placer cette provocante inscription : *Agnoscat tandem Ludovicus XIV neminem debere, ante obitum, aut felicem, aut magnum vocari*[1].

Ce fut à Villars, qui venait enfin de recevoir le titre de duc, que Louis XIV confia, en 1705, 1706 et 1707, la grande et périlleuse mission de garder nos frontières orientales, et que revint la gloire, après le désastre d'Hochstett, de relever l'éclat des armées françaises. Saint-Simon qui le juge, dans ses Mémoires, avec une sévérité haineuse et
1705. systématique, reconnaît lui-même qu'il fit, en 1705, une campagne digne des plus grands généraux. Il ne semblait pas douteux que l'ennemi n'eût le projet d'entrer par le nord en Alsace, après avoir passé la Moselle et la Sarre. Il faisait de grands préparatifs et de grands approvisionnements à Cologne, Coblentz et Trèves. Marlborough avait soixante mille hommes sous ses ordres; il attendait, pour agir, l'arrivée du prince de Bade qui devait lui en amener trente; il se vantait d'envahir bientôt la France à la tête de cent vingt mille soldats. La cour était dans les transes. « L'inquiétude de ce qui peut arriver sur la Moselle, « écrivait madame de Maintenon au duc de Noailles, le

[1] « Que Louis XIV reconnaisse enfin que personne ne doit, avant sa mort, être appelé heureux ou grand. » Lorsque l'électeur de Bavière fut rétabli dans ses États en 1714, il s'empressa de faire disparaître la colonne de Hochstett.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« 12 juin 1705, donne le froid à tout le monde. » Cependant Villars s'était retranché près de Sierck[1], entre la Moselle et la Sarre, dans une position très-forte qui barrait à l'ennemi le seul passage qu'il pût aisément franchir, tout en protégeant, à la fois, Sarrelouis[2] et Thionville[3]. Arrivé en vue de l'armée française, Marlborough écrivit galamment au maréchal « qu'ayant affaire à lui, il comp« tait sur une belle campagne »; puis il se prépara à l'attaque. On s'attendait à une grande bataille. Mais, dans la nuit du 16 au 17 juin, le général anglais expédie à Villars un second courrier pour lui dire « qu'il se voit au désespoir « de ne pouvoir le forcer ». Le lendemain, il décampe et s'éloigne vers le nord. Le prince de Bade, qui préférait l'attaque de Sarrelouis à celle de Sierck, avait montré quelques hésitations; il n'avait pas rejoint Marlborough à la date fixée pour le rendez-vous et celui-ci ne s'était pas cru assez fort pour engager seul le combat. N'ayant plus à prêter son assistance aux Anglais, le prince de Bade pouvait lui-même pénétrer en Alsace, où il occupait déjà Wissembourg[4], sur la rive droite de la Lauter. On lui en attribuait le dessein. Sans dégarnir entièrement le camp de Sierck, Villars se porte vers l'est en grande hâte. Il force les lignes de la Lauter, prend Wissembourg, occupe plu-

[1] Ville de Lorraine, sur la rive droite de la Moselle, à six lieues nord-est de Thionville.

[2] Sarrelouis, fortifiée par Vauban, a été enlevée à la France en 1815; elle est située sur la Sarre, dans la Prusse rhénane, à treize lieues nord-est de Metz.

[3] Ancienne sous-préfecture du Bas-Rhin, située sur la rive droite de la Lauter, à douze lieues nord-est de Strasbourg.

[4] Ville forte, sur la Moselle, à six lieues nord de Metz. Elle figure dans l'histoire des rois de la première race et dans celle de Charlemagne, et appartint successivement à la Bourgogne, à l'Autriche, à l'Espagne. Guise et Condé s'en emparèrent en 1558 et 1649. Elle a été cédée à la Prusse par le traité de Francfort, en 1871.


Digitized by Google


Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sieurs châteaux, fait six cents prisonniers. L'attaque avait été foudroyante et la victoire si rapide, que le prince Louis, qui prenait en ce moment les eaux de Schlangenbad pour le rétablissement de sa santé, n'avait pas eu le temps d'arriver sur le lieu de l'action. L'armée, que commandait Marsin, gardait le reste de l'Alsace. Cette province était maintenant en sûreté. Nos ennemis y tenaient encore Haguenau, et n'avaient pas abandonné entièrement la Lauter. En 1706,
1706. Villars acheva de soumettre les positions qu'ils occupaient sur cette rivière, les chassa des îles du Rhin, s'empara d'Haguenau et se prépara à reprendre, pour l'année suivante, l'offensive en Allemagne.

Il fallait, pour y parvenir, forcer les lignes que le prince de Bade avait fait construire sur la rive droite du Rhin, depuis Buhl jusqu'à Stolhofen, pour protéger ses États et que l'on considérait comme l'un des meilleurs boulevards de l'Empire. Les circonstances, au commencement de
1707. l'année 1707, favorisaient cette entreprise. Louis de Bade venait de mourir. On savait que l'armée allemande, privée de ce chef expérimenté qui avait toute sa confiance, était découragée et affaiblie par la désertion. Le plan hardi que Villars avait conçu, pour profiter de ces avantages, fut très-habilement et très-heureusement exécuté, le 22 mai 1707. Tandis qu'il dirigeait lui-même une fausse attaque contre les retranchements dans les environs de Kehl et attirait, de ce côté, les principales forces des Impériaux, trois corps de troupes, débarqués, pendant la nuit, sur les îles du Rhin qui faisaient face aux lignes de Stolhofen, leur livraient, sur trois points différents, un assaut simultané qui rencontrait peu de résistance. Le marquis de Durlach[1], qui

[1] Charles-Guillaume, margrave de Bade-Durlach, fils de Frédéric III de Bade-Durlach, dit le Grand et chef de la branche cadette de la maison de Bade. Il avait servi longtemps sous les ordres de son cousin, le prince

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avait succédé au prince de Bade, n'essaya même pas de combattre. Ce fut une complète déroute. Tous les canons, tous les approvisionnements de l'ennemi tombèrent en notre pouvoir. Le maréchal entrait le lendemain à Rastadt, où résidait la veuve du prince de Bade. Cette princesse et la margrave de Durlach imploraient la pitié du Roi.

De rapides succès succédèrent à cette première victoire. En quelques jours Durlach [1], Pforzheim [2], Heidelberg [3], Manheim [4], Stuttgart [5] étaient pris. Nos soldats pénétraient, au cœur de l'Allemagne, jusqu'à Ulm, Wurzbourg [6], Nuremberg [7]. Villars avait organisé un système d'exactions impitoyables qui frappait l'ennemi d'effroi, qui remplissait les coffres de l'armée et fonctionnait aussi, sans relâche, au profit de sa cassette particulière [8]. Il en

Louis de Bade, mais se fit surtout connaître par son goût pour les sciences, principalement pour la botanique qu'il aimait passionnément. Ce fut lui qui fonda Carlsruhe au milieu des forêts voisines de Durlach et qui construisit ces belles serres que l'on admire encore aujourd'hui. Son petit-fils, Charles-Frédéric, a réuni sur sa tête les deux couronnes de Bade-Bade et de Bade-Durlach. Né en 1679, mort en 1738.

[1] Ville du grand-duché de Bade, à deux lieues sud-est de Carlsruhe, capitale du margraviat de Bade-Durlach.

[2] Ville importante du grand-duché de Bade, à cinq lieues sud-est de Carlsruhe.

[3] Sur le Necker, à douze lieues nord-est de Carlsruhe, fait également partie du grand-duché.

[4] Au confluent du Necker et du Rhin, ville du grand-duché, à seize lieues nord de Carlsruhe.

[5] Alors capitale du duché de Wurtemberg, érigé plus tard en royaume, à dix-sept lieues sud-est de Carlsruhe.

[6] Ville de Bavière, sur le Mein, à trente lieues nord-est de Stuttgart.

[7] Grande ville de Bavière, à dix-neuf lieues est de Wurzbourg.

[8] « Je tirai de ces pays, dit-il dans ses Mémoires, de très-grosses sommes « dont je continuai à faire l'usage que j'avais fait de toutes les autres. Je « les avais divisées en trois parts : la première servit à payer l'armée, qui « ne coûta rien au Roi cette année; avec la deuxième, je retirai les billets « de subsistance qu'on avait donnés, l'an dernier, aux officiers faute d'argent, « et j'en envoyai une grosse liasse au ministère. Je destinai la troisième à « *engraisser mon veau* (Vaux-Villars, l'ancien château de Fouquet, qui « fut depuis Vaux-Praslin). C'est ainsi que je l'écrivis au Roi, qui eut la

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

attendait des effets merveilleux. Le gouvernement de Louis XIV espérait encore gagner à la cause de Philippe V le roi de Suède, Charles XII, dont les prétentions ambitieuses causaient alors de vives inquiétudes à l'Empereur. Si la France pouvait obtenir son puissant concours et si Villars se trouvait ainsi en état d'envoyer des renforts à l'insurrection hongroise, l'Autriche, à laquelle les cercles, paralysés par la terreur, refuseraient de prêter plus longtemps leur assistance, était irrémédiablement perdue. Le maréchal voyait déjà Vienne soumis et l'Empereur en fuite. On fut ébloui, un instant, à Versailles, par ces belles perspectives qui jetaient une lueur consolante sur les sombres horizons de la France. Mais le conquérant suédois fut adroitement détourné de l'alliance française par les conseils influents de Marlborough [1]. Villars reçut l'ordre d'expédier une partie de ses troupes au secours de Toulon. Ainsi réduit à l'impuissance, il dut, avant le commencement de l'hiver, abandonner toutes les conquêtes qu'il avait faites en Allemagne et rentrer en Alsace. Pour la troi-

« bonté de me répondre qu'il approuvait cette destination et qu'il y aurait « pourvu lui-même si je l'avais oublié. On me manda aussi qu'un courtisan « ayant dit au Roi : Le maréchal de Villars fait fort bien ses affaires, Sa « Majesté lui répondit : « Oui, mais il fait aussi fort bien les miennes. » Ce badinage de mauvais goût justifie mal Villars des justes accusations que ses envieux répétaient à la cour et dont Vendôme, un cynique d'un autre genre, s'était fait l'écho fidèle et complaisant. « Je ne suis point surpris, « écrivait ce dernier à Chamillard en 1706, que le maréchal de Villars ait « refusé de venir. (Louis XIV avait voulu, à cette époque, faire passer « Villars en Italie.) Quand on est accoutumé à dépenser 200,000 écus « par campagne, on a bien de la peine à venir dans un pays où il n'y a « que des coups à gagner. Mais je vous assure que je suis étonné de la « bonté du Roi de souffrir de pareilles choses. Je ne vous dis pas la cen- « tième partie de ce que je pense là-dessus. »

[1] Les alliés attachaient une importance capitale à cette mission de Marlborough qui était alors, en Flandre, le généralissime de leurs armées et qui dut abandonner son commandement pendant plusieurs semaines, pour aller négocier avec Charles XII.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sième fois, il voyait le plus beau de ses rêves s'évanouir.

Ce furent les Allemands qui reprirent l'offensive en 1708. 1708.
Ils méditaient la conquête de la Savoie au profit de leur fidèle allié Victor-Amédée, et comptaient y joindre celle de la Franche-Comté. Le général Daun [1], qui commandait les troupes autrichiennes en Piémont, avait été chargé de l'expédition. Le comte de Mercy [2] devait lui conduire des renforts pendant que l'Électeur de Hanovre, qui menaçait nos lignes de Lauterbourg [3], était chargé de contenir l'armée française et de paralyser ses mouvements. La vigilance du maréchal d'Harcourt [4] qui dirigeait cette armée, la valeur du comte du Bourg [5], son lieutenant, qui veillait sur la haute Alsace, firent échouer le projet des Allemands. Déjà Mercy, aidé par la connivence des Suisses, avait passé le Rhin à Rhinfels [6]. Du Bourg, auquel d'Harcourt avait expédié, en grande hâte, deux régiments de dragons avec l'ordre formel de combattre coûte que coûte, se porta vivement à sa rencontre, l'atteignit, le 27 août, près du

[1] Père du feld-maréchal, comte de Daun, qui combattit longtemps le grand Frédéric à la tête des armées autrichiennes, et fut un des plus vaillants défenseurs de Marie-Thérèse.

[2] Petit-fils du célère Mercy, l'un des plus grands capitaines du dix-septième siècle, qui s'était mesuré avec succès contre Condé et Turenne. Le comte de Mercy était né en Lorraine, il s'était signalé dans les guerres contre les Turcs et avait été nommé feld-maréchal en 1704. Il fut plus tard général en chef de l'armée d'Italie.

[3] A cinq lieues sud-est de Luxembourg sur la Lauter, ancien chef-lieu de canton du Bas-Rhin.

[4] L'un des membres les plus connus de la grande famille d'Harcourt, dont la noblesse est une des plus anciennes de France, et dont les illustrations furent nombreuses. Henri Ier, duc d'Harcourt, avait servi en Flandre sous Turenne avec une grande distinction et rempli très-habilement les fonctions d'ambassadeur à Madrid où il contribua à fixer les irrésolutions de Charles II en faveur du duc d'Anjou. Duc et pair en 1700, maréchal en 1703, mort en 1718.

[5] Louis-Marie du Maine, comte du Bourg, maréchal de France en 1725. Voir Annexe 9.

[6] Petite ville d'Argovie, à quatre lieues sud-est de Bâle.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

village de Rumersheim, le défit complétement et le rejeta dans le pays de Bade, après lui avoir fait deux mille cinq cents prisonniers et lui avoir tué quinze cents hommes. Mercy, blessé, se réfugia à Bâle, abandonnant, dans sa fuite précipitée, son carrosse et sa cassette où l'on trouva tous les plans de l'invasion méditée par nos ennemis, ainsi qu'un projet de partage des provinces françaises rédigé par le prince Eugène. La victoire de Rumersheim déconcerta tous ces plans. L'Électeur de Hanovre, qui attendait le départ du maréchal pour forcer les lignes de Lauterbourg, n'osa les attaquer du moment qu'il continua à les défendre. Daun, privé des renforts sur lesquels il comptait, reprit le chemin du Piémont.

Ainsi prirent fin, avant le traité d'Utrecht, les luttes sanglantes qui s'étaient poursuivies sans relâche, depuis 1702, en Allemagne, en Alsace, sur le Rhin, entre la France et l'Empire. Jusqu'à la conclusion de ce traité, et sauf quelques engagements sans importance, on se borna de part et d'autre, dans ces régions, à conserver la défensive.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE IV

GUERRES DES PAYS-BAS.

Boufflers, Villeroy et l'Électeur contre Marlborough. — Perte de la Gueldre, du Luxembourg et du Brabant. — Mauvaise administration de l'Électeur. — Ramillies. — Perte des Pays-Bas. — Vendôme, Berwick et le duc de Bourgogne contre Marlborough et le prince Eugène. — Oudenarde. — Boufflers à Lille. — État misérable de l'armée française. — Villars général en chef. — Malplaquet. — Périls que court la France. — Neutralité anglaise. — Denain. — La France sauvée.

Les fautes de Vendôme et de la Feuillade, la trahison du duc de Savoie venaient de nous faire perdre l'Italie. Ce fut en Flandre que vinrent se concentrer, à partir de 1708, les principaux efforts de la guerre. Elle n'avait pas cessé d'y sévir depuis le moment où Louis XIV, agissant en vertu des pleins pouvoirs que lui avait conférés la *junte,* fit surprendre
et occuper, au mois de février 1701, par les troupes du maré- 1701.
chal de Boufflers [1], Luxembourg [2], Namur [3], Charleroy [4],

[1] Voir l'Introduction qui figure en tête de cette étude.

[2] Capitale du grand-duché du même nom, à sept lieues nord-est de Lunéville, sur l'Alzette. Ce fut plus tard une des trois grandes forteresses fédérales. Ses fortifications, auxquelles Vauban avait travaillé, furent rasées, en 1869, à la suite des événements politiques qui agitaient l'Allemagne à cette époque.

[3] Ville forte, dans une situation très-importante, au confluent de la Meuse et de la Sambre, à treize lieues sud-est de Bruxelles; ses fortifications avaient été complétées par Cohorn en 1691. Elle resta entre nos mains jusqu'à la fin des guerres de la succession d'Espagne.

[4] Sur la Sambre, à neuf lieues ouest de Namur.


Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Mons [1], Ath [2], Oudenarde [3] et Nieuport [4], échelonnés dans les Pays-Bas espagnols, parallèlement à nos frontières, depuis la mer du Nord jusqu'aux pays allemands. Ces villes avaient été confiées par l'Espagne, après la paix de Ryswick, à la garde des États-Généraux; c'étaient leur sûreté, *leurs barrières,* comme ils les appelaient, contre les entreprises de la France. Les garnisons qu'ils y avaient établies protégeaient en même temps, dans ces parages, la Hollande et l'Espagne contre l'ambition du grand Roi. On a vu que ces garnisons s'étaient soumises, le même jour, sans la moindre résistance [5] et que, la guerre n'étant pas encore déclarée, Louis XIV n'avait pas voulu qu'on les retînt prisonnières, en sorte qu'elles étaient retournées dans leur pays avec armes et bagages. En témoignant ainsi aux États-Généraux une magnanimité hautaine qui satisfit les apparences et qui flatta sans doute son orgueil, il commit, au point de vue militaire, une faute déplorable dont les conséquences ne tardèrent point à se faire sentir. Les hostilités s'engagèrent dans les Pays-Bas dès l'année suivante. Marlborough avait reçu la direction suprême des forces alliées; à son arrivée sur le continent, il trouvait une armée toute prête.

1702. Cette première campagne ne fut point heureuse pour la France. Elle débuta par un brillant fait d'armes, mais elle finit par des revers. Le maréchal de Boufflers y comman-

[1] Sur la petite rivière de la Trouille, à neuf lieues ouest de Charleroy, actuellement capitale de la province belge du Hainaut; c'était alors une des villes les plus fortes des Pays-Bas.

[2] Ville de la province du Hainaut, à six lieues nord-ouest de Mons.

[3] Place forte sur l'Escaut, à sept lieues nord-ouest de la précédente, célèbre par la défaite que Marlborough et le prince Eugène y infligèrent à l'armée du duc de Bourgogne en 1708; voir la suite de ce récit.

[4] Ville fortifiée de la Flandre occidentale, située près de la mer, à quatorze lieues nord-ouest d'Oudenarde, et à six lieues nord-est de Dunkerque.

[5] L'expédition fut exécutée, sans coup férir, avec une dextérité et un ensemble qui firent grand honneur au maréchal de Boufflers.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dait, sous les ordres du duc de Bourgogne, une armée nombreuse que l'on croyait destinée à de grandes actions et qui opéra d'abord dans la Gueldre espagnole [1]. Négligeant de secourir Kayserwerth [2], Boufflers s'avança rapidement dans le pays de Clèves, entre l'Électorat de Cologne et le Brabant, poussa l'ennemi jusqu'à Nimègue [3], lui infligea, sous les murs mêmes de cette ville, une défaite signalée qui le frappa de découragement et parut pour nous pleine de promesses. Bientôt, cependant, les choses changèrent entièrement de face. Rappelé par le manque de vivres dans le pays de Clèves, obligé, par les ordres formels du Roi, d'affaiblir son armée pour renforcer Catinat [4], persuadé qu'il valait mieux, dans l'intérêt des deux couronnes, assurer la défense du Brabant que de lutter, avec des chances incertaines, pour la conservation de la Gueldre, il se retira dans la direction de Louvain. Les forces alliées, réunies, après la prise de Kayserwerth, sous la direction de Marlborough, étaient devenues redoutables. L'Angleterre et le Hanovre avaient envoyé des renforts. En quelques semaines Venloo [5], Ruremonde [6], une grande partie de la Gueldre espagnole furent perdus. Le 31 octobre, Liége ouvrit ses portes. En dépit des instances réité-

[1] C'était la partie méridionale de l'ancien duché de Gueldre qu'Arnoul, comte d'Egmont, avait vendu, en 1471, à Charles le Téméraire. Les territoires de ce duché, situés au nord du Rhin, faisaient partie, depuis la révolution de 1579, de la confédération des Provinces-Unies.

[2] A deux lieues nord-ouest de Dusseldorff, près de la rive droite du Rhin.

[3] Place forte de l'ancien duché de Gueldre, située, sur le Wahal, à treize lieues sud-est d'Utrecht; célèbre par les traités qui y furent conclus, en 1678, entre la France, la Hollande, l'Espagne et l'Empire. (Voir l'Introduction.)

[4] Qui opérait alors sur le Rhin.

[5] Ville forte sur la Meuse, dans le Limbourg hollandais, à dix lieues sud-est de Clèves.

[6] Ville fortifiée du Limbourg hollandais, également sur la Meuse, à six lieues sud-ouest de Venloo et onze lieues nord-est de Maëstricht.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

rées de Louis XIV et des pressants conseils de Chamillard, Boufflers n'avait pu secourir suffisamment cette grande ville qu'il eût été si important de conserver à notre ami, l'Électeur de Cologne. Le parlement d'Angleterre en exalta la conquête, en proclamant que Marlborough avait « restauré l'honneur britannique » et en votant à l'heureux général une pension de cinq mille livres sterling.

1703. Il conquit, l'année suivante (1703), de nouveaux lauriers. Louis XIV, ainsi qu'on l'a vu plus haut, méditait alors une expédition sur Vienne. C'était en Allemagne et en Italie qu'il voulait frapper les coups décisifs. Boufflers et Villeroy, qui commandaient l'armée de Flandre, avaient reçu l'ordre de se borner à la défense. Marlborough mit à profit leur inaction. Le 15 mai, il s'empara de Bonn[1], la seule ville qui restât encore à l'Électeur de Cologne, malgré la valeureuse défense du commandant d'Aligre, puis il marcha rapidement vers l'Ouest pour donner la main aux Hollandais et, après avoir, de concert avec eux, forcé les lignes françaises, il envahit le pays de Waes, y leva de fortes contributions, commença les préparatifs du siége d'Anvers. La brusque attaque dirigée par Boufflers, le 30 juin, contre l'armée des États-Généraux à Écheren[2] et l'avantage signalé qu'il remporta sur elle, forcèrent, il est vrai, les alliés à les interrompre. Marlborough envahit alors le Luxembourg, et occupe sa capitale. Au commencement de décembre, il avait achevé la conquête de la Gueldre espagnole.

Ses glorieux succès de 1704, sa victoire de Blenheim,

[1] Sur le Rhin, à six lieues sud-est de Cologne.

[2] L'une des huit provinces qui constituaient, depuis la formation de la République hollandaise et les conquêtes de Louis XIV, l'ensemble des Pays-Bas espagnols.

Digitized by Google | Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

son expédition en Bavière, donnèrent quelque répit aux Pays-Bas. Il y revint au mois de juillet 1705 et, jaloux 1705.
d'effacer les fâcheux effets de la retraite à laquelle l'avaient contraint les habiles dispositions de Villars, il tenta d'opérer, par nos frontières du Nord, l'invasion que le maréchal venait de faire échouer sur la Moselle [1]. Avertis de son retour, Villeroi et l'Électeur de Bavière qui venait de le rejoindre, s'étaient portés rapidement à la défense des lignes que l'on avait construites, entre la Meuse et l'Escaut, pour couvrir le Brabant. Ces lignes avaient une grande étendue; il était difficile d'en protéger également tous les points vulnérables, et, d'ailleurs, les dispositions des deux généraux étaient mal combinées. De faibles détachements, composés de trente hommes à peine, défendaient, près du village de Heylesen, les ponts de la Dyle [2]. Surpris le 18 juillet, ces ponts furent aisément forcés. Lorsque l'Électeur arriva, l'ennemi était déjà campé dans nos retranchements. On jugea impossible de les reprendre et l'armée française se retira en désordre par Louvain. Les portes du Brabant, que Boufflers, au moins, avait su garder, étaient donc ouvertes par l'impéritie de Villeroi. Louis XIV commençait à la soupçonner. « Il est bien désagréable », écrivait-il le 21 juillet, à son favori dont une aveugle indulgence avait jusqu'alors convert les lourdes fautes, « de voir les ennemis maîtres « des lignes et mon armée dans la nécessité indispensable « de se retirer précipitamment pour éviter une défaite géné- « rale. » On pouvait tout craindre du génie entreprenant de Marlborough si les Hollandais lui avaient permis de marcher en avant. Villeroi avait eu le temps d'occuper un poste

[1] Voir plus haut.

[2] Rivière de Belgique qui prend sa source dans le Brabant méridional, arrose Wavres, Louvain et Malines. Heylesen est situé entre ces deux dernières villes.

4.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avantageux près de Louvain. Ils refusèrent l'autorisation de l'y attaquer. Jugeant dès lors, non sans amertume et sans tristesse, que la campagne était terminée, le général anglais revint à Londres, où il fut brillamment accueilli par les ovations enthousiastes de la reconnaissance publique.

1706. En 1706, cette reconnaissance ne devait plus avoir de bornes. La direction des affaires de la France et de l'Espagne avait été confiée, dans les Pays-Bas, à des mains décidément inhabiles. Si Villeroi était le plus incapable de nos généraux, l'Électeur de Bavière, sous les ordres duquel il avait été placé et qui exerçait les fonctions de gouverneur des Pays-Bas, était le plus détestable des administrateurs. « L'Électeur me paraît mou et d'un génie médiocre », écrivait Fénelon. « Il paraît que son esprit agit peu sur les violents besoins de l'État qu'il est chargé de soutenir. Tout « y manque; la misère espagnole surpasse toute imagination. Les places frontières n'ont ni canons ni affûts. Les « soldats sont tout nus et mendient sans cesse... L'Électeur voit toutes ces misères, il s'en console avec ses maîtresses, il passe ses jours à la chasse, il joue de la flûte, « il achète des tableaux et s'endette. » Marlborough, que nos ennemis avaient eu la bonne fortune de leur opposer, était, au contraire, un des hommes les plus complets de cette époque si féconde en génies. Il savait à merveille manier l'esprit public et il faisait tourner *toutes ces misères* au profit de la cause commune. On disait que, dans les Bays-Bas, la population, habilement influencée par ses conseils, préférait l'archiduc à Philippe V.

Villeroi avait conçu le projet de prendre Léau, place de guerre située, sur la petite Ghète, à l'extrémité orientale du Brabant et d'investir ensuite la ville de Liége. Louis XIV l'y autorisait, mais lui défendait de rien entreprendre avant d'avoir reçu les renforts qu'il avait donné l'ordre à Marsin

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de lui amener sans retard [1]. Il importe à nos adversaires de prévenir cette jonction. Marlborough, campé dans les environs de Tongres [2], se porte rapidement vers l'armée française et l'atteint, le 23 mai, dans la plaine de Ramillies [3]. Il faut combattre avant l'arrivée de Marsin. Les dispositions que l'Électeur laisse prendre à Villeroi sont détestables. Ce dernier commet, à Ramillies, la déplorable faute que Tallard a faite sur le champ de bataille de Hochstett. En plaçant son aile gauche derrière des marais infranchissables, il condamne lui-même à l'inaction une partie de ses forces. Incapable, malgré les vaillants efforts de la maison du Roi, de supporter seule le choc de tous les ennemis, l'aile droite des Français ne tarde pas à lâcher pied. La retraite, mal dirigée, se change promptement en déroute et la confusion augmente dans le défilé de Jadoigne, où les débris de quelques voitures brisées encombrent le chemin. Deux mille hommes à peine étaient restés sur le champ de bataille. Six mille prisonniers, un grand nombre de drapeaux, presque tous les canons [4] tombaient dans les mains des alliés.

Louis XIV, qui comptait sur une victoire, reçoit avec une stupéfaction douloureuse la nouvelle de ce nouveau désastre. Il en calcule aisément les conséquences fatales; mais, vaillamment recueilli dans le calme admirable de sa résignation chrétienne, il prend, sans hésitation, les mesures qui peuvent les conjurer. Chamillard reçoit l'ordre de se rendre immédiatement en Flandre pour y réorganiser nos forces militaires. Villeroi est invité, avec une politesse affectueuse et courtoise, à résigner son commandemant. Il résiste

[1] Le comte de Marsin commandait alors l'armée qui gardait la basse Alsace.

[2] Ville du Limbourg belge, à cinq lieues nord de Liége.

[3] Bourg situé à cinq lieues sud-est de Louvain.

[4] Cinquante-quatre sur soixante qui composaient toute l'artillerie

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et entreprend une justification hautaine dont le Roi ne tient nul compte. « Il faut à notre armée, dit la patente qui en « confie la direction au duc de Vendôme, un général qui « attire la confiance des chefs et des soldats, redonne aux « troupes cet esprit de force et d'audace si naturel à la « nation française. » La défense des villes maritimes, Furnes, Dunkerque, Bergues, Gravelines, est remise à la vigilance expérimentée de Vauban. Mais ces dispositions, toutes sages qu'elles soient, ne suffisent pas pour contenir le victorieux essor de l'ennemi. Marlborough marche en avant, Villeroi et l'Électeur reculent toujours. En moins de deux mois, les alliés occupent Louvain, Bruxelles, Malines, Gand, Bruges, Damme [1], Oudenarde, qui se soumettent presque sans coup férir, Dandermonde [2] qui résiste un peu mieux, Anvers dont la trahison ouvre les portes, Courtray et Ostende qui font une belle défense, Ath [3] et Menin [4]. Vauban sauve Dunkerque et Nieuport en rompant les digues et inondant le pays. Lorsque Vendôme arrive, il ne trouve plus d'armée. Les désertions l'avaient fondue. La bataille de Turin devait, cette année même, nous enlever l'Italie [5]; celle de Hochstett nous avait chassés de l'Allemagne; la journée de Ramillies nous coûte la plus grande
1707. partie des Pays-Bas. Pendant la campagne de 1707, Marlborough achève facilement de s'y établir et, méditant de conquérir le Hainaut ainsi que la Flandre française, il s'occupe de préparer activement les sièges de Mons et de Lille.

[1] Village situé sur un canal du même nom, à une lieue nord de Bruges.
[2] A sept lieues est de Gand, au confluent de la Dender et de l'Escaut.
[3] Gros bourg situé sur la Dender à six lieues nord-ouest de Mons.
[4] Sur la Lys, à trois lieues sud-ouest de Courtray et touchant aux frontières francaises. Vauban en avait fait une des places les plus fortes de la Flandre.
[5] Voir plus haut.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

En rappelant Vendôme, qui s'était glorieusement battu 1708.
contre le prince Eugène, pour lui confier son armée de Flandre, Louis XIV avait cru opposer au général anglais un adversaire digne de lui. Il sembla d'abord que son attente ne serait point déçue. Vendôme, bien que disposant, en 1707, de forces insuffisantes, avait réduit les alliés à la défensive. Il se trouvait, au commencement de 1708, sous la direction nominale du duc de Bourgogne, à la tête de cent trente bataillons et de cent seize escadrons bien équipés et bien pourvus, grâce aux prodigieux efforts de Chamillard. Cette belle armée, très-supérieure à celle de l'ennemi, le contraignit d'abord à reculer. Gand et Bruges lui furent repris au commencement de juillet, sans qu'il fût possible à Marlborough de leur porter assistance. Ces premiers succès promettaient des victoires. Déjà l'esprit public se déclarait en notre faveur. L'Alsace n'était plus menacée, Berwick avait reçu l'ordre de rallier le duc de Bourgogne avec les troupes qu'il commandait. Lous XIV se flattait de prévenir l'arrivée du prince Eugène qui rassemblait une armée sur la Moselle, de reprendre aisément toute la ligne de l'Escaut et de refouler l'ennemi jusqu'à la Meuse. Il fallait, pour y réussir, marcher en avant sans hésiter, ne pas s'amuser aux siéges, surtout ne pas attendre le retour offensif des alliés. C'est ce que Vendôme, trop confiant dans ses forces et dans sa fortune, ne sut pas faire. « Il « perdit trois jours à boire et à dormir », dit le duc de Noailles dans ses Mémoires. Quand les troupes françaises commencèrent à passer l'Escaut à Gâvre [1], il apprit que Marlborough, de son côté, venait de le franchir, en sens inverse, à Oudenarde dont on avait négligé de défendre les abords et qu'il occupait déjà, sur la rive droite, des positions

[1] Sur l'Escaut, à trois lieues nord-ouest d'Oudenarde.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avantageuses. Tout le sort de la campagne serait compromis si l'on ne parvenait pas à le rejeter au delà du fleuve. Une bataille était inévitable. Elle eut lieu le 11 juillet et dura depuis trois heures de l'après-midi jusqu'à neuf heures du soir. Mal engagée par nos troupes qui ne trouvèrent pas un espace suffisant pour se mouvoir, qui ne purent livrer que des combats partiels et successifs, qui furent repoussées sept fois de suite par le feu supérieur de l'ennemi, elle fut définitivement perdue et nous coûta environ trois mille hommes. La perte des alliés ne fut pas moindre. Une grande partie de l'armée française était restée l'arme au bras. Voulant, à tout prix, réparer la lourde faute qui a été commise, Vendôme conseilla le lendemain au duc de Bourgogne d'engager à nouveau l'action. Il soutint son avis avec une chaleur qui devint bientôt de l'emportement et de l'insolence. Celui des autres généraux étant absolument contraire, le duc donna l'ordre d'opérer immédiatement la retraite. Elle ne tarda pas à se changer en déroute; nos soldats s'enfuirent, au hasard, à Tournay[1], à Lille, à Ypres[2]; neuf mille furent amenés au camp anglais. Le gros de l'armée, après avoir marché toute la nuit, se retrancha, près de Gand, derrière le canal de Bruges.

Alors commence toute une série de fautes qui naissent de la mésintelligence jalouse de nos généraux et dont le génie de nos adversaires saura tirer le plus grand parti, que le duc de Bourgogne, commandant en chef, ne comprend pas ou

[1] Place forte et ville importante du Hainaut, à six lieues est de Lille et une lieue et demie des frontières françaises. Capitale des Nerviens au temps de César et des Francs jusqu'à Clovis. Plusieurs fois conquise et plusieurs fois perdue par la France. Louis XIV s'en était emparé en 1667. Les alliés l'occupèrent en 1709.

[2] Ville fortifiée de la Flandre occidentale, à six lieues nord-ouest de Lille et quatre lieues nord-ouest de Menin, sur un canal qui la fait communiquer avec Bruges et Ostende. Plusieurs fois conquise par la France, annexée au royaume par la paix de Nimègue, perdue par celle d'Utrecht.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qu'il soupçonne à peine, qu'il est incapable de prévenir ou de réparer et auxquelles il participe, dans une large mesure, par son indolence et son indécision, que Louis XIV et Chamillard constatent avec certitude, signalent avec indignation, mais dont ils sont impuissants à conjurer les funestes conséquences et qui vont mettre la France elle-même en péril. Devançant les renforts qu'il amène en toute hâte, le prince Eugène avait pris part, à côté de Marlborough, à l'importante affaire d'Oudenarde. Les deux généraux se sont concertés, ils ont résolu d'unir leurs forces et d'entreprendre ensemble le siége de Lille, la plus importante et la plus forte des places qui défendent les frontières françaises. Déjà, de hardis partisans les ont franchies, ils ont brûlé un faubourg d'Arras, pénétré jusqu'à Péronne et Saint-Quentin, lévé de fortes contributions en Artois[1]. Il est indispensable d'empêcher que la jonction ne s'accomplisse. Berwick, qui vient d'arriver et qui se hâte de renforcer nos garnisons, propose, par deux fois, au duc de Bourgogne de le rallier et d'opérer avec lui dans la direction de Dendermonde, afin de couper les communications des Anglais et des Impériaux et de rendre ainsi le siége de Lille impossible. Vendôme s'y refuse, prétendant qu'il doit, avant tout, conserver au Roi Gand et Bruges. D'immenses convois d'artillerie expédiés de Bruxelles passent librement entre nos deux armées. Le 15 août, Lille est investie. C'est le prince Eugène qui dirige le siége. Marlborough en surveille les approches avec des troupes nombreuses. Le maréchal de Boufflers, gouverneur de la Flandre, s'est renfermé dans la place. Il la défend avec une garnison de dix mille hommes secondée par le patriotisme ardent de la

[1] L'Artois dut subir, pour ne pas être incendié, une imposition de 1,700,000 livres que Louis XIV l'autorisa à payer.



Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

milice bourgeoise. Louis XIV veut sauver Lille à tout prix. Le duc de Bourgogne reçoit l'ordre formel de se réunir à Berwick et de se porter, sans hésitation, au secours des assiégés. La jonction a lieu, mais les dissentiments jaloux des officiers paralysent le mouvement des troupes. Tantôt c'est le duc de Bourgogne qui veut marcher droit à l'ennemi et c'est Vendôme qui s'y oppose, prétendant qu'il faut d'abord le laisser s'affaiblir et s'user par les fatigues du siége; tantôt c'est Vendôme qui veut attaquer sans délai et le duc de Bourgogne, ainsi que Berwick, qui reculent devant les risques à courir. « Il est triste « sans doute de perdre Lille, écrit ce dernier à la Cour, « mais il est encore plus triste de perdre la seule armée « qui nous reste. » Envoyé pour rétablir la situation, Chamillard se borne à constater, avec l'assentiment de Vendôme, qu'elle est devenue très-mauvaise et que les travaux construits par les assiégeants, pour se protéger, sont décidément inexpugnables. Cependant les vivres et les munitions commençaient à leur faire défaut. Une flotte anglaise venait de débarquer à Ostende des approvisionnements considérables et Marlborough y avait expédié, pour les recueillir, sept cents chariots protégés par cinq mille hommes. Il était de la plus haute importance de capturer, au moins d'intercepter cet important convoi. On en charge un officier inintelligent, le commandant de Lamothe, qui prend mal ses informations, se laisse maladroitement devancer et se fait battre, dans les bois de Wynendal, par la queue de l'escorte. « Il n'est pas naturel, écrit Chamillard au maréchal de Ber- « wick, qu'étant maîtres des pays et des places avec une « armée au moins égale à celle des ennemis, ils fassent « passer tous leurs convois et prennent Lille sans que le « duc de Bourgogne s'y oppose. Le public peu charitable « en attribue la cause au peu d'accord qui est entre M. de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Vendôme et vous. » On s'étonne de la courtoise modération de ce langage en présence de si nombreuses et de si impardonnables fautes.

Lille était donc perdue; mais son héroïque défense contre le prince Eugène, le plus habile, le plus entreprenant de nos ennemis, devait jeter un grand éclat sur l'honneur des armes françaises. Le vieux Boufflers, qui la dirigeait, fut admirable par son activité et sa vigilance, sa vaillance, sa présence d'esprit, son sang-froid. Le beau fait d'armes du chevalier de Luxembourg qui, passant de nuit, à l'aide d'un déguisement, au travers de l'armée assiégeante, introduisit dans la place deux mille cavaliers, deux mille fusils et quarante milliers de poudre, la prolongea de quelques jours. Elle donna lieu à quinze grands combats dans lesquels l'ennemi eut dix-huit mille morts et dix mille blessés. Eugène y reçut à la tête un coup de feu dont il faillit mourir et dut céder, pendant quelques jours, le commandement à Marlborough. Enfin, le 23 octobre, à bout de vivres et de munitions, contraint de reconnaître qu'il ne lui était plus possible de garder la longue enceinte de Lille avec des forces considérablement réduites, Boufflers signe, pour la reddition de la place, une capitulation honorable [1], et se retire dans la citadelle espérant encore qu'on pourra lui porter secours. Lorsque les termes de cette capitulation furent soumis au duc de Bourgogne, il était en train de jouer à la paume. Le courrier du maréchal attendait impatiemment la réponse du général en chef. Le duc crut, sans doute, qu'il n'était point de sa dignité d'interrompre la partie pour une si mince affaire. Il la continua et l'acheva

[1] Le prince Eugène, respectueux d'une si noble infortune, avait promis d'accorder tout ce qui serait compatible avec son devoir. Il tint parole et permit à Boufflers de renvoyer ses malades, ses blessés, de mettre garnison dans la citadelle et d'y continuer la résistance.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

majestueusement, puis il voulut bien donner sa signature et accorder quelques éloges au glorieux défenseur de Lille, couronnant ainsi toutes ses maladresses par l'affligeant spectacle d'une coupable indifférence.

Mieux armé que son petit-fils, par les viriles dispositions de sa nature, contre les coups de la destinée, Louis XIV se refusait à comprendre que tant d'efforts, dont la direction effective avait été confiée à deux de nos meilleurs généraux, pussent échouer aussi misérablement. Il croit encore qu'on peut sauver la citadelle de Lille. Une diversion est tentée sur Bruxelles. L'Électeur de Bavière la dirige; il s'imagine que la reconnaissance des habitants pour les bontés de leur ancien gouverneur lui ouvrira les portes toutes grandes, mais il trouve ces portes hermétiquement fermées. Marlborough et Eugène se portent, en grande hâte, au secours de la place; l'armée française les laisse passer. A leur approche, l'Électeur, qui n'est pas de force à les combattre, lève précipitamment le siége, abandonnant son artillerie, ses vivres, ses blessés, ses malades. Le découragement a fini par pénétrer dans la grande âme de Louis XIV. Il donne l'ordre à Boufflers de rendre la citadelle de Lille, enjoint au duc de Bourgogne de licencier toutes les troupes placées sous son commandement, ne consent même pas, malgré l'avis formel de Vendôme, à faire garder les approches de Gand et de Bruges où il se borne à laisser de fortes garnisons. Lamothe, le triste héros des bois de Wynendal, commandait celle de Gand. Certain de ne point être secouru, ne voulant pas prolonger inutilement la défense, il ne résista que douze jours et se rendit, le 30 décembre, au prince Eugène qui ne lui refusa pas les honneurs de la guerre. Bruges capitula le 1er janvier. Ainsi se termina la douloureuse campagne de 1708 dont les débuts avaient promis de si beaux succès. Louis fut indul-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

gent envers son petit-fils, mais il se montra sévère pour son incapable conseiller. Publiquement privé des bonnes grâces royales, Vendôme dut quitter la cour et se retirer dans ses terres. Seul, le maréchal de Boufflers avait soutenu avec éclat la gloire de nos armes. Enthousiasmé de sa merveilleuse défense, le prince Eugène l'avait comblé d'honneurs devant son armée[1]. Il fut accueilli à Versailles comme un héros. « Je vous fais pair, lui dit le Roi; je donne à votre « fils la survivance du gouvernement de Flandre. J'y joins « pour vous les grandes entrées qui sont celles des premiers « gentilshommes de la chambre. » La France entière, la cour elle-même applaudirent, sans réserve, à ces éclatantes faveurs avec une sympathie dont l'unanimité protestait éloquemment contre les hontes militaires que notre fortune venait de subir dans les Pays-Bas.

A ces hontes vont s'ajouter d'effrayantes misères. 1709 est l'année fatale du règne de Louis XIV. Les rigueurs exceptionnelles d'un hiver impitoyable ont tari les sources de l'impôt; la famine est à la porte; l'émeute gronde sourdement; les exigences de nos vainqueurs dépassent toutes les bornes de la modération et de la pitié[2]. On dirait que la France commence son agonie. Dans ces douloureuses extrémités, Louis XIV a choisi Villars, le plus intrépide, le plus confiant, le plus heureux de nos généraux, pour tenir tête, sur nos frontières, à Eugène et à Marlborough, pour

1709.

[1] Lorsque la citadelle eut capitulé d'après les ordres du Roi, le prince Eugène tint à honneur de faire la première visite à Boufflers. Il le plaça à sa droite pendant le défilé, le reçut à sa table avec ses principaux officiers, et lui fournit des équipages pour le conduire à Douai.

[2] Par les préliminaires de la paix (voir plus loin) que les alliés prétendaient imposer à la France, toute la monarchie d'Espagne (sauf quelques débris accordés au Portugal, au duc de Savoie, aux États-Généraux pour leur barrière) était attribuée à l'archiduc et, si Philippe V essayait de résister, Louis XIV devait joindre ses armées à celles de nos ennemis pour le réduire par la force à l'impuissance.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

combattre le plus grand des périls qui menacent son royaume. Villars trouve, en arrivant à l'armée, une situation désastreuse. Les soldats, les officiers eux-mêmes meurent de faim, ils vendent leurs uniformes, leur équipement, leur linge même pour acheter du pain noir. « Je mets ma con« fiance en Dieu et en vous, avait dit Louis XIV au maré« chal; mais je n'ai rien à vous ordonner, puisque je ne peux « vous fournir aucun secours. » Il faut nourrir, habiller le soldat, relever son moral abattu par le plus profond découragement. Villars est homme d'expédients et les scrupules ne l'arrêtent guère. Il somme les intendants des provinces voisines de lui envoyer des grains; il menace d'exécuter militairement les villes françaises auxquelles il demande des vivres et qui ne les expédieront pas à bref délai. La bonne humeur étant revenue avec l'abondance, Villars songe à ranimer le patriotisme. Par son ordre, on donne lecture aux troupes des préliminaires outrageants de la Haye et de la noble réponse de Louis XIV [1]. Protestant avec indignation contre les prétentions arrogantes de l'ennemi, « elles poussent un cri de joie et d'ardeur d'en venir aux mains avec ces insolents [2]. » Au début de la campagne, l'armée du maréchal est inférieure de cinquante mille hommes à celle de l'ennemi et il s'est tenu sur la défensive derrière des retranchements élevés à la hâte dans les plaines de Lens; il a remporté un succès partiel à Warneton [3] où le comte d'Artagnan, l'un de ses lieutenants géné-

[1] Louis XIV, à bout de forces et d'espérances, avait fait aux alliés les plus grandes concessions. Mais son âme royale se révolta contre cette humiliation suprême. Il rappela son plénipotentiaire et rompit les négociations. La France entière partagea l'indignation du vieux monarque. (Voir plus loin.)

[2] *Mémoires de Villars.*

[3] Bourg frontière de la Flandre occidentale, à quatre lieues nord-ouest de Lille, sur la Lys. Warneton fut surpris par le comte d'Artagnan (depuis

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

raux, a fait seize cents prisonniers; mais il n'a pu empêcher la prise de Courtray, ville de guerre importante, qui a capitulé le 27 juillet et dont la citadelle s'est rendue le 2 septembre[1]. Les alliés victorieux marchent sur Mons, la capitale du Hainaut, l'une de nos places frontières. Villars reçoit l'ordre de la sauver. Il dispose maintenant de forces respectables. Louis XIV a jugé prudent de lui adjoindre Boufflers qui doit l'assister de ses avis, le remplacer, au besoin, dans le commandement de l'armée. L'illustre gouverneur de Flandre, quoique vieux et malade, accepte avec empressement cette mission redoutable. Il n'hésite pas à servir sous les ordres de Villars, bien que plus âgé que lui; mais ce dernier a voulu qu'il fût traité comme son égal, et la plus parfaite union ne cessera de régner entre eux[2]. Marchant au secours de Mons, l'armée française rencontre,

maréchal de Montesquiou), lieutenant de Villars, qui l'occupa presque sans résistance; il y fit 1,600 prisonniers.

1 Villars comptait sur la longue résistance de Tournay. Il se plaignit hautement de l'impéritie et de la lâcheté du gouverneur, M. de Surville, auquel il avait ordonné (lettre du 30 août), de la part du Roi, « de se « défendre jusqu'au dernier morceau de pain et de faire sauter nos bastions « l'un après l'autre, si on ne lui donnait pas capitulation ». Le sentiment de Louis XIV fut différent. Surville avait attendu jusqu'à l'épuisement de ses vivres et, malgré les menaces des habitants de Tournai, qui voulaient faire leur soumission, un secours que le maréchal promettait et qui ne vint pas.. « Au reste, disent les *Mémoires de Villars*, M. de Surville fit « trouver ses raisons bonnes et il fit bien. »

2 Le concert et l'intelligence furent parfaits entre eux. (*Mémoires de Saint-Simon*.) « Il venait de m'arriver un secours qui fut bien utile dans « la circonstance; c'était le maréchal de Boufflers, mon ancien ami, homme « brave, d'excellent conseil, très-attaché au Roi, bon patriote et qui m'a « toujours défendu contre les censures des courtisans. . . . . « Il a été le premier à dire au Roi (lettre de Voisin à Villars, du 1er sep- « tembre) que, s'il s'agissait d'aller à l'armée, il y servirait sous mes ordres « comme volontaire et sans caractère, ... Je l'engageai à « venir au camp; je lui offris le commandement, comme à mon ancien, « ce qu'il rejeta avec une espèce d'indignation. Je le pressai, du moins, de « le partager, et il ne l'accepta pas encore; mais tout, depuis ce moment, « se passa entre nous dans le plus grand concert. » (*Mémoires de Villars*.)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le 10 septembre, celle des alliés près du village de Malplaquet[1]. La bataille a lieu le lendemain. Tout remplis d'ardeur, nos soldats refusent le repas du matin pour ne pas retarder l'attaque. Boufflers commande l'aile droite contre les Hollandais placés sous les ordres du comte de Tilly et du prince de Nassau[2]; Villars soutient, à l'aile gauche, avec une vaillance superbe[3], les efforts impétueux du corps d'armée de Marlborough et se voit contraint de demander au centre des renforts pour les contenir. Il n'a encore perdu aucune de ses positions, lorsqu'un coup de canon tue son cheval et lui casse une jambe. Il demande une chaise, s'y asseoit et continue d'exercer le commandement. Mais il s'évanouit, on l'emporte, et la fatale nouvelle, aussitôt répandue, commence à semer le découragement parmi les troupes. Pendant ce temps, le prince Eugène a fait charger le centre affaibli qui ne comprend plus que deux brigades; Boufflers craint une déroute, il ordonne la retraite. Sans perdre un canon ni un drapeau, l'armée française quitte lentement le champ de bataille où elle laisse dix mille morts; quinze mille de nos ennemis y ont succombé.

Pendant toute la guerre de la succession d'Espagne, il n'y eut pas de bataille plus sanglante que celle de Malplaquet. Notre défaite, après les désastres de 1708 et les douloureux débuts de la campagne, fut si glorieuse qu'on la considéra presque comme une victoire. Elle releva l'honneur flétri et humilié des armes nationales et arrêta court les pro-

[1] Village du département du Nord, à sept lieues est de Valenciennes et à quatre lieues sud-ouest de Mons.

[2] Neveu de Guillaume III.

[3] « Pas un régiment, écrit madame de Maintenon au duc de Noailles, à « la tête duquel il ne donnât. Il allait à la charge avec la férocité d'un « lion, et donnait des ordres avec le sang-froid d'un gentilhomme en robe « de chambre. »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

jets des alliés. Si Mons fut contraint de se rendre le 2 octobre, la France fut sauvée de l'invasion. On sait que Louis XIV prodigua à l'illustre vaincu les témoignages éclatants de sa reconnaissance et voulut qu'il fût soigné de sa blessure dans le palais de nos Rois. Il lui fit donner, à Versailles, l'appartement du prince de Conti et l'y honora de ses fréquentes visites [1]. Villars ne se vit refuser aucune des récompenses qu'il demanda pour ses généraux ; son lieutenant d'Artagnan reçut le bâton de maréchal de France [2].

Les deux années qui vont suivre ajouteront, en Flandre, de nouveaux revers à ceux que la France y a subis depuis le début des hostillités. Louis XIV a voulu que Villars continuât à y diriger les opérations militaires. Mais, affaibli par de cruelles souffrances à ce point qu'il ne peut même plus monter à cheval, commandant à des troupes peu nombreuses, démoralisées, mal payées, mal nourries, mal vêtues, il est impuissant d'abord à combattre la désertion de ses soldats et les progrès de l'ennemi. En 1710, les efforts combinés du prince Eugène et de Marlbo- 1710.
rough briseront successivement les plus solides anneaux de la *chaîne de fer* qui protége nos frontières. Investi, le 5 mai, par une armée de quatre-vingt mille hommes, Douai, où commande le marquis d'Albergotti, l'un des meilleurs lieutenants du maréchal [3], succombe, le 25 juin, après une résistance très-honorable qui a coûté aux alliés huit mille des leurs; Béthune [4] capitule le 2 août, Saint-

[1] « Le Roi n'avait jamais été chez aucun particulier depuis le maréchal de Grammont, mort depuis plus de trente ans. » (*Mémoires de Dangeau*, 3 janvier 1710.)

[2] Pierre de Montesquiou, comte d'Artagnan, maréchal de France, né en 1645, mort en 1725. Voir Annexe 10.

[3] Albergotti, lieutenant général. Voir Annexe 11.

[4] Ville fortifiée du Pas-de-Calais, à six lieues nord d'Arras. Elle fut restituée à la France par le traité d'Utrecht.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Venant [1], le 29 septembre, Aire [2], où le marquis de Guébriant a fait une fort belle défense, le 9 novembre. Les alliés voulaient marcher sur Arras. « S'ils avaient pu prendre cette « ville, ils pouvaient se flatter d'être dans peu à Paris, car « Bapaume et Péronne n'étaient pas des places à résister « longtemps et il n'y a que vingt lieues d'Allemagne d'Arras « à la capitale de la France. Le maréchal avait tenté en « vain de porter secours à Douai; mais, après la prise de « cette ville, il fit si bonne contenance, il sut si bien se « poster qu'il les contraignit à abandonner ce hardi projet [3]. »

1711. Ils en eussent, sans doute, repris l'exécution en 1711, si les circonstances, qui rappelaient les troupes autrichiennes en Allemagne, où l'archiduc Charles, après la mort de son frère Joseph Ier, avait chargé le prince Eugène de surveiller de près son élection à l'Empire, n'avaient affaibli nos adversaires. Marlborough restait seul en face de Villars. Battu en brèche par de puissantes intrigues, attaqué résolûment par un parti qui avait su conquérir, à la fois, le cœur de la reine Anne et la confiance de la nation, sa fortune chancelait. Il voulut, par un coup d'éclat, fermer la bouche de ses envieux. Après avoir pris ostensiblement toutes ses dispositions pour livrer bataille et tenir en arrêt, pendant plusieurs jours, la vigilance du maréchal, il s'y déroba brusquement, passa l'Escaut pendant la nuit et alla mettre le siége devant Bouchain [4], qui n'opposa qu'une médiocre défense. La Cour blâma hautement Villars d'avoir laissé l'ennemi s'avancer plus avant sur le territoire du royaume. Mais là se bornèrent, pour la campagne de 1711, les succès

[1] Bourg fortifié du Pas-de-Calais sur le canal de la Lys, à quatre lieues nord de Béthune, restitué également par la paix d'Utrecht.

[2] Bourg fortifié du Pas-de-Calais, à trois lieues ouest de Saint-Venant.

[3] *Histoire du prince Eugène de Savoie*, publiée en 1740.

[4] Petite place forte à quatre lieues sud-ouest de Valenciennes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Milord Duc. Ils avaient coûté près de deux cents millions à l'Angleterre et le Parlement trouva que c'était payer un peu cher la conquête *d'un colombier*. Peu de jours après Marlborough tombait en disgrâce.

Bien que délivrée de ce puissant adversaire qui lui avait porté, sur les champs de bataille ou dans les conseils de la diplomatie, des coups si répétés et si funestes, la France n'avait jamais couru, depuis le commencement des guerres de la succession, d'aussi effrayants périls. Ses ennemis avaient résolu de lui faire subir les plus dures épreuves et les derniers outrages, afin de la contraindre à une paix humiliante et désastreuse. Ses frontières étaient ouvertes; elles avaient été franchies, au printemps de 1712, par une 1712
« armée, la plus belle et la plus forte peut-être qui soit « entrée en campagne pendant tout le cours de la guerre [1] ». Elle était perdue sans la sagesse de l'Angleterre et sans l'immortelle victoire de Denain.

Louis XIV désespérait du salut. On ne peut lire sans attendrissement et aussi sans fierté le récit de l'entretien qu'il eut, à Marly, avec Villars, quelques jours avant le départ pour la Flandre de ce vaillant homme. « Vous voyez « mon état, dit-il, il y a peu d'exemples de ce qui m'arrive « et que l'on perde, dans la même semaine, son petit-fils, « sa petite-fille et leur fils, tous de très-grande espérance « et très-tendrement aimés. Dieu me punit, je l'ai bien « mérité..... Mais voyons ce qui peut se faire pour pré- « venir les malheurs du royaume. Ma confiance en vous « est bien marquée, puisque je vous remets les forces et le « salut de l'État..... mais enfin la fortune peut vous être

[1] Lettre des États-Généraux à la reine d'Angleterre. La guerre de Hongrie étant terminée, l'Empereur avait envoyé récemment en Flandre vingt-cinq mille soldats. Le prince Eugène se trouvait à la tête d'une armée de cent dix mille hommes. Celle des Anglais en comptait dix-huit mille.


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« contraire. S'il arrivait malheur à l'armée, quel serait votre « sentiment sur le parti que j'aurais à prendre pour ma « personne? » Ému jusqu'aux larmes, Villars restait silencieux. « Eh bien, poursuivit le Roi, je vais vous dire toute « ma pensée. Mes courtisans veulent, presque tous, que je « me retire à Blois et que je n'attende pas que l'ennemi « s'approche de Paris..... Je connais la Somme, elle est « très-difficile à passer. Il y a des places qu'on peut rendre « bonnes. Je comptais aller à Péronne ou à Saint-Quentin, « y ramasser tout ce que j'aurais de troupes, faire un der« nier effort avec vous et périr ensemble ou sauver l'État, « car je ne consentirai jamais à laisser l'ennemi approcher de « ma capitale. Voilà comment je raisonne; dites-moi pré« sentement votre avis. »

Quoi de plus vraiment royal que la simplicité de ces fières paroles dans la bouche d'un vieillard, qui se voyait délaissé par la fortune après tant de gloire, que le sort frappait à coups redoublés, que l'âge et la douleur accablaient! « Les partis les plus glorieux, répond le maréchal, sont « aussi les plus sages, et je n'en vois pas de plus noble « pour un Roi, aussi grand homme que grand Roi, que celui « auquel Votre Majesté est disposée..... J'espère cependant « que cette résolution ne sera pas nécessaire [1]. »

La Diète venait de placer la couronne sur la tête de l'Archiduc. Empereur d'Allemagne et Roi d'Espagne, Charles VI eût été trop grand. Redoutant cette périlleuse éventualité, gagnés par les sacrifices opportuns que Louis XIV avait su faire et que leur diplomatie avait habilement provoqués, séduits par ses promesses, satisfaits des concessions déjà obtenues et du gage magnifique remis entre leurs mains [2], les Anglais, sans déserter entièrement la

[1] *Mémoires de Villars.*

[2] Philippe V avait renoncé, dans les termes les plus formels, pour lui et

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cause commune, ne lui donnaient plus l'assistance effective de leurs soldats, ni le concours efficace de leur argent. Malgré les efforts désespérés de la diplomatie autrichienne et les représentations passionnées des États-Généraux, ils avaient pris des engagements envers la France et ne songeaient plus qu'à faire la paix. Déjà le duc d'Ormond [1], qui commandait leur armée en remplacement de milord duc, avait conseillé au prince Eugène de rester sur la défensive et de renoncer au siége du Quesnoy [2]. Il ne tarda point à faire connaître que le gouvernement de la Reine avait résolu de rester neutre. La séparation eut lieu, le 17 juillet, près d'Avesnes [3]. D'Ormond marcha en grande hâte vers Dunkerque, s'y établit et occupa sans délai Gand ainsi que Bruges. Le prince Eugène continua le siége du Quesnoy.

Cette défection était prévue. L'effet moral qui en résulta fut sans doute considérable, l'effet matériel fut presque nul. En vain le général anglais avait-il essayé d'entraîner avec lui les troupes allemandes qui servaient sous ses ordres, à la solde de l'Angleterre, en menaçant de leur couper les vivres. Le prince Eugène avait su gagner leurs chefs, et ceux-ci étaient restés fidèles à l'Empereur. Deux fois les ordres formels de d'Ormond furent méconnus. Le prince d'Anhalt-Dessau, qui commandait les soldats prussiens, lui fit savoir qu'il devait obéir, avant tout, à ceux de

ses héritiers, à tous droits sur la couronne de France. Louis XIV avait pris des engagements très-avantageux pour la Grande-Bretagne et consenti à remettre momentanément, entre ses mains, la ville importante de Dunkerque, comme garantie de leur exécution. D'Ormond la fit occuper le 29 juillet.

[1] Petit fils de Jacques Butler, duc d'Ormond, vice-roi d'Irlande. Voir Annexe 12.

[2] Gros bourg très-fortifié, à quatre lieues sud-ouest de Valenciennes, actuellement chef-lieu de canton du département du Nord.

[3] Petite ville fortifiée par Vauban, à dix lieues sud-est de Valenciennes et six lieues sud-est du Quesnoy, actuellement sous-préfecture du département du Nord.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

son maître. « Allez dire au duc, répondit le prince de Hesse-« Cassel, que les troupes de Hesse ne souhaitent rien tant « que de marcher, pourvu que ce soit contre les Français. » C'est à peine si deux ou trois milliers d'hommes, plus besoigneux que les autres, suivirent la retraite des Anglais [1].

Villars était donc en présence d'une armée formidable que dirigeait un général très-habile, très-audacieux, devenu d'autant plus entreprenant que la récente défection des Anglais obligeait leurs anciens alliés, sous peine de perdre en partie les avantages diplomatiques des dernières campagnes, à remporter, sans délai, de nouvelles et décisives victoires. Les forces dont disposait le maréchal n'étaient pas trop inférieures en nombre à celles de l'ennemi; cependant, moins bien pourvues, moins disciplinées, moins aguerries, moins confiantes, elles n'auraient pu, sans un extrême péril, livrer bataille au commencement de la campagne et, d'ailleurs, elles étaient l'unique, la dernière ressource du royaume. Villars a d'abord gardé prudemment l'offensive; mais le Quesnoy s'est rendu le 3 juillet, plusieurs détachements ennemis ont pénétré hardiment jusqu'au cœur de la Champagne, se sont montrés près de Reims et de Sainte-Menehould, ont brûlé un faubourg de Verdun, pillé les environs de Metz. Eugène a mis le siége devant Landrecies [2], « la seule place qui restât pour couvrir les provinces et la capitale de la France [3] ». Il

[1] Un bataillon, quatre escadrons de Holstein et de Walef. (*Histoire du prince Eugène.*)

[2] A cinq lieues ouest d'Avesnes, actuellement chef-lieu de canton du Nord, cédée à la France par la paix des Pyrénées, en 1659, fortifiée par Vauban.

[3] *Histoire du prince Eugène.* « Maître de Landrecies, le prince Eugène, dont les troupes occupaient déjà le Quesnoy, Bouchain, Douai et Lille, eût disposé d'une formidable base d'opération s'étendant depuis cette dernière ville jusqu'à la vallée de la Sambre. Par cette vallée et par celle de l'Oise qui y fait suite, la route de Paris lui était ouverte. »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

faut, de toute nécessité, secourir cette ville ou la sauver par une victoire qui force l'ennemi à la retraite. Une diversion a tout d'abord semblé possible. L'armée, qui assiége Landrecies, tire ses approvisionnements de Marchiennes[1] où les alliés ont établi des magasins immenses, et, pour qu'ils puissent communiquer librement avec cette ville, le prince Eugène l'a reliée à son camp par deux retranchements parallèles, entre lesquels ses soldats circulent sans encombre. C'est la route que nos ennemis comptent suivre pour envahir la France et qu'ils appellent triomphalement « le chemin de Paris[2] ». Elle a huit lieues de longueur; des retranchements élevés à Denain[3], sur les bords de l'Escaut, entre Marchiennes et Landrecies, défendus par un corps d'armée considérable, la protégent. Prendre Marchiennes ou Denain, c'est affamer les Impériaux et les Hollandais. Louis XIV et Voisin proposent au maréchal, le 17 juillet, d'attaquer l'une ou l'autre de ces deux villes, après lui avoir prescrit de tout risquer pour sauver Landrecies[4]. La responsabilité du maréchal est accablante. Il hésite; croyant Marchiennes et Denain imprenables, il se porte d'abord vers Landrecies. Puis, jugeant, avec ses officiers, qu'on ne peut déloger le prince Eugène de ses positions, il revient sur ses pas et se décide pour Denain.

[1] Sur la Scarpe, à quatre lieues nord-ouest de Douai et à douze lieues nord-ouest de Landrecies.

[2] C'était l'œuvre, en grande partie, de l'armée française qui les avait construits en 1709. Eugène les fit relever et les compléta.

[3] Gros bourg du département du Nord, situé à deux lieues sud-ouest de Valenciennes, à trois lieues et demie sud-est de Marchiennes et près de la rive gauche de l'Escaut.

[4] Louis XIV voulait que l'on risquât la bataille, s'il n'y avait pas d'autre moyen de sauver Landrecies. Ce fut par une lettre écrite, le 17 juillet, au comte de Broglie, qu'il proposa une attaque sur Denain; le même jour, Voisin, secrétaire d'État à la guerre (il avait succédé à Chamillard en 1709), lui conseillait d'examiner s'il ne conviendrait pas d'attaquer Marchiennes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Trompé sur les véritables intentions de son adversaire, Eugène a dégarni Denain pour renforcer l'armée du siége et n'y a laissé que douze mille hommes sous les ordres du comte d'Albemarle [1]. Afin d'entretenir une erreur qui peut nous donner la victoire, le maréchal envoie quelques bataillons dans la direction de Landrecies. La décision qu'il a prise n'est pas connue de l'armée. Il s'en est ouvert seulement à quelques-uns de ses généraux. Sauf le maréchal de Montesquiou, son confident et son conseiller, ceux qu'il a cru devoir en instruire l'ont froidement accueillie. L'exécution est différée pendant deux jours parce qu'elle a paru trop périlleuse [2]. Ce sera Villars et Montesquiou qui la dirigeront en personne. La veille encore, on croyait que le maréchal, qui avait fait prendre des dispositions nouvelles, voulait attaquer le prince Eugène, et l'un de ses meilleurs lieutenants généraux, le marquis d'Albergotti, lui représentait avec chaleur les difficultés de l'entreprise. « Allez vous reposer, lui répond Villars, demain, à trois « heures, vous saurez si les retranchements de l'ennemi « sont aussi bons que vous le croyez. » Le 24 juillet, de grand matin, une partie de l'armée s'ébranle du côté de Landrecies. Elle reçoit brusquement contre-ordre et ne tarde pas à rallier les bataillons que Villars a lancés sur Denain : Montesquiou est à leur tête. On franchit l'Escaut sur plusieurs ponts construits en grande hâte; le chemin est peu connu, difficile, coupé par des marécages, mais l'ardeur

[1] Lieutenant général anglais. Voir Annexe 13.

[2] C'était le 21 juillet que Villars avait voulu d'abord faire attaquer Denain par le marquis de Vieux-Pont et le comte de Broglie qui devaient combiner leurs mouvements avec Tingry (depuis maréchal de Montmorency), gouverneur de Valenciennes. « Sur une lettre, écrite par ce der- « nier, ces messieurs ont jugé l'entreprise impossible, j'en suis très-fâché « mais, quand ceux-là refusent, je n'irai pas offrir cette commission à « d'autres. » (Villars à Voisin, 22 juillet 1712.)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du soldat est extrême. Informé trop tard du danger qui le menace, Albemarle s'est hâté de faire tirer six coups de canon pour avertir le prince Eugène et se prépare, du mieux qu'il peut, au combat. Une feu terrible accueille les Français. Albergotti demande des fascines; « nos fascines », s'écrie Villars qui sait que tout est perdu si l'attaque est différée, « seront les corps des premiers d'entre nous qui « tomberont dans les fossés du camp. » Admirables d'entrain et de bravoure, les soldats descendent dans ces tranchées sous la mitraille, escaladent les retranchements, chargent, avec fureur, à la baïonnette. Sur les douze mille hommes qui défendaient le camp retranché, dix mille sont tués ou se noient dans l'Escaut [1]. Le comte d'Albemarle, deux lieutenants généraux, le prince d'Anhalt sont pris. Eugène est accouru précipitamment, mais le pont de Prouvy [2] qui seul peut lui servir, les autres ayant été rompus, est fortement occupé par les Français. Il essaye, par deux fois, de le forcer et ne réussit qu'à se faire tuer un millier de fantassins. Témoin impuissant et désolé de la défaite des Hollandais, il en saisit tout de suite toute la portée. La mort dans l'âme et le désespoir dans le cœur, déchirant ses dentelles, mordant ses gants de rage, il donne le signal de la retraite.

Il n'a pas encore renoncé, prétend-il, à soumettre Landrecies et à envahir la France. Cependant, tous ses projets seront anéantis [3], et les résultats militaires de la victoire

[1] Le pont de bateaux qui mettait en communication le camp de Denain avec le *chemin de Paris*, s'effondra sous le poids des fuyards.

[2] Village sur l'Escaut, à deux lieues sud-ouest de Valenciennes et à une lieue est de Denain. Tingry, gouverneur de Valenciennes, qui fut plus tard le maréchal de Montmorency, avait fait occuper d'avance le pont de Prouvy d'après les ordres de Villars.

[3] Les lignes que le prince Eugène avait à défendre de Marchiennes à Landrecies, étaient beaucoup trop étendues. Voltaire raconte, sans y

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que Villars vient de remporter à Denain dépasseront les espérances de Louis XIV. Après avoir rallié les garnisons de Valenciennes et de plusieurs autres villes qui n'ont plus à redouter aucun péril, depuis que l'Angleterre est neutre, le maréchal a marché, de succès en succès, avec une rapidité foudroyante. Marchiennes, attaquée, dès le 25 juillet, par le maréchal de Montesquiou, s'est soumis le 30; on y a trouvé soixante pièces de canon, des munitions, des vivres en quantité immense. Saint-Amand[1] et Mortagne[2] se sont rendus le 26. Douai, dont Marlborough s'est emparé, en 1710, après un siége mémorable, est investi le 4 août, et capitule le 8 septembre sans que le prince Eugène ait pu venir à bout de lui porter secours. Il n'est pas plus heureux pour le Quesnoy qui est repris le 4 octobre, après avoir résisté trois semaines. Bouchain est occupé le 10 octobre et Villars achève ainsi de rétablir *la barrière* de la France. L'armée ennemie est découragée. Elle se débande; les soldats allemands désertent en foule et se livrent au pillage. Ne pouvant plus tenir la campagne, le prince de Savoie a levé le siége de Landrecies; il a repassé nos frontières et s'est dirigé sur Mons. « Jamais, écrit son « heureux adversaire à madame de Maintenon, miracle ne « fut mieux marqué, ni révolution si subite. Il y a trois

croire, qu'il voulait, à tout prix, conserver Marchiennes, parce qu'il y entretenait une fort belle Italienne. Les ennemis du grand général autrichien, et il en avait beaucoup à la cour de Vienne, lui reprochèrent amèrement cette faute militaire. Il se justifia en affirmant qu'il avait voulu faire transporter au Quesnoy, voisin de Landrecies, tous les approvisionnements de l'armée et que les États-Généraux s'y étaient formellement opposés par des motifs d'économie.

[1] Saint-Amand-les-Eaux, sur la rive gauche de la Scarpe, à trois lieues nord-ouest de Valenciennes.

[2] Village du département du Nord, situé, à une lieue et demie nord de Saint-Amand, sur la rive droite de la Scarpe et tout près de l'embouchure de cette rivière dans l'Escaut.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« mois que nous étions sans troupes, sans munitions, sans « artillerie et sans voitures et ne pouvant qu'être specta- « teurs de ce que M. le prince Eugène voulait faire. Il est « maintenant spectateur à Mons! » Ainsi nous était revenue la victoire après tant d'infortunes. La France, si cruellement éprouvée depuis 1704, reçut avec une joie véritablement enthousiaste la nouvelle de ces glorieux événements. On verra plus loin quelle en fut la portée politique [1].

[1] Voir, sur la bataille de Denain et les services que le maréchal de Villars rendit à la France dans cette décisive affaire, le n° 14 des Annexes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE V

GUERRES D'ESPAGNE.

D'Ormond en Andalousie. — Affaire de Vigo. — Arrivée de l'archiduc. — Campagne de Berwick en 1703. — Perte de Gibraltar. — Bataille navale de Malaga. — Pointis et Leake. — Trahison des grands. — Perte de Barcelone. — La cour à Burgos. — Le peuple et Berwick sauvent le Roi. — Almanza. — Le duc d'Orléans en Catalogne. — Ses coupables visées. — Bezons et Stahremberg. — Saragosse. — L'archiduc à Madrid. — Fermeté de Philippe V. — Vendôme et Villaviciosa.

Guidé par l'expérience de son aïeul, secouru par les armes et l'argent de la France, encouragé par les fidèles et chevaleresques sympathies de son peuple, puissamment secondé par l'intelligence de son intrépide compagne, les habiles et viriles avis de la princesse des Ursins, constamment inspiré par une imperturbable confiance dans son bon droit et sa fortune, Philippe V soutenait en Espagne, depuis
1702. 1702, contre les généraux de l'archiduc, contre ses alliés, contre l'archiduc lui-même, une lutte opiniâtre qui fit couler moins de sang que les guerres d'Italie, d'Allemagne, de Flandre, mais pendant laquelle il fut réduit deux fois aux dernières extrémités et dont l'issue, jusqu'à la fin, demeura douteuse.

En 1702, au moment même où il visitait ses possessions italiennes et prenait part aux glorieux combats que livrait Vendôme pour les protéger, les alliés tentaient d'envahir l'Andalousie. Ils s'étaient établis dans l'île de Léon, en face

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Cadix [1]. Le duc d'Ormond [2], leur général, voulut séduire, par des offres magnifiques d'honneurs et d'argent, les chefs espagnols; mais la brutalité des soldats protestants, qui avaient pillé plusieurs églises du littoral, souleva les colères du peuple; le gouverneur général, Villa d'Arias [3], répondit fièrement : « *Mori pro patria* est ma devise, vous pouvez la « communiquer à la *Princesse* qui gouverne l'Angleterre »; la junte, que la jeune reine avait charmée par sa déférence et son active application aux affaires les plus sérieuses du gouvernement, fit, sans hésiter, de grands préparatifs de défense. D'Ormond découragé rembarqua ses troupes et Philippe V, dès son retour, apprit que les périls de cette première agression étaient conjurés. Les joies de la délivrance furent troublées bientôt par les fâcheuses nouvelles qui arrivèrent de Galice. Les caisses publiques étaient fort mal pourvues; on attendait, avec une vive anxiété, les galions d'Amérique qui apportaient beaucoup d'or et par conséquent beaucoup d'espoir. Ils étaient arrivés sans encombre à Vigo [4], sous l'escorte d'une escadre française que dirigeait Châteaurenaud [5] et déjà une notable partie du précieux

[1] L'ancienne Gadès des Romains. Port fortifié, situé au sud-ouest de l'ancienne province de l'Andalousie et à l'extrémité d'une péninsule dépendant de l'île de Léon.

[2] Voir les notes précédentes.

[3] Un des plus fidèles serviteurs de Philippe V. « C'était un des meil- « leurs et des plus anciens généraux espagnols, qui avait servi longtemps « en Flandre, sous le règne précédent, qui défendit fort bien Charleroy, « lorsqu'en 1693 les maréchaux de Luxembourg et de Villeroy la prirent. « Il portait alors le nom de Castille. Il eut depuis le titre de marquis de « Villadarias et le grade de capitaine général... Il était vieux et fort galant « homme. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)

En 1706, il tenta en vain de reprendre Gibraltar et se retira ensuite dans ses terres. Il reprit du service, en 1710, sous Vendôme.

[4] Bon port de la province de Galice, situé à l'entrée de la baie profonde qui porte son nom dans l'intendance de Pontevedra.

[5] Vaillant homme de mer, qui se mesura avec avantage, en plusieurs circonstances (1675), contre Ruyter et les Anglais : il fut chargé, en 1689, de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

trésor avait été mise en sûreté, lorsque, le 22 octobre, l'ennemi, dont on ne soupçonnait pas la présence, apparut subitement, força l'entrée du port malgré la résistance de l'amiral français, brûla quinze de nos bâtiments, captura ceux des galions qu'on n'avait pas eu le temps d'incendier. On n'estima pas à moins de 4,000,000 d'écus les valeurs sur lesquelles il fit main basse. Ce fut un vrai désastre pour les finances de l'État et pour un grand nombre de familles espagnoles qui tiraient tous leurs revenus des Indes[1].

L'Empereur ayant, par un acte solennel daté de septembre 1703, cédé tous ses droits sur la monarchie d'Espagne à son second fils, l'archiduc Charles, ce dernier, très-pauvre d'argent et de ressources personnelles, mais très-riche d'espérances et fort des promesses que lui avaient faites les alliés de son père, s'était mis en route, deux mois après,
1704. pour son royaume[2]. Le 9 mars 1704, il arrivait à Lisbonne,

conduire des renforts à Jacques II et, l'année suivante, de ramener d'Angleterre les troupes françaises avec dix-huit mille Irlandais. Pendant la guerre de la Succession, il protégea efficacement les îles d'Amérique contre les entreprises des alliés. Chef d'escadre en 1673, le comte Rousselet de Châteaurenaud fut nommé, en 1703, maréchal de France. Il mourut, en 1716, à plus de quatre-vingts ans. « C'était un fort homme « d'honneur, très-brave, très-bon homme et très-grand et heureux homme « de mer, où il avait eu de belles actions que le malheur même de Vigo « ne put ternir. Avec tout cela, il se peut dire qu'il n'avait pas le sens « commun. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)

[1] Les valeurs embarquées à bord des galions n'appartenaient pas seulement à l'État. Louis XIV, qui prétendait s'en approprier une partie pour s'indemniser des frais de la guerre, conseillait à Philippe de s'emparer de tout le reste, quitte à rembourser plus tard les propriétaires. C'était une iniquité à laquelle madame des Ursins résistait de toutes ses forces, parce qu'elle eût rendu le gouvernement très-impopulaire. Le conseil des Indes tergiversait; ses hésitations firent naître des retards qui donnèrent à la flotte ennemie le temps d'arriver à Vigo.

[2] « Il n'aura guère à y mettre du sien », avait dit l'empereur Léopold à l'ambassadeur de France, le marquis de Villars, qu'il entretenait à Vienne, en 1699, de ses projets pour son second fils. Charles était, dans toute la force du terme, *paupere tecto missus in imperium magnum*. Le frère de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

où l'avait conduit une flotte anglaise, et publiait un pompeux manifeste pour rappeler à leurs devoirs ses peuples révoltés contre leur souverain légitime, oublieux de leurs propres intérêts, séduits par les artifices des Français [1].

L'amirante de Castille, dont les ténébreuses machinations avaient détaché le Portugal de l'alliance espagnole [2], promettait hautement que l'Espagne tout entière se porterait, avec enthousiasme, au-devant de l'archiduc. Charles comptait sur un soulèvement unanime et enthousiaste. Il rencontra, tout d'abord, une armée franco-espagnole qui marchait à sa rencontre sous les ordres de Berwick [3] et qui lui infligea, en quelques semaines, de sérieux revers. Ses troupes, composées de Portugais, d'Anglais et de Hollandais, manquaient de cohésion; l'unité de commandement leur faisait défaut. Après avoir vaincu les difficultés presque insurmontables que lui opposaient l'état affreux des chemins, le manque d'eau, de vivres, de fourrages [4], Berwick,

sa mère, l'Électeur palatin, paya les frais de son voyage de Vienne à la Haye. La reine Anne le défraya à Londres, lui fit don d'une garde-robe et d'une vaisselle honorable, monta sa maison, lui fournit, en commun avec la Hollande, une flotte pour le conduire en Portugal et une armée pour combattre Philippe V.

[1] Les termes en étaient fort exagérés et assez ridicules; il accusait les Français de corrompre, par leur libertinage, la pureté des vieilles mœurs espagnoles; il dépeignait Louis XIV comme un despote affreux, dont le bon plaisir avait réduit la nation française à la plus extrême misère, qui avait outragé le père commun des fidèles et s'était allié aux Turcs contre les chrétiens.

[2] Voir sur l'amirante de Castille l'Introduction et l'Annexe 15.

[3] Jacques Fitz-James, duc de Berwick, né en 1670, mort en 1734, fils naturel de Jacques II, maréchal de France. Voir Annexe 16.

[4] La mission confiée à Berwick avait une importance capitale, puisqu'elle devait faire échouer l'entreprise de l'archiduc. Le marquis de Puységur, l'âme de l'armée de Flandre, où il remplissait, avec un rare talent, les fonctions de major général, avait été envoyé en Espagne pour préparer les voies. Le financier Orry, que le roi de France avait placé près de son petit-fils pour qu'il l'aidât de son activité et de son expérience, avait promis des merveilles, mais n'avait fait ou n'avait pu faire que des préparatifs tout à fait insuffisants.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vers la fin d'avril, était entré en Portugal. Il opéra d'abord au nord du Tage, s'empara de Salvatierra, de Castel-Branco[1], et fit prisonnières les troupes hollandaises que commandait le général Fagel[2], puis, ayant franchi le fleuve et rallié le corps d'armée du prince Sterclaës[3], qui n'osait agir seul contre les Anglais, il mit le siége, avec lui, devant l'importante forteresse de Port-Alègre[4] qui capitula le soir même. Quelques jours après, Castel de Vide[5], que protégeait une importante garnison anglo-portugaise, se rendait au gouverneur de l'Andalousie. Ces premiers succès, qui furent d'ailleurs peu sanglants, brisèrent la fougue de l'archiduc. A partir du mois de juin, on ne peut plus combattre sous ce ciel de feu. Le Portugal et ses alliés étaient, pour quelque temps, réduits à l'impuissance. L'eau manquait partout; Berwick se retira sur Salamanque[6], afin de

[1] Salvatierra est une forteresse frontière à cinq lieues nord du Tage; Castel-Branco une ville fortifiée, également à cinq lieues nord du Tage et à onze lieues ouest de Salvatierra. Toutes deux sont situées au sud-ouest de la province du Bas-Beira.

[2] « Le général Fagel fut battu et fort poursuivi; il pensa être pris; il y « eut six cents prisonniers avec tous les officiers et, sans les montagnes, « pour vingt hommes qu'il en coûta au duc, rien ne serait échappé du « corps de Fagel qui se dispersa en désordre. » (SAINT-SIMON.)

[3] Le comte de Sterclaës était un bon officier qui avait longtemps servi contre nous dans les Flandres et s'était particulièrement signalé au siége de Namur en 1695. Il se distingua, plus tard, par l'activité et la fidélité de son dévouement à la cause de Philippe V, qui le fit successivement grand d'Espagne (1702), prince, capitaine des gardes du corps et capitaine général (1703). C'est lui qui fut chargé d'arrêter, en 1704, le gouverneur de Badajoz et, en 1708, le marquis de Leganez, seigneur influent et redoutable, qui trahissait son souverain. Il contribua efficacement, en 1705, à la réorganisation de l'armée espagnole.

[4] Ville forte située dans les montagnes, au nord-est de la province d'Alemtejo, à six lieues des frontières espagnoles et à huit lieues sud du Tage.

[5] A six lieues nord de Portalègre et quatre lieues ouest des frontières d'Espagne, également dans l'Alemtejo.

[6] Chef-lieu d'une intendance du royaume de Léon, sur la Tormès, l'un des affluents du Duero, et à quinze lieues est des frontières portugaises;

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

faire prendre à son armée le repos nécessaire. Charles ne réussit pas mieux en Catalogne. Encouragé par les pressants avis du prince de Darmstadt, l'ancien favori de la reine d'Espagne [1], l'amiral anglais sir George Rooke [2], avait mouillé devant Barcelone [3] dont un soulèvement général devait lui ouvrir les portes. On comptait, non sans raison, ainsi qu'on le vit bientôt, sur les haines jalouses que la Catalogne portait à la Castille. Mais le complot n'était pas

célèbre par son Université aujourd'hui bien déchue et par la victoire que Wellington y remporta, en 1812, sur le duc de Raguse (bataille des Arapiles).

[1] Georges, fils du landgrave de Hesse-Darmstadt, né en 1669, mort en 1705. Voir Annexe 17.

[2] L'un des plus illustres amiraux de l'Angleterre, né, en 1650, près de Cantorbéry. A trente-neuf ans, il commanda une escadre sur les côtes d'Irlande et rendit de signalés services à la cause de Guillaume III qui le nomma contre-amiral. Il se distingua particulièrement à la bataille de la Hogue, où il fit preuve d'une grande valeur en attaquant, à la tête de quelques compagnies de débarquement, les vaisseaux français qui s'étaient réfugiés dans le port et qu'il incendia ; à Vigo (1702), où il captura, en partie, les galions qui arrivaient des Indes ; à Gibraltar (1704) qu'il aurait dû occuper pour le compte de l'archiduc, mais où il arbora fièrement le drapeau anglais ; à Malaga où il soutint, quelques jours après, un combat acharné contre la flotte que commandait le comte de Toulouse. Mais il échoua devant Cadix (1702) et devant Barcelone (1704). Traité avec les plus grands égards par la reine Anne, à son retour d'Espagne, mais prévoyant la chute prochaine du parti whig auquel il appartenait, il se retira dans ses terres où il mourut en 1709. Il était vice-amiral depuis 1692 et membre des Communes depuis 1697.

[3] Située sur la Méditerranée, près de l'embouchure du Lobrégat, à cent vingt-six lieues nord-est de Madrid et à vingt-six lieues des frontières françaises, port de commerce important, trop peu profond pour admettre les grands navires de guerre, capitale de la Catalogne et d'une intendance qui porte son nom, Barcelone, l'ancienne Faventia des Romains, est l'une des plus grandes villes de l'Espagne. Elle est construite en forme de croissant et protégée par des forteresses redoutables, entre autres par celle du mont Jovi ou Joui, qui la domine au sud-ouest. Barcelone a été le théâtre de troubles nombreux et de luttes violentes, sa population étant de caractère remuant, de mœurs indépendantes, attachée passionnément à ses coutumes, entêtée de ses priviléges et n'ayant jamais hésité à recourir aux armes pour les défendre. Elle a soutenu un grand nombre de siéges et changé plusieurs fois de maîtres.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mûr. La fermeté du gouverneur réduisit aisément les mécontents au silence, quelques-uns furent arrêtés et sévèrement punis. Rooke se hâta de rembarquer ses troupes et de lever l'ancre. Cette déconvenue fut suivie d'un succès qui, dans le moment, fit peu de bruit parce qu'il coûta peu d'efforts, mais dont les événements ne tardèrent point à révéler toute l'importance et dont l'amiral anglais n'hésita pas, bien qu'il eût mission de combattre pour l'archiduc, à faire profiter exclusivement son pays. « On ne peut s'ima« giner, dit le marquis de Dangeau dans ses Mémoires, le « peu de précautions qu'ont les Espagnols. » Gibraltar, la clef de la mer Méditerranée, était à peine défendue par une centaine d'hommes. Il est vrai que sa forteresse, bâtie sur un roc escarpé, semblait inaccessible. Le 4 août, après un combat d'artillerie qui a duré trois jours sans faire de mal à personne, quelques soldats tentent l'escalade. Ils se cramponnent aux parois du rocher, grimpent péniblement jusqu'aux créneaux et se rendent compte du petit nombre de leurs adversaires. Cette découverte encourage les Anglais qui débarquent en grand nombre sur la plage. Intimidée par cette imposante démonstration, ne comptant sur aucun secours, la faible garnison met bas les armes. Quelques semaines après (le 24 août), un combat naval avait lieu près de Malaga. La flotte française, que commandait le comte de Toulouse[1], était inférieure à celle des ennemis. Elle eut pourtant l'avantage. L'action dura dix heures. Le bâtard du Roi y montra un impassible courage qui lui fit grand honneur. Trois vaisseaux anglais furent capturés, pas un des nôtres ne fut pris. Rooke jugea prudent de regagner l'Atlantique. Louis XIV fit grand bruit de cette

[1] Troisième fils légitimé de Louis XIV et de madame de Montespan, né en 1678, mort en 1707. Voir Annexe 18.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

victoire, qui aurait pu être plus complète si la prudence timorée du comte d'O[1], le tuteur du jeune prince, n'avait empêché de poursuivre l'ennemi. On chanta force *Te Deum* à Paris, en Espagne, dans les camps français, mais le pavillon britanniqne flottait sur Gibraltar et il y flotte encore aujourd'hui.

Philippe V, à l'exception de ce rocher qu'on n'avait point songé à défendre, n'avait rien perdu, en 1704, du territoire de la Péninsule. Il fut moins heureux l'année suivante. La campagne de 1705 débuta par une entreprise inutile contre 1705.
Gibraltar, qu'il voulait, à toutes forces, reprendre aux Anglais et qui fut investi, dès le commencement de février, par un corps de troupes espagnoles. Le siége ne faisant aucun progrès, le comte de Tessé, auquel Berwick avait dû remettre son commandement[2], s'y rendit de sa personne et fit envoyer une flotte française, sous le commandement de Pointis, pour en hâter l'issue[3]. Cette expédition fut désastreuse. Pointis n'avait que treize bâtiments. Assailli deux fois par la tempête et bloqué dans le port de Cadix par l'amiral Leake[4] qui disposait de forces très-supérieures,

[1] Gabriel Claude d'O, gouverneur du comte de Toulouse, chef d'escadre, lieutenant général. Voir Annexe 19.

[2] Sur les pressantes sollicitations de la jeune Reine, à laquelle ce « grand diable d'Anglais » compassé, silencieux, sentencieux, paraissait « trop froid et trop sec ».

[3] Jean Bernard Desjeans, baron de Pointis, « était un homme à aller « dignement à tout et utilement pour l'État dans la marine ». (Saint-Simon.) Chef d'escadre et général de l'artillerie sous Duquesne, il se signala par sa valeur et son activité à l'attaque de Tripoli (1681), au bombardement d'Alger (1682), à celui de Gênes (1686), au combat que Tourville livra, en 1690, aux flottes alliées près du cap Fréhel et s'illustra, en 1697, par sa victorieuse expédition dans les mers des Antilles, contre la ville de Carthagène dont il s'empara. Il mourut en 1707, à cinquante-deux ans.

[4] Sir John Leake, né en 1656, mort en 1720, fils de Richard Leake, l'un des plus intrépides marins de la Grande-Bretagne, servit d'abord sous les ordres de son père. Il prit une part honorable à la bataille de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qui le contraignit à accepter une lutte inégale et captura trois vaisseaux français, Pointis ne put conduire à Gibraltar que deux navires à demi désemparés. Il les fit échouer sur la côte et y mit le feu pour qu'ils ne devinssent pas la proie de l'ennemi. Le siége fut levé le 25 avril et les Anglais demeurèrent les maîtres de la Méditerranée. « On y voyait, « écrivait Tessé, leurs vaisseaux s'y promener de toutes « parts comme les cygnes sur la rivière de Chantilly. »

Ce n'était point par sympathie pour la personne de Philippe V que les grands du royaume lui avaient promis fidélité. Depuis la fatale journée d'Hochstett, leur foi dans la puissance de Louis XIV était ébranlée. Ils ne croyaient plus la France assez forte pour maintenir l'intégrité de la monarchie d'Espagne et commençaient à faire secrètement des vœux pour le succès de ses ennemis. Le peuple, qui n'aimait pas les Allemands et qui avait en horreur les alliés hérétiques de l'archiduc, restait attaché à la fortune de Philippe, et celui-ci pouvait également compter sur les troupes tant que leur solde serait exactement payée. Mais ses caisses étaient vides et, tandis que les funestes rivalités de son entourage[1], affaiblissant son autorité, compromettaient son prestige en face d'une noblesse à demi rebelle, la Catalogne tout entière, dont ses projets politiques paraissaient

la Hogue (1792), commanda plus tard, avec distinction, sur les côtes d'Espagne, ravitailla deux fois Gibraltar, contribua activement à la prise et à la défense de Barcelone (1705-1706); se rendit maître successivement d'Alicante, de Carthagène, de Majorque (1705), de la Sardaigne et de Minorque (1709). Il fut ensuite, jusqu'à la mort de la reine Anne, lord de l'Amirauté.

[1] « Soyez bon Espagnol, avait dit Louis XIV à son petit-fils en lui « annonçant qu'il était roi d'Espagne, mais souvenez-vous que vous êtes « né Français pour entretenir l'union des deux pays. » — Entre les Français avides et remuants qui avaient suivi Philippe, et les hommes ombrageux, méfiants, jaloux de la cour d'Espagne, un tel rôle, malgré les habiles avis de la princesse des Ursins, n'était pas facile à tenir, et plus d'un prince mieux doué que Philippe y eût échoué.


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

menacer les antiques priviléges, était frémissante. Il eût été sage d'y envoyer quelques troupes; Berwick, qui commandait cette année en Languedoc, avait vivement insisté pour qu'on plaçât des garnisons françaises à Roses [1], ainsi qu'à Girone [2], et pour qu'on formât une armée d'observation sur la frontière. « Le Roi n'est pas assez puissant, avait répondu « Chamillard, pour fournir une armée à chaque province « de la monarchie d'Espagne [3]. » Charles comprit sans peine les avantages qu'il pouvait tirer de cette situation. Pendant que Tessé, revenu de son infructuuse expédition contre Gibraltar, tenait les alliés en échec sur les frontières de l'Estramadure et parvenait à sauver Badajoz [4], l'archiduc embarquait une partie de ses troupes, passait le détroit, faisait une démonstration sur les côtes de Valence, où quelques villes s'empressaient d'arborer les couleurs autrichiennes, et, le 25 août, paraissait devant Barcelone. Depuis longtemps, ses émissaires, soutenus par la propagande fanatique des moines qui sympathisaient ouvertement avec le parti de l'Autriche, travaillaient l'esprit des populations. Plusieurs troupes de mécontents se rassemblent sous son drapeau. Le nouveau vice-roi, don François

[1] Petit port fortifié de Catalogne, situé au nord-ouest de la baie du même nom, à vingt-huit lieues nord-est de Barce'one.

[2] Gerona, en espagnol, chef-lieu de l'intendance du même nom, ville forte de Catalogne bâtie sur le versant d'une colline escarpée, au pied de laquelle coule le Ter. Occupant une position stratégique importante, elle a subi des siéges nombreux. Elle fut prise, en 1225, par Philippe le Hardi, en 1656 et 1694 par les Français, en 1705 par l'archiduc Charles, en 1710 par Philippe V, en 1809, après un siége de sept mois, par une armée française que commandait Gouvion Saint-Cyr.

[3] *Mémoires de Berwick.*

[4] Badajoz, l'ancienne Pax Augusta, chef-lieu de l'intendance du même nom et de la capitainerie générale d'Estramadure, est une ville forte de vingt-trois mille habitants, bâtie sur la Guadiana, tout proche des frontières du Portugal. Conquise sur les Maures au douzième siècle, elle fut prise sur les Espagnols par le maréchal Soult en 1711 et reprise, l'année suivante, par les Anglais, après un siége long et meurtrier.


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Velasco, aidé par Sterclaës qui opère en dehors de la place à la tête des gardes wallonnes, fait une belle et énergique défense. L'Archiduc a de nombreux partisans dans la place : Velasco les expulse; quelques soldats se révoltent, il les fait pendre. Mais une feinte habile livre à l'ennemi le mont Joui, sur lequel est située la citadelle et qui domine la ville [1]. Écrasée par les feux de l'artillerie, Barcelone capitule le 9 octobre; elle avait bravement résisté pendant deux mois et demi. Charles y fit une entrée triomphale et y établit le siége de son gouvernement. Elle devait rester jusqu'en 1714 au pouvoir de l'Autriche. Cet important succès fut suivi de la soumission du royaume de Valence et de toute la Catalogne.

La perte de Barcelone était un désastre. Philippe ne négligera rien pour reconquérir cette place importante et il ira l'assiéger lui-même dans les premiers jours du prin-
1706. temps de 1706, à la tête d'une armée que Tessé commande sous ses ordres. Mais 1706 sera l'année néfaste de son règne. Berwick, qui garde les frontières occidentales, a deux ennemis dangereux à combattre : l'armée des alliés, que commande habilement lord Galloway [2], et l'indiscipline des généraux espagnols. Il perd successivement Alcantara (14 avril) [3] et Ciudad-Rodrigo (26 avril) [4]. La route de Salamanque et de Madrid n'est plus défendue. Pendant ce temps, l'Aragon a pris les armes, une flotte anglaise de trente-cinq vaisseaux est venue au secours de Barcelone et le comte de Toulouse, qui bloquait le port, s'est prudemment retiré

[1] Le mont Jouich ou mont Joui est situé au sud-ouest de Barcelone. Voir les notes précédentes.

[2] Henri de Massué, marquis de Buvigny, né en 1648, mort en 1720, lieutenant général anglais. Voir Annexe 20.

[3] Sur la rive gauche du Tage, à cinq lieues est des frontières de Portugal.

[4] Sur l'Agueda, un des affluents du Duero, à seize lieues sud-ouest de Salamanque et à cinq lieues est des frontières du Portugal.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pour ne point livrer une action dont l'issue n'était point douteuse. Philippe désespère du succès. Il craint que sa retraite ne soit coupée. Le 12 mai, pendant la nuit, il lève précipitamment le siége, abandonnant cent canons, cent cinquante milliers de poudre, des approvisionnements considérables ; puis il franchit les frontières françaises, court à cheval jusqu'à Pau, de Pau à Pampelune, de Pampelune à Madrid, où il rentre en fugitif. La populace l'y accueille avec des cris d'enthousiasme; mais la cour en est déjà partie; elle s'est réfugiée à Burgos [1] où la jeune reine, Louise-Marie-Gabrielle de Savoie, dénuée de tout, mais soutenue par l'intrépidité de madame des Ursins, logée dans une masure, manquant presque de vivres, préside ses conseils avec un sang-froid et une dignité qui charment les plus rigides, imposent silence aux mécontents, rendent le courage à tous. Philippe se hâte de rejoindre Berwick, mais Berwick ne peut plus défendre Madrid. Alors, sauf de très-rares exceptions, tous les grands trahissent et appellent ouvertement les alliés. Le 27 juin, ceux-ci entrent dans la capitale de l'Espagne. Charles y est proclamé roi. Dans cette cruelle extrémité, l'amour des populations castillanes pour leurs jeunes souverains, l'aveugle jalousie qui les anime contre l'Aragon et la Catalogne, l'indignation furieuse que soulèvent les excès de toute sorte commis contre les emblèmes de leur foi par les soldats protestants de l'archiduc, sauvent la couronne de Philippe V. Tout concourt à la délivrance, jusqu'aux débauches meurtrières qui sont perfidement offertes par les courtisanes. A Tolède, le drapeau autrichien est grossièrement insulté. Dans la Manche, en Andalousie, dans les deux Castilles, un vaste soulèvement

[1] L'une des plus vieilles villes de l'Espagne; première capitale de la Castille; à cinquante lieues nord de Madrid et sur la route qui relie cette ville à Saint-Sébastien, chef-lieu de l'intendance qui porte son nom.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

s'organise. Le bruit s'est répandu que la France envoie de puissants renforts [1]. Les volontaires affluent au camp de Berwick. L'archiduc est arrivé de Barcelone, mais il n'amène avec lui que sept mille hommes. C'est trop peu pour se maintenir à Madrid, trop peu même pour regagner directement les frontières du Portugal dont l'armée franco-espagnole barre le chemin. Les alliés évacuent donc la capitale et reculent, d'étape en étape, devant Berwick qui a repris activement l'offensive, jusqu'au royaume de Valence. Les troupes de Philippe V occupent bientôt Cuença [2], Orihuela [3], Carthagène [4], et, après avoir délivré Murcie [5] dont les alliés faisaient le siége, retournent paisiblement vers le Nord. Cette campagne étrange se termine au commencement de l'hiver. Le jeune roi était déjà rentré dans sa capitale, au milieu d'une populace en délire, qui criait de tous côtés : « Vive le Roi, meurent les traîtres! » Dans ces dures épreuves, les promesses et les nobles conseils de Louis XIV l'avaient aidé puissamment. « On ne se laisse point abattre », lui avait-il

[1] Louis XIV s'était empressé, dès que son petit-fils avait abandonné son entreprise sur Barcelone, de lui faire connaître que la plus grande partie des troupes du siége rentreraient en France par le Roussillon et reprendraient immédiatement, par Bayonne, la route de l'Espagne.

[2] Ville de dix mille habitants, chef-lieu d'une intendance de la Nouvelle-Castille, à trente lieues de Madrid, centre d'un pays montueux et mal cultivé.

[3] Ville importante de l'intendance d'Alicante (royaume de Murcie), sur la Segura, à sept lieues nord-ouest de Murcie et à cinq lieues ouest des côtes de la Méditerranée.

[4] Belle ville de quarante mille habitants, située à dix lieues sud de Murcie et dans l'intendance de ce nom. Port militaire bien fortifié, établi par Philippe II. C'est l'ancienne Carthago-Nova, fondée par Asdrubal deux cent huit ans avant Jésus-Christ. Elle fut presque entièrement détruite pendant les guerres livrées par les Goths et les Maures.

[5] Chef-lieu de l'intendance qui porte son nom et de l'ancien royaume maure de Murcie qui fut conquis, en 1266, par Alphonse X de Castille; ville de quarante mille habitants située sur la Segura, à huit lieues de la Méditerranée, dans un pays aride et brûlant où l'on cultive surtout le mûrier et l'oranger.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

écrit après la levée du siége de Barcelone, « étant du sang « dont vous êtes et dans le rang où Dieu vous a placé. »

1707 fut une année de gloire. La France avait envoyé des hommes et des vivres; elle avait promis de l'argent. La campagne commença par un triomphe. Berwick était campé près d'Almanza [1], sur les frontières des royaumes de Murcie et de Valence. Galloway et Las Minas [2] l'attaquèrent le 25 avril. L'affaire, chaudement engagée, fut rude et meurtrière. On lutta avec acharnement. La gauche de l'armée maintint à peine ses positions; le centre fut enfoncé; la droite, après avoir repoussé trois attaques furieuses, prit à son tour l'offensive et gagna la bataille. De part et d'autre, on se montra implacable. Un régiment anglais fut détruit jusqu'au dernier soldat. Un régiment français et un régiment de camisards, que commandait Cavalier [3], se prirent corps à corps. Il en resta à peine trois cents hommes. Galloway et Las Minas payèrent intrépidement de leur personne, et reçurent de graves blessures. 1707.

La déroute des alliés avait été complète; elle eut pour la cause de l'archiduc les plus funestes conséquences. Il perdit, en un mois, le royaume de Valence, l'Aragon,

[1] A vingt-trois lieues nord de Murcie, dans l'intendance d'Albacete.

[2] Général en chef des troupes portugaises.

[3] Cavalier avait été le principal chef des camisards et s'était signalé par des traits d'une audace inouïe. En 1704, Villars avait eu l'adresse d'obtenir sa soumission et d'abattre ainsi la tête de l'insurrection religieuse des Cévennes en lui promettant un brevet de colonel que le Roi lui accorda. Humilié du traitement qu'on lui fit à Versailles, où Louis XIV, dont il attendait quelques bonnes paroles, se contenta, après l'avoir toisé du regard, de hausser dédaigneusement les épaules, il passa en Angleterre. La reine Anne l'accueillit avec faveur et le mit à la tête d'un régiment de réfugiés. Ce fut ce régiment qui passa en Espagne et se battit si vaillamment à Almanza. Cavalier était fils d'un pauvre paysan du village de Ribaute et avait été berger, puis garçon boulanger. Il fut, à son retour d'Espagne, nommé gouverneur de Jersey et mourut, en 1740, à Chelsea.


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

presque toute la Catalogne. Le 8 mai, Berwick avait pris Valence [1]; le 23, il soumit la ville de Xativa [2] qu'une garnison anglaise tenta inutilement de défendre; Saragosse [3] ouvrit ses portes, deux jours après, au duc d'Orléans que Louis XIV avait nommé général en chef de son armée d'Espagne et qui, à son grand désespoir, n'avait pu la rejoindre que le lendemain de la bataille d'Almanza. Le jeune prince brûlait d'effacer les amers souvenirs du désastre de Turin. Il couronna la campagne par un beau fait d'armes, qui fit le plus grand honneur à son audace. Malgré l'avis de la plupart des généraux, malgré les craintes que lui exprimait Berwick dont le Roi lui avait imposé les prudents conseils, il voulut assiéger la forteresse de Lérida [4], devant laquelle avaient échoué, en 1647, tous les efforts

[1] L'une des villes les plus grandes, les plus industrieuses et les plus savantes de l'Espagne, située sur la rive droite du Guadalquivir, à une demi-lieue de la Méditerranée, dans un pays fertile et charmant; chef-lieu de l'intendance et de la province qui portent son nom, jadis capitale du royaume maure de Valence qui fut soumis par le Cid en 1094, repris par les Maures en 1100 et définitivement conquis par les Espagnols en 1238. Soixante-dix mille habitants.

[2] A quinze lieues sud-ouest de Valence et à dix lieues de la Méditerranée. Rasée, en grande partie, à la suite du siége meurtrier qu'elle venait de soutenir, Xativa, ancienne cité mauresque, fut reconstruite sous le nom de San-Felipe. C'est aujourd'hui l'une des villes les plus importantes de la province de Valence.

[3] Chef-lieu de l'intendance du même nom, ancienne capitale du royaume d'Aragon; ville de cinquante mille habitants, située sur l'Ebre, à soixante lieues nord-est de Madrid, l'ancienne Cæsarea Augusta des Romains qui la nommaient Salduba avant Jules César; centre d'un pays prospère. Fondée, dit-on, par les Phéniciens, Saragosse fut soumise successivement aux Goths (470), aux Sarrasins (712), et conquise, en 1118, par le roi d'Aragon, Alphonse le Batailleur, qui en fit sa capitale. Elle a soutenu plusieurs siéges. La résistance qu'elle opposa, en 1808 et 1809, aux armées françaises fut admirable.

[4] Fondée, dit-on, par les Carthaginois, bâtie sur une colline que baigne la Sègre, à trente lieues ouest de Barcelone, chef-lieu d'intendance, Lérida, l'ancienne Ilerda des Romains, est une des villes les mieux fortifiées de l'Espagne. Elle fut prise par les Français en 1640, reprise par les Espagnols en 1644, héroïquement défendue par Gregorio Britto en 1646 contre


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du grand Condé, et qui capitula le 10 octobre. Sauf quelques places sans valeur, il ne restait plus guère à l'archiduc, de tout son royaume, que la ville de Barcelone. Berwick fut nommé grand d'Espagne. La médaille qui fut frappée pour perpétuer le souvenir d'Almanza reçut cet exergue : *Adapertum Philippo V Hispaniarum regnum.* Toute l'Europe pensait que cette glorieuse journée avait rétabli en Espagne le trône des Bourbons.

Le duc d'Orléans employa l'année suivante (1708) à 1708.
compléter ces brillants succès en poursuivant la soumission de la Catalogne, où il prit Tortose [1], Balaguer [2], ainsi que plusieurs châteaux fortifiés, et celle du royaume de Valence où son habile lieutenant, le chevalier d'Asfeld [3], s'empara de Denia [4] et d'Alicante [5]; mais, en 1709, la

le maréchal de Lamothe et en 1647 contre le grand Condé. Le prince de Darmstadt y commandait lorsque le duc d'Orléans s'en empara, en 1707, après un brillant assaut.

[1] Ville forte de Catalogne, située au sud de l'intendance de Tarragone, sur la rive gauche de l'Èbre, à six lieues de son embouchure et à trente-cinq lieues sud-ouest de Barcelone, conquise sur les Maures en 1141, prise par les Français en 1649, 1708, 1811. C'est l'ancienne Dertosa des Romains, douze mille habitants.

[2] Gros bourg fortifié, sur la rive droite de la Sègre, à six lieues nord-est de Lérida.

[3] Claude-François, chevalier, puis marquis d'Asfeld-Bidal, était le quatrième fils du représentant de la reine Christine à la cour de France; il servit avec distinction dans les campagnes de Flandre, du Rhin, d'Espagne, principalement sous d'Humières, Berwick, Villars; se signala, en 1707, à la bataille d'Almanza, en 1713 à Fribourg, en 1714 à Barcelone, en 1734 à Philippsbourg, dont la prise lui valut le bâton de maréchal. Il était si versé dans l'art des fortifications et des siéges qu'on le considérait comme un émule de Vauban. Né en 1667, mort en 1743. Deux de ses frères aînés, Alexis et Vincent, tous deux barons d'Asfeld, furent aussi des généraux de mérite. Vincent passait pour l'un des meilleurs officiers de cavalerie de l'époque.

[4] Petite ville fortifiée de trois mille habitants, située dans l'intendance d'Alicante, près de l'embouchure du Rio-Verges dans la Méditerranée, à treize lieues est de San-Felipe et à deux lieues nord-ouest du cap San-Antonio; fondée, dit-on, par les Phocéens.

[5] L'ancienne Lucentum des Romains. Chef-lieu d'intendance, vingt-cinq

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

1709. France est courbée sous le poids de ses revers; Louis XIV se voit contraint, dans l'espoir de se concilier les bonnes grâces de la Hollande et de sauver ainsi son propre royaume, d'inviter son petit-fils à abandonner l'Espagne, les Indes, les Pays-Bas, l'Italie, et à se contenter des Deux-Siciles. Bien qu'assailli de difficultés sans nombre et qui paraissent à peu près sans issue, secondé par des ministres d'une fidélité très-douteuse, servi par des généraux vaillants mais peu capables [1], secrètement trahi par son cousin, à qui l'on voudrait livrer sa couronne et qui prête une oreille complaisante à de lâches conseils, Philippe V oppose, aux appels désespérés de son aïeul, une ferme et

mille habitants, l'un des ports les plus commerçants de l'Espagne, bâtie au fond d'une baie excellente, dominée par une colline d'environ mille pieds de haut où se trouve la citadelle; à vingt-six lieues sud de Valence et à douze lieues sud-est de San-Felipe. Ferdinand II de Castille s'en empara sur les Maures au douzième siècle.

[1] Les meilleurs généraux de Philippe V étaient, à cette époque, le prince de Sterclaës, Villadarias, le marquis de Bay, le marquis de Bedmar, le comte d'Aguilar. — On a déjà parlé des deux premiers (voir les notes précédentes). Le marquis de Bay (né en 1630, mort en 1715), « fils d'un « cabaretier franc-comtois, homme d'esprit et de valeur qui avait su profiter « de la rareté des sujets militaires en Espagne pour s'y hausser prompte- « ment par son application et ses petits succès » (SAINT-SIMON), défendit vaillamment l'Estramadure, dont il était vice-roi, battit Galloway à diverses reprises, mais fut défait, en 1710, à Almenara et à Saragosse, où il commandait en chef. C'était le plus habile et ce fut le plus heureux de tous.

Alphonse Bertrande de la Cueva, marquis de Bedmar, « qui fut capi- « taine général, gouverneur des Pays-Bas en l'absence de l'Électeur de « Bavière, ministre de l'État, grand d'Espagne de première classe, vice-roi de « Sicile, avait servi presque toute sa vie en dehors de l'Espagne, en Italie « et aux Pays-Bas. » (SAINT-SIMON); il s'était vaillamment comporté à la bataille d'Ekeren que Boufflers gagna sur les Hollandais; « doux, affable, « prévenant, poli, ouvert, du commerce le plus commode..... Il s'était fait « aimer et estimer partout et adorer des Français » (SAINT-SIMON), mais ce n'était pas un homme de guerre.

Fils unique d'Emmanuel Manrique de Lara, marquis de Frigilliana, « jeune, plein d'ambition, de ruse, de fausseté, de noirceur... le premier « homme d'Espagne en capacité et le premier aussi en esprit et à être dan- « gereux dans une cour » (SAINT-SIMON, *Mémoires*), ami intime du duc

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

noble résistance[1]. Alors la main de la France se retire. Le jeune Roi est réduit à ses propres forces. Il va subir de nouvelles épreuves, aussi pesantes, aussi douloureuses que celles de 1706.

Le duc d'Orléans, dont les coupables menées commençent à devenir publiques[2] et dont il sollicite énergiquement le rappel, est remplacé, à la fin du printemps de 1709, par un de ses amis, le comte de Bezons[3], qui a reçu l'ordre formel de se borner à la défensive afin de ne point compromettre le succès des douloureuses négociations de Gertruydemberg[4]. Cinquante et un bataillons français restent encore

de Noailles, confident des pratiques de madame des Ursins, le comte d'Aguilar était plutôt né pour faire un diplomate qu'un général.

Tous ces hommes étaient braves, loyaux, fidèles; aucun d'eux ne possédait le génie militaire.

1 « Dieu m'a mis la couronne d'Espagne sur la tête », répondit Philippe V à son aïeul, le 25 avril 1709 (*Mémoires de Noailles*), « je la soutiendrai « tant que j'aurai une goutte de sang dans mes veines. Je le dois à ma con« science, à mon honneur et à l'amour de mes sujets. »

2 Les mécontents se groupaient autour de lui et il s'était fait, à la cour, l'interprète passionné de leurs prétendus griefs. On savait qu'il entretenait des relations suivies avec l'un des lieutenants de l'archiduc, le comte de Stanhope, qui avait été jadis le compagnon de ses plaisirs, et la cour d'Espagne ne doutait plus qu'il ne fût l'âme d'un redoutable complot. Les correspondances et les déclarations des principaux agents de ce complot, Renaut, Flotte, Boniface, Manrique-Lara, qui furent mis en arrestation, établirent que, si le duc d'Orléans ne voulait pas détrôner Philippe V, il cherchait, tout au moins, à capter les sympathies des grands et la bienveillance des Anglais, afin de s'assurer la couronne d'Espagne pour le cas où son cousin eût été contraint d'abdiquer. Le marquis de Saint-Philippe, qui a laissé de si curieux mémoires sur les événements de cette époque, est persuadé, tout en croyant à la conspiration, que le duc était trompé par ses amis, Espagnols et Anglais, « parce qu'il n'était pas de leur intérêt de « voir régner en Espagne un prince de la maison de Bourbon; que ce prince « s'appelât Louis ou Philippe, ce n'était qu'une pure question de « nom ».

3 Jacques Bazin, comte de Bezons, maréchal de France. Voir Annexe 21.

4 « Louis XIV espérait que les alliés, dont le dessein ne tendait cependant « qu'à une destruction générale de la France » (SAINT-SIMON, *Mémoires*), consentiraient à la paix, si l'archiduc montait sur le trône d'Espagne, et il avait été, dans sa détresse, jusqu'à leur promettre des subsides pour les


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

en Espagne. Bezons en ramènera vingt-six en France et laissera le reste au chevalier d'Asfeld pour garder les places conquises en Aragon. Il doit donc éviter de combattre. Le comte de Stahremberg, l'habile général qui a sauvé, en 1704, le duc de Savoie, commande maintenant les troupes de l'archiduc. Il est campé à gauche de la Sègre [1], en face du général français qui s'appuie sur Balaguer, et qui dispose de forces supérieures aux siennes. Son intention est de franchir cette rivière, afin d'établir son armée, qui manque de vivres, dans une région plus fertile. Mais il a dû détacher, vers le nord, plusieurs régiments pour empêcher la jonction de Philippe V et du duc de Noailles [2] et, affaibli par cette diversion, il n'est pas en état de combattre. S'il est attaqué, il perdra certainement la bataille. A toutes les sollicitations qui le pressent de mettre à profit une occasion si belle et d'engager le combat, Bezons oppose un refus inflexible [3]. Pendant la nuit du 30 au 31 août, son adversaire, qui a réussi à tromper sa vigilance par des feintes habiles, franchit la Sègre sans coup férir; le lendemain, il s'empare de Balaguer que l'on ne tente même pas de secourir et où trois régiments mettent bas les armes sans résistance. Quelques jours auparavant, Port-Mahon mal défendu par le gouverneur du fort Saint-Philippe, don Diego d'Avilo, avait fait sa soumission à lord Stanhope, et l'île de Minorque tout entière était tombée au pouvoir des Anglais.

aider à vaincre la résistance de son petit-fils. On attendait leur réponse. Bezons devait donc garder l'expectative.

[1] Rivière qui sort des Pyrénées, passe à Puycerda, Urgel, Balaguer, Lérida, et se jette dans l'Èbre après un cours d'environ soixante lieues.

[2] Philippe avait formé le dessein de rejoindre le duc de Noailles qui commandait quelques troupes en Catalogne et de faire une diversion contre Barcelone.

[3] « Bezons avait reçu quatre différents ordres. Ces incertitudes n'affer« mirent pas un homme naturellement timide et qui mourait toujours de « peur de déplaire et de ne réussir pas. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

La prise de Balaguer, qui souleva de toutes parts, en Espagne, des cris de fureur contre le maréchal de Bezons, devait être, pour les ennemis de Philippe V, le début de brillants et décisifs succès. Au commencement de 1710, il n'y avait plus, pour ainsi parler, d'armée française dans la Péninsule. Philippe V, à la tête des troupes espagnoles, s'efforçait vaillamment de se maintenir en Catalogne contre les forces alliées que dirigeaient deux généraux expérimentés et vigilants, le comte de Stahremberg et lord Stanhope [1]. Mais il ne put opposer qu'une faible résistance. Vaincu à Almenara [2], le 27 juillet, il repasse l'Èbre avec des soldats en désordre, mécontents, découragés, qui, dès le lendemain, désertent en grand nombre pour aller grossir les rangs de l'Archiduc. Le 20 août, avec une armée réduite de quatre mille hommes, il livre une seconde bataille à Saragosse et la perd. Pendant que le marquis de Bay rassemble, comme il peut, les fuyards, le roi d'Espagne se rend en toute hâte à Madrid, pour y organiser une nouvelle émigration. Plus de trente mille personnes de toute profession et de toute caste le suivent à Valladolid [3] où il se réfugie avec son gouvernement et sa cour, réduit, pour la seconde fois, aux plus cruelles extrémités, toujours inébranlable dans sa résolution de ne perdre la couronne qu'avec la vie. Le 28 septembre, le comte de Stanhope ouvrait à l'archiduc les portes de Madrid. 1710.

Dans ces périlleuses conjonctures, où tout semble perdu, tout est sauvé par les fermes résolutions du jeune monarque,

[1] Jacques, comte de Stanhope, général et homme d'État. Voir Annexe 22.

[2] Bourg de Catalogne, situé à trois lieues nord-ouest de Lérida.

[3] Chef-lieu d'une intendance du royanme de Léon, sur la Pisuerga, l'un des affluents du Tage, à trois lieues nord de ce fleuve et à trente-huit lieues nord-ouest de Madrid. Ville importante. Philippe II y est né et y tint un instant sa cour. Christophe Colomb y mourut. C'est la Pintia des Romains.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

par le retour chevaleresque de la noblesse espagnole, par le dévouement des populations castillanes, par la nouvelle intervention de Louis XIV qui, malgré les infortunes de la France, se laisse arracher un dernier effort. Le duc de Noailles, qui commande dans le Roussillon, est accouru à Valladolid pour obtenir enfin le consentement de Philippe à la convention qui lui doit conserver les Deux-Siciles en échange de l'Espagne et des Indes; l'habile négociateur n'a épargné ni éloquence, ni séductions, ni menaces pour gagner la princesse des Ursins et pour persuader le roi d'Espagne : « Non, Sire, écrit celui-ci à son aïeul, quelque confiance « que j'aie dans le duc de Noailles, quelques raisons qu'il « m'ait fait envisager, je préférerai toujours le parti de me « soumettre à ce que Dieu voudra décider de mon sort en « combattant [1]. » Désillusionnés sur le compte de Charles d'Autriche, touchés d'une compassion généreuse pour l'abandon où se trouve leur jeune Roi et reconnaissants de la confiance absolue qu'il leur témoigne, les grands, réunis à Valladolid, écrivent collectivement à Louis XIV, sur la proposition du duc de Medina-Sidonia, pour le prier de leur venir en aide et lui donner l'assurance que, « sans perdre de temps, on va former une bonne armée en Espagne » [2]. Louis s'est laissé convaincre; Noailles entrera en Catalogne avec quatorze mille hommes; le duc de Vendôme, qui vit dans la retraite depuis ses mésaventures des Pays-Bas, mais qui a toujours conservé, depuis ses victoires d'Italie, le prestige d'un grand général et dont le nom est très-populaire parmi les soldats, sera envoyé, sur les demandes instantes de Philippe, pour rallier les débris

[1] Philippe V à Louis XIV, 29 septembre 1710. (*Mémoires de Noailles.*)

[2] Stahremberg, qui redoutait la fidélité des Castillans à la cause de Philippe V, conseillait à l'archiduc de ne pas entrer à Madrid. Plus entreprenant et moins sage, Stanhope se chargea de l'y conduire.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'Almenara et de Saragosse, réorganiser, commander les troupes espagnoles. Cependant, l'archiduc a été reçu dans la capitale des Espagnes avec une froideur glaciale et n'a pas osé s'y établir. Il y est entré à la tête d'un nombreux cortége et en est sorti découragé, en disant : « C'est une ville déserte! » Le vieux marquis de Mancera, âgé de plus de cent ans, qui n'a pu se rendre à Valladolid à cause de ses infirmités, et qu'il a voulu rallier à sa cause par des paroles déférentes, lui répond : « Je n'ai qu'une foi et qu'un « Roi, pendant la vie duquel je ne peux en connaître un « autre. » Charles occupe depuis quelques jours, près de Madrid, le château du comte d'Aguilar, où il attend anxieusement des hommages qui ne viennent point, lorsqu'il apprend que l'armée de son rival s'est reformée sous l'impulsion de Vendôme, que le duc de Noailles a pénétré en Catalogne, que les populations de Castille sont toutes prêtes à se soulever. La prudence lui fait un devoir de ramener ses troupes en Aragon et de retourner lui-même à Barcelone. Vers la fin de l'automne, son armée s'éloigne de Madrid, suivie de près par Vendôme qui s'est élancé sur ses traces. Elle est divisée en deux corps que commandent Stanhope et Stahremberg, et remonte lentement le cours du Tage, incendiant les châteaux, pillant les villages, profanant les églises. Sur le point d'atteindre les frontières montagneuses de l'Aragon, les Anglais perdent de vue les Autrichiens; ils s'égarent et se retranchent comme ils peuvent, dans la petite ville de Brihuega [1], où l'armée espagnole, amenée en toute hâte par Vendôme, les attaque avec une bravoure furieuse. En vain Stanhope fait incendier les barricades qui le protégent. Ni la fumée ni les flammes n'arrêtent

[1] Située sur la Tajuna, l'un des affluents du Tage, non loin de Guadalajara, et à vingt lieues nord-est de Madrid.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les intrépides soldats de Philippe V. Cerné de toutes parts, le général anglais met bas les armes avec cinq mille hommes. Stahremberg, appelé par le bruit du canon, retourne sur ses pas ; Vendôme marche à sa rencontre. Les deux armées se rejoignent, le lendemain, près de Villaviciosa [1], où s'engage une rude bataille qui dure tout le jour, et dont l'issue serait incertaine si le général autrichien n'avait, pendant la nuit, encloué ses canons, incendié ses bagages, s'il n'avait commencé sa retraite, le lendemain matin, à la faveur d'un épais brouillard qui dérobait la vue de ses mouvements à son adversaire. L'archiduc fait chanter le *Te Deum* à Barcelone ; mais les affligeantes nouvelles qui lui parviennent dissipent bientôt toutes ses illusions. La retraite des Autrichiens s'est changée en déroute; nulle part ils n'ont pu faire tête, tous leurs équipages ont été pris. Le 4 janvier 1711, Philippe, accompagné de Vendôme, est rentré triomphalement à Saragosse. Trente mille hommes étaient partis de Catalogne pour la conquête de Madrid, Stahremberg n'en ramène que cinq mille à son maître. Il ne peut même pas secourir efficacement Girone [2], l'une des villes les plus fortifiées de la Catalogne, qui tombe, le 25 janvier, entre les mains du duc de Noailles. Le trône éphémère de Charles III s'est écroulé à Villaviciosa ! La victoire, *victoria redux,* suivant les termes de l'inscription gravée sur les médailles commémoratives, est revenue décidément à son rival.

On peut dire que les guerres de la Péninsule ont pris fin, quoique l'archiduc ait encore en son pouvoir quelques bourgades de la Catalogne, quoique Barcelone lui reste obstinément fidèle par amour de ses propres priviléges et par haine des Castillans. Il ne s'agit plus, pour ainsi dire,

[1] Village situé à six lieues nord-est de Guadalajara.

[2] En espagnol Gerona. Chef-lieu de la province du même nom. Ville forte de Catalogne, située sur une colline au pied de laquelle coule le Ter.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que de pacifier ce que l'on a reconquis. En 1711 et 1712, Vendôme y emploie, dans les provinces d'Aragon et de Valence, les forces dont il dispose. Après la mort de cet intrépide général qui a risqué tant de fois sa vie sur les champs de bataille, et qui succombe, à Vinaros, des suites vulgaires d'une indigestion [1], les Autrichiens essayent de reprendre activement les hostilités. Vers la fin de 1712, Stahremberg bloque étroitement Girone et en pousse vivement le siége. On craint que cette forteresse importante ne retombe entre les mains de l'archiduc. Berwick arrive en grande hâte du Dauphiné. Efficacement secondé par les efforts de Bâville [2], intendant du Languedoc, il improvise une expédition, ravitaille abondamment la place et la sauve. En 1713, après la signature du traité d'Utrecht, Stahremberg évacuera la Catalogne. Mais la ville de Barcelone, ainsi que l'île de Majorque, refuseront obstinément de reconnaître la royauté de Philippe V et continueront à lutter pour leurs priviléges. On verra plus loin comment, l'année suivante, elles furent réduites, par le maréchal de Berwick et le chevalier d'Asfeld, à faire leur soumission. Avant la fin de 1714, il n'y aura plus dans toute l'Espagne une seule bourgade où l'on ne voie flotter le drapeau de Philippe V.

[1] Vendôme mourut, au mois de juin 1712, d'une indigestion de poissons, à Vinaros, dans le royaume de Valence. Il jouissait en Espagne de la plus brillante popularité. Philippe V voulut que son corps reposât à l'Escurial, comme son aïeul avait fait ensevelir Turenne à Saint-Denis.

[2] Nicolas de Lamoignon, seigneur de Bâville, conseiller d'État, intendant du Languedoc, né en 1648, mort en 1724. Voir Annexe 23.

7.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE VI

OPÉRATIONS MARITIMES.

Exploits de Duguay-Trouin et de Forbin, sur les côtes d'Angleterre et de Portugal, — dans les mers du Nord. — Au cap Lizard. — Expédition d'Écosse. — Duguay-Trouin à Rio de Janeiro.

Quelques lignes sur nos opérations maritimes pendant les guerres de la succession d'Espagne achèveront le bref récit qui précède. A demi ruinée, en 1692, par la désastreuse affaire de la Hogue, dans laquelle Tourville, combattant malgré lui, avait perdu vingt navires de haut bord, contrainte de disséminer les forces qui lui restaient sur la mer Méditerranée ainsi que sur les deux Océans, pour défendre nos colonies et garder nos côtes, la marine française n'était plus en état de livrer une grande bataille aux flottes ennemies; mais, renforcée par les vaisseaux espagnols de Philippe V, commandée par des hommes entreprenants et hardis, Châteaurenaud, d'Estrées[1], Duguay-Trouin[2], Ducasse[3], Forbin[4], nos escadres pouvaient encore protéger très-utilement nos convois, gêner, intercepter, capturer ou détruire,

[1] Victor-Marie, duc d'Estrées, maréchal de France, vice-amiral du Ponant, président du Conseil de la marine, membre de l'Académie, né en 1660, mort en 1658. Voir Annexe 24.

[2] René Duguay-Trouin, chef d'escadre et lieutenant général; né en 1673, mort en 1736. Voir Annexe 25.

[3] Jean-Baptiste Ducasse, chef d'escadre et lieutenant général des armées navales; né en 1650, mort en 1715. Voir Annexe 26.

[4] Claude, chevalier, puis comte de Forbin, chef d'escadre, né en 1656, mort en 1733. Voir Annexe 27.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

en partie, ceux de nos adversaires, effectuer des descentes de temps à autre, surprendre, bloquer, bombarder un port, engager même, quand elles se trouvaient réunies, des actions dont les résultats ne furent pas sans importance. On a déjà vu, en 1702, le vice-amiral comte de Châteaurenaud conduire sans encombre jusqu'au port de Vigo les galions des Indes, dont les richesses devaient remplir le trésor épuisé du gouvernement espagnol, et, en 1704, le comte de Toulouse remporter près de Malaga, sur l'amiral Rooke, un brillant succès qui eût pu devenir décisif, sans la prudence excessive du comte d'O, « le mentor de la flotte[1] ». La même année, Duguay-Trouin capturait, sur les côtes d'Angleterre, une flottille de douze navires marchands et une frégate de cinquante canons qui lui servait d'escorte. En 1706, faisant preuve d'une incroyable audace, il osait attaquer avec trois vaisseaux, en face de Lisbonne, la flotte qui apportait du Brésil, pour les troupes alliées, des vivres et de l'argent. Douze navires de guerre la protégeaient. Elle ne put être dispersée, mais ce combat inégal, qui dura quarante-huit heures, fut infiniment glorieux pour notre marine.

A quelques jours de là, le chevalier de Forbin avait donné la chasse, dans la mer du Nord, à un gros convoi hollandais, engagé l'action en vue du Texel, quoiqu'il disposât de forces très-inférieures, capturé l'un des vaisseaux de l'escorte, coulé bas un autre, brûlé un troisième. L'année suivante, ces deux intrépides officiers combineront leurs efforts. Duguay-Trouin venait de s'emparer, au grand détriment des affaires de l'archiduc, d'une flotte marchande de deux cents voiles qui se dirigeait vers le Portugal et qui était défendue par six bâtiments de guerre; Forbin avait

[1] Suivant l'expression de Saint-Simon. Voir les notes précédentes.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

successivement attaqué et dispersé trois flottilles anglaises qui se rendaient en Russie. Ils combattirent de concert, le 21 octobre, près du cap Lizard [1], une escadre anglaise qui accompagnait un convoi important, à destination du Portugal. L'action fut vive, et la perte des ennemis considérable [2].

Forbin devait être moins heureux en 1708. Berwick croyait que la noblesse écossaise, mécontente du gouvernement de la reine Anne, était toute prête à se soulever en faveur du fils de Jacques II. Il en avait donné l'assurance à Louis XIV. Une expédition fut résolue. C'eût été, si elle avait réussi, une diversion puissante. Mais les ministres de la guerre et de la marine, Chamillard et Pontchartrain, ne s'y prêtèrent qu'avec répugnance. Elle fut péniblement organisée; les vents contraires retinrent plusieurs jours à Dunkerque la flotte qui portait Charles-Édouard et sa fortune. Les ennemis eurent le temps d'organiser la résistance. Lorsqu'il arriva, le 17 mars, devant Édimbourg, il se trouva en présence de forces tellement considérables, qu'une bataille navale eût été fatalement désastreuse. Il était possible, en faisant échouer quelques transports, de mettre à terre les troupes de débarquement; mais les signaux sur lesquels on comptait ne se montrèrent point. Forbin qui avait le commandement et la responsabilité, ne voyant aucune chance de succès, jugea prudent de revenir en France.

Un éclatant succès, qui fut grandement profitable au trésor public, et qui châtia durement le Portugal de sa trahison, devait effacer, trois ans plus tard, le souvenir amer

[1] Le cap Lizard, situé dans le comté de Cornouailles, est le point le plus méridional de l'Angleterre.

[2] La plus grande partie du convoi, que protégeaient cinq vaisseaux de haut bord, tomba au pouvoir des Français.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de cette expédition malheureuse. Le 10 septembre 1711, une flotte de quinze vaisseaux que l'on avait secrètement réunie à Brest sous la direction de Duguay-Trouin, se présentait devant Rio de Janeiro, la capitale du Brésil. Poussée par un vent favorable, elle forçait, dès le lendemain, l'entrée du port [1], s'embossait devant la ville et commençait le bombardement. Il dura onze jours. Terrifiés par tant d'audace, les habitants prirent la fuite; un corps d'armée venait à leur secours; quelques milliers d'hommes marchèrent résolûment à sa rencontre et le tinrent en respect. Duguay-Trouin rapporta en France un immense butin et une grosse rançon dont la valeur dépassait vingt millions de livres. La victoire, si longtemps infidèle, était revenue à nos drapeaux. Cette merveilleuse aventure fut le brillant prélude des gloires de 1712.

[1] Le port de Rio de Janeiro est vaste et magnifique. On y pénètre par un canal étroit que défendent plusieurs forts. Duguay franchit ce canal sans perdre un seul de ses bâtiments.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

LIVRE II

L'EUROPE PENDANT LES GUERRES DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE

CHAPITRE PREMIER

Situation intérieure de la France. — Les ministres. — Fénelon et Chevreuse. — Les deux cabales. — Expédients de Chamillard. — État misérable des finances. — Vauban et Boisguillebert. — Desmarets. — Affaires religieuses. — Le cardinal de Noailles. — Bulles *Vineam Domini* et *Unigenitus*. — Le Roi sévit contre les jansénistes. — Villars dompte les camisards. — Calamités de 1709. — Douleurs domestiques du Roi. — Sa grandeur d'âme.

Ce ne fut pas seulement sur les champs de bataille que Louis XIV et Philippe V eurent à combattre pour triompher des épreuves de toutes sortes qui les accablaient. L'aurore de la monarchie des Bourbons d'Espagne ne fut pas moins sombre que le déclin du grand règne. Les cabales de cour, toujours remuantes et tracassières, les rivalités des partis, toujours égoïstes, souvent criminelles, la pénurie des finances, la misère publique, le fanatisme religieux, l'impéritie des ministres suscitèrent à l'aïeul, comme au petit-fils, des difficultés incessantes dont le poids fut tristement aggravé par celui des infortunes domestiques. Louis leur opposa toutes les ressources de sa longue et profonde expérience, toutes les patiences de son admirable et sereine



Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

résignation, toutes les forces de sa laborieuse et robuste vieillesse. Philippe, vaillant dans l'action, bien qu'indécis et vacillant sur les résolutions à prendre, inébranlable dans ses convictions, tenace dans ses espérances, inaccessible au découragement, puissamment servi par les secours de la France, par des dévouements sans bornes, par de virils conseils et des intelligences d'élite, devait, comme on l'a vu, sortir victorieux de la lutte. Le bref récit de ces difficultés et de ces épreuves, succédant à l'exposé des faits militaires, achèvera le tableau de la situation où se trouvaient la France et l'Espagne, avant la négociation des traités d'Utrecht.

Quatre ministres d'État, Saint-Aignan, duc de Beauvilliers, le vertueux gouverneur des ducs de Bourgogne, d'Anjou et de Berry, chef du conseil royal des finances [1], Phélypeaux, comte de Pontchartrain, chancelier de France [2], le marquis de Torcy, neveu du grand Colbert, chargé des affaires étrangères et de la surintendance des postes [3], Cha-

[1] Paul de Beauvilliers, troisième fils du duc de Saint-Aignan, brigadier de cavalerie, président du Conseil des finances, gouverneur du duc de Bourgogne, grand d'Espagne. Voir Annexe 28.

[2] Louis Phélypeaux, comte de Pontchartrain, premier président du Parlement de Bretagne, contrôleur général, ministre de la marine et de la maison du Roi. Né en 1643, mort en 1727. Voir Annexe 29.

[3] Son père, le marquis de Croissy, frère du grand Colbert, avait été ambassadeur à Londres, puis ministre des affaires étrangères, et avait pris une part active aux négociations qui précédèrent les traités de Nimègue et d'Aix-la-Chapelle. Torcy s'engagea de bonne heure dans la carrière diplomatique, représenta Louis XIV en Angleterre, en Danemark, en Portugal, et devint secrétaire d'État aux affaires étrangères, puis ministre d'État en 1699. Il remplit pendant seize années ces importantes fonctions, auxquelles il joignit la surintendance des postes, après la mort du marquis de Pomponne, son beau-père, avec beaucoup de zèle, de finesse et de talent, non moins dévoué aux intérêts du Roi qu'à la fortune de la France. Le duc d'Orléans, auquel il n'avait jamais été favorable, le fit entrer au Conseil de régence, afin de profiter de ses lumières, et n'eut qu'à se louer de ses conseils.

Torcy était chancelier de l'Ordre depuis 1701; il conserva l'administration des postes jusqu'en 1721 et mourut, en 1746, à l'âge de quatre-vingt-


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

millard, contrôleur général des finances et auquel la grande amitié de madame de Maintenon avait valu, lorsque le marquis de Barbezieux était mort, l'administration de la guerre [1], assistaient alors Louis XIV. C'étaient des hommes honnêtes, laborieux, sincèrement dévoués à leur souverain et à leur pays, ayant la pratique des affaires; mais aucun d'eux n'était doué de cette intuition vive et claire, de cette pénétration profonde et sûre, de ces conceptions larges et nettes, de cette persistance courageuse dans l'exécution, qui font les grands administrateurs. Torcy était le plus avisé et le plus habile, Pontchartrain le plus expérimenté, Beauvilliers le plus désintéressé et le plus indépendant, Chamillard le plus modeste et aussi le moins capable. « Je vous seconderai », avait dit le grand Roi à ce dernier en lui remettant, malgré d'honorables résistances, les charges importantes sous le poids desquelles il ne devait pas tarder à fléchir. Lorsqu'il prononçait cette gracieuse parole, Louis XIV ne se rendait pas compte des périls de la situation. Un véritable homme d'État, un Colbert, n'aurait pu les envisager sans frémir et n'eût pas eu trop de tout son génie pour les conjurer. Or, Chamillard n'avait aucune des qualités de l'homme d'État. Ce n'était même pas un ministre. Au moment où la France allait combattre toutes les forces de la coalition, le Roi n'avait appelé aux deux postes les plus difficiles de son gouvernement qu'un homme d'affaires timide et médiocre.

un ans, riche et honoré. Il avait été l'un des principaux acteurs des longues et pénibles négociations des traités d'Utrecht, sur lesquelles il a laissé de très-instructifs et intéressants Mémoires. « Ce fut entre trente-quatre et « trente-cinq ans, écrit Saint-Simon, qu'il devint ministre. Il avait voyagé, « et fort utilement, dans toutes les cours de l'Europe. Il était sage, instruit, « extrêmement mesuré; tout applaudit à cette grâce. »

Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torcy, était né en 1665.

[1] Michel de Chamillard, contrôleur général des finances et ministre de la guerre; né en 1651, mort en 1721. Voir Annexe 30.



Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Deux personnages fort importants à la cour, l'archevêque de Cambray [1], et le duc de Chevreuse [2], d'un mérite très-inégal, mais enflammés du même zèle pour le bien public, pour la réforme des abus et les progrès de l'humanité, tout-puissants sur l'esprit du duc de Bourgogne et sur celui du duc de Beauvilliers, amis de Saint-Simon qui les loue chaudement dans ses écrits, prêtaient à ce faible ministère l'appui de leur influence et de leurs généreux conseils. L'un, esprit vaste et curieux, âme ardente et tendre, écrivain séduisant, charmant causeur, rédigeait, sur les plus hautes questions, des mémoires qui impressionnaient le public, donnait, sans être officiellement consulté et parfois sous la forme allégorique, des avis dont la hardiesse devait un jour causer, en partie, sa disgrâce; l'autre, livré constamment aux plus graves études, dissertant sur toutes les choses du gouvernement, avec une éloquence abondante et persuasive, « ne faisant qu'un », comme le dit Saint-Simon, avec son vertueux beau-frère, qui avait en lui la plus affectueuse, la plus absolue confiance, était consulté très-souvent, très-intimement par le Roi qui l'écoutait toujours avec déférence et avait fini par lui confier le rang de ministre d'État. Fénelon et Chevreuse rêvaient la régénération de la France, sous le tout-puissant patronage du duc de Bourgogne qui partageait leurs vues, qui leur était tout acquis, qui devait un jour monter sur le trône; ils méditaient de rétablir la paix en Europe, de ramener la noblesse à la pratique de ses devoirs, de remettre entre ses mains à l'exclusion de la bourgeoisie, dont le Roi avait poussé trop loin l'impru-

[1] François de Salignac de la Mothe-Fénelon, né en 1651, mort en 1715, précepteur du duc de Bourgogne, archevêque de Cambray. Voir Annexe 31.

[2] Charles-Honoré d'Albret, duc de Chevreuse. Beau-frère du duc de Beauvilliers. Voir Annexe 32.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dente émancipation, toutes les hautes charges du royaume. Ces deux hommes étaient absolument convaincus, profondément honnêtes, parfaitement sincères. Mais leurs nobles visées, qui touchaient de trop près à l'utopie, étaient des armes bien impuissantes contre les maux douloureux dont souffrait alors le pays, contre les turbulentes divisions de la cour, l'extrême pénurie du trésor, les haines et les luttes de religion, la déplorable misère des classes laborieuses.

Deux *cabales* tenaient en échec le parti des ministres que protégeait hautement le duc de Bourgogne. La première et incontestablement la plus puissante était celle des « seigneurs », à laquelle madame de Maintenon prêtait, avec beaucoup de tact et de prudence, son irrésistible protection. On y voyait figurer, au premier rang, le duc du Maine [1], le pupille chéri de la pieuse favorite, les maréchaux de Boufflers, d'Huxelles [2], d'Harcourt [3], qui, « même des bords du Rhin, en étoit le pilote [4] », Villeroi qui, « du fond de sa dis« grâce, n'avoit jamais perdu les étriers chez madame de « Maintenon [5] ». La jeune duchesse de Bourgogne, qui ne partageait pas les vues austères de son époux, l'honorait, disait-on, de son bon vouloir. Voisin, qui devint plus tard ministre de la guerre, en était un des agents les plus actifs. Le Roi, lui-même, la regardait d'un œil favorable.

A Meudon siégeait, sous le patronage plus ou moins

[1] Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine, fils adultérin et légitimé de Louis XIV, prince souverain de Dombes, général des galères, grand maître de l'artillerie, comte d'Eu, pair de France. Voir Annexe 33.

[2] Nicolas du Blé, marquis d'Huxelles, né en 1652, mort en 1730, maréchal de France, ambassadeur, président du conseil des finances sous le régent. Voir Annexe 34.

[3] Henri d'Harcourt, duc et pair, maréchal de France, ambassadeur, né en 1661, mort en 1716. Voir Annexe 35.

[4] *Mémoires de Saint-Simon.*

[5] *Ibid.*



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avoué, plus ou moins actif du Dauphin [1], homme de courte intelligence, de mauvaises mœurs et de goûts vulgaires, la seconde cabale dont le duc de Vendôme et son frère le grand Prieur, le prince de Conti [2], la duchesse de Bourbon, sa maîtresse [3], le marquis d'Antin, fils légitime de madame de Montespan [4], les princes et princesses de la vieille maison de Lorraine, tous remuants et ambitieux, étaient les plus ardents meneurs. La cour de Meudon réunissait les libertins et les incrédules, ceux à qui la sévérité du duc de Bourgogne portait ombrage ou qui attendaient impatiemment la mort de Louis XIV, pour s'emparer des affaires sous le règne de son fils et jouir, enfin, de toutes les libertés, sans obstacle comme sans contrôle.

« Fort peu de ces personnages, dit Saint-Simon, parois-« soient à découvert. Un très-petit nombre n'avoit en vue « que le bien de l'État dont la situation chancelante étoit « donnée par tous comme leur seul objet, tandis que la plu-« part n'en avoient point d'autres que soi-même... Tout « cela entretenoit la guerre civile des langues. »

On pense bien qu'elles n'épargnaient pas les ministres, dont les deux cabales désiraient ardemment la ruine, et

[1] Louis de France, dit le grand Dauphin, fils légitime de Louis XIV, né en 1661, mort en 1711. Voir Annexe 36.

[2] François-Louis de Bourbon, prince de Conti, neveu du grand Condé, né en 1664, mort en 1709. Voir Annexes 37.

[3] Femme de Louis de Bourbon, petit-fils du grand Condé et dont le père, Henri-Jules de Bourbon, était appelé à la cour « Monsieur le Prince ». Louis de Bourbon mourut en 1710, un an seulement après son père. Louise-Françoise de Bourbon, désignée sous le nom de madame la Duchesse, était la fille aînée de Louis XIV et de madame de Montespan. Elle naquit et fut légitimée en 1673. C'était une femme pleine de vivacité et d'intelligence, très-séduisante et très-coquette. Elle survécut trente-trois ans à son mari.

[4] Louis-Antoine de Pardailhan de Gondrin, duc d'Antin, lieutenant général, gouverneur de l'Orléanais, directeur général des bâtiments, pair de France, fils légitime de madame de Montespan; né en 1665, mort en 1706. Voir Annexe 38.



Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que, dissertant sans relâche, avec de fausses apparences d'intérêt et de pitié, sur leurs efforts impuissants et malheureux, elles ne leur facilitaient guère l'accomplissement de la tâche immense qui les accablait. Les difficultés financières de cette tâche étaient des plus pesantes. On pouvait avoir beaucoup de bons soldats en leur procurant des uniformes, des vivres en suffisance, des armes et quelques douceurs pour alléger le poids de leur rude service; mais on ne savait où trouver de l'argent pour payer tout cela, et le contrôleur général, toujours en quête de charges nouvelles, était sans cesse aux abois. Ce n'étaient, d'ailleurs, ni les expédients, ni les donneurs de bons avis qui faisaient défaut. Malheureusement, si les uns étaient mesquins, inféconds, inapplicables, les autres n'avaient pas assez de crédit pour se faire entendre, ou bien le gouvernement n'avait pas assez de hardiesse pour suivre leurs ingénieux conseils.

Il faut être juste envers Chamillard. Personnellement, la responsabilité ne lui pesait guère. On peut dire qu'il s'était mis l'esprit à la torture pour extraire, d'un sol ingrat et épuisé, les ressources dont l'impérieuse nécessité s'imposait. Il avait inauguré ses fonctions en faisant rendre gorge aux fournisseurs que la dernière guerre avait enrichis, opération délicate et périlleuse qui aurait dû procurer beaucoup d'argent, mais qui avait donné, au plus, cinq ou six millions, parce qu'on s'était vu contraint de ménager les hommes utiles dont le gouvernement attendait de nouveaux services. Suivant, avec une fidélité peu scrupuleuse, les exemples de Pontchartrain, son prédécesseur, spéculant, sans vergogne, sur l'ambition intéressée ou puérile de ses compatriotes, il avait créé des priviléges et des charges de finance, inventé des emplois personnels ou héréditaires, lucratifs ou simplements honorifiques, dont la vente avait produit de grosses sommes, des offices de lieutenant général d'épée dans tous


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les bailliages du royaume, d'officiers municipaux permanents, échevins, capitouls, consuls, jurats, de contrôleurs des poids et mesures, d'inspecteurs de boucherie, de courtiers commissionnaires des boissons (1704), de contrôleurs des registres de baptêmes, mariages et sépultures (1705), de contrôleurs majeurs de beurre salé et fromages à Paris, de contrôleurs pour la fabrication des perruques (1706). « Dieu protége la France », avait dit un jour très-spirituellement Pontchartrain; « aussitôt que le Roi crée une charge « nouvelle, Dieu crée un imbécile pour l'acheter. » Jamais appréciation ne fut plus juste. C'étaient là, toutefois, les petits moyens, et son successeur ne pouvait s'y tenir. On l'avait donc vu instituer de nombreuses loteries sous le patronage de la duchesse de Bourgogne, et inviter officiellement les fonctionnaires à prendre des billets; rétablir (12 mars 1701) la capitation pour toute la durée de la guerre[1]; assurer une augmentation de gages à tous les officiers du royaume sous la condition qu'ils verseraient immédiatement au Trésor une avance de quatorze millions de livres; refondre, cinq fois de suite, les monnaies en 1700, 1701, 1704, 1705 et 1706; contracter, sous des formes diverses, des emprunts fort onéreux en délivrant des bons au porteur dits « billets de monnaie », dont l'État payait l'intérêt à 7 et 8 pour 100 et dont le cours était forcé, mais

[1] La capitation était un impôt perçu par tête, ainsi que l'indique son nom, dans les cas de nécessités publiques et tarifé suivant l'urgence des besoins de l'État. Jusqu'en 1701, elle avait toujours été un impôt de *quotité*, donnant un produit incertain suivant le nombre des *têtes* imposées. A partir de cette époque, elle devint un impôt de *répartition* dont la somme, fixée d'avance pour chacune des généralités du royaume, fut ensuite répartie entre leurs habitants, par les soins de l'intendance et à raison, autant que possible, de la fortune des contribuables. Par le fait, la nouvelle capitation eût été une contribution proportionnelle, si la valeur de cette fortune étant mieux connue, les opérations des intendants avaient pu être moins arbitraires, par conséquent moins vexatoires.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que l'on refusait de recevoir dans les caisses publiques pour l'acquittement des impôts, ce qui ne tarda pas à déprécier de 60 pour 100 leur valeur; émettre, sur l'Hôtel de ville, des rentes au denier dix, en prenant l'engagement formel de les rembourser, au denier vingt, aux héritiers des souscripteurs (1704); exiger des anticipations de payement; imposer lourdement les maisons de campagne; taxer les baptêmes et les mariages, ce qui occasionna, dans les environs de Cahors, un soulèvement furieux à la tête duquel se mirent plusieurs gentilshommes de la contrée et qu'il ne fut pas aisé de réduire; enfin, négocier avec les provinces, les villes, les corporations, pour obtenir des dons gratuits qu'on n'hésitait guère à refuser.

« L'état de mes finances », s'était écrié Louis XIV dans un moment de faiblesse et de désespoir, « ne me permet « pas de continuer une pareille guerre! » — « Par toutes les « recherches que j'ai pu faire », écrit Vauban dans son curieux livre intitulé *la Dîme royale,* « j'ai fort bien remar« qué que, dans ces derniers temps, près de la dixième « partie du peuple est réduite à la mendicité et mendie « effectivement; que, des neuf autres parties, il y en a cinq « qui ne sont pas en état de faire l'aumône, parce que eux« mêmes sont réduits, à très-peu de chose près, à cette « malheureuse condition; que, des quatre autres parties « qui restent, trois sont fort malaisées et embarrassées de « dettes et de procès, et que, dans le dernier dixième....., « on ne peut pas compter sur cent mille familles. » — Le grand ingénieur, dont la science et le patriotisme ont, pendant plus de quarante ans, glorieusement défendu et fortifié son pays, conseillait d'introduire dans la perception de l'impôt des réformes capitales qui, relevant la prospérité financière de l'État, en eussent assuré le salut. Développant, perfectionnant le système que son parent, Boisguille-


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

bert[1], avait ébauché quelques années auparavant dans le *Détail de la France,* et qu'il venait de reproduire dans un nouvel écrit[2], s'associant aux idées généreuses et libérales qu'il y avait émises, devançant, à son exemple, les économistes dont les enseignements ont prévalu et dont les justes maximes reçoivent aujourd'hui leur application dans toute l'étendue du monde civilisé, Vauban propose l'abolition des priviléges, qui exempte un grand nombre de citoyens des charges publiques et par conséquent l'égalité de tous devant le fisc, l'impôt proportionnel aux ressources, la suppression des agents intermédiaires qui fourmillent dans le pays et qui, tous, « font leur main » en ruinant les contribuables; il demande que l'on fasse disparaître les douanes intérieures qui entravent la circulation, gênent le commerce, entretiennent, au profit de l'un et aux dépens de l'autre, des prérogatives absolument iniques. La « Dîme royale » remplace les tailles[3], les aides[4], les douanes provinciales par une taxe générale qui frappe également tout le monde et qui est divisée en quatre fonds. Les deux premiers comprennent la dîme proprement dite, c'est-à-dire les prélèvements qui seront opérés en nature sur les récoltes, en

[1] Boisguillebert, neveu de Vauban, lieutenant général du bailliage de Rouen. Voir Annexe 39.

[2] *Le Factum de la France.*

[3] La *taille,* ainsi appelée parce qu'autrefois les paysans qui, la plupart, ne savaient pas lire, constataient leurs dépenses et leurs recettes, au moyen de coches ou d'entailles qu'ils faisaient sur un bâton, frappait exclusivement les personnes roturières (non nobles ni ecclésiastiques) et les biens roturiers, quels que fussent leurs détenteurs.

[4] Les *aides* étaient payées par toutes les classes sans distinction et perçues, comme nos impositions indirectes, sur les objets de consommation, le vin, les denrées, les marchandises. A l'origine, les seigneurs exigeaient des aides de leurs vassaux dans toutes les circonstances qui nécessitaient des dépenses extraordinaires et imprévues, quand ils mariaient leur fille aînée, quand ils traitaient de leur rançon, quand leur fils aîné recevait l'ordre de la chevalerie, quand ils partaient pour la croisade, pour la cour, ou pour la guerre, quand ils faisaient l'acquisition d'un nouveau fief.

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

argent sur les revenus, et qui ne doivent pas dépasser 10 pour 100; le troisième est alimenté par l'impôt du sel que payera tout le monde, sans distinction de pays ou de personnes; le quatrième, par les produits du domaine royal et des contributions indirectes (droits de timbre, d'enregistrement, de douane, port des lettres, taxes perçues sur les objets de consommation, tabac, eau-de-vie, chocolat, café). Boisguillebert demandait en outre, dans son *Factum de la France*, que l'on retirât les édits qui, fixant le maximum de la valeur des grains, entravent le commerce du blé, appauvrissent le fermier et le propriétaire, avilissent par suite la main-d'œuvre dans les campagnes, en somme ruinent l'agriculture. Ces nouveautés hardies, soumises officiellement aux ministres et d'abord peu connues du public, mais bientôt divulguées, lues avec avidité, commentées avec passion, firent tressaillir, d'un égal effroi, les « privilégiés » qui pullulaient sur toute la surface de la France et le gouvernement du Roi qui n'aurait pu, sans braver des périls certains, encourir le ressentiment des classes les plus riches, les plus influentes, les plus puissantes du royaume. Il ne fallait rien moins qu'une révolution politique et sociale pour faire triompher, un jour, les idées de ces deux grands et généreux esprits. Vauban fut éconduit; Boisguillebert, moins bien en cour, fut exilé en Auvergne.

On n'appliqua donc à une situation déplorable, dont les inextricables difficultés croissaient de jour en jour, que des remèdes insuffisants, insignifiants ou ridicules. Lorsque, sur les instantes prières de Chamillard, profondément découragé et décidément incapable, Louis XIV le remplaça, en 1708, au contrôle général des finances par un neveu de Colbert, Nicolas Desmarets[1], dont l'habileté sut trouver

[1] Nicolas Desmarets, neveu de Colbert, contrôleur général des finances et ministre d'État, né en 1650, mort en 1721. Voir Annexe 40.

8.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

parfois les moyens de soulager les misères du Trésor, la situation était devenue intolérable. Les « billets de monnaie », l'une des principales ressources, avaient perdu 80 pour 100 de leur valeur primitive ; la France était infestée de bons du Trésor qui étaient arrivés à échéance. Il y en avait pour quatre cent quatre-vingt-trois millions de livres, et il ne semblait pas possible de les rembourser [1]. On sait comment le grand Roi, au moment « où Desmarets « ne savoit plus de quel bois faire flèche, où tout manquoit, « tout étoit épuisé », s'abaissa jusqu'à faire sa cour, dans les jardins de Marly, « au fameux banquier Samuel Bernard », qui « étoit un homme fou de vanité », qui « en fut la dupe », et « revint de sa promenade tellement enchanté... que Des- « marets en tira beaucoup plus qu'il ne s'étoit proposé [2] ». — « J'admirois, dit Saint-Simon, qui fut un des témoins de « cette curieuse scène, et je n'étois pas le seul, cette espèce « de prostitution du Roi, si avare de ses paroles, à un « homme de cette espèce. » — Pour que Louis XIV sou-

[1] Mémoire de Desmarets au régent.

[2] Le récit de Saint-Simon est charmant : « Le Roi, sur les cinq heures, « sortit à pied et passa devant tous les pavillons du côté de Marly. Ber- « gueyck sortit de celui de Chamillard pour se mettre à sa suite. Au « pavillon suivant, le Roi s'arrêta. C'étoit celui de Desmarets qui se pré- « senta avec le fameux banquier Samuel Bernard, qu'il avoit mandé pour « dîner et travailler avec lui. C'étoit le plus riche de l'Europe et qui fai- « soit le plus gros et le plus assuré commerce d'argent. Il sentoit ses « forces... et les contrôleurs généraux le traitèrent avec des égards et des « distinctions fort grandes. — Le Roi dit à Desmarets qu'il étoit bien « aise de le voir avec M. Bernard, puis, tout de suite, dit à ce dernier : « Vous êtes bien homme à n'avoir jamais vu Marly ; venez le voir à ma « promenade, je vous rendrai après à Desmarets. » — Bernard suivit, et « pendant qu'elle dura, le Roi ne parla qu'à Bergueyck et à lui, les « menant partout et leur montrant tout également, avec les grâces qu'il « savoit si bien employer quand il avoit dessein de combler. — J'admi- « rois, et je n'étois pas le seul, cette espèce de prostitution du Roi si « avare de ses paroles, à un homme de l'espèce de Bernard. Je ne fus « pas longtemps sans en apprendre la cause, et j'admirai alors où les plus « grands rois se trouvent quelquefois réduits..... » (*Mémoires.*)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mit son royal orgueil à cette terrible humiliation, il fallait qu'il en fût réduit aux dernières extrémités.

Desmarets ne se borna point à puiser dans les coffres de Samuel Bernard et à user largement du puissant crédit que l'opulent financier mettait à la disposition du Roi. La capitation, que payaient les membres du clergé, procurait annuellement deux millions de livres. Le nouveau contrôleur général obtint qu'ils la rachetassent, pour toute la durée de la guerre, moyennant une somme de vingt-quatre millions, qui fut versée, en une seule fois, au trésor [1]. Suivant, en partie, les audacieux conseils de Vauban et de Boisguillebert, il fit rendre, le 20 octobre 1710, un édit royal qui prescrivit, à la grande indignation de Saint-Simon [2] et malgré les critiques amères du vertueux archevêque de Cambray, que la dîme serait perçue, jusqu'au rétablissement de la paix, sur tous les revenus du royaume. Un terme fut sagement assigné au cours forcé des billets de monnaie, qui reprirent ainsi quelque faveur. Les financiers, dont la spéculation et les agiotages des années précédentes avaient grandement augmenté la fortune, durent fournir vingt millions, mais on leur permit de payer cette lourde taxe en « billets du Roi », et par ce moyen, on débarrassa en partie le marché public du papier-monnaie, dont la dépréciation était devenue effrayante. La dîme royale produisit, chaque année, vingt-cinq millions en moyenne. Ces mesures ingénieuses et hardies, violentes sans doute et

[1] Mars 1710.

[2] « On compta pour rien la désolation de l'impôt même dans une mul- « titude d'hommes de tous les états si prodigieux et leur désespoir d'être « forcés à révéler eux-mêmes le secret de leurs familles, la turpitude « d'un si grand nombre, le manque de biens suppléé par la réputation et « le crédit dont la cessation alloit jeter dans une ruine inévitable, la dis- « cussion des facultés de chacun, la combustion des familles par ces « cruelles manifestations et par cette lampe portée sur leurs parties les « plus honteuses. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fort arbitraires, mais grandement profitables et singulièrement opportunes, diminuèrent un peu l'effroyable désordre de nos finances, relevèrent l'esprit abattu des officiers et des soldats, montrèrent à nos ennemis, qui croyaient la France toute prête à mourir d'épuisement, qu'ils auraient encore à compter avec elle, préparèrent ainsi les revanches de 1712.

Le souci des affaires religieuses ne fut pas moins pesant pour Louis XIV que celui des finances. Chrétien sincère, observateur minutieux des pratiques de sa religion, obsédé par des sollicitations contraires, forcé de faire taire les scrupules de sa conscience devant les intérêts de l'État, qu'il n'aimait guère moins que lui-même, ou de sacrifier, dans une certaine mesure, ces intérêts aux obligations que lui dictait sa foi, il éprouva des doutes accablants, des perplexités cruelles, et, s'il put, avant la fin de son règne, rendre la paix à l'Europe, il eut la douleur, sur son lit de mort, de penser que, malgré beaucoup d'efforts et de sacrifices, il n'avait pas su la conserver à l'Église. Autoritaire violent, par nature et par système, il essaya toujours, lorsque ses convictions furent formées et que son parti fut pris [1], de briser les résistances, oubliant que la persécution a toujours attisé le fanatisme et engendré les martyrs. L'art des tempéraments habiles, des ignorances volontaires, qui permettent de rester impartial et silencieux, des douces paroles qui persuadent, des conseils affectueux qui ramènent et réconcilient, ne lui était pas naturel, et ce ne fut pas l'impitoyable Louvois qui put lui en montrer la pratique. Quand le Roi avait décidé, quand le Pape avait parlé, il fallait obéir; au besoin, le fer et le feu y pour-

[1] Louis XIV n'avait pas coutume de prendre ses partis à la légère. L'histoire et ses *Mémoires* en font foi. Les résolutions auxquelles il crut devoir s'arrêter, en matière religieuse, furent péniblement et laborieusement mûries.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

voyaient. Tous ceux qui hésitaient, raisonnaient, tergiversaient, étaient considérés comme des factieux, et, quand les armées du Roi combattaient l'ennemi aux frontières, les factieux qui défiaient l'autorité devaient être traités comme des criminels. C'est bien la même volonté, altière, tenace, inflexible, qui révoque l'édit de Nantes, autorise les dragonnades, fait verser, dans les montagnes des Cévennes, le sang des camisards, disgracie le cardinal de Noailles suspect de jansénisme, exile l'aimable et doux Fénelon, brise les portes et rase les murs du couvent de Port-Royal.

Deux livres, le *Cas de conscience,* écrit en 1702 par le directeur des religieuses de Port-Royal des Champs, et le *Problème ecclésiastique,* rédigé trois ans plus tôt par un auteur anonyme [1], ont réveillé la lutte des passions religieuses qui sommeillaient depuis la déroute des quiétistes [2]. C'est encore le jansénisme qui est en jeu [3]. Pour rendre au Pape l'obéissance qui lui est due, suffit-il, quand on n'admet pas l'hérésie de Jansénius, de garder un *silence respectueux?* Le « cas de conscience » a posé cette question et y a répondu par l'affirmative. Quarante docteurs en Sorbonne ont admis qu'il avait bien jugé. Mais Bossuet, Fénelon, beaucoup d'évêques protestent hautement contre cette doctrine dangereuse qui, supprimant de légitimes scrupules, met à l'aise les consciences et tend ainsi à propager, au détriment de la foi, les erreurs de l'*Augustinus.* Un bref rendu par le pape Clément XI [4], le 12 février 1703, un arrêt conforme

[1] Le cardinal de Noailles attribua d'abord ce livre aux Jésuites et en conçut contre eux la plus vive irritation. Il se trompait : un Bénédictin janséniste, Thierry de Viaixnes, en était l'auteur. Il se fit connaître plus tard et fut mis à la Bastille, par ordre du Roi.

[2] Voir, sur le quiétisme, l'Annexe 41.

[3] Voir, sur le jansénisme, l'Annexe 42.

[4] Jean-François Albani, élu pape en 1700, sous le nom de Clément XI (voir Annexe 43), mort en 1721.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du Roi, communiqué à tous les prélats ainsi qu'aux Parlements du royaume, ont flétri le *silence respectueux*. Enfin, le 15 juillet 1705, la bulle *Vineam Domini*, écrite par le Souverain Pontife, sur la demande même de Louis XIV, reçue par le clergé français avec le respect le plus soumis et le plus unanime, publiée dans tous les diocèses [1], a condamné nettement et solennellement le *Cas de conscience*. Alors les jansénistes crient de nouveau à la persécution; leurs docteurs, du fond de la Hollande, où le Père Quesnel [2] s'est réfugié, prononcent des discours ardents, publient des livres enflammés contre le Pape, encouragent la résistance, prêchent la révolte. Les religieuses de Port-Royal des Champs [3] refusent obstinément de signer la formule qui constate leur soumission pure et simple à la bulle et se préparent au martyre. Pour les contraindre à obéir, le gouvernement les persécute. Il leur défend d'admettre des novices et d'élire une abbesse. Le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, prononce contre elles l'excommunication et ordonne la réunion de leurs biens à ceux de Port-Royal de Paris. Elles en appellent à la primatie de Lyon. Louis XIV est exaspéré. Il a fini par obtenir du Pape, qui avait d'abord incliné vers la clémence [4], la confirmation des sentences de l'archevêque. Une bulle pontificale a prescrit que les religieuses de Port-Royal des Champs, une vingtaine de vieilles filles, la plupart infirmes, seraient réparties entre divers couvents du royaume. Elles sont restées chez elles, et le Roi ordonne leur expulsion.

[1] Sauf dans celui de Saint-Pons.

[2] Savant théologien, ardent apôtre du jansénisme, né en 1624, mort en 1716. Voir Annexe 44.

[3] Voir, sur Port-Royal des Champs et Port-Royal de Paris, l'Annexe 45.

[4] Une première bulle, donnée par Clément XI en 1708, ordonnait la réunion à la maison de Paris, mais autorisait les religieuses du couvent de Port-Royal des Champs à l'habiter jusqu'à leur mort.

Digitized by Google	Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Le 29 octobre 1709, Voyer d'Argenson, lieutenant général de police, suivi d'une nombreuse escorte d'archers et de plusieurs voitures, se fait ouvrir, au nom du Roi, les portes du paisible monastère. Il rassemble les Sœurs dans la salle du chapitre, les compte et leur remet lui-même les lettres de cachet qui les exilent. Elles s'embrassent en pleurant, se donnent rendez-vous dans l'éternité, demandent la bénédiction de leur supérieure, puis s'acheminent sans murmurer, d'un pas que l'âge et la maladie ralentissent, vers les voitures qui les attendent. L'impatience du lieutenant général, qui veut en finir au plus vite avec sa triste mission, hâte leur départ, pendant qu'une foule de pauvres gens demandent à grands cris qu'on ne leur enlève pas leurs mères et leurs bienfaitrices. Ce fut un spectacle qui parut odieux et ridicule, au commencement du dix-huitième siècle, et que la France devait voir pourtant se renouveler plusieurs fois, vers la fin du dix-neuvième, sous un régime qui prétend lui donner les bienfaits de la tolérance et de la liberté. « Un tel coup d'autorité, dit Fénelon, ne peut « qu'exciter la compassion pour ces filles et l'indignation « contre leurs persécuteurs [1]. » Trois mois plus tard, un arrêt du conseil ordonnait la démolition du couvent de Port-Royal et l'exhumation des morts illustres qui dormaient à l'ombre de ses paisibles murs.

Le cardinal de Noailles, qui a été l'un des complices de cette exécution déplorable et qui exige des autres, avec cette inflexible rigueur, l'obéissance aux décisions du Saint-Siége, ne prêche cependant pas d'exemple. C'est un prélat de grande maison, entiché de sa noblesse, de ses opinions, de ses priviléges, et le prenant d'assez haut vis-à-vis de ses confrères, charitable et de bonnes mœurs, théologien

[1] Lettre de Fénelon au duc de Chevreuse, du 24 novembre 1709.



Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

érudit, animé des plus pures intentions, mais hésitant, méfiant, brouillon, partial, et qui a trouvé le moyen d'indisposer successivement contre lui, par ses irrésolutions ou ses inconséquences, les Jésuites qui ne lui pardonnent pas d'avoir obtenu la condamnation de certaines thèses équivoques admises par leur casuistique [1], les jansénistes dont il s'est fait le protecteur occulte et qu'il abandonne au moment du péril, le gouvernement lui-même aux désirs, aux volontés, aux injonctions duquel il résiste avec une opiniâtreté qui entrave la pacification des esprits, provoque mal à propos le mécontentement royal et cause enfin sa disgrâce. En 1693, lorsqu'il était encore évêque de Châlons, il a donné son approbation formelle, sans restriction aucune, au livre du Père Quesnel intitulé : *Réflexions morales sur le Nouveau Testament,* dans lequel Bossuet retrouve et signale, un peu plus tard, cent vingt maximes tirées des cinq propositions erronées de l'*Augustinus.* Une nouvelle édition de ce livre, revêtue de l'approbation du cardinal, alors archevêque de Paris, a paru en 1696. Or, il a infligé lui-même un blâme solennel à un écrit janséniste, à l'*Exposition de la foi catholique,* précisément parce qu'il reproduit ces propositions [2]. De là une contradiction absolue et flagrante, qui est vivement critiquée par un pamphlet anonyme, spirituel et mordant, le *Problème ecclésiastique,* imprimé en 1699. Le ressentiment du cardinal attribue ce livre à la plume des Jésuites, qui ne l'aimaient guère et sur lesquels il fera tomber bientôt le poids de sa colère [3]. En attendant qu'il châtie ces adversaires occultes que soutient, à la cour, le

[1] Louis-Antoine de Noailles, cardinal et archevêque de Paris, né en 1651, mort en 1729. Voir Annexe 46.

[2] L'auteur de l'*Exposition de la foi catholique* était un neveu de Saint-Cyran.

[3] Le cardinal se trompait. Ainsi qu'on le sut plus tard, un Bénédictin, Thierry de Viaixnes, était seul coupable.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Père Le Tellier [1], confesseur du Roi, et qu'il leur retire dans son diocèse, malgré cette haute protection, leurs pouvoirs ecclésiastiques, sous le prétexte « qu'ils soulèvent le troupeau contre le pasteur », il n'hésite pas à sévir contre deux de ses confrères, les évêques de Luçon et de la Rochelle, qui ont publié des instructions contre les *Réflexions morales;*

[1] Lorsqu'il fallut, en 1708, donner un successeur au Père Lachaise, confesseur du Roi, trois Jésuites furent présentés à Louis XIV. « Deux tinrent « la meilleure contenance qu'ils purent et dirent ce qu'ils crurent le « mieux..... le Père Le Tellier se tint derrière eux, les yeux baissés, por- « tant son grand chapeau sur ses deux mains jointes et ne soufflant mot. « Le Roi lui dit : « Êtes-vous parent de Le Tellier de Louvois? » — « Moi, Sire, répondit-il, je ne suis que le fils d'un paysan qui n'a ni « parents ni amis. » — Ce faux air de modestie lui réussit. Le Père Le « Tellier fut choisi. » (*Vie de madame de Caylus,* par DETTEY.) — Michel Le Tellier, né près de Vire, en Normandie (1643), avait professé, pendant plusieurs années, au collége Louis-le-Grand et était devenu provincial des Jésuites de Paris. Dominateur, dur et fougueux, animé d'un zèle inflexible contre les protestants et les jansénistes, croyant que le but, quand il est conforme à la gloire de l'Église, justifie toujours les moyens, il ne cessa de donner des conseils violents qu'il eût été souvent dangereux de suivre. La destruction de Port-Royal des Champs fut en partie son œuvre. Il voulut faire mettre à la Bastille le cardinal de Noailles, parce qu'il protégeait les jansénistes, et destituer le procureur général d'Aguesseau, parce qu'il n'agissait pas contre eux avec assez de résolution. — Ses manières étaient rudes et ses mœurs d'une austérité farouche. Après la mort de Louis XIV, qui rendit entre ses bras le dernier soupir, le Père Le Tellier, ami du duc du Maine, fut exilé par le Régent à Amiens, puis à la Flèche, où il resta jusqu'à la fin de sa vie. Il laissa quelques écrits religieux, entre autres l'*Histoire des cinq propositions.* — Saint-Simon, qui l'avait en horreur, dit beaucoup de mal de lui dans ses *Mémoires,* sans lui refuser, toutefois, quelques mérites : « Sa vie étoit dure par goût et par habitude; « il ne connaissoit qu'un travail assidu et sans interruption..... Sa tête, sa « santé étoient de fer, sa conduite en étoit aussi, son naturel cruel et « farouche..... il étoit profondément faux, trompeur, caché sous mille plis « et replis, et quand il put se montrer et se faire craindre, exigeant tout, « ne donnant rien..... C'étoit un homme terrible qui n'alloit à rien moins « qu'à destruction à couvert et à découvert, et qui, parvenu à l'autorité, « ne s'en cacha plus..... Le prodigieux de cette fureur jamais interrompue « d'un seul instant, c'est qu'il ne se procura jamais rien pour lui-même... « Il eût fait peur au coin d'un bois. Sa physionomie étoit ténébreuse, « fausse, terrible; les yeux ardents, méchants, extrêmement de travers. « On étoit frappé en le voyant! » (*Mémoires de Saint Simon.*)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

il fait chasser leurs neveux du séminaire de Saint-Sulpice, condamne publiquement et solennellement leur doctrine par un mandement très-vif, et, comme les ministres lui représentent que ces deux évêques ne sont nullement soumis à sa discipline hiérarchique : « Est-il donc juste », écrit-il à madame de Maintenon, « que, tandis que les plus « *vils des prélats* font des mandements, un archevêque de « Paris n'ait pas le droit d'en faire [1] ? » En vain celle-ci chercha-t-elle, par de prudentes paroles, à calmer son irritation. Le cardinal s'emporte jusqu'à demander avec obstination que Louis XIV change son confesseur. « Il y va, affirme-t-il, du salut du Roi [2]. »

Ainsi, le feu a pris, encore une fois, aux poudres, et le cardinal de Noailles, que soutiennent des amis nombreux, influents, haut placés à la cour, deviendra bientôt, aux yeux du public, une victime infortunée de la rancune des Jésuites et de la haine particulière du Père Le Tellier.

Fort de la sympathie qu'on lui témoigne dans le monde des grands seigneurs et des jansénistes, il repousse ouvertement la main que lui tend le Roi, décline la bienveillante et honorable médiation du duc de Bourgogne, qui avait entrepris de le réconcilier avec ses deux confrères de Luçon et de la Rochelle, pousse la hardiesse jusqu'à laisser imprimer, en Hollande, un mémoire que Louis XIV irrité, fatigué de sa résistance, lui avait adressé confidentiellement, pour lui faire connaître les conditions auxquelles il entendait que cet accommodement s'accomplît. Parlant, à la fin, en maître, le Roi exigeait, dans ce mémoire, que le cardinal levât l'interdit dont il avait frappé les Jésuites et condamnât formellement le livre du Père Quesnel. Mais Louis-Antoine de Noailles

[1] Lettre du cardinal à madame de Maintenon.
[2] Lettre du cardinal du 11 août 1711.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

refusait d'obéir et faisait publier les motifs de son refus.

Pour fléchir la résistance de l'audacieux prélat, pour faire cesser un scandale qui compromet gravement le prestige de son autorité et trouble profondément les esprits religieux, Louis XIV a de nouveau recours à Clément XI. Déjà, en 1708, ce pontife avait mis à l'index le livre du Père Quesnel. Après un nouvel examen approfondi, consciencieux, impartial, qui eut lieu à Rome, sur la demande formelle du Roi, qui ne dura pas moins d'un an, auquel le Pape prit personnellement une part active et laborieuse [1], parut, le 8 septembre 1713, la constitution *Unigenitus,* qui condamna solennellement cent une propositions extraites des *Réflexions morales,* et contraires aux doctrines de l'Église catholique sur la grâce, la soumission due au Saint-Siége, l'usage des livres saints. En réalité, dit Fénelon, « il n'y « avait aucune de ces propositions qui ne fût, en elle-« même, excessive, captieuse, accommodée au système de « Quesnelius et digne d'une rigoureuse censure [2] ».

On put croire que la décision du Saint-Siége avait rétabli la paix. Elle fut reçue avec soumission et respect par l'assemblée du clergé [3], qui discuta et approuva les dispo-

[1] Clément XI étudia chacune des propositions avec l'attention la plus consciencieuse et rédigea, de sa main, des observations dont l'ensemble aurait pu former un gros volume. La commission d'examen se composait de treize théologiens, parmi lesquels ne figurait qu'un seul Jésuite; elle se réunit dix-sept fois et son travail fut revisé par une réunion de neuf cardinaux qui tint vingt-trois séances. On peut juger par là de l'impartialité dont fait preuve Saint-Simon, lorsqu'il affirme que la constitution *Unigenitus* fut une œuvre frauduleuse, inspirée par les Jésuites, imposée au Pape par le Roi, « rédigée sans la participation des cardinaux qui sont « pourtant les assesseurs et conseillers nécessaires du Saint-Siége ».

[2] Le livre de Quesnel admet, comme Jansénius, la prédestination fatale, la résistance, dans certains cas, aux décisions de l'Église, l'examen libre des Livres saints.

[3] Cette assemblée, qui fut convoquée le 16 octobre 1713 et siégea plus de trois mois, examina et discuta conciencieusement la bulle.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sitions de la bulle, par le Roi, dont les lettres patentes en prescrivirent la ponctuelle exécution, par le Parlement qui enregistra ces lettres, le 15 février 1714, après avoir formulé quelques réserves, suivant sa coutume traditionnelle, en faveur des libertés de l'Église gallicane, par l'archevêque de Paris lui-même, qui s'empressa de révoquer, dans un mandement, l'approbation accordée jadis au livre des *Réflexions morales*. Mais il ne fallait pas compter sur la constance du cardinal de Noailles. Au moment où tout semblait pacifié, il prétendit que sa conscience lui défendait d'accepter la bulle, aussi bien que la décision du clergé, et qu'il se voyait contraint d'en référer au Pape [1]. Huit évêques se rangèrent à ses côtés et signèrent une déclaration analogue. L'étincelle partait de nouveau du palais de l'archevêché. La guerre était rallumée, et les belligérants allaient, de part et d'autre, commettre des excès regrettables. Le cardinal et douze autres prélats interdirent formellement, dans leurs diocèses, l'acceptation de la bulle *Unigenitus*, à laquelle cent dix évêques s'étaient soumis purement et simplement. Le Roi fit intervenir son autorité souveraine, celle du clergé et des Parlements de France. Ses ordres furent méconnus. Alors commença, contre les jansénistes, une série de persécutions qui troublèrent profondément la fin du règne. Les délations affluèrent de toutes parts. Le gouvernement prodigua les disgrâces, les lettres de cachet, les sentences d'emprisonnement et d'exil [2]. Ces

[1] « On voyait donc, en deux ans, le même homme refuser obstinément « de condamner le livre du Père Quesnel et engager sa soumission au « jugement que le Pape en porterait, puis condamner ce même livre et « rejeter le jugement que le Pape en avait porté. » (*Histoire de Fénelon*, par Bausset.)

[2] « Nous voici, disent les *Mémoires de Saint-Simon*, parvenus à l'époque « des premiers coups d'État en faveur de la constitution et de la persécu- « tion qui a fait tant de milliers de confesseurs et quelques martyrs,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

remèdes violents exaspérèrent le mal secret qui rongeait les consciences et dont la France devait souffrir encore pendant plus d'un demi-siècle. Impuissant à la guérir par les moyens extrêmes dont ses ministres faisaient usage, le Roi avait écouté les sages conseils de Fénelon et résolu, quelques mois avant sa mort, de convoquer un concile national [1].

Dans sa lutte contre la résistance des *camisards,* Louis XIV fut plus heureux. C'est qu'il est moins difficile de réduire des sectaires armés que de vaincre les consciences. Encore y faut-il employer, à moins que l'on n'en vienne jusqu'à l'extermination, d'autres moyens que le glaive et l'incendie. Telle était l'opinion du marquis de Villars, l'un des généraux les plus avisés de l'armée française, lorsqu'il fut chargé, en avril 1704, de soumettre les *fanatiques* du Languedoc. On connaît les causes qui les avaient soulevés. En permettant aux autorités militaires et administratives des provinces d'user de toutes les rigueurs contre les protestants qui n'avaient pas obéi à l'Édit de Nantes, en laissant ainsi toute licence à l'oppression, le gouvernement de Louis XIV avait commis une criminelle imprudence. Chassés de leurs temples, les religionnaires se donnaient rendez-vous dans les profondeurs mystérieuses des rochers et des forêts, pour y entendre les paroles enflammées de leurs ministres et y chanter les louanges de Dieu. On les avait traqués comme des bêtes fauves. L'exil, la confiscation, la torture, les galères, l'incendie, la potence, n'avaient pu les dompter. Ils avaient trouvé, au milieu des

« dépeuplé les écoles..... introduit l'ignorance, le fanatisme et le déréglement, couronné les vices, mis toutes les communautés dans la plus grande confusion. »

[1] Amelot fut envoyé à Rome pour conclure les arrangements nécessaires. Fénelon espérait que « les réfractaires se verraient accablés sans ressource par un jugement final de l'Église qui serait incontestable suivant les prétentions des Français les plus jaloux des libertés du royaume ».


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

montagnes, des retraites presque inaccessibles. La sympathie des populations, émues par de si douloureux spectacles, les protégeait. Les ennemis du royaume comptaient sur leur connivence et entretenaient des intelligences avec eux. On avait essayé, en vain, de conjurer ce nouveau et grave péril; puis on avait voulu le supprimer, oubliant que l'injustice impitoyable provoque le désespoir et que le désespoir ose tout. Au début, les fanatiques ne sont que des illuminés. Ils croient que le Saint-Esprit les pénètre, les inspire, et que l'Apocalypse a prédit leur mission. Ils se proclament le *peuple de Dieu* et les *enfants de l'Éternel*. Ils ont des prophètes et des prophétesses, qui se croient eux-mêmes les interprètes de la parole divine. Leurs mœurs sont irréprochables, l'exaltation de leur piété est sincère. « J'ai vu des « choses que je n'aurais jamais crues, écrit Villars au « ministre de la guerre [1]; une ville entière dont toutes les « femmes, sans exception, paraissaient possédées du diable. « Elles tremblaient et prophétisaient publiquement dans « les rues. » Mais leur zèle, exaspéré par la rigueur des châtiments, devient promptement de la fureur. La persécution a enfanté la vengeance, les représailles ont pris un caractère atroce; de part et d'autre, on pille, on brûle, on égorge. « Plus d'impôts; liberté de conscience! » Tel est, au début, le cri de ralliement des fanatiques. L'insurrection armée éclate, en 1702, dans le Vivarais [2] et se propage

[1] Lettre à M. de Chamillard du 25 septembre 1704.

[2] Le Vivarais était compris dans le gouvernement du Languedoc. Borné au nord par le Lyonnais, au sud par le diocèse d'Uzès, à l'est par le Velay, il était séparé du Dauphiné par le Rhône qui le bordait à l'est. Cette région hérissée de montagnes, qui se rattachent au massif des Cévennes, forme aujourd'hui la plus grande partie du département de l'Ardèche. La capitale était Viviers, l'un des chefs-lieux de canton de ce département, petite ville de trois mille habitants, pittoresquement située sur un rocher, baignée par le Rhône, et qui est encore actuellement le chef-lieu d'un évêché. A partir du dix-septième siècle, le Vivarais, où le pro-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

bientôt dans les régions accidentées du Languedoc. Pendant deux ans, dix mille camisards, disséminés dans les forêts et les villages de la montagne, tiennent en échec la police armée de l'intendant Lamoignon de Bâville[1], repoussent, avec autant d'énergie que de succès, les soldats que commandent le comte de Broglie[2] et le maréchal de Montrevel[3], son successeur. Celui-ci a été battu quatre fois de suite, en 1708, à Nages[4], aux Roches d'Aubais[5], à Martignagues[6] et au Pont de Salindres[7]. Le temps n'est plus où les fanatiques, avant d'engager le combat, chantaient en chœur, à genoux et tête nue, le psaume LXVII, qui commence par ces mots : *Exurgat Dominus et dissipentur inimici ejus*, essuyant, sans riposter, le feu de l'ennemi, jusqu'à ce qu'ils aient achevé les premières strophes. Ils connaissent maintenant toutes les ruses et pratiquent tous les excès. A la vérité, il y a encore parmi eux quelques convaincus, et leurs rangs recueillent, de temps à autre, quelques néophytes. Mais la plupart ne sont plus que des hommes sans asile et sans espérance, conduits par des chefs imposteurs, n'attendant leur salut que des ennemis de la patrie, d'autant plus redoutables, qu'ils ne peuvent compter sur le pardon.

testantisme était en faveur, ne cessa d'être troublé par les guerres de religion.

[1] *Nicolas de Lamoignon, seigneur de Bâville*, fils de Guillaume de Lamoignon, premier président du Parlement de Paris. Voir les notes du précédent chapitre.

[2] Victor-Maurice, comte de Broglie, maréchal de France. Voir Annexe 47.

[3] Nicolas-Auguste de la Baume, marquis de Montrevel, maréchal de France, né en 1636, mort en 1716. Voir Annexe 48.

[4] Village du Gard, dépendant du canton de Sommières et de l'arrondissement de Nimes.

[5] Aubais appartient également au canton de Sommières et à l'arrondissement de Nimes.

[6] Petit village du Gard, dépendant de l'arrondissement d'Alais, canton de Vézénobres.

[7] Village du Gard, appartient à l'arrondissement et au canton d'Alais.

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Lorsque Villars arriva, vers la fin du mois de mars 1704, dans le bas Languedoc, dont il venait de recevoir le commandement, il trouva une partie de cette province plongée dans toutes les horreurs d'une guerre civile sans trêve et sans merci.

« Ce que je démêlai le plus clairement, dit-il dans ses « Mémoires, c'est qu'on employait, contre les coupables, « les supplices les plus cruels, sans grâce aucune, et je ju- « geai que c'était peut-être cette rigueur inflexible qui les « portait aux actions barbares qu'on leur reprochait et à « exposer sans ménagement, dans les combats, une vie « qu'ils étaient infailliblement destinés à perdre par une « mort ignominieuse et cruelle. Je me mis donc dans la « tête de touttenter, d'employer toutes sortes de voies, hors « celle de ruiner une des meilleures provinces du royaume, « et même que, si je pouvais ramener les coupables sans « les punir, je conserverais les meilleurs hommes de guerre « qu'il y ait dans le royaume; ce sont, me disais-je, des « Français très-braves et très-forts : trois qualités à con- « sidérer. » Dans son audience de congé, il fit au Roi la déclaration suivante : « Si Votre Majesté me le permet, « j'agirai par des manières toutes différentes de celles que « l'on emploie et je tâcherai de terminer, par la douceur, « des malheurs où la sévérité me paraît non-seulement « inutile, mais totalement contraire. » — « Je m'en rap- « porte à vous, avait répondu Louis XIV, et vous croyez « bien que je préfère la conservation de mes peuples à leur « perte, que je crois certaine, si cette malheureuse révolte « continue. »

Cette judicieuse promesse que le bon sens inspirait, que de si pratiques et de si sages considérations avaient dictée, fut tenue par le maréchal, autant que cela dépendit de lui. S'il compromit quelque peu, dans ses conférences avec les


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

chefs de l'insurrection, qui étaient devenus des chefs de brigands, la majestueuse autorité du Roi et sa propre dignité de gouverneur militaire, si, écoutant un peu trop les conseils de Bâville qui « voyait plus clair que personne dans « les sentiments de la province[1] », il usa, lui aussi, en certaines circonstances, de rigueurs excessives, il réussit, en quelques mois, à vaincre les insurgés du Languedoc par la valeur et par la vigilance de ses soldats, ainsi que par l'adresse de ses négociations, pacifia, par la terreur et par l'amnistie, une des plus riches provinces du royaume, priva nos ennemis du secours important et redoutable sur lequel ils avaient compté[2], rendit ainsi un service considérable à la France.

« Il y avait, dit-il dans ses Mémoires, trois sortes de ca-« misards[3] : les premiers avec lesquels on pouvait entrer « en accommodement pour être las des misères de la guerre, « ...les seconds, d'une folie outrée sur le fait de la religion... « gens sur lesquels la peine de mort ne fait pas la moindre « impression... et qui marchent au supplice en chantant « les louanges de Dieu. ...Les troisièmes enfin, gens sans

1 « Je trouvai une grande ressource dans M. de Bâville..... vingt années « qu'il a passées dans la province, la solidité de son esprit et son extrême « application au bien du service, le mettent plus en état que personne au « monde de ne se pas tromper ; aussi n'ai-je pas hésité à suivre ses senti-« ments, qui m'ont paru aussi zélés que remplis de vérité et de bon sens. » (*Vie de Villars.*)

2 « Les fanatiques avaient des cantons entiers et presque quelques villes « de leur intelligence, comme Nîmes, Uzès, etc., et force gentilshommes, « distingués et accrédités dans le pays, qui les recevaient clandestinement « dans leurs châteaux, qui les avertissaient de tout et à qui ils s'adres-« saient pour leur sûreté, qui eux-mêmes, pour la plupart, avaient leurs « ordres et leurs secours de Genève ou de Turin. Les Cévennes et les « pays voisins pleins de montagnes et de déserts, étaient de merveilleuses « retraites pour ces sortes de gens, d'où ils faisaient leurs courses. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)

3 Ce nom avait été donné aux protestants de ces pays parce qu'ils portaient, en général, une sorte de blouse appelée en languedocien : *camise.*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« religion, accoutumés au libertinage, au meurtre, et à ne « plus faire que voler..., canaille furieuse, fanatique et rem- « plie de prophétesses. » — « Beaucoup de catholiques « n'étaient guère plus raisonnables... Les uns, aveuglés par « leur zèle, trouvaient du danger dans tous les adoucisse- « ments,... d'autres, entraînés par leur cupidité, regar- « daient le bien des hérétiques comme une proie qui leur « était due;... le plus petit nombre était de ceux qui plai- « gnaient leur aveuglement, sans leur faire de mal ni dési- « rer qu'on leur en fît... On avait cru bien faire d'opposer « aux *camisards armés* des compagnies de cadets[1] formées « de nouveaux convertis qu'on nomma *camisards blancs*. « Ils réussirent quelque temps à arrêter l'extrême brigan- « dage des *camisards noirs*. Mais bientôt ils eurent les « vices des hommes qui, ayant perdu toute religion, de- « viennent capables des plus grands crimes... Le soldat « n'aimait pas cette guerre, parce qu'il fallait se battre « contre des gens déterminés, parents et amis de leurs « hôtes ordinaires... L'officier la détestait, étant réduit à « faire le métier de prévôt et d'archer, dans la crainte per- « pétuelle des représailles[2]. »

« Tel est le tableau que je me fis de l'état des choses, et « le labyrinthe dans lequel je m'enfonçai[3]... Pour en sortir « avec honneur, je pris la résolution de joindre persévéram- « ment la douceur et la fermeté, de poursuivre les rebelles « à outrance et sans relâche, de ne pas faire grâce à ceux « qui seraient pris les armes à la main, mais d'accorder à « ceux qui se rendraient tout ce que les circonstances pour- « raient permettre. »

[1] Appelés camisards blancs ou cadets de la Croix.

[2] Lettres à Chamillard des 1er, 9, 12, 30 mai; 5, 18, 23, 28 juin; à M. de la Feuillade du 10 juin.

[3] *Vie de Villars.*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Parmi les principaux chefs de l'insurrection qui, tous, sont des hommes grossiers et incultes, des ouvriers ou des paysans : Cavalier, Roland, Ravenel, Catinat, Salomon, Joanni, le premier impose à tous les autres, par le prestige de son intelligence, l'ascendant de son autorité [1]. C'est lui dont il faut d'abord obtenir la soumission. Le maréchal ne craint pas de lui faire des avances, Lacombe de Vésénobres, dont il a jadis gardé les troupeaux, avant d'être garçon boulanger, un gentilhomme d'Uzès, M. d'Aygalliers, lui font des avances et lui ménagent des entrevues, d'abord avec le marquis de Lalande, l'un des officiers généraux de l'armée, ensuite avec Villars en personne. On lui donne un sauf-conduit en bonne règle; il entre à Nîmes, accompagné de Catinat [2], général de sa cavalerie, et de Daniel Gui, son prophète. Le maréchal le reçoit dans le couvent des Récollets où l'intendant Bàville, le général de Lalande et Sandricourt, gouverneur de la ville, l'ont suivi : « Monsieur,

[1] Voir sur Cavalier les notes du chapitre précédent. « C'était, dit Villars, « un paysan du plus bas étage, qui n'avait pas vingt-deux ans et n'en « paraissait pas dix-huit, petit, et aucune mine qui imposât : qualités « nécessaires pour les peuples; mais une fermeté et un bon sens surprenants. » (*Vie de Villars.*)

[2] « Ce jour-là, Cavalier, pour soutenir l'honneur qu'il devait avoir de « conférer avec le maréchal de Villars, avait mis ses plus beaux habits; « mais le juste-au-corps galonné, la culotte d'écarlate et le plumet blanc « qu'il portait, loin de relever sa mauvaise mine basse et de lui donner « bon air, le faisaient paraître encore plus rustre qu'il n'était..... Catinat, « commandant de sa cavalerie, marchait à sa droite; Daniel Gui, son plus « grand prophète, à sa gauche, et la mine affreuse de l'un et le ridicule « sérieux de l'autre faisaient un assortiment comique et un digne cortége « au général des fanatiques..... Cavalier alla descendre de cheval à la « porte du couvent des Récollets..... Catinat, après avoir fait ranger les « cavaliers qui l'avaient suivi, fit faire plusieurs caracolades à son cheval, « et, suivi de tous les garnements de la ville, il alla se mettre à table au « logis de la *Coupe d'or*, du faubourg Saint-Antoine, pour se délasser de « la corvée qu'il venait de faire. Daniel Gui donna sa bénédiction à Cavalier et levant ses mains brusquement, et ses yeux vers le ciel, fit une « prière pour le succès de la conférence... » (*Vie de Villars.*)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« avait dit celui-ci au maréchal, la conférence que vous « allez avoir avec Cavalier sera remarquable dans l'histoire. « Plus tard, on sera surpris d'apprendre qu'un coquin qui « ne s'est fait connaître que par ses crimes, parvienne à « faire sa paix avec son souverain et qu'elle se traite au- « jourd'hui, dans une conférence, entre ce misérable et le « maréchal de Villars. » — « Vos réflexions sont justes, avait « répondu le maréchal, à ne regarder que par l'extérieur; « mais il s'agit de sujets du Roi, fomentés et soutenus par « ses ennemis,... d'ailleurs, il s'agit de gens fols et aliénés,... « il est toujours digne d'un grand roi d'user plutôt de clé- « mence que de rigueur... et, pour un général, il est aussi « glorieux de pacifier les guerres civiles du royaume que « de vaincre les ennemis de l'État. » Se jetant aux genoux du vainqueur de Friedlingen et de Hochstett, Cavalier implore la clémence royale; il promet, si on lui fait grâce, de prendre du service dans l'armée avec le plus grand nombre de ses compagnons, et demande qu'on accorde à tous ceux qui mettent bas leurs armes le libre exercice de leur culte. Intraitable sur ce dernier point, que Louis XIV n'eût jamais concédé, Villars promet conditionnellement, au chef des camisards, un brevet de colonel, ainsi qu'une pension de 2,000 livres, et lui assigne, comme résidence, la petite ville de Calvisson [1], en attendant qu'il puisse lui faire connaître le bon plaisir du Roi. Cavalier y convoquera ses compagnons qui pourront, jusqu'à nouvel ordre, y célébrer leur culte, et, quand l'approbation du Roi aura sanctionné les promesses du maréchal, il partira avec eux pour l'Espagne, où il ira servir sous les généraux de Philippe V. La nouvelle de

[1] Gros bourg du département du Gard, dépendant du canton de Sommières, situé à quatre lieues sud-ouest de Nîmes, au pied d'une haute colline où Cassini avait établi son laboratoire, lorsqu'il travailla dans le Midi à la confection de la carte de France.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'amnistie prochaine est bientôt répandue. Les fanatiques accourent à Calvisson de tous les points des Cévennes. On n'y entend plus, jour et nuit, que le chant des psaumes. Le clergé catholique, l'intendant Lamoignon de Bâville, s'en indignent. — « Bouchons-nous les oreilles et finissons-en », dit l'évêque de Narbonne, plus intelligent ou plus tolérant que les autres [1]. L'insurrection paraît domptée par ces habiletés pacifiques, lorsque l'ambition, la jalousie, le fanatisme de Ravenel [2] rallument la guerre. Il crie à la trahison, guidé, dit-il, par le Saint-Esprit qui l'inspire, et regagne la montagne avec une grande partie de ses compagnons. Cependant Cavalier est resté obstinément fidèle à sa parole; il a reçu du Roi le brevet, ainsi que la pension promise par Villars, et il a quitté la France à la tête de quelques centaines d'hommes, se dirigeant vers la Hollande. Privés du plus capable de leurs chefs, sachant que s'ils se soumettent, ils auront la vie sauve, que, s'ils sont pris en combattant, ils seront, sans rémission, pendus ou décapités, séduits par les billets de sûreté que des agents secrets font circuler dans leurs rangs, ils ne tarderont pas à déposer les armes. Villars a conservé des otages; il n'accorde aucun repos aux bandes insurgées, les combat sans relâche par le feu, le fer et la famine. Roland et son lieutenant Maillé sont cernés dans le château de Castelnau où ils ont été passer la nuit avec leurs maîtresses [3]. Ils essayent de se sauver, et tombent

[1] *Vie de Villars.*

[2] « Ravenel avait été grenadier dans le régiment de Rouergue; c'était « un petit homme sec, noir, intraitable et toujours fâché; personne ne « l'égalait en brutalité et en barbarie; ceux qui l'ont fréquenté ont assuré « qu'il ne vivait que d'eau-de-vie et de tabac, dont il se servait aussi « pour panser ses blessures, car il en était couvert, s'étant exposé dans « toutes les occasions, plutôt en furieux et en insurgé qu'en véritable « brave. » (*Mémoires de Villars.*)

[3] La plupart des chefs avaient leurs demoiselles. « Je fus un jour informé « que deux filles de condition nommées mesdemoiselles Cornély, très-bien

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans une embuscade. Roland est tué par un dragon, Maillé est roué vif à Nîmes[1]. Peu de temps après Ravenel « meurt « de ses blessures dans une caverne[2] ». Puis les soumissions se succèdent. Les fanatiques, qui acceptent l'amnistie, sont conduits, par petites bandes, aux frontières et quittent le royaume. Au commencement de l'hiver, il n'est plus question de guerre civile dans le Languedoc. « Il ne reste « plus que quelques brigands dans les hautes Cévennes, « pays qu'il est peut-être impossible de purger de cette en- « geance[2]. »

Pendant que les passions religieuses agitaient violemment les âmes et ensanglantaient une partie du territoire national, la France était en proie à des maux de toutes sortes que les efforts de ses ministres étaient impuissants à conjurer. On a vu qu'elle gémissait sous le poids des impôts iniquement répartis, arbitrairement perçus, affermés à des traitants avides et inexorables. Vers la fin du grand règne, alors que l'invasion nous menaçait de toutes parts, les horreurs de la famine vinrent mettre le comble à toutes ces misères. 1709 fut une année absolument désastreuse.

« faites, honoraient de leurs bonnes grâces Roland et Maillé son lieute- « nant. » (Villars à Chamillard, 8 avril 1704.)

[1] « Maillé et cinq des officiers de Roland furent destinés à servir « d'exemple; mais la manière dont il reçut la mort fut bien plus propre « à établir l'esprit de sa religion dans les têtes déjà gâtées, qu'à le détruire. « C'était un beau jeune homme, et un esprit au-dessus du commun. Il « écouta son arrêt en souriant, traversa la ville de Nîmes avec le même « air, priant le prêtre de ne pas le tourmenter, et les coups qu'on lui « donna ne changèrent pas cet air et ne lui arrachèrent pas un cri. Les « os et les bras rompus, il eut encore la force de faire signe au prêtre de « s'éloigner et, tant qu'il put parler, il encouragea les autres. Cela me « fait penser qu'il n'est pas convenable de donner à un peuple gâté le « spectacle d'un prêtre qui crie et d'un patient qui le méprise, et qu'il « faut surtout faire porter la sentence plutôt sur l'opiniâtreté dans la « révolte que dans la religion. » (Villars à Chamillard, 18 août 1704.)

[2] Villars à Chamillard, 3 novembre 1704.

Vie de Villars.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

L'hiver s'était montré impitoyable. — « Une gelée qui dura « près de deux mois, dit Saint-Simon dans ses Mémoires, « avait, dès les premiers jours, rendu les rivières solides « jusqu'à leur embouchure, et les bords de la mer capables « de porter des charrettes qui y voituraient les plus grands « fardeaux. Un faux dégel fondit les neiges... Il fut suivi « d'un subit renouvellement de gelée aussi forte, trois autres « semaines durant... Cette seconde gelée perdit tout. Les « arbres fruitiers périrent; il ne resta plus ni noyers, ni « oliviers, ni pommiers, ni vignes, à si peu près qu'il n'est « pas la peine d'en parler. Les autres arbres moururent en « très-grand nombre; les jardins périrent, et tous les grains « dans la terre. On ne peut comprendre la désolation de « cette ruine générale. Chacun resserra son vieux grain... « Cette panique perdit tout[1]. » Les récoltes de l'année précédente avaient été particulièrement abondantes. En voyant renchérir les farines et taxer le pain à Paris par un édit royal[2], en apprenant que des quantités de grains très-considérables, embarquées sur la Loire par les soins du gouvernement, à destination des provinces les plus nécessiteuses, s'étaient gâtées et qu'on avait dû les jeter à l'eau, le peuple poussa, non sans raison, un cri de rage contre les accapareurs[3].

Bientôt le mécontentement devint général, et l'émeute

[1] « Les plus fort élixirs gelaient dans les armoires et brisaient les vases « qui les contenaient. » « Plus de commerce à cause du temps, écrivait la « marquise d'Huxelles. L'encre gèle au bout de la plume. »

[2] En vertu de cet édit, on ne pouvait plus fabriquer à Paris que deux sortes de pain, l'un à cinq sols la livre, pour les riches, l'autre à deux sols pour les pauvres (Dangeau), distinction blessante qui contribua fort à irriter les esprits.

[3] « Beaucoup de gens crurent que ces messieurs des finances avaient « saisi cette occasion de s'emparer des blés par des émissaires répandus « dans tous les marchés du royaume pour les vendre ensuite au prix qu'ils « y voudraient mettre au profit du Roi, sans oublier le leur. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)



Digitized by Google · Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

gronda en Bourgogne, à Marseille, à Rouen, comme à Paris. En Bourgogne, on n'osa convoquer les états; à Marseille, où, durant plusieurs semaines, chacun des habitants ne put manger qu'une demi-livre de pain par jour, l'évêque interdit la procession de la Fête-Dieu, de peur que le Saint Sacrement ne fût insulté. La population de Rouen assaillit le palais de l'intendant, brisa ses fenêtres et voulut tuer sa femme, mit au pillage la maison de son subdélégué, la renversa ensuite de fond en comble. A Paris, ce fut plus grave : non-seulement on dut y retenir une partie des troupes dont les généraux réclamaient instamment la présence aux frontières; non-seulement elles eurent à y réprimer plusieurs soulèvements qui mirent en grand péril la sécurité publique et la vie du lieutenant général de police, Voyer d'Argenson, mais encore la dignité du Roi y reçut de cruelles et irréparables atteintes [1]. Son fils et son petit-fils furent poursuivis plusieurs fois par les menaces furieuses de la multitude qui criait : « Du pain, du pain! » en leur montrant la nourriture grossière et malsaine qu'elle recevait de la charité parcimonieuse du gouvernement. Le sinistre écho de ces clameurs effrayantes retentit jusqu'à son palais de Versailles; les socles de ses statues furent couverts d'insolents placards; des lettres anonymes lui signifièrent qu'il existait encore des Ravaillac et des Brutus; on fit circuler dans son royaume et pénétrer dans sa de-

[1] Le dernier de ces soulèvements, que l'intervention des mousquetaires et des gardes-françaises n'avait pu parvenir à réprimer, fut dompté par les exhortations du vieux maréchal de Boufflers dont la parole respectée calma, comme par enchantement, l'effervescence populaire. Il promit d'entretenir lui-même le Roi des justes plaintes de son peuple. Louis XIV lui ayant confié, dès le lendemain, le soin de veiller à l'ordre public, il remplit cette difficile mission avec un plein succès, ayant eu soin, d'un côté, d'augmenter ostensiblement les armements de la Bastille, ainsi que de pourvoir à la défense des deux hôtels de la monnaie, et, de l'autre, d'approvisionner largement et régulièrement les dépôts de pain.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

meure la paraphrase suivante de l'oraison dominicale, satire sanglante dont les allusions implacables, méritées sans doute, mais cruellement inopportunes, durent blesser douloureusement, dans ces accablantes circonstances, toutes les fibres de son cœur : « Notre père, qui êtes à Versailles, « votre nom n'est plus glorifié! votre royaume n'est plus « si grand! votre volonté n'est plus faite sur la terre ni sur « l'onde! Donnez-nous notre pain qui nous manque de tous « côtés! Pardonnez à nos ennemis qui nous ont battus, et « non à nos généraux qui les ont laissés faire! Ne succom- « bez pas à toutes les tentations de la Maintenon; mais « délivrez-nous de Chamillard[1]! »

Le vieux monarque fit pourtant tout ce qu'il put pour conjurer cette lamentable crise. Un édit royal (avril 1709) nomma des commissaires chargés de découvrir les dépôts de blé, et un tribunal suprême fut institué à Paris pour statuer définitivement sur leurs propositions. La peine de mort et celle des galères menaçaient les accapareurs. Ils étaient, en outre, frappés d'amendes considérables dont profitaient, en partie, les dénonciateurs et les indigents. On promit solennellement aux cultivateurs de diminuer les impôts qui grevaient les terres, afin d'encourager les labours et les ensemencements. Le Roi voulut que les dépenses de sa maison fussent de beaucoup diminuées[2] : il donna l'ordre à Desmonts de mettre en gage les pierreries de la couronne; il envoya sa vaisselle d'or à la Monnaie, et madame de Maintenon y fit porter la sienne. Il exprima le désir que les membres du Parlement et de la chambre

[1] C'est ce qu'on appela le *Pater noster de Louis XIV*.

[2] Il alla jusqu'à supprimer, en 1710, les étrennes des princes. La marquise d'Huxelles écrit, à la date du 1er janvier, que les marchands refusaient de livrer à crédit le linge personnel dont le Roi avait besoin, tant la pénurie de la cour était grande.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des comptes contribuassent, par des cotisations personnelles, au soulagement de la misère publique. L'exemple et les désirs de Louis XIV furent suivis. Le cardinal de Noailles vendit son argenterie et en distribua le prix aux pauvres Le clergé de Paris fut admirable d'abnégation. Chacun des présidents du Parlement donna six cents livres, chacun des conseillers en donna deux cents. Comment les cœurs ne se fussent-ils pas attendris? De tous côtés arrivaient d'effrayantes nouvelles dont la malveillance et la crédulité augmentaient, en les exagérant, la gravité douloureuse. On racontait que la place manquait dans les hôpitaux pour recueillir les affamés, que les routes étaient semées de cadavres, que les paysans mouraient partout d'inanition, qu'ils s'entre-tuaient pour se disputer un morceau de pain. On jugera de l'étendue des périls que courait alors la France, et de l'insuffisance des remèdes que tentèrent les ministres, par les réflexions suivantes tirées d'un mémoire de Fénelon sur l'état du royaume : « Le gouvernement est « une vieille machine qui va encore de l'ancien branle et « qui achèvera de se briser au premier choc... Les peuples « craignent autant les troupes qui doivent les défendre que « celles des ennemis qui veulent les attaquer... et il n'est « plus permis de compter sur leur patience, tant elle est « mise à une épreuve outrée... Les fonds de toutes les « villes sont épuisées, on en a pris pour le Roi le revenu « de dix ans d'avance... On tue tous les chevaux des pay- « sans; c'est détruire le labourage pour les années pro- « chaines, et ne laisser aucune espérance pour faire vivre « ni les peuples, ni les troupes... Les intendants font autant « de ravages que les maraudeurs; ils enlèvent jusqu'aux « dépôts publics... On ne peut plus faire le service qu'en « escroquant de tous côtés; c'est une vie de bohèmes et « non pas de gens qui gouvernent. Il paraît une banque-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« route universelle de la nation;... elle tombe dans l'op-
« probre. Les ennemis disent hautement que le gouverné-
« ment d'Espagne, que nous avons tant méprisé, n'est
« jamais tombé aussi bas que le nôtre! »

Tomber, dans l'opinion des peuples voisins, plus bas que l'Espagne, qui, depuis dix ans, n'aurait pu maintenir son existence politique sans les aumônes de la France! L'orgueil de Louis XIV, qui avait travaillé sans relâche pendant un demi-siècle, avec toute l'ardeur de son royal égoïsme, à rendre la France, dans laquelle il s'était vraiment incarné, aussi grande, aussi forte, aussi honorée que lui-même, ne pouvait être plus impitoyablement châtié. Et, cependant, il n'avait pas encore vidé le calice jusqu'à la lie. A tant de calamités publiques, sous le poids desquelles vont peut-être succomber la fortune de la France et la sienne, s'ajoutent bientôt de douloureuses infortunes qui frappent à coups redoublés sa famille. En moins d'un an, il perd son fils le Dauphin, son petit-fils et sa petite-fille, le duc et la duchesse de Bourgogne, auxquels il portait une vive affection, son arrière-petit-fils, le duc de Bretagne. Un enfant de deux ans, le duc d'Anjou, frère de ce dernier, reste tout seul pour recueillir l'héritage direct du grand Roi, et le soin de conserver cette frêle existence sera confié à un homme, le duc d'Orléans, sur lequel l'opinion publique fait planer d'affreux soupçons. C'est un prince sans croyances et sans scrupules, qui cultive les sciences occultes et dont l'ambition effrénée ose, assure-t-on, tous les crimes. Il a voulu déjà détrôner Philippe V pour régner sur l'Espagne, il vient d'empoisonner ses autres neveux pour régner sur la France. Le petit duc d'Anjou [1], miraculeusement sauvé par les soins dévoués de sa gouvernante, n'échappera pas,

[1] Depuis Louis XV.


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

un jour, au sort de son frère. Il semblerait que la Providence divine a voulu, en supprimant la descendance légitime du Roi, punir, par une expiation exemplaire et suprême, sa coupable condescendance envers ses bâtards. Le Dauphin succombe à la petite vérole, le 14 avril 1711 ; la rougeole emporte la duchesse de Bourgogne, le 7 février 1712; son mari, cinq jours après; son fils, le duc de Bretagne, le 8 mars.

La mort du Dauphin, prince médiocre que son père tenait soigneusement à l'écart des grandes choses du gouvernement, simplifia la tâche des ministres en mettant fin à la cabale de Meudon [1]; elle suscita, s'il faut en croire les mémoires contemporains, quelques regrets parmi les habitants de Paris; mais elle passa presque inaperçue dans le monde politique. Celle de son fils causa l'émotion la plus vive, provoqua de sincères et unanimes regrets. La nation tout entière avait les yeux fixés sur ce jeune homme. Depuis que son père n'était plus, Louis XIV avait eu soin de l'initier aux mystères de son gouvernement, en l'appelant à siéger au conseil. Sa dévotion devenait moins étroite; chaque jour, son esprit s'ouvrait et s'éclairait davantage. L'opinion publique lui avait pardonné ses revers de Flandre, par égard pour ses vertus auxquelles personne ne refusait de rendre hommage. On voyait déjà, assis sur le trône, un prince modéré dans ses aspirations, modeste dans ses goûts, nourri des belles leçons de l'archevêque de Cambrai, ennemi du faste et des désordres de la cour, opposé, avant tout, à la politique belliqueuse du grand Roi, dont l'ambition démesurée avait ruiné, opprimé, épuisé la France pour l'avoir voulu faire trop grande et trop glorieuse, destiné, en un mot, à réparer, par une administration économe

[1] Voir plus haut.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et prudente, les maux sans nombre que cette politique néfaste avait fait surgir. On voyait déjà, à la tête des ministres, le doux et sage Fénelon, mettant en pratique les grandes et vertueuses maximes que le style enchanteur de ses écrits avait revêtues d'une si séduisante parure, le peuple soulagé des contributions indirectes, les priviléges de l'impôt abolis, les taxes équitablement réparties par le soin des états provinciaux, les états généraux régulièrement convoqués et consultés sur toutes les grandes questions administratives, financières, politiques, militaires, agricoles, commerciales qui intéressent directement ou indirectement le peuple, les bonnes mœurs remises en honneur et publiquement protégées, la distinction nettement établie entre le spirituel et le temporel, l'Église libre dans les questions spirituelles, les membres du clergé assujettis au Prince pour le temporel, comme les autres citoyens; chacun et toute chose judicieusement remis, puis fortement maintenus en leur place [1].

Toutes ces brillantes perspectives s'étaient voilées subitement pour ne plus reparaître, toutes ces espérances étaient brisées [2].

En face de si accablantes infortunes, l'attitude du vieux Roi fut véritablement héroïque. On a voulu attribuer, avant tout, le mérite de sa virile résignation à l'égoïste insensibilité de son caractère. Écoutons, pour lui mieux rendre justice, l'admirable jugement qu'en porte le duc de Saint-Simon, l'un de ses critiques les plus sévères, que les rancunes de l'orgueil blessé ont souvent rendu impitoyable

[1] Fénelon travaillait, avec le concours du duc de Chevreuse, « *au plan du gouvernement* » de son royal élève. A côté des chimères qu'on a signalées plus haut et qui étaient extraites en partie du *Télémaque*, l'œuvre commune de ces deux généreux esprits renfermait des appréciations et des conseils que ne désavoueraient pas les libéraux d'aujourd'hui.

[2] Voir, sur le duc de Bourgogne, l'Annexe 49.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

à son égard : « Telles furent les longues et cruelles circon-« stances des plus douloureux malheurs qui éprouvèrent « la constance du Roi, et qui rendirent toutefois à sa « renommée un service plus solide que n'avait pu faire tout « l'éclat de ses conquêtes, ni la longue suite de ses prospé-« rités[1]... Parmi des adversités si longues, si redoublées, si « intimement poignantes, sa fermeté, c'est trop peu dire, « son immutabilité demeura tout entière; même visage, « même maintien, même accueil, mêmes occupations, « mêmes voyages, mêmes délassements, le même cours « d'années et de journées,... ce n'était pas qu'il ne sentît « profondément l'excès de tant de malheurs : ses ministres « virent couler ses larmes; son plus familier domestique « intérieur fut témoin de ses douleurs[2]... disons-le encore « une fois avec l'épanchement d'un vrai Français, naturel-« lement si aise quand la vérité n'arrête pas ses louanges : « c'est du fond et de la durée de cet excès de maux d'État « et domestiques, les plus cruels à un Roi superbe et si « accoutumé à donner la loi partout et au bonheur du « règne le plus long, le plus complet et le plus suivi, c'est, « dis-je, du fond de cet abîme de douleurs de toute espèce « que Louis XIV a su mériter, du consentement de toute « l'Europe, le surnom de *grand* que les flatteurs lui avaient « avancé devant le temps. Le nom de *grand*, qui ne fut alors « qu'extérieur, devint, en ces derniers temps, en cette hor-« rible lie des temps, le nom justement acquis, le vrai nom, « le nom propre de ce prince qui, dans l'entière et plus « que nudité de tout ce qui le lui avait fait prématurer, « laissa voir, avec simplicité, la grandeur de son âme, sa « fermeté, sa stabilité, son égalité, un courage à l'épreuve

[1] *Mémoires de Saint-Simon.*
[2] *Parallèle de Saint-Simon.*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« des plus épouvantables revers et des plus cuisantes peines, « une force d'esprit qui ne se cache rien, qui ne se dissi- « mule rien, qui voit les choses comme elles sont ; qui, de « là, s'humilie sous la main de Dieu, en espère tout contre « toute espérance, affermit sa main sur le gouvernail « jusqu'au bout... conserve son extérieur dans tout l'ordi- « naire de sa vie, toutes les bienséances, toute sa majesté, « avec une égalité si simple et si peu affectée que l'admira- « tion qui en naissait, en tous ceux qui le voyaient en public « et en particulier, leur fut tous les jours nouvelle[1]. »

[1] *Parallèle.*

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE II

L'ESPAGNE PENDANT LES GUERRES DE LA SUCCESSION.

Philippe V. — Son caractère. — Politique de Louis XIV en Espagne. — Porto-Carrero et le Despacho. — Madame des Ursins. — Marie-Louise de Savoie. — Les ambassadeurs de Louis XIV. — Conspirations des grands. — L'amirauté de Castille. — Leganez. — Medina-Cœli. — Philippe lutte contre les prérogatives excessives du clergé. — Macanaz et Giudice. — Habiletés financières d'Orry. — Centralisation du pouvoir. — Le Conseil de Castille. — Constitution de 1712.

Les grands et nobles exemples de l'aïeul soutenaient puissamment le petit-fils, lorsqu'il sentait chanceler sous lui le trône d'Espagne. On a vu comment il vint à bout de chasser les armées ennemies de son royaume. Les luttes politiques et administratives qu'il eut à soutenir; les exigences des ambassadeurs de Louis XIV; les rivalités qui éclatèrent, à sa cour, entre les Espagnols et les Français; la sombre et ombrageuse jalousie des grands qui ne cessaient de favoriser, par leurs secrètes sympathies, les desseins de l'archiduc; l'appui considérable que leur prêtaient les moines dans l'espoir d'affaiblir la puissance du clergé séculier, ami de Philippe V; la constante pénurie du trésor; la coupable ambition du duc d'Orléans, suscitèrent, au jeune Roi, des embarras, des obstacles, des difficultés de toute sorte qui mirent, plus d'une fois, sa couronne, si ce n'est même sa vie, en péril.

« N'ayez jamais d'attachement pour personne... Ne préfé-
« rez pas ceux qui vous flatteront le plus, estimez ceux qui


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« pour le bien, hasarderont de vous déplaire : ce sont là « vos véritables amis... Ne quittez jamais vos affaires pour « votre plaisir... Tenez tous les Français dans l'ordre... Ne « vous laissez pas gouverner; soyez le maître; n'ayez jamais « de favori ni de premier ministre... Écoutez, consultez « votre conseil, mais décidez... Marié, ne vous laissez pas « gouverner; c'est une faiblesse et un déshonneur. On ne « le pardonne pas aux particuliers, et les rois, exposés à la « vue du public, en sont encore plus méprisés quand ils « souffrent que leurs femmes dominent [1]. » C'étaient là de virils et pratiques conseils que la vieille expérience de Louis XIV avait dictés, qu'il écrivit de sa main à son petit-fils, mais que celui-ci n'était guère en état de suivre. Quand Philippe d'Anjou fut appelé, par le testament de Charles II, à gouverner l'Espagne, il avait dix-sept ans. — « Il était « bien fait, dit Saint-Simon, blond comme le feu roi Charles « et la Reine sa grand'mère, grave, silencieux, mesuré, re- « tenu, tout fait pour être parmi les Espagnols. » — Aussi les premières impressions lui furent-elles extrêmement favorables. — « Le cardinal Porto-Carrero [2] était transporté

[1] *Mémoires politiques et militaires du duc de Noailles.*

[2] Le cardinal *Louis de Porto-Carrero* était président du Conseil de Castille, pendant les dernières années de Charles II. L'influence qu'il exerçait, soit par lui-même, soit par ses nombreux amis, qui occupaient les plus hautes situations du gouvernement, était prépondérante. Les habiletés du duc d'Harcourt, ambassadeur de Louis XIV, l'avaient gagné à la cause française. Comme ministre et comme prêtre, il dirigea les dernières volontés du Roi, et personne ne contribua plus puissamment que lui à la rédaction du testament qui léguait la couronne au jeune duc d'Anjou; il était adroit, intrigant, avisé; mais il manquait de dignité et de grandeur. Lorsqu'il quitta le pouvoir, en 1703, pour se retirer dans son diocèse, à la grande joie du peuple espagnol qui le trouvait trop égoïste, trop *Castillan*, surtout trop Français, il accepta, lui, prince de l'Église, avec une satisfaction puérile, la charge de capitaine des gardes du Roi. Porto-Carrero ne quitta plus Tolède jusqu'à sa mort. Nous verrons plus tard que, regrettant les honneurs auxquels il avait renoncé en abandonnant la cour, il servit quelque temps, avec un empressement scandaleux, la cause des alliés. On lit sur

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« de contentement, la population de Madrid, ivre d'enthou« siasme. Mais il n'était pas né avec des lumières supé« rieures... Il était froid, triste,... craignant le monde, se « craignant lui-même, produisant peu, solitaire et enfermé « par goût; sa piété n'était que coutumes, scrupules, « frayeurs, petites observances, sans connaître du tout la « religion, le Pape une divinité. Au reste, il était bon, fa« cile à servir, familier avec l'intérieur [1]. » Le duc de Grammont, un fin observateur qui représenta la France auprès de sa personne et qui le connaissait bien, a tracé de lui le portrait suivant : « Le roi d'Espagne a de l'esprit et du bon « sens; il pense toujours juste et parle de même; il est de « naturel doux et bon, et incapable par lui-même de faire « le mal, mais timide, faible et paresseux à l'excès. Sa fai« blesse et sa crainte pour la Reine sont à tel point que, « bien qu'il soit né vertueux, il manquera sans balancer à « sa parole, pourvu qu'il s'aperçoive que ce soit un moyen « de lui plaire. Je l'ai éprouvé en plus d'une occasion. « Ainsi l'on peut m'en croire et tabler une fois pour toutes « que, tant que le roi d'Espagne aura la Reine, ce ne sera « qu'un enfant de six ans et jamais un homme [2]. »

Il semble, d'après les faits historiques, qu'il eût été juste de dire, pour compléter ces portraits, que le petit-fils de Louis XIV, hésitant et irrésolu dans les conseils, était brave jusqu'à l'intrépidité sur les champs de bataille, et que, plein de confiance dans sa royale destinée, il poursuivait l'exécution de ses desseins, lorsqu'ils avaient été fixés dans son esprit, avec une énergie impassible et froide qui commandait le respect de tous.

son tombeau, dans l'église magnifique qui fut sa cathédrale, cette épitaphe qu'il avait rédigée lui-même : « *Hic jacet cinis, pulvis et nihil.* »

[1] *Mémoires de Saint-Simon.*

[2] Lettre du duc de Grammont à Louis XIV, du 22 janvier 1703.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Les enfants sont plus ou moins dociles; ils s'entêtent, ils regimbent quelquefois, mais il faut bien qu'ils finissent toujours par obéir. C'est ce qui arriva au roi Philippe V, qui ne cessa jamais d'être gouverné, en dépit des royales maximes de son aïeul. Ce furent, d'abord, le duc d'Harcourt [1], ambassadeur de France, et le cardinal Porto-Carrero, grand inquisiteur d'Espagne, dont l'adroite stratégie et la haute influence avaient préparé les dernières décisions de Charles II, qui dirigèrent le gouvernement. La princesse des Ursins et le cardinal Alberoni, dominant l'esprit du jeune Roi par l'influence absolue qu'ils exercèrent successivement sur ses deux femmes, régnèrent ensuite. Louis XIV voulait, sans doute, que son petit-fils fût roi, mais il voulait qu'il fût roi, avant tout, pour se conformer aux exigences de sa politique, pour déférer à ses désirs, pour suivre ses instructions envers et contre tous. Il entendait donc qu'il accueillît, avec soumission, les conseils de ses ambassadeurs, interprètes naturels et vigilants de ses désirs. A la vérité, ses vues étaient larges et belles. Fonder l'unité nationale en fusionnant toutes les parties du royaume, en les soumettant à une administration et à une législation uniformes, en supprimant les rivalités jalouses qui avaient dressé des barrières presque infranchissables entre la Castille et les autres provinces de la monarchie; réformer le système des impôts, en diminuant les taxes qui grevaient les denrées alimentaires de première nécessité : la viande, le vin, les farines, et en augmentant celles qui pesaient sur le chocolat et le tabac; augmenter ainsi les ressources du trésor public et gagner au jeune souverain le cœur du peuple; combattre partout la routine qui favorise, encourage, justifie la paresse des fonctionnaires et entrave tout progrès; associer, avec l'as-

[1] Voir les notes précédentes.



Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sentiment du Saint-Siége, le clergé, qui est très-riche, les églises, les couvents qui regorgent de métaux précieux, aux sacrifices que doit s'imposer le patriotisme national; refaire ainsi une Espagne puissante, redoutable et qui aidera la France, dont elle sera la fidèle alliée, à tenir en échec tout le reste de l'Europe : telles sont les intentions du grand Roi. Ses représentants officiels ou officieux à Madrid : d'Harcourt, Marsin, les d'Estrées, Berwick, Grammont, Amelot, d'Iberville, de Noailles, Bonac, Brancas, Daubenton, le financier Orry, la princesse des Ursins, camarera mayor : tous plus ou moins confidents de ses désirs, les feront connaître à Philippe V; mais ils seront exécutés uniquement par des fonctionnaires espagnols, car il ne faut pas qu'on puisse dire que le jeune prince est *un Roi français*. Au début de son règne, il est bon, nécessaire même, qu'il soit tenu quelque temps en tutelle, et le tuteur, guidé par sa vieille expérience, se montrera attentif, vigilant, impérieux même au besoin. Toutefois, à mesure que Philippe se formera aux affaires, qu'il affirmera davantage son activité, sa pénétration, sa volonté, la tutelle deviendra plus légère; un jour viendra, et il n'est pas loin, où, son éducation étant achevée, il sera complétement émancipé, où il exercera le pouvoir sans contrôle, souverain d'un peuple fort et régénéré : ainsi le veut Louis XIV.

Tout autres sont les visées du vieux prêtre castillan qui préside la junte et dirige les premiers actes du jeune prince. Quand il aura terrassé le parti autrichien, en supprimant les charges et les pensions des grands seigneurs qui le soutiennent, exilé le grand inquisiteur Mendoza, évêque de Ségovie[1], le comte d'Oropeza, président du conseil de Cas-

[1] Don Balthazar Mendoza fut remplacé, comme grand inquisiteur, par Rocaberti. En 1706, il quitta son diocèse sous un déguisement pour aller

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tille, l'Amirante de Castille[1], grand écuyer, et le prince de Darmstadt[2], qui sont les chefs de ce parti, ainsi que la jeune Reine douairière, qui en est l'âme[3], quand il aura installé, dans toutes les situations importantes de l'État, ses amis et ses créatures, nommé Don Arias[4], archevêque de Séville, à la présidence du conseil de Castille, le duc de Medina-Sidonia[5], au poste de grand écuyer, son propre frère, le comte de Palma, gouverneur de la Catalogne; quand il aura remplacé par le Jésuite Daubenton[6] le Dominicain Diaz, ancien confesseur de Charles II, et institué, à l'exemple

faire sa cour à l'archiduc victorieux. Reconnu, il fut arrêté et passa quelque temps en prison.

[1] Voir les notes précédentes.

[2] *Ibid.*

[3] Anne de Neubourg, sœur de l'empereur Léopold, veuve de l'Électeur palatin, et seconde femme de Charles II. Ardemment secondée par les efforts du comte d'Harrach, ambassadeur d'Autriche, intrigante, active, elle avait défendu à Madrid les intérêts de sa maison avec une ardeur passionnée. Le cardinal lui assigna d'abord pour résidence la ville de Tolède. Plus tard, elle fut exilée en France et internée à Bayonne, sous l'étroite surveillance du gouvernement français. Philippe V, en 1706, lui permit de retourner en Allemagne.

[4] Don Manuel Arias, archevêque de Séville, commandeur de Malte, « l'un des plus honnêtes hommes », dit Saint-Simon, « et des meilleures « têtes d'Espagne et qui avait le plus contribué au testament de Charles II. « Il suivit son ami Porto-Carrero dans la retraite et retourna dans son « diocèse en 1703 pour ne plus le quitter. Il y reçut bientôt la pourpre « romaine, récompense méritée et applaudie de ses vertus. Aussi bon « prêtre et évêque qu'il avait été bon ministre d'État..... Arias méprisa le « monde et la cour et se trouva mieux à Séville qu'il n'avait fait à Madrid... « Il mourut en 1717, assez vieux, regretté de toute l'Espagne et infini- « ment dans son diocèse. » (*Mémoires.*)

[5] « De la maison de Guzman, l'une des plus anciennes, des plus grandes « et des plus illustres maisons d'Espagne et qui y figuraient fort dès le « dixième siècle. » (Saint-Simon.) « Medina-Sidonia était un homme très- « bien fait, d'environ soixante ans, qui ne manquait pas d'esprit, vrai « courtisan, complaisant, liant, assidu, fort haut, très-glorieux, en même « temps très-poli, libéral, magnifique, ambitieux à l'excès... de ces hommes « enfin à qui il ne manque rien pour cheminer et pour arriver dans les « cours, et grand Autrichien. » (*Mémoires.*)

[6] Guillaume Daubenton fut, pendant plus de quinze ans, le confesseur de Philippe V. Voir Annexe 50.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du grand Ximénès, un conseil secret, le *Despacho*, qui, sous la présidence nominale du Roi, traitera toutes les grandes affaires et duquel émaneront toutes les décisions importantes, quand il aura introduit dans ce conseil, malgré les judicieuses répugnances de Louis XIV, soit pour dégager en partie sa propre responsabilité, soit pour endormir la vigilance du grand Roi, le duc d'Harcourt, son ambassadeur, alors il ne songera plus qu'à maintenir et fortifier, dans son intérêt, un pouvoir qu'il n'a pas conquis sans peine, ainsi qu'à jouir en paix des fruits de ses luttes laborieuses; il évitera, pour ainsi dire de parti pris, toutes les difficultés; il se contentera de quelques réformes sans importance; il conservera par prudence, aux dépens de l'amitié du royaume, les Cortès d'Aragon et de Catalogne, les conseils de Castille et des Indes, il ne faudra plus compter sur lui pour accomplir les grandes vues du Roi de France.

Il fut donné à une femme d'une rare intelligence, d'une volonté forte et tenace, d'une irrésistible énergie, qui mena le Roi par la Reine, et l'État par le Roi, de bien comprendre la portée de ces desseins, et d'en poursuivre heureusement l'exécution, à travers mille difficultés et mille obstacles.

Ce fut une grande destinée que celle d'Anne-Marie de la Trémoille, princesse des Ursins, qui fut attachée à la personne de la jeune Reine en qualité de camarera mayor, grande par l'illustration de la race, des alliances, des amitiés de cette femme vraiment extraordinaire; grande par les horizons de la scène où elle joua longtemps le premier rôle, par l'importance des événements qui s'y accomplirent, par l'influence prépondérante qu'elle y exerça; grande par la confiance méritée dont l'honoraient plusieurs des personnages les plus considérables de cette époque et par le rang même de ses rivaux; grande par l'étendue des services

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qu'elle rendit à la France et à l'Espagne, par le retentissement de sa première disgrâce, par l'enthousiasme des manifestations qui accueillirent son retour ; grande encore par la résignation vaillante qu'elle opposa, vers la fin de sa vie, aux coups brutaux de la fortune et par la dignité de son dernier exil.

Née à Paris en 1642, un peu avant la mort de Louis XIII, *la fille du plus ancien duc de France,* M. de la Trémoille, duc de Noirmoutiers[1], épouse d'abord l'un des ancêtres du plus habile de nos diplomates modernes, Adrien Blaise de Talleyrand, prince de Chalais. En 1663, à la suite d'un duel fameux auquel il a pris part, où l'on s'est battu, suivant la coutume de l'époque, quatre contre quatre, et où le duc de Beauvilliers[2] a succombé, Chalais, pour se dérober aux rigueurs des lois, s'est enfui d'abord en Espagne ; il veut ensuite se réfugier en Italie où sa femme le précède ; mais il tombe malade en route ; il meurt, et la jeune princesse, quelques jours après son arrivée à Rome, apprend le coup subit qui la frappe. Son veuvage est le commence-

[1] La maison de *la Trémoille* ou *la Trémouille,* l'une des plus vieilles et des plus illustres de la France, tire son nom d'une baronnie dont le siége était situé sur les frontières de la Marche, non loin de Montmorillon. Pierre, seigneur de la Trémoille, qui vivait, au onzième siècle, sous le roi Henri I[er], en est l'auteur. Il était petit-fils de Guillaume III, comte héréditaire de Poitou. La maison de la Trémoille qui a donné, dans l'armée, dans l'Église, dans la diplomatie, de grands serviteurs à la France, a formé plusieurs branches : celle des comtes de *Joigny,* éteinte en 1647, celle des *barons de Dours,* qui disparut au quinzième siècle, celle des marquis, puis des ducs de *Noirmoutiers* de laquelle descendait la princesse des Ursins, et qui subsista jusqu'en 1733, celle des marquis de *Royan,* comtes d'*Olonne,* qui s'est fondue dans la maison de Montmorency. A la suite de grandes alliances, contractées par quelques-uns de ses membres, ceux-ci prirent les titres de *princes de Tarente* (mariage, en 1521, de François de la Trémoille avec Anne de Laval, issue de Frédéric d'Aragon, roi des Deux-Siciles, détrôné en 1501, par Charles VIII), princes de *Talmont,* comtes de *Laval,* ducs de *Châtellerault,* ducs de *Taillebourg.*

[2] C'était le second fils du duc de Saint-Aignan, militaire brillant, bel



ment de sa fortune. Les cardinaux d'Estrées[1] et de Janson[2], représentants de Louis XIV, font partie des visiteurs empressés qui viennent lui offrir les témoignages de leur sympathie. La remarquable distinction de ses manières, les ressources infinies de son intelligence qu'elle distribue libéralement sans les prodiguer, son affabilité gracieuse, séduisent tous les esprits, gagnent tous les cœurs. Son salon sera bientôt le premier de Rome; elle deviendra, elle-même, une puissance, et avec cette puissance devront compter les ambassadeurs, les cardinaux, le Pape et le roi de France. En 1675, l'affection dévouée de ses amis a négocié son mariage avec l'un des plus riches et des plus nobles seigneurs des États romains, Flavio des Ursins, duc de Bracciano, grand d'Espagne, dont la famille, l'une des plus illustres de l'Italie, a donné au Saint-Siége plusieurs pontifes et plusieurs cardinaux. Habitant désormais l'un des plus beaux palais de Rome, entourée d'un luxe enchanteur, n'épargnant nul sacrifice pour le soutenir, elle a su tirer de cette alliance, qui n'a pas toujours été sans nuages[3],

esprit, académicien, « qui, avec de l'honneur et de la valeur, était, dit « Saint-Simon, tout romanesque en galanteries, en belles-lettres, en faits « d'armes ». « Sa mère était une Servien, parente du surintendant des « finances. » Beauvilliers, qui fut tué « au duel de MM. de la Frette », s'appela d'abord le chevalier de Saint-Aignan. Son frère aîné, le comte de Séré, étant mort à vingt-six ans, ce fut le troisième fils du duc, Paul de Saint-Aignan, destiné d'abord à l'Église, qui hérita du titre et de la haute situation de son père. On a vu plus haut quelle fut l'importance du rôle qui fut joué, dans les conseils de la famille du Roi, par Paul de Saint-Aignan, devenu duc de Beauvilliers.

[1] César, cardinal d'Estrées, était fils du maréchal d'Estrées et petit-neveu de la belle Gabrielle, né en 1628, mort en 1714. Voir Annexe 51.

[2] Toussaint de Forbin-Janson, né en 1625, mort en 1713, diplomate habile, grand aumônier de France. Voir Annexe 52.

[3] « Ce mariage ne fut pas concordant, dit Saint-Simon, quoique sans « brouillerie ouverte, et les époux furent quelquefois bien aises de se « séparer. » — Les dépenses exagérées que faisait la duchesse pour entretenir le luxe excessif de sa maison furent la cause apparente de ce désac-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mais qui a grandement rehaussé l'importance et l'éclat de sa situation, le meilleur parti. A Paris, où elle est revenue deux fois, depuis la mort de son premier mari, pour retrouver ses anciennes relations et s'en créer de nouvelles, où la cour a suivi, d'un œil curieux, ses intrigues et ses succès, où l'on a compris les grands services qu'elle peut rendre, et où ils sont d'autant plus appréciés qu'ils ne portent pas ombrage aux courtisans, elle a conquis l'affection de la maréchale de Noailles [1], l'estime déférente de Torcy, la

cord. On peut croire que l'éclatante supériorité de la jeune femme et le zèle ardent qu'elle déploya en maintes circonstances pour soutenir à Rome les maximes gallicanes, contribuèrent beaucoup à la désunion, en blessant l'amour-propre de son mari aussi bien que ses convictions religieuses.

[1] *Marie-Françoise de Bournonville,* issue d'une vieille et noble famille du Boulonnais, dont l'origine remonte au onzième siècle, femme de Anne-Jules de Noailles, d'abord comte d'Ayen, puis duc de Noailles en 1678, à la mort de son père : « C'était elle, s'il faut en croire Saint-Simon, qui « gouvernait mari, enfants, famille, affaires, manéges de cour avec une « gaieté, une liberté d'esprit comme si elle n'eût jamais rien eu à faire « et qui, à force d'esprit et d'adresse, fit toujours du Roi et de madame « de Maintenon tout ce qu'elle voulut, pareillement de madame la « duchesse de Bourgogne, et gouverna à son gré toutes les princesses, tous « les ministres et tous les gens en place, et tout cela sans bassesse; une « femme noble, magnifique, libérale, pleine d'entrailles pour ses enfants, « pour sa famille .... une femme qui ne disait pas tout ce qu'elle pensait, « mais jamais ce qu'elle ne pensait pas, naturellement bonne, douce sans « humeur, franche autant que la cour le peut permettre avec prudence. » — « Elle vit encore, ajoutent les *Mémoires* (1708), pleine de sens, d'esprit « et de santé, à quatre-vingt-sept ans, en patriarche de sa nombreuse « famille. » — On voit que la jeune duchesse de Bracciano ne pouvait avoir, à la cour de France, une amie plus utile. Anne-Jules de Noailles, son mari, qui l'avait rendue mère de vingt-deux enfants, avait été, dès 1661, capitaine de la première compagnie des gardes du corps, en survivance de son père. Il accompagna le Roi en Hollande, et fut nommé maréchal de camp (1677), gouverneur du Roussillon, puis lieutenant général (1682), chevalier des ordres (1688) et enfin maréchal de France (1693). Les campagnes de Catalogne, où il tint tête, avec des forces très-inférieures, à l'armée espagnole et où il s'empara de Rosas ainsi que de Gérone (1694), furent très-honorables, mais l'impassible cruauté avec laquelle il exécuta, contre les protestants du Languedoc, les ordres de Louvois, a fait grand tort à sa mémoire. — Saint-Simon, qui le peint comme un homme obligeant, « qui n'a pas laissé de faire des plaisirs et de rendre des services »,


Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

confiance de madame de Maintenon, et par conséquent celle de Louis XIV. A Rome, elle a gagné les bonnes grâces d'Uzeda, ambassadeur d'Espagne, et de l'archevêque de Tolède, Porto-Carrero, l'un des hommes les plus considérables de l'Espagne, qui est venu en Italie pour recevoir le chapeau de cardinal. S'appuyant sur ces hautes influences qui l'emploient successivement comme intermédiaire et comme alliée, elle prendra une part active aux plus grandes affaires; elle recevra une pension du roi de France; on la verra concourir aux négociations secrètes qui préparent le testament de Charles II; résister, avec l'abbé Bossuet, au cardinal de Bouillon, ambassadeur de France, qui protége le quiétisme; tenir tête ouvertement à ce fougueux prélat [1], dont l'ambition effrénée, rêvant une souveraineté indépendante que Louis XIV lui refuse, est bien près de sacrifier les intérêts de la France à ceux de l'Autriche; poursuivre et obtenir, avec l'aide du Pape, son remplacement par le prince de Monaco [2] et, pendant que ce dernier, avant le

mais aussi, comme un viveur d'assez bas étage, ajoute qu' « il plaisait au « Roi par son extrême servitude », et que celui-ci « qui était son idole, « à qui il offrait tout son encens, étant devenu dévot, le jeta dans la « dévotion la plus affichée ». — On doit croire, pour l'honneur du vieux maréchal, qu'elle fut sincère puisqu' « il communiait tous les huit jours et « quelquefois plus souvent ». Anne-Jules de Noailles naquit en 1650 et mourut en 1708. Il avait quitté brusquement, en 1695, le service militaire pour cause de maladie, et avait été remplacé par le duc de Vendôme, dans le commandement des armées de Catalogne. La maréchale mourut en 1748, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

[1] Emmanuel-Théodore de La Tour d'Auvergne, cardinal de Bouillon, né en 1643, mort en 1715. Voir Annexe 53.

[2] La vieille famille italienne des Grimaldi s'est illustrée par les services importants qu'elle a rendus, tantôt à l'Empire, tantôt à l'Espagne, tantôt à la France, soit dans l'armée, soit dans l'Église, soit dans la diplomatie. Othon Ier conféra au chef de cette famille, vers le milieu du dixième siècle, le titre de prince de Monaco, pour le récompenser de son fidèle attachement. Louis XIV remplaça les riches domaines que le gouvernement espagnol leur avait confisqués dans le Milanais, par le duché-pairie de Valentinois. Le dernier mâle de la maison de Grimaldi ayant disparu en 1710,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

départ du cardinal dont il décline l'hospitalité, réside sous son toit, donner, à la noblesse romaine, des fêtes splendides dont les échos retentissent jusqu'à Versailles. A cette époque son second époux n'était plus. Il l'avait instituée en mourant, sur les instances de l'archevêque de Tolède, son ami, héritière universelle de tous ses biens, oubliant, paraît-il, les droits de son propre neveu Don Livio-Odescalchi, parent du feu pape Innocent XI, précédemment adopté par lui. De longues et laborieuses contestations s'en étaient suivies. Anne-Marie de la Trémoille avait habilement transigé. Elle avait vendu à Don Livio le duché de Bracciano pour deux millions de livres et pris le nom de princesse des Ursins, qui a fait si grande figure au commencement du dix-huitième siècle.

Cependant son importance politique ne cesse de grandir. Le gouvernement français lui donne un supplément de pension[1]. Par la puissante protection de la jeune duchesse

le nom et le titre furent relevés par *Matignon*, comte de Thorigny, qui avait épousé sa fille et devint ainsi duc de Valentinois, prince de Monaco. — L'ambassadeur de Louis XIV à Rome était Louis Grimaldi, prince de Monaco, duc de Valentinois, marquis de Baux, qui avait suivi avec distinction la carrière des armes. Il mourut à son poste en 1701, âgé de quarante et un ans. Sa femme était Catherine-Charlotte de Grammont..... « M. de Monaco, disent les *Mémoires du duc de Saint-Simon*, fut peu « regretté à Rome, comme il y avait été peu considéré... C'était un Italien « glorieux, fantasque, avare, fort bon homme, mais qui n'était pas fait « pour les affaires, avec cela, gros comme un muid et ne voyant pas jusqu'à « la pointe de son ventre. Il avait passé sa vie en chagrins domestiques, « d'abord de la belle madame de Monaco, sa femme... sœur de ce galant « homme de Guiche et du duc de Grammont... si amie de la première « femme de Monsieur et si mêlée dans ses galanteries..... Sa belle-fille ne « lui avait pas donné moins de peine. »

[1] Le cardinal Maidalchini, qui recevait du Roi dix-huit mille francs par an, venait de mourir. Madame des Ursins demanda que sa pension, devenue vacante, lui fût attribuée, et la fit solliciter, pour elle, par la maréchale de Noailles. — « Quoi! s'écria tout d'abord Torcy, elle est si riche « et elle demande! » — Mais il fallut bien céder, tant étaient grandes l'influence des protecteurs et l'importance des services déjà rendus. La pen-


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Bourgogne, qui l'honore de tout son bon vouloir depuis qu'elle a coopéré, de toutes ses forces, au mariage de Philippe d'Anjou avec sa sœur, par l'influence de la famille de Noailles, par celle de Torcy qui a su disposer, en sa faveur, le représentant de Victor-Amédée, par celle du cardinal Porto-Carrero, avant tout, par celle de madame de Maintenon qui a vaincu les scrupules de Louis XIV, elle est nommée camarera mayor de la jeune Reine [1]. A peine est-elle arrivée à Madrid que, déjà, elle possède le cœur de sa maîtresse et que, dans cette affection naissante, habilement inspirée à une princesse intelligente, ferme, adroite, qui ne tardera pas à subjuguer son royal époux par l'empire des sens et de la raison, elle a jeté les fondements d'une domination inébranlable. Fortifiée par la confiance que madame des Ursins a su inspirer à madame de Maintenon, à la maréchale de Noailles, au marquis de Torcy qui correspondent très-activement avec la camarera mayor, cette domination résistera aux plus redoutables attaques; elle déjouera les intrigues envieuses ou coupables des plus puissants adversaires, du cardinal d'Estrées et de son neveu, du duc de Grammont, de Berwick, ambassadeurs de Louis XIV, de Porto-Carrero lui-même, du cardinal Del Giudice, grand inquisiteur, du Père Jésuite Robinet, con-

sion fut accordée, et l'archevêque de Paris, Antoine de Noailles, devint bientôt cardinal.

[1] Louis XIV avait hésité longtemps. Le choix d'une dame espagnole, pour l'emploi *national* de camarera mayor, lui paraissait plus convenable; mais l'ami de madame des Ursins, le cardinal Porto-Carrero, dans le jugement duquel le Roi « avait, en ce moment, la plus entière confiance, « s'opposait opiniâtrément, dit le marquis de Saint-Philippe dans ses « *Mémoires,* au choix d'une Castillane, prétendant qu'on allait replonger « le palais dans le désordre où le tenait l'autorité despotique des femmes, « sous le règne de Charles II ». Il ajoutait qu'« une étrangère, sans appui « et sans aucune liaison de sang en Espagne, serait moins à craindre, « parce qu'elle ne travaillerait que pour elle ». L'opinion formelle du cardinal et les instances de madame de Maintenon l'emportèrent.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fesseur du Roi, de Philippe, duc d'Orléans; elle se manifestera par des actes, en général, nobles et hardis, très-rarement impolitiques, presque toujours utiles et féconds, et par la plupart des importantes mesures que prendront les ministres de Philippe V pour réaliser les grandes vues de Louis XIV, pour réconcilier les Espagnols avec les Français, réformer les finances, réprimer les tentatives criminelles des grands seigneurs, concilier au jeune monarque l'affection de son peuple, mettre fin aux abus ecclésiastiques, tenir en bride l'inquisition, établir une administration centralisée et forte, reconstituer l'armée, en un mot, pour fonder en Espagne la monarchie des Bourbons. Une première disgrâce ne fera que l'affirmer. Elle ne sera compromise que par la mort de Louise-Marie. Au moment où la jeune Reine disparaît, madame des Ursins est vraiment toute-puissante. A Burgos, en 1706, quand l'archiduc Charles est entré dans Madrid, elle a relevé, par l'exemple d'une fermeté indomptable, les esprits de tous. En 1709, après les fatales journées d'Almenara et de Saragosse, elle a soutenu l'énergie de Philippe V, elle l'a encouragé dans sa résistance aux conseils impérieux de Louis XIV, qui voulait lui faire abandonner l'Espagne pour sauver la France; elle lui a conseillé de donner à Vendôme le commandement de ses troupes et a préparé ainsi la glorieuse revanche de Villaviciosa. Tant de services lui ont conquis la reconnaissance des deux souverains. En Espagne, tous ses ennemis semblent vaincus, elle dispose de toutes les places, elle désigne les ministres, Philippe V l'a reconnue souveraine d'une principauté dans les Pays-Bas, et ses ambassadeurs ont reçu l'ordre de faire confirmer ce don royal par les traités à intervenir [1]. Elle a reçu, en

[1] En 1710, après la bataille de Villaviciosa, Philippe, voulant donner à madame des Ursins un témoignage à la fois éclatant et solide de sa royale gratitude, pour les services immenses qu'elle avait rendus, résolut



Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

même temps, le titre d'*Altesse*, que lui prodiguent, à l'envi, les courtisans. Mais, parvenue à de si hauts sommets, elle sera prise, elle aussi, du vertige. Non contente d'avoir terrassé ses adversaires, elle les brave; elle aspire, dit-on, quoiqu'elle ait soixante-sept ans, à devenir la maîtresse de Philippe V; elle ira jusqu'à rêver d'être sa femme. Pour que leurs relations puissent être plus faciles et plus fréquentes, pour qu'elles paraissent plus intimes, elle a réuni son appartement au sien par un corridor secret, dont la construction a paru fort étrange. Cependant sa tutelle finit par devenir indiscrète, importune, pesante. Philippe en est excédé; il en comprend le ridicule et il prend la résolution de s'en affranchir. — « Cherchez-moi « une femme, lui dit-il un jour, dans un moment d'impa« tience et de dégoût, nos tête-à-tête scandalisent le « peuple [1]. »

de lui faire donation dans les Pays-Bas, qu'il comptait alors abandonner à l'Électeur de Bavière, dépossédé par l'Empire, le petit territoire de Limbourg, dont il l'eût nommée comtesse souveraine. L'Électeur et Louis XIV y consentirent; ni l'Angleterre ni la Hollande n'y firent opposition, mais l'archiduc, devenu empereur et destiné, d'après les intentions des négociateurs de la paix d'Utrecht, à prendre possession des Pays-Bas, y opposa une résistance inflexible. On essaya de la vaincre, en substituant au comté de Limbourg celui de Chiny, situé dans le Luxembourg, rapportant environ trente mille livres de rente et qui eût été donné à madame des Ursins avec le titre de princesse de la Roche en Ardennes. Tout fut inutile. Charles VI ne pouvait pardonner à sa dangereuse ennemie, l'habile et vaillante conseillère de Philippe d'Anjou. Daubigny, le confident intime de la princesse, fut envoyé par elle à Utrecht pour y soutenir sa cause. Il la plaida non sans succès et l'eût gagnée sans doute si elle n'avait pas été perdue d'avance. On verra plus loin que Philippe V se refusa longtemps, avec une louable opiniâtreté, à ratifier les conventions, parce que la souveraineté de l'illustre camarera mayor n'y était pas formellement inscrite, et qu'il dut céder, à la fin, aux péremptoires injonctions de Louis XIV. L'Empereur avait déclaré qu'il ne signerait pas la paix de Bade si le roi d'Espagne persistait à soutenir les intérêts de la princesse des Ursins.

[1] SAINT-SIMON (*Mémoires*), DUCLOS (*Mémoires secrets*), racontent que Philippe, après la mort de sa jeune femme, étant venu habiter le palais

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Il faut obéir, car Philippe V, doux, irrésolu, timide, lent à arrêter ses desseins, en poursuit l'exécution, dès qu'il les a formés, avec une inébranlable persévérance. La princesse des Ursins a su le gouverner par l'ascendant qu'elle a pris sur sa première femme; elle essayera de le conduire encore par l'influence qu'elle exercera sur la seconde; si elle n'y parvient pas, elle est perdue. Ses rivaux soupçonnent que le Roi lui échappe, et ils commencent à relever la tête. Le duc d'Orléans, qui veut se venger, la poursuit, à la cour de France, de ses malveillantes et calomnieuses insinuations; ses meilleurs amis, la maréchale de Noailles, Torcy, madame de Maintenon elle-même, se montrent, à son égard, froids et réservés. Louis XIV est mécontent de ses exigences personnelles et de ses orgueilleuses prétentions qui ont failli empêcher son petit-fils de donner son adhésion à la paix d'Utrecht. L'abbé Alberoni [1], représentant du duc de Parme, en qui elle a placé toute sa confiance, croyant s'en faire un allié, la trahit. Il complote sa ruine de concert avec le grand inquisiteur Del Giudice et la Reine douairière, veuve de Charles II, qui n'a jamais cessé de la haïr malgré toutes les avances qu'elle lui a faites. Lorsque la jeune princesse Élisabeth [2] de Parme, dont Philippe a fait choix pour

de Medina-Cœli, madame des Ursins y fit construire un corridor secret qui conduisait directement de la chambre à coucher du Roi à l'appartement des princes où elle habitait. Son intention était, assurent-ils, de faire supposer, pour accroître son crédit, des relations intimes qui, à son âge, n'étaient guère possibles. Dans son empressement à exploiter ce nouvel avantage, elle exiga que les travaux fussent continués le dimanche, au grand scandale du peuple, et n'hésita même point, s'il faut en croire Duclos, dont le témoignage, d'ailleurs, est bien loin de passer pour infaillible, à faire abattre un couvent qui la gênait.

[1] Voir sur l'abbé Jules Alberoni, devenu cardinal, l'Annexe 54. Né en 1664, mort en 1702.

[2] *Élisabeth Farnèse* descendait de Pierre-Louis Farnèse, auquel le pape Paul III, son père naturel, avait donné, en fief (1545), Parme et Plaisance qui faisaient partie alors du domaine de l'Église. Sa mère était la sœur de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sa seconde femme, d'après les avis de madame des Ursins et avec l'assentiment de Louis XIV, arrive en Espagne, accompagnée d'Alberoni, sa leçon est faite, et sa résolution est prise. Elle a promis de chasser sa camarera mayor[1],

l'Impératrice, ainsi que de la reine douairière d'Espagne et de la reine du Portugal. On pouvait la soupçonner d'attachement pour le parti autrichien; mais elle devait hériter, après la mort de ses deux oncles, Gaston de Médicis et Antoine Farnèse, des duchés de Toscane, de Parme, de Plaisance et de Guastalla, dont la possession eût restauré, en partie, la puissance de l'Espagne dans la péninsule italienne. Cette considération l'emporta sur toutes les autres dans l'esprit de Louis XIV qui avait d'abord laissé son petit-fils libre de choisir entre une princesse du Portugal, une princesse de Bavière et une princesse de Parme. Élisabeth Farnèse était hardie, altière, emportée. Le duc de Saint-Simon, qui la vit souvent de près, pendant son ambassade de Madrid, a tracé d'elle le portrait suivant : « Alberoni, dit-il, trouve un roi solitaire, enfermé, livré par son tempé- « rament au besoin d'une épouse, dévot et dévoré de scrupules... il trouve « une reine pleine d'esprit, de grâces, de hauteur, d'ambition, de volonté « de gouverner et de dominer sans partage, à qui rien ne coûte pour s'y « maintenir; hardie, entreprenante, jalouse, inquiète, haïssant les Espa- « gnols à visage ouvert, abhorrée d'eux de même, et n'ayant de ressources « que dans les Italiens, qu'elle avança tant qu'elle put, de conseil et de « confiance que dans le ministre de Parme (Alberoni) qui l'était allé chercher, « et était venu avec elle; d'ailleurs ignorant toute chose, élevée dans un « grenier du palais de Parme... et passée, de là, dans la spélunque du roi « d'Espagne où elle demeura, tant qu'elle vécut, sans communication avec « qui que ce pût être, réduite ainsi à ne voir que par les yeux d'Alberoni... « La Reine était faite au tour, maigre alors (1721), mais la gorge et les « épaules belles, bien taillées, assez pleines et fort blanches, ainsi que les « bras et les mains, la taille dégagée, bien prise... extrêmement fine et « menue par le bas, un peu plus élevée que le médiocre... Elle parlait « très-bien le français, en bons termes choisis et sans chercher... une « grâce charmante, continuelle, naturelle accompagnait ses discours et sa « contenance... »

[1] Avant de franchir les frontières espagnoles, Élisabeth avait eu, à Saint-Jean-Pied-de-Port, une très-longue conférence avec la Reine douairière qui était venue lui rendre visite. La veuve de Charles II vivait à Bayonne dans la société du cardinal Del Giudice, qui attendait avec impatience la chute de madame des Ursins pour rentrer en Espagne. L'inquisition n'avait pas d'auxiliaires plus fervents, la camarera mayor n'avait pas d'ennemis plus implacables que ces deux personnages. Nul doute que la Reine douairière, écho du cardinal, n'ait conseillé à la princesse de s'affranchir, sans délai, d'une tutelle qui eût annulé son influence et que ses avertissements n'aient produit, sur son imagination ombrageuse et hautaine, l'impression

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

elle a demandé au Roi de lui donner, à l'avance, des pleins pouvoirs sur tous les gens de sa maison, et, comme, dans son empressement à la posséder, le voluptueux et faible prince les lui a transmis, elle chassera en effet de sa présence, sous le plus futile prétexte [1], la princesse des Ursins, dès sa première entrevue avec elle. Bannie de la cour, bannie de l'Espagne par un ordre brutal et impérieux qui ne lui laisse aucun répit, qui la force de partir immédiatement pour les frontières, sous un ciel glacé, sans qu'il lui soit permis de prendre les vivres et les vêtements nécessaires, sans même qu'elle puisse voir le Roi, Anne-Marie de la Trémoille supportera, avec une noble et calme fierté,

la plus vive. Alberoni qui vit, le soir même, Élisabeth à Pampelune, la trouva transportée, irritée, agitée au possible, se promenant dans sa chambre, prononçant des mots entrecoupés, répétant parfois le nom de madame des Ursins, puis, tout de suite, avec rage : « — Je la chasserai d'abord », disait-elle. — (*Mémoires de Saint-Philippe et de Saint-Simon.*)

[1] Madame des Ursins, avec l'assentiment du Roi, était venue au-devant d'Élisabeth jusqu'à la petite ville de Quadraque. L'entrevue eut lieu, le 23 décembre, au commencement de la nuit. « La toute-puissante favorite « était en grand habit de cour et parée... La froideur et la sécheresse de « la réception la surprirent... elle tâcha de réchauffer cette glace. Le « monde cependant s'écoule, par respect, pour les laisser seules. » — Que se passa-t-il dans cet entretien? On ne l'a jamais su exactement. S'il faut en croire Saint-Philippe et Saint-Simon, madame des Ursins, usant d'une liberté que la feue Reine lui avait toujours permise, aurait représenté respectueusement à la princesse qu'elle avait tort de voyager si tard par une nuit si froide, et que son costume n'était pas conforme à l'étiquette, sur quoi Élisabeth se serait plainte elle-même, avec amertume, de l'inconvenance des vêtements et du langage de la camarera mayor, et lui aurait reproché des abus de pouvoir, ainsi que les crimes politiques qu'elle avait commis. Se grisant ensuite de sa propre colère et s'exaltant jusqu'à la fureur, « elle aurait commandé, avec injures, à madame des Ursins de sor« tir de sa présence et se serait écriée qu'on jetât cette folle hors de son « logis ». — Ce qui est certain, c'est que don Antoine Amezaga, lieutenant des gardes du corps, qui commandait l'escorte, arrêta la camarera mayor sur l'ordre formel d'Élisabeth et la fit monter immédiatement dans un carrosse à six chevaux qui prit la route de Bayonne. On trouvera dans le second volume de cette étude la lettre encore inédite que Philippe V écrivit à Louis XIV pour lui annoncer et lui expliquer cet événement imprévu.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les douleurs et les amertumes de cette cruelle disgrâce. Elle obtiendra, non sans peine, la permission de se rendre à Versailles. Madame de Maintenon, Torcy, lui témoigneront quelques égards. Le Roi la recevra un instant à Marly; moins ingrat que son petit-fils, qui s'est borné à lui transmettre la froide expression de ses regrets personnels [1], il prendra soin d'assurer son avenir en lui accordant une rente de 40,000 livres sur l'Hôtel de ville. Mais il lui fera comprendre qu'elle ne doit plus compter sur sa protection. Résolue à fuir la cour, où toutes les hautes influences sont acquises désormais au duc d'Orléans, repoussée par la Hollande, où elle aurait voulu trouver un refuge, elle quitte Paris et se dirige vers la frontière italienne. A Pont-de-Beauvoisin, elle reçoit une lettre de madame de Maintenon qui lui fait part de la mort du grand Roi. — « Moi, Madame, lui répond-elle, j'ignore encore où je pourrai mourir! »

Après un séjour de quelques années à Gênes où elle fut bien reçue, et « où elle avait espéré fixer ses tabernacles [2] », elle vint s'établir à Rome, cet asile commun de bien des grandeurs tombées, qui se souvenait encore de l'avoir connue riche, belle, courtisée, puissante. Elle eut la satisfaction d'y apprendre que Philippe V lui avait accordé une pension et la consolation d'y retrouver, avilis et déchus, deux des hommes qui lui avaient fait le plus de mal : les cardinaux Alberoni et Del Giudice. La petite cour des Stuarts, exilée dans la Ville éternelle, l'accueillit avec défé-

[1] « Ses neveux Lanti et Chalais, qui eurent permission du roi d'Espagne « de l'aller joindre, achevèrent de l'accabler. Ils lui remirent, de la part « de ce prince, une lettre dans laquelle il était dit qu'il était très-fâché de « ce qui était arrivé, mais qu'on n'avait pu résister à la volonté de la « Reine. » — (*Mémoires de Saint-Simon.*) — L'incomparable écrivain a tracé, de la cruelle disgrâce et du pénible voyage de la princesse des Ursins, un curieux et vivant récit dont on nous saura gré de reproduire quelques passages. Voir Annexe 53.

[2] *Mémoires de Saint-Simon.*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

rence et lui conféra une charge honorifique [1]. Ce fut dans son modeste palais que s'acheva paisiblement, le 5 décembre 1722, une des plus nobles, des plus longues et des plus utiles destinées qu'il ait été donné à une femme d'accomplir ici-bas.

Celle de Louise-Marie de Savoie qui ne cessa d'accorder à madame des Ursins la plus entière confiance et de lui témoigner la plus tendre affection, fut, sans doute, beaucoup plus courte, puisque cette jeune Reine mourut en 1714, ravie brusquement, par une maladie de quelques jours, à la tendresse et à l'admiration de l'Espagne. Elle ne fut ni

[1] Saint-Simon, dans ses *Mémoires*, trace un admirable portrait de la princesse des Ursins. Il n'en a pas fait de plus agréable ni de plus achevé : « Elle était, dit-il, plutôt grande que petite, avec des yeux bleus qui disaient « sans cesse tout ce qui lui plaisait, avec une taille parfaite, une belle « gorge et un visage qui, sans beauté, était pourtant charmant; l'air « extrêmement noble, quelque chose de majestueux en tout son maintien « et des grâces si naturelles et si continuelles en tout, jusque dans les « choses les plus petites et les plus indifférentes, que je n'ai jamais vu « personne en approcher, soit dans le corps, soit dans l'esprit, dont elle « avait infiniment et de toute sorte. Flatteuse, caressante, insinuante, « mesurée, voulant plaire pour plaire, et avec des charmes dont il n'était « pas possible de se défendre quand elle voulait gagner et séduire; avec « cela un air qui, avec de la grandeur, attirait sans effaroucher, une con- « versation délicieuse, intarissable et d'ailleurs fort amusante parce qu'elle « avait vu et connu bien des pays et des personnes, une voix et un parler « entièrement agréables avec un grand choix des meilleures compagnies, « un grand usage de les tenir, et même une cour... d'ailleurs la personne « du monde la plus propre à l'intrigue et qui avait passé sa vie à Rome. « Beaucoup d'ambition, mais de ces ambitions vastes, beaucoup au-dessus « de son sexe et de l'ambition ordinaire des hommes... L'entêtement de « sa personne fut en elle la faiblesse dominante, par conséquent des pa- « rures qui ne lui allèrent plus, et que, d'âge en âge, elle poussa toujours « fort au delà du sien ; dans le fond, haute, fière, allant à ses fins sans « trop s'embarrasser des moyens... Elle ne voulait rien à demi et exigeait « que ses amis fussent à elle sans réserve. Aussi elle était ardente et excel- « lente amie et conséquemment implacable ennemie... fort secrète pour « elle et fort sûre pour ses amis, avec une agréable gaieté qui n'avait rien « que de convenable, une extrême décence en tout l'extérieur... avec une « égalité d'humeur qui, en tout temps et en toute affaire, la laissait tou- « jours maîtresse d'elle-même. Telle était cette femme célèbre. »


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

moins honorable ni moins vaillante. Louise-Marie était âgée de quatorze ans lorsqu'elle devint, en 1701, la compagne de Philippe V. « Elle n'avait pas été, écrit le duc de « Saint-Simon encore émerveillé des récits qui lui avaient « été faits pendant son ambassade, ni moins soigneusement « élevée que madame la duchesse de Bourgogne, ni moins « bien instruite. Elle se trouva née avec de l'esprit et, dans « cette première jeunesse, avec un bon esprit, sage, ferme, « suivi, capable de conseil et de contrainte et qui, déployé « et plus formé dans les suites, montra une constance et un « courage que la douceur et les grâces naturelles de ce « même esprit relevèrent infiniment. Elle avait tout ce qu'il « fallait pour être adorée; aussi devint-elle la divinité de « l'Espagne. L'affection des Espagnols qui, seule et plus « d'une fois, a conservé la couronne de Philippe V, fut, en « la plus grande partie, due à cette Reine dont ils sont en- « core idolâtres, dont ils ne se souviennent encore qu'avec « larmes, je dis seigneurs, dames, militaires, peuple... Un « esprit de cette trempe, manié d'abord par un autre esprit « tel qu'était celui de la princesse des Ursins, et sans témoins « et à toute heure, était pour aller bien loin, comme il fit. » — On a vu déjà que la jeune souveraine, qui fut contrainte d'exercer plusieurs fois la régence, ne cessa jamais, quelque graves, quelque difficiles, quelque périlleuses même que fussent les circonstances, de se montrer à la hauteur de son rôle et que, par son application aux plus sérieuses affaires, dans un âge encore tendre, par le tact, le sang-froid, le courage dont elle fit preuve, par l'attachement sagace qu'elle témoigna pour les coutumes espagnoles, par le soin qu'elle prit de se conformer scrupuleusement aux lois sévères de l'étiquette castillane, elle charma tous les esprits et conquit tous les cœurs. Le duc de Grammont, qui la détestait parce que, d'après les conseils de sa camarera

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mayor, elle n'avait pas craint de lui tenir tête et qui la juge, dans sa correspondance politique, avec une évidente et injuste partialité, ne put s'empêcher de rendre hommage à la supériorité de son intelligence. — « La Reine, lit-on « dans cette correspondance qui renferme tant d'apprécia- « tions fines et caustiques sur la cour de Philippe V, a de « l'esprit au-dessus d'une personne de son âge, elle est « fière, superbe, dissimulée, indéchiffrable, hautaine, ne « pardonnant jamais. Elle n'aime, à seize ans, ni la mu- « sique, ni la comédie, ni la conversation, ni la promenade, « ni la chasse, en un mot aucun des amusements d'une per- « sonne de son âge. Elle ne veut que maîtriser souveraine- « ment, tenir le Roi, son mari, toujours en brassière et « dépendre le moins qu'il lui est possible du Roi son grand- « père. Quiconque la prendra différemment ne l'a jamais « connue. »

Que fût devenu le jeune duc d'Anjou, faible et indécis comme il l'était, s'il n'avait été guidé et protégé, pendant les premières années de son règne, par ces dévouements tutélaires? Il eût été, à coup sûr, le jouet inconscient des intrigues audacieuses qui s'agitaient autour de lui. Charles d'Autriche se fût assis sur le trône d'Espagne. Les persévérants efforts, les sacrifices sanglants que la France avait faits, depuis un siècle, pour accomplir les vues profondes de Henri IV et de Richelieu, eussent été définitivement perdus.

Ce fut des représentants mêmes du roi de France, de leur méfiance jalouse, du contrôle qu'ils prétendaient exercer au nom du tout-puissant aïeul, que vinrent, en grande partie, les difficultés. Toutes les fois qu'une entente put s'établir, entre son ambassadeur et le gouvernement espagnol, sur le but et sur les moyens, les choses marchèrent à souhait; mais, lorsque le désaccord éclata, tout périclita, tout fut

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

entravé. L'affermissement de la jeune monarchie était le but vers lequel tendaient constamment, uniquement, tous les vœux et tous les efforts de Philippe et de ses deux illustres conseillères. Le roi Louis XIV le désirait aussi, mais il entendait le subordonner aux intérêts de sa propre couronne. De là, en maintes circonstances, de sérieux et profonds dissentiments, sans compter que, dans les rares occasions où l'on était du même avis sur les résultats à obtenir, il arrivait souvent que l'on différait absolument d'opinion sur les mesures à prendre pour les atteindre.

Au début du règne, le duc d'Harcourt, dont les habiles manœuvres ont grandement contribué à obtenir la décision de Charles II et dont le crédit est tout-puissant, se laisse convaincre par son ami le cardinal Porto-Carrero, malgré l'avis formel de Louis XIV, malgré ses propres répugnances, qu'il doit occuper un siége dans le Despacho pour y parler, quand il le faudra, au nom du Roi son maître. Son autorité n'en sera point accrue; mais cette ingérence intime, constante, éclatante, dans les affaires les plus sérieuses de la jeune monarchie, blessera, au plus haut degré, l'orgueil des conseillers espagnols du jeune monarque et provoquera mille protestations, mille difficultés. Le cardinal d'Estrées, qui remplace le comte de Marsin, en 1703, les mécontente bien plus encore. D'Harcourt était un négociateur avisé, prudent, modéré dans ses actes et ses paroles; Marsin s'était montré doux et facile; « le cardinal est ardent, bouillant, « haut à la main, accoutumé aux affaires et à décider, et ne « voulant ni de supérieur ni d'égal [1] ». A cette époque, la situation de madame des Ursins est déjà prépondérante. Elle a beaucoup connu le cardinal à Rome, où ils ont tous deux agi de concert; sa volonté n'est pas moins ferme que

[1] *Mémoires de Saint-Simon.*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la sienne et, les vues étant maintenant divergentes, le choc ne tarde pas à se produire. Le cardinal veut tout simplement que l'Espagne devienne française. Philippe V, la Reine et la princesse des Ursins veulent, avec raison, qu'elle reste espagnole. Il exige qu'on l'instruise de tout afin de pouvoir tout connaître, tout apprécier, tout diriger. Il entend qu'on le reçoive au Despacho, quand il jugera convenable de s'y rendre, et que la chambre même du Roi lui soit ouverte à toute heure. Il blâme ouvertement Philippe V, parce qu'il a pris la sage résolution de porter, dans les cérémonies publiques, le costume national. Ses prétentions sont si exorbitantes, paraissent si odieuses que le cardinal Porto-Carrero lui-même qui, parvenu au faîte des honneurs, est devenu le plus pacifique et le plus conciliant des Espagnols, s'en montre profondément irrité et que Ronquillo [1], le corrégidor de Madrid, exprime officiellement la crainte qu'elles n'occasionnent un soulèvement populaire. Desservi, auprès du Père La Chaise, confesseur de Louis XIV, par le Jésuite Daubenton qui dirige la conscience de Philippe V, le cardinal finit par succomber dans sa lutte contre la camarera mayor, contre la Reine, contre le Roi, contre Porto-Carrero, contre l'antipathie invincible qu'il inspire au peuple espagnol. Il est rappelé et son neveu l'abbé d'Estrées lui succède.

Celui-ci s'est d'abord fait humble. Il n'a pas craint de blâmer les imprudentes exigences de son oncle ; il ne brigue

[1] Homme d'un caractère énergique, d'une probité sévère, d'une fidélité à toute épreuve, d'un incorruptible désintéressement et d'autant plus odieux aux grands que son dévouement, pour les intérêts du Roi, était plus éclatant, plus agréable au peuple ainsi qu'à la haute bourgeoisie, plus apprécié de Philippe V. Ronquillo fut un des auxiliaires les plus zélés et les plus utiles de madame des Ursins. Bien que ne faisant pas partie de la noblesse, il devint plus tard président du conseil de Castille. Ayant osé tenir tête à la toute-puissante favorite, il fut momentanément exilé de Madrid en 1714.



Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pas les honneurs du Despacho; il s'est même engagé à mettre sous les yeux de la princesse des Ursins toute sa correspondance. Mais, par le fait, il n'a capté sa confiance que pour être mieux en situation de la trahir. Une lettre qu'il adresse secrètement à Torcy, tombe entre les mains de la police. L'abbé y dénonçait madame des Ursins comme l'ennemie jurée des intérêts de la France; il l'accusait de subir aveuglément l'influence pernicieuse de son favori d'Aubigny, qui l'avait épousée clandestinement; il demandait que d'importantes réformes fussent exigées de Philippe V [1]. La paix est rétablie par le rappel de la camarera mayor, qui avait encouru la disgrâce de Louis XIV, en violant le secret des lettres de son ambassadeur, et par le départ de l'abbé d'Estrées qui donne sa démission parce qu'il n'a pu se débarrasser de sa rivale aussitôt qu'il l'aurait voulu. Elle sera troublée de nouveau, en 1705, pendant que le duc de Grammont [2] représentera la France en Espagne. A cette époque madame des Ursins est encore en exil; ce n'est donc pas sa présence qui a fait naître les difficultés dont se plaint amèrement le nouvel ambassadeur; mais celui-ci a les mêmes vues, les mêmes passions que le cardinal d'Estrées.

[1] La lecture des perfides dépêches de l'abbé d'Estrées, sur la déférence et le dévouement duquel madame des Ursins croyait pouvoir compter, lui causa un tel dépit qu'elle en oublia toute prudence. — « Oh! pour mariée, « non », écrivit-elle de sa main en marge du passage dans lequel l'ambassadeur feignait d'expliquer et d'excuser, par un mariage secret, la familiarité trop apparente de ses relations avec d'Aubigny. Les dépêches furent mises, par la camarera mayor, sous les yeux mêmes de Philippe V et elle les envoya directement à son frère, le duc de Noirmoutiers, qui les remit lui-même à Torcy en lui recommandant le secret. Ce dernier crut que son devoir l'obligeait à signaler au Roi cette audacieuse violation de sa correspondance diplomatique; l'irritation que Louis XIV en ressentit fut très-vive.

[2] Le duc de Grammont, né en 1640, mort en 1720, était gouverneur du Béarn. Son père et ses deux fils furent maréchaux de France. Voir Annexe 56.


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Plus insinuant et plus habile, il n'est, au fond, ni moins ardent, ni moins absolu, ni moins altier. Pour obtenir que la France gouverne l'Espagne, il suscitera mille obstacles au duc de Montellano [1], qui veut la faire administrer par des Espagnols et s'opposera, de toutes ses forces, au retour de madame des Ursins dont les aspirations lui sont connues [2]. Lorsque celle-ci reviendra justifiée et triomphante, il faudra bien que Grammont disparaisse. Le sage et circonspect Amelot [3], son successeur, ne négligera rien pour

[1] *Montellano* appartenait à la maison de Solis, « qui était proprement, « dit Saint-Simon dans son traité sur la grandesse d'Espagne, ce que nous « appelons de robe. Il avait épousé une sœur du prince d'Isenghien, « gendre du maréchal d'Humières qui avait de l'esprit, du mérite, encore « plus de sens. » Elle remplaça madame des Ursins auprès de la Reine pendant toute la durée de sa première disgrâce et fut plus tard camarera mayor de la princesse des Asturies. Après avoir puissamment secondé la favorite dans sa lutte victorieuse contre le parti des grands et contre le cardinal d'Estrées, Montellano, qui portait d'abord le titre de comte, reçut la récompense de ses fidèles services. Il fut nommé duc et président du conseil de Castille à la place de Don Arias. Mais n'ayant pas travaillé avec un zèle suffisant au retour de madame des Ursins, et s'étant montré quelque peu hostile aux importantes réformes qu'elle méditait d'opérer dans l'intérêt de l'unification des lois nationales, il devint suspect à son tour et dut céder à Ronquillo la présidence du conseil de Castille. On l'accusait de sympathie pour les prétentions coupables du duc d'Orléans. « C'est un « dangereux vieillard, écrivait en 1705 le maréchal de Tessé, qui s'est « glissé comme un serpent dans les affaires et a trompé le roi d'Espagne, « la Reine, le duc de Grammont lui-même. » Après sa disgrâce, Montellano continua à siéger au Despacho et conserva tout entière la confiance de la jeune Reine.

[2] « Ce sont les plus méchants hommes du monde, écrivait-il au Roi, en « lui désignant Montellano et ses amis. Ils ne seraient contents que s'ils « voyaient la nation française éteinte en Espagne et eux avec l'archiduc « dans Madrid. — Ce sont là pourtant les bras droits de madame des « Ursins et les seuls confidents de la Reine. »

[3] « Amelot, marquis de Gournay, né en 1655, mort en 1724, était un « homme d'honneur, de grand sens, de grand travail et d'esprit, dit le duc « de Saint-Simon dans ses Mémoires. Il était doux, poli, liant, assez « ferme, de plus un homme fort sage et modeste. Il avait été ambassadeur « en Portugal, à Venise, en Suisse, et avait eu d'autres commissions au « dehors. Partout il avait réussi, s'était fait aimer et avait acquis une grande « réputation. Il était de robe, conseiller d'État et, par conséquent, point

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

plaire à la toute-puissante camarera mayor. Il n'y aura plus à Madrid qu'une direction suprême, devant laquelle s'abaisseront toutes les volontés, qui choisira et renversera les ministres, qui déjouera les visées coupables du duc d'Orléans, qui encouragera et fortifiera la noble résistance du jeune monarque aux impérieux avis que lui fera donner son aïeul par le duc de Noailles [1], qui appellera Vendôme pour réorganiser l'armée et sauver le trône de Philippe V. Cette direction fut, pour l'Espagne, un incontestable bienfait, dont elle eût joui beaucoup plus tôt sans les résistances que provoqua la diplomatie française.

Celles que fit naître la constante opposition des grands seigneurs, pendant les premières années du règne de Philippe d'Anjou, furent infiniment plus redoutables. L'influence traditionnelle et prépondérante qu'ils exerçaient directement dans les différentes assemblées de la monarchie, dans les conseils de Castille, d'Aragon, d'Italie, de Flandre, des Ordres, des Indes, de la guerre, des finances, leur était très-chère et très-précieuse, parce qu'elle confirmait leurs prérogatives et flattait leur vanité. Elles avaient été respectées par les princes de la maison d'Autriche, et

« susceptible de Toison d'or, ni de grandesse. » Amelot ne démentit point en Espagne la bonne renommée que ses précédentes missions lui avaient acquise. Il s'y conduisit avec autant d'habileté que de tact et s'y fit la plus haute situation. Calomnié auprès du Roi par les ministres auxquels sa rare capacité portait ombrage et qui le rendirent suspect de jansénisme, il tomba, pendant quelque temps, en disgrâce après son retour d'Espagne. Louis XIV, qui connaissait et appréciait ses talents, le chargea, en 1714, de négocier, avec le Saint-Siége, la convocation d'un concile national destiné à résoudre les difficultés que l'inextricable affaire de la constitution *Unigenitus* avait produites. La mort du Roi mit fin à son ambassade. Sous la régence, Amelot fut président du conseil de commerce.

[1] Adrien-Maurice, duc et maréchal de France, grand d'Espagne, président du conseil des finances, membre du conseil de régence et ministre d'État. L'un des personnages les plus considérables du dix-huitième siècle. Voir Annexe 57.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'archiduc s'était, paraît-il, engagé à les maintenir. Il n'était pas douteux que les conseillers français du jeune souverain, instruits à l'école des ministres de Louis XIV, imbus des maximes de la politique constamment pratiquée par Richelieu et ses successeurs, ne tentassent, sans hésitation, de les supprimer, afin de fortifier le pouvoir par la centralisation. On peut dire que tous les seigneurs espagnols, si l'on excepte ceux qui, en petit nombre, avaient secondé les vues de Porto-Carrero dans la grande affaire du testament, souhaitaient ardemment le succès des alliés. Leur sympathie pour le fils de Léopold était connue. Elle se trahit d'abord, à la cour de Philippe, par une froideur et une réserve qui repoussèrent toutes les avances; elle se manifesta par quelques protestations plus ou moins hardies, lorsque le gouvernement royal témoigna, envers les Conseils, ses dispositions méfiantes; elle devint publique après le désastre de Hochstett; elle se montra active, ardente, décidément séditieuse, en 1706, à la suite des événements militaires qui firent, pendant plusieurs mois, de Burgos la capitale du royaume [1]. On vit alors des hommes appartenant aux plus illustres familles de l'Espagne, le comte de Galvez, frère du duc de l'Infantado, le comte d'Oropeza et le comte de Haro, son gendre, les comtes de Lemos et de Santa Cruz, le comte d'Elda et le marquis de Noguera, son frère; on vit des prélats placés au sommet de la hiérarchie sacerdotale, l'évêque de Barcelone, Benoît Salas, Don Balthazar de Mendoza, qui avait été grand inquisiteur, violer, sans pudeur, les serments qu'ils avaient prêtés à leur jeune Roi, tresser, de leurs propres mains, les lauriers de ses ennemis, partir en députation pour Barcelone, afin de hâter la venue de l'archiduc [2],

[1] Voir le récit des faits militaires.

[2] *Mémoires de Saint-Philippe*, Le comte de Lemos et Benavidès,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ouvrir à ses généraux les portes de Valence, de Carthagène, de Madrid, le proclamer roi dans la capitale des Espagnols. On vit le cardinal Porto-Carrero lui-même, dont la prépondérante influence avait si efficacement servi les intérêts des Bourbons, qui avait conduit, pendant quatre années, le gouvernement de Philippe V et que Louis XIV considérait comme le plus fidèle ami, le plus ferme soutien de son petit-fils, renier tous ses engagements, faire des vœux en public pour la cause des alliés et contribuer ainsi à la capitulation de Tolède dont il était l'archevêque. On le vit illuminer brillamment son palais quand cette ville fut prise, offrir un banquet magnifique aux officiers de l'archiduc, et faire chanter, dans sa cathédrale, un *Te Deum* solennel en signe d'allégresse, soit que, renonçant à ses erreurs, il considérât réellement Charles d'Autriche comme le sauveur de son pays, soit plutôt qu'ayant été contraint de céder à d'autres le pouvoir suprême, il voulût se donner la coupable satisfaction de témoigner à la face du monde, par l'éclat de ce scandale, son mécontentement et son dépit. L'année suivante, quand on découvrit les menées suspectes du duc d'Orléans, on sut qu'il entretenait, sous main, des intelligences avec plusieurs membres de la noblesse et que ceux dont il sollicitait secrètement l'appui ne songeaient, tout en flattant ses espérances, qu'à exploiter son ambition par l'abaissement du pouvoir royal au profit de l'archiduc.

Parmi ces traîtres dont le zèle pour la cause des alliés fit courir, en maintes circonstances, à la jeune monarchie, de sérieux périls, l'amirante de Castille, le marquis de Leganez, gouverneur de l'Andalousie et directeur perpétuel de l'artillerie sous Charles II, le duc de Medina-Cœli, qui fut un in-

patriarche des Indes, furent rencontrés par un parti de soldats royaux sur la route de Barcelone et faits prisonniers.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

stant ministre des affaires étrangères en 1710, eurent le triste honneur de se montrer au premier rang.

Illustre par sa race, par ses hautes alliances, par les services rendus à son pays, par la grande influence qu'il y avait acquise, ayant tout à prétendre sous un prince autrichien, trop grand déjà pour ne pas porter ombrage à un prince français, habile, éloquent, astucieux, l'Amirante se distingua, entre tous, par la violence de la haine qu'il portait à Philippe V et par l'importance des services qu'il rendit à son rival. On a vu [1] que, pour le mettre hors d'état de nuire à son gouvernement, le jeune Roi l'avait nommé ambassadeur à Paris; que, trompant la vigilance de son escorte, l'Amirante avait passé en Portugal au lieu de gagner les frontières de France; que, par ses ardentes et décevantes promesses, il avait persuadé au roi Pierre II de déclarer la guerre à l'Espagne.

Leganez [2], bien que protégé par le cardinal Porto-Carrero qui le jugeait digne de toute sa confiance, refusa constamment, avec une obstination qui devint bientôt suspecte, la prestation du serment demandé à tous les fonctionnaires de la monarchie. Il avait promis fidélité à Charles II, disait-il; cet engagement le liait envers son prédécesseur, un nouveau serment n'était pas nécessaire. A Paris, où il fut envoyé en ambassade, parce qu'on l'y croyait moins dangereux qu'à Madrid, il essaya de se justifier, auprès de Louis XIV, des soupçons qui pesaient sur lui [3]. On le crut un instant sincère,

[1] Voir le récit des faits militaires.

[2] Le marquis de Leganez était, sous le gouvernement de Charles II, gouverneur de l'Andalousie et directeur perpétuel de l'artillerie.

[3] « Le Roi donna aussi une longue audience au marquis de Leganez, « venu exprès d'Espagne pour se justifier sur son attachement à la maison « d'Autriche, et beaucoup de choses qui lui avaient été imputées en con- « séquence, sur lesquelles le Roi parut d'autant plus content de lui que la « lenteur de son voyage avait fait douter de son arrivée. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mais on apprit qu'à son retour il avait renoué ses mystérieuses intrigues avec les ennemis de l'État. Afin de le lier par ce serment qu'il déclinait toujours, on lui offrit successivement une haute situation à la cour, la présidence des Ordres et un emploi militaire dans les Pays-Bas. Il ne voulut point les accepter. Devenu décidément suspect, obligé de remettre au Roi sa charge de capitaine général des artilleurs, il noua des intelligences avec l'Amirante qui se trouvait alors en Portugal, et osa comploter contre la liberté, contre la vie même de Philippe V. Le prince de Sterclaës, capitaine des gardes, fut chargé de le mettre en arrestation [1]. Conduit sous bonne escorte à Pampelune, il fut transféré au château Trompette à Bordeaux, puis au fort de Vincennes, puis envoyé en exil à Paris. Il y mourut en 1711, « après avoir « prêté, dit Saint-Simon, entre les mains du duc d'Albe, « ambassadeur d'Espagne, les serments qu'on voulut ».

Moins ouvertement rebelle, mais soupçonné, non sans de graves motifs, pendant qu'il était ministre des affaires étrangères, de partager les vues et de favoriser les projets de Philippe d'Orléans, dont il était l'ami dévoué, le duc de Medina-Cœli, l'un des plus puissants seigneurs de l'Espagne,

[1] « Il s'était découvert une conspiration à Grenade et une autre à « Madrid... Le projet était d'égorger tous les Français et de se saisir de « la personne du Roi et de la Reine. On crut trouver que le marquis de « Leganez en était le chef. C'était un homme d'esprit et de courage qui, « sous Charles II, avait passé par les premiers emplois de la monarchie... « Il avait toujours été fort attaché à la maison d'Autriche et lié avec ceux « qui passaient pour en être les partisans. Il s'était toujours dispensé de « prêter serment à Philippe V, sous prétexte que l'exiger d'un homme « comme lui, c'était une méfiance qu'il réputait à injure..... On crut en « savoir assez pour devoir l'arrêter. Sterclaës, capitaine des gardes du « corps et capitaine général, en eut la commission; il l'exécuta le 10 juin « dans les jardins du Retiro, lui-même avec vingt gardes à pied. Il le conduisit, avec cette escorte, à une porte qui donne sur la campagne, où il « était attendu, dans un carrosse à six mules, par trente gardes du corps à « cheval... qui le menèrent à six lieues de Madrid, à un relais, et, de là, « très-diligemment à Pampelune. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ne pensait pas qu'on eût la hardiesse de mettre la main sur sa personne. « On ne doit pas traiter de la sorte des gens « comme nous », avait-il dit l'année précédente, lorsque l'Amirante fut condamné à mort par contumace. Medina-Cœli conseillait d'établir, en Espagne, une junte suprême où seraient venus siéger les principaux représentants de l'aristocratie. C'était livrer le pouvoir à la noblesse et le trône au duc d'Orléans ou plutôt à l'archiduc. L'audacieux ministre osa traverser les négociations entamées par Louis XIV et son petit-fils avec la Hollande et en livrer le secret à l'Autriche. Sur la demande du gouvernement français, et après que Philippe eut acquis, lui-même, les preuves de sa trahison, il fut enfermé, au mois d'avril 1710, dans le château de Ségovie [1].

Pour triompher de cette opposition aussi puissante que redoutable, Philippe V s'inspira des judicieux avis de ses

[1] Les *Medina-Cœli*, issus par les femmes de souche royale, descendaient de Ferdinand, fils aîné d'Alphonse X, l'Astronome, qui monta, en 1252, sur le trône de Léon et Castille. Ferdinand fut le gendre de saint Louis. Il mourut à vingt et un ans, laissant deux fils dont l'aîné, Alphonse, prit le nom de la Cerda. Après avoir lutté vainement contre son oncle Don Sanche, qui avait usurpé la couronne après la mort de son père, Alphonse se réfugia en France où Charles le Bel lui confia le commandement de ses armées du Languedoc. Il y épousa Mahaut de Lunel dont il eut un fils, Louis de la Cerda, que le pape Clément VI nomma, vers 1344, prince des îles Fortunées (les Canaries), qui devint amiral de France, comte de Clermont et Talmont, et qui épousa Léonor de Gusman, appartenant à l'une des plus illustres maisons de Castille.

Un bâtard du fameux Gaston Phébus, Bernard de Foix, qui était venu chercher fortune en Espagne, y obtint la main d'Isabelle de la Cerda leur fille unique. Il fut nommé, vers 1369, comte de *Medina-Cœli* et ajouta fièrement à ses armes celles de Léon et Castille. Un siècle plus tard (1491), Louis II de la Cerda, son descendant, « servit si bien le Roi Catholique « contre les Mores, qu'ils le créèrent duc de Medina-Cœli ». (Saint-Simon.)

Louis-François, le ministre de Philippe V, était le huitième duc issu par les femmes, en ligne directe, du bâtard de Gaston Phébus. Il avait été général des côtes d'Andalousie, puis des galères de Naples, ambassadeur à Rome, vice-roi de Naples qu'il administra avec autant d'habileté que d'énergie, président du conseil des Indes, gouverneur du prince des

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

conseillers et des plus grands exemples de ses ancêtres. Il fit ce qu'avait fait Louis XI, il s'appuya résolûment sur la bourgeoisie et sur le peuple. « Tous ceux du Despacho, dit « le maréchal de Tessé, dans ses curieux Mémoires, s'enten- « daient toujours contre ce qui pouvait établir le pouvoir « du Roi. Tous les autres seigneurs, surtout Medina-Cœli, « n'avaient d'objet principal que d'abaisser son autorité, de « faire qu'il n'eût point d'armée et que, n'en ayant point, il « ne fût jamais le maître... Le président de Castille, Mon- « tellano, se regardait comme tuteur, non-seulement de « l'Espagne, mais du Roi... le peuple seul était fidèle et « aimait le Roi. L'armée serait fidèle aussi si elle était « payée. » Et il ajoute un peu plus loin : « Mettez-moi « un Roi qui veuille être le maître, parler, travailler et « décider ou un premier ministre qui sache le faire, qui, « écrasant les grands, comme l'ont fait dans leur temps en « France, Richelieu et Mazarin, domine seul [1]. » Madame des Ursins ne pensait pas autrement. C'est elle qui voulait être ce premier ministre, et qui le fut, non pas de nom, mais de fait. Elle avait su persuader aux ministres de Louis XIV, lorsqu'elle résidait à Paris au temps de sa première disgrâce, que la forme du gouvernement espagnol devait être profondément modifiée, « qu'un régime « plus centralisé, une sorte de dictature, exercée par le Roi « ou en son nom, était nécessaire et que, comme la bour- « geoisie était fidèle, c'était par elle, c'était par des hommes « tirés de son sein qu'il fallait recruter les *conseils,* afin de

Asturies. Arrêté en 1710, « comme il se rendait au Conseil » (SAINT-SIMON), il fut conduit successivement à Ségovie, à Pampelune et à Bayonne où il mourut, en 1710, sans laisser d'enfants. Son héritière fut sa sœur aînée, femme du marquis de Priego, duc de Feria, grand d'Espagne, qui devint ainsi duc de Medina-Cœli.

[1] *Mémoires de Tessé.*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« limiter ou d'annihiler leur action [1]. » Dès qu'elle fut de retour auprès de Philippe V, forte de la confiance absolue que lui témoignaient, en ce moment, madame de Maintenon, le roi de France et ses ministres, habilement, énergiquement secondée par l'ambassadeur Amelot, son confident et son ami, elle engagea, sans hésitation, Philippe V à sévir, avec une inflexible et persévérante rigueur, contre les conspirations criminelles qui menaçaient incessamment sa couronne. Un homme de la bourgeoisie, Ronquillo [2], corrégidor de Madrid, fut revêtu de la plus haute autorité. Tout ce qui gênait le pouvoir royal fut écarté violemment ou frappé sans merci. On commença par éloigner les Français, puis on eut recours à la confiscation, à la prison, à l'exil pour briser les résistances de l'aristocratie. Cet audacieux système fut couronné d'un plein succès. Philippe n'avait pas craint de se jeter dans les bras du peuple espagnol qui, par deux fois, en 1706 et 1709, sauva son trône. Assouplie par la main de fer qui pesa sur elle pendant cinq ans, épurée, domptée, émue aussi d'une pitié chevaleresque pour les nobles infortunes du jeune Roi, la noblesse devint, à son tour, dévouée et fidèle. On a vu plus haut qu'après le désastre de Saragosse, la plupart des grands seigneurs se rallièrent autour de leur souverain, qu'ils envoyèrent à Louis XIV une adresse touchante et loyale pour obtenir des secours, qu'ils contribuèrent, de toutes leurs forces, à la formation de la nouvelle armée, qui, sous les ordres de Vendôme, devait combattre et vaincre à Villaviciosa [3].

Non moins hardis, mais moins heureux furent les efforts que ne cessa de faire le gouvernement espagnol, après la retraite du cardinal Porto-Carrero, pour réduire les prérogatives excessives du clergé, pour réprimer les séditieuses

[1] *Mémoires de Tessé.*
[2] Voir les notes précédentes.
[3] Voir le récit des faits militaires.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

entreprises des prêtres réguliers, pour combattre la puissante et dangereuse influence de l'inquisition. « Le clergé fait, « pour le moins, un tiers de ce royaume », écrivait, en 1701, le chevalier irlandais du Bourk, qui était, en Espagne, l'émissaire secret de Chamillard, « et le tiers le plus puis- « sant et le plus accrédité. Les moines ont la meilleure part « de la substance du pays entre leurs mains et, si jamais il « y a quelque soulèvement en Espagne, ce seront les moines « qui, pour des considérations purement temporelles, exci- « teront les peuples et fourniront les moyens. Le gouverne- « ment présent n'a pas de plus dangereux ennemis qu'eux. « Il y a longtemps que les agréments de la vie et les avan- « tages de la fortune sont attachés au froc dans ce pays-ci. « Mais ils craignent maintenant que cela ne change. » — Sous Charles II, en effet, le crédit du clergé était devenu irrésistible et ce qui le rendait particulièrement redoutable, c'est que non-seulement il s'exerçait au profit d'une corporation et au préjudice du plus grand nombre, mais encore, qu'étant dévoué à la cour de Rome, il pouvait, dans un moment donné, faire prévaloir les intérêts du Saint-Siége, malgré la volonté du souverain, sur ceux du peuple espagnol. A la vérité, cette corporation était profondément nationale. Fidèle, jusqu'à l'exaltation, aux croyances catholiques, le peuple aimait et craignait ses prêtres, il écoutait leur parole avec la plus respectueuse déférence ; leurs conseils étaient pour lui des ordres; il leur obéissait comme à Dieu lui-même. Mais cette suprématie, devant laquelle la plupart des volontés se courbaient, avait enfanté, naturellement et par la force même des choses, de grands abus auxquels il paraissait presque impossible de porter remède. « Un épisco- « pat trop riche et trop dépendant de Rome, dit Louville [1],

[1] Charles-Auguste d'Allonville, marquis de Louville, né à Louville,


Digitized by Google · Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« dans ses curieux Mémoires, une inquisition redoutable, « toujours en guerre, au dehors, avec le Pape, au dedans, « avec les sujets, et des milliers de moines, souvent hommes « de talent et de mérite, mais la plupart opposés, entre « eux, d'un ordre à l'autre et même de couvent à couvent; « voilà pour l'Église. » — « Prêtre au Mexique pour le « gouverner, écrit-il plus loin, prêtre à Séville pour faire « notre commerce, et, à l'âge de soixante-douze ans, prêtre à « la présidence de Castille, prêtre partout. » — N'avait-il pas été question, sous le règne de Charles II, assure William Coxe [1], de confier les affaires de la guerre et de la marine à deux prélats : les évêques de Malaga et de Tolède?

près de Chartres, en 1668, mort en 1734. « C'était un gentilhomme de bon « lieu, disent les *Mémoires de Saint-Simon*, qui avait été pris, de capi- « taine du Roi, infanterie, pour être gentilhomme de la manche de M. le « duc d'Anjou. Louville était homme d'infiniment d'esprit, et qui, avec « une imagination qui le rendait toujours neuf et d'excellente compagnie, « avait toute la lumière et le sens des grandes affaires, des plus solides et « des meilleurs conseils. » — Investi de l'intime confiance de Beauvilliers et de Torcy, il accompagna Philippe en Espagne et fut nommé, à Madrid, « chef de la maison française du Roi ». — L'influence qu'il acquit dans le gouvernement fut d'abord très-grande; mais sa révoltante partialité pour les Français le fit haïr des Espagnols et causa sa disgrâce. Sur les vives instances de madame des Ursins à laquelle il portait ombrage et dont il contrariait les vues, il fut rappelé en 1703. Louis XIV le nomma gouverneur de Cambrai et le gratifia d'une grosse pension. Louville a rédigé des *Mémoires secrets sur l'établissement de la maison de Bourbon en Espagne*. — C'était un écrivain de talent, un observateur sagace, un critique spirituel et mordant.

[1] Historien de mérite qui fut curé de Denham et chapelain de la Tour, gouverneur du jeune duc de Marlborough, du comte de Pembroke et de Whitebread, qu'il accompagna pendant ses longs voyages sur le continent. Il devint ensuite secrétaire d'Horace Walpole, fils du célèbre Robert Walpole, premier comte d'Orford, ancien ministre de la guerre dans le cabinet de Marlborough, et dont le rôle politique fut si prépondérant sous les deux successeurs de la reine Anne. — Coxe a écrit des récits de voyage fort intéressants et plusieurs ouvrages historiques, dont les principaux ont pour titres : *Vie de Robert Walpole; Mémoires d'Horace Walpole; la Maison d'Autriche; Mémoires des rois d'Espagne et de la maison de Bourbon; Vie de Marlborough*; né en 1647, mort en 1728.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

La pensée que les maximes gallicanes, reconnues en France par l'assemblée de 1682 et maintes fois invoquées par les ministres de Louis XIV, seraient suivies, sans doute, en Espagne, que Philippe V voudrait imiter les exemples de son aïeul, qu'il en résulterait certainement des innovations infiniment préjudiciables à l'Église, était venue troubler douloureusement la quiétude de ce clergé si nombreux, si influent, si riche, et l'avait jeté entre les bras du parti autrichien. Il courait certainement le risque de perdre la plupart de ses priviléges sous le sceptre de Philippe d'Anjou; il était sûr de les conserver tous sous celui de l'archiduc. Plus indépendants que les prêtres séculiers qui étaient tenus, à cause de leurs fréquents rapports avec les autorités administratives, de garder une soumission au moins apparente, les moines, dans plusieurs parties de la Péninsule, se déclarèrent ouvertement et combattirent, de leurs propres mains, pour la cause des alliés. Les habitants de Barcelone se soulevèrent à leur appel et leur fanatisme y entretint, pendant neuf années, le feu de la rébellion. On vit, dans les rangs de l'ennemi, des compagnies entières de Capucins qui animaient les troupes par leurs exhortations enflammées, qui se signalaient par leur valeur personnelle, et se portaient, d'eux-mêmes, aux endroits les plus périlleux, après avoir noué leurs longues barbes, avec des rubans, pour mieux se battre. En vain Philippe V, représenté à Rome par un homme d'intelligence et d'énergie, le duc d'Uzeda, fit-il appel à l'intervention du Pape. En vain demanda-t-il à Louis XIV, pour l'aider à soumettre ces révoltés, l'appui de sa haute influence. Depuis le désastre de Turin, Clément XI, paralysé par les exigences du vainqueur, n'était plus en situation d'assister le jeune souverain[1]. « Croyez-

[1] Voir le récit des faits militaires. (*Guerres d'Italie.*)



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« moi, avait écrit le roi de France à son petit-fils, vous « n'êtes pas encore assez fort pour avoir vos maximes galli- « canes [1]. »

N'ayant à compter que sur lui-même pour combattre de tels ennemis, auxquels l'hostilité permanente des grands seigneurs prêtait un appui redoutable, le gouvernement espagnol n'était pas de force à les réduire. Bien que dirigé principalement par les conseils d'une femme, la princesse des Ursins, il les combattit avec une résolution toute virile. S'appuyant sur plusieurs légistes qui prétendaient, comme les amis de Philippe le Bel, au temps de ses démêlés juridiques avec Rome, protéger, en vertu des lois écrites du royaume, le pouvoir civil contre les empiétements de l'Église, il revendiqua vaillamment les droits de l'autorité royale. Le plus connu et le plus courageux de ces légistes était Macanaz, magistrat intègre et austère, dont les arrêts, hardiment libellés au nom des légitimes prérogatives de son souverain, avaient soulevé, plus d'une fois, la colère ecclésiastique, et qui, étant juge fiscal à Valence, osa braver les foudres de l'excommunication [2]. Bien que riche jusqu'à l'opulence, le clergé ne payait pas d'impôts; à peine pouvait-on lui arracher, dans les plus grands périls, un don volontaire ou un emprunt onéreux. Le nonce du Pape, en Espagne, était assisté d'un conseil que le Saint-Siége avait investi du droit de juger, *en dernier ressort,* les causes jadis portées en appel à la cour de Rome, qui percevait les droits, très-élevés, dus par les parties et qui les versait

[1] *Mémoires de Noailles.*

[2] « Macanaz, dit Saint-Simon, était un homme fort savant, fort attaché « aux droits et à la personne du roi d'Espagne. » — Lorsqu'il fut banni en 1713, après la chute de madame des Ursins et sur les instantes démarches des amis de l'inquisition, « il emporta les regrets de tout le monde, « ceux du Roi même, qui lui continua ses pensions et sa confiance, et s'en « servit, au dehors, en plusieurs choses et affaires secrètes ».

Digitized by Google	Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans la caisse pontificale. Cette caisse était pleine quand celle du Roi était vide. L'inquisition, pouvoir formidable, par son influence occulte sur des populations superstitieuses ou fanatisées qui la considéraient comme infaillible et que ses terribles sentences frappaient de stupeur, par l'union mystérieuse et inébranlable de ses membres, par l'impénétrable secret de ses délibérations, par l'importance prodigieuse de la mission sainte qu'elle prétendait exercer, soit comme protectrice du roi des Espagnes, soit comme gardienne fidèle de la pureté des dogmes catholiques, tenait partout l'administration en échec. Les ministres de Philippe V osèrent successivement, en 1707, demander aux membres du clergé des subsides, en 1709, supprimer le tribunal de la nonciature, en 1714, s'attaquer à l'inquisition.

Toutes ces tentatives ne furent point couronnées d'un égal succès. Le Pape défendit au clergé de payer l'impôt. Philippe tint bon et rappela son ambassadeur; mais, ne recevant pas de son aïeul l'appui sur lequel il croyait pouvoir compter, il dut se tenir pour satisfait de recevoir un don volontaire. Dans la question de la nonciature, son gouvernement fut plus heureux parce qu'il put être plus énergique. Après avoir résisté courageusement aux sollicitations impérieuses de la chancellerie autrichienne, Clément XI, humilié, effrayé, impuissant, venait de reconnaître l'archiduc en qualité de Roi catholique. Les représentants, à Rome, de la France et de l'Espagne avaient demandé leurs passeports [1]. Louis XIV était irrité, il n'y avait plus rien à

[1] On a vu qu'après nos défaites en Italie, la reconnaissance de l'archiduc, non pas comme roi d'Espagne, mais simplement *comme roi en Espagne*, subterfuge de langage peu digne, à la vérité, de la majesté pontificale, mais excusable assurément dans les extrémités où le Pape se trouvait réduit, fut imposée à Clément XI par les exigences impérieuses de la diplomatie autrichienne. Les ambassadeurs de France et d'Espagne auprès du Saint-Siége étaient le maréchal de Tessé et le duc d'Uzeda.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ménager avec le Pape. Le nonce Zondodari fut reconduit à la frontière avec une escorte d'honneur, et un décret abolit son tribunal, faisant ainsi disparaître une institution presque séculaire, dont le fonctionnement affaiblissait le prestige de la justice nationale et enrichissait le pontife romain aux dépens du peuple espagnol.

Dans la lutte entreprise, cinq ans plus tard, contre l'inquisition, ce fut le Roi qui dut mettre bas les armes. Madame des Ursins avait, paraît-il, conseillé l'attaque, que l'on conduisit, tout d'abord, avec la plus grande vigueur. Introduite en Espagne, dès le commencement du treizième siècle, pour y protéger les chrétiens contre les Maures et les Juifs, solennellement maintenue, établie sur de plus larges bases par le gouvernement de Ferdinand et d'Isabelle, qui régla, en termes précis, son organisation aussi bien que ses fonctions judiciaires, et qui en fit une institution nationale, avant tout, un instrument politique, le *saint-office,* dont l'action se faisait partout sentir au détriment de l'autorité royale, bien que, depuis longtemps, elle fût devenue inutile, portait justement ombrage aux ministres de Philippe V [1]. Un roi d'Espagne l'avait créé, un de ses successeurs pouvait l'abolir, et il devait être aboli puisque, créant sans cesse et partout des difficultés, des contestations, des embarras, il ne rendait plus, en réalité, aucun service. Telle fut la thèse

[1] Il y avait par le fait, entre l'inquisition et le gouvernement, de perpétuels conflits d'autorité et d'attributions. Non-seulement le saint-office sévissait contre l'hérésie avec une rigueur atroce que désavouaient les ministres de Philippe V, et qui gênait souvent leur politique, mais encore il prétendait protéger le roi d'Espagne, pour ainsi dire, malgré lui. C'est ainsi qu'en 1707, il publia un édit qui faisait de la délation un cas de conscience, et obligeait, sous des peines très-sévères, tous les Espagnols à dénoncer les traitres. Llorente, dans son *Histoire de l'Inquisition d'Espagne,* affirme que, durant le règne de Philippe V, elle fit brûler quinze cent soixante-quatorze individus sur les places publiques du royaume et en condamna onze mille sept cent quatre-vingts à des peines plus ou moins sévères.


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que soutint fort habilement et très-énergiquement Macanaz, dans un mémoire qui fut remis au Roi, au moment même où le cardinal Del Giudice [1], grand inquisiteur, qui avait été nommé ambassadeur extraordinaire auprès de Louis XIV, allait partir pour la France. « Sire, disait, à la fin de ce « mémoire, le courageux légiste, je donnerais ma vie pour « la défense de la foi catholique ; mais, pour tous les points « qui ne touchent pas aux principes fondamentaux de cette « foi, je ne dois pas manquer aux devoirs de ma charge, « qui consiste à soutenir les droits de Votre Majesté, en « tout ce qui peut la concerner ; votre conseil en jugera. » Personnellement, le jeune monarque était doux et humain. Le sang versé inutilement lui faisait horreur. Les combats de taureaux ne lui inspiraient que du dégoût. Jamais il ne voulut honorer de sa présence un auto-da-fé. Il n'avait pas oublié les virils avis de son aïeul et, s'il ne savait pas toujours prendre les décisions nécessaires, il aimait, comme tous les princes de sa race, à être obéi. Ses propres sentiments étaient donc d'accord avec les intentions de son entourage et, comme le conseil de Castille se composait en majorité, à cette époque, d'hommes nouveaux, tous choisis à la dévotion de madame des Ursins, tous tirés des rangs de la haute bourgeoisie, par conséquent ennemis jurés des priviléges, il ne paraissait pas douteux, du moment surtout que ses votes étaient secrets, qu'il ne se prononçât nettement pour la suppression du saint-office. Ce fut le contraire qui arriva.

Le tribunal de l'inquisition, dès que le mémoire de Macanaz lui fut connu, le frappa publiquement de réprobation et d'anathème, et son arrêt, revêtu de l'approbation

[1] Le cardinal François Del Giudice, grand inquisiteur, était archevêque de Montréal, évêque d'Ostie et de Velletri, doyen du Sacré Collége. Voir Annexe 58.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

solennelle du grand inquisiteur Del Giudice, fut audacieusement affiché, par les ordres de celui-ci, sur les murs mêmes du château de Marly, par conséquent devant les yeux de Louis XIV. Les considérations sur lesquelles s'appuyait la sentence de ce tribunal, ne niaient pas que le roi d'Espagne n'eût le droit de supprimer l'inquisition dans ses États; elles affirmaient seulement, non sans quelque raison, que les actes dont on lui faisait un crime étaient purement et simplement les conséquences naturelles, nécessaires, légitimes de l'institution même du saint-office, que, par conséquent, il n'était pas juste de les considérer comme des abus. Intimidé par cette hautaine assurance, le conseil de Castille évita de se prononcer et ne chercha qu'à gagner du temps. Un décret royal donna l'ordre aux inquisiteurs d'annuler eux-mêmes leur sentence; il demeura lettre morte. Le cardinal Del Giudice avait bien voulu, il est vrai, sur les injonctions péremptoires de Philippe, renoncer à la charge de grand inquisiteur, mais le Pape avait formellement refusé sa démission. Il fut question alors, à la cour, de faire un coup de force et d'abolir l'inquisition, sans l'aveu du conseil de Castille. Orry et la princesse des Ursins y poussaient le Roi de toutes leurs forces. Il est probable que son aïeul ne l'eût pas désapprouvé. Devant une responsabilité si grave, sa conscience timorée se troubla. Louise-Marie n'était plus à ses côtés pour affermir son courage. On disait que la populace de Madrid était prête à se soulever pour protéger le saint-office contre les entreprises des Français. Le gouvernement voulut, au moins, que sa dignité fût sauve. Il confirma le blâme officiel dont la sentence portée contre Macanaz avait été l'objet, et laissa quelque temps le cardinal en exil. L'inquisition était donc maintenue. Elle dut toutefois se tenir pour avertie et ménager, à l'avenir, les justes suceptibilités du pouvoir.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Quand le temps fut venu, ses partisans n'oublièrent point que les conseils de madame des Ursins avaient ébranlé son crédit et provoqué sa disgrâce [1].

Il eût été plus facile, pour la jeune monarchie, d'opérer les réformes nécessaires qu'elle méditait si elle avait été moins pauvre. Les mains ne peuvent guère agir avec promptitude et habileté, quand il leur faut créer en partie, développer, perfectionner elles-mêmes leurs moyens d'action. Les croisières des flottes alliées interdisaient aux galions des Indes l'entrée des ports espagnols; la principale source des revenus de l'État se trouvait ainsi épuisée, et cependant il fallait fortifier les places, entretenir les armées, obéir, au moins dans une certaine mesure, aux justes exigences de Louis XIV, qui, réduit lui-même aux expédients, n'entendait pas fournir des troupes et des munitions sans recevoir, en retour, quelques compensations pécuniaires. Comment satisfaire à des charges si impérieuses, si accablantes, quand l'Espagne était incapable, en temps de paix, de pourvoir à ses propres dépenses, sans les ressources que lui procuraient ses colonies? Les qualités ordinaires d'un bon administrateur, le talent, la probité, l'application ne suffisaient pas pour accomplir cette tâche vraiment prodigieuse. Il y fallait un génie d'invention, un savoir-faire merveilleux, une dextérité infatigable qui se trouvent rarement chez les plus grands ministres. Sans être un grand ministre, le financier

[1] Il ne paraît pas douteux que leurs rancunes, habilement servies par les intrigues de la Reine douairière et du grand inquisiteur Del Giudice, contribuèrent puissamment à la chute de la princesse des Ursins aussi bien qu'à l'élévation d'Alberoni. Avant d'arriver à Quadraque, où elle congédia si brutalement Anne-Marie de la Trémoille, Élisabeth Farnèse avait longuement conféré avec la Reine, à Saint-Jean-Pied-de-Port. Cette dernière y était venue de Bayonne, où elle résidait, et où se trouvait en ce moment le grand inquisiteur.


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Orry [1], dont le cardinal Porto-Carrero avait demandé l'assistance à Louis XIV, possédait la plupart des facultés nécessaires pour tirer le meilleur parti possible d'une situation si engagée et si périlleuse. « Il avait », au dire du maréchal de Berwick, qui parle de lui longuement dans ses Mémoires, « beaucoup d'esprit, d'éloquence et de travail ». Admirateur passionné des principes dont le grand Colbert avait imposé à la France la féconde application, il avait résolu de les introduire en Espagne; son activité était surprenante; il trouvait des remèdes à tout et inventait mille moyens pour faire réussir toutes les entreprises. Il eût été un administrateur irréprochable, si, en diverses circonstances, il n'avait voulu tout faire à lui tout seul, s'il avait eu la main plus légère et l'accueil plus courtois, s'il se fût montré plus scrupuleux, plus modéré dans le choix et l'emploi des moyens, si, en un mot, il avait su faire aimer, au moins faire respecter ses réformes. Secondé d'abord par le comte de Bergheyck [2], dont le concours lui fut très-précieux, parce que ses

[1] Jean Orry, surintendant des finances et des armées espagnoles, né en 1651, mort en 1719. Voir Annexe 59.

[2] « D'abord baron, puis comte (à dire vrai ni l'un ni l'autre qu'à la « mode de nos ministres), Bergheyck était un homme de Flandre et de « meilleure famille qu'ils ne sont d'ordinaire, qui avait travaillé dans les « finances des Pays-Bas, sur la fin de Charles II, que l'électeur de Bavière « y trouva fort employé et qu'il y continua après la mort du roi d'Espagne. « Sa capacité et sa droiture donnèrent confiance en lui; sa fidélité et son « zèle y répondirent. Avec beaucoup d'esprit, de sens, de lumière, de « justesse... beaucoup de douceur avec tout le monde..... une grande « modestie, un entier désintéressement et beaucoup de vues. Il se pouvait « dire un homme très-rare..... avec tous ses talents, grand travailleur, et « qui avait une exactitude et une simplicité en tout singulières. Il fut « bientôt mis au timon des affaires de ce pays-là pour l'Espagne. » (Saint-Simon.) Le comte de Bergheyck fut chargé, en 1708, par le gouvernement français, d'organiser une insurrection dans les Pays-Bas en faveur de Philippe. Appelé ensuite en Espagne pour coopérer, avec Orry, à la restauration des finances, il eut le malheur de déplaire à la princesse des Ursins et fut tenu, pour quelque temps, éloigné des affaires. Il prit, au nom

Digitized by Google	Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

talents financiers bien connus et sa rigide probité inspiraient beaucoup de confiance aux populations, puissamment aidé, un peu plus tard, par madame des Ursins et par Amelot, qui, unis eux-mêmes dans une pensée commune, savaient bien qu'ils avaient en lui le plus discret des confidents, le plus sûr des alliés, Orry sut rendre d'éminents services à la cause de Philippe V. Les rois d'Espagne avaient successivement, soit par leur complaisance pour leurs favoris, soit pour obtenir l'assistance de leurs vassaux, aliéné des droits dont l'exercice régulier et légitime eût pourvu, en partie, aux dépenses publiques. Ferdinand le Catholique recommanda, par son testament, à ses successeurs de les faire revivre. Aucun d'eux, même Charles-Quint, ne l'avait osé. La révision de ces droits fut confiée à une junte dont les décisions, à la fois impartiales et inflexibles, furent très-utiles au trésor. Les impôts étaient inégalement perçus dans toutes les provinces, toutes les villes, tous les ports par d'innombrables fermiers, plus ou moins exigeants, plus ou moins honnêtes, dont les procédés, souvent arbitraires et violents, irritaient les contribuables, entravaient les négociations, gênaient et blessaient, au plus haut point, le commerce étranger. Il arrivait fréquemment qu'ils s'abstenaient de rendre leurs comptes, et qu'ainsi les taxes, recueillies par eux malgré les murmures et les larmes, ne profitaient même pas à l'État. Ce système, à la fois si complexe et si défectueux, fut très-simplifié et grandement amélioré au profit de tout le monde. Dans chaque province, les revenus ne furent plus affermés qu'à une seule personne, et il y eut également un fermier unique pour les recettes générales de l'État. Suivant l'usage observé en France

de Philippe V, une part active aux négociations d'Utrecht. Bergheyck avait ses entrées à Marly, et Louis XIV le tenait en haute estime.


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

depuis Colbert, tous les comptables durent fournir un cautionnement et opérer leurs versements à des époques fixes, de telle sorte que la régularité du service de la trésorerie pût être désormais assurée. Enfin, pour en faciliter la marche et le contrôle, Orry fit instituer un trésorier général auquel furent confiées des fonctions analogues à celles que remplissent aujourd'hui nos ministres des finances.

Ce ne fut pas seulement en ce qui concerne la régie des deniers de l'État que les efforts des conseillers de Philippe V tendirent, sans relâche, vers la centralisation, à l'exemple du gouvernement de son aïeul. La santé et la force du corps humain dépendent, avant tout, de l'équilibre harmonique des organes. S'il arrive que le sang ne soit pas distribué également entre tous, l'équilibre est rompu et la maladie apparaît. Il en est ainsi du corps de l'État. Sans la pondération parfaite de toutes les parties dont il se compose, il souffre et languit. Tout ce qui favorise exceptionnellement l'une d'elles compromet la vigueur commune. L'Espagne était, par excellence, le pays des priviléges. Chacune de ses provinces, chacune de ses grandes villes, pour ainsi dire, avait ses *fueros*, sa constitution, ses coutumes particulières auxquelles les Espagnols tenaient plus qu'à leur vie. Gardiennes vigilantes des libertés locales, les *Cortès*, qui représentaient ces provinces et ces villes, soumettaient à un examen rigoureux, contrôlaient avec une méfiance jalouse les ordres émanés du pouvoir royal et sanctionnés préalablement par l'approbation du conseil de Castille, lequel assistait particulièrement le Roi. Les rivalités de l'Aragon et de la Castille étaient traditionnelles dans toutes les familles, vivaces dans tous les cœurs, toujours militantes à l'occasion [1]. Les refus d'obéissance n'étaient

[1] On a vu quel parti l'archiduc avait su tirer de cette situation. La haine


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pas rares et, la plupart du temps, quand on voulait bien se soumettre, ce n'était qu'après avoir discuté et amendé les ordonnances. De là des compétitions sans nombre, des retards sans fin, une confusion inextricable, un déplorable avilissement du pouvoir qui entravaient, au plus haut point, la gestion de toutes les affaires.

Entreprendre de débrouiller ce chaos politique et administratif, sous les yeux mêmes de l'ennemi qui en tirait les plus grands avantages, en présence de l'hostilité des grands et des moines, tous plus ou moins intéressés à le maintenir au profit de leur influence traditionnelle, c'était tenter une œuvre audacieuse, sans doute, mais infiniment utile à la monarchie. Orry, Amelot, madame des Ursins, Ronquillo, l'ancien corrégidor de Madrid, devenu président du conseil de Castille, le duc de Veragua [1], membre du Despacho, en

jalouse que portait l'Aragon à la Castille fut habilement exploitée par les moines et contribua beaucoup à jeter dans les bras de l'Autriche les populations de la Catalogne.

[1] Le duc de Veragua, qui fut un des collaborateurs les plus zélés et les plus intelligents de la princesse des Ursins, était alors le chef de l'illustre maison *Portugal y Colomb*, et descendait, par les femmes, du fameux *Christophe Colomb* dont le fils Diego, second grand amiral et vice-roi des Indes, avait été fait, en 1537, duc et grand d'Espagne. Ce fut vingt ans plus tard que le roi Philippe II ayant échangé *Veragua* contre La Vegua, propriété du fils de Diego, Louis Colomb, ce dernier devint duc de Veragua. L'ami de madame des Ursins était le sixième duc du nom. Saint-Simon qui se lia très-intimement avec lui pendant son ambassade d'Espagne, en 1721, faisait grand cas de son intelligence, de son originalité et de ses connaissances héraldiques. « Bien que jeune, disent les *Mémoires*, « il avait passé par les plus grands emplois, ...un grand sens et beau- « coup d'esprit... vilain de sa figure, sale et malpropre à l'excès, avec des « yeux pleins d'esprit; aussi en avait-il beaucoup et délié sous une appa- « rence grossière; de bonne compagnie et quelquefois fort plaisant sans y « songer, d'ailleurs doux, de bon commerce, entendant raillerie jusque-là « que ses amis l'appelaient familièrement Don Puerco et que, dînant « quelquefois chez le duc de Liria, à Madrid, nous lui proposâmes de « manger au buffet parce qu'il était trop sale pour être admis à table. » Veragua avait été membre du Despacho, en 1709, lorsque madame des Ursins gouvernait l'Espagne. Après son départ, il dirigea quelque temps


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

furent les plus actifs instruments. S'ils ne réussirent pas à constituer, en Espagne, un pouvoir aussi fortement centralisé que celui du grand Roi, ils eurent l'honneur et la gloire d'affermir le trône de son petit-fils en développant ses prérogatives, en augmentant son prestige, en rendant la tâche de son gouvernement beaucoup plus facile. Dès 1703, l'Aragon dut subir le système d'impôt auquel était soumise la Castille, et se plier à certaines coutumes en vigueur dans cette province. Deux ans plus tard, après la victoire d'Almanza, Philippe osa beaucoup plus. Un décret royal, publié dans les principales villes de la monarchie, soumit l'Espagne tout entière à la *Pragmatique*, c'est-à-dire à la Constitution de la Castille, et institua, en conséquence, des Cortès générales que le Roi pourrait convoquer à Madrid [1]. Plus tard, en 1714, une nouvelle réforme fut introduite. Le conseil *restreint* de Castille, qui siégeait en permanence et auquel revenait l'examen, sinon la décision, de toutes les affaires importantes, avait été maintenu sous la présidence dévouée de Ronquillo. Ses prétentions étaient parfois gênantes et, d'ailleurs, son nom même portait ombrage à tout ce qui n'était pas Castillan. Il ne fut pas aboli; mais on

les affaires de la marine et du commerce. « La jalousie d'Alberoni le tint « deux ans prisonnier dans le château de Malaga où il s'était si bien « accoutumé qu'il n'en voulait point sortir. » (*Mémoires de Saint-Simon.*) Il fut plus tard ambassadeur en Allemagne et en Russie. Il mourut à Naples. Le fils de Berwick, que Philippe avait fait grand d'Espagne et nommé duc de Liria, était le mari de sa sœur.

[1] Cette importante réforme fut décrétée en 1707. Philippe V n'abusa pas de la faculté qu'elle lui donnait de rassembler et de consulter les Cortès générales. Il s'en méfiait comme son aïeul se méfiait des états généraux. Elles furent convoquées au moment de la naissance du prince des Asturies, afin que la nation, elle-même, le reconnût pour son futur souverain, et, quelques années plus tard, en 1712, lorsque le Roi voulut faire sanctionner, par la représentation nationale, l'introduction de la loi salique en Espagne. Mais elles ne furent point appelées à voter les impôts. Ce fut, en réalité, au profit de l'autorité royale que les assemblées particulières des provinces furent dépouillées de leurs priviléges.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le divisa en quatre chambres revêtues, chacune, d'attributions différentes [1], et l'on réduisit ainsi son autorité, devenue trop prépondérante, en la partageant.

Ces mesures hardies et radicales excitèrent bien des ressentiments, et les ennemis de Philippe V ne manquèrent point de les exploiter à ses dépens. On disait bien haut, on répétait partout, qu'il avait foulé aux pieds les antiques priviléges de la nation et spolié les vrais Espagnols des charges auxquelles ils avaient droit pour les donner à ses créatures. Un décret royal, qui révoqua tous les fonctionnaires français et leur enjoignit de quitter le royaume, imposa silence à ces calomnies [2]. Toutefois, une éclatante compensation fut jugée nécessaire. Désormais, le jeune souverain n'aurait plus recours aux services dévoués de ses compatriotes et s'appuierait uniquement sur la fidélité castillane; mais il fallait, au moins, que sa race restât, pour toujours, en possession de son trône. En vertu des coutumes qui réglaient la *succession castillane,* la couronne était héréditaire, pour les femmes, par ordre de primogéniture. Il pouvait donc arriver qu'après Philippe V elle passât dans une autre maison que celle de France et retournât, par exemple, à la descendance de Charles-Quint, ce qui eût anéanti l'œuvre si laborieuse que Villaviciosa venait de couronner. Parmi tous ces grands seigneurs empressés maintenant autour de Philippe V victorieux, il en était plus d'un, sans doute, qui en avait le secret espoir. Depuis longtemps, Louis XIV insistait pour que la loi salique fût introduite en Espagne; il eût été téméraire de tenter une telle réforme que l'on savait profondément antipathique à la nation, sans y introduire quelque tempé-

[1] L'Église, l'État, la justice, la guerre.

[2] Le décret, qui destitua les fonctionnaires français et leur enjoignit de quitter l'Espagne, fut rendu en mai 1709.



Digitized by Google · Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

rament qui témoignât du respect des conseillers de la couronne pour les vieilles lois du pays. Ils se contentèrent prudemment d'une transaction qui appelait au trône, à l'exclusion des femmes, tous les descendants de Philippe V, en ligne directe ou collatérale, à condition toutefois qu'aucun d'eux ne pourrait régner s'il n'était né en Espagne, et qui stipulait, en outre : premièrement qu'à leur défaut, la couronne appartiendrait à celle des princesses qui se trouvait la plus proche parente, deuxièmement que, si les descendants et les descendantes venaient à manquer, elle serait dévolue à la famille de Savoie[1]. Cette transaction, elle-même, n'eût point été admise si la Reine, dont l'influence était presque irrésistible, ne l'avait appuyée de tout son crédit, et si le Roi n'avait exigé que les conseillers de Castille lui remissent, par écrit, leurs votes secrets. La nouvelle constitution fut acceptée et reconnue loi du royaume, en 1712, par une assemblée solennelle où siégèrent en cortès générales, sous les yeux du corps diplomatique, les représentants des villes, du clergé et de la noblesse.

Ainsi, au moment même où les négociateurs de la paix d'Utrecht achevaient de conclure les traités qui devaient consacrer la monarchie de Philippe V, le trône du petit-fils de Louis XIV reposait, en Espagne, sur des bases inébranlables, et il ne s'agissait plus, pour eux, que de reconnaître un fait décidément accompli. Après treize années de luttes laborieuses, d'incessants efforts, de terribles alternatives, les grands étaient enfin domptés, les moines soumis, l'armée convenablement organisée, l'ordre à peu près rétabli dans l'administration et les finances, le

[1] Cette disposition fut confirmée par le traité conclu, le 11 avril 1713, à Utrecht entre Louis XIV et le duc de Savoie.

13.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pouvoir centralisé et fort, la couronne assurée aux Bourbons. Un souverain vraiment espagnol régnait à Madrid, dans la personne du jeune duc d'Anjou. On peut dire que le vœu du grand Roi était satisfait. La tâche, sans doute, avait été ingrate, périlleuse, rebelle; ses difficultés étaient immenses; l'habileté de Berwick, les talents d'Orry et d'Amelot, le dévouement du peuple, la fidélité des généraux espagnols, l'intrépidité de Vendôme, l'intelligent courage de la Reine, la bravoure et la ténacité de Philippe, avant tout, le génie de madame des Ursins y avaient pourvu [1].

[1] Une réaction politique se manifesta lorsque cette femme illustre eut quitté le royaume. Elle fut l'œuvre des amis de l'inquisition dont Alberoni exploita très-habilement les rancunes et l'influence au profit de son ambition personnelle, en attendant qu'il les brisât eux-mêmes dès qu'ils commencèrent à lui porter ombrage; mais elle n'altéra aucun des grands rouages administratifs qui commençaient à fonctionner régulièrement. Lorsque le nouveau favori voulut mettre l'Espagne en état d'accomplir ses vastes projets, il n'eut qu'à développer les ressources créées par ses prédécesseurs.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE III

L'ALLEMAGNE ET L'ANGLETERRE PENDANT LES GUERRES DE LA SUCCESSION.

Luttes de l'Autriche contre les Turcs et les Hongrois. — Carlowitz. — Périls que court l'Autriche. — Ragotsky. — Concessions de Léopold et de Joseph. — Charles XII à Narva, à Pultava et en Turquie. — Pierre le Grand vaincu sur le Pruth. — Grande situation de l'Autriche. Méfiance qu'elle inspire. — Révolution politique accomplie en Angleterre.

Pendant que la France opposait des efforts désespérés aux entreprises de la coalition, pendant que Philippe V luttait victorieusement, en Espagne, pour le maintien et l'affermissement de sa couronne, l'Autriche, l'Allemagne, la Suède, la Russie, l'Angleterre voyaient s'accomplir des événements d'une importance considérable, dont le récit succinct complétera utilement pour le lecteur l'exposé de la situation dans laquelle se trouvait l'Europe au moment où commencèrent les négociations pour le rétablissement de la paix.

Deux fois, en moins d'un demi-siècle, la fortune de la maison d'Autriche a failli succomber sous les coups répétés et puissants de ses ennemis. Vaincus à la bataille de Saint-Gothard (1664), par Montecuculli[1], au moment où ils

[1] Saint-Gothard est un village de la basse Hongrie, situé sur la Raab, dans le comitat d'Eisenbourg, à trente-cinq lieues sud de Vienne. Un corps de six mille Français prit part à cette importante victoire. On regarda Montecuculli comme le sauveur de la chrétienté.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

allaient achever la conquête du royaume de Hongrie, les Turcs ont accepté une trêve de vingt ans; mais, lorsqu'un envoyé de l'empereur Léopold est venu à Constantinople, en 1683, en solliciter le renouvellement, sa demande n'a pas été accueillie. A cette époque, la noblesse hongroise s'est concertée secrètement pour défendre ses antiques priviléges menacés par les projets ambitieux de Léopold, et, comme ce dernier, instruit du complot, n'a pas craint de braver les coalisés en rendant, par un rescrit impérial, la couronne de saint Étienne héréditaire dans sa maison, irrités, jusqu'à la folie, de ce coup d'audace, ils ont fait alliance avec le sultan, l'ennemi abhorré des chrétiens, préférant, en quelque sorte, leurs coutumes à leur foi. Cette alliance, encouragée par les agents de Louis XIV, devient bientôt, pour l'Autriche, un formidable péril. Le gouvernement de l'Empereur a vainement entrepris de le conjurer par les supplices. La révolte armée naît du désespoir. Elle réunit, sous ses drapeaux, les catholiques mécontents et les protestants persécutés. Elle a pour chef l'un des principaux magnats, Émeric Tækeli [1], et pour centre la forteresse presque imprenable de Munkacz [2] que celui-ci

[1] Tækeli avait fait broder sur sa bannière ces mots latins : *Pro aris et focis* (pour nos autels et nos foyers). Pendant trois ans (1676-1679), il tint tête, avec ses seules ressources, aux forces autrichiennes. Sur le point d'être vaincu, il appela les Turcs à son aide, et accompagna le grand vizir Kara-Mustapha au siége de Vienne. Le sultan l'avait proclamé prince de Hongrie. Accusé d'avoir mal défendu ses positions lorsque Sobieski força l'armée ottomane à la retraite, il fut enfermé, pendant deux ans, aux Sept Tours. Selim III lui ayant rendu ses bonnes grâces, il revint, pendant quelques années, guerroyer contre l'Autriche, de concert avec les généraux de la Turquie. Après la bataille de Zenta (1699) où ceux-ci furent vaincus par le prince Eugène de Savoie, il se retira près de Nicomédie, dans une terre que lui avait donnée le Sultan. Il y vécut obscur et délaissé jusqu'à sa mort (1705).

[2] Cette forteresse sert aujourd'hui de prison. Munkacz, qui fait partie du comitat de Beregh-Zosz, est située aux pieds des monts Krapacz, sur un


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

a reçue en dot lorsqu'il a épousé la veuve de Ragotsky[1]. Reçu triomphalement à Bude, nommé, par la Porte, prince de la haute Hongrie, Tækeli repousse les avances des ministres autrichiens qui, effrayés des progrès de l'insurrection, essayent en vain de composer avec elle ; il joint ses troupes à l'armée du grand vizir Kara-Mustapha qui s'avance, contre Vienne, à la tête de deux cent mille hommes. Léopold s'est enfui de sa capitale dont il a confié la défense au duc Charles de Lorraine, son beau-frère[2]. Il tend des mains suppliantes vers le roi de Pologne ; Jean Sobieski accourt, à travers la Silésie et la Moravie, avec quelques milliers de soldats au secours de la chrétienté. Vienne a résisté, pen-

confluent de la Theiss, à quatre-vingt-dix lieues est de Vienne. C'est une ville industrielle de cinq mille habitants, qui possède aujourd'hui un évêché.

1. La vieille famille de Ragoczy ou Ragotsky a joué un rôle fort important, en Hongrie, au dix-septième siècle. Elle a donné, à la Transylvanie, plusieurs princes tour à tour élus avec l'assentiment du Grand Seigneur ou déposés par son ordre. Georges Ragoczy, qui reçut, en 1607, l'investiture du sultan Ahmed I[er], fut le premier de ces princes. Toujours en guerre, soit avec la Pologne, soit avec l'Autriche, soit avec la Turquie, race de querelleurs et de batailleurs, les Ragoczy traversèrent, pendant un siècle, les plus sanglantes et les plus périlleuses aventures. Georges II, fils du prince de Transylvanie, fut un instant prince de Pologne. Le fils de Georges II embrassa secrètement, avec la plus grande ardeur, la cause des protestants hongrois, et servit leurs desseins de toutes ses forces. Lorsque leur complot eut été découvert, il prit les armes pour secourir ses alliés et défendre sa vie. Sa veuve, Hélène Zriniy, qui devait épouser Émeric Tækeli, soutint, dans la forteresse de Munkacz, un siége héroïque. Son fils, François-Léopold, dont on parlera plus loin, fut l'ennemi acharné de l'Autriche et l'un des plus fidèles amis de Louis XIV.

2 Charles de Lorraine fut un des meilleurs généraux de l'époque. Né à Vienne en 1643, il ne régna jamais. Charles III, son grand-oncle, lui avait légué ses droits, mais son duché avait été conquis en partie par Louis XIII, en partie par Louis XIV. Charles était habile et vaillant. Après s'être distingué à Saint-Gothard, il succéda au général Montecuculli dans le commandement en chef des armées de Hongrie, et battit les Turcs à Mohacz. A Sénef (1674), au siége de Philippsbourg (1676), son attitude fut très-belle. Il aida Sobieski (1683) à vaincre les Turcs sous les murs de Vienne, et prit Mayence sur les Français, en 1689. La paix de Ryswyk rendit la Lorraine à son fils.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dant deux mois, avec une valeur héroïque, et les Turcs ont tenté plusieurs assauts furieux repoussés toujours avec pertes. Le grand vizir n'ose risquer la bataille contre les Allemands et les Polonais réunis. Ceux-ci sont arrivés le 7 septembre. Le 11, pendant la nuit, Kara-Mustapha décampe en toute hâte, abandonnant son butin, ses tentes, ses bagages, ses munitions et cent quatre-vingts pièces de canon. On sait quelle ovation Vienne sauvée fit au héros polonais et de quelle basse jalousie, de quels odieux soupçons Léopold humilié paya son sauveur[1].

La retraite des Turcs est une déroute et commence, pour eux, une longue série de revers sanglants. Ils abandonnent d'abord la Hongrie, presque sans combattre. En 1687, ils sont vaincus à Mohacz[2], par Charles de Lorraine, et perdent successivement la Morée et la Dalmatie dont s'emparent les Vénitiens, Belgrade, Orsova, Viddin, la Servie, la Bosnie, la Transylvanie que soumettent les armes impériales. Un instant, la fortune leur sera de nouveau favorable. Kara-

[1] Avant l'entrevue des deux souverains, Léopold, inquiet et jaloux, avait sérieusement consulté son conseil sur les formalités auxquelles devait se soumettre un roi élu visitant un empereur héréditaire. « Il faut le recevoir à bras ouverts », avait répondu, non sans indignation, Charles de Lorraine. Quand les deux souverains entrèrent ensemble à Vienne, la population couvrit Sobieski d'applaudissements et de fleurs. Léopold, qui chevauchait à ses côtés, semblait un coupable auprès de son juge. Irrité d'un si pénible contraste, l'Empereur en témoigna sa colère au comte de Sinzendorf, en termes si blessants, que le vieux ministre mourut de désespoir. Après avoir essayé, en vain, de négocier un accommodement entre l'Autriche et les insurgés hongrois, Sobieski voyant que Léopold poussait l'aveuglement de sa jalousie jusqu'à le croire capable d'aspirer à la couronne de saint Étienne, prit froidement congé de lui et cessa de combattre les magnats révoltés pour s'attacher à la poursuite des Turcs.

[2] Mohacz est une ville de douze mille habitants, située sur le bras occidental du Danube, dans le comitat de Baranya, et à trente-cinq lieues sud de Bude. Deux grandes batailles y furent livrées entre les chrétiens et les Turcs. Dans la première (1686), Louis II fut battu et perdit la vie; la seconde (1687) fut gagnée par Charles de Lorraine.

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Mustapha a expié sa défaite en mourant de la main du bourreau [1], et une émeute a déposé Mahomet IV. Révoltés des outrageantes prétentions de Léopold qui a résolu de les chasser du continent européen, cédant aux suggestions habiles de la diplomatie française, ils profitent des embarras que suscitent à l'Allemagne les généraux de Louis XIV, pour recommencer la guerre avec l'assistance des Hongrois. Belgrade, Viddin, Sémendria, la Transylvanie retombent en leur pouvoir; mais le prince Louis de Bade, après les avoir rejetés en Moldavie, les bat à Salankemen [2], en 1691. Huit ans plus tard, Mustapha II, qui a remporté d'abord quelques avantages contre l'Électeur de Saxe, sera vaincu par le prince Eugène à Zenta [3] et contraint de subir les désastreuses conditions du traité de Carlovitz [4].

Ce traité est l'acte le plus sage et le plus utile du long règne de Léopold. La paix vient d'être signée à Ryswyk; l'Empereur peut faire la guerre à la Turquie avec toutes les forces de l'Allemagne. La Porte ne l'ignore pas; elle accepte la médiation de la France et de la Hollande et subit, sans murmurer, la loi du vainqueur. Elle abandonne à l'Autriche la Transylvanie, l'Esclavonie, toute la Hongrie en deçà de la Save, excepté Témesvar et Belgrade; aux Russes, une partie de la rive droite du Dniéper, ainsi que la ville d'Azof sur la mer Noire; à la Pologne, toutes les conquêtes que Mahomet IV avait faites sur Michel Koributh,

[1] Kara-Mustapha avait dû sa fortune à la faveur dont l'honorait le célèbre Koproli, qui avait gouverné l'Empire turc jusqu'à sa mort, pendant la minorité de Mahomet IV, avec autant d'habileté que de vigueur. Avant d'être nommé grand vizir, Kara avait rempli les fonctions de grand écuyer et d'amiral.

[2] Village des confins militaires, situé non loin de Peterwardein, près du confluent de la Theiss et du Danube.

[3] Voir les notes ci-dessus. (*Récits des faits militaires.*)

[4] Petite ville des confins militaires sur le Danube, à trois lieues sud-est de Peterwardein, archevêché grec.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

c'est-à-dire la Podolie et l'Ukraine; aux Vénitiens, Égine et la Morée; elle s'engage, en outre, à ne plus donner aucune assistance aux magnats rebelles. Désormais, une barrière puissante protégera l'Autriche contre les incursions des Ottomans, et l'insurrection hongroise, frappée au cœur, cessera d'être un péril pour la monarchie des Habsbourg.

Après sa victoire de Mohacz, Léopold a de nouveau sévi contre elle, avec une cruauté inouïe. Une cour de justice, instituée à Épéries [1], sous la présidence du feld-maréchal Antonio Caraffa [2], a envoyé des milliers de victimes à l'échafaud, et les magnats terrifiés ont renoncé au plus cher de leurs priviléges, à celui qui leur permettait d'élire leur souverain; ils ont reconnu solennellement à la maison d'Autriche le droit de succession dans la ligne masculine, et posé, eux-mêmes, la couronne de saint Étienne sur le front du jeune Joseph, le fils aîné de l'Empereur. Un peu plus tard, Tækeli et ses partisans se rendront maîtres, pour un instant, de la Transylvanie, et, pendant la guerre de la succession d'Espagne, les mécontents relèveront encore la tête avec une grande audace. En 1702, Ragotsky, qui avait cherché un refuge en Pologne, après s'être évadé de sa prison, et auquel Louis XIV avait fait parvenir des encouragements aussi bien que des subsides, descend des monts

[1] Capitale du comitat de Saros, ville de onze mille habitants, située à cinquante lieues nord-est de Bude, au pied des monts Krapacz, évêché. La Cour de justice que présidait Antonio Caraffa, et qui a laissé de si terribles souvenirs, fut appelée par les Hongrois le « Tribunal de sang. »

[2] Antonio Caraffa descendait d'une vieille famille napolitaine, connue dès le quatorzième siècle, qui a compté, parmi ses membres, un pape, Paul IV, des cardinaux, des généraux, des hommes d'État, et rendu d'illustres services au Saint-Siége, à l'Espagne, à l'Autriche. Elle s'est divisée en plusieurs branches. Antonio appartenait à celles des ducs de Forli. Il entra, en 1665, dans l'armée autrichienne, guerroya contre les Turcs et les révoltés hongrois, se rendit odieux par l'impitoyable rigueur de son despotisme. Il obtint le grade de feld-maréchal et mourut en 1692.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Krapacz, à la tête d'une bande mal armée, et invite ses concitoyens, par un manifeste violent, à secouer le joug de l'Autriche; repoussé d'abord presque sans combat, il revient, l'année suivante (1703), et se trouve bientôt à la tête d'une armée de vingt mille hommes. Il a profité du moment où l'Autriche est accablée sous les coups réunis de la France et de la Bavière, où Passau est en leur pouvoir, où l'Empereur a besoin de tous ses soldats pour défendre sa capitale, où il semble que Vienne ne court pas de moindres périls qu'au mois de juillet 1683, lorsqu'elle vit apparaître, sous ses murs, l'avant-garde du grand vizir. Le chef des rebelles, que le feld-maréchal Heister n'est pas en état de combattre, demande hardiment, pour sa personne, la principauté de Transylvanie et, pour ses compatriotes, la renonciation des Habsbourg à la couronne héréditaire de Hongrie. L'Empereur sait que les succès de la France font presque toute la force des révoltés qui ne peuvent plus compter sur le concours de la Turquie. Il tergiverse, gagne du temps, négocie sans conclure. Hochstett intervient le 3 août 1704. La brillante valeur de Marlborough y sauve la monarchie autrichienne, comme la chevaleresque bravoure de Sobieski l'a sauvée vingt ans plus tôt. L'ennemi bat en retraite vers le Rhin; Heister reçoit quelques renforts et comprime aisément l'insurrection.

Elle renaît, pour ainsi dire, de ses cendres au commencement du règne de Joseph I[er]. En 1705, Ragotsky prépare une nouvelle campagne avec l'or de la France. Il reparaît sur la scène, se fait proclamer, par ses soldats, prince de Transylvanie, obtient, de l'assemblée d'Onod, la déchéance de Joseph et lutte ensuite, pendant cinq années, contre les soldats impériaux. Mais les rebelles sont impuissants sans l'assistance directe des ennemis de l'Autriche. Battu en plusieurs rencontres, l'ambitieux magnat regagne la Pologne

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

(1710). Les conventions adoptées l'année suivante par la diète de Nagy-Karoly terminent enfin cette guerre funeste en conciliant, dans une mesure satisfaisante, les exigences de l'Empereur victorieux et les intérêts des Hongrois vaincus.

Ce ne fut pas sans de pénibles sacrifices que la monarchie autrichienne, au milieu de ces dangereuses vicissitudes, parvint à maintenir son intégrité et à conserver la couronne impériale. Quand la situation d'un souverain est compromise au point de paraître presque désespérée, les alliances effectives lui coûtent cher, et il est obligé, en général, de faire au feu une très-large part. Le désintéressement de Sobieski avait été vraiment héroïque. En toute chose, en politique surtout, l'héroïsme est exceptionnel. L'Autriche en fit l'expérience. Pour obtenir les hommes et l'argent dont il avait besoin, pour fortifier son influence sur le corps germanique sans le secours duquel il ne pouvait soutenir la guerre, Léopold, sacrifiant les intérêts de l'avenir aux nécessités du présent, s'était particulièrement attaché, par les liens de la reconnaissance, deux de ses membres très-puissants et très-riches, en conférant à l'un, Frédéric III[1], Électeur de Brandebourg, la dignité royale, en nommant l'autre, Ernest-Auguste de Brunswick-Lunebourg, Électeur de Hanovre[2]. Un peu plus tard,

[1] Par le traité dit *de la Couronne*, que l'Empereur conclut, en 1701, avec le grand électeur Frédéric III, moyennant la promesse d'un corps de troupes considérable. En montant sur le trône royal, l'Électeur prit le nom de Frédéric Ier.

[2] Le Hanovre avait fait partie successivement des duchés de Saxe et de Brunswick. En 1692, l'un des membres de la maison de Brunswick, Ernest-Auguste (duc de Brunswick-Lunebourg), qui avait réuni, par alliance et par succession, la plus grande partie des domaines de sa famille, devint Électeur de Hanovre, en vertu d'un rescrit impérial qui créa, pour lui, un neuvième électorat. Par son mariage avec la fille de l'Électeur Palatin, petite-fille de Jacques Ier, Ernest-Auguste acquit des droits éventuels à la couronne d'Angleterre. Son fils succéda, en 1719, à la reine Anne, sous le nom de Georges Ier.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

en 1707, lorsque Charles XII, vainqueur de la Russie et de la Saxe, établit son camp sous les murs de Leipzig, après avoir traversé la Silésie sans en demander la permission au gouvernement impérial, et se montra favorable aux plaintes des protestants, Joseph Ier consentit, pour satisfaire ce terrible avocat, aux concessions les plus dures. Il accorda cent églises à ses coreligionnaires, lui livra quinze cents réfugiés moscovites, rappela, en toute hâte, quatre cents officiers allemands qui s'étaient enrôlés au service du Czar. On raconte qu'en apprenant la décision impériale qui avait fait un Roi d'un Électeur, le prince Eugène s'écria que son maître, au lieu d'écouter les ministres dont les imprudents et pernicieux conseils la lui avaient inspirée, aurait dû, sans hésitation, les faire pendre.

Au moment où Charles XII dictait ainsi ses volontés au chef de l'Empire, l'Europe entière avait les yeux fixés sur ce jeune homme de vingt-cinq ans dont les merveilleux exploits tenaient vraiment du prodige, et attendait, avec une impatience anxieuse, la résolution qu'il lui plairait de prendre pour tirer parti de tant d'admirables victoires. A la mort de son père, en 1696, il n'avait encore que quinze ans. Un an plus tard, il était le médiateur des traités de Ryswyk. Le Danemark, la Pologne, le Brandebourg s'étaient coalisés contre lui en 1679, voulant mettre à profit son inexpérience et reprendre possession des territoires que la maison de Wasa leur avait successivement ravis. Le czar Pierre Ier, qui méditait la conquête d'un port sur la Baltique afin d'élever la Russie au rang de puissance maritime, s'était déclaré leur auxiliaire sous le plus futile des prétextes[1]. — « Mes-

[1] Il prétendait venger une injure personnelle parce qu'en 1696, passant à Riga, il n'avait pas reçu du gouverneur les honneurs militaires qui lui étaient dus. La vérité est qu'il souhaitait passionnément que la Russie eût un port sur la mer Baltique, afin qu'elle pût devenir une puissance maritime.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« sieurs, avait dit le jeune Roi à ses ministres, j'ai résolu « de ne jamais faire une guerre injuste, mais de n'en finir « une légitime que par la perte de mes ennemis. » — Ses premiers succès furent foudroyants. Réduit, en moins de trois mois, à l'impuissance, le roi de Danemark dut reconnaître, par le traité de Travendhal [1], que ses prétentions sur le Holstein étaient injustes et mal fondées. Quatre-vingt mille Russes avaient envahi l'Esthonie [2] et assiégeaient Narva [3]. Charles ne commandait qu'à dix mille hommes. Il infligea au Czar une défaite sanglante et le contraignit à une retraite désastreuse; pénétra ensuite en Pologne où régnait, depuis 1690, Frédéric-Auguste, Électeur de Saxe [4]; battit, en plusieurs rencontres, l'un des plus habiles généraux de l'Allemagne, le comte de Schullembourg [5]; s'empara de la Courlande et de la

[1] Travendhal est un château du Holstein situé à cinq lieues ouest de Lubeck. Le traité qui porte son nom y fut conclu le 8 août 1700.

[2] La possession de l'*Esthonie,* qui s'était donnée elle-même à la Suède (1561), lui avait été assurée par le traité d'Oliva, conclu, en 1660, avec la Pologne. L'Esthonie, qui fait partie de l'Empire russe depuis la paix de Nystadt (1721), a Revel pour capitale. Située à l'ouest de la province de Saint-Pétersbourg et au nord de la Livonie, elle est bornée elle-même, au nord, par le golfe de Finlande.

[3] *Narva,* situé dans la province de Saint-Pétersbourg, est un port fortifié du golfe de Finlande, construit près de l'embouchure de la rivière qui porte son nom, à trente-cinq lieues sud-ouest de Saint-Pétersbourg. Elle a subi de dures vicissitudes. Brûlée deux fois, en 1657 et en 1775, elle fut prise d'assaut, par les Russes, en 1704.

[4] Frédéric-Auguste, Électeur de Saxe, avait disputé, en 1697, au prince de Conti le trône de Pologne, que son adroite diplomatie et la protection du Saint-Siége lui obtinrent, après qu'il eut abjuré la religion protestante. Il s'allia au czar Pierre contre Charles XII, qui le chassa de son royaume et fit don de sa couronne au Palatin de Posnanie. Rétabli, en 1709, dans la possession de ses États, il les conserva jusqu'à sa mort (1733). C'était un prince distingué, libéral, conciliant, ami des arts, bon général. On lui a reproché, non sans motif, son faste exagéré et le désordre de ses mœurs. Maurice de Saxe, fils de la belle Aurore de Kœnigsmark, était son bâtard.

[5] Jean-Mathieu de Schullembourg ou Schulembourg, né en 1661, mort en 1747, descendait d'une illustre famille allemande qui remonte à Werner

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Lithuanie, occupa Varsovie, Cracovie, Thorn, Danzig, et fit décerner la couronne à Stanislas Leczinski, palatin de Posnanie, après l'avoir refusée pour lui-même; puis, entrant sur le territoire de Saxe, il vint camper à quelques lieues de Dresde, sa capitale. Frédéric-Auguste avait signé la paix d'Alt-Ranstadt (1706), renoncé à la couronne de Pologne, abdiqué la dignité royale en faveur de Leczinski; il l'avait même félicité sur son avénement au trône, heureux, moyennant ces douloureuses transactions, de sauver son électorat. Terrifié par ces audaces, le Brandebourg n'avait pas osé prendre les armes.

Si, demeurant fidèle aux sympathies héréditaires de sa maison pour la France, le jeune héros accueille les avances qu'il reçoit, en ce moment, des Bourbons, la coalition est prise à revers, les deux monarchies de Louis XIV et de Philippe V sont décidément sauvées. Une telle perspective épouvante les alliés. Ils dépêchent au camp de Leipzig le duc de Marlborough, aussi fin négociateur que bon général, pour sonder les dispositions de Charles XII et les capter, s'il est possible, en leur faveur. Marlborough trouve le roi de Suède étudiant, avec ardeur, les cartes de la Moscovie. Il devine, sans peine, ses aspirations secrètes et part rassuré.

Pendant que Charles, volant de victoire en victoire,

de Schulembourg, tué, en 1119, à la prise de Saint-Jean d'Acre. Pendant quatre années, de 1702 à 1706, il lutta très-habilement, en Pologne, contre Charles XII. Battu, en 1704, près de Palnitz, il opéra heureusement une retraite difficile qui fit grand honneur à ses talents militaires. Frédéric-Auguste l'ayant envoyé en 1711, avec un corps de neuf mille hommes, au secours de la Hollande, il combattit, avec distinction, sous les ordres de Marlborough et du prince Eugène, et fut nommé par Charles VI comte de l'Empire. Lorsque Fleming, cinq ans plus tard, reçut le commandement des forces saxonnes, Schulembourg passa au service de Venise, qui lui donna la direction suprême de ses forces militaires, avec le titre de feld-maréchal. Pour perpétuer le souvenir de la belle défense qu'il fit à Corfou en 1710, la Sérénissime République y érigea sa statue. Son neveu, Frédéric-Albert, a rédigé ses Mémoires.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

imposait sa loi au Danemark, à l'Empereur, à l'Électeur de Saxe, roi de Pologne, une partie de ses propres États tombait au pouvoir des Russes. Un instant abattus, mais non découragés par leurs premières défaites [1], ceux-ci s'étaient rendus maîtres, après une lutte qui avait duré cinq ans, de l'Esthonie [2], de la Livonie [3], de la Carélie [4], de l'Ingrie [5], et des ports suédois de la Baltique. La soif de la vengeance brûlait le vainqueur de Varna. Pour la satisfaire, il lança ses troupes vers le Niémen, au commencement de l'année 1708, pénétra jusqu'à Smolensk et fit trembler Moscou. Mais il commit la faute de se diriger vers l'Ukraine [6], où l'appelait Mazeppa révolté [7], au lieu de marcher directement sur la capitale de

[1] « Je sais bien que les Suédois nous battront longtemps, avait dit le « czar Pierre lorsqu'on lui apprit le désastre de Narva, mais à la fin ils « nous enseigneront à les battre. »

[2] Voir les notes ci-dessus.

[3] La *Livonie*, dont la ville principale est Riga, s'étend à l'est de la Baltique, entre l'Esthonie au nord et la Courlande au sud. Successivement soumise, à partir du treizième siècle et avec quelques alternatives d'indépendance, sous la direction des chevaliers Porte-glaive, aux Danois, à l'Ordre Teutonique, à la Pologne, qui la disputait à la Russie, cédée à la Suède par la paix d'Oliva (1660), la Livonie fut acquise définitivement à la Russie par la paix de Nystadt, en 1721.

[4] On appelait ainsi la partie méridionale du duché de Finlande. Conquise par les Suédois au dix-septième siècle, elle fut restituée à la Russie par le traité de Nystadt.

[5] L'*Ingrie* comprenait les territoires qui forment aujourd'hui le gouvernement de Saint-Pétersbourg.

[6] L'*Ukraine*, qui avait fait partie, pendant deux siècles et demi, de l'empire des Kaptchaks ou de la Horde d'or, fondé par les Mongols en 1224 et conquis par Ivan III en 1481, était une plaine immense arrosée par le Dniéper et ses affluents. Elle a formé, au sud-ouest de la Russie, les gouvernements de Kharkow, de Tchernigow, de Pultava et de Kiew. Le terrain y est d'une remarquable fertilité.

[7] Mazeppa, dont les aventures extraordinaires ont été illustrées par le merveilleux poëme de Byron, avait été élu, en 1697, hetman des Cosaques, et Pierre Ier l'avait nommé prince de l'Ukraine. Il espéra, en unissant ses armes à celles de Charles XII, conquérir son indépendance par la révolte. Après le désastre de Pultava, il se sauva en Valachie, et plus tard à Bender, où il mourut en 1709, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la Russie. Au moment où l'armée suédoise atteignit les rives du Dniéper, les troupes de l'Hetman étaient déjà en pleine déroute. Affaiblie par les fatigues incessantes d'une marche forcée de plusieurs mois à travers les steppes, réduite à vingt-neuf mille hommes, malgré les promesses des Turcs et des Polonais qui ne lui envoyèrent aucun renfort, elle fut écrasée à Pultava [1] (mai 1709), par quatre-vingt mille Moscovites que commandait Pierre le Grand en personne. Charles voulut se faire tuer pour ne pas survivre à ce lamentable désastre qui anéantissait, d'un seul coup, toutes ses espérances. Il fut mis, de force, sur un cheval et entraîné loin du champ de bataille. Quelques jours après, guidé par Mazeppa, il franchissait, en fugitif, les frontières ottomanes et devenait l'hôte du sultan Achmet III.

La réaction ne se fait pas attendre; elle est prompte et terrible. Le roi de Danemark, qui n'a pas renoncé à conquérir le Holstein, l'Électeur de Saxe qui veut recouvrer le trône de Pologne, le roi de Prusse qui songe à mettre la main sur les duchés de Brême et de Werden [2], le czar Pierre dont l'ambition n'a pas de bornes, l'Électeur de Hanovre qui médite de reculer ses frontières, l'Empereur,

[1] *Pultava* ou Poltava, chef-lieu du gouvernement qui porte son nom, est une ville de quinze mille habitants, située sur un affluent du Dniéper, à cent soixante-dix lieues sud de Moscou.

[2] *Brême*, une des trois villes libres de l'empire allemand, est située sur le Weser, à trente-cinq lieues sud-ouest de Hambourg. Son territoire était enclavé dans le royaume de Hanovre, qui fait partie maintenant des États prussiens. Successivement capitale d'un archevêché, dont le titulaire était prince allemand, ville libre, ville impériale, ville principale, sous le premier Empire, d'un département français, Brême est aujourd'hui chef-lieu d'une petite république qui compte cent trente-cinq mille habitants; elle-même en renferme plus de quatre-vingt mille. Parmi les villes hanséatiques qui s'associèrent, au moyen âge, pour défendre leur commerce et leurs frontières contre les pirates et les princes voisins, elle occupait un des premiers rangs.

Werden est un bourg de Prusse, situé à huit lieues sud-est de Brême, et qui compte environ quatre mille habitants. Il appartenait également au royaume de Hanovre.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lui-même, qui désire ardemment la ruine du fidèle ami de la France, unissent leurs armes ou leurs intrigues pour accabler la Suède, pendant que son héroïque souverain ne peut plus la défendre. Stanislas Leczinski est, en Europe, son unique allié [1]. Elle lutte d'abord, avec la plus vaillante énergie, contre cette ligue formidable, et le général comte de Steinbock, qui commande son armée, remporte, au début de la campagne, un brillant avantage contre les troupes danoises ; mais, accablé par le nombre, contraint de fuir dans le Holstein, cerné par les Moscovites, il capitule à Tonningen [2] (1703) et meurt de désespoir. En ce moment, Stettin [3], Abo [4], Helsingfors [5], Rugen [6], sont au pouvoir de ses ennemis ; Stralsund [7] et

[1] Stanislas Leczinski, fils du palatin de Poméranie, roi de Pologne, puis duc de Lorraine, né en 1682, mort en 1760. Voir Annexe 60.

[2] Petite ville située, sur la mer du Nord, à l'embouchure de l'Eyder.

[3] Port industriel de quatre-vingt mille habitants, situé, à vingt-cinq lieues nord-est de Berlin, près de l'embouchure de l'Oder ; arsenal important, commerce actif, ville principale de la Poméranie. Elle fut tour à tour polonaise, danoise, suédoise. La paix de Nystadt l'attribua définitivement à la Prusse (1721).

[4] *Abo* est un port de vingt mille habitants, chef-lieu du gouvernement qui porte son nom, situé au sud-ouest de la Finlande, dont elle fut longtemps la capitale, à cent lieues nord-ouest de Saint-Pétersbourg. Elle fut incendiée plusieurs fois. Le traité de Fredriksamn (1809) la donna définitivement à la Russie.

[5] Bon port du golfe de Finlande, à quatre-vingt-quatorze lieues nord-est de Pétersbourg, fondé par Gustave Vasa. *Helsingfors* est la capitale du gouvernement de Nyland. Il renferme dix-neuf mille habitants.

[6] L'île de *Rugen*, séparée de la Poméranie par un canal que commande Stralsund, appartint, pendant plusieurs siècles, au Danemark. En 1478, elle passa aux ducs de Poméranie et, en 1648, les traités de Westphalie l'attribuèrent à la Suède. Restituée, par la France, au Danemark en 1807, elle fut attribuée, en 1814, à la Prusse. Quatorze lieues de long sur dix de large, côtes profondément découpées. Bergen est la capitale.

[7] Port de mer fortifié qui occupe, à soixante lieues ouest de Berlin, la pointe nord-ouest de la Poméranie, et commande l'entrée du canal qui la sépare de l'île de Rugen. Vingt mille habitants. École de navigation et de commerce. Dès 1742, *Stralsund* figure parmi les villes hanséatiques. Pen-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Wismar [1] sont assiégés; l'Électeur de Hanovre, devenu roi d'Angleterre, a conquis, à prix d'argent, Brême et Werden. Bientôt les Russes (1714) occuperont la Finlande jusqu'au golfe de Bothnie.

A tant de revers Charles XII oppose une confiance indomptable dans sa fortune. Du fond de l'exil où son héroïque folie l'a condamné, il ne songe qu'à la revanche; il travaille ardemment, de concert avec Des Alleurs, le représentant de la France en Turquie [2], à envenimer les rancunes, à soulever les colères du Sultan contre le Czar et l'Empereur. S'il parvient à organiser, en Orient, une diversion puissante, si les Turcs deviennent les alliés effectifs de la Suède et de la Pologne, il pourra encore triompher de ses ennemis. Achmet III écoute ses conseils. Le comte de Tolstoï [3], représentant de la Russie à Constantinople, est enfermé au château des Sept Tours, et le Khan reçoit

dant plusieurs siècles, les Suédois, les Danois, les Hollandais, les Allemands s'en disputent la possession. Wallenstein l'assiége inutilement en 1628. Vingt ans plus tard, le traité de Westphalie la cède aux Suédois. En 1678 et 1715, elle est assiégée et prise deux fois par les Prussiens. La paix de Nystadt (1721) la rend aux Suédois. Les Français, commandés par le maréchal Brune, l'occupent en 1807. Les traités de 1815 l'attribuent définitivement à la Prusse.

[1] Ville forte et port de commerce du grand-duché de Meklembourg-Schwerin, situé, sur la Baltique, à dix lieues nord de Schwerin; quinze mille habitants. *Wismar* fit partie de la Suède, depuis 1648, pendant un siècle et demi. En 1708, elle revint au Mecklembourg.

[2] *Des Alleurs*, capitaine aux gardes, puis lieutenant général et grand-croix de Saint-Louis, avait été ambassadeur à Berlin en 1697. Plus tard, Louis XIV l'envoya secrètement près de Ragotsky, chef des révoltés hongrois, auquel il servait régulièrement une pension mensuelle de 3,000 pistoles pour l'aider à maintenir ses partisans. — « C'était, disent les *Mémoires de « Saint-Simon*, un Normand de fort peu de chose, fait à peindre et de « grande mine, qui avait fort servi en sa jeunesse..... C'était un matois « doux, respectueux, affable à tout le monde, et qui le connaissait bien; « il avait de la valeur et beaucoup d'esprit, du tour, de la finesse, avec « un air toujours simple et aisé..... »

[3] Pierre Andréiovitch, comte de Tolstoï, ambassadeur et ami de Pierre le Grand. Voir Annexe 61.

14.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'ordre de marcher contre l'Ukraine. Pierre le Grand brûle de venger cet outrage. Il s'avance en grande hâte vers le Pruth, à la tête de quarante mille soldats; il compte sur le soulèvement de tous les Slaves de la Turquie, qui, depuis longtemps, imploraient son assistance, et dont il avait reçu les promesses. Ceux-ci restent immobiles. Le grand vizir est accouru avec deux cent mille hommes (1711). Cerné de toutes parts, au commencement de l'hiver, dépourvu de munitions et de vivres, Pierre le Grand n'a plus qu'à se rendre ou à mourir. Les adroites négociations de Catherine, qui achète, avec de l'or et des bijoux, la complaisance du grand vizir, sauvent la liberté de son amant[1]. Le Czar peut retourner dans ses États, mais il doit évacuer complétement la Pologne, restituer Azof[2], supprimer sa flotte de la mer Noire. Quelque dures qu'elles soient, ces conditions ne satisfont pas la vengeance de Charles XII. Il accourt de Bender à Constantinople, et

[1] Née en Livonie de parents pauvres (1682) et mariée d'abord à un soldat suédois, qui fut fait prisonnier à Marienbourg, en 1702, la belle Catherine devint successivement la maîtresse du prince Menchikoff et du czar Pierre, qui, après l'avoir rendue mère de plusieurs enfants, la déclara sa femme en 1724. Elle régna, après lui, pendant deux ans (1725-1727), et continua ses réformes avec l'assistance de Menchikoff, qui n'avait cessé d'être son favori. Les présents que cette femme habile fit passer au grand vizir, et dont la valeur dépassait deux cent mille roubles, tentèrent si vivement le représentant du Grand Seigneur, qu'il consentit à la capitulation du Pruth. Un peu plus tard, comme on lui reprochait d'avoir laissé partir le plus dangereux ennemi de son maître : « Qui donc, répondit-il, « aurait gouverné son empire en son absence? » Justification singulière, qui, sans doute, ne satisfit que médiocrement son interlocuteur.

[2] *Azof*, fondée par les Génois au douzième siècle, près de l'embouchure du Don et non loin de l'ancienne Tanaïs, n'est plus qu'une bourgade misérable de douze cents habitants. Son port, que les sables ont successivement envahi et qui est presque entièrement comblé, ne fut pas sans importance. Conquis par Tamerlan (1392), par les Turcs (1471), par la Russie (1676), restitué par Pierre le Grand (1711), démantelé après la paix de Belgrade (1739), il fut annexé définitivement à la Russie en 1774.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

accuse hautement le grand vizir d'avoir trahi. Achmet désavoue son premier ministre. Trente mille Russes étaient encore captifs. Pour les délivrer, le Czar consentit à des concessions nouvelles. Un second traité, signé à Constantinople, le 15 avril 1712, par son confident le baron Schafiroff et son ambassadeur le comte Tolstoï, stipule que, dans trois mois, la Pologne tout entière sera évacuée par les Russes, que le Roi de Suède pourra retourner dans ses États par telle route qu'il lui conviendra de prendre, même par la Russie, que toute incursion sur les domaines du khan de Crimée sera interdite aux Cosaques, que les canons pris à Azoff seront rendus et qu'on rasera Kaminieck [1].

La Suède rappelait son Roi à grands cris; mais lui ne voulait pas encore partir, et ne pardonnait pas à la Porte d'avoir laissé fuir son rival; il demandait qu'on lui confiât le commandement d'une armée turque, avec laquelle il aurait été prendre Moscou et détrôner le Czar. Obsédé par ces propositions chimériques, Achmet refusa obstinément de lui donner audience. On sait que, voulant enfin se débarrasser d'un hôte aussi compromettant et aussi incommode, il lui fit expédier l'ordre de quitter ses États, que Charles XII reçut ses envoyés à coups de mousquet, qu'il fallut, pour s'emparer de sa personne, faire le siége de sa demeure et y mettre le feu. Conduit prisonnier à Demotika [2], il y passa deux mois dans son lit, feignant d'être malade. Le sultan l'ayant fait accompagner jusqu'aux fron-

[1] L'une des principales forteresses de la Pologne, fondée vers le commencement du seizième siècle. Les Turcs la prirent en 1672 et la restituèrent par la paix de Carlowitz (1699). *Kaminieck*, située sur la Smotritch, un des confluents du Dniester, est la capitale du gouvernement de la Podolie. Quarante-huit mille habitants; archevêché grec et évêché catholique.

[2] *Demotika* est une ville de dix mille habitants, située sur la Maritza, à quarante-cinq lieues ouest de Constantinople et dix sud d'Andrinople.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tières par une escorte royale, il prit un déguisement et s'évada, suivi seulement de deux officiers. Courant, nuit et jour, à franc étrier, il traversa, sans se reposer, toute la Hongrie, toute l'Allemagne, et parvint à Stralsund le 11 novembre 1714. Quatre ans après, tandis qu'il combattait encore pour reconquérir son royaume, il mourait d'un coup de feu devant Frédérikshall [1], au moment où il méditait d'entreprendre, de concert avec Pierre le Grand et Alberoni, l'exécution des gigantesques et hardis projets que lui avait inspirés son ministre, le baron de Gœrtz [2].

En résumé, pendant que l'Empire, la France, la Hollande, l'Angleterre prenaient une part active aux sanglants débats de la succession d'Espagne, la rébellion de Hongrie avait été domptée, et la Porte s'était abstenue de guerroyer avec l'Autriche; la Suède, l'antique alliée de la France, avait succombé, malgré l'intrépide génie de Charles XII, dans sa lutte contre la Russie et l'Allemagne; le roi de Prusse et l'Électeur de Hanovre s'étaient enrichis de ses dépouilles; l'Électeur de Saxe avait été rétabli sur le trône de Pologne; l'empire des czars était devenu la première puissance de l'Orient. Après avoir conquis tout

[1] Petit port de Norwége défendu par un château fort, à cinq lieues sud-ouest de Christiania.

[2] George-Henri, baron de Gœrtz, que Charles XII avait pris pour ministre des finances après son retour de Bender, méditait de relever la fortune de la Suède par l'accomplissement de vastes projets. Il conseillait à son maître de se réconcilier avec le Czar, de favoriser la politique d'Alberoni en l'aidant à rétablir les Stuarts, et d'écraser la puissance rivale du Danemark, soit par la conquête de la Norwége, soit par une alliance intime avec l'Angleterre. Pour restaurer les finances et obtenir ainsi les moyens de rétablir l'armée, il releva, par un décret royal, la valeur des monnaies, força le public d'échanger son argent contre le papier de l'État, frappa les riches de lourds impôts. Ces mesures violentes lui firent de mortels ennemis. Accusé de haute trahison après la mort de Charles XII, il fut condamné à mort sans avoir été entendu et décapité, à Stockholm, en 1769. Gœrtz était né en Franconie.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le territoire italien, à l'exception de la Savoie et des États du Pape, la maison de Habsbourg avait donc grandi dans le centre de l'Europe, par la prospérité de ses amis et l'affaiblissement de ses adversaires. Lorsque l'archiduc Charles en devint le chef, en 1711, après la mort de son frère aîné Joseph [1], elle était en mesure de dicter à ses représentants, dans les congrès diplomatiques, un langage exigeant et fier.

Un si réel accroissement de puissance suffisait, par lui-même, pour mettre en péril l'équilibre européen. Il devait

[1] Joseph Ier était monté sur le trône en 1705, après la mort de Léopold, dont il était le fils aîné. Le long règne de Léopold, qui gouvernait l'Autriche depuis 1657, n'avait été qu'une lutte, parfois glorieuse, toujours laborieuse et difficile, souvent périlleuse et implacable, contre les perpétuelles rébellions des Hongrois, les entreprises envahissantes des Turcs, les tentatives ambitieuses de Louis XIV. Les batailles de Saint-Gothard (1664), de Vienne (1683), de Salankemen (1691), de Zenta (1697) continrent et refoulèrent les Turcs, auxquels la paix de Carlowitz enleva tous les territoires qu'ils possédaient en deçà de la Save. L'insurrection hongroise, affaiblie par les revers de son allié, le Sultan, fut noyée dans des flots de sang. Par les traités de Nimègue (1679) et de Ryswyk (1697), la maison de Habsbourg, qui avait combattu, avec toute l'Europe, contre Louis XIV, lui abandonna la Franche-Comté. La guerre de la succession d'Espagne, dont les débuts avaient paru favorables aux alliés, sévissait dans toute sa fureur, lorsque Léopold, qui avait réussi de nouveau à coaliser les puissances européennes contre la France, mourut en 1705, à soixante-cinq ans. C'était un homme instruit, ami des lettres et des arts, d'une dévotion un peu étroite, froid, morne, et dont l'extrême simplicité contrastait singulièrement avec le faste de son glorieux ennemi, le roi de France. Les Jésuites avaient été ses maîtres; ils ne cessèrent d'exercer sur lui la plus grande influence et reçurent plus d'un témoignage de son attachement.

Élevé par le prince de Salms, esprit philosophique et libéral, Joseph Ier accorda aux protestants, ainsi qu'aux paysans de ses États, des libertés que leur eût toujours refusées son père et qui contribuèrent efficacement à calmer l'effervescence de l'insurrection hongroise. Il poursuivit avec beaucoup de rigueur la guerre de la succession, força le Pape à reconnaître son frère Charles, roi d'Espagne, mit au ban de l'Empire les Électeurs de Bavière et de Cologne, institua une banque impériale pour subvenir aux dépenses des armées. Les lettres et les beaux-arts eurent en lui un protecteur non moins ardent, mais plus généreux que son père. Il fonda une académie à Vienne et bâtit le beau château de Schœnbrunn. Joseph aimait le luxe et l'éclat des fêtes. Il était passionné pour la chasse. Il mourut, en 1711, de la petite vérole.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

être bien autrement redoutable, si le nouvel Empereur parvenait à réunir sur sa tête la couronne d'Espagne et celle d'Autriche, et devenait ainsi plus puissant que Charles-Quint, son aïeul. Cette perspective, adroitement présentée par les agents secrets de Louis XIV, avait fait naître à Londres aussi bien qu'à la Haye, à Londres surtout, de justes alarmes. Habilement, hardiment exploitées, en Angleterre, par les amis de la paix et les ennemis de Marlborough, par un homme entreprenant et audacieux, d'un esprit généreux et vaste, d'une éloquence séduisante, doué, en un mot, d'un vrai génie politique, Henry Saint-John [1], par son ami Robert Harley [2], personnage souple et dangereux, d'une intelligence moins élevée que la sienne, mais dont la pénétration et l'activité égalaient la dissimulation et l'astuce, par des poëtes satiriques, des écrivains d'un rare talent et d'une portée supérieure, Pope [3], Swift [4], Prior [5], ces alarmes provoqueront la chute du tout-puissant vainqueur de Blenheim et des ministres ses créatures, l'avénement d'un cabinet tory, la nomination d'une nouvelle chambre des communes, moins glorieuse que la précédente, mais plus soucieuse des sérieux intérêts du pays, et faciliteront ainsi les débuts des longues et difficiles négociations dont la paix devra sortir.

Pendant que l'*Examiner*, organe ardent et fidèle des pensées de Saint-John, publie, par la plume insinuante de

[1] Henri Saint-John, vicomte de Bolingbroke, l'un des hommes d'État et des orateurs les plus distingués de l'Angleterre. Né en 1678, mort en 1750, ministre des affaires étrangères sous la reine Anne. Voir Annexe 62.

[2] Robert Harley, né en 1661, mort en 1724, l'un des chefs du parti tory, fut deux fois ministre d'État sous la reine Anne. Voir Annexe 63.

[3] Alexandre Pope, né en 1688, mort en 1744, l'un des poëtes les plus connus de l'Angleterre. Voir Annexe 64.

[4] Jonathan Swift, satirique remarquable, auteur de *Gulliver* et du *Tonneau*. Voir Annexe 65.

[5] Matthiew Prior, poëte agréable et diplomate de mérite. Voir Annexe 66.

Digitized by Google — Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Prior, une série d'articles adroitement rédigés, en vue d'inspirer au pays l'horreur d'une guerre désormais inutile, puisque les ennemis de l'Angleterre sont accablés, périlleuse pour la prospérité et les libertés publiques, puisqu'elle ne cesse d'enrichir et de grandir, à leurs dépens, le général concussionnaire dont l'opulence criminelle, aussi bien que l'ambition démesurée, révoltent tous les honnêtes gens, une jeune femme, dont la situation n'avait jusque-là porté ombrage à personne, qui paraissait simple, timide, modeste, et que sa parente, la duchesse de Marlborough, avait placée dans l'entourage de la Reine, Abigaïl Hill, fille d'un marchand de Londres, mariée secrètement, en 1707, à un officier du nom de Masham, s'insinue tout doucement dans les bonnes grâces de sa souveraine, lui glisse, sous l'apparence de la plus respectueuse soumission, les conseils perfides de Harley et finit par supplanter sa bienfaitrice. Sarah Jennings, duchesse de Marlborough et première dame d'honneur du palais, exerçait, depuis trente ans, sur le faible esprit d'Anne Stuart, un empire absolument tyrannique, et elle en avait profité, sans relâche comme sans scrupule, pour accroître les honneurs de son époux et les richesses de sa maison. Pendant qu'il commandait en chef, sur le continent, les armées du royaume, elle régnait sans rivale à la cour d'Angleterre. Bonne, affable, confiante, la Reine, qui la regardait comme la plus intelligente, la plus fidèle, la plus dévouée de ses amies, et qui, sous le règne de son beau-frère Guillaume, avait mieux aimé souffrir les ennuis de l'exil que les douleurs d'une séparation exigée par le Roi, subissait son influence au point de ne pouvoir penser, juger, agir que par elle. Pourtant ses propres instincts, le souvenir encore vivace des premières impressions de sa jeunesse, en un mot, ses préférences secrètes, la disposaient en faveur des principes qui


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

soutenaient les Tories, et de la cause que Saint-John cherchait à faire triompher par le rétablissement de la paix [1]. Altière, avide, impérieuse, sûre de son pouvoir, ne se méfiant de personne, la favorite, quoique très-fière et très-avisée, n'était pas toujours prudente. Les précautions s'oublient aisément quand on croit n'avoir plus besoin d'en prendre. Il lui arrivait parfois d'affliger, par ses exigences hautaines, sa royale maîtresse. Ce fut par là qu'elle se perdit. Dans un moment d'irritation, la Reine, dont le cœur s'était ouvert aux délicates attentions de madame Masham, préféra la douceur d'Abigaïl à la rudesse de Sarah, et sa raison, instamment sollicitée par les avis confidentiels de Harley, par les secrètes exhortations de Saint-John, dissipa enfin son aveuglement. Aux incessants témoignages de la plus intime confiance, succédèrent le silence et la froideur. Lady Marlborough fit entendre des plaintes amères; elle fut éconduite. Le 6 avril 1710, date mémorable dans les annales politiques de l'Angleterre et dans l'histoire diplomatique de l'Europe, elle reçut l'ordre de rendre la clef d'or, insigne des hautes fonctions dont elle avait été revêtue. Elle essaya de résister; elle se fit tour à tour humble, suppliante, arrogante; le duc, qui se trouvait alors en Hollande, revint en toute hâte et se jeta aux pieds

[1] Anne, fille de Jacques II, monta sur le trône après Guillaume III qui avait épousé sa sœur aînée Marie. C'était une femme bonne, indulgente, affectueuse pour ses amis, mais timide, faible, irrésolue, n'osant arrêter, par elle-même, aucune décision, et qui demeura, presque toute sa vie, sous le joug de Sarah Jennings, bien qu'elle fût secrètement favorable aux maximes des Tories. La conquête de Gibraltar, l'annexion définitive de l'Écosse, la part prépondérante que prit son gouvernement aux négociations qui mirent fin aux guerres sanglantes de la succession d'Espagne, l'éclat admirable dont brilla, sous son règne, la littérature anglaise ont illustré son nom. Le prince Georges, frère du roi de Danemark, lui avait donné sa main. Elle fut accusée, non sans raison, d'avoir conspiré contre la religion nationale, en travaillant, en sous main, à la réintégration de son frère Jacques III sur le trône des Stuarts.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de sa souveraine, évoquant, avec effusion, le souvenir de son inaltérable amitié, de son dévouement personnel, des grands services qu'il avait rendus à l'État. Anne se montra dédaigneuse et inflexible. Il fallut obéir et se résigner à la retraite. Désespérée, furieuse, Sarah Jennings quitta immédiatement la cour et se retira dans ses terres. Le duc ne tarda pas à l'y rejoindre [1].

Ce fut toute une révolution. En vain le *Spectator,* ce recueil célèbre que dirigeaient deux publicistes éminents, Addison [2] et Congrève [3], dont la polémique incisive, ardente, passionnait le public, dont les productions élégantes, modèles de finesse, de bon sens et de bon goût, traduites dans toutes les langues, étaient lues par toute l'Europe, essaya-t-il de réagir contre les tendances pacifiques de la nation. L'opinion réfléchie de la majorité était faite, et le crédit de l'*Examiner* l'emporta. Tous les amis de Marlborough

[1] Voltaire, dont les jugements historiques ne sont pas toujours aussi profonds qu'ingénieux, qui, d'ailleurs, n'avait pas sous la main tous les documents nécessaires quand il écrivit le *Siècle de Louis XIV*, raconte qu'un jour la surintendante du palais outragea indignement la dame d'atour en présence de la Reine, et que celle-ci en conçut une vive irritation qui causa la perte de Marlborough aussi bien que la chute du ministère whig. Il en prend occasion pour admirer l'importance éventuelle des plus petites causes qui produisent parfois les plus grands résultats. C'est vraiment méconnaître un peu trop la gravité des choses et l'inévitable logique de leur enchainement. Il se peut que l'insolence de lady Marlborough pour madame Masham ait précipité l'explosion de la crise; mais il est certain que le public s'y attendait, que la mine était creusée, que la poudre et la mèche étaient prêtes. — « Le crédit de Marlborough à la cour, écrit en 1709 « le marquis de Torcy dans ses Mémoires..., sourdement attaqué, était « ébranlé; une partie de la nation se lassait de voir si longtemps l'autorité « partagée entre lui et le grand trésorier Godolfin, son ami intime et son « allié. Leurs ennemis agissaient pour les perdre dans l'esprit de leur souveraine; elle commençait à souffrir impatiemment la domination du « général de ses armées. »

[2] Joseph Addison, né en 1672, mort en 1719. Voir Annexe 67.

[3] William Congrève, l'un des premiers poëtes comiques de l'Angleterre, né en 1670, mort en 1729. Voir Annexe 68.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tombèrent avec lui. Le comte de Godolphin[1], premier lord de la Trésorerie, dont le fils avait épousé sa fille aînée, fut remplacé par Harley qui devint comte d'Oxford ; Rochester, Buckingham [2], Granville[3], remplacèrent lord Sommers, le duc de Devonshire, Robert Walpole[4] ; Saint-John, assisté de lord Dartmouth, eut la direction des affaires étrangères. Il reçut peu après la pairie, et fut nommé vicomte de Bolingbroke. Un édit royal prononça la dissolution du Parlement, et les Tories triomphèrent dans les élections nouvelles. La paix assurément n'était pas encore faite, et l'Angleterre, tant de fois victorieuse, ne devait y consentir qu'en obtenant de grandes et légitimes satisfactions ; mais elle avait cessé d'être l'implacable ennemie de la France.

[1] Sidney, comte de Godolphin, ministre d'État et grand trésorier sous la reine Anne, né en 1650, mort en 1712. Voir Annexe 69.

[2] John Sheffield, duc de Buckingham, né en 1649, mort en 1720, resta président du Conseil jusqu'à la mort de la Reine. Voir Annexe 70.

[3] Ministre de la guerre et membre du Conseil privé. Né en 1667, mort en 1735. Voir Annexe 71.

[4] Robert Walpole, le célèbre ministre whig, qui devait exercer le pouvoir pour ainsi dire sans contrôle, pendant vingt-quatre ans, sous les premiers Georges, était alors secrétaire de la guerre. Né en 1676, mort en 1743. Voir Annexe 72.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

LIVRE III

LES PREMIERS TRAITÉS D'UTRECHT

CHAPITRE PREMIER

Ouvertures faites par la France à la Hollande en 1706. — Bergueyck, Van der Dussen, Rouillé et Heinsius. — Pettekum et Ménager. — Mission du président Rouillé. — Buys. — Exigences et mauvaise foi des États-Généraux.

« Le temps des succès favorables », disent les Mémoires du judicieux Torcy, « est le temps de présenter la paix; « elle n'est pas écoutée, si elle n'est appuyée de la victoire. » Il y avait plusieurs années déjà, en 1706, que la victoire avait déserté nos drapeaux. Les infidélités qu'elle nous avait faites sur les champs de bataille d'Allemagne, de Flandre, d'Espagne et d'Italie, à Hochstett, à Ramillies, à Saragosse, à Turin, infidélités qui devaient être suivies de bien d'autres, avaient surpris la France sans l'abattre; mais, « quoique son courage parût à toute épreuve, le Roi, père « de ses sujets... et plus touché de leurs maux que de sa « propre gloire... se croyait plus obligé à leur procurer le « repos qu'à continuer, au prix de leur sang, des efforts « inutiles pour maintenir le Roi, son petit-fils, sur le trône « d'Espagne. L'État, épuisé par des dépenses désormais


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« insoutenables, ne pouvait réparer tant de malheureux « événements que par la paix, et *la plus prompte était la « meilleure.* » (Mémoires de Torcy.)

Ce triste aveu d'impuissance, tracé par la plume du ministre des affaires étrangères de Louis XIV, au début du récit des négociations qui aboutirent, après sept années de douloureux et patients efforts, à la signature honorable des traités d'Utrecht, présage bien des difficultés, bien des humiliations, bien des mécomptes. On va voir pourtant que la réalité dépasse de beaucoup les conjectures qu'il autorise.

Quand les coups de la fortune paraissent immérités, il arrive parfois qu'une main bienfaisante relève les malheureux qu'ils accablent; quand ils tombent sur des orgueilleux qui les ont eux-mêmes provoqués et dont les prospérités éclatantes bravaient, depuis longtemps, la jalousie de leurs voisins; quand ces orgueilleux en sont réduits à une telle extrémité qu'ils semblent impuissants à dédommager, par de suffisants sacrifices, l'assistance dont ils ont besoin pour ne pas périr; quand, en un mot, ils n'ont plus rien à donner, alors ils n'inspirent plus ni intérêt ni pitié, et ils sont perdus sans ressource, si quelque événement imprévu ou les mutuelles rivalités de leurs ennemis victorieux ne les sauvent.

Louis XIV, dont la longue expérience, mûrie par tant d'événements de toutes sortes, par tant de succès et d'épreuves, par tant de gloire et de revers, n'avait, pour ainsi dire, plus de leçons politiques à recevoir, ne se faisait aucune illusion. Il savait bien qu'il ne lui restait ni amis ni alliés, mais il comptait encore sur les rivalités de ses adversaires, et il voulut essayer de s'en servir. Ce fut à la Hollande que, dans son dénûment absolu, il fit adresser des propositions indirectes de paix.

La Hollande n'avait pas eu de plus utile alliée, ni de plus


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cruelle ennemie que la France. Le souvenir des injures étouffe toujours celui des bienfaits. Pendant plusieurs années, Henri IV avait fourni régulièrement, parfois malgré la prudente opposition de son conseil, un subside de deux millions de livres à la République des sept Provinces-Unies qui luttait péniblement depuis 1579, pour la vie ou la mort, contre les troupes espagnoles. En 1609, il les avait prises ouvertement sous sa protection, et les heureuses négociations de son ministre, le président Jeannin, avaient imposé au gouvernement de Philippe II la trêve de douze années qui assura leur indépendance. Mazarin la fit solennellement reconnaître, en 1648, par les traités de Westphalie. Mais Louis XIV, devenu maître absolu de ses actes, se vit contraint, par les événements mêmes que son ambition fit surgir, de suivre une politique toute différente. Après la mort de Philippe IV, invoquant le *droit de dévolution* [1] en faveur de sa femme, Marie-Thérèse, il avait réclamé la possession de la Franche-Comté et des Pays-Bas espagnols, dont il s'empara, l'année suivante, en une seule campagne (1667-1668). Effrayés de ce redoutable voisinage qui pouvait mettre en péril leurs libertés politiques si laborieusement conquises, les Hollandais se liguèrent, contre lui, avec la Suède et l'Espagne. Par le traité d'Aix-la-Chapelle (1668), la France restitua la Franche-Comté. Jamais le grand Roi ne pardonna aux Provinces-Unies leur audacieuse intervention. « Au milieu « de toutes les prospérités de mes campagnes de 1667, « écrivait-il, un peu plus tard, dans un mémoire resté long-

[1] En vertu de ce droit que consacraient les vieux usages des Pays-Bas, les immeubles des époux veufs, qui contractaient un second mariage, étaient, par le fait même de cette seconde union, dévolus à leurs enfants du premier lit. Marie-Thérèse, femme de Louis XIV, était fille d'un premier lit de Philippe IV, tandis que Charles II était issu d'un second mariage.



Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« temps inédit, l'Angleterre ni l'Empire, convaincus de la « justice de ma cause, quelque intérêt qu'ils eussent à « arrêter la rapidité de mes conquêtes, ne s'y opposèrent « point. Je ne trouvai sur mon chemin que mes bons, « fidèles et anciens amis les Hollandais qui, au lieu de « s'intéresser à ma fortune comme à la force de leur État, « voulurent m'imposer des lois et m'obliger à faire la paix, « et osèrent même user de menace en cas que je refusasse « leur médiation. J'avoue que leur insolence me piqua au « vif et que je fus près de fournir toutes mes forces contre « cette altière et ingrate nation. Mais, ayant appelé la pru- « dence à mon secours... je dissimulai, je conclus la paix... « résolu de mettre la punition de cette perfidie à un autre « temps. » — « Le véritable moyen de parvenir à la con- « quête des Pays-Bas espagnols, disait, de son côté, Louvois « au prince de Condé, en 1671, est d'abaisser les Hollan- « dais et de les anéantir s'il est possible. » Le ressentiment amer de Louis XIV, dont l'orgueil blessé se refusait à comprendre les prudentes considérations qui avaient soulevé ses *bons, anciens et fidèles amis* contre la France, les calculs de Louvois provoquèrent la fameuse campagne de 1672, que le Roi commanda en personne, qui débuta par ce brillant passage du Rhin, célébré à l'envi par les poëtes de l'époque, et qui se fût infailliblement terminée par la conquête des Provinces-Unies, si, pour sauver leur indépendance, elles n'avaient, de leurs propres mains, noyé leurs récoltes et ruiné une partie de leurs richesses en rompant leurs digues. Avant de recourir à cette mesure suprême, leur gouvernement avait négocié. Jean de Witt offrait Maëstricht, toutes les places du Rhin, la Flandre hollandaise, le Brabant, une indemnité de dix millions. Le Roi en demandait vingt-quatre et voulait, en outre, la Gueldre méridionale, le rétablissement du culte catholique, la pro-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

messe d'envoyer tous les ans à Paris une ambassade qui serait venue offrir au Roi le tribut public de la reconnaissance nationale. « Souscrire à de telles propositions, s'était « écrié, dans l'assemblée des États, le jeune Guillaume « d'Orange qu'elle venait de nommer stathouder, capi« taine général et amiral de l'union, serait se perdre; les « discuter est même dangereux. Si la majorité en décide « autrement, il ne restera plus qu'un seul parti aux amis du « protestantisme et de la liberté, celui de se retirer aux « Indes occidentales et de s'y créer une nouvelle patrie. » L'audace du désespoir, surexcitée par ces mâles et nobles paroles, avait opposé à la marche des Français d'invincibles obstacles. Mais la haine des Hollandais contre la France, justement soulevée par les exigences impitoyables du monarque vainqueur, s'était accrue en proportion des sacrifices qu'ils avaient dù subir pour en triompher. Depuis cette grande et mémorable époque, elle ne perdit aucune occasion de se manifester et de s'affermir davantage par la part active qu'ils ne cessèrent de prendre à toutes les alliances formées contre nous; elle s'était encore fortifiée des ressentiments implacables du grand pensionnaire Hensius qui, négociant à Paris comme ambassadeur, en 1679, et résistant, avec un patriotique courage, aux prétentions des ministres de Louis XIV, s'était vu menacer de la Bastille par l'altier Louvois.

On crut, cependant, qu'il serait facile d'intéresser la Hollande au rétablissement de la paix et d'obtenir qu'elle y prêtât franchement la main, en faisant luire, à ses yeux avides, des avantages considérables qui imposeraient silence à ses rancunes. L'Espagne peut lui procurer ces avantages, si elle lui concède, pour le commerce des Indes espagnoles, certains priviléges aux dépens de son alliée l'Angleterre. Bergueick, ancien intendant des Pays-Bas pour le roi

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'Espagne, est chargé par Torcy, en juillet 1706, de faire des ouvertures et des avances au gouvernement des États-Généraux. Il se met en rapport avec Van der Dussen, pensionnaire de Tergow [1], l'un des hommes politiques les plus importants et les plus modérés de la Hollande. Le président Rouillé, qui est en mission auprès de l'Électeur de Bavière, et le sieur Hennequin, échevin de Rotterdam, dont les bonnes intentions pour la paix « avaient paru « en d'autres occasions [2] », sont mis dans le secret; Cal-

[1] Plus connu sous le nom de Gouda, Tergow, que Van der Dussen représentait alors aux États-Généraux, est une ville de la Hollande méridionale d'environ 11,000 habitants. Située, à cinq lieues de Rotterdam, sur l'Issel et la Gowe, à l'embranchement de deux lignes ferrées, elle est un des entrepôts les plus importants du commerce néerlandais.

[2] *Mémoires de Torcy.* — Depuis le commencement de la guerre, Louis XIV n'avait cessé de mettre en œuvre toutes les ressources dont il pouvait disposer et n'avait pas manqué de saisir toutes les occasions qui s'étaient offertes, pour miner la grande alliance, par sa base, en brouillant la Hollande avec l'Angleterre et l'Autriche. Les motifs de division ne manquaient pas. Il ne s'agissait que de les exploiter en temps opportun. La Hollande désirait être mise en possession des Pays-Bas qui deviendraient *leur barrière contre la France,* tandis que l'Autriche prétendait qu'ils fussent attribués intégralement à l'Archiduc, roi d'Espagne. Pendant que l'Angleterre s'abstenait scrupuleusement de tout commerce avec la France, les villes maritimes de la Hollande continuaient leur trafic avec les ports français, malgré les plaintes incessantes des agents britanniques et les interdictions officielles du grand pensionnaire qui était obligé de fermer les yeux pour ne pas s'aliéner les États-Généraux. L'Angleterre souhaitait ardemment de pouvoir occuper Ostende et Nieuport ou Dunkerque, afin d'ouvrir à son négoce l'accès des côtes flamandes; mais les marchands hollandais frissonnaient de colère à la seule pensée qu'elle y pût réussir. En 1704, Leurs Hautes Puissances s'étaient faites l'écho de ces anxiétés en refusant de favoriser un emprunt que le gouvernement de la reine Anne essayait de négocier, pour subvenir aux frais d'une expédition maritime. Les États se plaignaient sans cesse des charges accablantes que la guerre faisait peser sur les citoyens; enfin, les prudentes lenteurs des généraux hollandais Opdam, Overkerke, Slagenberg, Cohorn, s'accordaient fort mal avec le génie entreprenant de Marlborough. Celui-ci ne pouvait prendre aucune décision importante sans leur assentiment, et il protestait souvent contre leur contrôle, comme on secoue un fardeau désagréable et incommode. De nombreux agents que Louis XIV payait très-cher, suivant l'usage traditionnel de sa diplomatie, ne cessaient d'attiser le feu. Déjà, en 1704 et 1705, il

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lières, qui représenta utilement la France à la Haye avant les guerres de la succession, le comte Jean-Antoine d'Avaux, dont la finesse diplomatique s'est illustrée à Nimègue et à Ryswyk [1], les secondent de leur influence et de leurs conseils. Le moment semble bien choisi. Il est certain que l'opinion des villes maritimes incline ouvertement vers la paix. Leurs députés demandent à Heinsius de la conclure. On a des motifs sérieux de croire que les convictions du grand pensionnaire lui-même sont moins ardentes, moins absolues. Il s'est aperçu, dit-on, que le zèle de la Grande-Bretagne, pour ses alliés, commence à se ralentir, et il songerait à ne plus repousser la main de la France. Louis XIV consent, d'ailleurs, aux plus pénibles sacrifices. L'abandon, dans la Flandre espagnole, aux Provinces-Unies, d'un certain nombre de places fortes qui seront *leur barrière* contre la France, le rétablissement du tarif libéral de 1664, la cession de l'Espagne à l'Archiduc, et le main-

avait pensé que le moment était venu de briser le faisceau de la grande alliance. Le marquis d'Alègre, prisonnier de guerre en Hollande, fut chargé de faire secrètement à Heinsius des propositions sérieuses. Callières l'assista de ses avis mystérieux; le médecin hollandais Helvétius, qui se rendait à la Haye sous le prétexte de revoir son père et de faire imprimer quelques opuscules scientifiques, apporta les instructions verbales du Roi. Celui-ci admettait, pour le règlement des difficultés, plusieurs systèmes différents en ce qui concernait l'Archiduc, Philippe V et l'Électeur de Bavière, mais tous particulièrement favorables à la Hollande. D'Alègre pouvait acheter, avec deux millions, le concours ou au moins l'inaction de Marlborough. Le bon sens d'Heinsius, la perspicacité loyale du généralissime anglais qui mit les intérêts de sa gloire au-dessus des bonnes grâces du roi de France, avant tous les revers de nos armées en Catalogne, déjouèrent les calculs de Louis. Marlborough se rendit successivement à la Haye, à Berlin, à Vienne, pour y plaider la cause de l'union. Elle était gagnée d'avance par le succès des Impériaux en Espagne. Toute satisfaction fut donnée, par la Hollande, à ses alliés. Elle inclina les prérogatives de ses généraux devant les pouvoirs militaires de Marlborough et repoussa les avances du Roi.

[1] Jean-Antoine de Mesmes, comte d'Avaux et marquis de Givry, était le petit-neveu de Claude de Mesmes, comte d'Avaux, qui fut l'un des négociateurs de la paix de Westphalie.


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tien de Philippe V en Italie, doivent être les clauses principales du futur traité. Mais les manœuvres de l'Autriche, les exigences des Anglais, les événements de la guerre mettent bientôt à néant ces espérances.

Depuis longtemps, les États-Généraux rêvent l'annexion totale des Pays-Bas, annexion que l'Autriche n'accordera jamais et à laquelle la Reine, son alliée, ne veut pas prêter la main. Sans leur refuser *une barrière* contre les tentatives de Louis XIV, on ne peut point dépouiller, pour eux, l'Empereur de ses plus riches provinces. Or, après la bataille de Ramillies, Joseph a nommé Marlborough gouverneur général de la Flandre reconquise, et Leurs Hautes Puissances, qui prétendaient, pour le moins, à une administration collective, en ont témoigné une irritation violente. Les ministres de la reine Anne leur ayant demandé de garantir, au profit de la maison de Hanovre, la succession protestante à la couronne d'Angleterre, elles n'y ont point consenti par ce motif : « Qu'il n'y avait pas d'exemple « qu'un État fût entré à garantir la constitution intérieure « d'un autre [1]. » Le langage de l'Angleterre devient, alors, presque menaçant. Elle vient d'apprendre que la Hollande veut s'entendre secrètement avec la France au préjudice de la grande alliance! Ni l'Autriche, ni l'Empire, ni elle-même ne le souffriront jamais. Aucune des puissances alliées n'a le droit de traiter séparément avec l'ennemi commun de l'Europe. Cette admonestation péremptoire, aidée des amicales remontrances de Marlborough qui vient, afin de pacifier les esprits, de renoncer à son gouvernement général, a fait hésiter Heinsius. Puis, la fatale journée de Turin chasse les armées françaises du sol italien ; la fidélité

[1] Correspondance de lord Halifax, envoyé extraordinaire de la Reine à la Haye.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

castillane repousse les troupes de l'Archiduc sur Barcelone. Philippe est rentré dans sa capitale et ne règne plus au delà des Alpes. Il faut chercher une autre base pour les négociations [1].

Interrompues en apparence, elles se continuent en secret et sans intermédiaire officiel. Un diplomate obscur, dont le concours officieux n'a rien de compromettant, mais qui peut donner, à la Haye comme à Paris, des informations utiles et de bons conseils, Pettekum, résident du duc de Holstein-Gottorp auprès des États-Généraux, est venu à Versailles, « de son pur mouvement et sans aucune mis« sion » (Mémoires de Torcy), offrir ses bons offices à Louis XIV, qui ne les a pas déclinés. « On est convenu « d'entretenir avec lui la correspondance que demandaient « le bien des affaires et son zèle pour la paix. » Ses démarches sont discrètement secondées par un habile homme, Ménager [2], député de Rouen au conseil de commerce, « qui s'est rendu à la Haye pour des affaires parti« culières », et qui a reçu du Roi l'autorisation de soumettre ses idées à Van der Dussen, au baron de Duywenworden, au grand pensionnaire lui-même. Pettekum et Ménager s'emploient avec beaucoup de zèle. En apparence, leurs

[1] Louis XIV tenta encore, par deux fois, de les renouer en 1706. Le 23 octobre, l'Électeur de Bavière proposa à Marlborough et à Heinsius, au nom du Roi, d'ouvrir des conférences soit à Mons, soit à Bruxelles ; cette avance ayant été déclinée, en termes identiques, par la Hollande et l'Angleterre après que les États-Généraux et le Parlement en eurent délibéré, Vaudemont fit une dernière tentative auprès du général en chef des troupes impériales : « J'ai répondu, écrivit Eugène de Savoie au duc de « Marlborough, le 20 décembre 1706, que j'étais ici pour faire la guerre « et pas pour traiter de la paix ; que je ne pouvais rien écouter sans ordre « de Sa Majesté Impériale, laquelle n'écouterait assurément rien sans la « participation de ses alliés. » L'union était donc rétablie entre l'Angleterre, la Hollande et l'Autriche. Elle s'affirma bientôt par notre défaite à Oudenarde et par la prise de Lille.

[2] Voir les notes suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

démarches sont bien accueillies; mais, au moment où elles semblent sur le point d'aboutir, « les disgrâces des cam- « pagnes de 1708 viennent détruire tout espoir de paix » (Torcy) [1].

A ces disgrâces, que signalent notre honteuse défaite d'Oudenarde ainsi que la perte de Lille, de Gand, de la Sardaigne, de Port-Mahon, d'Exilles et de Fénestrelles, s'ajoutent bientôt les accablantes infortunes de 1709, les rigueurs désastreuses d'un impitoyable hiver, la famine, les misères criantes de tout un peuple qui succombe sous le poids écrasant de ses malheurs, la défaite glorieuse mais sanglante, à Malplaquet, d'une armée rassemblée avec des peines infinies, qui paraissait être le dernier rempart de la France, la conquête, par nos ennemis, de Tournay et de Mons. Le roi d'Espagne, cependant, se flatte encore d'obtenir les bons offices de la Hollande, en lui concédant toutes les conditions qu'elle demanderait pour la sûreté de son commerce. Guidé par ses instructions, que Philippe avait écrites de sa propre main, Bergueick s'est remis vaillamment à l'œuvre. Mais cette seconde tentative n'est pas plus heureuse que la première. Heinsius et Van der Dussen déclarent tout net que le négociateur espagnol ne peut être écouté, s'il n'a le pouvoir de céder l'Espagne, les Indes, le Milanais et les Pays-Bas à la maison d'Autriche. Bergueick, décontenancé, se rend en toute hâte à Versailles pour mettre cette insolente réponse sous les yeux du Roi.

Tel fut le début des négociations, et telle était, en ce moment, la situation des affaires que les incroyables exigences de la Hollande ne parurent point exagérées au gouvernement de Louis XIV. « Un ministre du roi

[1] Voir le récit des faits militaires. (En 1708.)

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« d'Espagne ne pouvait pas, remarque justement Torcy, « souscrire à un traité dont le premier article aurait été « de consentir à détrôner son maître »; mais cette condition, si dure qu'elle fût, devait être acceptée par la France, « pourvu qu'elle pût servir de fondement à la paix « générale ». Non-seulement Torcy le fit dire, au nom du Roi, par Pettekum, mais il le déclara, lui-même, à Van der Dussen, auquel il écrivit de sa main, afin d'obtenir des passe-ports pour le plénipotentiaire de son souverain et pour celui du roi d'Espagne.

Louis XIV avait voulu, d'abord, remettre ses pouvoirs à un homme dont les talents lui étaient connus de vieille date, et qui était destiné à rendre d'éminents services à son pays, lorsqu'il prit en main, à la suite de Chamillard, la direction de nos affaires militaires. Il avait choisi le conseiller d'État Voisin, ancien intendant à Maubeuge, « qui « avait eu l'art et le bonheur, dit Torcy dans ses Mémoires, « de plaire à madame de Maintenon, demeurée à Dinant « pendant que le Roi assiégeait Namur, l'année 1672 ».

Aussi fin que prévoyant, Voisin déclina, sans hésitation, ce périlleux honneur. Ce fut en vain que le ministre des affaires étrangères, qui le tenait, d'ailleurs, en assez médiocre amitié, « voulut relever, en sa présence, les « marques d'estime et de confiance que le Roi lui donnait, « l'importance de l'emploi et la qualité du service ». « Tous ses discours, ajoute l'honnête Torcy, furent inutiles. « Le sieur Voisin, comme guidé par la fortune qu'il avait à « sa porte et qui ne l'attendait pas en Hollande, finit en « disant : Je saurai bien m'en dégager, n'en soyez pas en « peine; je ne crains pas que le Roi m'en sache mauvais « gré. Il sortit en même temps, et alla à Saint-Cyr. » Le lendemain, Rouillé, président du grand conseil, ancien représentant du Roi en Portugal et auprès de l'Électeur

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Bavière [1], recevait les pleins pouvoirs destinés à Voisin. Quelques jours plus tard, l'ancien intendant du Hainaut était nommé secrétaire d'État à la guerre. Il devint plus tard chancelier de France.

« Le gouvernement hollandais, estimant qu'afin de garantir « le secret des conférences, il y fallait seulement admettre le « plénipotentiaire de France » (Torcy), refusa le passe-port que Louis XIV avait sollicité pour Bergueick. Pettekum apporta lui-même à Versailles celui du président Rouillé, qui partit le 5 mars, muni des instructions royales.

« Comme il n'y avait pas de temps à perdre, dit Torcy, « Sa Majesté lui prescrivait de presser vivement les négo-« ciations. » Ainsi qu'on l'a vu plus haut, Elle abandonnait tout d'abord, conformément aux exigences des Hollandais, l'Espagne, les Indes, les Pays-Bas et le Milanais. Rouillé devait stipuler que Philippe V garderait Naples, ainsi que la Sicile, et qu'on y ajouterait la Sardaigne aussi bien que les ports fortifiés de la Toscane [2]; mais il pouvait, au besoin,

[1] « Il était, dit Saint-Simon, président en la cour des aides et frère de « Rouillé qui, de procureur général de la cour des comptes, devint direc-« teur des finances, puis conseiller d'État, dont la brutalité et les dé-« bauches... firent tant parler de lui... Celui-ci, qui était le cadet, avait « un esprit délicat et poli, aussi sobre et mesuré que son aîné l'était peu, « et il avait passé une partie de sa vie en diverses négociations. On avait « toujours été content de lui, et on verra qu'on ne le fut pas moins, mal-« gré le triste succès de son voyage en Hollande. — Rouillé mourut subi-« tement en 1712. Il fut trouvé mort dans son lit, à Paris, par ses valets « allant l'éveiller le matin du 30 mai. C'était un homme sec et sobre, « autant que son frère, le conseiller d'État, était gourmand, ivrogne et « débauché, et aussi sage que l'autre l'était peu. » (*Mémoires de Saint-Simon.*) « Pendant le séjour qu'il fit auprès de l'Électeur de Bavière, après « la fatale bataille d'Hochstett, il avait entamé un commencement de « négociation avec ce même Van der Dussen, désigné pour conférer avec le « plénipotentiaire du Roi; ainsi la matière n'était à son égard ni nouvelle, « ni étrangère. » (*Mémoires de Torcy.*)

[2] « L'Archiduc, devenu roi d'Espagne, aurait entretenu facilement des « intelligences secrètes à Naples et en Sicile; mais, de plus, il lui aurait été « aisé d'y faire passer promptement des secours de troupes, s'il fût demeuré

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

céder successivement sur les deux derniers points. Les Hollandais devaient recevoir, pour leur barrière et leur commerce, de très-larges satisfactions qui paraissaient amplement suffisantes. On savait, sans en être pourtant bien certain, qu'ils désiraient qu'on les mît en possession, pour la sûreté de leurs frontières, des villes de Maubeuge, Condé, Tournay, Ypres, Menin. Rouillé devait exiger la restitution de Lille en échange de ces places importantes, et il pouvait offrir, au lieu de Maubeuge et d'Ypres, soit la Gueldre espagnole, soit le duché de Luxembourg, sous la condition expresse que le culte catholique y serait respecté et que les fortifications de Luxembourg seraient rasées. Le rétablissement du régime consacré par la paix de Ryswyk, ainsi que du tarif de 1664[1], sauf pour quelques articles dont la protection était vraiment indispensable, la suppression du droit de 50 sols par tonneau qui grevait les navires hollandais dans les ports de France, tels étaient les avantages commerciaux offerts aux Provinces-Unies. Louis XIV consentirait à reconnaître la reine Anne pour la souveraine de la Grande-Bretagne, ainsi que l'ordre de succession établi dans la maison de Hanovre. Il irait, si on l'exigeait impérieusement, jusqu'à sacrifier Dunkerque aux Anglais. Il s'engageait, pour le cas où son petit-fils rejetterait ces conditions, à rappeler d'Espagne les troupes françaises, mais il voulait, en retour de si larges concessions,

« maître de la Sardaigne... Il convenait, d'ailleurs, au repos de l'Europe « que le prince qui régnerait à Naples fût assez puissant pour se maintenir « contre les desseins ambitieux de la maison d'Autriche. » (*Mémoires de Torcy.*) De là l'évidente utilité de fortifier le royaume des Deux-Siciles par l'adjonction de la Sardaigne et par le maintien de la domination de Philippe V sur les places maritimes de la Toscane.

[1] Le tarif de 1664, établi par Colbert, pour remplacer les douanes intérieures, faciliter le commerce maritime, protéger nos industries contre la concurrence étrangère, n'était rien moins que libéral; mais ceux qui lui avaient succédé, notamment en 1667, étaient infiniment plus sévères.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que les Électeurs de Bavière et de Cologne, qui s'étaient montrés ses alliés fidèles dans sa mauvaise comme dans sa bonne fortune, et qui avaient été mis, sur la proposition de l'empereur Joseph, au ban de l'Empire, fussent rétablis dans tous leurs biens et dignités.

On se croyait en droit d'espérer qu'un négociateur exercé, qui partait avec des pouvoirs si étendus, et qui pouvait accorder à nos ennemis de si considérables avantages, reviendrait bientôt avec un traité de paix. Il n'en fut rien. On suscita au représentant de Louis XIV mille difficultés; on ne lui épargna aucune impertinence, aucun dédain, aucune avanie. Le souvenir des humiliations douloureuses de 1672 faisait encore saigner le cœur de la Hollande. Il fut bientôt évident qu'elle était résolue à en tirer une vengeance cruelle, et qu'au reste l'heure de la réconciliation tarderait longtemps à sonner. Les ennemis de la France la croyait accablée, et ils avaient formé le projet de la réduire décidément à l'impuissance. Ils consentaient à négocier avec elle pour l'endormir; mais, au fond, ils voulaient continuer la guerre afin d'anéantir ses dernières ressources. L'importance, l'ambition, la gloire des *triumvirs de la Ligue,* ainsi que les appelait Torcy, du prince Eugène de Savoie, généralissime des troupes de l'Empire, de John Churchill, duc de Marlborough, qui commandait en chef les armées d'Angleterre, du grand pensionnaire Heinsius, leur habile et vindicatif ami, n'y trouvaient-elles pas leur compte ? Se flatter que de si implacables ennemis souscriraient à des conditions qui permissent à Louis XIV de régner encore sur un grand peuple, c'était se bercer puérilement d'illusions chimériques.

Rouillé atteint les frontières de la Hollande avant de connaître le lieu où l'on daignera le recevoir et les noms des personnages qui doivent négocier avec lui. On dirait que

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'on a honte ou que l'on a peur de s'aboucher avec le représentant de Louis XIV, tant on met de soin à tenir les entrevues secrètes [1]. Les conférences ont lieu d'abord sur les rives du Mœrdick [2], dans le village de Struydensdas, où un billet mystérieux de Pettekum a fait venir, le 17 mars, l'envoyé de France, puis sur un yacht, en face du bourg de Woerden, puis enfin, quand elles sont connues du public, au village de Bodgrave, à quelques lieues de la Haye. Au début, l'Angleterre et l'Autriche les ignorent absolument, et, sans un malentendu qui le sauve, le président Rouillé, représentant officiel du grand Louis XIV, serait arrêté, ni plus ni moins qu'un espion, par un détachement de soldats anglais, auxquels les paysans l'avaient signalé comme un individu aux allures suspectes. Ce sont deux députés aux États-Généraux, Van der Dussen, pensionnaire de Tergow, déjà connu personnellement de Rouillé, et Buys [3], pensionnaire de la ville d'Amsterdam, qui ont été chargés, par Heinsius, de conduire les négociations. Le premier est un homme d'allures froides, prudentes et polies, qui paraît animé du désir sincère de travailler sérieusement au rétablissement de la paix, mais le second, « attaché à l'Angle-

[1] La Hollande négociait en ce moment tout à fait à l'insu de ses alliés.

[2] Le canal du Mœrdick, petite ville du Brabant septentrional, porte le nom de Hollandich-Diep. (Voir les notes suivantes.)

[3] Les intérêts de la Hollande eurent dans le député d'Amsterdam, durant toutes les négociations, un défenseur ardent dont le zèle passionné franchit parfois toute mesure. Mais lorsque la paix fut conclue, son attitude fut absolument différente. « En 1714, raconte Saint-Simon dans ses « *Mémoires*, Buys et Goslinga... arrivèrent à Paris, le premier pour y « demeurer comme ambassadeur ordinaire, l'autre pour retourner, au « bout de quelques mois de sa commission d'ambassadeur extraordinaire. « Ils saluèrent le Roi quelques jours après dans son cabinet particulier. « Buys, qui portait la parole, fit un beau discours. On a pu voir (dans les « pièces jointes aux *Mémoires*) quels étaient son caractère, son animosité « contre la France et tout ce qu'il fit pour empêcher la paix. Son ambassade le changea entièrement, et le séjour qu'il fit en France le rendit « tout Français. Cette singularité m'a paru mériter d'être rapportée. »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« terre, ouvertement porté pour la guerre », obscur et parfois violent dans ses longs discours, « plus propre, en « un mot, à susciter des difficultés qu'à les aplanir[1] », domine entièrement son collègue, dont il semble contrôler toutes les paroles. Pendant les premiers entretiens, ces deux représentants des Provinces-Unies, tout en produisant, chaque jour, de nouvelles exigences qui contredisent les engagements de la veille, tout en négociant, suivant l'expression de Torcy, *à la hollandaise,* feront preuve de quelque modération. Mais, lorsque l'Angleterre et l'Autriche auront pénétré le secret des conférences, ils ne garderont plus aucune mesure et franchiront toutes les bornes, comme s'ils voulaient, avant toute chose, éviter, par un témoignage éclatant et irrécusable de leur zélé dévouement à la cause commune, qu'on les pût soupçonner, un instant, d'avoir voulu traiter à l'insu, au détriment de leurs alliés, avec la France.

Les Hollandais demandent d'abord que Philippe V renonce, formellement et sans plus tarder, à la couronne d'Espagne, que le traité de Munster soit rétabli dans le sens germanique, ce qui implique l'annulation des nombreux avantages stipulés ultérieurement, au profit de la France, par les conventions de Nimègue et de Ryswyk, — que Louis XIV abandonne à l'Angleterre la ville de Dunkerque et toutes ses conquêtes d'Amérique, — que le duc de Savoie obtienne la restitution des provinces qu'il a perdues, et qu'on le maintienne dans la possession des territoires ou des villes dont il s'est emparé, notamment dans celle d'Exilles et de Fenestrelles, — que le Portugal soit satisfait par l'adhésion de la France aux traités qu'il a conclus récemment avec les alliés, — qu'il soit permis aux Provinces-Unies de tenir garnison dans Bonn, Liége et Huy,

[1] *Mémoires de Torcy.*


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et que leur *barrière* soit composée des villes de Maubeuge, Condé, Menin, Ypres et Furnes. Ils veulent bien laisser à Philippe V Naples et la Sicile, sans garantir toutefois le consentement de leurs alliés, mais refusent absolument de lui abandonner soit la Sardaigne, soit les places maritimes de la Toscane. Bientôt, ils réclament, pour eux-mêmes, l'importante cité de Lille, dont ils avaient permis d'espérer la restitution, et Tournay, dont il n'avait jamais été question jusque-là; ils ne craignent pas d'affirmer qu'ils n'ont pris aucun engagement au sujet de la Sicile; et, comme Rouillé se plaint, non sans raison, de leurs contradictions et de leurs réticences, ils déplorent, à leur tour, avec toutes les apparences d'une indignation vertueuse, l'ingratitude du négociateur français qui méconnaît la grandeur de leurs sacrifices, aussi bien que le mérite de leurs efforts.

La décisive intervention de Marlborough et du prince Eugène, qui se rendent à la Haye vers le milieu d'avril, la noble résistance de Philippe V, qui refuse absolument de céder la couronne d'Espagne, aggravent encore une situation devenue, par elle-même, vraiment intolérable. Marlborough veut que Philippe V soit purement et simplement dépouillé de tous ses États; Eugène réclame péremptoirement le rétablissement absolu du traité de Munster, ce qui implique la restitution, par la France, de Strasbourg et de toute l'Alsace. « Dieu m'a mis la couronne d'Espagne sur la tête », écrit Philippe à Louis XIV, « je la soutiendrai tant que j'aurai une « goutte de sang dans les veines. Je le dois à ma conscience, «à mon honneur et à l'amour de mes sujets. » Le président Rouillé est à bout de patience, de résignation, de patriotisme. C'est en vain que l'officieux Pettekum se porte garant de la bonne volonté des Hautes Puissances et lui conseille d'accorder toutes les concessions qu'on lui demande, afin d'éviter des exigences nouvelles qui ne peuvent manquer de


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

se produire. Les plénipotentiaires hollandais refusent maintenant la restitution de Lille et vont jusqu'à nier qu'ils aient pu la promettre [1]; ils insistent sur la mise en vigueur du traité de Munster, ils prétendent que jamais ils n'ont manifesté l'intention de conserver à Philippe, soit la Sicile, soit même le royaume de Naples; ils affirment qu'ils se sont engagés, *tout au plus,* à lui maintenir le titre de Roi dont il est revêtu, et comme Rouillé, que tant de mauvaise foi révolte sans le surprendre, renouvelle énergiquement ses plaintes : « Tout, lui répond Van der Dussen, jusqu'aux gazettes à la « main, tout découvre l'état de la France, la misère affreuse « de ses provinces. Il n'est plus temps de biaiser; le salut « du royaume dépend de la paix, et d'une paix prompte qui « prévienne l'ouverture de la campagne. S'il est permis aux « alliés d'agir, en vain les bons républicains gémiront des « malheurs de la France; ils ne seront plus maîtres de les « arrêter. » — C'est donc le couteau sur la gorge que le président Rouillé doit souscrire aux exorbitantes prétentions des alliés [2]. « Il voit bien que le seul parti qu'il y ait à prendre « est de retourner en France sitôt qu'il en aura reçu l'ordre du Roi. » (Torcy.) Après avoir sollicité en vain une suspension d'armes, à laquelle Eugène et Marlborough s'opposent de toutes leurs forces, il demande son rappel.

[1] « Vous l'avez toujours supposé, lui disent-ils, mais nous ne l'avons jamais « promis. Nous vous avons laissé croire ce qu'il vous a plu. Lille, au com- « mencement d'avril, était encore en mauvais état; les Français le savaient, « nous avions lieu de craindre qu'ils eussent dessein d'en profiter; il était « de la prudence de vous laisser croire qu'elle vous serait rendue par la « paix. Lille est maintenant en sûreté, ne comptez plus sur sa restitution. » (*Mémoires de Torcy.*)

[2] Lorsque Marlborough apprit que la dernière mission de Pettekum auprès du président Rouillé n'avait pas réussi : « Tant pis pour la France, « s'écria-t-il, car la campagne une fois commencée, les choses iront plus « loin que le Roi ne pense. » Ce fut la sanglante bataille de Malplaquet (11 septembre 1709) qui arrêta la marche des ennemis. (Voir le récit des faits militaires.)

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE II

PRÉLIMINAIRES DE LA HAYE.

Mission de Torcy. — Le Roi consulte le Conseil. — Torcy à la Haye. — Humiliations qu'on lui impose. — Le grand pensionnaire. — Conférences générales. — Articles préliminaires. — Retour de Torcy. — Louis XIV offre en vain d'abandonner son petit-fils. — Manifeste royal.

« Le cours d'un règne heureux, disent les Mémoires de « Torcy, n'avait été traversé, pendant une longue suite « d'années, d'aucun revers de fortune. Le Roi ressentit « d'autant plus vivement les calamités... C'était un terrible « sujet d'humiliation, pour un monarque accoutumé à « vaincre, loué sur ses victoires, ses triomphes, sa modéra- « tion lorsqu'il donnait la paix et qu'il en prescrivait les « lois, que d'offrir inutilement à ses ennemis, pour l'obte- « nir, la restitution d'une partie de ses conquêtes, celle de « la monarchie d'Espagne, l'abandon de ses alliés, et d'être « forcé de s'adresser, pour faire accepter de telles offres, à « cette même République dont il avait conquis les princi- « pales provinces en l'année 1672, et rejeté les soumissions « lorsqu'elle le suppliait de lui accorder la paix à telles con- « ditions qu'il lui plairait de dicter. Le Roi soutenait un « changement si sensible avec la fermeté d'un héros et la « soumission parfaite d'un chrétien aux ordres de la Provi- « dence. »

Dans ces graves et périlleuses occurrences, Louis XIV fait appel à l'expérience et aux avis de son conseil. Il réunit, à Versailles, le Dauphin, le duc de Bourgogne, son fils, et


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les cinq ministres : Pontchartrain, chancelier de France, le duc de Beauvilliers, chef du cabinet des finances, Torcy, secrétaire d'État aux affaires étrangères, Chamillard, chargé de la guerre, Desmarets, contrôleur général. Ce sont, à quelques exceptions près, les mêmes hommes qui ont délibéré, en 1700, sur la grande affaire du testament [1]. La consultation n'est pas moins solennelle. Le vertueux précepteur des Enfants de France insiste, « en termes pathétiques et « touchants (Torcy), sur la pressante nécessité de la paix » ; il montre « le personnage affreux que le Roi serait forcé de « faire », s'il ne traite pas immédiatement avec ses ennemis. Pontchartrain partage son opinion et « enchérit encore sur « cette cruelle peinture ». On consulte Chamillard et Desmarets sur les ressources qu'ils ont encore à leur disposition. Leurs réponses sont évasives. Le Roi pleure avec ses ministres sur les infortunes de la France.

Torcy se souvient des conseils qu'il a donnés jadis à son maître. C'est lui qui, le premier de tous, a demandé l'acceptation du testament de Charles II. Il est donc, en partie au moins, responsable des maux de la guerre, et rien ne lui coûtera pour y mettre fin. Il déclare qu'il est prêt à se rendre, lui-même, en Hollande avec des pouvoirs plus étendus que ceux du président Rouillé, et à se charger des négociations. Les difficultés et les humiliations qui l'attendent n'effrayent pas son patriotisme. Il est possible, après tout, que les ennemis tiennent compte du caractère dont il est revêtu, et qu'en traitant le ministre avec considération, ils rendent encore quelque hommage à la majesté du souverain. Pourvu que les Deux-Siciles, ou tout au moins les dépendances du royaume de Naples, soient conservées à Philippe V, Louis XIV accordera, non pas immédiatement

[1] Voir l'Introduction.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et d'un seul coup, mais progressivement et à mesure que l'on pourra fléchir l'opposition des ennemis par une concession nouvelle, d'abord, l'abandon de l'Espagne et des Indes à l'Archiduc, de Tournay et de Lille à la Hollande, puis la démolition des forts de Dunkerque, l'expulsion du Prétendant, l'exécution du traité de Munster suivant l'interprétation germanique, c'est-à-dire la restitution de Strasbourg, enfin l'ajournement des satisfactions qu'il sollicite pour ses amis les deux Électeurs. Telle est la décision des conseillers du roi de France, tel est le sens des instructions que rédige son ministre des affaires étrangères et que celui-ci portera lui-même à notre représentant auprès des États-Généraux [1].

Quel que fût le zèle du marquis de Torcy pour les intérêts de la France, il est certain qu'il se fût abstenu de briguer l'honneur d'une telle mission, s'il en avait pu prévoir les mortifiantes épreuves et la misérable issue. Il ne demanda qu'un jour pour faire ses préparatifs. Arrivé à Rotterdam après un pénible voyage qu'il dut faire incognito [2],

[1] Ces instructions furent rédigées sous la forme d'une dépêche adressée au président Rouillé, signée Louis et contre-signée Colbert. Cette dépêche fut lue devant le Conseil. Le Roi la fit suivre des mots suivants, écrits à la main : « J'approuve ce qui est contenu dans cette dépêche, et mon « intention est que Torcy l'exécute. »

La nouvelle du départ de ce dernier pour la Hollande fut assez mal accueillie par les courtisans. « Des gens au-dessus du commun, écrit-il « dans ses *Mémoires,* attribuèrent au ministre des vues qu'il n'avait jamais « eues... ils essayèrent de persuader qu'une pareille démarche était aussi « contraire au service qu'à la gloire du Roi; qu'il ne convenait pas qu'un « de ses ministres allât demander, en suppliant, la paix à ses ennemis. » Peut-être ces gens au-dessus du commun n'avaient-ils pas grand tort; « mais toutes les considérations, ajoute le neveu du grand Colbert, avaient « cédé à l'espérance dont il se sentit secrètement flatté de rendre un service « important au Roi, son maître, son bienfaiteur, celui de sa famille, et de « contribuer, soit à quelque heureux changement des affaires, soit à péné- « trer le secret des ennemis ».

[2] « Il était à craindre que le secret ne fût découvert à Bruxelles. Pour


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

muni d'un simple passe-port de courrier diplomatique dans lequel il n'était pas désigné par son nom, il eut recours, pour se rendre à la Haye, aux bons offices d'un honnête homme, le banquier Sincerf, sur lequel il avait des lettres de crédit et dont la droiture lui était connue. Sincerf fit mettre deux chevaux à son carrosse et le conduisit lui-même à la Haye, chez Heinsius. Introduit immédiatement dans son cabinet, tandis que le ministre des affaires étrangères du roi Louis XIV faisait antichambre, il revint bientôt suivi du grand pensionnaire, entre les mains duquel, et sans autre cérémonial, Torcy déposa ses pleins pouvoirs. Les suites de la négociation ne répondirent que trop fidèlement à cet humble début.

« Heinsius, disent les Mémoires de Torcy, était conseil« ler pensionnaire de la province de Hollande, et avait été « placé dans ce poste par la protection du prince d'Orange, « depuis roi d'Angleterre. Ce prince prenait en lui une con« fiance entière. Il l'avait envoyé en France pour les affaires « de la principauté d'Orange, après la paix de Nimègue, et, « dans l'exercice de cette commission, Heinsius avait essuyé « la mauvaise humeur d'un ministre plus accoutumé à par« ler durement aux officiers de guerre qu'à traiter avec les « étrangers; il n'avait pas oublié que ce ministre l'avait « menacé de le faire mettre à la Bastille. Il était consommé « dans les affaires, dont il avait une grande expérience. Inti-

« en éviter le passage, il fallait prendre un chemin détourné. Les postil« lons dirent qu'il leur était défendu, sous de rigoureuses peines, de con« duire les courriers par toute autre voie que par la ville. Ce même jour, « les portes en étaient fermées par l'ordre du prince Eugène qui faisait une « revue dans l'enceinte de ses murailles. La nécessité força les gens de « la poste au détour qu'on leur aurait proposé inutilement! » Il s'en était fallu de peu qu'un parti de soldats anglais n'arrêtât le président Rouillé. Torcy, qui s'en souvenait et qui emportait avec lui les instructions du Roi, devait éviter, avant tout, qu'elles ne vinssent à être connues des ennemis.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« mement lié avec le prince Eugène et le duc de Marlbo-
« rough... il était comme l'âme de la ligue; mais le pen-
« sionnaire n'était accusé d'aucune vue d'intérêt personnel.
« Son extérieur était simple; nul faste dans sa maison. Son
« domestique, composé d'un secrétaire, d'un cocher, d'un
« laquais, d'une servante, n'indiquait pas l'importance d'un
« premier ministre. Les appointements qu'il recevait de la
« République étaient de vingt-quatre mille florins... Son
« abord était froid, il n'avait rien de rude; sa conversation
« polie. Il s'échauffait rarement dans la dispute. »

Le pensionnaire, on l'a déjà dit, détestait la France de vieille date. Il la détestait de tout son cœur, et il entendait bien le lui prouver. Les tempéraments réfléchis et calmes ne pardonnent guère. Ils sont capables des plus dures vengeances quand ils ont des rancunes personnelles à satisfaire. La France n'avait pas de plus cruel ennemi que le premier magistrat de la Hollande. En apparence, les négociations étaient conduites, au nom des États-Généraux, par Buys et Van der Dussen; en réalité, ce fut lui qui les dirigea, et les représentants de Louis XIV eurent avec l'ancien confident de Guillaume III des entrevues fréquentes.

« Comme il était impossible, écrit au Roi le ministre am-
« bassadeur, sous la date du 8 mai 1709, d'engager les
« Hollandais à procurer la paix, s'ils n'étaient contents sur
« leurs barrières », Torcy ne se fit pas prier bien longtemps pour leur céder Tournay et Lille. Ils ne s'en montrèrent pas moins intraitables à l'égard du roi d'Espagne qu'ils entendaient dépouiller entièrement et auquel ils refusaient, avec une inflexible rigueur, toute compensation quelconque. En vain Torcy essaya-t-il de leur faire comprendre qu'il pouvait être sage de compter sur les retours de la fortune, et qu' « il arrive parfois que Dieu jette au feu les verges « dont il se sert pour châtier les nations ». Leurs ministres

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

affectèrent de croire qu'ils se montraient très-conciliants et très-généreux en demandant que l'on fît de la Franche-Comté un royaume en faveur de Philippe V dépossédé. « Quoiqu'un tel projet, proposé sérieusement, irrite », écrit, le 16 mai, Torcy au Roi, « je répondis au pensionnaire, sans « colère apparente, que, si les provinces réunies à la cou- « ronne pouvaient être démembrées, Votre Majesté n'aurait « besoin ni de l'avis ni du consentement de ses ennemis, « pour en disposer en faveur des Princes ses enfants, « comme elle le jugerait à propos. »

Édifié, par cette étrange proposition, sur les intentions véritables de ses anciens alliés, Louis XIV résolut de faire appel à une intervention sur laquelle assurément ses sujets ne comptaient guère, mais qui pouvait, sans nul doute, lui être extrêmement profitable s'il réussissait à s'en assurer les bénéfices. Le duc de Marlborough était revenu, le 18 mai, à la Haye. Il avait, paraît-il, adressé tout récemment à la cour de France, par l'entremise de son neveu, le duc de Berwick, des témoignages de bon vouloir conçus en des termes assez vagues, mais dans lesquels on avait pu voir des offres de services. On le savait non moins avide d'argent que d'honneurs, et l'on n'ignorait point que sa loyauté était assez peu délicate. Il tenait, en toute occasion, de violents discours contre la conclusion de la paix. Louis XIV crut qu'il ne faisait autant de bruit que pour rappeler ses propres avances et pour détourner ensuite les soupçons si elles étaient accueillies. Il n'hésita point à essayer d'en tirer avantage. « Je veux bien, écrivit-il au marquis de Torcy, « que vous donniez au duc de Marlborough une parole « précise que je lui ferai remettre deux millions de livres « s'il peut contribuer, par ses offices, à me faire obtenir la « réserve de Naples et de la Sicile pour le Roi, mon petit- « fils, ou enfin la réserve de Naples seule à toute extrémité.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Je lui ferais la même gratification pour Dunkerque con-« servé sous mon obéissance... sans la réserve de Naples ni « de la Sicile; même gratification pour la simple conserva-« tion de Strasbourg... aussi sans réserver Naples ni la « Sicile; mais, de tous ces différents partis, la réserve de « Naples est celle que je préférerais [1]. »

Le gouvernement de Louis XIV se méprenait-il sur les véritables intentions du vainqueur de Blenheim? Marlborough avait-il simplement changé d'avis, et était-il convaincu, de nouveau, que la guerre valait mieux pour lui que la paix? Son orgueil fut-il blessé par les propositions un peu brutales du roi de France? Torcy, en les lui présentant, manqua-t-il du tact nécessaire? On ne le sut jamais. Toujours est-il qu'elles parurent n'avoir aucun succès, et que Churchill se montra courtois, gracieux, respectueux même pour le grand Roi. mais incorruptible. « Aussitôt que le duc de « Marlborough fut arrivé, écrit Torcy à Louis XIV, « le 22 mai 1709, je priai le sieur Pettekum de lui de-« mander quand je pourrais le voir. Après qu'il eut con-« sulté le pensionnaire et enveloppé de beaucoup d'excuses « et de compliments la liberté qu'il prenait de me marquer « une heure et de ne pas prévenir ma visite, j'allai chez lui « l'après-dîner. Si je rapportais à Votre Majesté toutes les « protestations qu'il me fit de son profond respect et de son « attachement pour Elle, et du désir qu'il a de mériter un « jour sa protection, je remplirais ma lettre de choses moins « essentielles que celles dont je dois lui rendre compte. Ses « discours sont fleuris. Je remarquai dans ceux qu'il me fit « beaucoup d'art à nommer le duc de Berwick... Je m'en « servis, Sire, pour lui faire connaître que j'étais informé de « toutes les particularités de son commerce avec lui, et que

[1] Louis XIV, Torcy, dépêche du 14 mai 1709.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« *ses sentiments n'étaient point changés.* Il rougit et passa « aux propositions faites pour la paix. » Et plus loin, relatant, dans la même dépêche, son second entretien avec le généralissime anglais, Torcy ajoutait : « La conversation « commença, de sa part, par les mêmes protestations qu'il « m'avait faites la première fois que je l'avais vu seul... J'avais « peu d'envie, Sire, de le flatter d'aucune *espérance*, ne « recevant aucun *secours* de sa part. Je lui tins cependant « les discours que je crus propres à conserver les idées qu'il « avait formées, sans m'engager à rien de positif. Il est vrai « que, lorsque je parlais de ses intérêts personnels, il rou« gissait et paraissait vouloir détourner la conversation [1]. »

Ce n'était point du prince Eugène, qui détestait personnellement Louis XIV et qui combattait, à la tête de l'armée allemande, pour les intérêts de l'ennemi le plus acharné des rois de France et d'Espagne, qu'il était permis à nos plénipotentiaires d'attendre quelques secours. Poliment, mais positivement éconduit par Heinsius et Marlborough, Torcy ne pouvait plus rien attendre que du hasard. Commencées le 20 mai 1709, les conférences générales, aux-

[1] Il est certain qu'à cette époque le duc de Marlborough n'envisageait pas sans une certaine inquiétude les éventualités de la politique. Les intrigues et les espérances des tories lui étaient connues. Il n'ignorait pas les sympathies secrètes de sa royale maîtresse pour son frère le Prétendant, et il pensait qu'il était sage de s'acquérir, au moins dans une certaine mesure, celles de Louis XIV, l'ami et le soutien de ce prince. Mais il ne pouvait lui convenir de compromettre sa popularité, principale sauvegarde de sa fortune, en souscrivant à un traité qui n'eût pas obtenu l'approbation de l'Angleterre. De là, sans doute, les contradictions qui étonnaient et indignaient l'honnête ministre du Roi. « C'était en France et « sous M. de Turenne, disent les *Mémoires* de Torcy, que le duc avait « appris le métier de la guerre; il voulait persuader qu'il en conservait « une éternelle reconnaissance. Ses expressions étaient accompagnées de « protestations de sincérité démenties par les effets, de probité, appuyées « de serments sur son honneur, sa conscience et souvent le nom de Dieu. « Il l'appelait à témoin de la vérité de ses intentions. On était tenté de « lui dire : Pourquoi ta bouche profane ose-t-elle citer ma loi? »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

quelles assistaient régulièrement Heinsius, Eugène, Marlborough, Townsend, représentant de la reine Anne, en Hollande, Buys et Van der Dussen, continuèrent, presque sans interruption, jusqu'au 26 du même mois. Elles furent tenues presque toujours dans l'hôtel du grand pensionnaire. Sinzendorf, ambassadeur de Léopold, arrivé tout récemment en Hollande, prit part aux dernières réunions. L'officieux Pettekum, la mouche du coche de cet important congrès, ne cessa d'offrir ses bons offices aux uns comme aux autres sans qu'on les lui demandât, et de se donner beaucoup de mal pour ne rien faire. Rouillé et Torcy luttèrent en désespérés, non pas tant pour obtenir des concessions sur lesquelles ils ne comptaient plus que pour sauver, au moins dans la forme, la dignité de leur souverain et l'honneur de leur pays. Deux fois, ils voulurent demander leurs passeports, et ne consentirent à prolonger les négociations que sur les instances personnelles de Heinsius et de Marlborough.

Dès le 21 mai, ils cédèrent Strasbourg sous les conditions que ses forts seraient démantelés; mais cette offre ne fut pas accueillie. Heinsius, auquel ils avaient jugé convenable de la faire avant d'en parler au prince Eugène, déclara tout d'abord qu'elle n'était pas suffisante et que, d'ailleurs, l'Empire entendait qu'on lui livrât la principale ville de l'Alsace avec toutes ses fortifications.

La destruction du port de Dunkerque et la démolition de ses forts, la cession de Terre-Neuve, l'abandon, sans aucune réserve, de toute la monarchie espagnole : — telles étaient les exigences de l'Angleterre.

Au nom de l'Empereur, Eugène demandait la pleine exécution, dans le sens germanique, du traité de Munster, c'est-à-dire la restitution de l'Alsace au profit des maisons d'Autriche et de Lorraine ou tout au moins la cession de


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Strasbourg, de Brisach, de Philippsbourg, ainsi que la destruction des forteresses construites par la France, depuis le traité de Westphalie, sur la rive gauche du Rhin [1], et le bouillant Sinzendorf alla jusqu'à dire que son maître ne signerait pas la paix, si la Franche-Comté, aussi bien que la Bourgogne, n'étaient réunies à l'Allemagne. De leur côté, les quatre cercles du Haut et du Bas-Rhin, de Franconie et de Souabe, avaient fait parvenir une longue lettre à la reine Anne pour la supplier d'obtenir que nos frontières fussent reculées jusqu'à la Meuse.

Les alliés réclamaient pour leur fidèle ami, le duc de Savoie, dont les trahisons avaient exaspéré Louis XIV et auquel ils affectaient de témoigner la plus ardente sympathie, non-seulement Exilles, Fénestrelles et la vallée de Pragelas, mais aussi Mont-Dauphin, Briançon et leurs territoires situés pourtant hors de la Savoie. Au reste, ils prétendaient qu'il n'était pas juste que le poids de la guerre contre Philippe V pesât tout entier sur eux seuls, et que le roi de France devait les assister efficacement contre son petit-fils. A la vérité, le duc de Marlborough lui-même jugeait impossible qu'il joignît ses propres soldats à leur armée, mais le prince Eugène voulait qu'il permît à leurs troupes de pénétrer dans son royaume pour se rendre, par la voie la plus directe, dans la Péninsule, tandis que le grand pensionnaire présentait, avec une feinte modération, comme un moyen terme propre à désarmer les scrupules du Roi, la remise immédiate de trois villes françaises, Valenciennes, Cambrai, Saint-Omer, et de trois places espagnoles, entre les mains des États-Généraux qui les conserveraient, comme une garantie certaine et suffisante des engagements de Louis XIV, jusqu'à la fin de la guerre. Les

[1] Huningue, Neuf-Brisach, le Fort-Louis.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

places espagnoles n'étaient point la possession du Roi. Comment eût-il pu les livrer à ses ennemis? Leur remettre les clefs de Valenciennes et de Cambrai, n'était-ce pas leur ouvrir le territoire national? De telles propositions n'étaient pas sérieuses.

Afin de préciser les points principaux de ce laborieux débat et de ne point dissiper, en vagues contestations, un temps qui devenait chaque jour plus précieux, nos représentants avaient rédigé et fait parvenir au grand pensionnaire un mémoire qui résumait exactement les principales propositions du roi de France. Le terrain était ainsi devenu plus ferme, et les coups que se portaient mutuellement les adversaires n'en furent que plus violents. On se rassembla, le soir même (25 mai), chez Heinsius; les disputes éclatèrent plus vives, « et l'on conclut moins que jamais [1] ». Ce fut la dernière conférence. « Nous sortîmes, « écrit le surlendemain Torcy, persuadés que nous ne « devions plus compter de conclure. Alors, Sire, il me « parut que la seule utilité que je devais me proposer de « mon voyage était de savoir au moins distinctement et à « quelles conditions précises les ennemis de Votre Majesté « consentiraient à la paix. Je crus que le seul moyen de l'en « informer était de demander au Pensionnaire de nous « donner un projet de traité, puisque aussi bien nous lui « avions remis, de notre part, un plan général d'articles « préliminaires. »

Ce projet, auquel Heinsius, Marlborough, le prince Eugène et Sinzendorf travaillèrent ensemble pendant deux jours, fut présenté le 29 à nos ambassadeurs. En voici le résumé :

La monarchie d'Espagne tout entière, à l'exception des

[1] Lettre de Torcy à Louis XIV du 28 mai 1709.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

territoires réservés en faveur du Portugal, de la Savoie et des États-Généraux, pour leur barrière, sera livrée au roi Charles II.

Si le duc d'Anjou n'a pas quitté l'Espagne dans le délai de deux mois, le Roi Très-Chrétien prendra, de concert avec les alliés, des mesures convenables pour l'y contraindre.

Aucun prince de la maison de Bourbon, dans le cas même où la maison d'Autriche viendrait à s'éteindre, ne pourra posséder aucune ville ni territoire quelconque dans toute l'étendue de ladite monarchie.

Il est interdit spécialement à la France de posséder aucun territoire des Indes espagnoles, ou d'entretenir aucune relation de commerce, soit directement, soit indirectement, avec ces régions.

Strasbourg, muni de toutes ses fortifications, sera remise à l'Empire, ainsi que le fort de Kehl; l'Empire conservera Landau, Brisach sera restitué à l'Empereur.

On remettra en vigueur le traité de Munster, conformément à l'interprétation germanique, et toutes les forteresses françaises de l'Alsace seront démolies.

Le roi de France reconnaîtra solennellement la reine Anne, comme la souveraine légitime de la Grande-Bretagne; il abandonnera Terre-Neuve à l'Angleterre, il fera combler le port de Dunkerque et raser ses fortifications.

Il cédera « aux seigneurs États-Généraux Furnes, Kenock, Menin, Ypres, Lille, Tournay, Condé et Maubeuge, avec toute l'artillerie et toutes les munitions que renferment actuellement ces places, pour ainsi servir de barrière auxdits seigneurs États-Généraux, avec le reste des pays espagnols ».

Le tarif de 1664 sera rétabli [1] en leur faveur, et le droit

[1] Voir les notes précédentes concernant le tarif de 1664.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de cinquante sous par tonneau, qui pèse sur leur navigation dans les ports français, sera supprimé.

La Savoie et le comté de Nice seront restitués au duc Victor-Amédée; la France lui cédera Exilles, Fenestrelles, ainsi que la vallée de Pragelas.

Le roi de Prusse recevra la principauté de Neufchâtel et le comté de Valengin [1].

Tous les avantages dont jouit actuellement le roi de Portugal, en vertu des conventions que les alliés ont conclues avec lui, seront confirmés.

Les quatre cercles de l'Empire pourront produire au congrès toutes les demandes *qu'ils trouveront convenir*.

Le même droit est réservé au duc de Lorraine.

On suspendra les hostilités pendant deux mois, afin d'assurer la pleine exécution des clauses précédentes, qui seront complétées et confirmées par un traité solennel.

Tels furent les préliminaires de la Haye.

On ne pouvait les accepter sans perdre tout le fruit d'une guerre que nous avions soutenue, pendant neuf années, au prix des plus lourds sacrifices souvent compensés par de glorieux avantages, sans livrer, pour ainsi dire, aux ennemis, à l'est comme au nord, les frontières françaises. « Ils comptent cependant, écrit Torcy au Roi (28 mai), tant « ils sont persuadés qu'ils peuvent donner la loi, que ces « articles sont ceux de la paix, et, sur ce fondement, les « mesures sont déjà prises pour avoir incessamment la rati-

[1] Auxquels il prétendait avoir droit du chef de sa mère, comme héritier de Guillaume III, roi de la Grande-Bretagne, chef de la maison de Nassau-Orange, mort, en 1702, sans descendance. (Voir les notes suivantes.) — L'étroite vallée de Valengin, l'une des curiosités naturelles du Jura, formait un comté qui fut réuni, en 1579, à la principauté de Neufchâtel. Le petit bourg de Valengin, dominé par un vieux château qui sert aujourd'hui de prison, est situé sur la rivière de Seyon, à six kilomètres N. O. de Neufchâtel.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« fication de la France et de l'Angleterre. » Les triumvirs de la ligue recevaient chaque jour, sur la situation de la France, les plus encourageantes nouvelles. Ils la croyaient réduite aux plus rigoureuses extrémités. Convaincus qu'elle se trouvait dans la nécessité absolue de conclure la paix à tout prix et au plus vite, ils ne songeaient à rien moins qu'à lui dicter déjà le choix des ambassadeurs qui devraient la représenter au Congrès. « Il faut, disait le prince Eugène, « quelqu'un de bien sage et qui ne gâte pas les affaires par « des hauteurs à contre-temps. » Puis il parla du maréchal de Villars, qui commandait alors en Flandre les armées françaises, « comme peu propre pour une telle commis- « sion ». « Le maréchal de Boufflers fut nommé, comme « d'un caractère sage et convenable, aussi bien que le « maréchal de Huxelles. » (*Mémoires de Torcy.*)

Eugène, Marlborough, Heinsius comptaient sans la patriotique énergie du roi Louis XIV et de ses ministres.

« Si j'avais eu le pouvoir de signer les préliminaires, lui « écrivait Torcy, j'aurais rompu la négociation plutôt que « d'engager Votre Majesté à de telles conditions; mais voyant, « Sire, qu'on ne demandait aucun engagement de sa part « jusqu'à ce que je sois de retour auprès d'Elle, j'ai cru « qu'il était de son service de lui faire pleinement connaître « les prétentions de ses ennemis et de la laisser en état de « décider sur la manière dont Elle voudra leur répondre. « J'ai donc pris le parti de laisser M. Rouillé à la Haye, où « il demeurera jusqu'à ce que Votre Majesté lui donne ses « ordres. » Ces lignes, écrites de Rotterdam, portent la date du 28 mai. Torcy avait quitté la Haye sans même discuter les préliminaires.

Le Roi voulut tenter un dernier effort et donner, à ses ennemis comme à son peuple, un témoignage suprême de sa modération. Il écrivit à Rouillé, le 2 juin, afin de lui faire

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

connaître qu'il se résignait, pour obtenir le rétablissement de la paix, à rappeler ses troupes d'Espagne : « Monsieur le président Rouillé, il m'est impossible de répondre du consentement du Roi mon petit-fils, lorsqu'il s'agit « de renoncer à une couronne; il l'est aussi que je promette de me joindre à ces ennemis..... *il paraît cependant « que, si je l'abandonne, ceux qui lui sont attachés céderont « aux conjonctures, et que la guerre d'Espagne finira bientôt « lorsque j'en aurai retiré mes troupes*. C'est le seul engagement qu'on puisse me demander, et je crois tout faire en « le promettant. Je l'exécuterai de bonne foi, si vous pouvez « encore, à cette condition, conclure le traité; mais, si mes « ennemis persistent à demander des conditions qu'il n'est « pas en mon devoir de tenir, quand je pourrais me résoudre « à les promettre, le public jugera facilement qu'ils ne veu- « lent point la paix... Mon intention est qu'aussitôt que vous « aurez reçu ma lettre, vous informiez le Pensionnaire de « ce que je vous écris. Vous pourrez même la lui faire « voir si vous le jugez nécessaire, et, si vous n'obtenez « aucun changement, vous partirez de la Haye, lui déclarant auparavant que je révoque et regarde désormais « comme nulles toutes les offres faites de ma part..... « Vous parlerez de même au duc de Marlborough, s'il est « encore à la Haye. »

Aucun compte ne fut tenu par les alliés de cette magnanime concession, et Rouillé s'empressa de quitter la Hollande. Les négociations étaient rompues.

En passant par Douai, quelques jours auparavant, Torcy avait rencontré Villars. Le maréchal y rassemblait l'armée qui devait combattre, trois mois plus tard, à Malplaquet. « Le « bien du service, dit le ministre dans ses Mémoires, demandait qu'il fût instruit de l'état d'une négociation dont l'in- « certitude avait suspendu jusqu'alors l'ouverture de la cam-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« pagne... » Le maréchal, surpris des demandes des ennemis, « persuadé que le Roi n'accepterait pas leurs propositions, « plein de confiance en la valeur et la bonne volonté des « troupes, me prie d'en assurer Sa Majesté. » Villars était vraiment l'homme des situations désespérées. Aux jours des grandes épreuves, son imperturbable sérénité ranimait les plus timides espérances. On a vu[1] qu'il ne put venir à bout, en 1709, d'organiser et de nourrir l'armée de Flandre, qu'en faisant littéralement des prodiges d'adresse et d'activité. Les préliminaires de la Haye ne lui furent pas inutiles; il s'en servit habilement pour relever le patriotisme des soldats. On leur en donna lecture, par son ordre, après le départ de Torcy. « Quand ils apprirent à la « suite, lit-on dans ses Mémoires, le rejet de pareilles pro- « positions, ils poussèrent un cri de joie et d'ardeur d'en « venir aux mains avec ces insolents. »

De son côté, le gouvernement n'hésita pas à faire les Français eux-mêmes juges de leur propre cause, et à la porter aussi devant le tribunal de l'Europe. Il mit en usage les moyens de publicité qu'il pouvait avoir à sa disposition, dans toute l'étendue du royaume, dans les pays étrangers, particulièrement la Hollande, afin qu'il fût bien connu qu'il avait consenti, pour mettre fin aux maux de la guerre, à toutes les concessions compatibles avec la dignité nationale, et que s'il fallait de nouveau verser le sang de la France, la responsabilité en reviendrait justement à ses ennemis. Une lettre adressée aux gouverneurs des provinces, avec l'ordre d'en donner connaissance à leurs administrés, exposa brièvement, en termes clairs et précis, les exigences odieuses des alliés, les offres conciliantes de nos plénipotentiaires, les causes de la rupture inévitable des

[1] Voir le récit des faits militaires.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

conférences. « Quoique ma tendresse pour mes peuples, y « disait le Roi, ne soit pas moins vive que celle que j'ai « pour mes propres enfants, quoique je partage tous les « maux que la guerre fait souffrir à des sujets aussi fidèles, « et que j'aie fait voir à toute l'Europe que je désirais « sincèrement de les faire jouir de la paix, je suis persuadé « qu'ils s'opposeraient, quand même, à la recevoir à des « conditions également contraires à la justice et à l'hon« neur du nom français. »

Il est rare que l'on s'adresse vainement à la raison des peuples, quand on leur parle un langage qu'ils savent entendre. Cet appel au bon sens ne fut pas inutile, et ces nobles paroles furent bien comprises. On s'étonna, en Angleterre comme en Hollande, que les propositions de Louis XIV n'eussent point été agréées, et que les négociateurs de la Haye n'eussent point rendu la paix à l'Europe, lorsque nous consentions à la payer si cher. Les nouveaux sacrifices que s'imposa la France permirent de pourvoir aux besoins les plus urgents de nos armées de Flandre, du Rhin et des Alpes; ils témoignèrent d'une vitalité qui fit réfléchir la coalition et qui frappa les alliés d'une vive surprise.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE III

GERTRUYDENBERG.

Avances officieuses de Pettekum. — Mission d'Huxelles et de Polignac. — Résignation du Roi. — Buys et Van der Dussen. — Conférences du Mœrdick et de Gertruydenberg. — Insolence des Hollandais. — Leurs exigences impitoyables. — Offres désespérées de Louis XIV. — Négociations rompues.

Les espérances de Villars ne furent pas complétement justifiées, ainsi qu'on l'a vu plus haut, par les événements de la guerre. A Malplaquet, nos soldats déployèrent une ardeur magnifique, mais la blessure du maréchal compromit le succès de la journée, et, si les pertes de l'ennemi furent beaucoup plus grandes que les nôtres, il n'en resta pas moins le maître du champ de bataille. Les troupes françaises s'étaient glorieusement battues; l'Europe leur rendait justice; en définitive, elles n'avaient pas remporté la victoire. Toutefois, cette action sanglante, dans laquelle la coalition perdait plus de vingt mille hommes, paralysa, pour le reste de la campagne, les progrès de son armée. « On touchait au commencement de l'hiver, disent les « Mémoires de Torcy. La saison allait suspendre toute « action de guerre et laissait, de nouveau, un libre cours « à la négociation. » C'était le moment pour l'inévitable Pettekum de reparaître sur la scène. « Il s'était flatté « d'une forte récompense lorsque, de lui-même, il s'était « ingéré à travailler à la paix générale; il ne voulut pas « perdre l'objet de ses désirs et le fruit de ses peines.

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Il continua d'écrire en France lorsque toute négociation « paraissait rompue, et de se donner en Hollande comme « instruit des intentions du Roi. » (TORCY.)

Au commencement de l'hiver, Pettekum paraît inopinément à Versailles. Il vient d'avoir, assure-t-il, plusieurs conférences avec Heinsius, Eugène, Marlborough, et se présente comme leur mandataire officieux. On sait que le Roi accepte les préliminaires de la Haye, sauf les clauses des articles 4 et 37 qui stipulent : l'une, sa participation aux mesures qu'il convient de prendre pour assurer le trône d'Espagne à l'Archiduc ; l'autre, la conclusion d'une trêve en attendant la conclusion définitive de la paix. Le Roi ne veut pas travailler, de ses propres mains, à l'expulsion de son petit-fils ; il redoute les inconvénients d'une simple suspension d'armes, et préfère la signature immédiate d'un traité. Ne peut-on modifier les textes? N'est-il pas dans l'intérêt de tous de chercher, encore une fois, à s'entendre et de renouer les conférences? Tel est, en résumé, le langage que tient à Torcy l'obligeant ministre de Holstein. Il répond trop bien aux nécessités d'une situation dont la gravité s'accroît de jour en jour, pour n'être point favorablement accueilli par Louis XIV. Pettekum a des passe-ports tout prêts ; il n'y a plus qu'à les remplir. On ne s'entend pas, d'abord, sur le lieu où se réuniront les plénipotentiaires. Les alliés proposent Mœrdick [1] ; le Roi désire la Haye, dans l'espoir que la présence du Pensionnaire pourra contribuer à résoudre les difficultés ; mais ses adversaires tiennent, avant tout, au secret ; il cède encore, et le village fortifié de Gertruydenberg [2], situé sur le bras méridional

[1] Port du Brabant septentrional sur le Hollands-Diep, qui est l'un des tronçons du bras méridional de la Meuse.

[2] Petite ville fortifiée, située, au sud du Biesboch, à cinq lieues est de Mœrdick et en face de Dordrecht. Le Biesboch est un lac marécageux,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de la Meuse, à treize lieues de la Haye, est enfin choisi d'un commun accord. C'est là que s'engagent, le 10 mai 1710, des conférences qui vont durer quatre mois et demi, pendant lesquelles on prodiguera aux représentants de la France les plus cruels affronts, les plus dures avanies, qui feront saigner l'orgueil national par tous ses pores, et qui se termineront par une seconde rupture.

Par le fait, ce ne sont pas nos ennemis qui demandent la paix. C'est le grand Roi qui l'implore et auquel ils ne veulent l'accorder que s'il l'achète par les plus douloureuses, les plus basses concessions. Telle est la situation véritable, et la démarche de Pettekum n'a d'autre but que de faire naître une occasion nouvelle de mettre à profit nos désastres. Les États-Généraux seront représentés, à Gertruydenberg, par Buys et Van der Dussen; le maréchal d'Huxelles[1] et l'abbé de Polignac[2] y défendront, le mieux qu'il leur sera possible, les intérêts de leur pays, « l'un, dit Voltaire, homme froid, taciturne, d'un esprit « plus sage qu'élevé et hardi; l'autre, depuis cardinal, « l'un des plus beaux esprits et des plus éloquents de « son siècle, qui imposait par sa figure et par ses grâces. « L'esprit, la sagesse, l'éloquence ne sont rien dans les « ministres, ajoute le grand et judicieux écrivain, lorsque « le prince n'est pas heureux; ce sont les victoires qui font « les traités. »

d'une superficie de 200 kilomètres environ, aux eaux presque stagnantes, dans lequel se déverse le bras méridional de la Meuse et se trouvent plusieurs petites îles d'une grande fertilité. Il s'est formé subitement à la suite d'une violente tempête qui avait rompu toutes les digues. Le Hollands-Diep, sur lequel se trouve Mœrdick, le prolonge vers l'ouest jusqu'à la mer.

[1] Voir les notes précédentes.

[2] Melchior, abbé, puis cardinal de Polignac, l'un des hommes les plus complets de son temps; ambassadeur en Pologne, à Utrecht et à Rome. Né en 1661, mort en 1742. Voir Annexe 73.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Louis XIV espérait encore que Philippe V, livré à ses propres forces, consentirait à céder la couronne d'Espagne, moyennant une compensation modeste. Il consentait à lui retirer entièrement son assistance, à édicter des peines sévères contre les officiers et les soldats français qui combattaient sous ses drapeaux, à remettre, comme garantie de sa parole, quatre places fortes du royaume entre les mains des États-Généraux qui les conserveraient en leur pouvoir jusqu'à la paix, à leur livrer immédiatement toutes les villes qui devaient former leur barrière, à raser les fortifications de Dunkerque et de l'Alsace. C'était, en réalité, se soumettre aux préliminaires rejetés, quelques mois auparavant, par la France avec une si noble fierté. Comment n'eût-il pas été convaincu que tant de sacrifices désarmeraient ses ennemis? On va voir cependant combien son erreur était grande.

Un Français ne peut lire sans tristesse le récit des négociations de Gertruydenberg. Il lui révèle une des plus pénibles, une des plus dramatiques épreuves de son pays. Lorsque nos plénipotentiaires arrivent, le 10 mai, à Mœrdick, ils sont prévenus, par un message, que les envoyés des États-Généraux se trouvent à bord d'un yacht, mouillé dans les environs, et qu'ils sont prêts à leur rendre visite, à moins que les représentants du Roi ne préfèrent venir les trouver eux-mêmes. Le maréchal et l'abbé s'arrêtent à ce dernier parti. Buys et Van der Dussen étant venus à leur rencontre, ils s'embarquent, tous ensemble, sur une même chaloupe qui les conduit jusqu'au yacht; c'est là qu'a lieu le premier entretien. Deux autres bâtiments sont à l'ancre. L'un doit recevoir les ambassadeurs; l'autre abritera leur suite. Ce que veut, avant tout, le gouvernement de la République, c'est le secret absolu des négociations. Il consentira, toutefois, à ce qu'elles se poursuivent

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sur la terre ferme, pourvu qu'elles demeurent bien cachées, et le choix est laissé aux ambassadeurs français, pour le lieu de leur résidence, entre une prison flottante et la forteresse de Gertruydenberg. C'est la forteresse qu'ils choisissent, afin de compromettre le moins possible la liberté de leurs allures et de leurs correspondances avec Versailles.

Pendant les nombreuses conférences qui vont suivre, les ministres hollandais que nous avons déjà vus à l'œuvre, se montreront fidèles à leur passé. Ce sera toujours le même Buys, beau parleur, glorieux, impérieux parfois jusqu'à l'insolence; ce sera toujours le même Van der Dussen, plus réservé, plus froid, plus poli, mais, au fond, non moins ferme, non moins tenace dans ses exigences que son collègue, le fougueux pensionnaire d'Amsterdam. Dès le début, Buys affecte de croire que Louis XIV consent aux clauses des articles 4 et 37, puisqu'il a renoué les négociations, en sorte qu'il n'y a plus qu'une question de forme à résoudre. Nul doute pour lui que le Roi n'ait pris, par là même, l'engagement de joindre ses soldats aux armées qui combattent Philippe V. On peut espérer que, s'il livre dès maintenant, comme gage de sa parole, trois places fortes en Flandre et trois places fortes en Espagne, au choix des alliés, ceux-ci voudront bien lui accorder quelque délai pour l'exécution de sa promesse; mais, en tout cas, les États-Généraux entendent se réserver le droit de produire des *demandes ultérieures*. Quelles peuvent être ces demandes qui doivent encore aggraver les impitoyables conditions des préliminaires? Buys ne le dit pas. Van der Dussen veut bien faire comprendre, à titre de confidence, que la Hollande, outre les places qu'on doit lui remettre pour sa barrière, exigera l'abandon de Valenciennes, de Douai et de Cassel.

Plus le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac,


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

malgré les légitimes révoltes de leur patriotisme désolé, se montrent conciliants et faciles, plus leurs adversaires sont tranchants et durs. C'est toujours l'interprétation de ce terrible article 4, aux termes duquel « *le Roi Très-Chrétien, « ainsi que les princes et États stipulants, doivent prendre, « de concert, les mesures convenables pour mettre l'archiduc « en possession de tous les États dépendant de la monarchie « d'Espagne* », qui fait l'objet des discussions les plus ardentes. Les Hollandais veulent l'intervention armée de la France, et comme nos ambassadeurs repoussent cette condition vraiment odieuse : « A quoi bon, déclare brusque- « ment Buys, traiter plus longtemps ? Toute négociation est « inutile, si le Roi ne se détermine et ne promet d'unir ses « forces à celles de ses ennemis pour contraindre son petit- « fils à renoncer à sa couronne[1]. »

Les conférences sont rompues par les négociateurs des États-Généraux. Ils retournent à la Haye, où le parti de la guerre semble décidément l'emporter, et les représentants de la France ayant insisté, d'après les ordres du Roi, pour être instruits *officiellement* des intentions du grand pensionnaire, Pettekum leur expédie un exprès chargé, par le gouvernement hollandais, de leur remettre tout simplement leur passe-port. A cette nouvelle insulte, d'Huxelles et Polignac se hâtent de répondre par la déclaration formelle que « Sa Majesté révoque tout consentement donné aux « préliminaires[2] ». Louis XIV y répond, de son côté, en mettant Vendôme à la disposition de Philippe V.

Il paraît qu'en rappelant ses plénipotentiaires Heinsius voulait, avant tout, effrayer le roi de France et lui arracher un consentement qui eût été pour lui un déshonneur;

[1] *Mémoires de Torcy.*
[2] *Ibid.*

Digitized by Google · Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

il paraît également que l'on fut assez mécontent, en Hollande, de la rupture des négociations, et que le gouvernement en trouva la responsabilité trop pesante. Au moment où nos ambassadeurs se disposent à partir, Buys et Van der Dussen reparaissent à Gertruydenberg et témoignent le désir de reprendre les conférences. Comment repousser cette offre dans l'état vraiment désespéré de nos affaires? Ce n'est pas une question de dignité qui est en jeu; c'est vraiment une question de vie ou de mort. L'interprétation de l'article 37 est remise naturellement sur le tapis; on y joint bientôt l'examen des demandes *ultérieures* qui, jusqu'ici, n'ont point été formulées. Les États-Généraux ne réclament plus seulement l'abandon de Douai, de Valenciennes et de Cassel, ils veulent l'Alsace tout entière pour le duc de Lorraine[1], la restitution des trois évêchés au corps germanique; ils exigent aussi que le Roi de France accorde aux protestants émigrés l'entière liberté de rentrer dans le royaume et dans la possession de leurs biens[2]. Ils persistent, d'ailleurs, à déclarer que si dans le délai de deux mois Philippe V n'a pas évacué l'Espagne, Louis XIV devra aider ses ennemis à l'y contraindre par la force des armes, et que la paix ne se fera point si le Roi ne prend, à cet égard, un engagement formel.

Tout ce qu'il ne lui paraît pas absolument impossible de concéder aux ennemis de la France, Louis XIV autorise ses ambassadeurs à l'accorder successivement. Sa conscience lui interdit de rappeler les protestants dans son royaume. Sur ce point il se montre inflexible. Mais il cède l'Alsace, il cède Valenciennes; il veut bien assister ses

[1] C'était le dédommagement demandé par l'Empereur en faveur du duc de Lorraine auquel on n'avait point rendu Longwy, lorsqu'il avait été rétabli dans ses États par le traité de Ryswyk en 1697.

[2] *Mémoires de Torcy*.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ennemis dans la guerre qu'ils font à son petit-fils, en leur accordant un million de livres par mois, et leur remettre quatre places de sûreté qu'ils choisiront eux-mêmes; « il « pousse la résignation, dit Torcy, jusqu'à permettre aux « ambassadeurs, dans les cas où ces offres, si généreuses et « si pénibles qu'elles fussent, seraient rejetées, de presser « vivement les députés hollandais afin qu'ils s'expliquent clai- « rement sur la manière dont leurs maîtres supposaient que « le Roi unirait ses forces à celles des alliés (si Sa Majesté « pouvait jamais condescendre à une telle union), pour con- « traindre le Roi son petit-fils à renoncer à sa couronne ».

Une si humble condescendance ne satisfait point les alliés et ne désarme pas leur haine. Buys et Van der Dussen se sont rendus à la Haye afin de consulter les États. Le 22 juin, Pettekum, « toujours ardent à faire un person- « nage », est envoyé par Heinsius à Gertruydenberg. Il est porteur d'une note sans signature, dictée, assure-t-il, par le Pensionnaire lui-même afin de faire connaître aux représentants de la France que la proposition des subsides, accueillie d'abord favorablement, avait été repoussée après une discussion approfondie. « Les alliés considèrent, ajoute, « de lui-même, Pettekum, que s'ils acceptaient cette offre, « ils demeureraient engagés dans la guerre jusqu'à ce qu'ils « eussent conquis la monarchie d'Espagne; que la France « jouirait seule de la paix; qu'elle rétablirait ses forces « pendant qu'ils achèveraient réellement de s'épuiser. »

Le moment est venu, pour les envoyés du Roi, de tenter un suprême effort en provoquant, au sujet de la coopération éventuelle des armées françaises à la guerre contre l'Espagne, les explications qu'il leur a permis d'obtenir. Par une lettre datée du 2 juillet et adressée au Pensionnaire, ils sollicitent, en conséquence, le retour des députés. Une dernière entrevue a lieu le 13. « Après des plaintes

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« réciproques, raconte Torcy dans ses Mémoires, les députés, « élevant la voix, parlèrent avec la même suffisance que si « leurs maîtres, vainqueurs de l'univers, eussent dicté les « conditions de la paix... » « Il est vrai, disent-ils, que la « République et ses alliés ont proposé d'unir leurs forces à « celles de la France pour mettre l'archiduc en possession « de l'Espagne; mais les choses sont changées; il ne s'agit « plus d'un tel concert, et, de la part de nos maîtres, nous « désavouons la proposition... l'unique moyen d'avoir la « paix est que les alliés reçoivent, des mains mêmes du Roi, « l'Espagne et les Indes. » Louis XIV devra donc chasser lui-même son petit-fils de son royaume. Les alliés lui accorderont, à cet effet, une trêve de deux mois. Peut-être daigneront-ils, « comme grâce, permettre aux troupes à leur « solde, en Catalogne et en Portugal, de se joindre et d'agir « avec les troupes françaises » (TORCY), mais les représentants de Leurs Hautes Puissances ne peuvent en répondre. La guerre continuera dans toute sa rigueur si, à l'expiration de la trêve, l'Archiduc n'a pas été mis en possession de tous les territoires dépendant de la monarchie espagnole. « La « République accorde quinze jours aux ambassadeurs pour « attendre, à Gertruydenberg, la réponse du Roi. Une « nouvelle entrevue aura lieu dès son arrivée. Mais ce sera « la dernière, la République ni ses alliés ne jugeant pas à « propos de souffrir que les conférences soient continuées « plus longtemps. »

Puisqu'il faut absolument continuer la guerre, Louis XIV déclare à ses ministres qu' « il aime mieux la faire à ses en« nemis qu'à ses enfants ». A une insolence si hautaine, il oppose le seul langage que puisse permettre, dans ces désolantes conjonctures, l'honneur de la France et de son souverain. D'Huxelles et Polignac écrivent, en son nom, au grand pensionnaire, qu'ils n'ont nul besoin d'attendre quinze

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

jours pour l'instruire des intentions de Sa Majesté. Elle a donné des preuves manifestes et incontestables de son bon vouloir pour le rétablissement de la paix. Toutes les avances, toutes les concessions possibles, elle les a faites. « L'année « dernière, les alliés regardaient comme une injure qu'on « pût leur imputer d'avoir proposé, dans les conférences de « la Haye, l'union des forces de Sa Majesté à celles des « alliés pour déposséder le roi d'Espagne [1]. » Ils soutiennent maintenant que, sans cette condition, la paix est impossible. « Le Roi désire ardemment de rendre le repos à ses « peuples... mais, quand même la tendresse paternelle ne « s'opposerait pas à l'union que l'on exige, ne serait-il pas « contre toute prudence de s'engager témérairement à faire « en deux mois la conquête de l'Espagne et des Indes, avec « certitude que, ce terme expiré sans y réussir, Sa Majesté « trouverait encore ces mêmes ennemis armés contre Elle, « et de plus fortifiés par la possession de places qu'Elle aurait « remises entre leurs mains... Confiante en la protection de « Dieu qui sait, quand il lui plait, humilier ceux qu'une « puissance inespérée élève, Elle laissera au jugement de « l'Europe, sans excepter ni les sujets de la République de « Hollande, ni ceux du royaume d'Angleterre, à recon- « naître les auteurs de la durée d'une guerre si longue et si « sanglante [2]. »

Expédiée à Heinsius le 23 juillet, cette dépêche reçut en Hollande, par les soins des agents secrets de la France, toute la publicité possible. Dès le soir même, le gouvernement de la République fit connaître, à la Haye, la résolution que les États-Généraux se trouvaient dans la nécessité de prendre, par suite de la communication qui leur était parvenue.

[1] *Mémoires de Torcy.*
[2] *Ibid.*



Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Quatre jours plus tard, il imprima et répandit à profusion un long mémoire qui réfutait, en termes ardents, tous les arguments des ambassadeurs et rejetait sur Louis XIV l'entière responsabilité de la rupture. Le 25, d'Huxelles et Polignac quittèrent Gertruydenberg sans attendre l'expiration du délai de quinze jours qu'on leur avait accordé. Pour la seconde fois, les négociations étaient violemment rompues.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE IV

PRÉLIMINAIRES DE LONDRES.

Gautier à Paris. — Reprise des négociations. — Démarches mystérieuses des Hollandais. — Prior en France et Ménager en Angleterre. — Saint-John et Harley. — Négociations secrètes. — Signature des articles préliminaires.

Humiliée, jusqu'à la confusion, pendant les luttes douloureuses et stériles que sa diplomatie venait de soutenir, épuisée, presque jusqu'à l'agonie, par les épreuves qu'elle subissait sur son propre territoire, ruinée, mourant de faim, la France, comme on l'a vu, n'était pas plus heureuse sur les champs de bataille. Pendant que le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac s'efforçaient de sauver son honneur, dans les lamentables conférences de Gertruydenberg, pendant que Villars, l'illustre vaincu de Malplaquet, soignait ses glorieuses blessures, nos armées essuyaient, en Flandre, de nouveaux et cruels revers [1]. Les alliés conquirent successivement, en 1710, Douai, Béthune, Aire, Saint-Venant, et se disposaient, croyait-on, à marcher sur Arras. « S'ils avaient « pris cette ville, ils pouvaient se flatter d'être dans peu à « Paris, car Bapaume et Péronne n'étaient pas des places à « résister longtemps, et il n'y a que vingt lieues d'Allemagne « d'Arras à la capitale du royaume [2]. » Il faudrait peut-être remonter le cours de notre histoire jusqu'au règne de

[1] Voir le récit des faits militaires.

[2] *Histoire du prince Eugène de Savoie.*



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

François Ier, pour y trouver une situation aussi gravement compromise. L'édifice tenait encore debout. Ses apparences pouvaient faire encore illusion ; mais ses bases, profondément ébranlées par les coups terribles de la guerre, étaient en partie détruites. Tout menaçait de s'écrouler à la fois, lorsqu'on vit poindre, parmi ces horizons désolés, quelques vagues lueurs d'espoir et de salut. En Angleterre, les tories avaient remplacé les whigs au pouvoir, et le gouvernement paraissait moins désireux de continuer la guerre [1]; en Flandre, Villars, qui avait repris le commandement de l'armée vers la fin de l'automne, était parvenu, par d'ingénieuses manœuvres, à contenir l'ennemi ; en Espagne, la victoire de Villaviciosa, remportée par Vendôme sur Stahremberg, l'un des meilleurs généraux de l'Empire, avait refoulé vers Barcelone les troupes de l'archiduc et raffermi le trône de Philippe V [2].

« On commençait à craindre en Hollande, disent les « Mémoires de Torcy, que la reine de la Grande-Bretagne, « changeant son conseil, n'eût aussi changé ses maximes. » En vain Townsend, son représentant à la Haye, ne perdait-il aucune occasion d'affirmer que ses sentiments de fidélité à la cause commune étaient immuables et que ses nouveaux ministres se montreraient plus ardents que leurs prédécesseurs à combattre pour la ruine de la France ; en vain le gouvernement des États-Généraux s'empressait-il, en toute circonstance, de confirmer hardiment les assertions de l'ambassadeur d'Angleterre. Une inquiétude pénible commençait à peser sur leur capitale et menaçait d'envahir les Provinces-Unies. Marlborough, après la disgrâce de sa femme et de ses amis, avait été, il est vrai, renvoyé sur le conti-

[1] Voir l'exposé ci-dessus de la situation européenne avant les négociations de la paix.

[2] Voir le récit des faits militaires.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

nent pour y reprendre le commandement des forces britanniques; mais on savait que la prudence du cabinet tory avait limité ses pouvoirs et qu'il était déjà l'objet de graves accusations. On le savait lui-même mécontent, irrité, anxieux; on ne doutait pas que sa chute ne fût prochaine et que la Ligue ne courût le danger de perdre bientôt le plus ardent, le plus brillant de ses triumvirs. Ces graves et consolants symptômes, observés d'abord d'un œil méfiant par les ministres de Louis XIV, ne tardèrent point à leur paraître assez sérieux pour qu'ils les signalassent, avec une satisfaction véritable, à l'attention du vieux Roi. Comment, à quel moment devaient s'accomplir les événements qu'ils semblaient présager? personne encore ne s'en doutait. « Les Hollandais, remarque Torcy, avaient laissé échapper « les occasions de contribuer au rétablissement de la paix : « l'honneur en était réservé à l'Angleterre,... mais la voie « dont son gouvernement voulut se servir, pour faire con- « naître secrètement au Roi l'état du pays, les dispositions « de la reine Anne et de son conseil, devait être si obscure « qu'il n'y avait lieu ni de la pénétrer ni même d'en avoir le « moindre soupçon. »

Le début des nouvelles négociations semble tenir du roman. Vers la fin du mois de décembre 1710, un prêtre français, qui se fait appeler Delorme et qui demeure à Paris, chez les Pères de l'Oratoire de la rue Saint-Honoré, sollicite et obtient une audience du secrétaire d'État chargé des affaires étrangères. « Voulez-vous la paix? lui dit-il, « en entrant dans son cabinet; je viens vous apporter les « moyens de la traiter et de conclure indépendamment des « Hollandais indignes des bontés du Roi et de l'honneur « qu'il leur a fait, tant de fois, de s'adresser à eux pour « pacifier l'Europe! » « Interroger alors un ministre de Sa « Majesté s'il souhaitait la paix, ajoute judicieusement le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« ministre lui-même qui raconte ce fait dans ses *Mémoires,* « c'était demander à un malade, attaqué d'une longue et « dangereuse maladie, s'il en veut guérir. Comme il y a « cependant des charlatans de toute espèce, il était de la « prudence de suspendre une espérance trop flatteuse, et « d'apprendre, avant que de la former, quelle était la mis- « sion de l'abbé, et quels moyens il prétendait employer « pour y parvenir. » (TORCY.)

Delorme n'était pas le véritable nom du mystérieux visiteur. Il s'appelait Gautier et n'était pas absolument inconnu du neveu de Colbert. Fils d'un petit marchand de Saint-Germain en Laye, il était venu s'établir en Angleterre à l'époque où le maréchal de Tallard y remplissait les fonctions d'ambassadeur. Le maréchal lui permit de dire quelquefois la messe dans sa chapelle, l'introduisit dans les salons du comte de Jersey, qui avait représenté Guillaume III en France après la paix de Ryswyk et dont la femme était catholique. Gautier n'était pas un homme ordinaire. Fin, discret, hardi, causeur agréable, il plut beaucoup au comte et se lia intimement avec le poëte Prior qui avait été son secrétaire à Paris. Gautier et Prior furent, au début, les agents les plus actifs, les plus utiles, peut-être les plus habiles de la pacification.

On a vu qu'en ce moment, les Anglais étaient las de la guerre, et que l'opinion publique, ratifiant la disgrâce des amis de Marlborough, imposait, en quelque sorte, aux nouveaux conseillers de la reine Anne la plus belle des missions : celle de rendre enfin la paix à leur pays et à l'Europe. Harley et Saint-John avaient Gautier sous la main. C'était l'homme qu'il leur fallait pour entamer *verbalement* des négociations secrètes avec la France, sans exciter les soupçons de leurs alliés, sans se compromettre eux-mêmes. « En quittant Londres, lorsque les hostilités

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« éclatèrent, Tallard lui avait recommandé, disent *les* « *Mémoires de Torcy*, d'y prolonger son séjour aussi long- « temps qu'il le pourrait, d'observer sagement les événe- « ments, d'en rendre compte, en France, au ministre chargé « des affaires étrangères, mais de le faire avec toute la dis- « crétion nécessaire pour ne pas être regardé et accusé « comme espion : ainsi, d'écrire rarement et de manière « qu'il ne pût s'attirer un ordre de sortir du royaume, ou « quelque autre traitement encore plus fâcheux. » Ces instructions délicates avaient été scrupuleusement remplies. Depuis le départ du maréchal, l'abbé disait la messe à l'ambassade d'Autriche, dans la chapelle du comte de Gallas, le représentant, à Londres, du plus fougueux ennemi de la France. Personne, même son ami Prior, ne le soupçonnait d'être, en Angleterre, le correspondant du gouvernement de Louis XIV. « Le comte de Jersey, lié « avec les nouveaux ministres, le proposa naturellement, « dit Torcy, comme l'homme de confiance, en même temps « obscur, tel qu'on le désirait, pour envoyer en France. La « proposition fut agréée, et Jersey commis pour instruire « Gautier, mais verbalement et sans rien donner par écrit. « On le chargea simplement de dire au ministre des affaires « étrangères que le nouveau gouvernement de la Reine « souhaitait la paix, qu'il la croyait nécessaire » (TORCY), et que, si les négociations étaient reprises avec la Hollande, le roi de France pouvait compter sur son bon vouloir.

Telle était l'importante mission dont l'ancien aumônier du maréchal de Tallard était venu inopinément s'acquitter à Versailles. Torcy avait reçu de lui plusieurs lettres, mais elles n'étaient point de son écriture; il ne le connaissait pas personnellement. L'abbé n'était porteur d'aucun document qui pût établir son identité. Comme il lisait sur la figure un peu sévère du ministre le doute et l'anxiété : « Donnez-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« moi, dit-il, une lettre pour milord Jersey; écrivez-lui « simplement que vous avez été bien aise d'apprendre de « moi qu'il se portait bien, que vous m'avez chargé de « le remercier de son souvenir et de lui faire mes com« pliments. Cette lettre seule sera mon passe-port et mon « pouvoir pour écouter les propositions qu'on vous fera. Je « retournerai à Londres et vous les rapporterai avant qu'il « soit peu. » (TORCY.) « La lettre demandée par le comte « de Jersey, ajoutent les *Mémoires,* était nécessaire pour « entamer une négociation, et, comme elle ne portait aucun « engagement, il ne paraissait aucun inconvénient à l'écrire, « mais beaucoup à la refuser. Le Roi approuva cet avis, « commanda à Torcy d'écrire la lettre, et de la remettre à « Gautier. »... « Celui-ci fut chargé verbalement de dire « aux ministres de la reine Anne que Louis XIV, justement « irrité de la conduite des États-Généraux, ne voulait plus « entendre parler de la paix par la voie de la Hollande, « mais qu'il en traiterait, avec plaisir, par la voie de l'Angle« terre. » Quelques jours après, l'abbé, de retour à Londres, écrivait que les conseillers de la Reine auraient l'honneur de recevoir les propositions du roi de France, s'il voulait bien les leur faire parvenir directement, et qu'ils se chargeraient de les communiquer à Leurs Hautes Puissances. « Ils espéraient, pour l'honneur de l'Angleterre, que les « conditions de Sa Majesté ne seraient pas inférieures aux « précédentes. » (TORCY.)

C'est ainsi que furent reprises, au commencement de 1711, sous de rassurants auspices, les négociations dont l'arrogance hautaine des ambassadeurs hollandais avait rendu la continuation impossible. Tout l'honneur, ainsi que le fait remarquer justement Torcy, en revenait à l'Angleterre. Ces négociations se prolongèrent pendant deux ans et demi. Traversées, presque constamment, par les sourdes manœuvres de

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la Hollande et de l'Autriche, troublées, à diverses reprises, par des incidents politiques ou militaires d'une exceptionnelle gravité, conduites par la France et par l'Angleterre avec une bonne foi remarquable et le sincère désir de mettre fin aux horreurs de la guerre, dirigées, à Londres, à Paris, à Utrecht, par des hommes de cœur et de talent, efficacement secondées par les jalousies commerciales de la Hollande et par les justes craintes qu'inspirait aux deux puissances maritimes, depuis la mort de l'empereur Joseph, l'ambition de la maison d'Autriche, elles aboutirent, en 1713, sous l'heureuse influence des succès décisifs du maréchal de Villars, aux traités célèbres qui furent conclus successivement à Utrecht et qui eurent une importance si considérable. Nous essayerons d'en faire passer rapidement les phases principales sous le regard du lecteur, tout en diminuant le moins qu'il nous sera possible le puissant intérêt que ne peut manquer de faire naître le récit de tels événements.

Pour répondre au désir du cabinet de Londres, dont Gautier rapporte bientôt à Versailles l'expression formelle, le gouvernement de Louis XIV rédige un mémoire dans lequel sont nettement précisées ses propositions et qui est remis à l'abbé le 28 avril, afin qu'il le fasse parvenir, sans retard, aux ministres de la Reine. « Ceux-ci avaient « exprimé l'espoir que l'Angleterre trouverait ses avan- « tages particuliers à la paix, qu'elle serait récompensée « des soins dont elle s'acquittait pour la procurer » (TORCY); que, pour garantie de ces avantages dont profiterait surtout son commerce maritime en Espagne, comme aux Indes, la possession de Port-Mahon et de Gibraltar lui serait assurée. Louis refuse de prendre aucun engagement en ce qui concerne Port-Mahon; mais il autorise Gautier à promettre Gibraltar, et, satisfait de cette première concession, le ministère tory s'empresse de faire parvenir à la Haye

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les propositions du roi de France. La méfiante susceptibilité des États-Généraux s'émeut de cette communication. Ce sont eux qui, jusqu'ici, ont eu l'honneur de négocier au nom de la Ligue. Le gouvernement de la Grande-Bretagne songerait-il à s'isoler, à se séparer de ses fidèles amis? Heureusement, si la Reine a des agents secrets à sa disposition, Heinsius a sous la main Pettekum. Il le charge d'écrire à Versailles que, « si l'on veut renouer les confé-« rences, le Roi aura certainement lieu d'être content des « Hollandais ». Cette avance reçoit la réponse qu'elle mérite et sur laquelle compte le cabinet britannique. « Comment Louis XIV pouvait-il, de nouveau, entrer en « relations suivies avec la République, après avoir essuyé « tant de demandes extravagantes, après avoir souffert « patiemment la manière indigne dont elle a traité ses « ministres? » (TORCY.) « Ainsi, par un heureux chan-« gement, fait observer avec une légitime satisfaction le « neveu de Colbert, les deux puissances les plus opposées « jusqu'alors au rétablissement de la tranquillité publique « concouraient à ce grand avantage et s'enviaient, l'une à « l'autre, de contribuer à sa perfection. »

Pendant les premiers mois qui ont suivi la chute du ministre whig, le soin de réduire leurs adversaires à une complète impuissance, de mettre leurs amis en possession des postes les plus importants de l'État, d'asseoir, en un mot, leur triomphe sur des bases fermes et stables, a pris, pour ainsi dire, tous les instants de ses successeurs. Lorsque Harley est élevé à la pairie sous le nom de comte d'Oxford, lorsqu'il devient grand trésorier de la couronne, son ambition, satisfaite et dégagée des soucis personnels, se consacre tout entière aux affaires politiques. La négociation, engagée par les démarches mystérieuses de l'abbé Gautier, tenue longtemps secrète, lentement, mollement conduite,

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

prend une consistance sérieuse et se poursuit avec activité. Afin de lui donner plus d'importance, le ministère tory, écoutant les avis de lord Jersey, ne se borne plus à faire de l'abbé Gautier son intermédiaire officieux. Il lui donne pour associé son ami, le poete Prior [1], qui a été longtemps secrétaire de l'ambassade d'Angleterre à Paris, et dont le langage doit avoir plus d'autorité. La mission de Prior est encore une mission verbale; elle doit, autant que possible, rester secrète; mais il est accrédité auprès du secrétaire d'État des affaires étrangères, par un document de la plus haute importance. Ce document est ainsi conçu : « Le sieur Prior est pleinement instruit et « autorisé de communiquer à la France nos demandes pré- « liminaires, et de nous en rapporter les réponses. » Il porte la propre signature de la Reine : A. R. — C'est le début des conférences officielles.

La France concédera une barrière suffisante à la Hollande et à l'Empire; elle abandonnera au duc de Savoie les places qui lui ont été promises par ses alliés et lui restituera toutes celles qui lui ont été prises; Louis XIV reconnaîtra la reine Anne comme reine légitime de la Grande-Bretagne, ainsi que l'ordre de succession établi par les actes du Parlement, dans la ligne protestante; les fortifications de Dunkerque seront démolies; son port sera comblé; l'Espagne cédera Gibraltar et Port-Mahon à l'Angleterre; la France la mettra en possession de Terre-Neuve, de la baie et des détroits d'Hudson. Il sera stipulé, par de nouveaux traités de commerce, que la France n'aura plus le monopole de la traite des nègres en Amérique, et que l'Angleterre jouira, en Espagne, du traitement de la nation la plus favorisée; les couronnes de France et

[1] Voir les notes précédentes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'Espagne ne seront jamais réunies sur une même tête; toute garantie sera donnée à cet égard; les intérêts des alliés recevront la satisfaction qui leur est due.

Telles sont les propositions dont Prior est l'interprète. Quelques-unes semblent exagérées; d'autres, conçues en termes trop vagues, sont peu rassurantes. « Le consen« tement, disent les Mémoires de Torcy, ruinait le com« merce des Français et celui des autres nations; un refus « absolu rompait toute négociation et fermait la voie que « la Providence avait ouverte à la paix. Prior n'avait pas « de pleins pouvoirs. Le Roi jugea que le seul moyen « d'écarter l'un ou l'autre de ces inconvénients était de « porter la négociation à Londres. » Il y enverrait un représentant qui pourrait traiter en son nom, et faire part « directement de ses intentions à la Reine ». Les discussions y seraient moins stériles qu'à Versailles; les solutions y seraient plus promptes. Ménager, député de Rouen au conseil du commerce, connaît à fond les affaires d'Espagne et des Indes; il les a traitées tout récemment dans un mémoire adressé aux ministres du Roi, avec une compétence remarquable. Louis XIV l'a déjà employé en Hollande; il apprécie son expérience et son tact. C'est à lui que sera confiée cette importante et redoutable mission [1].

Partis ensemble de Paris, Ménager, l'abbé Gautier et Prior arrivent à Londres le 18 août. Tout est mystérieux, au début, dans cette négociation nouvelle. Ménager ne doit pas même communiquer les instructions du Roi à ses compagnons de voyage. Il ne sera l'objet d'aucune réception officielle, parce que son séjour en Angleterre ne doit être connu ni de la Hollande, ni de l'Autriche. L'envoyé du roi de France passera pour un simple voyageur que ses affaires

[1] Nicolas Ménager, né en 1658, mort en 1714. Voir Annexe 74.


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

amènent à Londres et logera simplement chez Gautier, son ami. Les conférences, qui seront tenues absolument secrètes, auront lieu, non dans le palais d'un ministère, ni même dans le salon d'un ministre, mais dans l'hôtel du comte de Jersey, où les commissaires de la Reine, le comte d'Oxford, grand trésorier, le duc de Shrewsbury, le vicomte Darmouth et Saint-John se rendront incognito. Le gouvernement de la reine Anne veut que le représentant de Louis XIV soit amplement défrayé, par le trésor royal, des frais de sa résidence; mais il se cache en 1711, tout comme celui des États-Généraux s'est caché en 1710, pour traiter avec nous. Sous ce rapport, les entrevues de Londres sont le pendant des fatales conférences de Gertruydenberg.

Il semble, d'abord, que tout marche à souhait; mais le comte de Jersey, dont la grâce conciliante avait aplani au début les difficultés, étant venu à mourir, elles se dressent tout à coup et deviennent menaçantes. Dans un mémoire rédigé sur la demande des commissaires anglais, Ménager a fait connaître les propositions de Louis XIV : « La reine Anne et l'ordre de succession établi par le Parlement dans la ligne protestante, seront solennellement reconnus comme légitimes; — Gibraltar, et au besoin Port-Mahon, seront cédés à l'Angleterre; — elle participera, sur les côtes de Guinée, aux avantages de la traite des nègres dont la France a présentement le monopole; — elle jouira, dans toutes les régions soumises à la couronne d'Espagne, du traitement des nations les plus favorisées; — elle possédera l'île de Terre-Neuve. En retour, la Reine reconnaîtra Philippe V comme roi d'Espagne et des Indes; — elle promettra de travailler sincèrement et de tout son pouvoir à le faire reconnaître par ses alliés; — elle insistera pour que les limites entre la France, d'une part, les Pays-Bas et l'Empire, de l'autre, soient fixées conformément au traité

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Ryswyk; — pour que les deux Électeurs de Bavière et de Cologne, mis au ban de l'Empire, soient entièrement rétablis dans leurs États et possessions; — pour que l'Électeur de Bavière, le fidèle ami du Roi, reçoive la souveraineté des Pays-Bas en compensation des dommages qu'il a soufferts. — On remettra, d'ailleurs, aux conférences générales toute discussion relative aux réclamations de la Savoie. »

Il était naturel que Louis XIV demandât ces engagements au cabinet de Londres en échange des concessions importantes qu'il faisait à la Grande-Bretagne. Mais le comte d'Oxford et ses collègues ne l'entendaient pas ainsi. Il convient, tout d'abord, que les avantages particuliers de l'Angleterre soient formulés et efficacement garantis par l'entière démolition des forts de Dunkerque, par la remise de Port-Mahon, de Gibraltar et de plusieurs villes des Indes espagnoles. Il sera temps de discuter les autres points quand le congrès général sera réuni. D'ailleurs, la France peut être assurée des bonnes dispositions de la Reine. Telle est la thèse rigoureuse que Saint-John développe, en français, dans l'entrevue du 3 septembre et que les autres conseillers de la Reine soutiennent avec une vivacité désobligeante. « Pourquoi livrer, dès maintenant, à l'Angleterre, dit Ménager, des villes espagnoles? Est-ce qu'un engagement solennel des États de Castille ne suffirait pas? » « De « telles assemblées, réplique le comte d'Oxford, *sunt magni* « *nominis umbræ*. »

Afin qu'il ne puisse y avoir d'équivoque, Saint-John est chargé de la rédaction d'un mémoire qui précise exactement les propositions de son gouvernement et que l'abbé Gautier porte à Versailles. Louis XIV en prend connaissance; il se décide à ne point insister sur les engagements formels qu'il avait demandés, concernant les frontières

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

françaises, la reconnaissance de Philippe V, le rétablissement des Électeurs. Les pouvoirs de Ménager sont réduits, *spécialisés* ainsi que le souhaite le gouvernement de la Reine. Il ne pourra plus négocier et traiter que sur les dispositions qui regardent particulièrement l'Angleterre.

Gautier revient à Londres le 23 septembre, et les nouvelles qu'il apporte reçoivent un accueil enthousiaste. Ménager le conduit, sans délai, chez Oxford. « La réception, disent les *Mémoires de Torcy*, exprima mieux que « les paroles, la joie que ce ministre ressentait des paroles « du Roi. Le grand trésorier retint Ménager à souper familièrement. Après que les domestiques furent retirés, il « lui dit qu'il en usait avec lui comme avec un ami, qu'il « regardait le Roi comme le bon allié de l'Angleterre. Il « but à la santé de Sa Majesté, à celle de Monseigneur « le Dauphin, enfin de ses ministres. On parla du lieu où « se tiendraient les conférences générales. Le Roi, dit « d'Oxford, sera content sur cet article et sur le reste. » Mais, au moment où l'on parait près de conclure, de nouveaux obstacles surgissent. On ne s'entend plus sur les détails des clauses relatives à l'Amérique du Nord. Les commissaires anglais élèvent des exigences nouvelles. Ils veulent stipuler que le Prétendant sera banni de France, puis que, dans les traités à intervenir, il ne sera fait aucune mention du testament de Charles II, et que ces traités donneront à la Hollande, à l'Autriche, à l'Empire, à la Savoie toute la satisfaction *convenable*. « Il ne m'appartient plus, « répond Ménager, de traiter sur ces matières. Pourquoi « avez-vous fait réduire mes pouvoirs? »

La rupture parait imminente. « Prior, en dépit des con- « solations de son ami l'abbé Gautier, est accablé d'un cha- « grin mortel. » (TORCY.) « Saint-John, dont les intentions « pour la paix sont admirables, concourt heureusement à



Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« vaincre ces difficultés. » On attendait en ce moment, à Londres, des nouvelles de l'expédition de Canada. Si, comme on l'espère, elles sont favorables, si Québec est conquis, l'Angleterre pourra se montrer moins généreuse. C'est là, au fond, le vrai motif des hésitations de ses ministres et des retards apportés, par leurs propositions inattendues, à la conclusion d'un arrangement préliminaire.

On apprend que l'expédition n'a pas réussi [1], et les relations ne tardent pas à devenir plus faciles, plus aimables, plus cordiales qu'auparavant. Afin que l'amour-propre des commissaires de la Reine soit satisfait, au moins en apparence, Ménager « consent, dit Torcy, à dresser un nouveau « projet conforme, quant à la substance, aux ordres qu'il « avait reçus, mais disposé, *quant aux expressions,* suivant « le génie des Anglais ». Cette concession de pure forme fait merveille. La Reine s'empresse d'expédier à Oxford et à Saint-John l'ordre écrit d'accepter les *articles convenus*. La signature a lieu le 8 octobre. « Ce fut ainsi que l'on convint, « de part et d'autre », suivant l'expression de Torcy, « du « premier fondement d'une paix équitable, bien différente « de ces préliminaires odieux que le démon de la discorde « semblait avoir enfantés. » Dès le lendemain et pour la première fois depuis son arrivée en Angleterre, l'envoyé de France est reçu par la Reine. L'audience a lieu, le soir, dans le château, à Windsor. Saint-John introduit lui-même l'ambassadeur « par un escalier dérobé ». Anne le reçoit gracieusement. « Elle le charge de faire ses compliments « au Roi, et de l'assurer qu'elle n'oublierait rien pour avancer « la conclusion de la paix générale [2]. » « Je n'aime point

[1] L'attaque dirigée contre Québec fut victorieusement repoussée. Les Anglais y perdirent sept vaisseaux de charge et plus de vingt compagnies.

[2] *Mémoires de Torcy.*

Digitized by Google   Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« la guerre, ajouta-t-elle, et je contribuerai, en tout ce qui « dépendra de moi, pour la faire finir au plus tôt. Je souhaite « de bien vivre avec un roi auquel je suis tant alliée par « la proximité du sang, et j'espère que les liens de notre « union se fortifieront, de plus en plus, entre nous et nos « sujets après la paix, par une correspondance et une amitié « parfaites. » (TORCY.)

En entrant dans le palais, Ménager n'avait rencontré que deux gardes et une femme de chambre. Il les retrouve à leur poste en quittant la Reine. Ce sont des gens sur la discrétion desquels on peut compter. Il ne faut pas que l'entrevue soit connue, ni même soupçonnée des whigs. L'envoyé de Louis XIV soupe, le soir, chez Saint-John. Harley, qu'il voit le lendemain dans la maison de Prior, lui assure que sa royale maîtresse désire *sincèrement, ardemment* la paix, et, comme il ne parle point aisément la langue française, il ajoute en latin, pour se bien faire comprendre de Ménager : « *Ex duabus igitur gentibus faciamus unam gentem amicissimam.* »

Lorsqu'on apprend, en France, la signature des préliminaires de Londres, la cour est saisie de joie. A la vérité, les termes en sont assez vagues et ils ne constituent ni un traité, ni même une convention régulière. On les a rédigés simplement dans la forme d'un mémoire, en deux colonnes, dont l'une renferme les demandes anglaises, et l'autre les réponses interprétatives du roi de France. La reconnaissance de la reine Anne par le Roi et de Philippe par la Reine, la démolition des forts de Dunkerque, les principales concessions de la France à la Hollande, à l'Angleterre, à l'Empire, le rétablissement des Électeurs n'y sont qu'indiqués ou même *sous-entendus*. Mais ces indications, cette interprétation, portent la signature des plénipotentiaires, et puis ce mystère, ce secret absolu des négociations, inquiétants au début, sont

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

devenus maintenant une grande force. Tant que les complices sont liés seulement par des paroles, ils peuvent aisément se dégager; quand un écrit les enchaîne, il faut, à tout prix, qu'ils achèvent leur entreprise, à moins qu'ils n'effacent cet écrit d'un accord commun. Or le roi Louis XIV, sur le point d'être sauvé par l'intervention des Anglais, n'eût jamais permis à leurs ministres de rayer leur signature.

Avant de quitter Londres, Ménager vit une dernière fois Saint-John. Le secrétaire d'État, chargé des affaires étrangères, lui donna d'importantes informations. Strafford, ambassadeur d'Angleterre en Hollande, qui était venu pour quelque temps à Londres, avait reçu l'ordre de rejoindre immédiatement son poste. Entièrement d'accord sur ce point avec le roi de France, la Reine souhaitait que les conférences générales n'eussent pas lieu à la Haye et, parmi les villes indiquées par Louis XIV, Nimègue, Utrecht, Liége, Aix-la-Chapelle, elle avait choisi Utrecht. Strafford devait en informer les États-Généraux, exprimer le désir que le congrès s'ouvrît dès les premiers jours du mois de janvier 1712, et demander des passe-ports pour les plénipotentiaires français. « Les nôtres sont déjà désignés, ajouta-t-il. « Le premier est Robinson, évêque de Bristol, garde du « sceau privé; c'est un bon anglican, bon négociateur, hon« nête homme, flegmatique; il a résidé trente-deux ans dans « les cours du Nord et pacifié les troubles entre la Suède « et le Danemark; le second est Strafford, notre ambassa« deur actuel; *c'est un seigneur propre à brusquer une entre« prise comme un colonel de dragons;* il exécutera vivement « les ordres de la Reine. Prior sera le troisième. Je ne vous « dis rien de son caractère et de ses intentions; vous le « connaissez, et il est connu en France... Il est question de « faire la paix, ajouta Saint-John, et de la faire prompte« ment. Nous sommes assurés de notre Parlement; il agira

Digitized by Google | Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« de concert avec la Reine. » Enfin il informa Ménager du ferme langage que lord Strafford tiendrait au Pensionnaire. L'ambassadeur de la Reine à la Haye devait le rassurer sur les intentions de l'Angleterre qui était résolue à soutenir les prétentions *raisonnables* de ses alliés, mais lui declarer, en termes formels, que, s'ils se montraient trop ambitieux, elle exigerait soit qu'ils fournissent exactement à l'avenir, en hommes et en subsides, tous les contingents qu'ils avaient promis, soit que la paix fût immédiatement conclue.

On savait que l'Autriche, aussi bien que la Hollande, étaient dans l'impossibilité absolue de procurer ces contingents. Les exiger, en menaçant, si on les refusait, de supprimer ceux de l'Angleterre, qui étaient les principales ressources de la Ligue, c'eût été, par le fait, contraindre ces deux puissances à conclure la paix. Louis XIV ne pouvait assurément rien espérer de plus d'une nation qui lui faisait, depuis onze ans, une guerre acharnée et dont les soldats avaient pour généralissime le duc de Marlborough.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE V

L'ANGLETERRE MÉDIATRICE.

Buys et le prince Eugène à Londres. — Menées insolentes du comte de Gallas. — Manifestations parlementaires. — Mémoire de la Reine provoquant les offres de Louis XIV. — Propositions du Roi. — L'Angleterre est médiatrice.

On devine aisément l'impression que durent produire, à la Haye, les énergiques paroles du comte de Strafford, « ce seigneur propre à brusquer une entreprise comme un colonel de dragons ». Consternés et furieux tout à la fois, les alliés de l'Angleterre firent de leur mieux pour parer le coup décisif qui les menaçait. Buys et le prince Eugène furent dépêchés successivement à Londres afin d'y rétablir, s'il en était temps encore, les affaires chancelantes de la coalition. Gallas, ambassadeur de Joseph Ier et de son frère l'archiduc Charles, *roi d'Espagne,* Bothmar, représentant du Hanovre, les ministres déchus et leurs amis, la duchesse de Marlborough, les secondèrent de toutes leurs ressources, de toute leur adresse, de toute leur influence. Il s'agissait de changer le cours de l'opinion, de faire comprendre à l'Angleterre que les tories compromettaient ses intérêts et son honneur, de ramener les whigs au pouvoir, peut-être de déposer la Reine et d'appeler immédiatement le duc de Hanovre à la couronne. C'était, pour la Ligue, une question de vie ou de mort, et ce fut à Londres, pendant deux mois, un croisement de manœuvres


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

souterraines, d'intrigues passionnées, de petits complots qui suscitèrent les plus graves difficultés. Buys croyait qu'il n'aurait qu'à souffler sur le nouveau ministère pour l'anéantir. « Il avait dit avant son départ, raconte Torcy dans ses « Mémoires, que, sitôt qu'il aurait entretenu la Reine en « particulier dans son cabinet, elle ne laisserait en place « aucun de ses nouveaux conseillers. » On espérait beaucoup de son éloquence ; mais on comptait encore davantage sur l'influence du prince Eugène, qui était alors le premier personnage de l'Autriche, dont la parole valait celle de l'Empereur et dont la grande habileté était connue de tous. Gallas ouvrit le feu ; il tint à la Reine un langage presque menaçant. Pour ramener l'opinion en faveur de la guerre, pour exciter la populace contre Harley et Saint-John, il osa faire imprimer les préliminaires de Londres dont il avait reçu la communication confidentielle. Son hôtel était devenu le rendez-vous des principaux représentants du parti whig ; il agissait activement en sa faveur, et le baron de Bothmar leur prêtait ouvertement son actif concours. Buys vint à la rescousse. Il vit la Reine en audience solennelle et en particulier ; il vit souvent les ministres et plus souvent encore les amis de Marlborough ; il seconda leurs démarches et les manœuvres de Gallas avec un zèle passionné. Eugène conduisit au feu l'arrière-garde et se comporta, dans cette lutte décisive, avec la circonspection, l'adresse, la ténacité, la hardiesse, dont il avait fait preuve, tant de fois, sur les champs de bataille. Il avait emporté avec lui beaucoup d'argent, pour acheter, au besoin, les consciences. On lui ménageait une entrée magnifique. « Plus de mille hommes à cheval, dit Torcy, « prêts à se trouver à son débarquement devaient le suivre « et entrer avec lui dans la ville. » Sa mission était, dans les circonstances, la suprême ressource des whigs. Ils avaient mis à sa disposition leur dévouement le plus absolu.


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Ils le savaient assez peu scrupuleux sur les moyens, et il était homme à ne point reculer, en désespoir de cause, devant la plus téméraire entreprise. Le prince eut recours à la persuasion. Reçu, traité avec tous les honneurs qui étaient dus à l'ami, au confident de l'Empereur d'Allemagne, écouté, avec déférence, par la Reine et par ses ministres, il essaya de leur faire croire que les préliminaires étaient insuffisants et peu honorables, que la conclusion de la paix, sur les bases qu'ils avaient fixées, serait désastreuse, enfin, que, si la guerre était continuée, l'Autriche fournirait, jusqu'au dernier écu, les contingents qu'elle avait promis. On a raconté que cet habile langage n'ayant convaincu personne, Eugène songea sérieusement à employer la violence; que des émissaires, soudoyés par lui, guidés par les meneurs du parti whig, devaient provoquer une émeute, assassiner, pendant le tumulte, les chefs des tories, rappeler au pouvoir tous les amis de Marlborough, attenter à la liberté, à la vie même de la Reine, livrer la couronne à l'Électeur de Hanovre. La preuve de ces criminels complots ne fut jamais faite.

A ces témérités diplomatiques, à ces ténébreuses tentatives la reine Anne opposa son bon sens, sa fermeté, l'union résolue de ses ministres, la volonté de son Parlement. Elle fit dire au comte de Gallas, par l'indroducteur des ambassadeurs, qu' « étant offensée de sa mauvaise conduite, « elle voulait qu'il s'abstînt désormais de paraître à la cour. « Le représentant de l'Autriche demanda s'il pouvait savoir « les motifs de cette sévérité. L'introducteur répondit « qu'on aurait soin d'en informer son maître [1]. » Buys et le prince Eugène furent éconduits, Buys un peu brusquement, Eugène avec une politesse cérémonieuse et froide, sur le sens de laquelle il n'était pas possible de se tromper.

[1] *Actes et mémoires de la paix d'Utrecht*, t. I.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Vous vous êtes conduit, dit Oxford au député d'Amster-« dam, non pas comme le ministre d'une puissance amie, « mais comme un *incendiaire* envoyé pour mettre le feu « partout. » Informé plusieurs fois, avec une persistance évidemment intentionnelle, de l'arrivée des yachts qui devaient le reconduire en Hollande, le prince se décida enfin à quitter Londres, au commencement de mars 1712, après un séjour de deux mois qui avait été en somme parfaitement infructueux.

Le 18 décembre 1711, la Reine avait fait le Parlement juge de sa politique. Elle lui avait annoncé que, « nonob-« stant les artifices de ceux qui se plaisaient dans la guerre, « on avait réglé le lieu et le jour pour commencer à traiter « de la paix générale, et qu'elle comptait sur son concours ». Une majorité considérable le lui avait accordé. Les lords s'étaient montrés, il est vrai, quelque peu récalcitrants. Il s'en était fallu d'une voix que le ministère eût obtenu un vote favorable dans la Chambre haute; mais il avait brisé cette opposition en créant quelques pairies nouvelles et, désormais, il pouvait se tenir pour assuré du dévouement absolu des représentants de la nation. Les communes lui en donnèrent bientôt d'éclatants témoignages. Saisie d'une accusation de péculat contre le vainqueur d'Hochstett et de Ramillies qui avait retenu à son profit, disait-on, des sommes immenses [1] sur la solde des troupes et les dépenses de leur

[1] Les tories affirmaient qu'en une seule fois Marlborough s'était fait attribuer un pot-de-vin d'une valeur de 480,000 livres sterling (10 millions de francs), et que ses gains illicites atteignaient plusieurs millions de livres. Ses dilapidations ne faisaient doute pour personne. Mais sa chute parut une peine suffisante, et, d'ailleurs, la honte de sa condamnation n'eût-elle pas, en quelque sorte, rejailli sur toute l'Angleterre, dont il avait été, pendant onze ans, le favori et le héros? On jugea convenable de ne point le poursuivre. Les deux époux disgraciés gagnèrent le continent et se retirèrent à la cour de Hanovre, où régnait le prince qui devait, après la mort de la reine Anne, monter sur le trône d'Angleterre.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

entretien, la chambre dit que le duc de Marlborough *avait fait une chose illégitime et intolérable,* dont il devait être tenu pour responsable. Devant cet arrêt solennel, la Reine, dont le cœur saignait encore au souvenir des insolences hautaines de Sarah Jennings, déclara, sans hésiter, qu'il *convenait de laisser un libre cours à la justice* et de ne point entraver sa marche par les obstacles que pouvait faire naître la haute situation de l'accusé. En vain Marlborough invoqua-t-il les usages suivis par ses prédécesseurs et les priviléges que conférait au général en chef un règlement de Guillaume III. On le destitua de toutes ses charges, et le duc d'Ormond fut nommé, à sa place, commandant des troupes anglaises [1]. La chute de l'ancien favori porta un coup mortel au parti whig qui avait réuni sur sa tête ses dernières espérances. En Angleterre, toutes les résistances étaient brisées.

Une manifestation parlementaire dont le retentissement fut immense, suivit, de quelques jours, ce coup d'éclat. Désirant que le pays lui-même pût apprécier les motifs qui devaient dicter ses résolutions, la Chambre des communes fit imprimer un long mémoire qu'elle avait remis à la Reine pour lui exposer les charges accablantes et inégales que la guerre faisait peser sur la nation. Tandis que les États-Généraux ne contribuaient plus, depuis 1708, aux opérations militaires en Espagne; tandis qu'ils avaient réduit des deux tiers leur contingent naval et de vingt mille huit cents hommes l'effectif qu'ils devaient fournir en Flandre; tandis que l'Empereur, pour lequel toute l'Europe combattait, afin de conquérir, en faveur de sa maison, le trône occupé par Philippe V, n'entretenait de sa bourse, dans toute l'étendue de la Péninsule, qu'un nombre de soldats vérita-

[1] Voir le récit des faits militaires et la note sur le duc d'Ormond.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

blement illusoire, deux mille hommes à peine, et cela depuis une année seulement, la Grande-Bretagne s'épuisait en sacrifices. Non-seulement son armée ne comptait pas moins de cinquante-six mille hommes, mais encore elle soldait, de ses propres deniers, treize bataillons et dix-huit escadrons de troupes autrichiennes. Au commencement des hostilités, les charges que la guerre lui imposait atteignaient à peine, chaque année, trois millions de livres; elles dépassaient maintenant huit millions. « Ainsi, disait à la Reine la « Chambre des communes, plus les armes de Votre Majesté « ont eu d'heureux succès, plus votre fardeau s'est appe- « santi; plus vos efforts ont été vigoureux et plus vos alliés « en ont tiré d'avantages, plus ils ont diminué la portion de « leurs dépenses [1]. »

Le moment était venu de réunir le congrès. En quittant Londres après avoir reçu assez peu dignement de la reine Anne, par les mains du comte d'Oxford, un don magnanime de mille pistoles, Buys s'était enfin décidé à remettre les passe-ports que le gouvernement anglais avait demandés pour les plénipotentiaires de Louis XIV. Il s'agissait maintenant de s'entendre, à Londres et à Versailles, sur les conditions principales des futurs traités. On a vu qu'elles étaient consacrées, en termes assez vagues, par les *préliminaires*. On ne pouvait éviter de les bien définir, afin qu'aucun malentendu ne s'élevât, au sein du congrès, entre les représentants des deux nations dont les souverains venaient de s'entendre pour le rétablissement de la paix. Il ne fallait pas que ce bienfaisant accord fût brisé par quelque demande inattendue ou par les exigences immodérées des amis de la Grande-Bretagne. C'est pourquoi Harley et Saint-

[1] *Actes et mémoires de la paix d'Utrecht : Représentation à la Reine du* 18 *février* 1712.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

John dépêchèrent, encore une fois, l'abbé Gautier en France, dans les derniers jours de l'année 1711. Le mémoire que Torcy reçut de ses mains contenait la nouvelle expression du bon vouloir de la Reine. Ses deux principaux conseillers y avaient joint des lettres adressées au ministre des affaires étrangères et toutes remplies des plus amicales protestations. « J'ose assurer, écrivait le comte d'Oxford en terminant la « sienne, que, quelques difficultés qu'y trouvent les servi- « teurs, vous les verrez d'une fermeté et constance à faire « accomplir les résolutions et la piété de leur Reine. »

« Anne demandait dans le mémoire, comme un moyen « qu'elle croyait nécessaire pour avancer le succès de ses « bonnes intentions, que le Roi voulût bien l'aider en lui « confiant son secret sur les intérêts particuliers de chacun « de ses alliés. » (Torcy). Elle y exprimait aussi le désir qu'il l'autorisât à promettre en son nom, à la Hollande, la mise en vigueur du tarif de 1664, ainsi que l'établissement d'une *solide barrière* et, au duc de Savoie, les forteresses qu'il demandait pour la sienne. Elle insistait, en outre, sur la nécessité de reconnaître le titre de *Roi* que l'Empereur avait donné au margrave de Brandebourg par le *traité de la couronne*, et celui d'Électeur de Hanovre que l'Empire avait conféré au duc de Brunswick-Lunebourg en 1692.

La réponse de Louis XIV ne se fit pas attendre. Elle était d'une importance capitale, car « elle pouvait, disent « les Mémoires de Torcy, servir de canevas aux instructions « que le Roi se proposait de donner à ses plénipotentiaires « pour la paix, tant était grande la confiance singulière que « Sa Majesté prenait en la sincérité de la reine de la Grande- « Bretagne. Et véritablement, ajoute-t-il, cette princesse « n'était plus regardée comme ennemie, mais comme une « amie discrète, prudente, sûre, à qui l'on pouvait s'ouvrir « sans crainte. »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Louis XIV ne refusait pas d'accorder aux États-Généraux les satisfactions demandées par eux pour leur commerce et leur barrière, « si, de leur part, ils concouraient, de bonne « foi, au rétablissement de la paix » et s'ils se montraient favorables à son fidèle allié l'Électeur de Bavière. — Dans le cas où l'on n'obtiendrait pas l'entière restitution des États dont ce prince avait été dépouillé, il pouvait en faire l'abandon à son fils, sous la condition que celui-ci épouserait la fille aînée de l'empereur Joseph, et il recevrait lui-même, comme compensation, la souveraineté des Pays-Bas. — Cette souveraineté constituerait une barrière suffisante pour les États-Généraux. Toutefois, ils pourraient placer, dans les villes fortes, des garnisons hollandaises qui seraient entretenues *aux frais du pays*, et la France leur abandonnerait encore, en pleine possession, Menin, Saverge, Ypres et Furnes[1], étant convenu, d'ailleurs, que Béthune, Aire, Saint-Venant[2], Bouchain et Douai lui seraient restituées à elle-même. Le consentement de la Hollande à ces propositions lui vaudrait le rétablissement du tarif de 1664, ainsi que l'exemption du droit de cinquante sous par tonneau qui grevait ses bâtiments de commerce. Refuserait-elle, au contraire, d'y acquiescer de bonne foi et de bonne grâce, elle devrait se

[1] Ville de Flandre occidentale, située proche de nos frontières françaises, à dix lieues sud-ouest de Bruges et à une lieue de la mer du Nord, à l'embranchement des canaux de Dunkerque et de Bergues. Saccagée par les Normands, restaurée, vers la fin du neuvième siècle, par Baudouin Bras de fer, occupée plusieurs fois par les Français, elle était comprise, avant 1815, dans le département de la Lys. Ce fut dans ses environs que se livra, en 1397, la célèbre bataille dans laquelle Robert d'Artois défit l'armée flamande. Terrain marécageux. Quatre mille habitants.

[2] Petite place fortifiée de trois mille habitants, située sur la Lys, dans l'arrondissement de Béthune, à dix lieues nord d'Arras. Prise, perdue, reprise plusieurs fois par nos armées et réunie définitivement à la France par le traité d'Utrecht.

Voir, pour ce qui concerne les autres places indiquées ci-dessus, les notes qui accompagnent l'exposé des faits militaires.



Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

contenter du tarif de 1691. — Les fortifications de Dunkerque, tant sur terre que sur mer, seraient démolies, mais, en retour, Lille et Tournay[1] nous seraient rendues. — Le Roi trouverait bon qu'on ajoutât le *Milanais* aux États du duc de Savoie, et qu'il fût reconnu en qualité de *roi de Lombardie;* mais il devrait rendre *Exilles,* et *Fenestrelles.* — Sa Majesté ne faisait aucune difficulté à ce que les titres de *Roi* et d'*Électeur,* conférés au margrave de Brandebourg et au duc de Brunswick-Lunebourg, reçussent la sanction des traités à intervenir. — Le fort de *Kehl* serait restitué à l'Empire; les fortifications de *Strasbourg* et celles qui avaient été construites sur le Rhin en face de Huningue, seraient rasées. L'Empereur pourrait reprendre possession de *Brisach* sous la condition expresse qu'il rétablirait dans leurs États et dignités les deux Électeurs et que la France recouvrerait *Landau.* — Tel fut, en résumé, le sens du mémoire que Torcy remit à l'abbé Gautier en lui donnant, de la part du Roi, une gratification de 6,000 livres. Par le fait, Louis XIV comptait uniquement, pour l'heureuse conclusion des traités, sur l'intervention prépondérante du gouvernement de la reine Anne. Lorsque ses plénipotentiaires partirent pour la Hollande, il leur recommanda de faire en sorte, si cela leur était possible, dans le cours de la négociation, que les Anglais devinssent *insensiblement* médiateurs, et qu'ils en fissent les fonctions sans en avoir le titre.

[1] Louis XIV fit connaître très-confidentiellement à la Reine qu'il se contenterait au besoin de Lille, s'il fallait sacrifier Tournay pour ne pas retarder la pacification.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE VI

LE CONGRÈS D'UTRECHT.

Ouverture du congrès d'Utrecht. — Les plénipotentiaires. — Renonciation de Philippe V et des princes français. — Objections du Roi et réplique de Saint-John. — Alternative laissée à Philippe V. — Il préfère l'Espagne à la France. — Dunkerque remise en gage. — Neutralité militaire des Anglais.

Ce fut seulement le 29 janvier 1712 que les conférences s'ouvrirent à Utrecht. Les États-Généraux avaient accepté le lieu et la date sur lesquels les gouvernements de France et d'Angleterre étaient tombés d'accord. Mais, en différant, dans l'espoir de parvenir, par ses audacieuses intrigues, à troubler leur bonne harmonie, la remise des passe-ports destinés à nos plénipotentiaires, Buys avait retardé la réunion du congrès. Partis de Versailles le 19 janvier, le maréchal d'Huxelles, l'abbé de Polignac et Ménager furent accueillis sur leur passage, par les autorités hollandaises, avec la plus respectueuse déférence. Dans toutes les villes qu'ils traversèrent, les échevins se portèrent à leur rencontre, et ils furent salués par des salves d'artillerie. Ces témoignages affectés étaient de bon augure. Évidemment Leurs Hautes Puissances désiraient effacer, autant que cela leur était possible, les souvenirs douloureux de Gertruydenberg et voulaient partager avec l'Angleterre l'honneur de la réconciliation, afin d'avoir part au profit. L'attitude des fonctionnaires impériaux fut toute différente. A



Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Bruxelles, comme à Anvers, aucun hommage ne fut rendu aux représentants du Roi. « Les commandants pour l'Em- « pereur, dans l'une et l'autre de ces villes, s'excusèrent, dit « Torcy, de faire tirer le canon, sous prétexte que leur « maître ne voulait avoir aucune part aux négociations de « la paix. » Éclatant, dès leur début, le contraste devait se maintenir pendant toute leur durée en s'accusant chaque jour davantage. A la Haye comme à Gertruydenberg, les représentants des intérêts de la Ligue n'avaient pas mis en doute, un instant, la cession de l'Espagne et des Indes à l'archiduc Charles. On disait tout bas qu'il n'en était plus question ; qu'en réalité la paix était déjà faite à Paris comme à Londres, et qu'une de ses premières conditions était le maintien de Philippe V sur le trône. Une irritation profonde s'était emparée de tous les esprits à la cour de Vienne. Il est vrai que les temps étaient bien changés. Joseph Ier venait de mourir ; Charles VI lui succédait. Les deux couronnes d'Autriche et d'Espagne seraient-elles réunies sur le même front? La formidable puissance de Charles-Quint allait-elle ressusciter? Cette perspective faisait trembler l'Europe.

Elle était presque tout entière représentée au congrès. A côté des plénipotentiaires de France, d'Angleterre et de Hollande : Huxelles, Polignac, Ménager, Robinson, évêque de Bristol, et Strafford, ambassadeur à la Haye [1], Buys et Van der Dussen [2], les deux députés d'Amsterdam et de Tergow, déjà bien connus du lecteur, siégaient ceux de

[1] On a vu que la Reine avait nommé Prior comme troisième plénipotentiaire, mais Harley et Saint-John voulurent l'avoir sous la main en prévision des messages qu'ils pourraient avoir à lui confier.

[2] Les États-Généraux avaient désigné huit autres députés pour défendre leurs intérêts, entre autres le sieur de Randwick, qui avait le pas sur tous les autres ; Goslinga, qui joua plus tard, en Espagne, un rôle important ; le comte de Bechteren, dont il fallut bientôt réprimer les insolentes allures, et le comte d'Innhausen.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Savoie, le comte de Maffée, le marquis du Bourg et le sieur de Mallarède; ceux du Portugal, le comte de Taruca et don Louis d'Acunha ; ceux de Prusse, le comte de Dœnhoff, le comte de Metternich, le baron de Biberstein; celui du Pape, le cardinal Dominique Passionei[1]; ceux de Venise et de Gênes, le procureur Ruzzini et le sieur de Sorba. L'Électeur de Bavière avait envoyé à Utrecht le baron de Maknecht ; l'Électeur de Cologne, le baron de Karis; l'Électeur de Mayence, le comte de Stadion; l'Électeur de Saxe, roi de Pologne, les comtes de Werthern et de Lagnasco, ainsi que le baron de Gersdorf; l'Électeur de Hanovre, le baron de Bothmar, que l'on a déjà vu figurer à Londres; l'Électeur palatin, le baron de Hundheim, dont le nom paraîtra plus d'une fois dans la suite de cette étude. Sur la demande formelle de Louis XIV, et pour satisfaire aux exigences des États-Généraux qui affectaient de ne reconnaître à Philippe V aucun droit souverain, le jeune roi s'était abstenu d'abord de désigner un ambassadeur au congrès; mais le 28 décembre 1711, il avait fait passer ses pleins pouvoirs à son aïeul, lui promettant de ratifier tout ce qu'il jugerait convenable de conclure, dans l'intérêt de l'Espagne, avec les alliés. Le comte Zinzendorf, assisté du comte de Corsana et du sieur de Consbruck, était chargé des intérêts de l'Empereur. Toutefois, il ne devait pas intervenir « s'il ne

[1] Un des hommes les plus distingués qui aient porté la pourpre romaine. Clément XI, qui faisait grand cas de sa remarquable érudition et de son tact parfait, lui avait donné sa confiance. Chargé par lui, en 1706, de remettre la barrette au nonce Gualterio, il se fixa, pendant deux ans, à Paris, où il se fit avantageusement connaître des personnages politiques et dee savants. Dominique Passionei représenta successivement le Saint-Siége en qualité de légat, à Utrecht (1712), à Bade (1714), puis, comme nonce, en Suisse (1721) et à Vienne (1730). Il fut nommé archevêque d'Éphèse *in partibus* (1731), cardinal (1738), secrétaire des Brefs et bibliothécaire du Vatican (1755). Trois ans plus tard, il obtenait dix-huit voix dans le conclave qui donna la tiare à Clément XIII. Né en 1682, mort en 1761.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« recevait l'assurance que tout ce que l'on débitait comme « préliminaires conclus n'était que de simples projets qui « n'obligeaient personne [1] ». Tous les membres du congrès ne sont pas désignés dans les lignes qui précèdent. « Quatre-« vingts Excellences, dit le comte de Garden, dans son *His-« toire générale des traités de paix,* sous les noms de plé-« nipotentiaires, ambassadeurs, députés, agents et autres « titres plus ou moins distingués, se trouvèrent ainsi réunies. « Elles arrivaient de toutes les parties de l'Europe, fournies « de prétentions et de demandes, bien munies de diplômes, « d'arguments, et aiguillonnées du désir de les faire valoir. « Qu'on se représente, ajoute-t-il, les plénipotentiaires de « France, qui n'étaient que trois, continuellement harcelés « par les représentants de tant de princes, et on aura une « idée des difficultés de leur position. »

Il y avait lieu de croire cependant que, parmi ces difficultés, les plus graves avaient été aplanies par les préliminaires de Londres, tant l'accord qu'ils consacraient paraissait ferme et sincère, lorsqu'une suite d'événements imprévus et douloureux qui s'abattirent, en quelques jours, sur la famille royale de France, vint subitement tout remettre en question.

En quelques mois, le grand Dauphin, fils unique de Louis XIV, son fils le duc de Bourgogne, son petit-fils, le duc de Bretagne, étaient morts. Toutes les espérances de la dynastie reposaient maintenant sur le second et dernier fils du duc de Bourgogne, un enfant de deux ans à peine, frêle et maladif. Il était probable que Philippe V deviendrait avant peu, par la force même des choses, le successeur légitime de son aïeul. Si l'Angleterre et la Hollande étaient disposées à ne pas souffrir que l'archiduc d'Autriche fût, à la fois, empereur d'Allemagne et roi d'Espagne, elles

[1] Comte DE GARDEN, *Histoire générale des traités de paix.*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

n'eussent jamais toléré que Philippe V régnât, en même temps, sur la France et sur la péninsule Ibérique. La paix ne serait donc jamais conclue tant que la réalisation de cette redoutable éventualité resterait possible. A vrai dire, les réunions des congrès eurent lieu seulement pour la forme, aussi longtemps que l'affaire capitale de la renonciation du roi Philippe au trône de France, et des princes français au trône d'Espagne, n'eut pas reçu, officiellement et solennellement, une solution définitive.

Comment obtenir cette solution? Comment établir cette garantie absolue qui seule pouvait assurer l'heureuse issue des conférences? La difficulté est très-grave. Outre que les lois fondamentales du royaume paraissaient ne point autoriser la renonciation de Philippe V, les perspectives qui épouvantaient les alliés consolaient le vieux roi de ses infortunes domestiques, relevaient ses espérances brisées, séduisaient son esprit toujours animé de vastes projets, malgré les accablantes leçons de l'expérience, charmaient aussi la jeune imagination du roi d'Espagne. Harley, cousin du comte d'Oxford, et l'abbé Gautier étaient venus, l'un à Utrecht, pour déclarer, au nom de la Reine, que toute négociation devait être rompue si Louis XIV refusait la garantie impérieusement exigée par le repos de l'Europe, l'autre, à Versailles, pour y remettre un mémoire dans lequel le gouvernement britannique demandait que Philippe V se hâtât d'assurer ce repos par sa renonciation formelle et authentique à la couronne de France, en faveur du duc de Berry, son frère. Torcy dépêcha immédiatement l'abbé au congrès, et le chargea d'y présenter les justes observations du Roi. « La matière, devait-il dire, est assez « importante pour se donner le temps de délibérer sur la « décision. Le Roi, maître de son État, ne l'est pas d'en « changer les lois fondamentales. C'est ce que démontre

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« très-bien un fameux magistrat, Jérôme Bignon, avocat « général, lorsqu'il écrit qu'en vertu de ces lois, le prince « qui est le plus proche de la couronne en est héritier de « *toute nécessité;* que c'est un héritage qu'il ne reçoit ni du « Roi, son prédécesseur, ni de la loi; de sorte que, lors- « qu'un roi vient à mourir, l'autre lui succède immédiate- « ment, sans demander le consentement de personne; qu'il « succède, non comme héritier, mais comme le maître du « royaume, dont la seigneurie lui appartient, non par « choix, mais seulement par le droit de naissance; qu'il « n'est obligé de sa couronne, ni à la volonté de son pré- « décesseur, ni à aucun édit, ni à aucun traité, ni à la libé- « ralité de qui que ce soit; qu'il ne l'est que de la loi, cette « loi étant estimée l'ouvrage de Celui qui a établi les monar- « chies, et qu'on tient, en France, qu'il n'y a que Dieu qui « puisse l'abolir, par conséquent qu'il n'y a aucune renon- « ciation qui puisse la détruire[1]. »

Ces commentaires un peu subtils de la loi salique et du droit divin n'étaient pas faits pour ébranler les convictions pratiques et positives des conseillers de la reine Anne. Louis XIV, à vrai dire, ne s'illusionnait pas beaucoup à cet égard. Il avait instruit, lui-même, Philippe V de la nouvelle demande des alliés; il lui avait mandé, le 9 avril, que « cette demande, qui touchait personnellement Sa Majesté « Catholique, était de ces délibérations où l'on devait « prendre conseil de soi-même et décider, et qu'Elle devait « faire savoir, au plus tôt, sa résolution, tant les moments « étaient précieux dans les conjonctures présentes » . (*Mémoires de Torcy.*) Il avait chargé Bonac[2], son ambassadeur, de

[1] *Mémoires de Torcy.*

[2] Le marquis de Bonac, qui représenta la France à Cologne (1699), à Danzig et à Varsovie, où il fut chargé, en 1706, d'offrir les compliments de Louis XIV au nouveau roi, Stanislas Leczinski, à Madrid, où il rem-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

faire entendre à son petit-fils des conseils de modération et de prudence. Ce fut le 5 avril que Gautier, arrivé la veille à Utrecht, transmit aux représentants de la France et de l'Angleterre les scrupules du Roi et ses objections *constitutionnelles*. « Nous voulons croire, écrivit, quelques jours « plus tard, Saint-John à Torcy, que vous tenez, en France, « qu'il n'y a que Dieu seul qui puisse abolir la loi sur « laquelle votre droit de succession est fondé; mais vous « nous permettrez aussi de croire, en Angleterre, qu'un « prince peut se départir de ces droits par une cession « volontaire, et que celui en faveur de qui il aurait fait « la renonciati on pourrait être soutenu avec justice, dans « ses prétentions, par les puissances qui en auraient garanti « les traités. La Reine m'ordonne de vous dire, ajoutait-il, « que cet article est de si grande conséquence, tant à son « égard qu'à celui de toute l'Europe, pour le siècle présent et « pour la postérité, qu'elle ne peut consentir à continuer la « négociation, à moins qu'on accepte l'expédient qu'elle a « proposé ou un autre qui soit également solide. » La rigueur de cette déclaration péremptoire fut adoucie par l'offre d'une alternative. Ou bien Philippe V renoncerait formellement à la couronne de France et continuerait à régner sur l'Espagne ainsi que sur les Indes; ou bien il renoncerait à la couronne d'Espagne qui serait dévolue au duc de Savoie; il recouvrerait ses possessions italiennes, les royaumes de Naples et de Sicile, le Montferrat et le Mantouan, auxquelles

plaça Blécourt (1711), enfin à Constantinople (1716), où il releva des Alleurs, était un diplomate de mérite. La faveur dont jouissait, à la cour, son oncle *Bonrepos* avait protégé ses premiers pas. Ancien commis dans les bureaux de la marine, Bonrepos avait fait son chemin grâce à celle de Seignelay et de Croissy, dont il sut gagner la confiance. Il fut plus tard ambassadeur en Danemark et en Hollande. « Le Roi, dit Saint-Simon, « le traitait avec bonté, madame de Maintenon aussi. Il était estimé et sur « un pied de considération dans le monde, avec de l'esprit, de l'honneur, « de la capacité et des talents. »



Digitized by Google · Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

on ajouterait le Piémont, et il conserverait ainsi tous ses droits au trône de France. Toutefois, s'il y montait un jour, la Sicile serait remise à l'Empereur.

Entre ces deux partis, Philippe V n'hésita point. Son aïeul préférait de beaucoup le second. Le glorieux espoir que son successeur régnerait un jour sur la France, pacifiée par les soins laborieux et agrandie par les habiletés de sa politique après tant de lamentables revers, faisait tressaillir toutes les vieilles fibres de son cœur. « Je vous avoue, « écrivait-il au jeune roi d'Espagne, le 18 mai 1712, que, « nonobstant la disproportion des États, j'ai été sensible- « ment touché de penser que vous continueriez de régner; « que je pourrais toujours vous regarder comme mon succes- « seur et que votre situation vous permettrait de venir, de « temps en temps, auprès de moi. Jugez, en effet, du plaisir « que je me ferais de pouvoir me reposer sur vous pour « l'avenir, d'être assuré que, si le Dauphin vit, je laisserais, « en votre personne, un régent accoutumé à commander, « capable de maintenir l'ordre dans mon royaume et d'en « étouffer les cabales! que, si cet enfant vient à mourir « comme *sa complexion faible ne donne que trop sujet de le* « *croire*, vous recueillerez ma succession suivant l'ordre de « votre naissance; que j'aurais la consolation de laisser à « mes peuples un roi vertueux et qui, me succédant, réuni- « rait à sa couronne des États aussi considérables que la « Savoie, le Piémont et le Montferrat. Je suis flatté de cette « idée... Si la reconnaissance et la tendresse pour vos sujets « sont pour vous des motifs pressants de demeurer avec eux, « je puis dire que vous me devez les mêmes sentiments; « vous les devez à votre maison, à votre patrie, avant que « de les devoir à l'Espagne. »

« L'idée que Votre Majesté me met devant les yeux, ré- « pond le jeune monarque, de pouvoir me retrouver auprès

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« d'Elle, serait bien flatteuse pour moi... Mais il me semble « qu'il est bien plus avantageux qu'une branche de notre « maison règne en Espagne que de mettre la couronne sur « la tête d'un prince de l'amitié duquel elle ne pourrait s'as- « surer[1]; et cet avantage me paraît bien plus considérable « que de réunir, un jour, à la France, la Savoie, le Piémont « et le Montferrat. Je crois donc vous marquer mieux ma « tendresse et à vos sujets aussi, en me tenant à la résolution « que j'ai déjà prise... et je suis, en même temps, le parti « qui me paraît le plus convenable à ma gloire et au bien de « mes sujets, qui ont si fort contribué, par leur attachement « et leur zèle, à me maintenir la couronne sur la tête. »

Puisque Louis XIV entend que la décision appartienne tout entière à Philippe V, la renonciation du jeune roi d'Espagne au trône de France n'est plus douteuse; il reste à en régler, à en accomplir les formalités; il reste aussi à en tirer pour la conclusion de la paix le meilleur parti possible. Par un décret qui porte la date du 8 juillet 1712 et qui est communiqué officiellement au congrès d'Utrecht, Philippe publie la résolution qu'il a prise, malgré les instances du Roi son grand-père, et que lui ont inspirée son affection, aussi bien que sa reconnaissance envers ses sujets. « Il n'y aura donc plus rien, dit-il, à la fin de sa proclamation, « qui puisse m'empêcher désormais de vivre et de mourir « avec mes chers et fidèles Espagnols[2]. » De son côté, le

[1] Philippe, qui connaissait bien son beau-père, le *Renard de Savoie*, était certes en droit de croire que Victor-Amédée, devenu plus puissant, serait pour la France un voisin fort dangereux. Il est probable que son aïeul ne pensait pas autrement; mais la France, augmentée de toute l'Italie, n'eût pas eu à redouter beaucoup l'Espagne.

[2] Philippe voulut que sa renonciation fût un acte sérieux, capable de rassurer ses ennemis et ses sujets. « Il satisfit sur ce grand point, dit « Saint-Simon dans ses *Mémoires*, avec toute la solidité et la solennité « qui se pouvaient désirer, des lois, coutumes et usages d'Espagne. » En novembre 1712, il convoqua les Cortès, afin qu'elles ratifiassent les renon-


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

roi de France s'engage formellement, envers la reine Anne, à insérer, dans le traité définitif, l'acte de renonciation de son petit-fils et à le faire enregistrer par les parlements français[1]; puis, en compensation de ce nouveau et pénible sacrifice que lui imposent son amitié pour la Reine et son ardent désir de mettre fin aux maux de la guerre, il demande nettement une suspension d'armes entre la France et l'Angleterre.

La négociation en est laborieuse. Le gouvernement anglais ne se refuse pas à interrompre les hostilités, mais il y met pour condition que Dunkerque sera occupée

ciations » devant lord Lexington, que le gouvernement de la Reine avait « envoyé comme ambassadeur extraordinaire en Espagne pour en être « témoin. L'acte qui les constatait et qui les sanctionnait portait *expres-* « *sément* que Philippe renonçait à toutes prétentions, droits et titres que « lui et sa postérité avaient ou pourraient avoir à l'avenir à la couronne « de France; qu'il consentait, pour lui et sa postérité, que ce droit fût « tenu et considéré comme passé au duc de Berry, son frère, et à ses des- « cendants et postérité mâle, et, au défaut d'héritiers mâles de ce prince, « au duc d'Orléans, son oncle, et à sa postérité mâle, et, au défaut de ce « prince et de sa postérité mâle, au duc de Bourbon, son cousin, et à ses « héritiers, et ainsi successivement à tous les princes du sang de France. »

[1] Une discussion longue et orageuse eut lieu, entre les conseillers de Louis XIV, sur la question de savoir quelles formalités devaient être remplies pour établir l'authenticité des renonciations, soit de celle que Philippe V avait déjà faite pour lui et ses descendants, soit de celles que les princes français devaient accomplir en ce qui concernait la couronne d'Espagne et qui étaient une conséquence indispensable de la première. Les uns voulaient qu'elles fussent enregistrées par les États-Généraux; suivant l'opinion des autres, il suffisait qu'elles fussent enregistrées par les Parlements. Saint-Simon fit un gros ouvrage sur la matière et la traite longuement dans ses *Mémoires*. Le dissentiment fut si vif que Beauvilliers, « cet « homme si mesuré, si sage, si modeste et accoutumé à n'être qu'un et en « tout avec le duc de Chevreuse et à lui déférer, se changea en un autre « homme... et tomba *comme un faucon* sur son vertueux beau-frère ». Le Roi les mit tous d'accord en déclarant que, dans son opinion, l'enregistrement suffisait. Il eut lieu le 15 mars 1713, un peu avant la paix d'Utrecht, en audience solennelle, devant les ducs et pairs convoqués, pour la circonstance, suivant la demande des ducs de Berry et d'Orléans qui signèrent eux-mêmes leur renonciation. Le même jour, les lettres patentes, par lesquelles Louis XIV déclarait maintenir les droits de Philippe V à sa succession, furent *rayées* des registres du Parlement.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

immédiatement par ses troupes, que le port de cette ville sera comblé et que ses écluses soient détruites, que Cambrai recevra, jusqu'à la conclusion des traités, une garnison hollandaise. Louis XIV accorde l'occupation provisoire de Dunkerque; toutefois il juge convenable qu'en retour d'une aussi importante concession, le gouvernement de la Reine lui garantisse la cession de Tournay à la France; il ne peut consentir, d'ailleurs, à la destruction des écluses, parce qu'elle causerait infailliblement la ruine de tout le pays d'alentour. Quant à permettre que les soldats des États-Généraux entrent, sans coup férir, dans une ville française, « il aimerait mieux rompre les négociations que d'admettre « une clause si contraire à son honneur et au bien de son « royaume ». (TORCY.) Charmée d'avoir obtenu la certitude que Dunkerque sera remis entre ses mains et s'inquiétant peu, au fond, des questions de détail, la Reine a mis sous les yeux du Parlement (17 juin), avec confiance et fierté, l'exposé de la situation politique. Elle a parlé longuement des avantages qu'elle était assurée d'obtenir pour la Grande-Bretagne et pour ses alliés, des engagements déjà pris par Louis XIV et « des bienfaits abondants de la paix future ».

Les communes ont accueilli sa harangue avec enthousiasme, et leurs applaudissements répétés, qui, malgré les manœuvres envieuses des whigs, retentissent dans toute l'Europe, sont des ordres péremptoires auxquels les ministres doivent obéir. Il semble, dès lors, que tout obstacle ait disparu. Saint-John, qui, récemment élevé à la pairie par la reconnaissance royale, est devenu le vicomte de Bolingbroke, s'est hâté de faire parvenir à Versailles le projet d'un traité stipulant, en quatre articles, les clauses de la suspension d'armes et que le Roi autorise Torcy à signer après y avoir introduit quelques modifications sans importance. Il y est dit que les hostilités seront interrom-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pues pendant deux et même pendant quatre mois, si cela est indispensable; — que, dans cet intervalle, les renonciations de Philippe V et des princes français seront ratifiées solennellement par les Pouvoirs du Royaume; — que les lettres patentes, consenties en 1700, par Louis XIV, au roi d'Espagne pour maintenir ses droits à la couronne de France, seront rayées des registres du Parlement, *abolies et annulées;* — que les troupes anglaises occuperont Dunkerque le jour même où commencera la suspension d'armes, et y demeureront jusqu'au moment où la Hollande aura fait les concessions justement dues à la France pour la destruction des forts et des écluses de cette ville [1]; — enfin que, pendant cette occupation, l'administration civile sera conservée aux autorités françaises et le commerce maritime ne sera point interrompu.

Le duc d'Ormond a déjà l'ordre de se tenir soigneusement sur la réserve et d'éviter prudemment de combattre, « *à moins qu'il n'y voie un avantage apparent et considérable* ». Il est même autorisé à se mettre en relation, s'il le juge convenable, avec le maréchal de Villars. Cependant, cet ordre et cette permission doivent rester, jusqu'à nouvel ordre, absolument secrets. La situation du successeur de Marlborough est embarrassante et gênée au plus haut point. Les généraux des alliés le soupçonnent et le surveillent. Il ne peut agir et il ne peut parler. Le traité qui règle la suspension d'armes le dégage. L'évêque de Bristol, qui représente seul au congrès les intérêts de l'Angleterre, pendant l'absence du comte de Strafford, mandé à Londres pour y recevoir les instructions verbales de la Reine, déclare publiquement à ses collègues que la suspension est résolue.

[1] La prospérité maritime et l'importance militaire de Dunkerque offusquaient, depuis longtemps, l'ambition jalouse de la Hollande.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Ormond en reçoit l'avis *officiel,* et prend, sans retard, l'attitude que la situation lui commande. Il refuse de coopérer au siége de Landrecies [1], et enjoint à tous les officiers des troupes qui agissent sous son commandement de rester dans l'inaction.

Les Hollandais se croient perdus; ils se plaignent hautement, en termes violents et amers, de cette défection si imprévue, de cette injustifiable trahison qui livre la Hollande aux Français. L'armée entretenue par l'Angleterre comprend soixante-cinq bataillons et quatre-vingt-quatorze escadrons. Privé du concours de cette force considérable, le prince Eugène n'est plus en état de tenir tête au maréchal de Villars et de défendre la cause commune. La situation si belle, si brillante, si prospère, il y a quelques jours à peine, est maintenant désespérée. Mais une déception cruelle attend Louis XIV. Eugène de Savoie fait si bien que toutes les troupes étrangères soldées par le gouvernement anglais, à l'exception de quatre escadrons de Holstein et de deux escadrons du régiment de Walef [2], se refusent absolument à suivre le général anglais, *à moins qu'ils n'en reçoivent l'ordre formel de leurs souverains,* et il manœuvre si habilement que cet ordre n'est point donné.

Le résultat de la suspension d'armes est donc insignifiant. Le généralissime autrichien commande une armée beaucoup plus nombreuse que la nôtre, et si Landrecies succombe, la route de Paris est ouverte. Les exigences des Hollandais et des Autrichiens seront certainement maintenues. Livrer Dunkerque aux Anglais, dans cette occurrence, ce serait payer trop cher une neutralité, assurément bienveillante et sincère, mais que les circonstances ont rendue, par le fait, impuissante et inféconde. Tel est le

[1] Voir le récit des faits militaires.

[2] Régiment de dragons levé par la ville de Liége.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

langage que tient Louis XIV, irrité et découragé, au gouvernement de la Reine. Celle-ci lui répond immédiatement par de formelles assurances qui dissipent ses inquiétudes. Si le duc d'Ormond ne peut pas se faire obéir, les plénipotentiaires anglais déclareront formellement à Utrecht que non-seulement la Reine supprimera tous ses subsides, mais encore qu'elle se considérera, en conscience, comme absolument libre de continuer la négociation, soit en Hollande, soit ailleurs, sans se mettre en peine du concours ou du refus de ses alliés. Conclure séparément un traité de paix et d'alliance avec l'Angleterre, rien ne pouvait être, dans les circonstances, plus avantageux pour les intérêts du royaume. Pleinement satisfait par ce rassurant message, Louis XIV s'empresse de reconnaître qu'il met fin à ses objections, et, dès le lendemain, une lettre de Villars autorise d'Ormond à occuper militairement Dunkerque. Il y entre le 19 juillet, au grand déplaisir des États-Généraux qui voient avec terreur un gage de cette importance entre les mains de leurs rivaux maritimes; quelques jours plus tard, afin de les mieux tenir en bride et de peser davantage sur leurs décisions, le général anglais, d'après le conseil de Louis XIV, introduisait de fortes garnisons dans Gand et dans Bruges.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE VII

DENAIN.

Exigences des alliés et fermeté de Louis XIV. — Hésitations de l'Angleterre. — Denain et ses conséquences. — Mission de Bolingbroke à Paris.

Si les ministres de la reine Anne avaient sérieusement résolu de contraindre ses alliés à faire la paix, par la neutralité militaire de la Grande-Bretagne, ils n'entendaient nullement que cette neutralité eût pour conséquence l'abandon des intérêts politiques de la coalition. Ils voulaient seulement imposer aux exigences de leurs amis du continent de raisonnables limites pour qu'il fût possible à Louis XIV de les subir et de terminer enfin cette guerre cruelle, dont la continuation compromettrait fatalement l'avenir du Royaume-Uni. Saint-John et Harley avaient même pris soin, pendant qu'ils négociaient les préliminaires de Londres et qu'ils échangeaient avec Torcy les plus cordiales assurances, de calmer les inquiétudes légitimes des États-Généraux, en leur accordant, le 22 décembre 1711, une *convention secrète* qui renouvelait les promesses de la Reine, affirmait sa fidélité à la cause commune, consacrait le maintien des traités conclus en 1701 et 1703 avec l'Empereur [1]. Rassurés antérieurement par cette conven-

[1] Voir l'Introduction. — Le traité du 7 septembre 1701, conclu, à la Haye, entre l'Empereur, l'Angleterre et la Hollande, est la base même de la grande alliance. Il stipule que les trois puissances réuniront leurs efforts pour donner pleine satisfaction à l'Empereur, en raison de ses droits sur la monarchie d'Espagne; qu'elles réuniront leurs efforts pour s'emparer


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tion que Buys avait signée au moment de quitter Londres, n'ayant plus aucune inquiétude sur les conséquences matérielles de la suspension d'armes, puisqu'elle n'avait pas sensiblement diminué l'effectif des armées de la coalition, encouragés par la prise récente du Quesnoy, qui venait de tomber entre les mains du prince Eugène, et par le siége de Landrecies, notre dernier boulevard, les plénipotentiaires de la Hollande, de l'Empereur, de la Savoie, de la Prusse, du Portugal, des princes allemands qui s'étaient fait représenter à Utrecht, ne désarmaient pas, malgré la sage et conciliante attitude des ambassadeurs britanniques. On sait que les propositions de Louis XIV, dont nous avons donné plus haut l'analyse [1], avaient paru suffisantes au ministère anglais. Elles ne satisfaisaient ni la haine impitoyable de Heinsius, ni les rancunes du prince Eugène, ni les calculs ambitieux du comte de Zinzendorf. Ils désiraient tous trois ardemment la continuation de la guerre dans l'espoir que la reine Anne, malade depuis quelques mois, venant à disparaître, l'avénement de l'Électeur du Hanovre, vers

des Pays-Bas et de l'Italie; qu'elles ne feront la paix que d'un commun accord, après avoir assuré la satisfaction de l'Empereur, ainsi que la sûreté des Hollandais, et sous la condition formelle que les royaumes d'Espagne et de France ne pourront jamais être réunis. Les conventions de 1703 confirmèrent, étendirent ces premiers engagements et fixèrent les contingents respectifs des alliés.

[1] Satisfactions accordées aux Hollandais pour leur commerce et leurs barrières, sous la condition qu'ils concourussent au rétablissement de la paix; — entier rétablissement de l'électeur de Bavière, ou cession à ce prince des Pays-Bas à la condition que son fils épouserait la fille aînée de l'empereur Joseph; — Dunkerque provisoirement occupé par les Anglais, son port comblé, ses fortifications démolies; — Lille et Tournay rendues à la France; — le duc de Savoie reconnu roi de Lombardie et restituant Exilles ainsi que Fénestrelles; — le margrave de Brandebourg reconnu roi de Prusse et le duc de Brunswick-Lunebourg Électeur de Hanovre; — Kehl rendu à l'Empire; — démolition des forts de Strasbourg et des défenses élevées sur la rive gauche du Rhin, en face de Huningue; — l'Empereur remis en possession de Brisach s'il consentait au rétablissement des Electeurs; — Landau conservé par la France.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lequel les whigs tendaient impatiemment leurs bras, donnerait à la Ligue une force nouvelle et irrésistible qui achèverait d'écraser la France. Les représentants de Louis XIV et de la Reine à Utrecht n'étaient nullement pressés de conclure tant que la question de l'armistice restait pendante. C'était à Londres et à Versailles, ainsi que le soupçonnaient non sans raison leurs collègues, que se tenaient réellement et efficacement les conférences effectives. Maintenant que cette grave question était résolue, l'Autriche, la Hollande et l'Allemagne se montraient froides, hésitantes, leurs plénipotentiaires chicanaient, ergotaient sur tous les points à débattre; c'était à leur tour de traîner systématiquement la négociation en longueur et de ne faire aucune concession.

Aussi bien, Louis XIV, assuré de l'appui moral et des sympathies intéressées de l'Angleterre, ne pouvait-il, moins que jamais, souscrire à leurs exigences. L'Autriche voulait, pour elle, toute la monarchie espagnole *sans aucune compensation quelconque* en faveur de Philippe V et, pour l'Empire, la pleine restitution des villes et territoires que les traités de Westphalie, de Nimègue, de Ryswyk avaient cédés à la France [1]; — le Portugal, ami intéressé de l'Autriche, appuyait cette exorbitante prétention de toutes ses forces et se contentait de quelques bribes du territoire ibérique; — le souverain de la Prusse demandait, outre la reconnaissance formelle de sa nouvelle royauté, la Haute-Gueldre [2], les biens patrimoniaux de la maison d'Orange, Neufchâtel et le Valengin [3], ainsi que les territoires de la

[1] A savoir la haute et basse Alsace, Béfort, Brisach, Haguenau, la Franche-Comté, Strasbourg, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai, Aire, Saint-Omer, Ypres, Cassel, Maubeuge, Charlemont et d'autres places de moindre importance, dépendant des Flandres espagnoles.

[2] C'est-à-dire la ville de Gueldre et les territoires environnants, qui confinent au pays de Clèves.

[3] Frédéric-Guillaume les réclamait à titre d'héritier, par sa mère, Louise-



Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Franche-Comté, situés entre Neufchâtel et le Doubs, *prétendant que ces territoires constituassent sa barrière de sûreté;* — les États-Généraux exigeaient qu'on leur remît Luxembourg, Charleroi et Nieuport, qu'ils restitueraient eux-mêmes à l'Empereur, leur possesseur légitime; qu'on leur livrât Menin, Lille, Douai, Tournay, Aire, Saint-Venant, Béthune, Ypres, Warneton [1], Comines [2], Cassel [3], Valenciennes, Condé [4] et Maubeuge [5] dont ils feraient leur

Henriette d'Orange, du roi d'Angleterre Guillaume III (neveu de Louise-Henriette), mort en 1702 sans postérité directe. — Voir les notes suivantes.

[1] Petite ville de la Flandre occidentale (Belgique), située sur la Lys, à trois lieues sud-est d'Ypres.

[2] Ville d'environ six mille habitants, divisée par la Lys en deux parties, l'une française, l'autre belge, et située à quatre lieues nord de Lille. C'était une des places les mieux fortifiées du comté de Flandre. Le château, où naquit le célèbre historien Philippe de Comines, lui servait de citadelle. Il fut pris et ruiné en partie par le maréchal d'Humières, en 1674.

[3] Chef-lieu de canton du département du Nord, bâti sur une colline, à quatorze kilomètres nord-ouest de Hazebrouck, Cassel, le *Castellum Morinorum* des Romains, occupait jadis le centre d'une position stratégique très-importante. Plusieurs voies romaines, dont on voit encore les traces, y aboutissaient. Ruinée de fond en comble par les Vandales, occupée et rebâtie par les Francs, détruite de nouveau par les Normands, Cassel joua plus tard un rôle considérable dans l'histoire des Flandres. Plusieurs combats se livrèrent sous ses murs. Les plus importants furent ceux dans lesquels Philippe Ier fut battu par Robert le Frison (1071), l'armée flamande par Philippe de Valois (1328), et le prince d'Orange par le duc d'Orléans (1677). Cassel fut cédé à la France par le traité de Nimègue.

[4] Petite place de guerre située, au confluent de l'Escaut et de la Hayne, à trois lieues nord de Valenciennes. Louis XI s'en empara sur les Flamands en 1478. Elle passa ensuite sous la domination autrichienne et fut prise, perdue, reprise plusieurs fois par nos armées sous le règne de Louis XIII et de Louis XIV, puis définitivement cédée à la France par le traité de Nimègue. Condé est actuellement l'un des chefs-lieux de canton du département du Nord.

[5] Ville de guerre beaucoup plus importante que Condé, bâtie sur la Sambre, à quatre lieues nord d'Avesnes et à huit lieues sud-est de Valenciennes. Elle doit son origine à un célèbre monastère fondé en 650 par sainte Aldegonde. Tour à tour ravagée par les Normands, soumise, pendant plusieurs siècles, au comté de Hainaut, ensuite à l'Autriche, prise et incendiée par Louis XI, François Ier et Henri II, reprise par le duc d'Harcourt (1635), Maubeuge fut annexée à la France par le traité de


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

barrière; qu'on rétablît, en faveur du commerce maritime de la Hollande, le tarif de 1664. — Il ne fallait rien moins au duc de Savoie, outre le rétablissement du *statu quo ante bellum,* que la cession de Briançon [1], de Montdauphin [2] et du fort Barraux [3]. — Les cercles d'Allemagne déclaraient qu'aucune satisfaction ne leur paraîtrait suffisante tant qu'un point quelconque des territoires, dépendant de l'Alsace ou de la Lorraine, dont le roi de France s'était injustement emparé, resterait en son pouvoir. — Enfin plusieurs des plénipotentiaires, notamment celui du Brandebourg, plaidaient avec ardeur, au nom de leurs souverains, la cause des protestants qui résidaient dans les provinces françaises ou qui avaient été exilés en Allemagne, en Hollande, en Angleterre; ils réclamaient, pour les uns, la liberté de conscience, pour les autres, la liberté des biens qu'on leur avait confisqués, ainsi que le droit de vendre ceux qu'ils possédaient encore.

Comme aucun des alliés ne semble d'humeur à réduire ses prétentions; comme, d'un autre côté, la mort de la Reine, que l'on attend d'un jour à l'autre, peut, en ramenant les whigs au pouvoir, remettre tout en question,

Nimègue. Elle tomba, en 1815, au pouvoir des alliés, qui l'occupèrent jusqu'en 1818. C'est un des chefs-lieux de canton les plus importants du département du Nord.

[1] Place très-forte, défendue par une triple enceinte, construite sur une colline que domine une citadelle, à la jonction de la Guisanne et de la Clairée, qui se réunissent pour former la Durance. Sous-préfecture des Hautes-Alpes.

[2] Montdauphin, dont Vauban et Catinat firent construire, en 1698, les importantes fortifications, n'est qu'un village du département des Hautes-Alpes, situé à l'embranchement de la Durance et du Guil, à cinq lieues nord-est d'Embrun.

[3] C'est le fort élevé, en 1596, par Emmanuel de Savoie, sur la rive droite de l'Isère, non loin du village de Barraux, à neuf lieues nord-est de Grenoble. Il fut conquis, peu de temps après sa construction, par Lesdiguières.

Pour ce qui concerne Menin, Tournay, Aire, Saint-Venant, Béthune et Ypres, voir les notes qui accompagnent le récit des faits militaires.



Digitized by Google   Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Louis XIV a pris la résolution de brusquer les choses. Pendant qu'il prescrit à ses représentants au congrès de se tenir sur la réserve, de ne plus témoigner le même empressement pour la conclusion de la paix, en un mot de *faire les fiers* particulièrement vis-à-vis des Hollandais afin de les intimider, il rappelle aux ministres anglais la promesse qu'ils lui ont faite spontanément et qui l'ont déterminé à remettre Dunkerque aux troupes de la Reine; il leur demande de se montrer fidèles à cette promesse, de ne pas différer davantage la conclusion d'une paix séparée avec la France, puisque les clauses essentielles de cette paix sont arrêtées depuis longtemps déjà, puisque les alliés de la Grande-Bretagne paraissent absolument résolus à continuer la guerre. Mais le cabinet de Londres, sans nier cet engagement, tergiverse, biaise et recule. Il se montre animé, tout à coup, d'un nouveau zèle en faveur du duc de Savoie et demande, pour lui, le royaume de Sicile : « C'est une « chose, écrit Bolingbroke, dont la Reine ne saurait se « désister. » Au fond, ce que veut l'Angleterre, c'est gagner du temps. Ses intérêts politiques sont amplement garantis par l'occupation de Dunkerque et ses intérêts pécuniaires par l'armistice. Ses alliés viennent de prendre le Quesnoy. Si Landrecies capitule, que ne pourra-t-elle pas obtenir de Louis XIV qui aura vu tomber, pour ainsi dire, le dernier rempart de sa capitale? En tout cas elle peut attendre sans courir aucun risque.

Le grand Roi ne croyait pas voir se dresser devant lui ce dernier obstacle. Au moment de toucher au port, après de si rudes tempêtes, le navire désemparé, qui portait la fortune de la France, était violemment repoussé parmi les écueils. La victoire de Denain[1] l'empêcha de s'y briser et

[1] 24 juillet 1711. Voir le récit des faits militaires.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lui permit enfin d'aborder au rivage. « Mon cousin, écrivit « de Fontainebleau Louis XIV au maréchal de Villars, le « 29 juillet 1711, quelques jours après la bataille, j'ai appris « avec une extrême satisfaction, par les lettres que vous « m'avez écrites le 24 et le 25 de ce mois, que vous avez « battu et entièrement défait le camp que commandait le « comte d'Albemarle à Denain... On ne peut trop louer la « manière dont vous en avez conçu le dessein, de concert « avec le maréchal de Montesquiou, le secret avec lequel « vous l'avez conduit, et tout ce que vous avez fait pour « l'exécuter avec autant de succès... Rien n'est plus capable « de favoriser et d'avancer les négociations de la paix... « que de reprendre cette supériorité que nos troupes « avaient eue pendant si longtemps et qu'elles avaient mal- « heureusement perdue depuis quelques années. Les puis- « sances qui délibèrent présentement et qui paraissent « résolues à *s'engager dans une nouvelle ligue*, deviendront « plus traitables lorsqu'elles verront que toutes les espé- « rances dont le prince Eugène les a flattées de pénétrer « dans mon royaume, s'évanouissent. *C'est le fruit que « j'espère retirer* du service très-important que vous venez « de me rendre [1]. »

Cet espoir, revenant au cœur du vieux monarque, qui chancelait, en dépit de son auguste sérénité, sous le poids de ses écrasantes infortunes, ne fut point déçu. En vain le prince Eugène s'efforça-t-il d'atténuer, aux yeux du congrès

[1] Le texte de cette lettre n'était sans doute pas connu des écrivains qui ont voulu, dans ces derniers temps, diminuer l'importance politique de la victoire remportée à Denain par le maréchal de Villars. Louis XIV n'était pas prodigue de louanges; il voyait très-clair, à cette époque surtout, dans ses affaires diplomatiques, et il n'avait pas coutume d'attribuer à ses généraux l'honneur qui appartenait à ses ministres. Torcy, jaloux d'un succès qui rendait sa tâche plus facile et qui en diminuait le mérite, a glissé trop vite, dans ses *Mémoires*, sur la bataille de Denain et sur ses incontestables résultats. Voir Annexe 14.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et du public, par les artifices de son habile langage, par les dehors affectés d'une confiance évanouie [1], la gravité du coup décisif qu'il venait de recevoir. On a vu quelle fut l'importance militaire de la victoire du 24 juillet 1711; le siége de Landrecies levé en toute hâte et le territoire national délivré; en moins de trois mois, Marchiennes, d'où les troupes alliées tiraient, en grande partie, leurs approvisionnements, Saint-Amand, Mortagne, Douai, Bouchain reconquis *et la barrière du royaume* ainsi restaurée; l'armée ennemie en pleine retraite et son général en chef, le prince Eugène, qui s'était cru un instant maître de Paris, devenu, ainsi que l'écrit Villars à madame de Maintenon, « simple spectateur « à Mons [2] » ; puis les Anglais se montrant de nouveau gracieux et empressés; les États-Généraux essayant de faire bonne mine à mauvais jeu, et conservant, pendant quelques jours encore, leur attitude hautaine, mais, au fond, terrifiés et ne tardant pas à solliciter l'intervention de l'Angleterre, comme le prévoyait judicieusement Louis XIV; en un mot, *les puissances, qui délibéraient à Utrecht et qui paraissaient résolues à s'engager dans une nouvelle ligue, rendues plus traitables,* par le spectacle imprévu de si glorieux et rapides succès. « Nous prenons la figure que les Hollandais « avaient à Gertruydenberg, écrivait Polignac à Torcy, et « ils prennent la nôtre, c'est une revanche complète. Le « comte de Zinzendorf sent bien vivement sa décadence. »

[1] « Il était important aux intérêts de l'Empereur d'entretenir en Hollande « les partisans de la guerre dans la haute opinion qu'ils avaient de la puis- « sance des États et de celle de leurs alliés; ainsi le prince Eugène eut « soin de répandre que la défaite de Denain ne dérangerait pas ses projets; « qu'il continuerait le siége de Landrecies; qu'après avoir pris cette place « il pénétrerait en France, ravagerait la Picardie, la Champagne, donne- « rait bataille, la gagnerait et se ferait voir victorieux aux portes de Paris. » *Mémoires de Torcy.*

[2] Voir le récit des faits militaires.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

La bataille de Denain avait eu lieu le 24 juillet; dès le milieu du mois d'août, Bolingbroke se rend lui-même en France, afin de s'entretenir directement avec Torcy et d'arriver, sans plus de retard, à vaincre les derniers obstacles. Il accepte l'hospitalité que lui offre la marquise de Croissy, mère du ministre d'État chargé des affaires étrangères, et les conférences s'engagent immédiatement entre les deux ministres, qui ne se connaissent pas encore personnellement, mais qui ont appris depuis longtemps, par leurs propres correspondances, par les communications verbales de leurs agents, Ménager, Gautier, Prior, à estimer leur caractère, la fidélité loyale qui les lie à leurs souverains, le dévouement patriotique avec lequel ils servent tous deux les intérêts de leur pays, la sincérité de leur zèle pour la prompte conclusion d'une paix honorable. Ils mettent d'abord la dernière main à la grave affaire des renonciations dont nous avons parlé plus haut et conviennent minutieusement des formalités politiques et juridiques qui doivent les constater, les confirmer dans les deux royaumes de France et d'Espagne; ils examinent, de nouveau, les satisfactions qu'il est nécessaire d'accorder aux alliés de l'Angleterre; ils arrêtent enfin, après plusieurs entrevues laborieuses, toujours amicales, quoique parfois un peu vives, les termes d'une convention qui complète l'armistice déjà conclu, en prolongeant la durée de la suspension d'armes et en stipulant qu'elle ne s'appliquera pas seulement aux Pays-Bas, mais comprendra généralement *toutes les opérations engagées, tant sur terre que sur mer,* entre la Grande-Bretagne et la France. La Reine demandait toujours qu'une barrière suffisante fût accordée au duc de Savoie, son fidèle allié; Louis XIV était résolu à ne lui laisser que Fénestrelles, Exilles et la vallée de Pragelas, tout en consentant, sur la pressante sollicitation de la Reine, à ce que Philippe V lui


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

abandonnât la Sicile. L'Électeur de Bavière était venu plaider sa propre cause à Versailles. Elle était particulièrement chère au Roi, qui avait d'abord proposé qu'on le mît en possession de la Sicile pour remplacer ses États perdus. Il fallait maintenant qu'il se contentât de la Sardaigne, puisque la Sicile était promise à Victor-Amédée, et, d'ailleurs, le cabinet de Londres se refusait péremptoirement à solliciter la restitution de son Électorat. Bolingbroke et Torcy conviennent que le roi d'Espagne s'engagera secrètement, vis-à-vis du premier ambassadeur anglais qui sera envoyé en Espagne, à procurer la Sicile au duc de Savoie et que les autres demandes présentées, soit par celui-ci, soit par les deux Électeurs de Bavière et de Cologne, soit par l'Empereur et l'Empire, seront discutées et résolues à Utrecht, par le congrès. Sur le renvoi du Prétendant, la reconnaissance par le Roi de la succession protestante, le choix des ambassadeurs qui représenteront les deux gouvernements, dès que la paix sera faite, l'entente est facile. Le 21 août, au sortir de la messe, Saint-John est reçu en audience particulière à Fontainebleau, où il est arrivé la veille avec Torcy et où le Roi lui a fait préparer un appartement magnifique. Présenté ensuite à la cour, il y séduit tout le monde par les grâces naturelles de sa personne et le charme entraînant de sa parole [1].

Louis XIV oublie, en sa faveur, ses habitudes solennelles; il lui témoigne la plus séduisante affabilité, comme s'il avait entrepris de faire sa conquête, et lui offre un diamant de grand prix qui avait appartenu au Dauphin. « Le « vicomte de Bolingbroke, disent les *Mémoires de Torcy*, « s'acquitta de la commission dont la Reine, sa maîtresse, « l'avait chargé, avec autant de grâce que de noblesse et « de respect en même temps pour la personne du Roi. Il

[1] Bolingbroke parlait merveilleusement la langue française.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« aurait acquis, dès ce moment, l'estime de Sa Majesté, « s'il ne l'avait déjà méritée par la conduite qu'il avait tenue « pendant le cours de sa négociation. Le Roi, qui joignait « à ses rares qualités celle de s'expliquer mieux que prince « au monde, lui répondit en termes choisis, non recherchés, « mais persuasifs..... Sa Majesté assura Bolingbroke qu'Elle « tiendrait exactement tout ce qu'Elle avait promis, et que « le succès de ses armes n'apporterait aucun changement aux « conditions dont Elle s'était contentée. » L'audience finie, la convention qui stipule l'armistice général est examinée de nouveau par les deux ministres et mise au net; elle est signée le soir même. « Bolingbroke, ajoutent les *Mémoires*, « partit peu de jours après, plein de zèle et de courage pour « achever heureusement l'ouvrage commencé. » (Torcy.)

Il quitta Paris le 26 août, y laissant, sur la demande expresse du Roi, son ami Prior, avec le titre officiel de ministre plénipotentiaire, et emportant, pour la Reine, une lettre ainsi conçue : « Madame ma sœur, je n'ai jamais « douté de la sincérité de vos intentions pour avancer la « paix; mais vous avez confirmé la juste opinion que « j'en avais en envoyant auprès de moi le vicomte de Boling- « broke, votre secrétaire d'État. Vous ne pouviez choisir « un ministre plus capable d'abréger et d'aplanir les diffi- « cultés de la négociation. Je suis persuadé que vous serez « aussi contente de ce qu'il a fait que j'ai été satisfait moi- « même de sa conduite et principalement des assurances « qu'il m'a données de vos sentiments pour moi. Quoique « je ne doute pas qu'il ne vous rende un compte exact de « ceux que je lui ai témoignés pour vous, je veux encore « ajouter que je n'oublierai rien pour entretenir, avec vous, « une amitié parfaite et pour vous montrer, en toute occasion, « que je suis, Madame ma sœur, votre bon frère, Louis. »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE VIII

SIGNATURE DE LA PAIX.

Incident Rechteren. — Déclaration péremptoire de l'Angleterre. — Évacuation de l'Espagne et neutralité de l'Italie. — Les protestants. — Signature des traités. — Isolement de l'Autriche.

Justement inquiets du voyage en France de lord Bolingbroke et des progrès de l'armée française dans les Pays-Bas, les États-Généraux, malgré les pressantes exhortations, les brillantes promesses, les imperturbables assurances du comte de Zinzendorf[1], commençaient à perdre contenance. Le congrès était interrompu en ce moment parce que les alliés de l'Angleterre, afin de donner au prince Eugène le temps de réduire la France aux abois, exigeaient que toutes les communications eussent lieu par écrit, tandis que les représentants de Louis XIV prétendaient que la discussion orale, qui permettait de résoudre plus vite les difficultés, était de beaucoup préférable. Maintenant que nos ennemis étaient en retraite et que nos troupes marchaient en avant, ils avaient tout intérêt à presser la négociation, pour conserver, autant que possible, leurs avantages diplomatiques. Heinsius s'adressa donc aux plénipotentiaires anglais et les pria de vouloir bien, par leurs influentes démarches, faire renouer les conférences. Elles allaient être reprises;

[1] « Il assura, dit Torcy, que le prince Eugène mandait au maréchal de « Villars qu'il donnerait bataille; que la victoire qu'il était sûr de rem« porter changerait en un instant la face des affaires; qu'il était de la « sagesse, comme de l'intérêt de la République, de temporiser. »


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

un incident vulgaire, une simple querelle de laquais vint compromettre, pour quelque temps, l'entente qui commençait, en apparence au moins, à se rétablir.

Le comte de Rechteren, député d'Over-Yssel, qui devait sa récente noblesse à la bienveillance particulière de l'Empereur, et qui s'était toujours signalé par son zèle ardent pour les intérêts de l'Autriche, aussi bien que par les violences du langage qu'il tenait à l'égard du Roi, déclara, un jour, qu'une réparation personnelle lui était due par Ménager, et que l'honneur des États-Généraux exigeait impérieusement qu'elle lui fût donnée. Les gens de notre ambassadeur, exaltés par la nouvelle de nos victoires et dépassant toute mesure, « avaient, dit-il, insulté les siens « par des grimaces et des gestes indécents ». (*Mémoires de Torcy*.) Il est vrai que l'irascible député ne jouissait pas d'un bien grand crédit; ses excès de table, bien connus du public, occasionnaient, sans doute, l'intempérance de ses discours. Ménager, toutefois, ne se refusait pas à punir les coupables pourvu que l'accusateur, témoin de cette regrettable scène, voulût bien les désigner. Mais celui-ci, sous le prétexte qu'il pourrait difficilement les reconnaître, demandait que ses domestiques pénétrassent dans l'hôtel de notre ambassadeur, afin de faire eux-mêmes l'enquête nécessaire, et Ménager déclinait cette enquête qu'il trouvait non moins inconvenante qu'inutile. Une rencontre fortuite, sur le mail d'Utrecht, où se trouvait la promenade publique, aggrava l'affaire. L'explication fut d'abord calme et polie. Notre ambassadeur expliquait paisiblement les motifs qui ne lui permettaient pas de consentir à la perquisition que demandait Rechteren, lorsque ce dernier, éclatant tout à coup : « Eh bien! s'écria-t-il, le maître et le valet se feront « donc justice; je suis revêtu du caractère d'un souverain « aussi bien que vous et ne suis pas homme à recevoir des


Digitized by Google · Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« insultes. » Quelques instants après, les domestiques de Ménager venaient se plaindre d'avoir été frappés et menacés de mort, et l'on entendait Rechteren dire à très-haute voix : « Mes gens ont bien fait; toutes les fois qu'ils le feront, je « les récompenserai, et s'ils ne le faisaient pas, je les chas- « serais... » Ainsi l'ambassadeur du roi de France avait été injurié par un député hollandais; l'insulte avait été grossière et, qui pis est, publique; l'aventure était fâcheuse. On y attacha d'autant plus d'importance que la population, surexcitée au plus haut point contre Louis XIV et son amie la reine Anne, demandait, à grands cris, la continuation de la guerre. Le bruit s'étant répandu que le duc de Savoie consentait à une suspension d'armes, la population de la Haye avait insulté son agent, le comte de Maffée, et l'on afficha, dans cette ville, un grand placard représentant une potence avec une roue au bas de laquelle figuraient ces mots, écrits en gros caractères : « Ainsi finira le comte de Strafford! »

Louis XIV reçut pourtant la réparation éclatante qui lui était due, et qu'il exigea avec une calme et froide insistance, parlant sans hésitation mais sans colère, ainsi que parlent les offensés sûrs de leur droit et de leur force. Le temps n'était plus où la Hollande pouvait impunément outrager et braver la France. Louis voulait que Rechteren fût publiquement désavoué, qu'on lui donnât un successeur au congrès, que les excuses de Leurs Hautes Puissances fussent présentées par ses collègues eux-mêmes. Les États-Généraux déclarèrent, le 20 septembre, que le député d'Over-Yssel avait agi à leur insu, qu'on ne manquerait pas de délibérer sur son remplacement, que, d'ailleurs, la République n'avait jamais perdu le respect ni la haute estime qu'elle devait à un grand roi. Cette réparation ne fut pas trouvée suffisante, et il fallut s'exécuter. Van der Dussen, le baron de Renswoude et le comte de Kniphausen,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tous trois plénipotentiaires de la Hollande au congrès, vinrent offrir à nos ambassadeurs les excuses de la République, et donnèrent lecture d'un acte solennel qui constatait la déférence des États-Généraux à l'impassible volonté du Roi [1]. Louis XIV permet alors la reprise des conférences.

Elles étaient interrompues depuis quatre mois, sans que la négociation fût effectivement suspendue. L'œuvre de la pacification marchait à grands pas. La défection de l'Angleterre a délié le faisceau de la coalition. Les succès foudroyants de nos armes paralyseront tous les efforts des diplomates qui veulent l'empêcher de se dissoudre. Sauf l'Empereur, qui n'abdiquera aucun de ses droits ou plutôt aucune de ses prétentions, chacun des membres de la Ligue a compris que la continuation d'une guerre sanglante, dans laquelle nous venons de reprendre l'avantage avec un irrésistible élan, serait désastreuse pour ses intérêts particuliers comme pour ceux de l'alliance en général, et qu'il est temps de faire la paix. Quand on la désire sincèrement de part et d'autre, on ne tarde guère à s'entendre et elle est bientôt conclue. Le duc de Savoie, sur les avis que lui donne lord Peterborough [2] au nom du gouvernement de la Reine, accepte les conditions que celui-ci a jugées suffisantes [3], et dépose les armes; le Portugal qui, depuis le traité de Methuen, subit absolument l'influence de l'An-

[1] Il y était dit que Rechteren n'avait jamais reçu aucun ordre qui pût autoriser sa conduite; que les États-Généraux le désapprouvaient et seraient très-fâchés si Sa Majesté pouvait croire qu'ils eussent eu l'intention de manquer au respect qui lui était dû; que la commission de Rechteren cesserait, et que Leurs Hautes Puissances écriraient aux États de la province d'Over-Yssel de nommer un autre plénipotentiaire. (*Mémoires de Torcy.*)

[2] Charles Mordaunt, comte de Peterborough, membre du Conseil privé, sous la reine Anne, et généralissime des troupes alliées en Espagne. Esprit actif, fécond, généreux. Il avait été lord de la Trésorerie sous Guillaume III. Né en 1662, mort en 1735. — Voir Annexe 75.

[3] C'est-à-dire la restitution, au duc de Savoie, d'Exilles, de Fénestrelles,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

gleterre à laquelle il a livré son commerce [1], abandonne les rêves d'ambition enfantés par les pompeuses promesses de l'Archiduc Charles; il déclare qu'il se contentera de quelques territoires situés sur les rives de l'Amazone, signe une trêve avec Philippe V, rappelle ses troupes de l'Estramadure. Le roi de Prusse qui sollicite, comme on l'a vu, la haute Gueldre, mais auquel les convoitises hollandaises font concurrence, met la main, en novembre 1712, sur la ville de Meurs, et se brouille ainsi avec les États-Généraux. Ceux-ci, bien qu'accablés sous le fardeau pécuniaire que leur impose l'entretien des troupes alliées, depuis l'armistice conclu entre Louis XIV et la Reine, se défendent encore. S'ils consentent à nous rendre Lille, ils veulent conserver Tournay, sans laquelle, disent-ils, leur barrière ne pourrait se tenir debout, et le Roi, malgré les instances de Bolingbroke, se refuse d'abord à leur en laisser la possession. On négocie très-activement, pendant quelques jours, entre Londres et Versailles. Prior se rend en Angleterre et remet à la Reine une lettre que lui adresse Louis XIV pour lui rappeler les promesses qu'elle a faites avant l'occupation de Dunkerque par ses soldats. A cette époque, elle favorisait ouvertement la restitution de Tournay à la France. Le Roi veut bien faire encore une concession, quelque importante qu'elle soit, à sa gracieuse alliée; mais il trouve juste de demander, en retour, que les États-Généraux se désistent de toute demande ultérieure; qu'ils se contentent du tarif

de la vallée de Pragelas, et les Alpes devenant la commune limite de ses États et de la France.

[1] Le traité conclu par Methuen, en 1703, au nom de la Grande-Bretagne, avec le gouvernement de Pierre II, a été abrogé un siècle plus tard (1819). En autorisant la libre importation des produits manufacturés de l'Angleterre qui fabriquait beaucoup mieux et à bien meilleur compte que le Portugal, en procurant l'échange des produits anglais contre l'or du Brésil, il entrava le développement de l'industrie et de la richesse nationales.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de 1664; qu'ils unissent leurs efforts à ceux de la Grande-Bretagne pour procurer à l'Électeur de Bavière non-seulement la Sardaigne, mais encore le Luxembourg et Namur; que les prétentions de l'Empereur et de l'Empire, relatives à la *barrière du Rhin,* ne soient plus appuyées désormais ni par la Hollande, ni par l'Angleterre; que, si ces conditions ne sont pas accueillies par Leurs Hautes Puissances, la signature de la paix entre la France et la Grande-Bretagne ne soit pas différée davantage.

Aucun motif sérieux n'engage plus l'Angleterre à en retarder les conclusions. La Reine a rétabli officiellement ses relations diplomatiques avec la France et l'Espagne. Le duc de Shrewsbury[1] et lord Lexington la représentent à Paris et à Madrid. Louis XIV et Philippe V ont nommé le duc d'Aumont[2] et le marquis de Montelcone ambassadeurs

[1] Né en 1660, mort en 1718, *Charles Talbot,* comte, puis duc de Shrewsbury, d'abord chambellan de Jacques II, perdit bientôt sa confiance en se montrant le zélé défenseur de l'Église anglicane, et fut un des principaux chefs du parti qui donna la couronne à Guillaume III. Ce prince le nomma conseiller privé et conseiller d'État (1688). Il fut ministre de 1694 à 1699. Anne le fit grand chambellan (1710), ambassadeur extraordinaire en France (1712), vice-roi d'Irlande (1713), puis grand chancelier de la couronne. Il continua ces fonctions sous George I[er]. Le charme séduisant de ses manières, la beauté de sa figure, l'affabilité de son caractère, l'avaient fait surnommer le *roi des cœurs.* L'ambassade de France était d'abord destinée au jeune duc de Hamilton, l'un des favoris de la Reine. Mais ce dernier venait d'être tué dans un duel avec lord Mohun qui, lui aussi, y avait trouvé la mort.

[2] Issu d'une vieille famille de Normandie dont un membre accompagna saint Louis en Palestine, et qui s'illustra par les services militaires qu'elle rendit à la France, le duc était fils du maréchal Jacques d'Aumont, mort en 1669, après avoir porté les armes, pendant cinquante et un ans, pour son pays. Le représentant de Louis XIV à Londres était, s'il faut en croire Saint-Simon, « un homme de beaucoup d'esprit, mais qui ne savait rien; à « paroles dorées, sans foi, sans âme, de peu de représentation à la guerre « pour en parler sobrement, et à qui son ambassade ne réussit ni en Angle- « terre, ni en France. Le duc d'Aumont, dit-il encore, était d'une force « prodigieuse, d'une grande santé, débauché à l'avenant, d'un goût excel- « lent, mais entièrement cher en toutes sortes de choses : meubles, orne-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

à Londres, où ce dernier reçoit un accueil particulièrement honorable. Les Cortès d'Espagne (novembre 1712) ont pleinement ratifié les renonciations de Philippe V, aussi bien que celles des ducs d'Orléans et de Berry, en présence de l'envoyé britannique. Il est convenu qu'elles seront enregistrées par le Parlement, en audience solennelle, devant lord Shrewsbury, aussitôt après son arrivée. Toutes les questions qui intéressent particulièrement les Anglais, leur religion, leur politique, leur navigation, leur commerce, ont été déjà réglées par des engagements réciproques, à leur plus grand avantage. Une dernière transaction a donc lieu. La Reine accepte en partie, notamment pour ce qui concerne les intérêts de l'Électeur [1], les propositions que renferme la lettre de Louis XIV; elle renvoie Prior à Paris pour l'en informer, et, les ministres du Roi s'étant montrés satisfaits, elle déclare formellement aux États-Généraux (7 décembre 1711) que si, dans le délai de trois semaines, ils ne souscrivent pas aux conditions raisonnables, mutuellement agréées par les cabinets de Londres et de Versailles, *elle traitera séparément avec la France.*

« ment, bijoux, équipages... Il s'était marié, par amour réciproque, avec « mademoiselle de Piennes, dont la mère était Godet comme l'évêque de « Chartres. »

[1] « Prior fit reconnaître à Torcy que, jusqu'à ce moment, la Reine « n'avait pas cru devoir entrer dans les intérêts de l'Électeur de Bavière... « mais que, depuis qu'elle avait su que le Roi s'intéressait particulièrement « aux avantages de l'Électeur, et que ce serait faire plaisir à Sa Majesté « que d'y contribuer, la Reine avait ordonné à ses plénipotentiaires à « Utrecht d'établir, *comme condition de la paix,* que la Sardaigne serait « cédée à l'Électeur pour le dédommager, par l'acquisition d'un royaume « et de la dignité royale, de la perte du Haut-Palatinat et du rang de pre- « mier Électeur... qu'en attendant qu'il fût mis en possession de la Sar- « daigne, il garderait ce qu'il possédait alors dans les Pays-Bas, mais avec « garnison hollandaise, car il ne fallait pas se figurer que les Hollandais « crussent leur barrière assurée s'il y avait d'autres troupes que celles de « la République dans les places dont l'Électeur serait le maître. » (*Mémoires de Torcy.*)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Ce ferme langage est entendu. Il met fin aux dernières hésitations des Hautes Puissances. Elles répondent, après avoir hasardé quelques objections pour la forme, « qu'au surplus », elles s'en remettent à la grande sagesse de Sa Majesté, à son zèle pour le bien de l'Europe, à son affection pour leur République, et promettent de se conformer à ses sentiments [1]. Quelques jours après (29 janvier 1713), leurs députés au congrès signent, avec les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, une convention *secrète,* qui oblige la Hollande à garantir les droits de la Reine ainsi que de la maison de Hanovre au trône de la Grande-Bretagne, et à se tenir pour satisfaite de la barrière dont sa bonne alliée se contente. C'est l'heureux et sage prélude des célèbres traités d'Utrecht.

Zinzendorf cependant ne capitule pas. Les troupes autrichiennes, sous la conduite de Stahremberg, guerroient toujours en Catalogne [2]. Les victoires de Villaviciosa les ont chassées de la Castille et de l'Aragon, mais ne les ont pas anéanties. A Barcelone, d'où l'archiduc vient de partir, pour aller recevoir, en Allemagne, la couronne des Habsbourg, l'Impératrice tient sa cour comme Reine des Espagnes. Charles VI ne veut pas renoncer au trône occupé par son rival. Il espère encore régner à Madrid, sur les Pays-Bas, sur les Indes, sur toute l'Italie. C'est en frémissant de colère que son ambassadeur à Utrecht a vu siéger, aux dernières séances du congrès, les représentants du roi Philippe V. Ceux de Louis XIV lui ont offert le royaume de Naples, les villes maritimes de la Toscane, le duché de Milan, les Pays-Bas espagnols, Vieux-Brisach, Landau, Kehl, ainsi que la démolition de toutes les forteresses construites par la France sur la rive droite ou dans les

[1] Actes et mémoires du traité d'Utrecht.
[2] Voir le récit des faits militaires.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

îles du Rhin, à la condition : 1° que les deux Électeurs seront rétablis dans leurs biens et dignités ; 2° que l'Électeur de Bavière, en dédommagement des Pays-Bas dont la cession lui avait été faite par Philippe, sera roi de Sardaigne ; 3° que la Hollande pourra entretenir garnison dans certaines places des Pays-Bas ; 4° enfin, que l'Empereur, cédant à la force des choses, reconnaîtra Philippe en qualité de roi d'Espagne.

La devise de l'Empereur est : Tout ou rien. Aucune de ces conditions dont la dernière lui semble particulièrement odieuse, n'est agréée par lui. Il est contraint, toutefois, de faire à ses alliés deux concessions importantes. La Reine avait demandé instamment que la Sicile, destinée d'abord, d'après les vues de Louis XIV, à l'Électeur de Bavière, fût attribuée au duc de Savoie, qui recevrait, en même temps, la couronne royale, et le Roi de France, ainsi qu'on l'a dit plus haut, avait fini par y consentir. Mais Charles VI, mécontent et jaloux, avait, paraît-il, menacé le duc de lui faire la guerre s'il acceptait ce don magnifique. Afin de garantir Victor-Amédée, leur ami fidèle, contre les atteintes de la vengeance impériale, l'Angleterre et la Hollande exigent la neutralité de l'Italie. Elles imposent également à l'Empereur l'évacuation complète de la péninsule Ibérique. Du moment qu'elles reconnaissent Philippe V en qualité de souverain légitime, elles ne peuvent souffrir que leur allié continue à lui faire la guerre.

Un traité est signé en conséquence, le 14 mars 1713, par les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, des États-Généraux et de la France, ainsi que par le comte de Zinzendorf, dont la résistance n'a pas été aisément vaincue. Il y est dit que les hostilités cesseront complètement en Italie, de part et d'autre, jusqu'à la conclusion d'une paix définitive ; que la Cour impériale (*Cæsarea aula*) quittera Barcelone ; que la flotte anglaise transportera en Italie Sa

Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Majesté l'Impératrice, ainsi que les troupes allemandes qui occupent encore la Catalogne et les îles Baléares; que Barcelone et Tarragone seront remises entre les mains du roi d'Espagne dès que l'évacuation sera effectuée. Charles VI est bien forcé de se soumettre. L'engagement qu'il est contraint de prendre sera fidèlement exécuté, autant que cela peut dépendre de lui. Seulement, l'armée de Philippe V n'entrera pas dans Barcelone lorsque l'Impératrice s'embarquera sur la flotte anglaise. C'est beaucoup moins par fidélité à la maison d'Autriche que par amour pour leurs vieilles coutumes et leurs priviléges traditionnels, que les Barcelonais ont reconnu la domination de l'Archiduc. Ils verront, sans doute, partir avec un certain regret la *Cæsarea aula,* particulièrement la jeune souveraine qui avait conquis leurs cœurs; mais ils continueront de tenir leurs portes hermétiquement fermées aux soldats du Roi et aux lois castillanes, jusqu'au moment où le maréchal de Berwick aura conquis leur fière cité.

Si le plénipotentiaire de l'Empereur a rejeté, avec une hauteur dédaigneuse, les propositions du Roi, celui-ci, qui a constamment fait preuve d'une sage et noble modération depuis le début des conférences, oppose une résistance inflexible aux demandes pressantes que lui ont adressées la Prusse, l'Angleterre et la Hollande en faveur des protestants français. Il ne les considère pas seulement comme des hérétiques, auxquels on peut pardonner si leur conviction est sincère et si leur foi persiste malgré les rigueurs exercées contre eux; ce sont, à ses yeux, des *révoltés* qui foulent au pied les lois; ce sont des rebelles qui, dans plusieurs parties du royaume, notamment dans les Cévennes [1], ont tendu la main aux ennemis de leur nation. Il ne leur par-

[1] Voir, dans le courant de cette étude, le récit de la guerre des Camisards.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

donnera jamais. De quel droit, d'ailleurs, les alliés plaident-ils, avec une si chaleureuse insistance la cause des religionnaires? Est-ce qu'il demande, lui-même, que la Reine rende aux catholiques, en Angleterre et en Irlande, les biens dont ils ont été dépossédés? Est-ce que les États-Généraux, dans les villes de France occupées en ce moment par leurs soldats, n'entravent point, par des mesures vexatoires, le libre exercice du culte catholique[1]? C'est en vain que le roi Frédéric Ier, à son lit de mort, supplie la Reine d'Angleterre, dans un langage persuasif et touchant, de continuer sa toute-puissante protection aux réformés français. « Madame ma Sœur, lui a-t-il écrit au moment de rendre son « âme à Dieu, étant pleinement assuré que Votre Majesté « ne peut manquer d'être très-sensible à la misère inexpri« mable des pauvres protestants réformés en France, qui « sont condamnés aux galères ou renfermés dans des cachots « sous le joug insupportable de leurs ennemis, et dont la « vie est dix fois pire que la mort même, j'espère que Votre « Majesté prendra en bonne part que je la prie et conjure de « la manière la plus sérieuse, par cette lettre, qu'il lui plaise « encore de faire ses derniers efforts pour obtenir de Sa « Majesté Très-Chrétienne, par la paix prochaine, la déli« vrance de ces pauvres gens oppressés, après laquelle ils « soupirent depuis tant d'années. C'est uniquement, Madame, « pour m'acquitter de ce devoir que j'en supplie Votre « Majesté, étant bien convaincu qu'il est impossible que Votre « Majesté, qui a l'âme si grande et si généreuse, puisse « refuser la grâce de sa protection à des personnes qui souf« frent seulement et uniquement pour l'amour de la vérité,

[1] Il paraît, d'après un mémoire adressé par Fénelon au Pape, le 22 mai 1711, qu'il était interdit aux prêtres catholiques, par les autorités hollandaises qui administraient Lille, de visiter les prisonniers et d'accompagner les condamnés jusqu'au lieu du supplice.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« ou que Votre Majesté, qui porte le titre glorieux de *Défen-* « *seur de la foi,* puisse oublier l'intérêt de la religion dans « un temps où elle a tant à attendre de l'honnêteté et de « l'estime du Roi Très-Chrétien... Je suis, etc. Donné dans « mon château de Cologne sur la Sprée, le 21 février 1713. « F. GUILLAUME. » Les conseillers de la reine Anne ont fait de louables efforts pour vaincre les répugnances du Roi; mais Torcy leur a déclaré qu'ils ne pourraient y parvenir. Ne voulant pas sacrifier à une cause perdue les avantages considérables que leur diplomatie venait de conquérir, ils n'ont plus insisté que pour la forme [1].

[1] Voici le texte du mémoire que l'évêque de Bristol et lord Strafford remirent à d'Huxelles et à Ménager, au nom des puissances protestantes : « Les alliés qui sont de la religion protestante, faisant réflexion sur les « calamités qu'une grande partie des sujets de Sa Majesté Très-Catholique, « qui professent, avec eux, la même religion, ont souffertes et souffrent « encore uniquement à cause qu'ils servent Dieu selon les lumières de leur « conscience, liberté dont ces affligés pouvaient se flatter par la loi divine, « par les préceptes de la charité, et particulièrement par les lois du royaume « de France, confirmées par Sa Majesté Très-Catholique, dont ils doivent « jouir en bons et fidèles sujets qui se sont toujours tenus, envers le sou- « verain, dans les règles du devoir et de l'obéissance;

« Lesdits alliés, touchés par ces motifs de justice et de compassion, « s'intéressent d'autant plus pour ces pauvres gens que les maux qu'ils « souffrent, continuant après la paix rétablie, pourraient être attribués à « une aversion de Sa Majesté Très-Catholique contre les protestants en « général, ce qui affligerait beaucoup les puissances de cette religion qui « espèrent de rentrer par la paix et de vivre dorénavant en amitié et bonne « intelligence avec Sa Majesté Très-Catholique. Pour cet effet, lesdits alliés « ne sauraient s'empêcher de s'intéresser, de même, pour un grand nombre « desdits sujets de France qui ont été obligés de quitter leur patrie et se « sont réfugiés dans les États desdits alliés protestants, afin de les animer « à retourner chez eux après la paix faite.

« C'est pourquoi les ministres plénipotentiaires desdits alliés, légitimés « pour la paix générale, se trouvent obligés, en conformité des ordres « exprès de leurs souverains, de requérir très-instamment messieurs les « ministres plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Catholique de vouloir « représenter, au Roi leur maître, qu'il soit accordé, à tous les protestants « français, le soulagement après lequel ils soupirent depuis si longtemps et « qu'ils soient rétablis dans leurs droits et priviléges en matière de reli- « gion pour jouir d'une entière liberté de conscience, et que ceux d'entre

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

A la convention qui avait stipulé l'évacuation de la Catalogne, succédèrent bientôt les traités conclus séparément, par la France, avec l'Angleterre, la Hollande, la Prusse, le Portugal, la Savoie, par l'Espagne, avec la Savoie et l'Angleterre. Ceux dans lesquels figurait la France, furent signés le 11 avril 1713 [1], et leur ratification ne se fit point attendre. Ceux du roi d'Espagne avec la reine Anne et Victor-Amédée portent les dates des 10 juillet et 13 août. Philippe V attendit jusqu'à l'année suivante pour traiter avec les États-Généraux, dans le chimérique espoir d'obtenir la haute faveur qu'il sollicitait pour madame des Ursins, avec une insistance amplement justifiée par les services considérables que cette illustre femme venait de rendre à son royaume. Mais cette insistance à laquelle Louis XIV ne voulut s'associer, comme on le verra plus tard, qu'avec un zèle médiocre, n'effraya personne, et l'on ne doutait point que la paix, achetée par les maux affreux d'une si formidable guerre, ne fût enfin rétablie. Saluée, à Utrecht, par des salves d'artillerie, elle fut célébrée, en France et en Angleterre, par de joyeuses illuminations et par les manifestations bruyantes de la plus vive allégresse. Le 22 mai, Jérôme Brignon, prévôt des marchands, se transporta dans les principaux quartiers de la capitale avec une brillante escorte pour y proclamer, lui-même, l'heureux événement qui venait de s'accomplir, et, tandis qu'un feu d'artifice éclatait sur la place de Grève, le duc de Tresmes, gouverneur

« eux qui sont dans les prisons, galères ou autrement détenus, soient « élargis et remis en liberté, afin que ces affligés puissent avoir part à la « paix dont l'Europe, selon les apparences, va jouir. »

[1] L'abbé de Polignac venait de recevoir le chapeau de cardinal sur la présentation du Prétendant. Ne pouvant coopérer à un acte diplomatique en vertu duquel celui-ci était privé définitivement de la couronne, il quitta Utrecht au commencement de février 1713. Le maréchal d'Huxelles et Ménager furent donc les seuls plénipotentiaires français qui signèrent les traités.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Paris, réunissait les ambassadeurs étrangers dans un festin magnifique [1].

« Si l'on compare la paix d'Utrecht, écrit le neveu de « Colbert à la fin de ses Mémoires, avec les préliminaires « proposés par le pensionnaire Heinsius en 1709, suivis des « demandes encore plus dures que les députés des États- « Généraux firent dans les conférences tenues à Gertruyden- « berg en 1710; si le souvenir n'est pas effacé de l'état « où se trouvait le royaume dans les années 1708, 1709 « et 1710, et si l'on se rappelle les fatales batailles « d'Hochstett en 1704, de Ramillies et de Turin en 1706, « la journée d'Oudenarde en 1708, celle de Malplaquet « en 1709, tant de disgrâces suivies de la perte de places « importantes, ces malheureuses époques ne prouveront « que trop le peu que cette paix coûta à la France, en « comparaison de ce qu'elle avait perdu et de l'état du « royaume. »

Le lecteur nous permettra, afin que nous puissions le mettre à même d'apprécier, avec une patriotique satisfac-

[1] « Le vendredi saint, 14 avril, raconte Saint-Simon dans ses *Mémoires*, « Torcy entra, sur les huit heures du soir, chez madame de Maintenon, « menant au Roi le chevalier de Beringhen, aujourd'hui premier écuyer et « chevalier de l'ordre, chargé, par le maréchal d'Huxelles, d'apporter la « nouvelle tant désirée de la signature de la paix faite enfin le lundi pré- « cédent 10, fort avant dans la nuit, avec l'Angleterre, la Hollande, le « Portugal, et les nouveaux rois de Sicile et de Prusse, et, pour le dire « tout de suite, on eut les ratifications le 14 mai et le 22. La publication « de la paix se fit dans Paris avec une grande solennité. M. et madame du « Maine, qui songeaient fort, dès lors, à se rendre populaires, vinrent de « Sceaux chez le duc de Rohan voir passer la cérémonie, dans la rue « Royale, s'y montrer sur un balcon et y jeter de l'argent au peuple: libé- « ralité qui n'aurait pas réussi auprès du Roi. Il y eut, le soir, beaucoup « de feux devant les maisons, et plusieurs furent illuminées. Le 25, on « chanta le *Te Deum* à Notre-Dame avec l'assistance ordinaire; le soir, « grand feu d'artifice à la Grève, qui fut suivi d'un superbe festin que le « duc de Tresmes, gouverneur de Paris, donna, à ses dépens, à l'Hôtel de « ville, aux ambassadeurs et à un grand nombre de personnes distinguées « de la cour et de la ville des deux sexes. »


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tion, l'exactitude du jugement porté par le neveu de Colbert sur les résultats des traités d'Utrecht, d'en résumer brièvement les dispositions principales. Il en comprendra mieux, ainsi que l'estime judicieusement Torcy, le sens et la portée, si les déconvenues infligées à celui-ci dans la capitale de la Hollande, si les hontes subies par d'Huxelles et Polignac dans la triste forteresse de Gertruydenberg, sont encore présentes à sa mémoire. Pour éviter toute confusion, nous présenterons successivement l'analyse des avantages obtenus ainsi que des engagements consentis par chacune des nations contractantes avec l'Espagne et la France.

Angleterre : La légitimité de la reine Anne et l'ordre de succession établi en faveur de la ligne protestante, sont formellement reconnus par Louis XIV et Philippe V. — La France ne donnera plus asile au prétendant. — Les renonciations de Philippe V au trône de France et des princes français au trône d'Espagne seront considérées comme une *loi inviolable* des deux royaumes. — Les forts de Dunkerque seront rasés, ses ports comblés, ses écluses détruites, mais la ville et son territoire seront conservés à la France. — Les terrains possédés par la compagnie française de Québec, près de la baie et du détroit d'Hudson, l'île Saint-Christophe [1], toute l'Acadie, toute l'île de Terre-Neuve, sont cédés

[1] Saint-Christophe, à laquelle Christophe Colomb, qui la découvrit en 1493, voulait donner son propre nom, parce que ses aspects pittoresques le charmèrent, fut occupée, dès 1623, par les Anglais. Deux ans plus tard, les Français y fondèrent un établissement rival. Les deux colonies ainsi juxtaposées vécurent quelque temps en paix et unirent, plus d'une fois, leurs ressources militaires pour repousser les incursions des Caraïbes et des Espagnols; mais elles ne tardèrent pas à se brouiller, et guerroyèrent l'une contre l'autre, pendant plus de quarante ans. Chassés d'abord par les Français en 1664, les Anglais revinrent trois ans après et restèrent, à leur tour, entièrement maîtres de l'île. Ils en furent encore expulsés en 1689, mais ne tardèrent point à s'y rétablir. La France leur céda, en 1712, tous


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

à la Grande-Bretagne. Cependant la France conserve l'île du Cap-Breton, ainsi que les autres terres situées dans le golfe Saint-Laurent ; elle aura la faculté d'y construire des fortifications ; les marins français pourront, dans une certaine zone dont les limites seront déterminées, pêcher sur les bancs de Terre-Neuve, et faire sécher leur poisson sur les côtes. — La liberté réciproque du commerce entre la France et l'Angleterre est formellement stipulée. Les marchands anglais, en France, les marchands français, en Angleterre, seront traités comme les nationaux [1]. Les tarifs de 1664 sont remis en vigueur [2]. — Gibraltar et l'île de Minorque sont cédés par l'Espagne à l'Angleterre, sous la condition que l'exercice du culte catholique y sera libre, et que ni les Juifs, ni les Maures n'y pourront résider. — Le droit exclusif dont jouissait une compagnie française, sous le nom d'*Asiento,* de fournir des nègres de Guinée aux colonies espagnoles [3], est

ses droits métropolitains par le traité d'Utrecht. — Saint-Christophe fait partie du groupe des Petites Antilles, et est située à 40 lieues N. O. de la Guadeloupe. Le climat y est chaud et sec. Les vallées y sont fertiles.

[1] « Les sujets, de part et d'autre... jouiront respectivement, dans les deux « pays, des mêmes priviléges, libertés et immunités sans aucune exception. « Les Anglais ne payeront, pas plus que les Français, le droit de 50 sous « par tonneau établi en France sur les vaisseaux étrangers ; les Français « ne payeront plus en Angleterre le droit de cinq shillings par tonneau « auquel ils étaient assujettis. »

[2] En 1664, afin de simplifier le système, pour ainsi dire, inextricable des droits intérieurs qui pesaient sur les produits nationaux, de stimuler l'industrie indigène, ruinée par la concurrence étrangère, et de faciliter le commerce maritime, Colbert avait remanié tous les tarifs des douanes auxquels il avait purement et simplement substitué dans les ports français, à l'entrée et à la sortie, des droits proportionnels. Ces droits étaient largement protecteurs ; on en jugera par ce seul fait que l'entrée d'une pièce de drap de 25 aunes, fabriquée en Hollande ou en Angleterre, coûtait 40 livres. Mais ils avaient été remplacés, en 1667, par un tarif beaucoup plus sévère. Revenir à celui de 1664 était donc faire aux Anglais une concession dont leur industrie devait grandement bénéficier.

[3] *El pacto del asiento dos negros* (littéralement, la convention du bail des nègres), conclu, le 17 août 1701, entre Philippe V et la compagnie française de Guinée, concède à cette compagnie, pour dix ans, le mono-


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

transporté à l'Angleterre qui l'exercera pendant trente années, et, bien que l'Espagne se réserve exclusivement, soit la possession, soit le commerce de ses colonies indiennes, les *asientistes* seront mis, sur les bords de la Plata, en possession d'un terrain où ils pourront garder leurs esclaves jusqu'au moment où ils les auront vendus; en outre, il leur sera permis de faire venir d'Europe, sur leurs vaisseaux, toutes les marchandises dont ils pourront avoir besoin pour les vêtir et les sustenter [1]. En retour de si nombreux et si considérables avantages, qui sont, à vrai dire, la rançon de la paix, l'Angleterre reconnaît Philippe V en qualité de roi d'Espagne et des Indes.

États-Généraux : Les Pays-Bas espagnols seront remis entre leur mains sous la condition qu'ils les rendront à l'Autriche, lorsqu'elle aura consenti à faire la paix. Mais ils

pole du commerce des esclaves avec les Indes espagnoles. Elle s'y engage 1° à fournir annuellement quatre mille huit cents nègres en temps de paix, et trois mille en temps de guerre, *pièces d'Inde de la mesure ordinaire ;* — 2° à payer au gouvernement espagnol 100 livres tournois par chaque tête d'esclave; — 3° à faire au roi d'Espagne une avance de 600,000 livres, remboursable, sur le montant des droits à payer, au cours des deux dernières années de l'*asiento;* — 4° à verser, en outre, au roi de France et au roi d'Espagne un quart des profits de la traite. Le capital social est fixé à 4 millions de livres sur lesquels Louis XIV et Philippe V fourniront chacun un million, étant convenu que, si le roi d'Espagne n'a pas les fonds nécessaires, son aïeul lui en fera l'avance contre un intérêt annuel de 8 pour 100.

L'*asiento* était odieux au gouvernement anglais; non pas qu'il offensât sa philanthropie, mais parce qu'il faisait un tort considérable au commerce de l'Angleterre en tarissant une des sources les plus fécondes de ses bénéfices. Le traité du 13 juillet 1713, par lequel Philippe V céda le monopole de la traite des nègres à l'Angleterre, stipule, dans son intérêt et au profit du souverain de la Grande-Bretagne, des avantages analogues à ceux qui résultaient, pour les rois d'Espagne et de France, de la convention du 27 avril 1701.

[1] Cette disposition était, pour la contrebande, une porte toute grande ouverte par laquelle les négociants anglais ne manquèrent pas plus tard d'introduire quantité de marchandises qui n'étaient nullement destinées aux nègres.



Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sont autorisés, *pour la sûreté de leurs barrières,* à mettre garnison dans Ypres, Menin et Tournay, sans préjudice des droits souverains de l'Empire. Ils resteront possesseurs, dans la haute Gueldre, de toute la partie qui n'est point occupée par le roi de Prusse, à savoir de Venloo et de Ruremonde [1]. — Le commerce sera libre entre la France et la Hollande aussi bien qu'entre la Hollande et la France. Toutefois, le tarif de 1664 n'est pas rétabli en faveur des Hollandais. [2] — Leurs Hautes Puissances reconnaissent la royauté de Philippe V. — Elles restituent à la France Lille, Aire, Béthune, Saint-Venant. — Elles consentent à ce que la souveraineté du Luxembourg, de Namur, de Charleroi soit abandonnée à l'Électeur de Bavière jusqu'au moment où on lui aura rendu ses États d'Allemagne, et où il aura été investi du royaume de Sardaigne. — Elles accordent qu'une seigneurie d'un revenu de 30,000 écus environ soit réservée, dans le Luxembourg ou le Limbourg, à la princesse des Ursins qui la possédera en toute souveraineté, suivant le désir de Philippe V.

Portugal : Il est reconnu souverain des deux rives de l'Amazone. — Aucune parcelle du territoire espagnol ne lui est cédée, et il ne profite ainsi, en aucune façon, des séduisantes promesses que lui avait faites l'Archiduc. — La France s'interdit la navigation de l'Amazone, et réciproquement le Portugal ne pourra négocier à Cayenne.

Prusse : La France et l'Espagne reconnaissent à l'Électeur de Brandebourg, pour lui et ses descendants, la dignité royale que lui a concédée, en 1701, l'empereur Léopold, par le traité dit de la Couronne, lequel l'autorisait à se faire appeler *Roi de Prusse.* — Ils lui reconnaissent également

[1] Voir les notes précédentes. (Récits des faits militaires.)
[2] Voir les notes précédentes sur le tarif de 1664.



Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tous les priviléges que confère cette dignité. — Un territoire assez étendu, faisant partie de la haute Gueldre et comprenant la ville de Gueldre, le pays de Kessel [1] et le bailliage de Krickenbeck, est annexé à son territoire, ainsi que la partie des principautés de Neufchâtel et de Valengin qui ne dépend pas de la France. — Il abandonne formellement toute prétention à la principauté d'Orange, aussi bien qu'aux seigneuries de Châlon et de Chatel-Belin en Franche-Comté; toutefois, il pourra donner le nom de principauté d'Orange aux possessions qu'il vient d'acquérir dans la haute Gueldre [2];

[1] Bourg d'environ 1,500 habitants, situé sur la Meuse, dans le Limbourg, à 3 lieues N. E. de Ruremonde.

[2] Les prétentions de Frédéric-Guillaume étaient très-élevées. Elles tendaient à obtenir la ratification, par la France et l'Espagne, de sa dignité royale et la possession, 1° *dans les Pays-Bas*, de la Gueldre espagnole qu'il eût ajouté aux territoires (duché de Clèves et comté de la Mark) cédés à sa maison, le 9 septembre 1666, par le traité conclu avec le duc de Neubourg; 2° *en France*, de la principauté d'Orange; 3° *en Suisse*, des États de Neufchâtel. Sur la Gueldre, il n'avait à faire valoir que ses convenances personnelles, diamétralement opposées, d'ailleurs, à celles des Hollandais auxquels la reine Anne l'avait promise, pour compléter leur barrière, par une convention signée à Londres, le 29 octobre 1709. Mais, en ce qui concernait les principautés d'Orange et de Neufchâtel, il fondait ses droits sur ceux de sa mère Louise-Henriette, fille de Frédéric-Henri, vingt-quatrième prince d'Orange, soutenant, non sans apparence de raison, qu'elles devaient appartenir aux enfants de cette princesse, puisque le fils de son frère, Guillaume de Nassau-Orange, roi d'Angleterre, qui les possédait, était mort sans héritiers directs. Les compétiteurs de Frédéric Ier étaient nombreux, remuants, avides. Sans les nommer tous, nous citerons parmi ceux qui figuraient au premier rang : le *comte de Brabançon*, la *comtesse de Mailly et Nesle*, le *marquis d'Alègre*, tenant leurs droits de leurs alliances avec l'antique maison de Châlon, qui avait régné, avant la famille des Nassau, sur Neufchâtel et Orange; puis les princes de *Nassau-Dietz* et *Nassau-Siegen* qui prétendaient succéder à Guillaume III, dernier représentant de leur race dans la ligne directe; — enfin le *duc de Villeroi*, le *comte de Matignon*, *madame de Lesdiguières*, le *prince de Carignan-Savoie*, héritiers les plus proches de *la duchesse de Nemours* (Marie de Longueville), laquelle en vertu de sa parenté directe avec *Rodolphe de Hochberg*, beau-frère du dernier comte de Fribourg et de Valengin, avait été envoyée et maintenue en possession de Neufchâtel par la protection du roi Guillaume. De son côté, le *prince de Conti* exhibait un acte testa-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans le cas où, la guerre venant à continuer entre la France et l'Empire, la Prusse serait forcée d'y prendre part en sa qualité de membre du corps fédéral, elle ne fournirait que son contingent strictement obligatoire [1].

Savoie : Particulièrement favorisé, comme on l'a vu, par le cabinet de Londres, Victor-Amédée reçoit, pour l'assistance efficace et fidèle qu'il a donnée à la coalition, pour la trahison honteuse qu'il a commise envers Louis XIV, envers sa propre fille, une récompense magnifique. — On lui donne la Sicile avec la couronne royale. On lui refuse, il est vrai, Briançon et le fort Barraux, qu'il convoitait de toute l'ardeur d'une avidité sans frein ; mais on lui restitue Nice et la Savoie, et l'on convient que, désormais, la crête des Alpes formera la limite commune du Piémont et de la France, en sorte que, s'il nous restitue la vallée de Barcelonnette, dont le maréchal de Berwick avait signalé l'importance, au point de vue de la défense nationale, il garde Exilles, Fénestrelles et les vallées de Pragelas, d'Oulx, de Sezanne, de Bardonnèche [2]. — La France s'engage à lui garantir la possession

mentaire par lequel *Jean-Louis de Longueville,* comte de Saint-Pol, dernier souverain de Neufchâtel avant la duchesse de Nemours, l'avait fait son héritier, et qui lui eût permis de primer tous ses rivaux.

Louis XIV, pour trancher ce nœud gordien, avait exigé, du parlement de Paris, deux arrêts, dont l'un, s'appuyant sur l'hommage rendu, en 1475, par Guillaume VII d'Orange à Louis XI, dauphin de Viennois, déclara que les États, jadis gouvernés par ce prince, se trouvaient, *à défaut d'hérédité masculine,* dévolue au roi de France, et dont l'autre valida le testament qui avantageait Conti. De leur côté, les États de Neufchâtel, sans se soucier autrement de cet arrêt, avaient prétendu qu'on ne peut, par testament, disposer d'une « province comme de son bien », et ils avaient reconnu la souveraineté de la duchesse de Nemours, sœur consanguine du dernier Longueville. Celle-ci étant morte en 1707, ils s'étaient prononcés, sans hésitation, en faveur du roi de Prusse. On vient de voir quelle fut la solution stipulée par les traités d'Utrecht.

[1] C'est-à-dire quatre mille six cents hommes, tandis qu'il fournissait, en ce moment, à la coalition un corps de trente-cinq mille soldats.

[2] Les notes précédentes (récit des faits militaires) font mention d'Exilles et de Fénestrelles. — Pragelas, Oulx, Sezanne, Bardonnèche sont des vil-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des territoires que l'empereur Joseph lui a cédés dans le Montferrat [1] et le Milanais. Il est stipulé, en outre, que les ducs de Savoie régneront en Espagne, si la dynastie de Philippe V vient à s'éteindre [2].

Telle fut la rançon qu'il fallut payer à la Grande-Bretagne, aux États-Généraux, à la Prusse, au Portugal, à la Savoie, pour obtenir que ces puissances consentissent à nous tendre la main, à faire la paix, à reconnaître Philippe V en qualité de roi d'Espagne et des Indes. Elle semblera modeste, assurément, si on la compare aux premières exigences des alliés. En réalité, ainsi qu'on le verra plus loin, son importance politique ne fut guère moins considérable que celle des fameux traités de Westphalie. Restait Charles VI à satisfaire. On sait que celui-là était insatiable et qu'il avait refusé toute concession. Depuis la signature des traités d'Utrecht, il restait seul en face de la France. Réconcilié avec tous les auxiliaires de l'Autriche, triomphant à Denain

lages peu éloignés les uns des autres, situés, à l'est des Alpes, entre le mont Cenis et le mont Genèvre. Les vallées auxquelles ils donnent leur nom font communiquer le Piémont avec notre département des Hautes-Alpes. Sezanne est à 4 lieues est de Briançon dont les Alpes la séparent.

[1] Le marquisat de Montferrat (Monteferrato), désigné, au commencement du moyen âge, sous le nom de duché d'Italie, comprenait la région de Lombardie située entre le Piémont au nord et à l'ouest, le Milanais à l'est, et les États de Gênes au sud. Il appartint successivement aux marquis de Montferrat (967-1305), aux Paléologue qui régnaient à Constantinople (Andronic Paléologue avait épousé la fille du dernier marquis), et aux ducs de Mantoue (Frédéric II de Gonzague avait épousé la nièce du dernier Paléologue auquel il succéda en 1533), enfin, aux ducs de Savoie que l'empereur Joseph en avait investis en 1708. La maison de Montferrat fit grande figure dans les Croisades, dont Boniface III commanda la quatrième.

[2] On a vu, dans l'un des chapitres de cette étude, qu'en 1712, Philippe V avait fait reconnaître solennellement, par l'assemblée générale des Cortès, une nouvelle constitution qui conciliait, dans la mesure du possible, les prescriptions de la loi salique avec les vieilles coutumes castillanes et qui stipulait, en outre, qu'à défaut d'hérédité mâle et féminine, la couronne d'Espagne passerait à la maison de Savoie.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et à Douai, maître de lancer, tout entière, sur le Rhin, une armée magnifique, victorieuse, confiante, pourquoi Louis XIV se serait-il incliné devant les prétentions excessives du nouveau César? Certes, la dignité de la France repoussait absolument cette humiliation. Le duel entre l'Empereur et le Roi va donc commencer.

Nous en développerons successivement les dramatiques péripéties qui ont préparé la signature du traité de Rastadt et qui touchent, ainsi, au cœur même du principal sujet de cette étude.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

LIVRE IV

CAMPAGNE DE 1713 SUR LE RHIN

CHAPITRE PREMIER

L'EMPEREUR DÉCLARE LA GUERRE A LA FRANCE.

Protestations contre la paix. — Caractère et politique de Charles VI. — Wratislaw et la conférence. — Offres de Louis XIV à l'Empereur. — Zinzendorf quitte la Hollande. — Factum publié à la Haye. — L'Empire déclare la guerre à la France. — Difficultés de la situation militaire en Allemagne. — La peste à Vienne.

En mettant la dernière main, le 11 avril 1713, à l'œuvre bienfaisante de la pacification, les représentants de la France, de l'Angleterre, de la Hollande, du Portugal, de la Savoie et de la Prusse, n'avaient pu se flatter de satisfaire toutes les ambitions et d'apaiser toutes les rancunes. On a déjà vu que l'Empereur ne voulut pas accepter les propositions des puissances contractantes. De nombreuses protestations ne tardèrent pas à se produire et furent enregistrées officiellement dans le protocole du congrès. Le représentant du duc de Parme, comte San Severino Aragona, fit constater, au nom de son maître, l'injuste détention, par le Saint-Siége, des villes de Castro[1] et de Ronciglione, dont il avait réclamé énergiquement la restitution. Les États de

[1] Située à neuf lieues nord-ouest de Viterbe, Castro faisait partie des États de l'Église. C'était, au commencement du dix-septième siècle, une


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Liége déclarèrent ne point accepter l'article 37 du traité conclu entre la France et les États-Généraux, parce que les clauses de cet article, qui autorisaient la Hollande à tenir garnison dans leur cité ainsi que dans la forteresse de Huy[1], portaient une atteinte évidente à leurs droits de souveraineté. Il fallut inscrire les plaintes plus ou moins légitimes des prétendants à la principauté d'Orange qui, tous, se disaient lésés par la décision royale, en vertu de laquelle nous avions acquis le territoire de cette principauté[2]. Enfin, le fils de Jacques II ne perdit pas une aussi belle occasion de faire connaître solennellement à l'Europe, par un manifeste publié à Saint-Germain le 21 d'avril, « l'an de « Notre-Seigneur 1713 et de son règne le onzième, qu'il « était résolu à maintenir son droit incontestable; qu'en « conséquence il protestait formellement contre tout ce qui « pouvait être stipulé à son préjudice, comme étant nul de « tout droit, par le défaut d'autorité légitime... et qu'il « n'entendait nullement être responsable, ni devant Dieu, ni « devant les hommes, de tous les maux que l'injustice qu'on « lui avait faite ou qu'on lui ferait encore, pourrait attirer, « dans la suite, sur ses royaumes et sur toute la chrétienté ».

Par le fait, aucune de ces déclarations, que l'on avait

bourgade assez importante, que le pape Innocent X fit raser en partie pour la punir d'avoir assassiné son évêque. — Ronciglione appartenait également à l'Église. C'est une petite ville de cinq mille âmes, qui se trouve à quatre lieues sud-est de Viterbe, sur les confins de la campagne de Rome.

[1] Ville de neuf mille âmes, sur la Meuse, à huit lieues sud-ouest de Liége. La citadelle, bâtie sur une colline escarpée qui commande la ville et le fleuve, était une place forte de premier ordre avant qu'elle fût détruite en partie par Henri II, en 1552. Elle a été rétablie sur un nouveau plan depuis 1815.

[2] Un édit de Louis XIV, rappelant l'hommage rendu par Guillaume VII d'Orange, en 1475, à Louis XI, dauphin du Viennois, avait déclaré que la Principauté, à défaut d'héritiers mâles, était dévolue à la couronne de France. En conséquence, le Parlement rendit un arrêt qui en attribua le domaine utile au prince de Conti, représentant les droits de Longueville, et le haut domaine au Roi. Voir les notes précédentes

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

énoncées, avant tout, pour la forme et dans l'intention d'empêcher que les droits de leurs auteurs ne tombassent en désuétude, n'était de nature à causer la moindre alarme pour le repos de l'Europe. Le mécontentement des États de Liége, du duc de Parme et du chevalier de Saint-Georges, lui-même, n'avait qu'une fort médiocre importance. Il n'en était pas de même de l'irritation du puissant souverain qui régnait sur l'Autriche et sur l'Empire. Les dures alternatives de la guerre d'Espagne avaient trempé son caractère. C'est bien de lui que son illustre fille devait tenir l'amour des vastes desseins et cette inflexible constance qui lutte, sans fléchir, contre les vicissitudes de la mauvaise fortune. Ses portraits, assurément, ne préviennent guère en sa faveur. De grands yeux éraillés, sans intelligence, sans finesse, un nez beaucoup trop fort, retombant sur une lèvre maussade; dans cette physionomie triste, sombre, presque revêche, aucun trait ne reflète les qualités viriles que possédait réellement Charles VI. C'était un silencieux, un taciturne qui savait vouloir, dont le morne regard était constamment fixé vers le but qu'il se proposait d'atteindre, dont l'ambition rêvait de grandes choses, et poursuivait l'exécution de ses projets avec une patiente ténacité. Ce masque placide et désagréable dissimulait une âme ardente, quoique maîtresse d'elle-même.

« Il est certain, écrit Pastor, qui représentait, en Au-« triche, le royal captif du Sultan et qui était, à Vienne, le « correspondant secret de Louis XIV [1], il est certain que « l'Empereur ne respire que la guerre; comme aussi, étant

[1] Pastor à Torcy, 29 janvier 1713, Archives des affaires étrangères. Pastor, dont on rétribuait assez pauvrement les précieuses informations, bien qu'elles fussent fort utiles et qu'il s'exposât, en les transmettant, à un péril réel, écrivait en général, à Torcy, par la voie de Danzig et d'Amsterdam, sous le couvert de Kronstrom et de Sparre, agents de Charles XII à Paris. Sa volumineuse correspondance, dont le texte remplit plusieurs volumes, con-


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« à table, il dit fort souvent à ses favoris qui sont autour de « lui, en mettant le verre de vin à sa bouche : « *Viva la « guerra!* » Pastor dépeint Charles VI, non pas comme un personnage doué de talents remarquables, mais comme un prince ferme dans ses vues, réfléchi et travailleur, vigoureux, bien qu'on ait prétendu que sa santé était gravement compromise, préparant, sans relâche, de grandes réformes économiques, afin de pourvoir aux nécessités des luttes futures, craint de ses ministres, dont aucun n'est de force à lui tenir tête, redouté du clergé dont il convoite les richesses, et de la cour de Rome dont la puissance temporelle lui porte ombrage, en un mot comme un ambitieux, résolu et redoutable. « Je sais de bonne main, écrit-il le 6 mai 1713, qu'il a « allégué, envers ses ministres, l'exemple du roi de Suède « qui laisse plutôt venir les choses à de grandes extrémités « que de plier. Il est vrai que l'Empereur paraît d'un génie à « ne pas se désister facilement de ce qu'il se met en tête, et « à donner un peu au hasard; mais il s'en faut bien qu'il « ait le cœur de héros et de lion du Roi de Suède; et, quoi« que ses flatteurs veuillent le faire passer pour une espèce « de grand génie et de tête forte, je ne le trouve pas tel, à « l'examiner de bien près; mais ce qui est vrai, c'est qu'il est « ambitieux autant qu'il le peut être, fort appliqué aux affai« res, point adonné aux plaisirs, économe au suprême degré « et méditant des réformes dans ses affaires intérieures pour « augmenter ses forces : toutes qualités pour lesquelles il « me paraît que la France doit, suivant la prudence, l'ap« préhender par rapport à l'avenir et prendre, à temps, des « mesures pour se précautionner contre un tel prince [1]. »

tient de nombreuses copies des lettres qu'il adressait, soit aux ministres de Suède, soit à M. le Palatin, dont il était également l'homme de confiance.

[1] Pastor à M. le Palatin, 12 février 1713. Voir Annexe 76. Pastor à M. le Palatin, 6 mai 1713. (Archives des affaires étrangères.)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Lorsqu'il parut, pour la première fois, en Espagne, et bien qu'il eût fait preuve, à la cour de Londres, d'une finesse qui avait été remarquée [1], il passait pour un personnage extrêmement médiocre. Son attitude, pendant le premier siége de Barcelone, n'avait pas été brillante. « Ne « sommes-nous pas bien sots, écrivait lord Russel, qui en « avait été témoin, à l'un de ses amis, officier dans l'armée « française, de nous entre-tuer ainsi pour ces deux benêts « de Roys [2]. »

En 1667, Louis XIV offrait à l'empereur Léopold, en prévision de la mort prochaine du roi Charles II, toute l'Espagne, sauf la Navarre, les Indes, la Sicile, la Sardaigne, Majorque, Minorque, Iviça [3]. Le second traité de partage, conclu, les 13 et 25 mars 1700, entre la France, l'Angleterre et la Hollande, concédait à l'Autriche l'Espagne, les Pays-Bas et les Indes. Lorsque le testament fut connu et que les imprudentes provocations de Louis XIV eurent anéanti ce traité, les trois puissances confirmèrent et fortifièrent leur union par la convention de la Haye qui fit surgir, en instituant la grande alliance, l'un des plus formidables périls contre lesquels la France ait jamais eu à lutter. Les amis de l'Autriche s'engageaient, par la grande alliance, « à procurer une pleine satisfaction à l'Empereur, « à raison de ses droits sur la monarchie d'Espagne... à ne « point déposer les armes aussi longtemps que ce but ne « serait pas atteint... à ne faire la paix que d'accord avec « lui [4] ». Sur les champs de bataille de Hochstett, de Ramillies, de Turin, d'Oudenarde, de Malplaquet, les armes

[1] *Mémoires du duc de Noailles.*

[2] La duchesse d'Orléans à la duchesse de Hanovre, Marly, le 20 juin 1706. Voir Annexe 77.

[3] Voir l'Introduction.

[4] Voir l'Introduction.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

françaises avaient essuyé de durs revers. L'Italie et la plus grande partie des Pays-Bas étaient conquises. L'Autriche avait pu, par un infatigable déploiement de toutes ses ressources politiques et militaires, faire face aux difficultés de la lutte, contenir, dans son lit, le flot musulman qui ne cessait de battre ses frontières, conserver ses États en domptant la rébellion hongroise, obtenir des puissances allemandes, toujours besoigneuses ou récalcitrantes, de l'argent et des troupes pour continuer la guerre, prendre une part glorieuse à toutes les victoires de la coalition. Pendant les conférences de Gertruydenberg, la France, épuisée, écrasée, mourante, avait offert de prendre pour bases des nouveaux traités les terribles et humiliants préliminaires de la Haye, de reconnaître l'archiduc Charles souverain de toute la monarchie d'Espagne, de restituer à l'Empereur Strasbourg et l'Alsace, d'aider ses implacables adversaires, par une subvention mensuelle d'un million de livres, à détrôner le petit-fils de Louis XIV. Ces propositions, si avantageuses pour la maison d'Autriche, avaient été reçues avec dédain, tant la situation de la monarchie française semblait désespérée. On allait enfin recueillir les fruits magnifiques de si puissants efforts, lorsque, tout à coup, le gouvernement anglais, ne consultant que ses propres avantages, foulant aux pieds les clauses les plus formelles, les plus sacrées de la grande alliance, avait consenti, sans l'aveu de ses confédérés, aux préliminaires de Londres, accepté une suspension d'armes, contraint les États-Généraux, la Savoie, le Portugal, la Prusse elle-même à délaisser la cause commune. Ce n'étaient plus l'Espagne, les Indes, l'Italie, l'Alsace que l'on offrait à l'Empereur. Ses plus fidèles amis, la reine Anne, les États-Généraux, avaient essayé de lui faire entendre que les nouvelles propositions du roi de France étaient rationnelles, opportunes, modérées, et lui

Digitized by Google — Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avaient conseillé de les admettre. Or, ces propositions indiquaient le Rhin comme devant être la limite commune de la France et de l'Allemagne; elles impliquaient le maintien de Philippe V sur le trône de l'Espagne et des Indes; elles réservaient une partie notable des territoires italiens. L'indignation de Charles V était à son comble.

Ce fut le 15 avril 1713 que les plénipotentiaires de la reine Anne communiquèrent aux représentants de l'Empereur les offres du roi de France. Elles étaient intitulées : « Conditions offertes et demandées par le Roi Très-Chrétien « pour la paix à faire avec la maison d'Autriche et l'Empire. » D'Huxelles et Ménager les avaient revêtues de leur signature et remises à l'évêque de Bristol, le jour même de la conclusion des traités d'Utrecht [1]. Il y était dit que le Roi *reconnaîtrait, dans l'Empire, tous les titres qu'il n'avait pas encore reconnus, et nommément le duc de Hanovre en qualité d'Électeur,* — que le traité de Ryswyk serait rétabli; qu'en conséquence *le Rhin servirait de barrière entre la France et l'Empire* et que Sa Majesté Très-Chrétienne *ferait démolir les places qui lui appartiennent au delà ou dans le cours* du Rhin, notamment le fort Louis [2] et celui de Selingen, ainsi que les ouvrages construits aux environs de Huningue [3], de Strasbourg et de Kehl [4]; — que les forts

[1] 11 avril 1713. On a vu plus haut que l'Angleterre était représentée au congrès par le docteur Robinson, alors évêque de Bristol, plus tard évêque de Londres, et par le comte de Strafford; la France, par le maréchal d'Huxelles, l'abbé de Polignac et Ménager; l'Autriche, par le comte de Zinzendorf, le comte de Corsana, le baron de Kirchner, qui remplaça Consbruck, mort pendant les négociations.

[2] Le fort Louis, démantelé en 1815, avait été construit en 1688 par Vauban. Il est situé dans une île du Rhin, à dix lieues nord-est de Strasbourg.

[3] Sur le Rhin, à une lieue nord de Bâle. Voir les notes précédentes.

[4] Petite ville du grand-duché de Bade, située au confluent du Rhin et de la Kinzig, à une lieue est de Strasbourg. Voir les notes précédentes.



Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Bitche et de Hombourg[1] seraient rasés; — que la France abandonnerait Vieux-Brisach[2], Kehl et Landau; — qu'en Italie, le duché de Milan (à l'exception de tout ce qui avait été cédé au duc de Savoie, en l'année 1703, par l'empereur Léopold[3]), les quatre places soumises à l'Espagne sur les côtes de Toscane, et nommément Portolongone[4], ainsi que le royaume de Naples, appartiendront à la maison d'Autriche, mais *que le royaume de Sardaigne serait donné à l'Électeur de Bavière avec le titre de Roi, et que les États, ainsi que les places d'Italie qui ne dépendaient point du royaume de Naples, ni du duché de Milan, seraient remis à ceux à qui ils appartenaient légitimement;* — que les Pays-Bas espagnols seraient restitués à la maison d'Autriche, mais qu'*il pourrait y avoir garnison à Liége ainsi qu'à Huy*, et que, comme le roi d'Espagne, en cédant les Pays-Bas à l'Électeur de Bavière, s'était réservé le droit de choisir, dans l'une des provinces qui les composent, une terre produisant trente mille écus de revenus pour l'ériger en principauté

[1] Bitche, ancien chef-lieu de canton du département de la Moselle, petite ville de trois mille habitants, munie d'une forteresse qui passe pour imprenable et qui défend les défilés des Vosges, entre Wissembourg et Sarreguemines, à neuf lieues sud-ouest de Sarreguemines. — Hombourg, situé à huit lieues nord de Bitche, dépend de la Bavière rhénane; ses fortifications furent rasées en 1714.

[2] Gros bourg, chef-lieu du bailliage qui porte son nom, situé sur le Rhin, dans le grand-duché de Bade, à cinq lieues ouest de Fribourg et à six kilomètres est de Neuf-Brisach. Vieux-Brisach, ancien chef-lieu de canton du Haut-Rhin, était une des villes les plus fortes de nos frontières.

[3] Voir l'Introduction. Le traité de Turin, par lequel le duc de Savoie avait vendu son alliance à la coalition, lui assurait, pour toute la durée de la guerre, un subside de 80,000 ducats par mois, et lui cédait une partie considérable des duchés de Montferrat et de Milan, à savoir les territoires du Montferrat, dont avait joui précédemment le duc de Mantoue, ainsi que les provinces d'Alexandrie, de Valence, les régions situées entre le Pô et le Tanaro, les villes de Zomellino et de Valsessia.

[4] Petit port de l'île d'Elbe, à deux lieues sud-est de Forto-Ferrajo, qui en est la capitale.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

en faveur de la princesse des Ursins, cette même réserve aurait lieu; — que les territoires occupés par la Prusse dans les bailliages de Kessel et de Krikemberg seraient cédés à ladite maison; — que l'Électeur de Cologne, ainsi que ses officiers et domestiques, dont les biens avaient été confisqués pour avoir *suivi leur maitre, seraient rétablis dans tous leurs états, bénéfices, dignités, séances, revenus, pierreries et généralement dans tous les biens et prérogatives* dont ils avaient été privés dans le cours de la *guerre,* mais que les fortifications de Bonn [1] seraient rasées; — que l'Électeur de Bavière, auquel le royaume de Sardaigne était réservé, serait également rétabli dans tous les États qu'il possédait avant la guerre; — que, toutefois, le Haut-Palatinat [2] resterait au pouvoir de l'Électeur palatin, et, après lui, du prince Charles de Neubourg, leur vie durant, pour revenir, après leur mort, à l'Électeur de Bavière ou à ses descendants, — que ce prince jouirait, en toute souveraineté, de Luxembourg, Namur, Charleroy et de leurs dépendances jusqu'au moment où il aurait été entièrement rétabli dans ses États et mis en possession du royaume de Sardaigne, sous la réserve que les États-Généraux établiraient des garnisons dans ces trois villes; — que, cependant, il conserverait le duché de Luxembourg tant qu'il n'aurait pas été dédommagé des pertes dont il avait eu à souffrir par suite des infractions faites au traité de Ibersheim [3], — qu'il y aurait une *amnistie*

[1] Ville dépendant aujourd'hui de la Prusse, sur la rive gauche du Rhin, à six lieues sud-est de Cologne. Voir les notes précédentes.

[2] Le Haut-Palatinat, ou palatinat de Bavière (région comprise entre le comté de Baireuth au nord, la Bohême à l'est, le comté de Neubourg au sud, la Bavière proprement dite et le territoire de Nuremberg à l'ouest), avait été confisqué sur l'Électeur de Bavière, lorsque ce prince fut mis au ban de l'Empire, en 1706, par Joseph Ier, et attribué à l'Électeur palatin.

[3] C'était la convention qui avait réglé, en 1704, le sort de l'Électrice de Bavière, lorsque son mari, après la bataille d'Hochstett, fut contraint d'abandonner ses États.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

générale pour tous les Espagnols, Italiens ou autres qui avaient suivi l'un ou l'autre parti; — que les intérêts du duc de Saint-Pierre seraient entièrement satisfaits par le payement des avances qu'il avait faites pour la défense de Sabionette [1]; — enfin, que le Roi promettait *et s'engageait de faire la paix avec la maison d'Autriche à ces conditions, pourvu qu'elles fussent acceptées avant le premier de juin prochain, après lequel temps, Sa Majesté ne serait plus tenue à aucun engagement.* La note remise par les représentants de l'Angleterre à l'ambassadeur impérial, comte de Zinzendorf, renfermait, après l'exposé des propositions de Louis XIV, la mention suivante que l'évêque de Bristol et le comte de Strafford avaient signée :

« Cet écrit s'accorde avec la pièce donnée aux soussignés, « ministres plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine de la « Grande-Bretagne, par MM. les ministres plénipotentiaires « du Roi Très-Chrétien, signée par lesdits ministres avant « la signature de la paix qui a été faite entre Sa Majesté la « Reine et Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, et cesdits « ministres de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne « ont remis cet écrit entre les mains de MM. les ministres « plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale.

« A Utrecht, le 15 avril 1713 [2]. »

Obtenir le maintien du *statu quo*, ainsi que la signature d'une trêve de quelques mois dont il aurait ménagé la prolongation suivant les besoins de sa cause; attendre ainsi la mort de la reine d'Angleterre dont la santé, compromise, disait-on, par l'abus des plaisirs de la table, inspirait, en ce moment,

[1] Ville des frontières méridionales de Lombardie, située à six lieues sud de Mantoue. On verra plus loin pourquoi cette clause assez insignifiante figurait parmi les propositions de Louis XIV. Le duc de Saint-Pierre avait épousé, en secondes noces, la sœur de Torcy.

[2] Voir Annexe 78.

Digitized by Google — Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de vives inquiétudes à ses amis, et celle de Louis XIV qui semblait toucher, depuis quelque temps, aux limites de la décrépitude ; profiter de cet opportun délai pour remplir ses coffres vides et refaire ses troupes, pour laisser respirer l'Allemagne, et y fortifier son influence ; conserver intactes ses possessions d'Italie dont il pouvait tirer de l'argent et des soldats, garder Barcelone dont l'opiniâtre fidélité lui avait été si puissamment secourable, et qui serait de nouveau, pour ses armées, dès qu'elles pourraient se remettre en marche, la porte de l'Espagne ; puis, lorsque le duc de Hanovre, qui devait à l'empereur Léopold son Électorat, serait monté sur le trône d'Angleterre, lorsqu'un enfant, presque au berceau, aurait pris la place du grand Roi, mettre à profit les difficultés, les timidités inséparables de toute régence, ainsi que l'amitié reconnaissante du nouveau souverain de la Grande-Bretagne, pour soulever à nouveau et résoudre, dans son intérêt, toutes les questions encore pendantes, pour conquérir définitivement la couronne d'Espagne, pour remettre la main sur toutes les possessions que la maison d'Autriche avait acquises en Italie, tel avait été l'espoir de l'empereur Charles VI. Les traités conclus à Utrecht, la notification qui lui avait été faite par les plénipotentiaires anglais, des offres de Louis XIV, remplaçaient un si beau rêve par le plus cruel des mécomptes.

Il fallait accepter ces offres dans le délai fixé, c'est-à-dire avant le mois de juin 1713, ou faire la guerre tout seul à la France. L'orgueil déçu de Charles ne pouvait hésiter. Reconnaître implicitement, dans un Bourbon son heureux rival, le souverain de cette riche et puissante monarchie si longtemps possédée par sa famille, abandonner ses riches provinces d'Italie, accepter le Rhin pour frontière, après qu'on lui avait proposé la restitution de l'Alsace, céder, dans ses propres États, une *principauté souveraine* à


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

madame des Ursins, son implacable ennemie, conférer, lui-même, le titre de Roi à l'Électeur de Bavière, un révolté, un traître qui avait combattu, les armes à la main, son seigneur légitime, et qui avait été mis au ban de l'Empire, récompenser ainsi, par une faveur éclatante, des crimes qui méritaient un châtiment exemplaire, donner ce funeste exemple, ce pernicieux encouragement à des princes qui tous aspiraient, plus ou moins, à l'indépendance, et dont la plupart cherchaient à s'affranchir de leurs obligations envers la patrie commune[1], le chef de la maison d'Autriche, le chef de l'Empire, pouvait-il s'abaisser à de telles concessions sans se déshonorer, sans violer absolument les préceptes de la plus vulgaire politique, sans fouler aux pieds honteusement les plus sacrés de ses devoirs? Si le caractère de Charles VI avait été moins résolu, les flatteries intéressées des seigneurs espagnols et italiens, réfugiés à sa cour, qui l'obsédaient, sans relâche, de leurs exhortations et de leurs prières, qui l'entretenaient, avec ardeur, des sentiments loyaux et fidèles de leurs pays et qui n'avaient d'espoir que dans le succès d'une nouvelle guerre, eussent fixé ses indécisions[2].

La guerre fut donc résolue. C'était une nécessité fatale. Il fallait maintenant aviser aux moyens d'y pourvoir. Assurément la tâche était ardue. Déjà en 1712, neuf jours seule-

[1] Zinzendorf à Strafford, 21 juin 1713 : « La plus grande difficulté se « réduirait, en tout ou en partie, à la fierté des demandes de Bavière. Il « est seur que la postérité conviendra avec les vivants que c'est à elle « seule qu'on doit attribuer les maux que l'Empire souffre ou auxquels il « peut être encore exposé. » Archives des affaires étrangères. — ARNETH, *le Prince Eugène de Savoie*, t. II, ch. XII.

[2] ARNETH, *le Prince Eugène de Savoie*, t. II, ch. XII. — Les intérêts des réfugiés espagnols étaient, disait-on, puissamment servis par l'influence qu'une dame espagnole, la comtesse d'Altheim, exerçait encore sur l'esprit de l'Empereur, dont elle avait été la maîtresse à Barcelone. Archives des affaires étrangères. — Pastor à Torcy, 20 juin 1713. — Voir Annexe 79.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ment avant la décisive affaire de Denain, malgré les fougueuses dispositions de Charles VI et les belliqueux encouragements du prince Eugène, le comte de Wratislaw, alors premier ministre, avait osé, dans un conseil secret qui s'était réuni, à Ratisbonne, sous la présidence de l'Empereur, ouvrir les yeux de son maître et lui signaler les graves motifs pour lesquels il paraissait impossible de continuer simultanément une lutte aussi difficile, aussi meurtrière, aussi ruineuse sur tous les points où elle se trouvait engagée. « Seul, j'eus la hardiesse, écrivait-il, le lendemain, au « comte Zinzendorf, d'entrer dans les détails de la situation. « Les autres parlèrent avec des lèvres si tremblantes, ou « prononcèrent des paroles si confuses qu'ils eussent mieux « fait de ne rien dire... On voulait attendre encore les événements avant de prendre une résolution décisive, mais, « moi, après m'être recommandé à Dieu, j'exposai à l'Em« pereur l'impossibilité de continuer la guerre... Je lui « déclarai que ses pays héréditaires ne pouvaient supporter « plus longtemps les charges qui les accablaient, que la « situation de la Hollande n'était pas meilleure, que cette « puissance était à bout, et ferait la paix dès qu'elle aurait « pu obtenir, pour elle-même, des conditions avantageuses, « qu'il n'y avait rien à attendre ni du duc de Savoie, ni des « autres alliés, et qu'ils suivraient, sans nul doute, l'exemple « des États-Généraux. Oui, j'allai plus loin encore : je prou« vai qu'à tous les points de vue la continuation de la « guerre serait funeste, et qu'on serait finalement obligé de « subir des conditions beaucoup plus dures... Le jour sui« vant, je parlai longtemps encore avec l'Empereur sur le « même sujet. Quoique la pilule soit amère, je crois que « l'évidence triomphera de l'inclination, et que Sa Majesté « s'arrêtera au parti le plus sage, s'il lui est possible de « sauvegarder son honneur vis-à-vis des Catalans et de ne

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« point renoncer formellement à la couronne d'Espagne [1]. »

Les sincères et courageux avis de ce loyal serviteur, dont la remarquable sagacité dans la conduite des affaires n'était pas moins connue que l'inaltérable dévouement aux intérêts de la maison d'Autriche, avaient semblé produire une réaction salutaire. On croyait généralement que l'Empereur était sur le point de renoncer au chimérique espoir de conquérir, à lui tout seul, la couronne de Philippe V, lorsqu'il eut le malheur de perdre son premier ministre qu'une maladie cruelle enleva, le 21 décembre 1712, à l'affection de ses nombreux amis, à l'estime des fonctionnaires autrichiens qu'il protégeait contre l'influence espagnole. « On « remarqua, dit M. le chevalier d'Arneth [2], que, pendant « toute la durée de sa longue maladie, les antichambres de « son hôtel furent constamment remplies de personnages du « plus haut rang qui venaient, deux fois par jour, chercher « eux-mêmes des nouvelles, tout comme s'il eût été l'un des « membres de la famille impériale. » Le prince Eugène n'avait pas, à la cour, de plus ferme partisan, ni de plus chaud défenseur. Il était venu à Vienne, en toute hâte, pour recueillir ses dernières pensées. Ce fut lui qui présida, quelques jours après sa mort, la conférence secrète où fut agitée, entre les conseillers d'État que Charles VI honorait plus particulièrement de sa confiance, la question de savoir si l'on accepterait les conditions proposées par Louis XIV ou si l'on continuerait la guerre [3].

[1] Arneth, *le Prince Eugène de Savoie*, liv. II, ch. xii.

[2] *Ibid.*

[3] C'était au prince Antoine de Lichtenstein, ancien gouverneur de Charles VI et président du Conseil d'État, que revenait hiérarchiquement, après la mort de Wratislaw et en l'absence du comte de Zinzendorf, retenu encore à la Haye par les négociations, la direction de la conférence. Mais les maladresses que le prince Antoine avait commises à Barcelone, où il s'était aliéné les Catalans par sa morgue ridicule, l'indépendance hautaine

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Les avis furent divisés. Le prince Trautson[1] opina pour la paix. Eugène, s'il faut en croire les historiens[2], exprima une opinion différente; mais la conférence fut unanime à penser que, si les hostilités étaient reprises, on en devait restreindre le théâtre aux régions baignées par le Rhin et ses affluents, que les ressources dont pouvait disposer la maison d'Autriche ne permettaient pas de l'étendre davantage; que combattre, en Espagne, avec la seule assistance des Catalans, était chose extrêmement périlleuse, que soutenir la lutte, en Italie, sans l'appui du duc de Savoie contraint par l'Angleterre à déposer les armes, était chose parfaitement impossible. La décision suprême appartenait à l'Empereur. Mais Wratislaw n'était plus là pour modérer sa fougue native et plaider, auprès de lui, la cause des solu-

qu'il affectait vis-à-vis de son ancien élève, la violence avec laquelle il soutenait ses opinions, sans jamais consentir à les modifier, lui avaient fait perdre l'oreille du souverain. Son crédit était ruiné, bien que sa fidélité à toute épreuve ne pût être mise en doute. Charles VI l'avait nommé grand maître de sa maison; en cette qualité, il remplissait les fonctions de premier ministre et présidait le Conseil d'État, lorsque l'Empereur n'assistait point aux séances.

Le conseil secret, la Conférence, comme on l'appelait, comprenait en général cinq ou six membres du Conseil d'État, désignés par le souverain lui-même. Le prince Antoine n'en faisait pas partie. A côté et sous la présidence du prince Eugène, siégeaient à cette époque, dans la Conférence, le prince Trautson, le comte de Stahremberg, président de la Chambre, son intime ami, et le comte de Seilerm. Lorsque Eugène était à Vienne, elle se réunissait dans son hôtel. Le grand Conseil d'État, dont la présidence était réservée à l'Empereur, se composait, pour le moins, de cent membres. Il connaissait, en dernier ressort, de toutes les causes importantes, civiles ou militaires qui intéressaient les fiefs de l'Empire ou des États héréditaires. Archives des affaires étrangères. — Voir Annexe 80 : *État présent de la cour de Vienne*. — ARNETH, *le Prince Eugène de Savoie*, t. II, ch. XII.

[1] « De peu de capacité, et qui prétend paraître sage et entendu en parlant peu; passionné pour sa femme, qui est assez belle; n'ayant aucun ami hors le président de la Chambre (comte de Stahremberg), dont il recueille les sentiments comme des oracles. » Voir Annexe 80 : *État présent du gouvernement et des charges de la cour de Vienne*.

[2] M. d'Arneth, dont nous avons consulté, avec autant d'intérêt que de fruit, le remarquable et savant ouvrage sur la vie du prince Eugène, ne


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tions prudentes. On avait cru à la Haye que, s'inspirant des exemples de son père Léopold, il accepterait les conditions qui lui étaient offertes, lorsqu'il se verrait délaissé par ses amis, ainsi que ce dernier l'avait fait en subissant les traités de Nimègue et de Ryswyk. C'était mal connaître son caractère et mal juger sa situation. Charles avait cru que ni son honneur ni ses intérêts ne pouvaient, dans les circonstances, lui permettre de faire la paix. Adoptant, sur ce point, les sages avis de la conférence, il avait décidé que toutes les forces dont il disposait encore seraient concentrées sur les frontières. En conséquence, il avait donné son adhésion au traité du 14 mars 1713, qui stipulait le retour de l'Impératrice à Vienne, l'évacuation de la Catalogne et la neutralité de l'Italie, mais il avait résolu de continuer la guerre avec la France, puisqu'il ne pouvait compter sur les bénéfices de la trêve qu'il avait espéré conclure.

C'eût été folie que d'entreprendre une lutte nouvelle

veut pas croire que, dans cette circonstance, son héros ait opiné pour la guerre. « Il a été souvent répété, dit-il, qu'Eugène avait conseillé la continuation de la guerre par haine de la France. C'est là une complète « erreur. Le prince, au contraire, avait, en toute circonstance, exprimé la « conviction que, privé de l'assistance des États-Généraux et réduit à ses « propres forces, l'Empereur n'était pas en état de lutter avec avantage « contre Louis XIV. » Il est certain que le prince Eugène a tenu plusieurs fois ce langage. Mais n'avait-il pas, en ce moment, à venger son échec de Denain et à rétablir son crédit, que cet échec avait sérieusement compromis? Le prince de Savoie était un homme d'État fort sagace, un diplomate très-avisé; avant tout, c'était un homme de guerre.

« Il est vrai, comme Votre Excellence se l'est figuré, écrivait Pastor à « Torcy, le 29 janvier 1712, que, depuis la dernière campagne, le prince « Eugène a perdu une partie de son crédit ici, lequel n'était pas, sans « cela, très-grand auprès du défunt Empereur. Cependant, comme l'Empe- « reur d'aujourd'hui ne respire que la guerre et que ledit prince donne « dans son génie martial et se fait valoir comme nécessaire à cet égard, je « crois qu'il se conservera, quoique dans un moindre degré de crédit « qu'auparavant. D'ailleurs il est certain que le maréchal de Stahremberg, « qui a la faveur et la confiance de l'Empereur plus que l'autre, n'est pas « de ses amis et n'a jamais eu grande opinion de son mérite, nonobstant « le bonheur qu'il a eu par le passé. » (Archives des affaires étrangères.)


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

contre Louis XIV avec les seules ressources de l'Autriche. Celles de tout l'Empire y suffisaient à peine. La difficulté était de les avoir sous la main. On ne pouvait faire appel à ces ressources dans de plus fâcheuses circonstances. L'Allemagne n'était guère moins épuisée que la France, et elle était fatiguée, jusqu'à l'écœurement, de prodiguer ses écus et ses soldats pour la plus grande gloire de la famille de Habsbourg. Depuis plusieurs années, la France ne luttait plus, pour ainsi dire, que pour la défense de son territoire; l'Allemagne, au contraire, combattait pour placer sur la tête de Charles VI la couronne d'Espagne, pour lui conserver ses possessions d'Italie, pour rétablir, au profit de l'Empereur et aux dépens, sans doute, des immunités germaniques, la monarchie de Charles-Quint. Parmi les princes allemands, parmi ceux-là mêmes que les liens de la reconnaissance enchaînaient à la fortune de l'Autriche, plus d'un faisait, tout haut ou tout bas, ces sages réflexions. D'ailleurs, le Nord était encore tout en feu. La Prusse, la Russie, le Hanovre, le Danemark, étaient en train de faire main basse sur les dépouilles de la Suède, qui soutenait avec des forces inégales, contre leur coalition, une lutte héroïque. Ces ambitieux allaient-ils abandonner la curée pour secourir l'Empereur? Il ne fallait guère l'espérer. Le plus puissant d'entre eux, le roi de Prusse, avait été pleinement satisfait par les traités d'Utrecht, qui avaient affermi sur sa tête la couronne royale et reculé les limites de ses États. Pourquoi irait-il se jeter, de nouveau, dans les hasards de la guerre? Si les princes de l'Empire n'étaient pas tous absolument ruinés, s'il leur était possible encore de fournir des hommes et des subsides, assurément leur répugnance, leur mauvaise volonté n'étaient pas douteuses.

A ces difficultés presque insurmontables, venaient s'ajouter, pour Charles VI, de bien autres périls. Pendant que la


Digitized by Google	Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Suède agonisante se débattait intrépidement pour échapper à la puissante étreinte qui l'étouffait de toutes parts, l'intrépide Charles XII, prisonnier volontaire d'Ahmed III, ne perdait ni l'espoir ni même la confiance. Le fougueux génie qui était parvenu, l'année précédente, par ses habiles manœuvres et son incroyable influence sur l'esprit du Sultan, à lancer contre les États de Pierre Ier, son rival, les hordes ottomanes, ne pouvait-il pas conclure un traité d'alliance avec le Grand Seigneur et Louis XIV victorieux? N'était-il pas capable, tandis que la France, par une médiation bienveillante, sauverait, en grande partie au moins, son royaume de Suède, « de battre, ainsi que l'écrivait « Pastor à Torcy, le tambour de la religion, de soulever « les protestants de Hongrie et de Silésie, d'envahir lui-« même les États héréditaires à la tête d'une armée musul-« mane[1]? » Une si écrasante diversion serait la perte de l'Autriche, et l'on savait à Vienne, de source certaine, que l'ambassadeur de France à Constantinople n'épargnait nul effort, nulle intrigue pour la préparer. En un mot, l'Empereur serait impuissant sur le Rhin, s'il ne lui était pas possible de contraindre les princes allemands, particulièrement le roi de Prusse, à remplir leurs obligations fédérales, de neutraliser, à Constantinople, les démarches de la Suède et de la France, de prévenir la médiation que Louis XIV se préparait à exercer entre Charles XII et les puissances du Nord. C'est à quoi la chancellerie de Vienne emploiera toutes les ressources de sa diplomatie.

Aux résistances, aux lenteurs calculées des princes et des cercles[2], elle opposera les décisions, les avertissements

[1] Pastor à Torcy, Vienne, les 16 février et 14 mars 1712. — Pastor au comte Velling, Vienne, 24 mai 1712. (Archives des affaires étrangères.) Voir Annexe 81.

[2] La division politique et territoriale de l'Allemagne en cercles avait

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et, s'il le faut, les menaces de la Diète, dans laquelle l'Empereur peut encore disposer de la majorité des voix; aux hésitations de la Prusse et du Hanovre, les habiletés du prince Eugène, son influence bien connue sur l'esprit de Frédéric, le souvenir des anciens bienfaits, l'appât des dépouilles suédoises; aux démarches de des Alleurs, qui représente Louis XIV auprès du Sultan [1], l'adresse de son résident Fleischmann, qui cherchera, par tous les moyens dont il peut disposer, à brouiller définitivement Charles XII avec la Porte; aux dangers dont l'amitié de la France pour la Suède et les pratiques secrètes de Charles XII peuvent menacer l'Autriche, les ressources de l'alliance impériale avec le Czar et l'Électeur de Saxe, roi de Pologne, le déploiement, en Hongrie, de forces imposantes, le témoignage nouveau de dispositions particulièrement indulgentes à l'égard des protestants [2], avant tout, les offres réitérées

été instituée, vers la fin du dix-septième siècle, par Wenceslas, pour tenir en bride les ambitions individuelles des princes allemands et des villes impériales, dont les coalitions fréquentes mettaient parfois en péril l'autorité du chef de l'Empire. Cette institution fut remaniée sous Albert II, en 1438, puis sous Maximilien Ier, troisième empereur de la maison d'Autriche, en 1500 et 1512. Primitivement, l'Allemagne était partagée en quatre cercles; elle en comprenait dix au commencement du règne de Charles-Quint, à savoir : ceux d'Autriche, de Bavière, du Rhin supérieur, de la Saxe supérieure, de la Souabe, de la Bourgogne, de la Franconie, du Rhin inférieur, de la Saxe inférieure et de la Westphalie. Chaque cercle avait son directeur, qui, dans les grandes circonstances, lorsqu'il s'agissait de questions politiques, militaires, financières, religieuses intéressant l'ensemble des États dont il était composé, présidait, dans une diétine, les représentants de ses États. Voir, Annexe 80, la désignation des directeurs sous le règne de l'empereur Charles VI.

[1] Voir les notes précédentes.

[2] « On croit que la puissance temporelle du Pape se ressentira de « l'ambition de ce prince (Charles VI) tôt ou tard, quand il ne sera pas « occupé ailleurs. *Il y a aussi* des gens de la cour qui m'ont dit qu'ils « savent qu'il pense au vaste dessein d'essayer de réunir les religions « catholique et protestante, prétendant marcher, en cela généralement, sur « les traces de Charles-Quint. » Pastor à M. le Palatin. — Archives des affaires étrangères.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'une médiation salutaire qui, s'exerçant, du consentement de tous, dans un congrès réuni à Brunswick [1], ménagerait au héros de Narwa un retour honorable dans son royaume, donnerait aux ambitions de ses voisins des satisfactions raisonnables, pacifierait l'Allemagne du Nord, et rendrait ainsi toutes ses forces disponibles contre la France.

Aussitôt que l'Empereur eut arrêté sa résolution, toutes les mesures furent prises pour en assurer, sans retard, l'exécution ponctuelle. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, le comte de Zinzendorf [2] avait reçu, le 14 avril, des mains mêmes de l'évêque de Bristol et du comte de Strafford, les propositions de Louis XIV. Dès le lendemain, il quitte la Hollande, après avoir protesté vertement, au nom de son maître, contre l'inqualifiable attitude des États-Généraux qui non-seulement violaient sans pudeur toutes leurs promesses, mais qui avaient manqué de respect vis-à-vis de Sa Majesté Impériale, en évitant de La désigner, dans le texte des conventions, par les termes qui lui étaient dus [3]. Si, désormais, de nouvelles négociations deviennent nécessaires, ajoute l'ambassadeur irrité, jamais l'Empereur ne voudra consentir à ce que la paix soit signée sur le territoire d'une nation qui, pour la troisième fois, s'est jouée de la confiance et a trahi les intérêts de l'illustre maison d'Autriche [4].

Quelques jours après, un volumineux factum [5], inspiré,

[1] Voir Annexe 82. — Archives des affaires étrangères.

[2] Philippe-Louis, comte de Zinzendorf, membre du conseil aulique, ancien ambassadeur d'Autriche en France, premier chancelier de la cour, chevalier de la Toison d'or. Voir Annexe 80.

[3] On avait évité, paraît-il, de mentionner personnellement l'Empereur dans les traités, et l'on y avait fait figurer, à sa place, la *maison d'Autriche*, afin de ménager également les susceptibilités de Louis XIV, qui affectait d'appeler dédaigneusement Charles VI *l'Archiduc*, et celles de Charles lui-même, que ce simple titre d'archiduc offensait à bon droit. Zinzendorf considérait cette substitution prudente comme une impertinence grossière.

[4] Arneth, *le Prince Eugène de Savoie*, t. III, ch. xii.

[5] Intitulé : *Lettre d'un officier de l'Empereur à un Anglais du parti*



Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dit-on, par le prince Eugène et dont la rédaction fut attribuée au baron de Carlscroon, historiographe de l'Empereur, est publié à la Haye. Il présente, en termes passionnés, le récit des événements de la grande alliance, des victoires qui l'ont signalée, des négociations perfides qui en ont brisé le glorieux faisceau. Il rappelle les promesses solennelles que consacraient les traités de 1701. Il se plaint, dans un langage indigné, de la violation audacieuse que l'on a faite de ces promesses, au moment même où l'on allait recueillir les fruits magnifiques de l'alliance, où la liberté de l'Europe allait enfin être conquise, où son maintien allait être assuré en face des prétentions intolérables et tyranniques de la France; il oppose l'incontestable loyauté de l'Empereur à la duplicité évidente de ses alliés; il flétrit particulièrement la conduite de l'Angleterre dont l'égoïsme est la cause principale de ce résultat désastreux. « Que les Anglais tournent et embellissent leur paix « comme ils voudront, dit l'auteur de ce factum, ils ne « l'accorderont jamais avec leurs promesses. Ils se sont « séparés de leurs alliés, ils ne peuvent le nier; ils ont fait « une paix à part, ils sont contraints de l'avouer... Par « cette paix..., ils ont donné et cédé : 1° au duc d'Anjou, « l'Espagne et les Indes; 2° au duc de Savoie, la Sicile et « une partie du Milanais; 3° à l'Électeur de Bavière, la « Sardaigne...; 4° à la reine de la Grande-Bretagne, Gibral- « tar, le Port-Mahon et l'île Minorque; 5° au roi de Prusse, « la ville de Gueldre avec son territoire...; 6° au duc de « Saint-Pierre, une satisfaction entière...; 7° aux États-Géné- « raux, le droit de juridiction dans la meilleure partie des « villes des Flandres; 8° et à la princesse Ursine, une terre

dominant, où sont contenues les raisons qui ont empêché l'Empereur de faire la paix avec les alliés. Archives des affaires étrangères.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« de 30,000 écus de revenus avec le titre de principauté. « Il est donc bien vrai qu'on a donné la monarchie espa- « gnole pour butin aux amis et ennemis, et qu'on n'en laisse « qu'une petite portion à la maison d'Autriche!... On a « fait avec l'Empereur une alliance étroite pour détourner « les malheurs qui menaçaient toute l'Europe, et on l'aban- « donne!... on avait promis de chercher son avantage, « mais, au contraire, on cherche sa perte! on est convenu, « entre autres, d'employer toutes ses forces pour enlever à « l'ennemi les pays qu'il possède, et, au lieu d'exécuter une « telle obligation, on veut contraindre l'Empereur à rendre, « tant au préjudice de la maison d'Autriche que de l'Em- « pire romain, la Catalogne, Gibraltar, Majorque, Minorque, « Iviça, Mantoue, Mirandole, Commacchio, les duchés de « Bavière, de Cologne et de Liége! On s'était obligé de ne « faire aucune paix à l'insu de l'Empereur, et on en conclut « une contre ses intérêts, de concert avec ses ennemis! On « était convenu de lui procurer *une satisfaction* juste et « *raisonnable* touchant la succession d'Espagne; mais voilà « qu'on divise, qu'on démembre toute la monarchie espa- « gnole et qu'on la partage à des princes qui n'y ont aucun « droit, pendant qu'il n'y en a qu'un qui y puisse pré- « tendre!... Ce n'est pas la conduite du roi de France, mais « bien celle de MM. les Anglais que l'on doit trouver « étrange. Dès l'heure même que ce monarque n'a pas cru « être tenu aux renonciations solennelles de sa mère et de « son épouse, ni aux lois fondamentales de l'Espagne, ni au « traité des Pyrénées... ni à son serment fait sur l'Évangile, « et dès le moment qu'il croit avoir droit de s'emparer de « la monarchie espagnole au nom de son petit-fils, et de « s'y affermir par les armes, on ne doit pas être surpris de « tout ce qu'il a fait. Il allait droit à la monarchie univer- « selle. Mais les Anglais et les alliés, après avoir reconnu si

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« souvent la nécessité de s'opposer à la trop grande puissance « de la France, après avoir déclaré, dans les formes les plus « solennelles, que la monarchie d'Espagne était due légiti- « mement à l'Empereur et s'être obligés à la lui procurer, « comment est-il possible qu'ils aient sitôt tourné casaque..., « qu'ils aient abandonné leur allié principal qui les a secou- « rus si fidèlement..., qu'ils l'aient privé d'une succession « que Dieu et la justice lui adjugeaient pour s'en emparer et « la partager avec l'ennemi, comme un bien conquis par « une guerre légitime! Que dira-t-on, à l'avenir, des An- « glais! que pensera-t-on des alliés de l'Empereur!... »

La publication de ce fougueux réquisitoire, dont toutes les assertions n'étaient pas d'une bien rigoureuse exactitude, mais dont il nous a paru utile de citer quelques passages, parce qu'ils reflètent fidèlement les impressions passionnées de Charles VI et de son entourage, est promptement suivie de la convocation du Conseil de l'Empire. Le prince Eugène y prononce des paroles belliqueuses qui rallient la majorité des suffrages. Elle décide que les offres de Louis XIV sont inacceptables et qu'il faut se préparer vigoureusement à la guerre. Saisie, par un décret de la cour impériale, des résolutions du Conseil, la Diète, réunie en ce moment à Ratisbonne, vote, après un long débat, un *conclusum* qui donne pleine satisfaction à l'Empereur. Il y est dit que la gloire de la nation allemande et le respect dû aux constitutions de l'Empire sont incompatibles avec les propositions de la France; qu'elles doivent être rejetées, et que tous les membres du corps germanique doivent unir leurs efforts pour obtenir des conditions conformes à l'honneur de l'Empereur et de l'Empire; qu'en conséquence, aucun d'eux ne serait dispensé de fournir son contingent, et qu'on devra contraindre ceux qui oseraient s'y refuser; que l'Empereur serait armé, à cet égard, des pleins pouvoirs de la

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Diète; que tous ceux qui ne craindraient pas d'assister l'ennemi, directement ou indirectement, seraient passibles de la peine de mort. La Diète accorde un subside de quatre millions de florins, pour subvenir aux besoins de la caisse militaire, et le gouvernement autrichien, secondé secrètement par le bon vouloir des États-Généraux [1], en emprunte un million aux banquiers d'Amsterdam. Le comte Fels, qui commande les troupes des Pays-Bas, reçoit l'ordre de les ramener immédiatement en deçà du Rhin. Il quitte Bruxelles le 26 avril, franchit la Meuse le 6 mai, le Rhin quatre jours après, et rejoint le corps d'armée qui avait passé l'hiver aux environs de Mannheim [2]. A Vienne, tout respire la guerre. Les propos glorieux du prince Eugène, qui brûle de se faire pardonner, par l'opinion publique, les disgrâces de sa dernière campagne, attisent cette flamme patriotique. « Le « Prince dit bien haut (Pastor à M. le Palatin — 24 avril « 1713) que l'Empereur ne recevra pas la loi de la France « quand il sera à la tête d'une si belle et bonne armée [3]. » Le 8 juillet, est publié l'édit impérial qui proclame la guerre contre la France en exécution du *conclusum* de la Diète :

« Nous, Charles VI, par la grâce de Dieu empereur « romain, juste successeur de la Castille, de l'Aragon, de « Léon, des Deux-Siciles, de Jérusalem, de Hongrie, de « Bohême, de Dalmatie, de Croatie, de l'Esclavonie, de « Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de « Majorque, de Séville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, « de Murcie, d'Alger, de Gibraltar, des îles de Canarie et des « Indes, à tous ceux qui ces présentes verront ou enten-

[1] Le traité de la Hollande avec l'Espagne n'était pas encore signé. Philippe V hésitait. Les États-Généraux n'étaient pas fâchés de susciter de nouveaux embarras à Louis XIV, dont ils connaissaient l'influence décisive sur les résolutions de son petit-fils.

[2] ARNETH, *le Prince Eugène de Savoie*.

[3] Archives des affaires étrangères.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« dront lire, salut. — Tout le monde sait quelles sont les « raisons qui ont porté l'empereur Léopold à déclarer la « guerre à la France. Cependant, quoique, durant toute « cette guerre, nous ayons toujours souhaité d'arrêter « l'effusion de tant de sang chrétien, en rétablissant l'union « dans l'Europe, et que nous ayons cherché les moyens de « faire la paix sous des conditions raisonnables et souvent « contraires à nos intérêts, la France, ennemie du repos, ne « les a point écoutées, mais, au contraire, après avoir « trompé tout le monde pendant plusieurs années par une « feinte envie de terminer la guerre, elle a tant fait qu'elle « a forcé nos alliés à nous abandonner par une paix particu« lière qu'elle a conclue avec eux. Il est vrai que le Roi de « France nous a proposé des conditions, mais c'était avec « tant de hauteur qu'on eût dit qu'il voulait nous faire la loi. « D'ailleurs, elles étaient si préjudiciables et si honteuses à « l'Empereur et à l'Empire, et elles tendaient si sensible« ment à sa ruine et à celle de la liberté de l'Europe, que, « suivant le conseil de nos fidèles Électeurs, Princes et États « rassemblés pour cela dans une Diète générale, nous « n'avons pas voulu les recevoir. C'est pourquoi nous « avons résolu d'assembler toutes nos forces pour continuer « la guerre avec le secours de Dieu, jusqu'à ce que nous « puissions obtenir des conditions qui nous mettent en « sûreté contre un ennemi si formidable. » Tel est le préambule de l'édit du 8 juillet qui remet formellement en vigueur tous les arrêts et ordonnances rendus contre la France depuis le commencement des hostilités, et qui en ordonne la publication dans tout l'Empire[1].

Ainsi l'Autriche et l'Allemagne ont déclaré de nouveau la guerre à la France. La Diète, subissant l'irrésistible

[1] Archives des affaires étrangères. Voir Annexe 83.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

influence de le chancellerie autrichienne, a voté les contingents nécessaires et donné à Charles VI l'autorisation d'employer, au besoin, la force pour les obtenir. Mais l'usage de ces pleins pouvoirs est chose fort délicate et sera, pour le gouvernement de l'Empereur, la source des plus pesants soucis. L'enthousiasme vengeur qui anime sa cour et que manifeste la population de Vienne, dont on a surexcité les sentiments de haine contre les Français, n'a pas franchi les limites des États héréditaires. Sur le papier, l'effectif des troupes est fixé à cent quatre-vingt mille soldats. L'Autriche doit en fournir trente mille, le Hanovre dix mille, les quatre cercles associés dix mille, la Prusse douze mille, la Saxe dix mille, le Wurtemberg quatre mille, l'Électeur palatin huit mille, le duc de Saxe-Gotha trois mille, le landgrave de Hesse trois mille, l'évêque de Munster quatre mille [1]. En réalité, si le contingent de l'Autriche est acquis, ce qui ne saurait être douteux, puisqu'il s'agit, avant tout, des querelles particulières du chef de sa maison, ceux des autres puissances, qui toutes désirent plus ou moins la paix, ne sont rien moins qu'assurés. Quelles mesures prendra l'Empereur pour triompher de leur mauvais vouloir? Fera-t-il, en même temps, la guerre à Louis XIV et aux princes allemands, s'ils ne veulent pas obéir à la Diète? « L'Empereur ne trouve pas, dans les « cercles voisins du Rhin, écrit Pastor, les dispositions « qu'il espérait, mais il prétend faire usage, en envoyant « son armée sur le Rhin, du *Compelle intrare*. La Diète « de Ratisbonne n'est pas sympathique à la guerre, mais on « pense que le *Gut Achten* de la Diète sera conforme *aux « volontés* de l'Empereur. » « La Diète de Ratisbonne, écrit-il « quelques jours après, fait apparemment les plus beaux

[1] Pastor au comte Velling, 13 mai 1713. (Archives des affaires étrangères.)

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« *conclusa* en faveur des prétendus intérêts de l'Empereur, « mais de les mettre à exécution : *hoe opus, hic labor est*[1]. »

Par le fait, le désordre militaire et financier est à son comble. Depuis plusieurs années, les troupes allemandes, campées le long du Rhin, n'ont accompli aucune opération importante. L'inaction a triomphé partout de leur discipline. L'année précédente, lorsque le duc régnant de Wurtemberg, leur commandant en chef, a dirigé, suivant les instructions du prince Eugène, une attaque de nuit contre Wissembourg, elles ont fait preuve d'une pusillanimité vraiment lamentable. Les aboiements d'un chien ont mis leur avant-garde en déroute. Il a fallu la ramener dans sa position à coups de sabre[2]. Les princes, qui entretiennent ces mauvais soldats, vont inventer mille prétextes pour se soustraire aux injonctions que les autorités autrichiennes leur transmettent au nom de la Diète. Les États du Nord allèguent la guerre du Holstein, qui les contraint à conserver sous la main, pour la protection de leur intérêts immédiats, toutes les forces dont ils disposent. Le Roi de Prusse prétend que les garnisons qu'il tient dans les places du pays de Clèves doivent compter parmi les contingents et qu'il n'enverra, en conséquence, que cinq ou six mille hommes. C'est à peine si les représentations incessantes de Schönborn, l'ambassadeur d'Autriche à Berlin[3], et les sollicitations pressantes du prince Eugène, que Frédéric Ier honore de son affectueuse estime, parviennent à modifier quelque peu sa première résolution[1]. Le landgrave de Hesse-Cassel ne veut pas

[1] Pastor à Torcy, 20 mai 1713. (Archives des affaires étrangères.)

[2] ARNETH, *le Prince Eugène de Savoie*, liv. II, ch. XII. Voir Annexe 84.

[3] « Le comte de Schönborn, vice-chancelier de l'Empire, homme bien « intentionné, mais d'un génie médiocre, ennemi des applications sérieuses « et fort amateur du sexe. » Voir Annexe 80 (*État présent du gouvernement et des charges de la cour de Vienne*). Schönborn était membre de la conférence secrète.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

subordonner ses troupes à l'autorité du généralissime impérial; le duc de Saxe-Gotha défend aux siennes de franchir le Necker; le margrave d'Anspach va plus loin, il rappelle son régiment de cavalerie, qui déserte avec armes et bagages. L'argent manque encore plus que les hommes. Impossible de faire verser, dans la caisse militaire, les quatre millions de florins votés par la Diète. Pour obtenir une armée, il faudra permettre aux princes d'imputer la solde de leurs contingents militaires sur le montant même de leur contingent pécuniaire, c'est-à-dire leur accorder la remise d'une moitié environ des charges qui leur incombent. Pour obtenir de l'argent, il faudra que l'Empereur s'engage personnellement vis-à-vis de Rost, le riche banquier de Francfort, qui n'a nulle confiance dans le crédit de la Diète, et qu'il vende la ville de Final à la république de Gênes[2].

C'est au milieu de ces difficultés presque inextricables

[1] Arneth, *le Prince Eugène de Savoie,* liv. II, ch. xiii.

[2] Pastor à Torcy, Vienne, 24 juin 1713. « Le prince Eugène et l'Électeur « de Mayence se sont fait autoriser, par la Diète, à emprunter à un fameux « gros banquier de Francfort nommé Rost, deux millions de florins qui lui « seront rendus au fur et à mesure que les États s'acquitteront de leurs « contingents argent; mais il n'y a guère apparence que ce banquier con- « sente sur des garanties si peu sûres. » (Archives des affaires étrangères.)

Le duc de Savoie avait proposé d'acheter Final, petit port situé à treize lieues sud-ouest de Gênes; il l'aurait payé plus cher que la république de Gênes, mais l'Empereur ne voulait point le lui vendre, craignant d'accroître encore les États d'un si entreprenant et si peu scrupuleux voisin, dont son père Léopold avait déjà payé l'alliance par l'abandon d'une partie des domaines de sa famille. Le traité d'acquisition de la ville de Final par la République porte la date du 30 août 1713. Les signataires furent, pour l'Empereur, le duc d'Uzeda, pour Gênes, don Antonio Justiniani et Clément Doria. La vente fut passée moyennant la somme de 1,200 pièces, valant chacune 5 livres de 100 sols, monnaie de Gênes, payable en quatre termes, dont le dernier devait échoir en juin 1714. Charles VI gardait la moitié des canons et des munitions; il se réservait le droit de passage pour ses troupes et celles de ses successeurs. *Correspondance de Pastor.* (Archives des affaires étrangères.)

Final, chef-lieu d'un marquisat, avait été vendu en 1590, par la

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que le prince Eugène, parti de Vienne le 18 mai, arrive, le 24, au camp de Mühlberg, situé proche de Philippsbourg [1], sur la rive droite du Rhin. Il y reçoit le commandement en chef des mains du duc de Wurtemberg et y fait installer son quartier général dans le château de plaisance du margrave de Bade-Dourlach. L'Empereur avait voulu, dit-on, prendre lui-même la direction de son armée. Ses ministres, estimant qu'elle serait beaucoup mieux placée entre les mains du prince de Savoie et que, d'ailleurs, la présence à Vienne du chef de l'Empire était nécessaire dans les circonstances, l'en avaient prudemment dissuadé.

Il paraît douteux, au reste, qu'il ait pu exprimer sérieusement le désir de conduire lui-même les opérations militaires. Charles VI comprenait les devoirs du souverain et savait aussi les pratiquer virilement. Or, en ce moment, la peste venue de Hongrie sévissait en Autriche et décimait, à Vienne, les populations des faubourgs. Dans les premiers jours de janvier 1713, l'Empereur, afin d'apaiser la colère divine, avait ordonné des prières publiques et un jeûne universel. Il avait condamné tous ses sujets, sa cour et lui-même « à ne se nourrir que de pain et d'eau, quatre ven-

famille Caretto, à la couronne d'Espagne. Elle fut conquise par l'Autriche pendant la guerre de la Succession.

[1] Bourg du grand-duché de Bade, situé sur la Salzbach, l'un des affluents du Rhin, à sept lieues sud-ouest de Heidelberg. Il appartenait primitivement aux évêques de Spire. L'un d'eux, Philippe de Sotteren, le fit fortifier pendant la guerre de Trente ans, et lui donna le nom de Philippi-Burgum, d'où l'on a fait Philippsbourg. Occupé par les Suédois en 1633, par les Impériaux deux ans plus tard, en 1644, par les Français qui le perdirent en 1676, Philippsbourg tomba de nouveau en leur pouvoir, après deux siéges mémorables, en 1688 et 1734. Il fut attribué à la France par le traité de Westphalie et restitué à l'Empire par celui de Nimègue. Repris par nous en 1799, il fait partie, depuis 1802, du grand-duché de Bade.

Le village de Mühlberg, situé à l'extrémité septentrionale des lignes d'Etlingen, possédait un château de plaisance appartenant au margrave de Bade-Dourlach. Ce fut dans ce château que le prince Eugène s'établit avec son état-major.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« dredis de suite ». (PASTOR.) Mais ces pieuses rigueurs n'avaient pas repoussé le fléau. « Il y a présentement ici « un terrible bruit au sujet de la peste, écrit Pastor, le « 28 mars, à M. le Palatin; on dit qu'elle s'était glis- « sée dans les faubourgs de cette ville et même dans les « ruelles écartées parmi la canaille. » Les progrès du mal furent effrayants. Il se manifesta bientôt dans toute l'étendue des domaines héréditaires, et des quarantaines furent établies, par les États voisins, pour protéger leurs sujets. L'Allemagne ayant été envahie, une ordonnance royale, publiée le 28 août 1713, prescrivit les mesures les plus sévères et les plus minutieuses. « Louis XIV, par cette « ordonnance, faisait très-expresses inhibitions et défense à « toute personne, de quelles conditions et qualités qu'elle « soit, venant par terre d'Allemagne et des Pays-Bas « et États qui ont une libre communication avec l'Alle- « magne, d'entrer dans ses royaumes, pays, terres et sei- « gneuries de son obéissance, ni d'y introduire aucunes « sortes de denrées, marchandises, bestiaux et autres ani- « maux venant desdits pays, sous *peine de vie* contre les « personnes qui contreviendraient auxdites défenses, et « même contre celles qui auraient favorisé leur entrée. » Les chemins et passages donnant accès aux frontières allemandes devaient être clos par des barrières et gardés par des soldats autorisés à faire feu sur tout individu qui essayerait de les franchir. Les paquets renfermant les correspondances devaient être laissés à trente pas desdites barrières, ramassés avec des pincettes lorsque les courriers allemands se seraient éloignés à distance suffisante, puis trempés dans du vinaigre et convenablement parfumés, suivant l'usage, avant d'être expédiés à leurs destinataires [1].

[1] « Ordonnance du Roi, portant règlement sur les précautions qui doi-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pendant que la France était heureusement préservée, dix mille personnes mouraient à Vienne, et l'on entassait trois mille malades entre les murs trop étroits de son lazaret. « Le nombre de ceux qu'on y porte journelle-« ment, écrivait le 31 août, à un Père Capucin de Florence, « le chirurgien Tremolini, a été jusqu'à cent, comme aussi « même nombre y est mort quelquefois en un jour, ce qui « fait grande compassion et pitié. L'on y voit arriver, tous « les jours, beaucoup de personnes qui paraissent de la « meilleure complexion du monde et qui ne laissent pas « que d'être attaquées de cette maladie, et, comme il n'y a « pas de place suffisante, on est contraint de les mettre, « deux à deux, sur des matelats dont la plupart se trouvent « vides dès le lendemain, parce que la plupart des malades « meurent dans la nuit. Aux quatre coins du cimetière, il y « a une chambre assez grande dans laquelle on jette, le long « du jour, les morts les uns sur les autres jusqu'au soir; il y « a, de plus, une vingtaine environ de chaises à porteurs, « toutes habillées de la même couleur, pour aller prendre, « tout le long du jour, les malades et les morts... Il y a, de « plus six grandes charrettes, de quatre chevaux chacune, « qui partent, chaque soir, du lazaret, précédées de gens à « cheval pour aller enlever les morts dans la ville et dans « les faubourgs... Quant à la qualité du mal, je puis vous « dire qu'il est véritablement une contagion. Quand je suis « venu en ce lazaret, on me donna, moyennant de bonnes « recommandations des seigneurs de la santé, une chambre « dans une maison voisine. Je mangeais avec le maître de « cette maison, sa femme, sa fille et un médecin venu tout

vent être observées pour prévenir la communication du mal contagieux qui s'est répandu dans les pays héréditaires de la maison d'Autriche, et en quelques autres provinces et lieux de l'Allemagne. »

A Marly, le 28 avril 1713. — Archives des affaires étrangères.

Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« nouvellement de Rome. Ils sont tous morts, l'un après « l'autre, en dix jours de temps... Quelque peur que cela « puisse me donner, je ne laisse pas que de vivre content, « travaillant, au reste, tout le long du jour autour des « malades. Il est mort ici, depuis le commencement de cette « contagion, vingt-cinq chirurgiens et dix médecins... et, « dans cette même maison où je demeure, il est mort plus « de trente personnes en quinze jours, entre autres un Père « Capucin, confesseur du Lazaret, dont la chambre était « voisine de la mienne. Pour ce qui regarde mon emploi, « je le fais très-volontiers, tant pour le service des malades « que pour le salut de mon âme, et peut-être serais-je mort « avant que cette lettre vous parvienne [1]. »

Charles VI n'était pas tenu, sans doute, à l'intrépidité professionnelle du vaillant praticien qui traçait ce lugubre récit, mais il n'était pas homme à déserter son poste quand il devenait périlleux. « Les médecins, écrit Pastor le 27 août, con- « seillent à l'Empereur et à l'Impératrice de quitter Vienne « à cause de la peste, mais il paraît résolu d'attendre l'extré- « mité. Il dit aux ministres et aux médecins qu'il ne faut pas « avoir tant peur, qu'il n'y a point d'exemple qu'un Empe- « reur soit mort de la peste et qu'il espérait que Dieu l'en « préserverait aussi. » C'est à Vienne qu'il y avait en ce moment les plus grands dangers à courir. C'est à Vienne que Charles voulut rester, tandis qu'il envoyait le plus habile de ses généraux défendre les frontières de l'Empire.

[1] Archives des affaires étrangères. — Cette pièce curieuse, intitulée : *Copie d'une lettre, traduite de l'italien en français, d'un chirurgien avignonnais au Père Capucin, à Florence, écrite du Lazaret de Vienne, du* 31 *août* 1713, renferme des détails instructifs sur la nature même de la maladie qui sévissait alors si cruellement dans la capitale de l'Empire. On les trouvera partiellement reproduits aux Annexes, sous le n° 85.

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE II

LANDAU ET FRIBOURG.

Campagne de 1713 sur le Rhin. — Villars et le prince Eugène commandent en chef. — Plans du maréchal. — Prise de Landau et de Fribourg.

Le jour même (24 mai) où le prince de Savoie établissait, à Mühlberg, son quartier général, Villars arrivait à Metz. On avait cru, un instant, que Charles VI, délaissé par ses amis, subirait, à Utrecht, les conditions de la France, comme Léopold, son père, les avait subies à Ryswyk, et le licenciement de la plus grande partie des troupes avait été décidé. « M. de Voisin vint me trouver un jour, raconte le maré« chal de Villars dans ses Mémoires, et me dit : Le Roi « compte la paix faite avec l'Empire, et il a quelque peine « à ôter au maréchal d'Harcourt le commandement de « l'armée d'Allemagne qui lui avait été promis. Ainsi Sa « Majesté croit que vous serez content d'avoir forcé ses « ennemis à la paix, et que vous ne vous souciez pas beau« coup de faire un voyage en Alsace. — Puisque la paix est « faite, répondis-je, il n'y a qu'à louer Dieu. Je vais donc me « défaire de mon équipage. »

Il avait commencé à vendre ses chevaux, charrettes, mulets et fourgons, lorsqu'on apprit que l'Empereur était décidé à la guerre et que le prince de Savoie aurait le commandement de l'armée impériale. Louis XIV ne pouvait hésiter dans le choix du général en chef qui devait lui être opposé. L'heureux vainqueur de Denain était désigné d'avance. Mais



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

il fallait, pour qu'il acceptât de bon cœur cette redoutable mission, caresser habilement son amour-propre, un peu froissé par les premières déclarations du ministre de la guerre. Le récit du maréchal, qui ne perd jamais une occasion d'encenser lui-même son importance, est fort joli : Apparem-« ment les nouvelles d'Allemagne firent penser que, mal à « propos, on avait changé le dessein de mettre les armées « sous mes ordres. M. de Voisin parut désirer de rentrer en « conversation avec moi. Comme je venais peu à la Cour, il « prit un prétexte et m'écrivit, plusieurs fois, que je négli-« geais trop mon appartement de Marly. —Je lui répondis, « autant de fois, que, ma santé n'étant pas bonne, je me te-« nais à Paris, où je me trouvais plus à mon aise. — Enfin il « m'envoya un courrier du cabinet », — sans aucun doute très-impatiemment attendu ; — « il était porteur d'une lettre « que je ne me pressai pas d'ouvrir, parce que je me doutais « du contenu *et que je ne voulais pas montrer trop de désir.* »

On se figure aisément la scène. Le maréchal, affectant la plus calme indifférence, pose sur un coin de la table la lettre dont l'enveloppe lui brûle les doigts. Il achève sa partie, en commence peut-être une autre, et commet, sans doute, beaucoup de fautes dont ses adversaires ont la courtoisie de ne pas s'apercevoir. Enfin, après avoir observé un délai suffisant pour que sa dignité reste saine et sauve, il prend la lettre et l'ouvre lentement d'une main un peu tremblante, bien que s'efforçant de rester froid et impassible, sous le feu des regards plus ou moins bienveillants qui l'interrogent. « Elle renfermait un ordre « de me rendre le lendemain à Marly. M. de Voisin, à qui « je parlai d'abord, aurait bien voulu que je lui fisse des « questions qui le missent à l'aise et lui donnassent lieu de « me faire valoir le changement résolu en ma faveur ; mais « je ne me laissai point prendre à ses cajoleries. Je ne

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« montrai pas de curiosité; j'affectai, au contraire, beaucoup « d'indifférence, de sorte qu'il fut obligé de me dire nette- « ment : — Nous refuserez-vous d'aller prendre le com- « mandement de l'armée d'Allemagne? — Je n'ai pas refusé, « lui répondis-je, des emplois très-difficiles et très-dange- « reux dont personne ne voulait; ainsi je ne refuserai pas « ceux que la dernière campagne rend moins embarrassants. « Sa Majesté, ce même jour, me parla, avec une espèce de « honte, des variations auxquelles on l'avait engagée, et me « témoigna sa satisfaction de ce que j'acceptais. »

Le lendemain, Louis XIV reçoit, de nouveau, le maréchal à Marly, et lui donne une longue audience. Le Roi se préoccupait particulièrement de la subsistance des troupes. Elle était, au contraire, le moindre des soucis de Villars. On a vu comment il savait y pourvoir par la terreur, quand les réquisitions *bienveillantes* n'étaient pas obéies. — « Mais, « lui dit le Roi, les maréchaux d'Harcourt et de Bezons « m'ont assuré que, s'ils avaient plus de deux cents esca- « drons, ils ne pourraient les faire subsister. — Je dois « connaître, répondis-je, ces frontières et tous les pays où « l'on peut porter la guerre, et j'ai l'honneur d'assurer « Votre Majesté que plus j'aurai de troupes, et plus je trou- « verai de pays pour les nourrir. » Les hommes qui sont rarement esclaves de leurs scrupules ne tombent pas facilement en défaut. Villars était un peu de ceux-là. Évidemment il se souvenait avec complaisance de ces exactions fécondes qui avaient si impitoyablement pressuré en 1705, 1706 et 1707, les populations rhénanes au profit de la bourse royale et de la sienne.

Il fallait faire vite puisque la décision impériale avait surpris le gouvernement du Roi; mais, pour lever des soldats, pour concentrer ses troupes, Louis XIV n'avait pas à vaincre les nombreux et difficiles obstacles qui paralysaient

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'Empereur et qui devaient, durant la campagne de 1713, réduire son armée à la défensive. Pendant que le prince Eugène, qui ne peut songer à envahir la France avec les forces dont il dispose au début des opérations, se borne à inspecter les lignes d'Ettlingen [1], Villars combine déjà son plan d'attaque. Investi des fonctions de général en chef, il a sous ses ordres le maréchal de Bezons qui commande l'armée de la Moselle et avec lequel il s'est déjà concerté lors de son passage à Metz. Bezons, qui était indépendant du maréchal d'Harcourt et dont la nouvelle situation froisse un peu l'amour-propre, « a marqué un vif désir d'avoir toujours une armée séparée [2] ». Pour adoucir ses regrets et s'assurer de son loyal concours, Villars lui a promis que, si la campagne s'ouvrait par une action générale, il conduirait l'aile droite ou l'aile gauche à son choix, et que, si elle commençait par un siége, il en aurait la direction. Les officiers qui secondent le vainqueur de Denain, de Broglie [3], du Bourg [4], Albergotti [5],

[1] Ettlingen, chef-lieu du bailliage qui porte son nom, est une ville du duché de Bade, à deux lieues sud de Carlsruhe et à quatre lieues est du Rhin. Elle fut d'abord ville libre impériale et passa, au commencement du treizième siècle, sous la domination des margraves de Bade. Le château qui la défendait fut incendié par l'armée française en 1689 et reconstruit au commencement du dix-huitième siècle. Les lignes qui portaient son nom, et dont elle occupait à peu près le centre, avaient été construites, en 1707, par les soins du duc de Hanovre, depuis roi d'Angleterre. Elles s'étendaient, au nord, jusqu'à Philippsbourg.

[2] *Vie du maréchal de Villars.*

[3] François-Marie, comte, puis duc de Broglie, troisième fils du comte Victor-Maurice. (Voir les notes précédentes.) Il prit part avec honneur, depuis 1689, à la plupart des campagnes de Flandre, d'Allemagne et d'Italie. Ambassadeur à Londres en 1724, il négocia le traité qui confirmait la paix d'Utrecht. Après avoir combattu les Autrichiens en Italie, il reçut (1741) le commandement des troupes envoyées en Bohême et ne put sauver Prague. Maréchal de France en 1734. Duc en 1739. Mort en 1745.

[4] Léonore-Marie du Maine, comte du Bourg, lieutenant général, maréchal de France en 1724, très-bon général de cavalerie, auquel la victoire de Rumersheim, remportée en 1707 sur le général autrichien Mercy, fit le plus grand honneur. (Voir le récit des faits militaires.)

[5] Voir les notes précédentes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Saint-Frémont [1], Vivans, d'Alègre [2], Monperoux [3], Coigny [4], lieutenants généraux, le Guerchois [5], Maulevrier [6], Rosen [7], le marquis de Broglie [8], maréchaux de camp, sont des

[1] Voir les notes précédentes.

[2] Le marquis d'Alègre, colonel de dragons en 1679, maréchal de camp en 1693, était lieutenant général depuis 1702. Successivement gouverneur de Bonn, de Saint-Omer (1706), lieutenant général du haut Languedoc (1707), il reçut, en 1723, le gouvernement des Trois-Évêchés et, l'année suivante, le bâton de maréchal. On le voit ensuite commandant en chef dans la Bretagne et chevalier des ordres en 1728; mort en 1733, à quatre-vingts ans. Sa fille avait épousé le marquis de Maillebois, fils du contrôleur général Desmarets, qui fut aussi maréchal de France.

[3] Lieutenant général et mestre de camp général de la cavalerie. « C'était, « dit Saint-Simon, un brave homme, assez officier, sans aucun esprit. Il « dormait partout, et debout et en mangeant. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)

[4] *François de Franquelot*, comte, puis duc de Coigny, d'une famille de Normandie pour laquelle la terre de Coigny fut érigée en comté vers le milieu du dix-septième siècle. Fils de Robert-Jean-Antoine, lieutenant général et directeur général de la cavalerie, qui s'était distingué en Hollande, en Flandre, surtout en Espagne, et avait été gouverneur de Barcelone, François de Coigny, né en 1670, mort en 1759, servit très-honorablement en Flandre, sur le Rhin, et se fit particulièrement remarquer au siége de Landau. Ayant succédé à Villars (1734) dans le commandement de l'armée d'Italie, il y remporta les victoires de Parme et de Guastalla et prit Modène. L'année suivante, il tint tête habilement au prince Eugène en Allemagne et, quelques années plus tard (1743), dirigea une seconde campagne sur le Rhin. Louis XIV lui donna le titre de duc et le bâton de maréchal.

[5] Frère de le Guerchois, conseiller d'État. Officier distingué, dont les débuts, dans la carrière militaire, furent protégés par Saint-Simon et Chamillard. Capitaine des gardes, puis colonel du régiment de la vieille marine, maréchal de camp, lieutenant général et gouverneur du Roussillon, 1719. Il avait été très-brillant à la bataille de Turin (1706). Il fut blessé mortellement, en 1734, à celle de Parme, que le maréchal de Coigny (ci-dessus cité) gagna sur le comte de Mercy et dans laquelle celui-ci fut tué.

[6] François-Édouard, marquis de Maulevrier, propre neveu de Colbert. Son père, Édouard-François, comte de Maulevrier, lieutenant général, était le frère du grand ministre.

[7] Fils unique du maréchal Rosen, vieux soldat de fortune, d'origine suédoise, qui avait fait toute sa carrière dans les armées françaises, « qui « avait, dit Saint-Simon, de l'esprit et de la finesse, connaissait le faible « du Roi et de ses ministres pour les étrangers et avait su en profiter. Il « parlait un jargon partie français et allemand et reprochait à son fils de « parler trop bien français, qui, d'ailleurs, était un pauvre homme, mais « brave, et qui mourut lieutenant général. »

[8] Frère du duc François-Marie, qui fut maréchal de France.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

hommes de choix qu'il a déjà vus à l'œuvre, qui connaissent bien la région, sur l'expérience et la valeur desquels il peut absolument compter. Avec de tels instruments et des soldats bien équipés, bien nourris, exaltés par de récents succès, s'attendant à de nouvelles victoires, le maréchal peut tout entreprendre. Lorsqu'il arrive à Strasbourg, le 26 mai, il fait, en toute hâte, le recensement de ses troupes. Son effectif ne se monte qu'à quarante-cinq mille hommes. Eugène a déjà sous sa main soixante mille soldats, et il doit commander, dit-on, à cent dix mille. Mais les recrues françaises affluent tous les jours, tandis que les recrues allemandes ont été promises à contre-cœur et n'arrivent pas. Le prince de Savoie s'occupe uniquement de fortifier sa défensive. Posté dans les lignes d'Ettlingen, il en surveille la restauration; il fait relever activement, sous la direction du marquis de Vaubonne, général de cavalerie, l'un de ses meilleurs lieutenants qu'il a détachés, vers le sud, avec un corps de huit mille soldats, les travaux qui défendent les défilés de la forêt Noire et protégent la Souabe; il ne cesse d'écrire aux princes allemands du Nord afin de hâter l'envoi des contingents qui doivent garder le Rhin, à partir de Mayence. Ce sera seulement lorsqu'il n'aura plus rien à craindre pour les frontières allemandes, depuis cette ville jusqu'à la Suisse, qu'il pourra prendre l'offensive. Villars n'hésitera point à profiter de son impuissance. Ce sera l'armée française qui aura l'initiative de l'attaque.

Quand le maréchal a pris une décision, il l'exécute toujours, à moins d'impossibilité absolue, avec une rapidité foudroyante; mais il prend soin, tout d'abord, de dissimuler ses desseins afin que l'ennemi ne sache pas exactement où il veut porter ses coups et se trouve ainsi mal préparé à s'en garantir. Faire prendre le change à ses adversaires, les con-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

traindre à étendre, à disséminer leurs forces défensives, attaquer ensuite, avec la plus grande célérité, la plus grande vigueur, sans ménager la fatigue, ni même la vie du soldat, le point qu'il a jugé d'abord le plus vulnérable, tel est le secret d'une tactique qui n'a cessé d'être heureuse, qui a donné aux armes françaises les victoires de Friedlingen, de Stohlofen et de Denain. Le maréchal s'y montrera encore fidèle pendant sa vaillante campagne de 1713.

Ayant pris la résolution de rendre au Roi Landau, l'une des villes les mieux fortifiées des frontières allemandes, il feindra d'en vouloir aux lignes d'Ettlingen. Landau est située, à quatre lieues de la rive gauche du Rhin, en face de Philippsbourg et du camp de Mühlberg. Si le prince Eugène pénètre les desseins du maréchal, il le fera aisément échouer en envoyant, au delà du fleuve, un corps de troupes considérable ; s'il croit, au contraire, que l'armée française doit opérer beaucoup plus au sud, dans la direction de Rastadt, il y portera la plus grande partie de ses forces, et l'investissement de Landau s'opérera sans obstacle. Une fois Landau investi, la route qui conduit de Philippsbourg en France sera coupée, les lignes de Wissembourg deviendront inattaquables ; l'Alsace n'aura plus rien à craindre. Depuis quelque temps déjà, le comte du Bourg était établi sur la rive droite du Rhin, non loin de Rastadt. Le 4 juin, Villars donne l'ordre au chevalier, d'Asfeld [1] de le rejoindre avec un gros corps de cavalerie, et il passe lui-même le fleuve, au commencement de la nuit, accompagné d'une partie de ses équipages et de son état-major. Depuis quelques jours, tous les détachements qui occupaient les postes situés entre Saverne, Strasbourg et Haguenau, s'étaient concentrés,

[1] Claude-François, chevalier, puis marquis d'Asfeld-Bidal, d'origine suédoise, qui devint maréchal de France en 1734, après la prise de Philippsbourg. (Voir les notes précédentes : Récit des faits militaires.)



Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'après ses ordres, aux environs de Lauterbourg [1]. Après avoir suivi, pendant une heure, la route de Rastadt, Villars revient rapidement et sans bruit sur ses pas, repasse le Rhin et gagne Lauterbourg en toute hâte.

« Alors, dit-il dans ses Mémoires, je commençai ma véri-« table marche. Je fis prendre la tête au comte de Broglie « avec quinze bataillons... Je suivis avec quarante batail-« lons... Pour marcher plus facilement, je mis notre infan-« terie en brigade. Elle fit seize lieues en vingt heures. Je « fus presque toujours à pied et à leur tête. Quelques-uns « succombaient à la fatigue. Mes amis, leur dis-je, ce n'est « que par la diligence et de telles peines que l'on attrape « les ennemis! Pourvu, me répondit-on, que vous soyez « content et que nous les attrapions, ne vous embar-« rassez pas de notre peine; nous avons bon pied et bon « courage. »

« Tout le pays, ajoute le maréchal, fut également « trompé. » Le 5 juin, tandis que le prince Eugène expédie, en grande hâte, vers Ettlingen et Rastadt, toutes les troupes dont il peut disposer, notre avant-garde arrive à Spire [2]. On ne songeait point à y voir les Français. L'évêque, apprenant que des soldats s'approchent, s'empresse d'offrir au *prince de Savoye* l'hospitalité de son palais. A onze heures du soir, le comte de Broglie occupait la chaussée de Philippsbourg. Les communications de Landau avec l'armée

[1] Petite ville d'Alsace, située sur la Lauter, près de sa jonction avec le Rhin et à quatre lieues sud-est de Wissembourg. Elle fit partie, pendant plusieurs siècles, du domaine des évêques de Spire. Occupée, par les Impériaux, en 1744, prise par les Prussiens en 1793; reprise la même année par les Français, elle fit ensuite partie de notre département du Bas-Rhin. La Lauter séparait ce département de la Bavière.

[2] Sur la rive gauche du Rhin, à sept lieues nord-est de Landau; Spire était alors ville impériale et chef-lieu d'un évêché souverain. Elle appartient maintenant à la Bavière. (Voir les notes précédentes : Récit des faits militaires.)


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

impériale étaient coupées. Pour que le siége de cette importante forteresse puisse être entrepris avec toute chance de succès, il faut que l'armée impériale soit maintenue au delà du Rhin, il faut aussi que les subsistances de l'armée française soient assurées. Le comte du Bourg, « qui connaissait mieux que personne tout ce pays là », est chargé de garder les passages du Rhin depuis Lauterbourg jusqu'au fort Louis [1]. Le maréchal les garde lui-même, avec le gros de l'armée, à partir de Lauterbourg jusqu'à Mayence, et le comte de Dillon [2] qui occupe dans le courant de juin, après une courte résistance, Kaiserslautern [3], ainsi que le château de Wolfstein, surveille le fleuve entre Mayence et Coblentz. Un seul point inquiète encore le maréchal : c'est le fort qui est situé sur la rive gauche, en face de Manheim, dont l'ennemi peut, à toute heure, renforcer la garnison et qui deviendrait facilement la tête d'un pont de bateaux. Le lieutenant genéral d'Albergotti [4] reçoit l'ordre de s'en emparer ; il y pénètre sans coup férir, le 28 juin, après un siége de dix jours. C'est ainsi que tout péril d'invasion est conjuré depuis Coblentz jusqu'à Strasbourg.

Pour nourrir ses nombreux soldats et justifier ainsi la confiance qu'il a témoignée au Roi, Villars a recours au jeu dans lequel il est passé maître. Quatre-vingts escadrons de cavalerie, sous les ordres du comte de Broglie et du marquis d'Alègre, parcourent et tiennent tout le Palatinat entre Spire et Mayence, « pays très-riche, fort

[1] Le fort Louis avait été construit par Vauban dans une île du Rhin, à huit lieues nord-est de Strasbourg.

[2] Le comte de Dillon, lieutenant général, était d'origine irlandaise. Voir Annexe 86.

[3] Il était important d'occuper, au plus tôt, cette ville, qui domine la route des Vosges, conduisant de Mayence à Landau. Kaiserslautern dépend aujourd'hui de la Bavière rhénane.

[4] Voir les notes précédentes (Récit des faits militaires).

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

abondant en grains ėt fourrages ». Des partis sont poussés jusqu'à Coblentz et les domaines de l'Électeur régulièrement soumis, malgré ses plaintes douloureuses, à des contributions énormes. Saillant, lieutenant général qui commande dans les évêchés de Metz, Toul et Verdun, doit se procurer, de gré ou de force, les denrées qu'on demande aux bailliages de la Lorraine et s'en acquitte à merveille. Toute licence avait été donnée aux soldats, pendant deux jours, après la marche forcée de Lauterbourg sur Spire; mais, depuis ce moment, la plus rigoureuse discipline est maintenue dans l'armée. Tout acte de pillage, quel qu'il soit, est châtié. Rassuré sur son sort et celui de sa famille, le paysan fournit lui-même les dures réquisitions qu'on lui assigne. « C'est ainsi, écrit le maréchal, que « j'eus la satisfaction de faire subsister, pendant trois mois, « deux cents bataillons et plus de trois cents escadrons « dans la longueur de vingt lieues de pays sur cinq de « large. » (*Vie de Villars.*)

De Spire, où se trouve établi son quartier général, Villars organise et surveille les opérations du siége de Landau que le maréchal de Bezons dirige sous ses ordres. Par sa situation même, dans un pays accidenté, à quatre lieues seulement du Rhin et à portée des deux frontières, Landau est une place de guerre importante. L'art de Vauban en a fait une forteresse de premier ordre, presque inexpugnable. Deux enceintes bastionnées et deux fossés, que remplissent les eaux de la Queich [1], la protégent. Le fossé extérieur, large et profond, est défendu, de toutes parts, par des demi-lunes, un chemin couvert et un glacis, lequel est enveloppé lui-même sur une grande étendue,

[1] Petite rivière des Vosges, qui se jette dans le Rhin, près de Germersheim, après un cours d'une dizaine de lieues.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du côté de la montagne, par un avant-fossé plus considérable encore que les deux autres. L'une des redoutes qu'on y a contruites est, elle-même, la tête d'un pont qui fait communiquer la place avec sa citadelle située sur une hauteur et gardée par des ouvrages très-forts. Landau est réellement imprenable, tant que sa garnison a des vivres et peut rester debout. Depuis le commencement des guerres de la succession, l'ennemi l'a occupée deux fois, en 1702 et 1704, après deux résistances héroïques qui ont illustré les noms de Mélac[1] et de Laubanie[2], et c'est uniquement par surprise que le maréchal de Tallard s'en est emparé en 1703. Le prince Alexandre de Wurtemberg en est actuellement gouverneur[3]. Eugène peut compter sur la valeur et la constance de ce général qui a fait constamment la guerre, à ses côtés, en Italie, dans les Pays-Bas, sur le Rhin, qui ne possède pas, peut-être, les talents nécessaires à un commandant en chef, parce qu'il manque un peu d'initiative, mais dont la bravoure et le sang-froid, particulièrement remarqués à Cassano ainsi

[1] Ézéchiel de Mélac, qui s'illustra par la défense de Landau, en 1702. (Voir le récit des faits militaires.) Mestre de camp (1675), brigadier (1681), lieutenant général (1693), mort en 1704, à près de quatre-vingts ans.

[2] Yrieix de Magonthier de Laubanie, maréchal de camp en 1689, lieutenant général en 1702, était un officier d'une grande vigueur, qui fit une défense remarquable à Neuf-Brisach (1699) et à Landau en 1704. Il résista, dans cette dernière ville, pendant soixante-neuf jours. « Cette place capi- « tula enfin le 23 décembre, racontent les *Mémoires de Saint-Simon*. « Laubanie y avait fait merveille, même après y avoir perdu les deux « yeux. Le roi des Romains (depuis Joseph Ier) le traita avec toute la « distinction que sa valeur méritait. Le Roi lui donna 36,000 livres de « pension et sa grand'croix de Saint-Louis de 6,000 livres. C'était un « excellent officier et un très-galant homme. » Il mourut, en 1706, après avoir écrit une relation du siége de Landau.

[3] Le prince Charles de Wurtemberg, né en 1684, était le fils aîné du duc Frédéric-Charles, qui administrait les pays wurtembergeois durant la minorité d'Ebehrard-Ludovic, héritier légitime, et qui commandait en chef l'armée impériale avant l'arrivée du prince Eugène.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qu'à Turin, sont bien connus de toute l'armée impériale. Dix mille hommes environ défendent Landau. Soixante bataillons et cinquante escadrons composent l'armée du siège.

Bezons fit ouvrir la tranchée dans la nuit du 24 au 25 juin et entreprit, tout d'abord, des opérations méthodiques afin de ménager la vie du soldat. Il méditait de ruiner, l'un après l'autre, les principaux ouvrages qui protégeaient la place avant de tenter l'assaut. Mais si, d'une part, ces ouvrages, qu'un art savant avait accumulés, étaient, pour ainsi dire, innombrables, de l'autre, ces sages lenteurs s'accordaient fort mal avec les ardentes allures du général en chef qui jamais, peut-être, n'avait eu sous la main une plus belle armée, et qui méditait alors bien autre chose que la prise de Landau. Le 2 juillet, une sortie fut refoulée par Biron [1], lieutenant général de tranchée, qui combattit brillamment à la tête de trois bataillons du régiment de Navarre et dont le bras gauche fut emporté par un boulet. Pendant la nuit du 4 au 5, les Français occupèrent, sans combattre, un ouvrage détaché, le fort de la Justice. On consacra les premiers jours de siége à des préparatifs dont l'utilité parut fort contestable à Villars et que son impatience trouva interminables. Il écrivit à son collègue pour lui en démontrer les inconvénients. « Les « termes de ma lettre, racontent ses Mémoires, étaient « très-mesurés et tels qu'il convient de les employer avec « un homme de pareille dignité et avec lequel on n'oublie « aucun égard. Mais, comme la conduite de la guerre rou- « lait entièrement sur moi, je ne pouvais m'empêcher de

[1] Né en 1663, mort en 1756, Charles-Armand, duc de Biron, était le petit-neveu du célèbre Charles de Gontaut-Biron, décapité sous Henri IV. Il servit principalement en Flandre et fut fait prisonnier à Oudenarde. Sous Louis XV, il devint membre du conseil de guerre et maréchal de France.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« marquer mon étonnement de voir employer dix jours à « prendre des ouvrages qui étaient à près d'un quart de « lieue de la place... J'ordonnai que, la nuit du 11 au 12, « on attaquât toutes les fortifications extérieures en deçà « du chemin couvert. »

Le siége est donc pressé avec une grande vigueur et devient incessamment le théâtre d'actions sanglantes. Sous la conduite du marquis de Coigny, lieutenant général de tranchée, une attaque est dirigée, le 11 juillet, contre un des ouvrages extérieurs les plus importants, le fort Alexandre. Sans attendre que la sape ait fait son œuvre et leur ait ouvert la voie, les grenadiers sautent dans le chemin couvert, tuent tout ce qu'ils y rencontrent, se ruent dans le fort que gardaient trois cents hommes, et les massacrent presque tous. Les ducs de Luynes [1] et de Richelieu [2] se sont battus « comme des lions » dans cette

[1] Charles-Philippe d'Albert de Luynes, petit-fils du duc de Chevreuse. Son père, Honoré d'Albert, duc de Montfort, avait été tué près de Landau, en 1604. Charles-Philippe servit en qualité de mousquetaire pendant la campagne de 1713, et se distingua aux siéges de Landau et de Fribourg. Mestre de camp de cavalerie en 1717, il prit part à la guerre d'Espagne. Les curieux mémoires, écrits à la manière de Dangeau, qui donnent jour par jour, de 1735 à 1758, le minutieux récit des aventures de la cour et qui ont été publiés en 1860-1863, sont son ouvrage.

[2] Louis-François-Armand de Vignerod du Plessis, petit-neveu du cardinal, si connu par ses galanteries éhontées aussi bien que par l'éclat scandaleux de sa fortune politique et militaire, avait alors dix-sept ans. Marié, depuis trois ans, à mademoiselle de Noailles, pour laquelle il n'avait témoigné que du dégoût, il sortait de la Bastille, où son père l'avait fait enfermer, pendant quatorze mois, pour le punir de ses folies, et où il devait retourner deux fois avant d'être envoyé comme ambassadeur à Vienne, en 1724. Ce méprisable personnage, type curieux et achevé des vices de la société du dix-huitième siècle, honteusement courbé devant les caprices du cardinal Dubois, de la Pompadour et de la Du Barry, qui fut nommé membre de l'Académie française à vingt-quatre ans, bien qu'il ne sût pas l'orthographe, et devint maréchal de France, ne manquait ni de bravoure, ni d'esprit, ni de finesse. Il fut habile dans son ambassade de Vienne, brillant pendant les guerres de la succession de Pologne, en Allemagne, à Fontenoy, à Minorque. Il épousa, en secondes noces (1734), mademoiselle de Guise, et

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

affaire. Du 12 juillet au 4 août, chaque jour est marqué par quelque nouvel avantage, et les assiégeants se rapprochent graduellement du corps de la place. Dans la nuit du 15 au 16 août, quelques grenadiers passent la Queich à la nage, le sabre aux dents, et s'emparent par surprise du pâté de Mélac. Ils y restent trente-six heures, sans que l'ennemi, stupéfait de leur audace, entreprenne de les chasser, n'ayant d'autre nourriture que quelques pains et quelques bouteilles d'eau-de-vie qu'on leur jette par-dessus les fossés. Le 17, les contre-gardes sont emportées, et, le lendemain, Alexandre de Wurtemberg fait hisser le drapeau blanc.

Il avait attendu vainement un secours sur lequel il croyait pouvoir compter, mais que le prince Eugène, maintenu au delà du Rhin par les prévoyantes dispositions du maréchal, n'avait pu lui faire parvenir. On lui avait envoyé des encouragements et des éloges, mais pas un soldat. Il importait, sans doute, que Landau résistât le plus longtemps possible, afin que les cercles pussent envoyer leurs contingents et que l'armée allemande eût le temps de se constituer. Entreprendre le passage du Rhin qu'on savait si bien gardé, engager une affaire dont l'issue devait être considérée comme fort douteuse, c'eût été risquer le salut même de l'Empire qu'une défaite des troupes allemandes eût livré, sans défense, à l'invasion française. « Si, ce dont Dieu nous préserve, il « arrivait un malheur de l'autre côté du Rhin, écrivait de « Mühlberg Eugène à Charles VI, l'Empire se trouverait « exposé aux plus évidents périls. Après la prise de Landau, « nous n'aurons qu'une chose à faire : attendre les événe- « ments et nous tenir prêts [1]. »

se maria une troisième fois, à quatre-vingt-quatre ans, étant gouverneur de Guyenne. Né en 1696, mort en 1788.

[1] Arneth, *le Prince Eugène de Savoie*, vol. III, ch. XII.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Restait à régler les clauses de la capitulation. « Vous « serez prisonniers de guerre », dit d'abord Villars aux officiers que lui envoya le prince, et, comme ils n'y veulent pas consentir, il fait recommencer le feu. Un colonel s'étant présenté une demi-heure après pour lui exposer les conditions auxquelles le gouvernement entend se soumettre : « Avant que de lire les articles, lui crie le maréchal, celui « des prisonniers de guerre y est-il? » — Le colonel ayant répondu que le prince refusait d'y souscrire : « Reportez « votre capitulation, continue le maréchal; bien des com« pliments à M. le prince de Wurtemberg; vous lui direz « que je considère trop son mérite pour ne pas priver, « quelque temps, l'Empereur de ses services et de ceux des « braves gens qui défendent Landau. » Le feu est repris pour la seconde fois, et, le lendemain, le drapeau blanc ayant été arboré de nouveau, Alexandre se rend prisonnier de guerre. Il espérait les conditions honorables que Tallard avait cru ne pouvoir refuser, en 1703, au comte de Frise ou, au pis aller, celles que le prince Eugène accorda, en 1706, aux défenseurs de Tournay. Villars fut inflexible. La générosité chevaleresque n'était pas son fort. On convint que la garnison tout entière serait conduite à Haguenau, où elle attendrait la décision qu'il plairait au Roi de prendre à son égard; que le gouverneur et les principaux officiers conserveraient leurs armes et leurs équipages, mais qu'on ne laisserait aux officiers subalternes que leurs bagages et leurs épées; que le gouverneur pourrait aller trouver le prince Eugène pour lui rendre compte de sa conduite, et que les généraux auraient la faculté de faire, en Allemagne, un séjour de trois mois en s'engageant à ne point servir contre la France. Le 22, la garnison évacua la place. Il en sortit, après cinquante-six jours de tranchée ouverte, quatre cents officiers et quatre mille trois cents soldats. Ce

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

siége mémorable avait enlevé trois mille hommes environ à l'Empire et treize cents à la France. Le fils du lieutenant général de Valori[1] alla porter au Roi quarante-deux drapeaux et deux étendards. Un *Te Deum* fut chanté à Spire, sur l'ordre du chapitre, qui ne craignit point de déplaire à l'Empereur pour faire sa cour à Louis XIV. Les feux renaissants de l'astre royal, que l'on avait crus éclipsés pour toujours, éblouissaient de nouveau ses ennemis.

Si le prince Eugène ne se croit pas assez fort pour essayer de franchir le Rhin et d'envahir l'Alsace, son adversaire ne songe point à aborder de front les lignes d'Ettlingen. Mais il peut les tourner, soit au nord, soit au sud, pénétrer en Allemagne, et contraindre ainsi l'Empereur, par l'Empire, à faire la paix. Il est difficile, pour une armée française, de passer le grand fleuve au delà de Spire, parce que les bases d'opérations lui font défaut. Mais, en deçà de Strasbourg, il coule proche de nos frontières. Nos forteresses peuvent protéger la marche, au besoin, la retraite de nos troupes. Les porter rapidement de l'autre côté du Rhin, près de Kehl; s'avancer ensuite vers le sud, tout en faisant croire à l'ennemi, suivant son habitude, qu'il veut marcher vers le nord; s'emparer par surprise, si cela lui est possible, de vive force au besoin, de quelques-uns des passages de la forêt Noire; envoyer, à diverses reprises, plusieurs régiments de cavalerie au cœur même des fertiles régions de la Souabe, et, de cette façon, tenir en haleine les terreurs des princes allemands; frapper un grand coup en s'emparant de Fribourg qui est la clef de ces régions et qui sera, entre les mains du Roi, un gage de la plus grande importance; forcer ainsi la

[1] Louis-Gui-Henri, marquis de Valori, général, puis ambassadeur en Prusse. Voir Annexe 87.



Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

UNIVERSITY OF

main à Charles VI; voilà le plan hardi que conçoit le maréchal, qu'il médite et qu'il combine avec la plus habile prévoyance [1], qu'il exécutera, malgré les avis timorés du ministre de la guerre, avec cette ardeur incomparable qui a signalé la plupart de ses actes militaires.

Fribourg, capitale du Brisgau, défendue par huit bastions et par trois grands forts qui se protégeaient mutuellement [2], occupe, sur le Treïsam, au pied des montagnes Noires et dans une plaine entrecoupée de fossés, d'étangs, de marécages, une situation qui passait alors pour formidable. Eugène, quoiqu'il connût bien le maréchal, ne le croyait pas assez audacieux pour en tenter l'assaut; « avant « d'arriver dans la plaine, disait-il, il aurait perdu la moitié « de ses soldats [3]. » Toutefois, il avait fait fortifier, avec le soin le plus minutieux, les abords de la place, soit pour tenir les Français à l'écart, soit, dans le cas où ils parviendraient à se rapprocher, pour les empêcher d'envahir la Souabe. Investi, comme on l'a vu, par le prince Eugène de cette importante mission, le marquis de Vaubonne avait été secondé, dans ces derniers temps, par deux officiers aussi vigoureux qu'actifs, le baron d'Arnan, lieutenant feld-maréchal, illustre vétéran des guerres de Turquie, des Flandres, du Rhin, le meilleur des généraux d'infanterie de l'Empire après Stahremberg, et le général de cavalerie comte d'Althan. Ceux-ci lui avaient amené quinze bataillons et douze escadrons. Eugène se reposait absolu-

[1] Le mémoire sur les préparatifs du siége de Fribourg, qui porte la date du 2 septembre 1713, règle, dans le plus grand détail, le mouvement des troupes, indique les moyens qu'il faut employer pour tromper l'ennemi sur le véritable but de l'expédition, prévoit les difficultés qui peuvent surgir, montre comment on peut les vaincre et fait le plus grand honneur, en un mot, à la vigilance comme à la sagacité de général en chef.

[2] Voir Annexe 88.

[3] *Histoire du prince Eugène.*



Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ment sur Vaubonne, Arnan et Althan du soin de garder la montagne Noire; il ne croyait pas que leurs positions naturellement inexpugnables, améliorées par de récents travaux, défendues par de vaillants hommes, pussent être forcées [1].

Louis XIV en doutait également; mais Villars avait confiance en son étoile : « Le Roi, qui voyait d'assez grandes « difficultés dans l'entreprise de Fribourg, me dépêcha un « courrier pour m'engager à faire de nouvelles réflexions et « prendre garde de trop hasarder; mais je ne fus pas ébranlé « par ses observations. » (*Vie de Villars.*) Le maréchal aurait voulu se mettre en marche dès le 5 septembre, afin de ne pas laisser à l'ennemi le temps de pénétrer ses desseins. Le mauvais vouloir du duc de Lorraine qui refusa, pendant quelque temps, de livrer les chariots dont on avait besoin pour les transports, et les scrupules des troupes suisses qui affirmaient qu'aux termes de leurs contrats, la France n'avait pas le droit de les employer au delà du Rhin, retardèrent, durant quatre jours, le départ de l'expédition. « Messieurs, « avait dit jadis Turenne à des officiers de ces troupes chez « lesquels il rencontrait la même résistance, naturellement « je ne parle durement à personne, mais je vous ferai « couper la tête dans ce moment si vous refusez d'obéir. » « Cette douceur *naturelle* que se donnait M. de Turenne, « remarque spirituellement le maréchal, est assez plai- « sante. — Touché de la douleur mortelle des officiers « suisses, je les laissai au delà du Rhin avec d'autant plus « de raison qu'ayant à former un siége sur les frontières de « cette nation, je crus prudent de les ménager. »

[1] Les lignes dont la défense leur avait été confiée s'étendaient le long de la colline qui porte le nom de Roskopf. Elles protégeaient les vallées de Saint-Pierre et de Saint-Mergen, ainsi que le Hohlgrabe, où se trouvait le principal ouvrage.

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Enfin, tout étant prêt le 16, l'ordre du départ est donné. Dès le 11, Villars a quitté Spire, emmenant avec lui, dans la direction de Strasbourg, une partie des forces placées sous les ordres de Bezons qu'il laisse en arrière pour garder Landau ainsi que la chaussée de Philippsbourg, raser le fort de Manheim, opérer peut-être une diversion en Allemagne si elle devient nécessaire, afin de diviser les forces impériales. Ce que veut, avant tout, le maréchal, c'est tromper, encore une fois, le prince Eugène sur ses véritables intentions. Il y emploie toute son adresse, toutes les ruses du métier, et y réussit complétement. Depuis plusieurs jours, quelques centaines de terrassiers réparaient la route qui mène de Kehl à Bade et à Rastadt, dans la direction d'Ettlingen; un corps de troupes considérable manœuvrait ostensiblement sur la rive gauche du fleuve, en face des lignes ennemies, comme si l'on se préparait à les attaquer. Plusieurs régiments étaient partis de Kehl et paraissaient se diriger sur le nord; un détachement de dragons s'avançait dans la vallée de Hornberg[1], avant-garde imaginaire d'une armée qui pouvait pénétrer jusqu'à Willingen[2]. Aucun doute ne semble possible au généralissime allemand. Cette fois-ci, son adversaire est décidé à l'attaque des lignes d'Ettlingen, et il a résolu de tenter, en même temps, l'invasion de la Souabe par cette vallée de la Kinsig[3] qu'il a déjà franchie victorieusement pendant sa laborieuse et mémorable campagne de 1703. Eugène concentrera donc, autour du camp de Mühlberg, toutes les troupes dont il

[1] Village du Brisgau, situé près de la Kinsig, à neuf lieues nord-ouest de Fribourg et cinq lieues nord-ouest de Willingen.

[2] Place de guerre bien fortifiée sur la Brisgach, à dix lieues nord-est de Fribourg.

[3] Petite rivière qui prend sa source dans le Wurtemberg et se jette dans le Rhin, près de Kehl, après un cours de dix-huit lieues. (Voir le récit des faits militaires.)

Digitized by Google | Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

peut disposer depuis Mayence jusqu'à Philippsbourg, tandis que Vaubonne surveillera plus particulièrement Willingen et Rottweil [1].

Tout autre, comme on l'a vu, est le plan du maréchal. Le 16 au matin, Du Bourg, à la tête de trente bataillons, passe le Rhin et marche droit sur Fribourg. Un bal magnifique est offert, le soir même, par le maréchal aux dames de Strasbourg. On y danse toute la nuit; on y célèbre, à l'avance, l'assaut victorieux *des lignes d'Ettlingen*. Au petit jour, Villars se dérobe à ses invités, monte dans sa chaise de poste, gagne Kehl, tourne à droite et suit le corps d'armée que commande Du Bourg qu'il rejoint le 20 septembre, à trois heures de l'après-midi, au moment où l'avant-garde française attaquait le pied du Roskopf. Il n'était pas absolument nécessaire d'en occuper les passages pour commencer le siége de Fribourg; mais, si on les laissait au pouvoir de l'ennemi, il ne manquerait pas d'y multiplier ses retranchements, de les rendre imprenables et de fermer ainsi hermétiquement à nos soldats les routes de la Souabe. Villars, désirant intimider l'Empire, veut, avant tout, que ces routes soient ouvertes. Il ordonne donc l'attaque immédiate des rampes du Roskopf, dont Vaubonne occupait la crête avec dix-huit bataillons, défendant des redoutes fraisées et palissadées. Ces rampes sont escarpées et d'un accès très-difficile. Du Bourg voulait sagement qu'on fît des préparatifs pour l'assaut. Il demandait des pioches, des outils, des fascines. « Rien de tout cela, s'écrie le maréchal... Des hommes! » Puis il marche en avant, suivi de M. le Duc [2],

[1] Petite ville du Wurtemberg, sur le Neckar, à quatre lieues nord-ouest de Willingen.

[2] Louis-Henri, duc de Bourbon, connu sous le nom de M. le Duc, arrière-petit-fils du grand Condé, né en 1692 et mort en 1740, fut chef du conseil de régence sous Louis XV, et l'un des plus mauvais ministres de cette époque.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du prince de Conti [1], de Richelieu, du prince d'Épinoy [2] et, disent ses *Mémoires,* de « beaucoup d'autres jeunes « gens de qualité, vifs et ardents ». En même temps, une diversion est faite vers la droite, une autre vers la gauche, sous les commandements du chevalier d'Asfeld et du comte d'Estrades [3]. Le cheval de Villars, quoique très-fort, plie des quatre jambes en gravissant la colline sous le poids de son cavalier. « Je me jetai brusquement à bas avec grand « risque, raconte ce dernier, puisque, depuis ma blessure, « il me fallait toujours deux hommes pour me mettre à « cheval. Ma chute fut heureuse : je montai des pieds et « des mains, aidé par des grenadiers. » Un si bel élan a bientôt raison de la résistance ennemie ; les deux bataillons d'infanterie et les cent dragons qui défendaient la redoute en bois, n° 13, contre laquelle le maréchal a lancé le gros de ses troupes, ne recevant aucun secours des postes voisins, lâchent pied après une lutte de quelques instants. Les manœuvres du maréchal ont eu un plein succès. Croyant à une attaque du côté de Villingen et voulant être prêt partout à la fois, Vaubonne a, malheureusement pour lui, disséminé ses forces. Une fois la trouée faite, il ne pourra plus la refermer ; il ne l'essayera même pas. Le découragement s'est emparé de ses soldats. Il ne songe plus lui-même qu'à opérer sa retraite, d'abord jus-

[1] Louis-Armand de Bourbon-Conti, fils du prince François-Louis, si célèbre par son esprit et par sa vaillance. Louis-Armand fut membre du conseil de régence et gouverneur du Poitou. C'était un homme de mœurs fort dissolues et de caractère bizarre.

[2] De la maison de Lorraine, fils de la princesse d'Épinoy dont Saint-Simon parle si souvent dans ses *Mémoires*. Il obtint la pairie en 1714, et prit le nom de duc de Melun.

[3] Godefroy-Louis, comte d'Estrades, lieutenant général, qui fut blessé mortellement au siége de Belgrade, en 1717. Il était le petit-fils du maréchal d'Estrades qui fit, sous Louis XIII, grande figure dans l'armée et la diplomatie.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qu'à Willingen, ensuite jusqu'à Rottweil, où il fera construire de nouveaux retranchements pour fermer la route de Hornberg. Il décampe à la hâte, après avoir jeté onze bataillons dans Fribourg, et ordonne à ses lieutenants de le suivre. Un fort très-important, celui du Hohlgrabe, était, pour ainsi dire, la clef de la situation et inquiétait beaucoup Villars ; il le trouve abandonné et l'occupe sans coup férir. Dès lors la vallée de Saint-Pierre est libre. Le maréchal y lance, sans plus tarder, un détachement de mille dragons et hussards qui pénètrent jusqu'à Rottweil et « poussent des partis bien au delà du Danube ». Lui-même, avec son état-major, fait quatre lieues dans la vallée au delà du couvent de Saint-Pierre, « voulant, dit-il, qu'il se répandît, chez « les ennemis, que l'armée du Roi rentrait dans l'Empire ».

La nouvelle que l'on reçut, dès le lendemain, au camp de Mühlberg de la retraite du marquis de Vaubonne consterna littéralement le prince Eugène. Il s'en plaignit tout d'abord en termes assez vifs à son subordonné et lui donna l'ordre formel de revenir en arrière, de reprendre le Hohlgrabe, de s'y maintenir à tout prix. Vaubonne s'excusa du mieux qu'il put, affirma qu'il eût défendu les postes confiés à son honneur jusqu'à la dernière goutte de son sang, s'il avait été possible de les maintenir, allégua l'indiscipline de ses lieutenants qui n'avaient point exécuté ponctuellement ses instructions[1], sachant bien que la faveur dont ils jouissaient à la Cour les couvrirait suffisamment aux yeux de l'Empereur, et, comme Eugène lui fit observer que jamais aucun de ses officiers ne lui avait désobéi : « Je say, comme « Vostre Altesse me faict l'honneur de m'escrire, répondit-il « humblement dans une langue qui ne lui était pas bien « familière, quoiqu'il fût Français d'origine, que ces sortes

[1] Arneth, *le Prince Eugène de Savoie*, t. II, ch. xii.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« d'accidents ne sont jamais arrivés à Votre Altesse depuis « qu'Elle commande les armées. J'ai l'honneur de lui dire « qu'il y a une grande diférence entre son autorité et la « mienne; aussi bien que, du côté du mérite et de la gran- « deur d'âme, entre un héro et une formie n'est point de « comparaison. L'on m'insigne ici que la parenté du « comte Althan me perdra : la protection de Votre Altesse « me mettrait à l'abri de l'orage. » Eugène n'insista plus, révoqua son ordre et, persuadé, cette fois avec raison, que les Français s'attacheraient, avant tout, au siége de Fribourg, laissa Vaubonne s'installer comme il voulut à Rottweil. Charles VI ne pardonna point d'abord à ce dernier, malgré ses longs et fidèles services, l'affaire du Roskopf, et le bon vouloir du prince de Savoie ne parvint point à prévenir sa disgrâce. La froide sévérité que lui témoigna l'Empereur, les sarcasmes, les calomnies de la Cour, où le mot de trahison fut prononcé par les amis du comte d'Althan [1], firent au cœur du vieux soldat une blessure mortelle. Le 2 août 1715, il se tua de désespoir en se jetant, par une fenêtre, sur le pavé, au moment même où Charles VI, revenu sur son compte à de plus favorables sentiments, venait de le nommer gouverneur de Naples [2].

Les abords de Fribourg étant libres, la tranchée fut

[1] « Le comte d'Althan, homme courtois et très-affable, mais qui ne s'emploie presque jamais à rendre service à personne. » (Voir Annexe 80.) Althan est classé au premier rang parmi les favoris, dans la note secrète remise à Louis XIV sur l'« état présent du gouvernement et des charges de la cour de Vienne ».

[2] Vaubonne, né dans le comtat Venaissin en 1625, mort à Vienne en 1715, avait fait ses premières armes en France. Son avancement dans l'armée impériale fut rapide. Il fit principalement les guerres d'Italie contre Vendôme. En 1704, étant prisonnier de guerre à Alexandrie, il organisa un complot pour livrer la ville au duc de Savoie. Découvert, il fut mis au cachot et conduit dans une forteresse française. Quatre ans plus tard, il recouvra sa liberté par voie d'échange. C'était un bon général de cavalerie. Il fut grièvement blessé, en 1708, au siége de Gaëte.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ouverte pendant la nuit du 1er octobre. Villars chargea Valori, auquel il crut devoir adjoindre les deux principaux ingénieurs, de régler les attaques. Elles furent dirigées simultanément contre les bastions les plus proches de la porte Saint-Martin et contre le fort de Saint-Pierre par la vallée qui porte son nom. La Batue, qui avait jadis commandé la place et qui en connaissait bien les mérites, conseillait d'occuper, avant tout, les approches du château, ce qui eût permis de saigner la rivière qui alimente les fossés de la ville, et « La Batue, disent les Mémoires du maréchal, avait « raison; mais je me laissai aller au désir de Valori, parce « que, quand on fait faire aux gens ce qui n'est pas de leur « avis, souvent les choses n'en vont pas mieux. »

La garnison était nombreuse et aguerrie; renforcée de onze bataillons par Vaubonne, elle comptait treize mille hommes, et le baron de Harsch, qui la commandait, était un vieil officier d'une grande expérience, d'une bravoure éprouvée, qui avait combattu, près de trente ans, avec Charles de Lorraine, Louis de Bade, le prince Eugène, en Hongrie, en Italie, sur le Rhin, dont la vigilance aussi bien que l'activité n'étaient jamais en défaut, et que l'on savait absolument inflexible dans l'accomplissement de ses devoirs militaires[1]. Commencer, au début de l'automne, le siége d'une ville aussi bien gardée et protégée, au dehors, par de formidables ouvrages, dans un pays où la neige et le froid devancent de beaucoup l'hiver, à quelques lieues d'une armée ennemie de cent mille hommes qui pourrait lui porter secours, c'était tenter assurément une bien audacieuse et difficile entreprise. Le maréchal comptait sur l'élan de ses soldats, sur les indécisions du prince Eugène que ses stratagèmes avaient déjà trompé deux fois depuis le commence-

[1] Voir Annexe 89.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ment de la campagne et, aussi, sur la faim, cet irrésistible auxiliaire des armées assiégeantes, qui, tôt ou tard, devait lui livrer la capitale du Brisgau. Toute la noblesse des environs, toute la partie encombrante du corps d'armée de Vaubonne, les femmes, les enfants de ses officiers y avaient cherché un refuge, au grand désespoir du gouverneur qui n'avait pu leur fermer ses portes. On savait bien que les approvisionnements de la place ne suffiraient pas longtemps pour tout ce monde.

Villars ne voulut pas moins l'emporter de vive force, et, comme il commandait en personne, comme la patience était la moindre de ses vertus, comme on se battait sur un terrain accidenté et dangereux, comme aussi les défenseurs étaient très-nombreux, très-bien commandés, très-résolus, le siége de Fribourg devait être extrêmement meurtrier. Le jour même où il commence, la garnison tente une sortie qui est repoussée par les bataillons de la Reine. Ils en font deux autres le 7 et le 9 octobre, sans plus de succès. Une action sanglante et décisive a lieu le 14. Il s'agissait de se loger dans une lunette qui commandait le chemin couvert. Villars expédie, pour l'attaque, quarante compagnies de grenadiers[1] et les fait suivre par quelques bataillons. Au moment où ils sortent de la tranchée, ils se heurtent à douze cents hommes qui opéraient par hasard, ce jour-là, une quatrième sortie. La mêlée est affreuse et la résistance admirable. Nos soldats pénètrent dans la lunette et en sont chassés. Le maréchal envoie à leur secours trente bataillons. Il prend part lui-même au combat avec les marquis de Vivans et de Pezeux, spécialement chargés de soutenir les grenadiers, Nangis[2], de Broglie,

[1] Environ deux mille hommes.

[2] Louis-Armand de Brichanteau, marquis de Nangis, né en 1682, mort en 1742. Colonel, à vingt ans, du régiment de Bourbonnais, il fit preuve

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Silly[1], Contades et Richelieu, son aide de camp, qui est blessé à la tête. Un éclat d'obus le contusionne à la hanche. L'ouvrage est repris par les régiments de Poitou et de Royal-Roussillon; ses défenseurs, au nombre de deux cents, sont massacrés. « Ce fut une affaire très-belle où la valeur du « soldat, disent les Mémoires du maréchal, se trouva por- « tée au plus haut point », mais qui nous coûta très-cher : deux mille Français y périrent. Presque tous les capitaines de grenadiers furent tués dans la lunette que nous avions conquise. Les pertes de l'ennemi ne furent pas moindres. On convint mutuellement d'une suspension d'armes pour enterrer les morts.

Le 19 octobre, six nouvelles batteries, installées la veille sur le chemin couvert, ouvrent leur feu qui continue plusieurs jours sans relâche pendant que les hommes se reposent. Le résultat est foudroyant. Minée par les boulets, la contrescarpe s'écroule dans le fossé que l'on achève de remplir avec des fascines; les ponts sont prêts le 27, l'attaque doit avoir lieu le 30. Le baron de Harsch est sommé de se rendre

à l'attaque du pont d'Huningue d'une rare intrépidité, qui ne se démentit jamais pendant toute la durée de sa longue carrière. A Oudenarde, à Malplaquet, à Denain, à Fribourg, il se distingua parmi les plus braves. Maréchal de camp en 1708, et successivement lieutenant général, directeur général de l'infanterie, chevalier d'honneur de la Reine, il obtint le bâton de maréchal en 1741. Doué d'une figure aussi distinguée que charmante, aimable et frivole, Nangis eut beaucoup d'aventures galantes. Saint-Simon, qui le traite comme tant d'autres avec assez peu d'indulgence, raconte que ses assiduités compromirent, en même temps, madame de la Vrillière et la duchesse de Bourgogne qui s'était follement éprise de lui.

[1] Jacques-Joseph Vipart, marquis de Silly, né en 1671, mort en 1727, entra dans l'armée comme mousquetaire en 1688, et devint, en 1718, lieutenant général. Il servait au siége de Fribourg, en qualité de maréchal de camp. Protégé par le prince de Conti, Villars et le duc d'Orléans, Silly eut une carrière rapide et facile. Sous la Régence, il fit partie du conseil d'État. Il avait rêvé un grand rôle politique; mais, disgracié par le cardinal Fleury, il se retira de la cour, tomba malade de chagrin et se noya dans les fossés de son château. La baronne de Staal, qui le connaissait intimement, parle beaucoup de lui dans ses *Mémoires*. — Voir Annexe 90.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et n'y veut point consentir. Les juges, les représentants de la noblesse, les prêtres, escortant la sainte Hostie, se rendent processionnellement à son hôtel et le supplient, au nom du Sauveur, d'épargner à la cité les horreurs du pillage. Il se montre inébranlable. Mais, au moment où l'assaut va commencer, le drapeau blanc paraît sur la brèche. Deux magistrats s'y présentent. On les conduit au maréchal. Ils lui déclarent que l'inflexible gouverneur s'est retiré dans le château et que la ville veut capituler. Il est convenu qu'elle payera un million de livres pour se racheter du pillage et que le gouverneur prendra l'engagement formel de ne pas diriger le feu du château ni des forts contre les troupes françaises qui vont l'occuper. Le duc de Tallard, colonel de tranchée, est chargé de maintenir l'ordre et de protéger les habitants contre la licence du soldat. Il y parvient non sans peine, avec l'aide du régiment des gardes. Contades[1], major général, part, le soir même, pour annoncer au Roi ce nouveau succès des armes françaises.

Une négociation, à la fois curieuse et dramatique, s'engage alors entre le baron de Harsch et Villars. Ce dernier lui offre de laisser sortir la garnison, s'il consent à rendre le château.

[1] Le marquis de Contades, gentilhomme angevin, major général du régiment des gardes, major général de l'armée, possédait toute la confiance de Villars, qui appréciait sa discrétion, son savoir-faire, sa prudence, et qui lui avait confié déjà plusieurs missions délicates, dont il s'était acquitté avec un plein succès. Contades, homme de beau langage et de belles manières, bien en cour, estimé du Roi, ayant su plaire à madame de Maintenon, s'était attaché particulièrement à la fortune du maréchal, qui ne perdait aucune occasion de favoriser un ami si précieux. On verra plus loin qu'il tira grand parti de ses intelligents services pendant les négociations de Rastadt. Contades reçut, en 1714, la grand'croix de Saint-Louis. Le duc de Noailles, qui faisait grand cas de son caractère et de son habileté, eut plus d'une fois recours à lui sous le gouvernement de la Régence. En 1715, il fut chargé ostensiblement d'arrêter le Prétendant, tout en suivant l'ordre secret de le laisser s'échapper, et sut remplir à merveille les intentions du Régent. — Voir Annexe 91.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Harsch répond qu'il a reçu l'ordre de le défendre, qu'il remplira son devoir, mais qu'il ne se refuse pas à consulter, de nouveau, les intentions de son chef, le prince Eugène. Il ajoute que n'ayant pu emmener dans le château les blessés, les malades, les femmes et les enfants des officiers, il les recommande à l'humanité du vainqueur, persuadé qu'on ne faisait point appel en vain à son honneur et à sa religion, qu'il aurait pitié de ces infortunés et ne se refuserait point à les nourrir. « Mon honneur, ma religion, ce que je dois à mon « maître et aux Français, lui écrit le maréchal, ne me per- « mettent pas de laisser du pain à un ennemi qui n'en veut « que pour tuer les Français. Ainsi, vous enverrez du pain « aux soldats que vous avez abandonnés, ou vous répondrez à « Dieu de ceux qui périront à vos yeux. » Plus de cinq mille personnes, vieillards, femmes, enfants, soldats blessés, sont entassées dans le couvent des Capucins ; il est défendu qu'on leur fasse passer des vivres, à moins qu'ils ne soient envoyés par le gouverneur. Soixante pièces de canon sont braquées contre le château, prêtes à ouvrir le feu si la réponse du général en chef des troupes impériales n'autorise pas la capitulation; puis, le gouverneur ayant fait connaître à Villars qu'il se trouve dans l'impossibilité absolue de nourrir les malheureux renfermés aux Capucins, vingt soldats, épuisés par leurs blessures et mourant de faim, sont amenés de force sur la place du château. Ils se traînent jusqu'aux portes, implorent, avec des cris lamentables, la compassion de leurs camarades qui, devant cet odieux spectacle, frémissent d'indignation et de fureur. C'est par ce procédé passablement barbare, il faut le reconnaître, que Villars entendait forcer la main du gouverneur en provoquant la mutinerie de ses soldats[1].

[1] Arneth, *le Prince Eugène de Savoie.* — *Vie de Villars.*


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Ma fermeté, dit-il dans ses Mémoires, fut blâmée par « les dames de la cour et même par quelques officiers de « mon armée. Le sieur de Guerchois, qui en fut informé, « m'envoya plusieurs exemples tirés de l'histoire qui justi-« fiaient ma conduite, et m'exhorta à tenir bon. Mais je « n'avais pas besoin d'encouragement et n'avais garde de « négliger le seul moyen qui me restât pour me rendre « maître de cette importante et forte place dont il y avait « des parties imprenables. » Que n'avait-il la patience d'attendre que la famine contraignît la garnison du château à mettre bas les armes? Il est vrai que la saison avançait, que la neige couvrait déjà la terre, que l'armée avait grand besoin de repos, qu'une attaque, dirigée par le prince Eugène avec des troupes encore toutes fraîches, pouvait compromettre entièrement le succès de la campagne et changer peut-être une victoire en un désastre, en un mot qu'il importait de brusquer, à tout prix, le dénoûment, pour ne point risquer de perdre tout le fruit de si hardis et laborieux efforts. Il est certain que ces considérations se présentèrent à l'esprit du maréchal, et qu'elles sont de nature à lui mériter, au moins, l'indulgence de tous les juges impartiaux.

« Pendant que ces scènes effroyables », dit le chevalier d'Arneth[1], se passaient à Fribourg, le général Heinze, commandant l'artillerie de la place, se rendait en grande hâte à Mühlberg, avec un sauf-conduit du maréchal, pour faire connaître la situation au général en chef et lui demander ses ordres. Le prince Eugène n'avait ménagé, tout d'abord, au feld-maréchal baron de Harsch ni les exhortations, ni les encouragements, ni les promesses. Il lui avait demandé de tenir jusqu'à la dernière extrémité, « de disputer à l'ennemi « chaque pied de terre », de faire une résistance qui fût

[1] ARNETH, *le Prince Eugène de Savoie*. — *Vie de Villars*.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

digne de sa vieille réputation, qui ne manquerait pas, si elle se prolongeait jusqu'au cœur de l'hiver, de lui mériter les faveurs impériales, et le brave gouverneur avait répondu qu'il se ferait ensevelir sous les ruines du château plutôt que de se rendre. L'impuissance où se trouvait de secourir Landau et Fribourg le grand homme de guerre qui, par des manœuvres d'une hardiesse admirable, avait, en 1706, sauvé Turin et rendu l'Italie à l'Empire, devait lui causer un amer déplaisir, humilier cruellement son amour-propre. Mais l'armée française qui faisait, en ce moment, la campagne du Rhin, était commandée par un tout autre homme que l'incapable La Feuillade. Villars avait pris ses mesures pour que les passages des montagnes, défendus par Dillon, fussent absolument imprenables; il s'était mis également à l'abri d'une attaque du côté de la plaine. « L'ennemi pou« vait, à la vérité, disent ses Mémoires, m'approcher du « côté de la plaine, mais, par cette marche, il prêtait le « flanc aux troupes que j'avais mises dans Strasbourg et à « Kehl, je les avais chargées de le harceler et j'étais sûr « que cela me donnerait le temps de rappeler le gros de « mes forces et de les placer dans les retranchements que « j'avais préparés au commencement du siége. » Eugène avait voulu inspecter lui-même les lieux et était venu sur les hauteurs qui avoisinent le Hohlgrabe; il y avait séjourné quelques heures, puis il était reparti triste et découragé.

Le mauvais vouloir des puissances allemandes qui, désirant, pour la plupart, avec ardeur le retour de la paix, hésitaient, malgré les *conclusa* de la Diète, à envoyer des soldats et de l'argent, leurs désespérantes lenteurs que ne pouvaient vaincre ni les prières, ni les conseils, ni les menaces, la détresse pécuniaire de l'Empire et de l'Autriche, la mollesse des troupes de Vaubonne, avaient fait avorter tous les plans de campagne du prince de Savoie. Une

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

diversion tentée en Lorraine, dans l'espoir d'empêcher le siége de Fribourg, avait misérablement échoué. Plusieurs régiments de cavalerie étaient entrés dans le Luxembourg, non loin de Thionville. Mais les habiles efforts du marquis de Saillant[1], gouverneur de Metz, qui fit occuper fortement tous les passages de la Moselle, tandis que les garnisons des autres villes se concertaient, d'après ses instructions, pour couper la retraite de l'ennemi, l'avaient contraint de regagner précipitamment l'Allemagne. Eugène, en réalité, n'avait même pas réussi à garder les frontières germaniques, puisque Landau était pris, puisque des soldats français avaient forcé les passages de la forêt Noire et pénétré jusqu'au Danube, puisque Fribourg, l'un des plus forts boulevards de l'Empire, allait succomber. Jamais le généralissime allemand n'avait fait, malgré ses talents incontestables, une aussi mauvaise campagne.

Avant de répondre au message que lui apportait Heinze, il voulut consulter le prince de Wurtemberg qui, en vertu des clauses de la capitulation de Landau, se trouvait alors au camp impérial et que la situation de Fribourg intéressait particulièrement, à cause du voisinage immédiat de ses États héréditaires. On convint de répondre au gouverneur qu'on le laissait libre d'opter entre deux solutions : s'il avait des vivres et des munitions en quantité suffisante pour garder plusieurs mois le château, il ne devait point hésiter à s'y maintenir; sinon, il stipulerait la libre sortie de sa garnison, conserverait ainsi à l'Empire sept bataillons de vaillantes troupes et rejoindrait immédiatement

[1] Lieutenant général et lieutenant colonel des gardes-françaises, gouverneur des Trois-Évêchés, « homme de qualité, fort brave, dit Saint-Simon, « mais court à l'excès ». Il mourut en 1723, après avoir tenu, pendant onze ans, le poste important que le Roi lui avait confié sur nos frontières, avec autant d'honneur que de vigilance.


Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Vaubonne à Rottweil. C'était à lui de se décider, attendu qu'il connaissait la situation mieux que personne. De telles instructions, dégageant en grande partie la responsabilité du général en chef, enchaînaient, au contraire, celle du gouverneur. Ce n'était pas l'affaire de celui-ci. Il fait connaître au maréchal que le prince Eugène ne lui a pas envoyé les ordres qu'il attendait et lui demande un nouveau délai qui lui permette de les obtenir. Villars lui accorde cinq jours, et le général Wachtendonk, le lieutenant du baron de Harsch, part pour le quartier général avec mission d'en rapporter une réponse formelle. « Je ne veux « pas sortir des châteaux, écrit le gouverneur au prince, « sous ma propre responsabilité; je ne les rendrai que sur « un ordre positif qui sauvegarde mon honneur aux yeux « de tous. » Il ajoute qu'il peut tenir encore *un mois* tout au plus, mais que, s'il ne capitule pas immédiatement, il sera prisonnier de guerre.

Prévoyant la réplique du baron de Harsch, Eugène, après mûre réflexion, avait fait suivre ses premiers ordres d'une seconde réponse écrite le 10 novembre à Ludwigsbourg[1], et qui l'autorisait à signer immédiatement la capitulation, s'il était impossible de prolonger encore la résistance *pendant six semaines* au moins. Le gouverneur peut donc, sans ternir sa réputation militaire, sans faillir à son devoir, accepter les conditions honorables que lui offre le général en chef de l'armée française, et qui conservent à Sa Majesté Impériale les services de sept mille bons soldats. Ils évacuent le château, ainsi que le fort de

[1] Ville importante du Wurtemberg, à cinq lieues nord de Stuttgard, considérablement agrandie et embellie, au commencement du dix-huitième siècle, par le duc Ebehrard Louis. Arsenal, fonderie de canons, haute école militaire, école polytechnique. Le château, l'un des plus vastes de l'Allemagne, possède un musée historique d'une grande valeur.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Saint-Pierre, dans la matinée du 21 novembre, avec tous les honneurs de la guerre, emmenant six pièces de canon [1], emportant leurs drapeaux, leurs armes, et vont rejoindre le camp de Rottweil. Au commencement du siége, la garnison comptait treize mille hommes. Elle en avait perdu six mille, tués ou mis hors de combat.

Ce fut l'un de ses aides de camp, Richelieu, alors duc de Fronsac, que Villars chargea d'annoncer à Louis XIV qu'enfin on était maître du château et des forts de Fribourg. La prise, en 1713, de cette importante place de guerre, figure dans nos annales historiques parmi nos plus beaux faits d'armes. Elle n'honora pas moins la vaillante opiniâtreté de la défense que l'habileté et l'intrépidité de l'attaque. Le vieux gouverneur fut comblé de louanges par Charles VI et fait comte de l'Empire. Villars procéda, en toute hâte, au licenciement partiel de l'armée. C'était une des plus considérables qu'il eût commandées. Elle ne comprenait pas moins de deux cents bataillons et de trois cent soixante escadrons. Son retour en France, à travers un pays montagneux et par des routes défoncées que recouvraient déjà deux pieds de neige, fut excessivement laborieux. Il était temps pour nous que le baron de Harsch fît battre la chamade; son adversaire n'avait pas eu tort en pressant, avec une fiévreuse ardeur, les opérations du siége. Asfeld fut mis à la tête des troupes qui restèrent à Fribourg et dans le Brisgau. Le comte du Bourg, sous les ordres duquel Villars le plaça, eut la direction de l'armée d'Alsace. « La prise de « Fribourg et de ses châteaux », écrivit Torcy au maréchal

[1] Le fort dans lequel le gouverneur s'était retiré et qui s'élevait au sud des fortifications, sur la rive nord de la Treïsam, s'appelait le *Bas-Château*. Il communiquait, par un chemin couvert, avec les forts de l'Aigle, de l'Étoile et de Saint-Pierre. Ce dernier dominait tous les autres. Il était très-important et passait pour imprenable. C'était le *Haut-Château*.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le 29 novembre 1714, pour le féliciter de ce décisif succès, tout en confirmant les pouvoirs diplomatiques dont il l'avait déjà muni, « est une pressante raison pour déter« miner la cour de Vienne, et pour vaincre ses longueurs « affectées... Il est temps que la guerre finisse, et le besoin « en est égal dans toute l'Europe; mais il est beau, « Monsieur, je vous assure, de signer les conditions de la « paix, après avoir fait une aussi belle campagne que celle « que vous venez d'achever [1]. »

Louis XIV voulut que ses sujets associassent le *témoignage* public de leur reconnaissance envers Dieu à la joie que lui causait ce nouveau triomphe. Il voulut aussi leur en faire saisir toute l'importance, justifier, à leurs yeux, les dépenses de la nouvelle campagne et laver son général des reproches d'inhumanité dont il venait d'être l'objet. Voisin rédigea, d'après ses instructions, pour prescrire le chant du *Te Deum,* une ordonnance politique et *historique* dont le retentissement eut beaucoup d'éclat. « Aussitôt que « Landau a été prise, disait le Roi à la fin de cette ordon« nance, mon armée, commandée par le maréchal de « Villars, a marché avec diligence pour assiéger Fribourg... « Seize bataillons défendaient la ville, et il n'a fallu qu'un « mois pour la réduire... Les forts et châteaux auraient pu « résister encore pendant un temps considérable, mais les « assiégés... jugeant qu'ils ne pouvaient éviter de subir les « conditions imposées à la garnison de Landau... ont accepté « une capitulation honorable. Le gouverneur, en se retirant « dans le château, avait abandonné la garnison de la ville à « tous les événements les plus fâcheux et les plus rigoureux « de la guerre, et il eût été impossible d'empêcher le pil« lage et les extrémités auxquelles est exposée une ville

[1] Torcy à Villars. Marly, 24 novembre. (Archives des affaires étrangères.)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« prise d'assaut, sans les bons ordres et les soins que le « maréchal de Villars et ceux qui commandent sous ses « ordres y ont apportés. Cette conquête me met en état de « pénétrer plus avant en Allemagne, si mes ennemis « n'entrent pas dans de meilleures dispositions pour finir la « guerre... et, comme je dois rapporter à Dieu toutes ces « prospérités... je mande aux archevêques et évêques de mon « royaume de faire chanter le *Te Deum* [1]. »

[1] Voir Annexe 92.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ANNEXES

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ANNEXES

N° 1.

LE MARQUIS DE CHAMLAY.

Le marquis de Chamlay exerça, pendant de longues années, la charge de maréchal des logis des armées du Roi, et se montra constamment digne, par son assiduité, son discernement, son dévouement, sa discrétion à toute épreuve, de l'entière confiance dont l'honorèrent Turenne, Louvois et Louis XIV qui, pour le récompenser de ses rares mérites auxquels tout le monde rendait hommage, le nomma grand-croix de Saint-Louis, dès la fondation de l'Ordre. Il faisait partie du très-petit nombre de personnages qui trouvaient à peu près grâce devant Saint-Simon. « Chamlay, disent les *Mémoires,* était un fort gros « homme, blond et court, l'air grossier et paysan, même rus« tique, et l'était de naissance, avec de l'esprit, de la politesse, « un grand et respectueux savoir-vivre avec tout le monde, bon, « doux, affable, obligeant, désintéressé, avec un grand sens et « un talent unique à connaître les pays et n'oublier jamais la « position des moindres lieux, ni le cours et la nature du plus « petit ruisseau... Un grand éloge pour lui est que M. de « Turenne ne put et ne voulut jamais s'en passer, et que, malgré « tout l'attachement qu'il conserva pour sa mémoire, M. de « Louvois le mit dans toute sa confiance... Il était déjà entré « dans les secrets militaires. M. de Louvois ne lui cacha rien et « y trouva un grand soulagement pour les dispositions et la « marche des troupes... Cette capacité, jointe à sa probité et à « la facilité de son travail, de ses expédients, de ses ressources, « le mit de tout avec le Roi, qui l'employa même en des négo« ciations secrètes et en des voyages inconnus. » Chamlay mourut d'une attaque d'apoplexie en 1719.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 2.

LE MARÉCHAL DE TESSÉ.

Général de mérite, négociateur avisé, parleur élégant, écrivain original et spirituel, avant tout, s'il fallait en croire Saint-Simon, courtisan adroit et sans scrupule, René de Froulay, comte de Tessé, gentilhomme manceau, sut conquérir les bonnes grâces du Roi et eut une destinée brillante. Mestre de camp général des dragons en 1684, maréchal de camp trois ans plus tard, lieutenant général en 1693, chevalier de l'Ordre l'année suivante, premier écuyer de la duchesse de Bourgogne, il reçut (1703) le bâton de maréchal, fut nommé général des galères en 1711 et fit partie, sous le régent, du conseil de la marine. Il servit, en Allemagne, sous le duc de Lorge et le marquis de Boufflers (1689), en Italie, sous Catinat, Villeroi et Vendôme (1701-1703), se comporta bravement au combat de Carpi, débloqua Pignerol, dirigea avec habileté la défense de Mantoue. Chargé du commandement des troupes en Dauphiné, il envahit la Savoie (1703) et occcupa Chambéry. On le voit, en 1704-1706, jouissant de toutes les faveurs de Philippe V, grand d'Espagne et généralissime des armées espagnoles, impuissant à défendre Albuquerque, mais délivrant Badajoz, occupant la Catalogne et mettant le siége devant Barcelone sa capitale. L'année suivante, il commande de nouveau en Dauphiné et rend un service signalé à la France, en défendant victorieusement Toulon contre le prince Eugène. Tessé fut chargé, par Louis XIV, de plusieurs missions délicates et importantes. Ce fut lui qui négocia, en partie, les mariages des deux filles du duc de Savoie avec les ducs de Bourgogne et d'Anjou (1696-1699), et qui protégea (1708), après nos désastres d'Italie, Clément XI contre les brutales exigences du marquis de Prié, ambassadeur de Léopold. En 1717, il fut attaché, par le régent, à la personne du Czar, Pierre le Grand, pendant le séjour que ce prince fit en France. Né en 1650, il mourut en 1727, laissant son fils grand d'Espagne et lieutenant général. « C'était un homme doux, dit Saint-« Simon dans ses Mémoires, liant, insinuant, avec plus de « manége que d'esprit ni de capacité, mais heureux en tout au « dernier point, avec une figure fort noble et un langage de « cour qu'il savait tourner et retourner. » Quelques pages plus



Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

loin, sous l'empire d'une labie un peu moins indulgente, il le dépeint comme étant court « de génie, de vues, d'esprit, non « pas d'ambition ».

N° 3.

SAINT-FRÉMONT.

Bon officier général, estimé de Louis XIV, qui servit honorablement, en Flandre, sous Boufflers et Luxembourg (1690-1691), en Allemagne sous de Lorge, d'Huxelles et Choiseul (1692-1699), en Italie sous Catinat, Vendôme et Vaudémont (1700-1706), en Allemagne et en Artois sous l'Électeur de Bavière (1707-1709), en Alsace sous d'Harcourt (1707), en Flandre et en Alsace sous Villars (1711-1710). Il prit une part active à l'affaire de Witzloch (1694), fut très-brillant à Carpi (« Le comte de Tessé et Saint-Frémont y ont parfaitement bien fait à leur ordinaire. » DANGEAU.), au siége de Borgo-Forte (1702), à celui de la Mirandole (1704), à la bataille de Calcinato (1706); dirigea habilement la retraite après la fatale affaire de Turin. Villars, qui faisait grand cas de ses mérites, l'employa très-utilement dans les campagnes de 1711-1713 et dans les négociations du traité de Rastadt. — Lieutenant-colonel des dragons de la Reine, puis colonel de dragons en 1688, inspecteur de cavalerie en 1689, brigadier gouverneur de Maubeuge en 1706. — La pension de 1000 livres qu'il recevait du Roi fut doublée en 1700.

N° 4.

GUIDO DE STAHREMBERG.

Fils du « célèbre comte de Stahremberg qui s'était immortalisé « par la défense de Vienne, dont il était gouverneur, assiégée « par les Turcs, et qui était président du Conseil de guerre, « la plus belle et la plus importante charge de la cour » (*Mémoires de Saint-Simon*), Gui ou Guido de Stahremberg, né en 1657, fut un des plus illustres généraux de l'Autriche. Il se distingua, dans les guerres contre les Turcs, à la défense de Vienne (1684), aux siéges de Bude et de Belgrade (1686 et 1688); fut le lieutenant du prince Eugène en Italie où il exerça, en 1701 et 1702, le commandement en chef. Nommé feld-maréchal


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

en 1704; il réduisit les révoltés de Hongrie. Il fut chargé ensuite, pendant plusieurs années, de la direction des troupes autrichiennes qui combattaient, en Catalogne, pour la cause de l'archiduc Charles; remporta, en 1710, sur Philippe V, les victoires d'Almenara et de Saragosse, mais fut battu la même année, par Vendôme, à Villaviciosa. « Il avait acquis la plus grande con« fiance de l'Empereur (Charles VI) pour avoir été son conseil « et le général sous lui en Espagne. » (SAINT-SIMON.) Stahremberg mourut en 1637. Il fut l'émule et l'ennemi politique du prince Eugène.

N° 5.

LOUIS D'AUBUSSON DE LA FEUILLADE, MARÉCHAL DE FRANCE.

La partialité de Louis XIV pour la Feuillade fut une de ses erreurs. Elle serait absolument inexplicable si les fastueuses et dispendieuses flatteries du maréchal de la Feuillade n'avaient fait contracter au grand Roi, en quelque sorte malgré lui, une dette d'honneur qu'il voulut payer en indulgence pour le fils, si les infatigables et dévoués services de Chamillard ne plaidaient pas constamment en faveur de son gendre, si ce dernier, séduisant de sa personne, spirituel causeur, homme sans honneur et sans scrupule, n'avait pas été, lui-même, un très-adroit et très-audacieux courtisan. « M. de la Feuillade (le « père), dit Saint-Simon, était de fort grande maison qui doit « pourtant son illustration au fameux Pierre d'Aubusson, élu « grand maître de Rhodes en 1476, dont, en 1480, il fit lever le « siége à 100,000 Turcs... De l'esprit, une grande valeur, une « plus grande audace, de la probité et son contraire fort à la « main, avec une flatterie et une bassesse insignes pour le Roi, « firent sa fortune et le rendirent un personnage à la cour, « craint des ministres et surtout aux couteaux continuels avec « Louvois... » « Il laissa un fils pour le malheur de l'État et « qui fut, sans contredit, le plus faux et le plus méchant « des hommes de France, en qui sa branche et son duché ont « fini. »

« En 1689, le jeune duc d'Aubusson, fils du maréchal, était « âgé de seize ans; son père lui acheta un régiment, mais le « Roi trouva bon qu'il demeurât encore quelque temps dans les « gardes du corps pour mieux apprendre son métier. » (DANGEAU.) Trois ans plus tard, il épouse la fille de Châteauneuf, secrétaire



Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'État de la maison du Roi, et, en 1686, Louis l'envoie servir en Allemagne. « En passant à Metz, chez son oncle qui est « infirme, raconte Dangeau, M. de la Feuillade a demandé à « ses domestiques les clefs de son cabinet et ses coffres ; les valets « ne les lui ayant pas voulu donner, il a enfoncé les serrures, a « pris 50,000 écus en or et beaucoup de pierreries. Il a laissé « l'argent blanc. Le Roi a fort désapprouvé cette violence et a « témoigné être fort en colère contre M. de la Feuillade. »

A cette époque, les feux qui illuminaient, chaque nuit, la statue équestre de Louis XIV, élevée par la Feuillade sur la place des Victoires, brûlaient encore aux frais de la succession du maréchal. Pouvait-on se montrer sévère pour son héritier? « Le Roi, « écrit Dangeau le 18 mai 1699, a fait défendre qu'on allumât « les falots qui brûlent, toutes les nuits, à l'entour de sa statue, « sur la place des Victoires; il a trouvé que ces sortes de lampes-« là ne devaient être que dans les églises... Il a ordonné qu'on « rendît au duc de la Feuillade le fonds que le maréchal son « père avait fourni pour cet entretien à perpétuité. »

En 1701, Louis donne à la Feuillade le régiment devenu vacant par la mort du mestre de camp Des Tournelles, et lui témoigne sa satisfaction « de ce qu'il est présentement dans le bon chemin ». La même année, le jeune duc, veuf de la fille de Châteauneuf dont il s'est fort peu occupé, épouse celle de Chamillard, malgré les conseils du Roi qui ne se fait aucune illusion sur sa moralité et qui, cependant, lui donne en cette circonstance 200,000 livres. A partir de ce moment, sa carrière sera aussi brillante que rapide. Nommé brigadier de cavalerie (1702), il est envoyé la même année, sans avoir jamais rempli l'emploi de ce grade, comme maréchal de camp, en Italie. Gouverneur du Dauphiné et commandant de l'armée de Savoie à la place de Tessé, il est promu lieutenant général en 1700. L'année suivante, il fait la guerre sous Vendôme. Puis, après avoir passé à Paris les premiers mois de 1705 et travaillé, à diverses reprises, avec le Roi, il est nommé, de nouveau, général en chef des troupes destinées à agir spécialement contre Victor-Amédée, les dirige d'abord avec succès, prend plusieurs places, entre autres Villefranche et Nice, pénètre en Piémont par le val d'Aoste, met le siége, en 1706, devant Turin et se hâte d'affirmer au Roi qu'il est sûr de s'en rendre maître à bref délai. « La longueur des mines nous déses-« père, écrit-il le 18 juillet, mais cela ne met aucune incertitude « dans la réussite. » Au reste, il déclare que le prince Eugène n'est pas en état de secourir Turin, et il persuade si bien la cour de la certitude du succès que Louis XIV envoie en Italie son


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

neveu d'Orléans pour en recueillir la gloire après avoir repoussé l'offre patriotique de Vauban qui, très-inquiet des résultats du siége, avait demandé d'aller servir comme ingénieur « en lais- « sant, dit Saint-Simon, son bâton de maréchal derrière la « porte ».

La catastrophe du 7 septembre abattit un instant la Feuillade sans le déconcerter. Il demanda à continuer la guerre sous les ordres de Vaudémont et de Médavy qui étaient restés dans le Milanais. Rappelé à Paris par un ordre formel, il sollicita longtemps, avant de pouvoir l'obtenir, une audience de Louis XIV qui se borna à lui dire fort sèchement : « Monsieur, nous sommes « tous deux malheureux », et lui tourna le dos. A partir de ce moment, il tombe presque complétement en disgrâce et y reste jusqu'à la mort du Roi, bien qu'on le voie figurer, en 1707, parmi les douze danseurs de quadrilles officiels de Marly. « Il « avait quitté le Dauphiné, dit Saint-Simon, au grand conten- « tement de la ville et de la province dont il n'avait pas conquis « les cœurs. Dès en y arrivant, pour la première fois, il s'était « brouillé avec le cardinal le Camus qui, sur une mascarade « assez étrange qu'il donna, fut sur le point de l'excommunier « dans toutes les formes solennelles. »

La haute influence que le marquis de Canillac, ami intime de la Feuillade, exerçait sur l'esprit de Philippe d'Orléans fit rentrer pleinement en grâce, sous la régence, le vaincu de Turin. Nommé, en 1715, ambassadeur à Rome où il devait aller traiter la délicate affaire de la constitution et où il ne se rendit jamais, il reçut bientôt la pairie ainsi qu'un brevet de 350,000 livres sur son gouvernement. En 1719, raconte Saint-Simon dans ses Mémoires, « Canillac persuada au duc d'Orléans d'acheter de « la Feuillade, pour M. le duc de Chartres, le gouvernement « du Dauphiné 550,000 livres comptant, 300,000 livres en outre, « pour le brevet de retenue que la Feuillade avait et de plus les « appointements d'ambassadeur à Rome depuis le jour que le « même Canillac l'avait fait nommer... On verra, par la suite, « la rare reconnaissance de ce galant homme, le plus corrompu « et le plus méprisable que j'aie jamais connu. »

La Feuillade fut, en 1724, maréchal de France.

On s'intéresse aux aventures de ce triste personnage, parce qu'elles sont la peinture fidèle des lamentables abus du favoritisme, qui était devenu l'une des plaies vives de cette époque.

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 6.

LOUIS-FRANÇOIS, MARQUIS, PUIS DUC DE BOUFFLERS, MARÉCHAL DE FRANCE.

Issu, en 1644, d'une vieille famille picarde dont on voit le nom figurer, dès le douzième siècle, dans les annales historiques de sa province, Boufflers fut une des plus nobles figures militaires du règne de Louis XIV. Il entra très-jeune, comme cadet, dans le régiment des gardes; fit ses premières armes, en Flandre et en Hollande, sous Créqui, Turenne, Luxembourg, Catinat; commanda sur le Rhin, en 1688; s'empara de Worms, d'Oppenheim et de Mayence; contribua vaillamment, en 1690 et 1692, aux victoires de Fleurus et de Steinkerque; fit à Namur, en 1695, une très-belle défense contre le roi Guillaume; prépara, de concert avec lord Portland, le succès des négociations de Ryswyk; exerça ensuite avec autant d'habileté que de magnificence, aux applaudissements de toute la Cour, le commandement du camp de soixante mille hommes que le Roi avait formé à Compiègne pour instruire son petit-fils, le duc de Bourgogne, dans l'art de la guerre; battit les Hollandais à Ekeren en 1701 et opposa, dans Lille, en 1708, aux troupes alliées que commandaient Marlborough et le prince Eugène, une résistance héroïque qui le couvrit de gloire. Quoique plus ancien maréchal de France que Villars, il n'hésita pas, l'année suivante, vieux, malade, comblé d'honneurs, à servir sous ses ordres et à le seconder de ses lumières, dirigea la retraite après la sanglante bataille de Malplaquet, sauva tous les canons et rapporta vingt drapeaux ennemis. Ce fut son dernier fait d'armes. Il attendait de la reconnaissance du Roi, assure Saint-Simon, l'épée de connétable, la demanda et ne l'obtint pas. Peu après son retour en France, infirme et découragé, il se retira à Fontainebleau où il mourut en 1711. Il jouissait de la faveur populaire. On l'avait vu, en revenant de Lille, contenir et apaiser, par le seul prestige de sa présence et l'autorité de sa parole, une émeute furieuse que les souffrances de la faim avait soulevée et qui menaçait de livrer Paris au pillage.

Brigadier de dragons en 1673, lieutenant général en 1681, colonel des gardes-françaises en 1692, le marquis de Boufflers fut maréchal de France en 1693, gouverneur de Lille et Flandre l'année suivante, duc en 1695, chevalier de la Toison d'or après

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sa victoire d'Ekeren, pair du royaume après le siége de Lille. Il avait épousé, en 1693, la fille du duc de Grammont. « Rien de « si surprenant, disent les *Mémoires de Saint-Simon,* qu'avec « aussi peu d'esprit et un esprit aussi courtisan, mais non jus- « qu'aux ministres avec qui il se savait maintenir, il ait conservé « une probité sans la plus légère tache, une générosité aussi « parfaitement pure, une noblesse en tout de premier ordre, et « une vertu vraie et sincère, qui ont continuellement éclaté « dans tout le cours de sa conduite et de sa vie..... Il eut une « passion extrême pour l'État, son honneur, sa prospérité. »

N° 7.

CAMILLE D'HOSTUN, COMTE, PUIS DUC DE TALLART, MARÉCHAL DE FRANCE.

Tallart appartenait à la famille des Hostun qui résidait dans le Dauphiné et qui était, d'après les *Mémoires de Saint-Simon,* fort difficile, comme on sait, sur ce point « d'assez bonne noblesse ». Son père avait épousé, en 1646, Catherine de Bonne, fille du seigneur d'Auriac, vicomte de Tallart, lequel était issu de la même souche paternelle que le connétable de Lesdiguières et s'était marié à mademoiselle de Neuville, sœur du premier maréchal de Villeroi. De là vinrent le nom de Tallart qui fut donné au jeune Camille d'Hostun ainsi que la haute protection qui lui assura, en toutes circonstances, la faveur éclatante du Roi. Bon général, diplomate avisé, puissamment soutenu à la Cour, Tallart aurait eu une carrière militaire et politique, non moins heureuse que brillante, sans la faute déplorable qu'il commit à Hochstett et dont les suites furent si funestes pour son pays. Il servit successivement, en Hollande, sous Condé et en Alsace sous Turenne (1672-1695); en Allemagne, sous de Lorges et Joyeuse (1689 et 1695); en Alsace, sous d'Huxelles (1691); en Lorraine et en Flandre, sous Boufflers (1693); en Flandre (1696), sous les ordres du Roi qui le vit personnellement à l'œuvre, apprécia ses talents et lui confia, l'année suivante, l'ambassade d'Angleterre; il y résida jusqu'en 1701, suivit, plusieurs fois, le roi Guillaume en Hollande et contribua efficacement à la conclusion des deux traités de partage dont on a parlé plus haut.

Rappelé en 1701, il se bat très-brillamment, deux années de suite, sur la Moselle et le Rhin, prend Trèves et Trarbach, contient, par de belles manœuvres, l'armée du prince de



Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Bade, ce qui permet à Villars de rejoindre l'Électeur de Bavière, remplace Villars dans le commandement de l'armée d'Alsace, prend Landau et reçoit publiquement, à son retour en France, l'accolade de Louis XIV dont l'indulgence, inspirée par Villeroi, pardonnera, quelques mois plus tard, l'erreur lamentable de Blenheim. M. de Tallart, dit le marquis de Dangeau, écho servile des impressions royales, a fait, dans la circonstance, « tout ce qu'un bon et brave général pouvait faire ». Prisonnier de Marlborough, Tallart passa sept ans en Angleterre où il fut interné dans la ville de Nottingham et où il ne cessa de coopérer, non sans succès, aux intrigues qui préparèrent, si heureusement pour nous, la chute du ministère whig. Il fut renvoyé sans rançon et accueilli affectueusement par Louis XIV, qui lui donna un appartement à Versailles. Il sut encore, à cette époque, rehausser son crédit en mariant son second fils (l'aîné avait été blessé mortellement à Hochstett) à la fille du duc de Rohan. — Désigné par le testament du Roi comme devant faire parti du Conseil de régence, le maréchal de Tallart en fut d'abord écarté par le duc d'Orléans qui ne l'aimait pas, mais y fut introduit, deux ans plus tard, par l'influence des Villeroi et des Rohan. Il mourut en 1728, après avoir été, quelque temps, ministre d'État de la guerre sous le ministère du cardinal de Fleury. Il avait été nommé brigadier de cavalerie en 1678, maréchal de camp en 1688, lieutenant général en 1693, chevalier de l'Ordre en 1701, maréchal de France en 1703, après sa belle campagne d'Alsace, duc en 1711, à son retour d'Angleterre. Son fils, auquel il avait cédé son duché, fut fait, en 1715, pair du royaume. — Tallart, au dire de Saint-Simon, « était un « homme de médiocre taille, avec des yeux un peu jaloux, pleins « de feu et d'esprit, mais qui ne voyaient goutte, maigre, hâve, « qui représentait l'ambition, l'envie et l'avarice... Harcourt et « lui se pouvaient seuls disputer d'esprit, de finesse, d'industrie, « de manége et d'intrigue, de désir d'être, d'envie de plaire et « de charme dans le commerce de la vie et dans le commande- « ment. L'application, la suite, beaucoup de talents, l'aisance « dans le travail étaient, en eux, les mêmes, et tous deux ne firent « jamais un pas sans vue, en apparence le plus indifférent. « L'ambition pareille et le même peu d'égards aux moyens; « tous deux doux, polis, affables, accessibles en tout temps..... « tous deux les meilleurs intendants d'armée et les meilleurs « munitionnaires; tous deux adorés de leurs généraux..... sans « abandonner la discipline. »

Digitized by Google · Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 8.

FERDINAND, COMTE DE MARSIN, MARÉCHAL DE FRANCE.

Ferdinand de Marsin, fils de Jean-Gaspard-Ferdinand de Marsin ou Marchin, « Liégeois de fort peu de chose », au dire de Saint-Simon, qui avait fait ses premières armes sous Condé, servi, tour à tour, la France contre l'Espagne, Condé contre Mazarin, les Espagnols et les Anglais contre la France, et avait été nommé chevalier de la Jarretière par Charles II, ainsi que comte du Saint-Empire par Léopold Ier. Entré, à dix-sept ans (1673), dans l'armée française, Marsin fit la guerre dans les Pays-Bas, principalement sous Luxembourg (1673-1695); en Italie, sous Catinat et Vendôme (1695-1703); en Allemagne et en Alsace, avec Tallart, sous l'Électeur de Bavière, puis de concert avec Villars (1703-1705); enfin, sous les ordres du duc d'Orléans, en Italie, où il fut frappé mortellement (1706) au siége de Turin. Il se distingua surtout à Fleurus, où il fut blessé; à Nerwinde, à Charleroi, à Luzzara, où il eut deux chevaux tués sous lui; à la prise de Brisach et à l'affaire de Spire; à Hochstett, où, après la sanglante défaite subie par notre armée, il dirigea la retraite avec sang-froid et habileté; dans la campagne d'Alsace (1705), qu'il dirigea avec Villars. Maréchal de camp en 1693, il fut successivement directeur général de la cavalerie (1695), lieutenant général (1701) et ambassadeur en Espagne où, faisant preuve, quoique fort pauvre, d'un noble désintéressement, il refusa la Toison d'or, la grandesse et les biens que lui offrait Philippe V; gouverneur d'Aire en Artois, puis maréchal de France, chevalier de l'Ordre (1703), et gouverneur de Valenciennes (1704). Saint-Simon le dépeint comme « un très-petit homme, vif, sémillant, ambi-« tieux, bas complimenteur sans fin, babillard de même, dévot « pourtant..... qui ne manquait ni d'esprit, ni de manége, ne « laissait pas, malgré ce flux de bouche, d'être de bonne com-« pagnie et d'être mêlé à l'armée avec la meilleure, et toujours « bien avec le général sous qui il servait ». Les flatteurs du duc d'Orléans ont voulu lui attribuer la responsabilité du désastre de Turin, en prétendant qu'il avait dissuadé le prince de sortir des lignes qui protégeaient l'armée, pour marcher à l'ennemi. Mais la vérité est qu'il déclara sur son lit de mort, avec la plus grande énergie, qu'il avait émis une opinion absolument contraire.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 9.

LOUIS-MARIE DU MAINE, COMTE DU BOURG, MARÉCHAL DE FRANCE.

Le comte du Bourg (Louis-Marie du Maine) avait servi longtemps en Alsace et en Allemagne. La victoire de Rumersheim lui fit grand honneur. En 1713, il prit une part glorieuse à la campagne que dirigea Villars contre les armées de l'Empereur. Ce fut lui qui, assisté de Asfeld, emporta les lignes fortifiées que les ennemis avaient construites près de Fribourg. Mestre de camp du régiment royal (1676), inspecteur de cavalerie et brigadier (1686), maréchal de camp et directeur de la cavalerie d'Allemagne (1693), lieutenant général (1702), gouverneur de Bapaume (1705), chevalier de l'Ordre (1709), gouverneur de Béfort (1712), maréchal de France (1725). Né en 1655, mort en 1739.

N° 10.

PIERRE DE MONTESQUIOU, COMTE D'ARTAGNAN, MARÉCHAL DE FRANCE.

Le comte d'Artagnan fut désigné depuis Malplaquet sous le nom de maréchal de Montesquiou. Sa carrière militaire avait été très-brillante. Il était major général des gardes-françaises et major général de l'armée que commandait le maréchal de Luxembourg, en 1713, à la glorieuse bataille de Nerwinde. « D'Artagnan, dit Saint-Simon, fort bien avec M. de Luxembourg et « encore mieux avec le Roi, lui porta la nouvelle et en eut le « gouvernement d'Arras et la lieutenance générale d'Artois. » On le voit, l'année suivante, inspecteur général de Flandre, où il servit, avec la plus grande distinction, sous Vendôme et sous Villars. Sa belle conduite à Malplaquet lui valut le bâton de maréchal. Il prit une part importante à la fameuse affaire de Denain, dont ses amis voulurent lui attribuer tout l'honneur. Nommé gouverneur de Bretagne par le Régent, en 1716, il eut maille à partir avec la noblesse et le Parlement et lutta, non sans talent, quoique sans grand succès, contre des difficultés excessives. « Le maréchal de Montesquiou, disent les *Mémoires « de Saint-Simon,* fut rappelé, en 1720, du commandement de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Bretagne, où il avait eu le malheur de se barbouiller beau-
« coup et de ne contenter personne. » Il mourut en 1725. (Voir l'Annexe 14 sur la bataille de Denain.)

N° 11.

LE MARQUIS D'ALBERGOTTI, LIEUTENANT GÉNÉRAL.

Le marquis d'Albergotti était neveu de Malagotti, gentilhomme de Florence, que Mazarin avait fait venir à Paris et qui devint lieutenant général, puis gouverneur de Valenciennes. Albergotti fut un général de mérite. C'était un des favoris du maréchal de Luxembourg, et, raconte le duc de Saint-Simon, le confident aussi bien que le compagnon de ses vulgaires plaisirs. Chargé, par le maréchal, de porter au Roi des drapeaux pris à Nerwinde, il s'évanouit de fatigue en entrant dans le cabinet de madame de Maintenon, et, « tout à la mode qu'il fût, disent « les *Mémoires,* se fit moquer de lui ».

Brigadier d'infanterie dès 1690, maréchal de camp en 1701, lieutenant général en 1703, colonel du royal-italien l'année suivante, chevalier de l'Ordre en 1709, il servit brillamment en Flandre sous Luxembourg, en Italie sous Villeroi, Vendôme et La Feuillade, en Flandre et en Alsace sous Villars; s'empara de Luxembourg en 1701 et de Final en 1703; se signala au combat de Calcinato et à Malplaquet, où il fut blessé. Chargé de la défense de Douai en 1709, il capitula après une résistance très-honorable et commanda le corps d'armée qui reprit cette ville en 1712; participa activement, en 1713, à la belle campagne de Villars sur le Rhin, et fut chargé ensuite de missions diplomatiques en Italie. Il mourut d'une attaque, en 1717. Saint-Simon le juge ainsi dans ses *Mémoires :* « Il avait plus d'esprit que « son oncle, de grands talents pour la guerre et beaucoup de « valeur, plus d'ambition encore, et tous les moyens lui étaient « bons. C'était un homme très-dangereux, très-intimement « mauvais et foncièrement malhonnête, avec un froid dédai- « gneux et des journées entières sans dire une parole. » Plus tard, en racontant sa mort, il ne veut même pas reconnaître qu'il ait succombé à une simple attaque d'apoplexie, et il en fait un épileptique.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 12.

LE DUC D'ORMOND.

Petit-fils de Jacques Butler, duc d'Ormond, d'une ancienne famille d'Irlande qui s'illustra par sa fidélité inébranlable à la cause des Stuarts et fut un des principaux instruments de la restauration de 1660. Le duc d'Ormond, qui commandait l'armée anglaise de Flandre en 1712, abandonna d'abord la voie suivie par son grand'père, embrassa la cause de Guillaume, et jouit d'une très-grande faveur sous le règne de ce prince et sous celui de sa fille, la reine Anne. Il commanda l'expédition d'Espagne en 1702, prit Vigo et fut nommé vice-roi d'Irlande. Accusé de sympathies pour les Stuarts, il fut disgracié à la mort de la reine Anne. Prévenu de haute trahison, il se sauva sur le continent, où il devint l'un des agents les plus dévoués et les plus actifs de la cause jacobite. Il se tint longtemps caché à Paris et prit part à toutes les entreprises du prétendant. « Je trouve en « lui, dit Saint-Simon, qui le vit plus tard à Madrid, pendant « son ambassade de 1721, toute la grandeur d'âme que nul « revers de fortune ne pouvait atteindre, la noblesse et le cou-« rage d'un grand seigneur, la fidélité la plus à toute épreuve « et l'attachement le plus entier au roi Jacques et à son parti, « malgré les traverses qu'il en avait essuyées et auxquelles il « était tout près de s'exposer de nouveau, dès qu'il pourrait en « espérer le plus léger succès pour les affaires d'un prince si « malheureux..... Il était, à Madrid, sur un grand pied de con-« sidération de tout le monde et des ministres. »

N° 13.

LE COMTE D'ALBEMARLE.

Von Keppel, Hollandais, page de Guillaume III, « jeune, hardi et bien fait » (*Mémoires de Saint-Simon*), avait succédé à William Bentinck, comte de Portland, Hollandais comme lui, dans la faveur de son maître, qui le fit comte d'Albemarle. Son fils remplit les fonctions de lieutenant général et fut gouverneur de Tournay, après la prise de cette ville par le prince Eugène, en 1709. Ce fut lui que Villars fit prisonnier à Denain,


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

où il commandait les troupes ennemies. Conduit en France, il se lia intimement avec la famille de Rohan, qui obtint qu'on le laissât libre sur parole. Sa veuve, remariée en France, reçut du Régent une pension de 9,000 livres. Monck avait été duc d'Albemarle. C'est le nom que portait autrefois la ville normande d'Aumale, qui donna elle-même le sien à un comté, puis à un duché français.

N° 14.

LA BATAILLE DE DENAIN.

Les résultats militaires de la bataille de Denain furent si considérables, si brillants, le contraste, après tant de revers, fut si brusque, si vif que la France applaudit avec enthousiasme, et que la reconnaissance nationale inscrivit spontanément le nom de Villars parmi ceux des sauveurs de la patrie. L'envie qui ne pardonnait à la cour de Louis XIV, et qui n'a jamais épargné, dans notre pays, aucun succès éclatant, la critique moderne qui, croyant devoir tout discuter, finit par tout mettre en doute, ont voulu contester, amoindrir la gloire légendaire du vainqueur. Les amis du maréchal de Montesquiou, son lieutenant, ne s'y sont point épargnés, et le maréchal lui-même ne fit, à ce qu'il paraît, qu'une faible défense. Saint-Simon expose, dans ses *Mémoires,* que Montesquiou imagina tout seul l'attaque sur Denain, qu'il en écrivit secrètement au Roi, sachant que Villars y était opposé, et que, Louis XIV ayant expédié l'ordre formel de la tenter *même malgré Villars,* il pressa son supérieur de marcher contre le camp retranché de lord Albemarle, le précéda à la tête de l'avant-garde, ayant sous ses ordres quatre lieutenants généraux et quatre maréchaux de camp, en un mot prit sur lui d'attaquer et de vaincre, *malgré* le commandant en chef de l'armée. « Montesquiou, dit-il, arriva à tire-d'aile « devant Denain et attaqua tout de suite; Villars marchait dou« cement avec le gros de l'armée, déjà fâché d'en voir une « partie en avant sans son ordre et qui le fut bien davantage « quand il entendit le bruit du feu qui commençait. Il lui « dépêcha ordre sur ordre, d'arrêter, de l'attendre, le tout sans « se hâter le moins du monde, parce qu'il ne voulait pas le « combat. Son confrère lui renvoya ses aides de camp, lui « manda que le vin était tiré et qu'il fallait le boire, et poussa « si bien ses attaques qu'il emporta les retranchements... »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

L'audacieux écrivain dit un peu plus loin. « Montesquiou eut, « dans l'armée et la cour, tout l'honneur de ces deux heureuses « actions (Denain et Marchiennes), qui parurent avec raison un « prodige de la Providence et qui mirent fin à nos malheurs. »

« On m'a assuré, écrit Voltaire dans le *Siècle de Louis XIV*, « qu'une Italienne fort belle, que je vis quelque temps à la Haye « et qui était alors entretenue par le prince Eugène, était dans « Marchiennes et qu'elle avait été cause qu'on avait choisi ce « lieu pour servir d'entrepôt. Ce n'était pas rendre justice au « prince Eugène, de penser qu'une femme pût avoir part à ses « arrangements de guerre. » — « Ceux qui pensent, ajoute-t-il, « qu'un curé et un conseiller de Douai, nommé Le Fèvre « d'Orval, se trouvant ensemble vers ces quartiers, imaginèrent « les premiers qu'on pouvait aisément attaquer Denain et Mar- « chiennes, serviront mieux à prouver par quels secrets et « faibles ressorts les grandes affaires de ce monde sont souvent « dirigées. Le Fèvre donna son avis à l'intendant de la Pro- « vince, celui-ci au maréchal de Montesquiou qui commandait « sous le maréchal de Villars. »

Voltaire, plus clairvoyant, parce qu'il est moins passionné, est sans doute beaucoup plus près de la vérité que Saint-Simon dont la narration partiale et fantaisiste est absolument démentie, aussi bien par les Mémoires du maréchal de Villars lui-même, que par les documents officiels de nos archives et les impressions contemporaines. Naissant tout à coup des premiers bruits qui se répandent, mais successivement modifiées par les innombrables récits des témoins, jugeant presque toujours de loin, lentement fixées, à la suite de la plus impersonnelle, par conséquent de la plus sûre des enquêtes, ces impressions peuvent s'égarer dans les détails obscurs ou sans importance, elles ne se trompent guère en général, quoi qu'en puisse dire la critique savante et incrédule, sur les faits éclatants et les grandes responsabilités. Ce sont elles qui forment les jugements historiques, et c'est un de ces jugements que l'empereur Napoléon a formulé, lorsqu'il a dit . « Le maréchal de Villars a sauvé la France à Denain. » Il est clair que cette assertion ne tient pas un compte suffisant des faits politiques, mais il est certain qu'elle implique, dans l'esprit de Napoléon Ier, bon juge apparemment en ces matières, l'entière conviction que l'honneur de la victoire du 24 juillet 1713 appartient bien réellement au commandant en chef de l'armée française. S'il fallait accorder cet honneur à Montesquiou parce qu'il a conseillé l'attaque sur Denain, il serait juste de le faire remonter jusqu'au curé dont parle Voltaire et qui lui-même a

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

conseillé Montesquiou. Il est possible que celui-ci ait donné des avis secrets à Louis XIV, et l'on ne peut nier qu'il prit la part la plus honorable au combat; mais il n'est pas douteux, puisque les preuves existent dans nos archives, que Louis XIV et Voysin ont insisté d'abord, à diverses reprises, sur la nécessité d'une bataille et proposé ensuite l'attaque sur Denain et Marchiennes; que Villars, après de pénibles hésitations, s'est arrêté au parti qui lui a paru le meilleur, qu'il a donné lui-même des ordres pour le faire exécuter, et que, suivant son ordinaire, il s'est comporté, pendant l'action, avec autant d'activité que de bravoure. Quand un général en chef examine avec prudence les avis qu'il reçoit, pèse, décide *sous sa responsabilité*, ordonne, organise, dirige l'exécution, paye lui-même vaillamment de sa personne, est-il juste de lui contester les mérites de la victoire, parce que ses lieutenants se sont montrés dignes de lui? Les extraits suivants des correspondances officielles que renferment les archives de la guerre prouvent péremptoirement que le récit de Saint-Simon est absolument erroné, et que le sentiment public s'est montré bon juge, lorsqu'il a salué dans le maréchal de Villars le vainqueur de Denain.

Louis XIV à Villars, Fontainebleau, le 17 *juillet* 1712. « .....Ma « première pensée avait été, dans l'éloignement où se trouve « Landrecies de toutes les autres places d'où les ennemis peuvent « tirer leurs munitions et convois, d'interrompre leurs commu- « nications en faisant attaquer les lignes de *Marchiennes,* ce « qui le mettrait dans l'impossibilité de continuer le siége; mais, « comme il m'a paru que vous ne jugez pas cette entreprise prati- « cable, *je m'en remets à votre sentiment* par la connaissance « plus parfaite que vous avez, étant sur les lieux..... »

Voysin à M. le comte de Broglie (qui commandait les réserves de l'armée), 17 *juillet, à Fontainebleau.* « Je vous prie de me « mander si vous jugez qu'en faisant le siége de Landrecies, les « ennemis peuvent toujours conserver leurs communications à « Douai par Marchiennes pour en tirer leurs convois et muni- « tions de guerre. Marchiennes est fort éloigné de Landrecies, et il « est néanmoins bien difficile qu'ils les puissent faire venir d'ail- « leurs. S'il était possible, dans ce grand éloignement, d'atta- « quer leurs lignes de Denain pour couper la communication, ce « moyen paraîtrait le plus sûr et le moins hasardeux pour les « obliger à lever le siége, et vous feriez bien d'en écrire vous- « même à M. le maréchal de Villars. »

Dans un rapport adressé le 17 *juillet par M. de Silly à Voysin,* qu'il instruisait secrètement de ce qui se passait à l'armée,


Digitized by Google	Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

il parle longuement d'un conseil de guerre où Montesquiou, comme les autres généraux, *opina pour une attaque sur Landrecies.* On n'avait pas encore reçu les deux lettres du Roi et de Voysin précédemment mentionnées.

Villars à Louis XIV, au camp du Câteau, 20 *juillet* 1712. Il a reconnu, avec Montesquiou et plusieurs généraux, les quartiers ennemis au deçà de la Sambre, et il hésite à combattre. « Nous « ne croyons pas devoir donner cette bataille sans les ordres de « Votre Majesté; cependant nous allons demain reconnaître les « postes. Si nous les trouvons plus favorables que nous l'espé- « rons, nous n'attendrons pas les ordres de Votre Majesté pour « attaquer. S'il est question d'une bataille avec désavantage, je « La supplie de me pardonner la liberté de les demander. »

Villars à Voysin, au camp du Câteau, 21 *juillet* 1712. « J'ai « employé toute la journée à examiner, et moi-même et par « d'autres, tous les endroits par où l'on peut attaquer les ennemis « en deçà de la Sambre... J'ai été voir, d'un autre côté, comment « nous pourrions attaquer le camp de Denain.. Je compte faire « demain toutes les démarches qui peuvent persuader l'ennemi « que je veux passer la Sambre, et je tâcherai d'exécuter le « projet de Denain qui serait d'une grande utilité; s'il ne réussit « pas, nous irons par la Sambre... » Il ajoute dans la grande perplexité où il se trouve : « Les batailles sont, comme vous savez, « dans les mains de Dieu, et de celle-ci dépend le salut ou la « perte de l'État, et je serais un mauvais Français et un mauvais « serviteur du Roi, si je ne faisais les réflexions convenables. »

Villars à Voysin, au camp de Mazenghien, 22 *juillet* 1712. Il avait d'abord confié l'attaque sur Denain au marquis de Vieux-Pont, au comte de Broglie et à Tingry, gouverneur de Valenciennes, qui, après s'être concertés, l'ont jugée impossible. « J'en « suis très-fâché, dit-il, mais, quand ceux-là refusent, je n'irai « pas offrir cette commission à d'autres. »

Voysin à Villars, 23 *juillet* 1712, *à Fontainebleau.* (Le jour même de la bataille de Denain.) Il gourmande le maréchal de ses hésitations et le blâme de ne pas avoir attaqué. « Je souhaite « fort, écrit-il, *que votre dessein sur le camp de Denain* réussisse « promptement, mais, si cela manquait, vous auriez peut-être « grand regret d'avoir laissé aux ennemis le temps de rassembler « toutes leurs troupes... Le principal objet du Roi est d'empêcher « qu'ils se rendent maîtres de Landrecies, et, si vous réussissez en « attaquant Denain, vous y aurez honneur et Sa Majesté sera « très-contente... Toutes vos lettres sont pleines de réflexions « sur le hasard d'une bataille, mais peut-être n'en faites-vous



Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« pas assez sur les tristes conséquences de n'en point donner et « de laisser pénétrer les ennemis jusque dans le royaume. »

Villars à Louis XIV, au camp de Denain, 24 *juillet* 1713. Il annonce la victoire. « Sire, après plusieurs nouvelles pénibles à « Votre Majesté, j'ai au moins la satisfaction de lui en apprendre « une agréable. M. le marquis de Nangis aura l'honneur de lui « dire que le camp retranché de Denain a été emporté après une « vigoureuse résistance..... M. le maréchal de Montesquiou a « donné tous ses ordres avec beaucoup de fermeté; M. d'Alber-« gotti a montré son courage ordinaire. MM. de Vieux-Pont et « de Broglie, qui commandaient les premiers détachements, « MM. de Brendlé et de Dreux, M. le prince d'Isenghien, M. de « Mouchy méritent tous de très-grandes louanges, aussi bien que « M. le major général. »

Les deux lettres mentionnées ci-après, du Roi à Villars et à Montesquiou, reconnaissent la part glorieuse que ce dernier a prise au combat de Denain, mais établissent bien nettement que Villars n'a cessé d'être le chef responsable et le principal acteur.

Louis XIV à Villars, Fontainebleau, 27 *juillet* 1712. « Mon « cousin, j'ai appris avec une extrême satisfaction, par les « lettres que vous m'avez écrites les 24 et 25 de ce mois, que « vous avez battu et entièrement défait le camp que commandait « le comte d'Albemarle à Denain..... On ne peut trop louer la « manière dont vous en avez formé le dessein de concert avec « le maréchal de Montesquiou, le secret avec lequel vous l'avez « conduit et tout ce que vous avez fait pour l'exécuter avec « autant de succès..... Rien n'est plus capable de favoriser et « d'avancer les négociations de la paix..... que de reprendre « cette supériorité que mes troupes avaient eue pendant si long-« temps et qu'elles avaient malheureusement perdue depuis « quelques années. Les puissances, qui délibèrent présentement « et qui *paraissent résolues à s'engager dans une nouvelle ligue,* « deviendront plus traitables lorsqu'elles verront que toutes « les espérances dont le prince Eugène les a flattées pour péné-« trer dans mon royaume s'évanouissent. *C'est le fruit que « j'espère retirer du service très-important que vous venez de me « rendre.* »

Louis XIV à Montesquiou, Fontainebleau, 27 *juillet* 1712. « Mon cousin. .....J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite « le 27 de ce mois » (pour féliciter le Roi de la victoire et lui demander de vouloir bien donner à son neveu, d'Artagnan, le régiment de Tourville). « Vous ne me dites rien du détail de « l'action, mais je sais toute la part que vous y avez eue et dans



Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« le projet et dans l'exécution; j'en écris plus long au maréchal « de Villars, etc., etc. »

Voysin à Villars, Fontainebleau, 27 *juillet* 1712. « Je ne puis « assez vous féliciter, Monsieur, sur la belle et glorieuse action « que vous venez de faire. Le Roi voulait, à quelque prix que ce « fût, empêcher que les ennemis ne se rendissent maîtres de « Landrecies, *et, de tous les partis que vous pouviez prendre,* « *vous avez choisi celui* qui était le moins hasardeux et dont le « succès peut avoir les suites les plus heureuses..... »

Voysin à Montesquiou, Fontainebleau, le 27 *juillet* 1712. « Je « joins ici la réponse du Roi à la lettre que vous avez écrite à Sa « Majesté. Elle est, je vous assure, parfaitement satisfaite de la « part que vous avez eue au combat de Denain et du concert « avec lequel vous avez agi avec M. le maréchal de Villars, tant « *pour cette action* que pour tout ce qui s'est fait depuis le com« mencement de la campagne. »

Par une lettre du 29 *juillet, Villars* demande une récompense pour son illustre collègue. « Je crois, Sire, que M. le maréchal de « Montesquiou recevrait, avec une très-vive et respectueuse recon« naissance, le cordon bleu, si Votre Majesté voulait bien l'en hono« rer. » Mais, déjà, il a soupçonné Montesquiou de vouloir lui ravir une large part du succès; il a ouvert par mégarde, dit-il, la réponse que son collègue a reçue du ministre de la guerre, et, le même jour, 29 juillet, il se plaint, en des termes dignes et sévères, à ce dernier, des manœuvres déloyales qui tendent à rabaisser sa gloire.

Villars à Voysin, du camp de Denain, 29 *juillet* 1712. « .....Je « vous avouerai, Monsieur, que la lettre que vous écrivez à M. le « maréchal de Montesquiou m'ayant été rendue, je n'imaginai « pas (voyant *M. le Maréchal*) que ce ne fût pas pour moi et « que je l'ai ouverte et que je n'ai reconnu que ce n'était pas « pour moi qu'en achevant de la lire. C'est une faute, mais « innocente de ma part. Je vois qu'il ne s'oublie pas dans les « mérites du projet et de l'exécution. Il pouvait se reposer sur « moi; je lui rends justice. Mais cette même justice ne veut pas « qu'en gardant le silence moi-même sur ce qui me regarde, il « veuille profiter de ce même silence..... »

Il semble vraiment difficile, quand on a vu ces curieux extraits et qu'on sait quelque peu lire entre les lignes, de nier, malgré les récits de Saint-Simon, les prétentions de Montesquiou, les intrigues de ses amis et les assertions de la critique moderne, la prépondérance du rôle que joua le maréchal de Villars dans la célèbre affaire de Denain, ou de ne pas en reconnaître toute l'importance politique.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 15.

L'AMIRANTE DE CASTILLE.

Don Jean-Thomas Henriquez de Cabrera, comte de Melgar, descendant de Frédéric, fils naturel d'Alphonse XI, roi de Castille, occupait la charge d'Amirante de Castille, l'une des plus hautes de l'État (répondant à celle de grand amiral d'Espagne). Par sa naissance, sa fortune, ses talents militaires, sa bravoure, son éloquence, ses charmes naturels, les services qu'il avait rendus à son pays, il avait acquis, en Espagne, la plus haute situation. Son attachement à la maison d'Autriche était connu. On savait qu'il avait combattu le testament et qu'il entretenait des relations secrètes avec la cour de Vienne. Au lieu de le mettre en arrestation, ce qui eût ameuté contre le nouveau gouvernement sa nombreuse famille et sa puissante clientèle, Philippe V le nomma ambassadeur à Paris, pour couper court à ses pernicieuses intrigues. Après avoir décliné des fonctions qui ne lui semblaient pas dignes du rang qu'il occupait, il parut les accepter de bonne grâce et feignit de partir pour la France; mais, avant d'atteindre les frontières, il prit la route du Portugal, et, à peine arrivé à Lisbonne, il embrassa hautement la cause de l'Archiduc, qu'il servit avec un zèle passionné. Sa trahison ne lui porta pas profit. Il avait fait aux ennemis de Philippe les plus séduisantes promesses, qu'ils ne virent pas se réaliser. L'Archiduc lui ayant témoigné son mécontentement, il en conçut une émotion violente et mourut d'une attaque (1705) quelques jours après.

N° 16.

LE MARÉCHAL DE BERWICK.

Au mois d'octobre 1671, revenant des eaux de Bourbon, Arabella Churchill, sœur de John Churchill, le futur duc de Marlborough, fille d'honneur de la duchesse d'York et maîtresse attitrée de James Stuart, duc d'York, le futur Jacques II, s'arrêta quelque temps à Moulins et y mit au monde un fils, qui devait être un des plus illustres généraux du siècle. Jacques-Fitz-James (le fils Jacques), que son père naturel fit appeler duc


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Berwick, était doué de qualités éminentes. « Doux, sûr, « fidèle, voulant surtout le bien de la chose, sans difficulté à « vivre, vigilant, actif, se donnant, mais quand il était à propos, « des peines infinies » (*Mémoires de Saint-Simon*), « l'homme « du monde le plus exact dans les mesures qu'il prenait » (DANGEAU), grave, réfléchi, « naturellement silencieux » et compassé, profondément religieux, « trop froid et trop sec » au gré de la jeune reine d'Espagne, qui le prit vite en déplaisir, « ce grand diable d'Anglais », comme elle l'appelait, avait conquis toute l'estime de Louis XIV, qui le fit d'emblée lieutenant général et le nomma maréchal de France à trente-six ans. Il est vrai, suivant le dire de Saint-Simon, que « pour les bâtards (de rois), il « ne leur trouvait non plus d'âge qu'aux dieux ».

A quinze ans, Berwick sert en Hongrie. Blessé, en 1686, au siége de Bude, il se conduit, l'année suivante, avec une grande bravoure, à la bataille de Mohacz, où les Impériaux, commandés par Charles IV de Lorraine, infligent aux Turcs une défaite sanglante. En 1688, il accompagne son père naturel, Jacques II, chassé d'Angleterre, et ne cesse, depuis cette époque, de conspirer activement pour son retour. Deux ans plus tard, il prend une part active à la malheureuse expédition d'Irlande, se distingue et est blessé au combat de la Boyne. Pendant dix années (1693-1703), il sert très-honorablement en Flandre, comme lieutenant général, sous Luxembourg et Villeroi. Naturalisé Français en 1703, il commande en chef les troupes espagnoles, remporte des succès signalés contre l'armée portugaise, donne, pour l'organisation de l'armée et la réforme administrative, de sages conseils qui ne sont pas suivis, et est rappelé, l'année suivante, sur les demandes instantes de la Reine, qui n'a pu s'accommoder aux roideurs de son caractère. Il est nommé ensuite (1705) gouverneur du Languedoc, prend Nice (1706) au duc de Savoie, puis retourne en Espagne, où les affaires du jeune Roi semblent désespérées, où il les rétablit par la brillante victoire d'Almanza, où il est nommé grand de première classe, duc de Liria et Xerica, et où il reste quelque temps, malgré lui, pour tempérer, par sa prudence, la fougue du généralissime, le jeune duc d'Orléans. On le voit, deux ans après, reparaître en Flandre, participer aux lourdes fautes qui y sont commises sous la direction malheureuse du duc de Bourgogne, ne rien épargner, à son retour, pour en rejeter tout le poids sur le duc de Vendôme, son collègue, et contribuer grandement à sa disgrâce, commander ensuite en Dauphiné (1709), faire lever (1712), par de savantes manœuvres, le siége de Girone, enfin reprendre Barcelone

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et recevoir, à cette occasion, de Philippe V, en gage de reconnaissance et d'amitié, « une épée de diamants qui venait du Dauphin, son père ». (DANGEAU.) Il commande plus tard en Guyenne, dirige (1718) l'expédition d'Espagne, prend Fontarabie, Urgel, Roses, brûle les arsenaux du Ferrol et un grand nombre de navires qui s'y trouvent, sape ainsi, de ses propres mains, les bases de l'édifice qu'il a si puissamment aidé à construire. « On fut étonné, dit Saint-Simon avec une « juste sévérité, qu'avec tant de liens qui devaient l'attacher au « roi d'Espagne, il ait accepté un emploi pour lequel il n'était « pas l'unique. » Le duc d'Orléans fit entrer Berwick au conseil de régence en 1720 et voulut le nommer ambassadeur en Espagne, malgré les répugnances légitimes de son cousin Philippe V, qui refusa obstinément de le recevoir.

Général en chef de l'armée d'Allemagne au début des guerres de la succession de Pologne, le maréchal de Berwick fut tué d'un coup de canon, le 12 juin 1734, au siége de Philippsbourg. Il était pair du royaume, depuis 1710, sous le nom de duc de Fitz-James, et s'était marié deux fois.

Son fils aîné, le marquis de Brancas, auquel il avait cédé son duché de Liria, « eut de grands emplois en Espagne, qu'il servit « utilement en paix et en guerre » (SAINT-SIMON). Son troisième fils (le second fut évêque de Soissons) devint, après sa mort, duc de Fitz-James, et obtint, sous Louis XV, le bâton de maréchal.

N° 17.

LE PRINCE DE DARMSTADT.

Georges, fils cadet de Louis II, landgrave de Hesse-Darmstadt, né en 1669, avait d'abord servi dans le parti du prince d'Orange. « C'était un homme fort bien fait, parent de la reine d'Espagne, « de ces cadets qui n'ont rien, qui cherchent où ils peuvent pour « vivre et qui vont cherchant fortune. » (SAINT-SIMON.) En 1695, il commandait le fort de Montjoui, la clef de Barcelone, lorsque Vendôme s'empara de cette place importante. On disait qu'il avait su plaire à la reine d'Espagne, Marie-Anne de Bavière-Neubourg, belle-sœur de Léopold I[er] et deuxième femme de Charles II, « princesse grande, majestueuse, très-bien faite, qui « n'était pas sans beauté, et qui, conduite par le ministre de « l'Empereur et par le parti qu'il s'était de longue main formé à « Madrid, prit un grand crédit sur le roi d'Espagne ». (*Mémoires*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Saint-Simon.) Les ministres de Léopold connaissaient, s'il faut ajouter foi aux scandaleuses révélations des *Mémoires*, le tendre penchant de Marie-Anne, et, n'ayant plus aucune confiance dans la virilité du Roi, dont ils avaient fait empoisonner la première femme, Louise d'Orléans, parce qu'elle était stérile, ils avaient compté sur le jeune et beau parent de la Reine pour conjurer le péril national que l'extinction, en Espagne, de la maison d'Autriche aurait fait surgir. Ils n'épargnèrent donc aucun effort pour attacher le prince de Darmstadt, par les liens les plus étroits, au service du royaume. Il fut nommé successivement grand d'Espagne de première classe, gouverneur des armes en Catalogne, vice-roi de cette province, colonel des Allemands à Madrid, et dirigea, de concert avec Harrach, représentant de l'Empereur, le parti autrichien, qui, hautement favorisé par la Reine, devint bientôt tout-puissant. Les habiles manœuvres de l'ambassadeur et des amis de la France ayant amené, en 1700, un revirement complet qui brisa l'influence de Marie-Anne, Darmstadt fut disgracié et retourna en Allemagne avant que la mission *diplomatique* qu'on lui avait confiée fût couronnée du succès que la cour de Vienne attendait de son zèle. En 1704, il accompagne l'archiduc Charles, débarque avec lui en Portugal, essaye vainement de s'emparer de Cadix et surprend Gibraltar. L'année suivante (1705), il est tué au siége de Barcelone, en attaquant le Montjoui, où il avait capitulé dix années auparavant et qui tombe, le même jour, entre les mains de l'archiduc.

N° 18.

LE COMTE DE TOULOUSE.

Le comte de Toulouse, Louis-Alexandre de Bourbon, fils légitimé de Louis XIV et de madame de Montespan, était né à Versailles, le 30 avril 1678. Dès l'âge de cinq ans, en 1683, il fut nommé grand amiral de France, après la mort du duc de Vermandois, qui était pourvu de cette haute charge, l'une des premières du royaume. On le voit ensuite colonel (1684); gouverneur de Guyenne (1689); chevalier des Ordres (1693); gouverneur de Bretagne (1694) à la place du duc de Chaulnes, qui lui succède en Guyenne; reçu au Parlement, la même année, en qualité de duc de Damville; maréchal de camp (1696) après la prise de Namur, où il s'était signalé; lieutenant général (1697); chevalier de la Toison d'or (1703) en récompense des services rendus

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

à Philippe V, dont il avait fait reconnaître l'autorité en Sicile; grand veneur (1714) en remplacement du duc de La Rochefoucauld; chef du Conseil de la marine et membre du Conseil de régence (1715). Il se distingua, par sa froide intrépidité, à la bataille de Malaga (1704), mais ne parvint ni à reprendre Gibraltar, ni à débloquer Barcelone (1706). Malade de la pierre, il dut cesser de faire campagne à partir de cette époque, mais continua de s'occuper, avec la plus sérieuse application, des affaires de sa charge. Légitimé par Louis XIV, qui lui conféra, ainsi qu'à son frère aîné, le duc du Maine, tous les priviléges des princes du sang, mais exempt d'ambition et n'oubliant pas son origine, il s'abstint de prendre part, sous la régence, aux coupables intrigues de ce dernier, et fut maintenu, par Philippe d'Orléans, dans ses emplois et ses honneurs. Il mourut en 1737, ayant toujours gardé le nom de comte de Toulouse, bien que les duchés-pairies de Damville, de Penthièvre, de Châteauvillain et de Rambouillet eussent été successivement créés en sa faveur. La terre de Rambouillet, que lui avait vendue Armenonville et où il avait établi sa résidence, était devenue « prodigieuse par « les acquisitions qu'il y fit dans la suite ». (SAINT-SIMON.) Il avait épousé, en 1723, une femme charmante, sœur du duc de Noailles et veuve du marquis de Gondrin, fils aîné du duc d'Antin. Leur fils fut le duc de Penthièvre.

Saint-Simon, qui honorait le comte de Toulouse de sa bienveillance autant qu'il exécrait son frère aîné, a tracé de lui, dans ses *Mémoires*, le portrait suivant : « C'était un homme fort « court, mais l'honneur, la vertu, la droiture, la vérité, l'équité « mêmes, avec un accueil aussi gracieux qu'un froid naturel, « mais glacial, le pouvait permettre; de la valeur et de l'envie « de faire, mais par les bonnes voies, et en qui le sens droit et « juste, pour le très-ordinaire, suppléait à l'esprit; fort appli- « qué, d'ailleurs, à savoir sa marine de guerre et de commerce « et l'entendant bien. » — Louis-Alexandre de Bourbon était de bonnes mœurs. La malignité de la cour lui prêta pourtant, avec la maréchale de Villars, une intrigue amoureuse que Saint-Simon ne manqua pas de raconter, sans nommer d'ailleurs l'héroïne, et qui fut chansonnée publiquement.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 19.

LE MARQUIS D'O.

Gabriel-Claude d'O, seigneur de Villers et autres lieux, puis marquis d'O et de Franconville, était page à la grande écurie en 1672. Il entra dans la marine en qualité de volontaire et fut nommé successivement enseigne (1676), lieutenant de vaisseau (1682), major de la marine de Ponant (1686). Il épousa, l'année suivante, la fille du comte de Guilleragues (Gabriel-Joseph de la Vergne, d'une famille parlementaire de Bordeaux), ambassadeur du Roi à Constantinople, ami et protégé de madame de Maintenon, qui prit soin des jeunes époux et fit leur fortune. D'O devint gouverneur et gentilhomme de la chambre du comte de Toulouse (1696), menin du duc de Bourgogne (1699), chef d'escadre (1702), lieutenant général (1707), grand-croix de Saint-Louis (1726). Il mourut, en 1728, âgé de soixante-quatorze ans. Saint-Simon traite assez mal ce personnage et va jusqu'à lui contester son nom de marquis d'O, bien que les généalogistes du temps, le Laboureur, La Roque, s'accordent à le faire descendre, en ligne directe, de Jacques d'O, frère cadet du père de François d'O, le surintendant des finances de Henri III, si fameux par son faste et ses malversations. « Villers, dit-il dans « ses *Additions aux Mémoires de Dangeau,* était un petit garde-« marine fort gueux, fort sot, mais fort bien fait, qui montait « le vaisseau sur lequel Guilleragues fit son voyage..... Celui-ci « étant mort peu après à Constantinople, Villers, qui était devenu « amoureux de mademoiselle de Guilleragues dans la traversée... « fit si bien qu'il fut de ceux qui montèrent le vaisseau qui alla « chercher la mère et la fille..... Ils se marièrent sur la côte de « l'ancienne Troie..... C'était une terre fort propre à un mariage « de roman, aussi leur porta-t-elle bonheur..... Il devint un « fantôme de personnage par la suffisance de son maintien, le « dédain sage de son silence, qu'il ne commit jamais, et ses « liaisons d'intrigues..... Sa dévotion extatique et son orgueil-« leux sourcil donnaient envie de découper, en franges, le der-« rière de son habit et de coller sur ses épaules quelques pas-« sages de l'Ancien Testament. »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 20.

LE MARQUIS DE RUVIGNY.

Henri de Massué, marquis de Ruvigny, né en 1648, mort en 1720. Son père « était un bon, mais simple gentilhomme, « plein d'esprit, de sagesse, d'honneur et de probité, fort hugue- « not, mais d'une grande conduite et d'une grande dextérité... » (SAINT-SIMON.) Il était député général des églises protestantes de France; Louis XIV, qui lui portait beaucoup d'estime et lui avait confié plusieurs missions diplomatiques qu'il avait remplies avec talent, lui proposa, lorsque l'édit de Nantes fut révoqué, « de demeurer à Paris et à sa Cour avec ses biens et la secrète « liberté de sa religion dans sa maison ». (SAINT-SIMON.) — Le vieux Ruvigny voulut partager la mauvaise fortune de ses frères et émigra en Angleterre, avec son fils, qui était maître de camp depuis 1674. Ce dernier se fit naturaliser Anglais. Il plut à Guillaume, qui le nomma colonel d'un régiment de cavalerie composé d'émigrés français, comte de Tyrconnel, pair d'Irlande, maréchal de camp (1692). Il dirigea, à Nerwinde, un régiment au milieu duquel combattait le Roi en personne. Lieutenant général (1674), puis Résident à la cour de Savoie, il commanda, à partir de 1704, les troupes anglaises en Espagne, pendant toute la guerre de la succession. Il tomba en disgrâce à la suite de la bataille d'Almanza où il fut battu par Berwick et grièvement blessé. De retour en Angleterre, après la paix, il vécut dans la retraite jusqu'à sa mort.

N° 21.

LE COMTE DE BEZONS, MARÉCHAL DE FRANCE.

« Il avait commandé sous lui la réserve, puis avait été mis par « le Roi auprès de lui lorsqu'il avait commandé la cavalerie. « M. le duc d'Orléans avait pris de l'estime et de l'amitié pour « lui. » (SAINT-SIMON, *Mémoires*.) — « Le père de Bezons était « conseiller d'État, et son frère aîné, qui est mort, l'avait été « aussi, tous deux avec réputation. Leur nom est Bazin, de la « plus courte bourgeoisie, et Bezons est un village sur la Seine, « près Paris... dont le père avait acquis la seigneurie. » (*Mémoires de Saint-Simon*.)


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Jacques Bazin, comte de Bezons, avait fait la guerre en Portugal sous Schomberg (1667), à Candie sous La Feuillade (1668), en Allemagne et dans les Pays-Bas (1671-1692). Dangereusement blessé à Sénef, il prit une part très-active aux combats de Steinkerque et de Nerwinde où il dirigeait la réserve sous le duc d'Orléans. En 1701, il passa en Italie, y servit sous Vendôme, se signala à Luzzara, aux siéges de Governolo, de Verceil, d'Ivrée et de Verrue. Il commanda plus tard en Espagne (1708-1709), d'abord sous les ordres de Philippe d'Orléans, puis seul dans des circonstances délicates où il se montra plutôt diplomate que général. Il fut mis, avec d'Harcourt, à la tête de l'armée du Rhin (1711), servit avec Villars en 1713 et prit Landau. Le duc d'Orléans le fit entrer au Conseil de régence. Il mourut en 1733, âgé de quatre vingt-huit ans. — Colonel de cavalerie (1674), brigadier (1688), maréchal de camp et gouverneur de Gravelines (1697), lieutenant général (1701), grand-croix de Saint-Louis (1705), gouverneur de Cambrai (1708), maréchal de France (1709).

« C'était un rustre brutal, dit Saint-Simon, qui s'était échappé « tout jeune de la maison de son père, qui le voulait faire d'é« glise, s'était enrôlé dans les troupes qui passaient clandestine« ment en Portugal et y porta le mousquet..... Il était bon offi« cier général, entendait bien à mener une aile de cavalerie..... « ce qui était au delà surpassait fort sa portée, comme il a paru « quand il a eu quelquefois des armées à commander par acci« dent. Avec une humeur insupportable et fort peu d'entende« ment, c'était un homme brave de sa personne..... mais embar« rassé de tout, infiniment timide, qui ménageait tout... Une « tête de lion, et fort grosse, lippue, dans une grosse perruque « qui eût fait une bonne tête de Rembrandt et qui, paraissant « toute d'une pièce comme tout son corps, passait, parmi les « sots, pour une bonne tête. » (*Mémoires.*)

Quand Bezons fut rappelé après la prise de Balaguer, Philippe V lui offrit la Toison d'or par déférence pour Louis XIV; mais celui-ci défendit au maréchal de l'accepter.

N° 22.

LE COMTE JACQUES DE STANHOPE.

Voyageur infatigable, sagace et profond observateur des mœurs européennes, vaillant général, diplomate et écrivain distingué, ministre entreprenant et habile, politique libéral, *Jacques*


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Stanhope fut un des hommes remarquables de son temps. Son père s'était montré zélé partisan de Guillaume III qui l'avait envoyé, comme ambassadeur, à Madrid. Après y avoir séjourné quelque temps, le jeune Stanhope servit dans l'armée du duc de Savoie (1694), puis en Flandre, où il se fit remarquer au siége de Namur et fut nommé colonel. Membre du Parlement en 1702, brigadier général l'année suivante, il fit la guerre en Portugal et en Espagne sous les ordres de Schomberg et de Peterborough (1703-1705), et y commanda ensuite l'armée anglaise, en qualité de major général, pendant qu'il représentait le roi d'Angleterre auprès de l'Archiduc. Il prit Minorque (1708), fut battu par Vendôme et fait prisonnier à Brihuega (1710). De retour en Angleterre, un peu avant la conclusion de la paix, il y devint l'un des chefs les plus ardents du parti whig. Celui-ci étant arrivé au pouvoir avec George II, Stanhope fut nommé membre du Conseil privé et secrétaire d'État (1714), premier lord de la Trésorerie, chancelier de l'Échiquier, pair d'Angleterre avec le titre de comte (1718) et principal secrétaire d'État en remplacement de lord Sunderland. Ce fut lui qui négocia, en 1717 et 1718, les traités de la triple et de la quadruple alliance avec l'abbé Dubois que le duc d'Orléans lui avait présenté jadis, à Paris, chez madame Saudwich, et avec lequel, raconte Saint-Simon, « il avait fait grande amitié de voyageur et de débauches ». — Stanhope mourut, en 1721, de la rupture d'un anévrysme, à la suite d'une discussion violente qu'il avait eue au Parlement. Le roi George, qui avait en lui une confiance absolue, le pleura et lui fit ériger un tombeau à Westminster.

N° 23.

LAMOIGNON DE BAVILLE, INTENDANT DU LANGUEDOC.

« Baville était un beau génie, un esprit supérieur, très-« éclairé, très-actif, très-laborieux. C'était un homme rusé, « artificieux, implacable..... un esprit surtout de domination « qui brisait toute résistance et à qui rien ne coûtait parce qu'il « n'était arrêté par rien sur les moyens..... Ce génie vaste, lumi-« neux, impérieux, était redouté des ministres qui ne le laissaient « pas approcher de la cour et qui, pour le retenir en Languedoc, « lui faisaient toute puissance dont il abusait sans ménagement. » — Tel est le jugement porté par Saint-Simon, dans ses Mémoires, sur Nicolas de Lamoignon, seigneur de Baville, fils cadet de


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Guillaume de Lamoignon, premier président du Parlement de Paris, né en 1648, d'abord avocat, puis conseiller au Parlement (1670), maître des requêtes (1673), conseiller d'État, intendant à Mautauban, à Pau, à Poitiers et enfin, en 1685, à Montpellier, où il se signala par le zèle inflexible avec lequel il exécuta les ordres sanguinaires de Louvois contre les protestants, aussi bien que par l'activité, la vigilance, la vigueur de sa féconde administration. On l'avait surnommé le *Roi du Languedoc*. Il resta dans cette province jusqu'en 1718 et mourut, à Paris, en 1724. Ce fut d'après ses conseils que le gouvernement de Louis XIV établit l'impôt dit de capitation.

On a prétendu que Baville se conforma, malgré lui, aux ordres impitoyables de Louvois et que son cœur les désavoua toujours. « Je n'ai jamais été d'avis, écrivait-il, en 1708, à son « frère aîné, président à mortier au Parlement de Paris, de « révoquer l'édit de Nantes. » — « En religion, disait-il encore, « dans un mémoire rédigé pour l'instruction du duc de Bour« gogne, il faut attaquer les cœurs; c'est là qu'elle réside. »

N° 24.

VICTOR-MARIE DUC D'ESTRÉES, MARÉCHAL DE FRANCE.

Victor-Marie, duc d'Estrées, d'une ancienne famille de Picardie, né, à Paris, en 1660, fils du duc Jean d'Estrées qui était vice-amiral, pair et maréchal de France. D'abord simple volontaire, puis enseigne-colonel dans le régiment de Picardie, capitaine de vaisseau à dix-huit ans, lieutenant général en 1684, grand d'Espagne de première classe (1702), maréchal de France, l'année suivante, du vivant même de son père, sous le nom de maréchal de Cœuvres, chevalier de la Toison d'or et lieutenant général des mers d'Espagne (1704), vice-amiral du Ponant, gouverneur des Pays-Nantais, lieutenant général de Bretagne et vice-roi d'Amérique, en 1707, à la place de son père, président du Conseil de marine et membre de l'Académie, en 1715. Il servit d'abord sous son père, puis sous Duquesne (1681-1683) et sous Tourville (1688 et 1690); prit part aux trois bombardements d'Alger; fit la campagne du Rhin, en qualité de volontaire (1688), dans l'armée que le Dauphin commandait; seconda vaillamment Tourville à la bataille navale de Beachy-Head (1690) et brûla, quelques jours après, douze vaisseaux dans le port de Tyng-Mouth; bombarda Barcelone et incendia Alicante (1691);


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

aida puissamment Noailles à prendre Rosas et Vendôme à soumettre Barcelone (1697). Ayant succédé à Tourville (1700) dans le commandement de la flotte, il conduisit, en 1702, Philippe V à Naples. Chargé, deux ans plus tard, de diriger les forces navales de France et d'Espagne sous les ordres du comte de Toulouse, il remporta, près de Malaga, une brillante victoire sur l'amiral Rooke. A partir de 1707, sa santé ne lui permit plus de prendre la mer, et il vécut à Paris où il cultiva passionnément les arts et les lettres. Il y mourut en 1738.

D'Estrées était le petit-neveu de la belle Gabrielle. Il avait épousé mademoiselle d'Ayen, petite-fille du duc de Noailles. — « C'était, dit Saint-Simon, un fort honnête homme, mais qui ayant « été longtemps fort pauvre, ne s'épargna pas à se faire riche du « temps du fameux Law et qui y réussit prodigieusement, mais « pour vivre dans une grande magnificence et fort désordonnée. « Ce qu'il amassa de livres rares et curieux, d'étoffes, de porce« laines, de diamants, de bijoux, de curiosités précieuses ne se « peut nombrer, sans en avoir su jamais user. Il avait cinquante« deux mille volumes... » « Avec de la capacité, du savoir et « de l'esprit, c'était un esprit confus... » « On ne le débrouillait « jamais quand il rapportait une affaire... » « La Vrillière disait « de lui que c'était un bouteille d'encre. » — *Mémoires*.

N° 25.

RENÉ DUGUAY-TROUIN.

Intrépide jusqu'à l'héroïsme, prévoyant et avisé, maneuvrier remarquable, caractère généreux et désintéressé, adoré de tous ses inférieurs qui lui étaient dévoués jusqu'à la mort, Duguay-Trouin, bien que n'ayant pas obtenu de grade supérieur à celui de chef d'escadre, fut un de nos grands hommes de mer. Il était issu d'une famille d'armateurs établie, depuis longtemps, à Saint-Malo. Elle voulut le faire abbé; il aima mieux être corsaire. A quinze ans, il abandonne l'étude de la philosophie et s'engage, comme volontaire, sur une frégate destinée à la course. A dix-huit, il commande, lui-même, un bâtiment de quatorze canons armé par sa famille et va ravager les côtes d'Islande. Il est bientôt passé maître dans son redoutable métier et se signale, presque chaque année, dans les mers du Nord et sur l'Océan, près des côtes d'Angleterre, du Spitzberg, d'Espagne, par des prises glorieuses et des faits d'audace qui


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

font de lui l'émule admiré de Jean Bart. En 1684, il lutte pendant douze heures, avec une seule frégate, contre six navires anglais; fait prisonnier et conduit à Plymouth, il s'échappe de la citadelle et s'enfuit sur une barque au péril de sa vie; deux ans plus tard, il s'empare, après un combat acharné, d'un riche convoi défendu par trois vaisseaux de guerre hollandais. En 1703, il capture vingt baleiniers hollandais, près du Spitzberg, et en brûle quarante. Ayant reçu, en 1706, le commandement de six navires de la marine royale, il combat, de concert avec Forbin, une flotte anglaise qui conduisait d'importants renforts en Portugal, la disperse et en capture une partie. Cinq ans plus tard, à la tête d'une escadre de sept vaisseaux et de huit frégates armées, avec l'autorisation du Roi, aux frais de quelques armateurs, il exécute heureusement, à Rio de Janeiro, la capitale du Brésil dont il s'empare et qu'il rançonne, un coup de main d'une incroyable témérité qui immortalisera son nom.

Nommé successivement capitaine de frégate dans la marine royale (1696), capitaine de vaisseau (1705), chef d'escadre (1713), Duguay-Trouin se retira à Saint-Malo, après la paix d'Utrecht, et y vécut paisiblement pendant plusieurs années. On le voit ensuite membre du conseil des Indes (1723), commandeur de Saint-Louis et lieutenant général (1728). — Né à Saint-Malo en 1673, mort à Paris en 1736.

N° 26.

JEAN-BAPTISTE DUCASSE.

Né en 1649, mort en 1715, Jean-Baptiste Ducasse, sans aller de pair avec Duguay-Trouin, s'acquit un grand renom par sa valeur et son habileté. Dès l'âge de quatorze ans, il sert dans la marine marchande; à dix-neuf, il commande un bâtiment de commerce. Élu directeur de la Compagnie française du Sénégal, à laquelle il a rendu de grands services soit en organisant, à son profit, la traite des noirs avec Saint-Domingue, soit en y conduisant lui-même deux convois d'esclaves, il fait preuve, en 1691, dans un engagement contre plusieurs navires hollandais, d'une intrépidité et d'un sang-froid qui attirent sur lui les regards de Louis XIV. Le Roi le nomme capitaine de vaisseau et gouverneur de Saint-Domingue. Il administre, pendant neuf années, cette importante colonie avec beaucoup de talent, la défend victorieusement, à l'aide de ses amis les flibustiers, contre

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les attaques combinées des Anglais et des Espagnols, répare ses ruines et relève ses affaires. De retour en France (1697), il est envoyé bientôt dans les mers d'Espagne, y seconde efficacement Pointis, soutient lui-même avec succès (1602), près de Carthagène, un combat inégal contre l'amiral anglais Bembow et contribue (1704) à la victoire de Malaga. Chargé, en 1714, du blocus de Barcelone, mais forcé, par la maladie, de se rendre aux eaux de Bourbon, il y meurt l'année suivante, à l'âge de soixante-six ans, commandeur de Saint-Louis, chevalier de la Toison d'or, et lieutenant général des armées navales.

Satisfait d'avoir constaté que Ducasse était « fils d'un petit « charcutier vendant des jambons à Bayonne » et que Philippe V lui avait donné la Toison d'or « au prodigieux scandale uni- « versel », Saint-Simon avoue, dans ses *Mémoires,* qu' « il était « un des meilleurs citoyens et des plus généreux hommes qu'il « ait connus ».

N° 27.

CLAUDE, CHEVALIER, PUIS COMTE DE FORBIN.

Peu d'existences furent aussi violemment agitées que celle du chevalier de Forbin, l'une des plus singulières figures de cette époque. Joueur, débauché, duelliste, d'un caractère détestable et d'un orgueil démesuré, très-indulgent pour lui-même et très-sévère pour ses collègues, avec cela brave jusqu'à la témérité, il eut une suite interminable de scandaleuses, périlleuses et romanesques aventures, longuement racontées dans de curieux mémoires écrits, sous son inspiration, vers la fin de sa vie. On le voit servir sur les galères à l'âge de dix-neuf ans, puis avec son parent, le bailli de Forbin, pendant la campagne de Flandre (1676); rentrer ensuite, comme enseigne, dans la marine (1677); privé de son grade et condamné à mort pour avoir tué un homme; obtenir des lettres de grâce, et reprendre du service en se substituant, par fraude, à l'un de ses frères avec lequel il avait une grande ressemblance; se distinguer aux deux bombardements d'Alger (1682); accompagner (1684), comme major de l'ambassade, le chevalier de Chaumont auquel Louis XIV avait confié une mission pour le royaume de Siam; séjourner, cinq ans, dans ce pays, dont le souverain le nomme amiral et général de ses armées; se soustraire, par la fuite, à tous ces honneurs et reparaître, dans la marine royale, comme capitaine de frégate (1689); naviguer en corsaire, avec Jean Bart;

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pris, en compagnie de ce dernier, par les Anglais et conduit à Plymouth, d'où ils s'évadent tous les deux dans un canot; recevoir, en même temps que lui, le grade de capitaine de vaisseau; grièvement blessé à la Hogue (1682); seconder Jean Bart dans sa victorieuse campagne des mers du Nord; prendre part, sous Tourville, à la brillante affaire de Lagos; accompagner d'Estrées sur les côtes de Catalogne (1699); se signaler, pendant toute la guerre de la succession, par les courses les plus audacieuses; brûler Trieste; anéantir le commerce autrichien dans l'Adriatique; capturer ou brûler plus de cent quatre-vingts navires marchands dans les mers du Nord. Nommé chef d'escadre et devenu comte de Forbin, il fit (1707) une brillante et fructueuse campagne dans la mer Blanche. L'année suivante, il remporta, avec Duguay-Trouin, un glorieux avantage sur la flotte anglaise, près du cap Lizard; mais il échoua complétement, en 1709, dans l'expédition dirigée contre l'Angleterre en faveur de Charles-Édouard. — Il quitta le service à cette époque, ayant été quarante ans à la mer, et vécut paisiblement en Provence, où il était né, jusqu'à sa mort qui eut lieu en 1733.

N° 28.

LE DUC DE BEAUVILLIERS.

Paul-Hippolyte de Beauvilliers était le troisième fils de François de Beauvilliers, pair de France, lieutenant général, d'abord comte, puis duc de Saint-Aignan, connu par sa bravoure à la guerre, par son goût pour les lettres, par la politesse de ses mœurs chevaleresques, par ses belles et grandes manières qui lui avaient valu le surnom de *Paladin*. Son fils aîné était mort à la fleur de l'âge; le second, banni du royaume à la suite du duel fameux où avaient figuré Noirmoutiers et Chalais, guerroya contre les Turcs et périt, au passage de la Raab, enveloppé dans les plis du drapeau français. Destiné à l'état ecclésiastique avant la mort de ses deux frères, tour à tour premier gentilhomme de la chambre du Roi en remplacement de son père; mestre de camp de cavalerie et brigadier (1647); président du conseil royal des finances (1685); chevalier des ordres du Roi (1683), au retour du siége de Philippsbourg, où il avait accompagné le Dauphin; nommé, l'année suivante, gouverneur du duc de Bourgogne et, un peu plus tard, des ducs d'Anjou et de Berry; chargé d'accompagner, jusqu'aux frontières, son élève

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

devenu Roi et élevé, en ce moment, à la grandesse d'Espagne de première classe; honoré de toute l'estime, de toute la confiance de Louis XIV; gendre de Colbert et ami de madame de Maintenon; attaché, par les liens de la plus étroite et de la plus tendre affection, à l'archevêque de Cambray, que le Roi donna, sur sa demande, pour précepteur au duc de Bourgogne, dont il partageait les vues généreuses et philanthropiques, auquel il se montra courageusement fidèle dans toutes ses disgrâces; scrupuleusement exact dans l'accomplissement de tous ses devoirs; ayant acquis, par la pratique constante et modeste des plus hautes vertus, l'estime incontestée de tout le monde, Beauvilliers occupait, à la cour, une très-haute situation. Il avait conseillé à Louis XIV de se tenir pour satisfait du traité de partage, de ne point accepter le testament de Charles II, et, après la mort de Jacques II, de ne pas reconnaitre son fils comme Roi d'Angleterre. — « Il était, dit Saint-Simon, qui ne cessa de « professer pour lui le plus grand respect, fort maigre, le « visage long et coloré; un fort grand nez aquilin, la bouche « enfoncée, des yeux d'esprit et perçants, le sourire agréable, « l'air fort doux, mais ordinairement fort sérieux et concentré... « Beaucoup d'esprit naturel, le sens extrêmement droit, une « grande justesse..., l'énonciation aisée, agréable, exacte, natu« relle; l'appréhension vive, le discernement bon, une sagesse « singulière, une prévoyance qui s'étendait vastement, mais « sans s'égarer; une simplicité et une sagacité extrêmes et qui « ne nuisaient pas l'une à l'autre..., doux, modeste, égal, poli « avec distinction..., honnête jusqu'aux plus petites gens; ne « montrant point sa dévotion, sans la cacher aussi et n'en « incommodant personne. »

Le duc de Beauvilliers mourut en 1714, à l'âge de soixante-six ans. Henriette-Louise Colbert lui avait donné treize enfants, dont neuf filles pour lesquelles Fénelon écrivit son admirable traité de l'éducation. L'une d'elles épousa le duc de Mortemart, son cousin germain.

N° 29.

LOUIS PHÉLIPEAUX, COMTE DE PONTCHARTRAIN.

Petit-fils de Phélypeaux, seigneur de Pontchartrain (terre située non loin de Rambouillet), qui appartenait à la noblesse de robe, et avait été secrétaire des commandements de Marie de


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Médicis, puis secrétaire d'État à la fin du règne de Henri IV. Successivement conseiller au Parlement (1660), premier-président du Parlement de Bretagne (1667), intendant des finances (1689), contrôleur général (1689), il devint encore, après la mort de Seignelay, fils de Colbert, ministre de la marine et de la maison du Roi. Laborieux, avisé, conciliant, honnête autant que pouvait l'être, à cette époque difficile et besoigneuse, un ministre des finances, fonctionnaire expérimenté, il remplit tous ces emplois avec distinction et rendit de grands services au gouvernement de Louis XIV. Il fut obligé, malheureusement, de recourir, pour alimenter le trésor, à des expédients mesquins : — vente des lettres de noblesse, création de charges inutiles, enregistrement des armoiries, — qui discréditèrent son administration. En 1699, le Roi le releva de ses nombreuses fonctions qu'il confia, en partie, à Chamillard, et le nomma garde des sceaux. Pontchartrain s'honora, dans cette nouvelle charge, par l'impartialité de ses décisions et l'indépendance de son caractère. Il osa résister à madame de Maintenon qui avait été d'abord sa protectrice, pour défendre les libertés de l'Église gallicane. Après la mort de sa femme, Marie de Maupeou, qu'il aimait tendrement, il résigna ses dignités, quitta le monde, et vécut dans la retraite. Saint-Simon était son ami et s'est montré indulgent à son égard. — « C'était, disent les *Mémoires,* un très-petit « homme maigre, bien pris dans sa petite taille, avec une phy« sionomie d'où sortaient sans cesse des étincelles de feu et « d'esprit, et qui tenait encore beaucoup plus qu'elle ne pro« mettait. Jamais tant de promptitude à comprendre, tant de « légèreté et d'agrément dans la conversation, tant de justesse « dans les reparties, tant de facilité et de solidité dans le tra« vail, tant d'expédition, tant de subite connaissance des « hommes, ni plus de tour à les prendre. »

Né en 1643, mort en 1727.

N° 30.

CHAMILLARD.

Né en 1651, mort en 1721. Fils d'un maître des requêtes qui administra l'intendance de Caen et qui mourut en 1675, Michel de Chamillard fut nommé, en 1676, conseiller au Parlement et devint ensuite intendant de Rouen, intendant des Finances (1689), administrateur des Revenus et affaires temporelles


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Saint-Cyr, ce qui le mit d'abord dans l'intimité de madame de Maintenon, contrôleur général des Finances (1699), ministre d'État à la mort de Pomponne (1700), secrétaire d'État de la guerre (1701), grand trésorier de l'Ordre (1706). Accablé sous le poids de ces hautes fonctions qu'il n'avait point sollicitées, il pria, plusieurs fois, Louis XIV, avec la plus vive instance, de vouloir bien l'en relever dans l'intérêt même des affaires du royaume. En 1707, il fit une demande plus pressante et il écrivit au Roi que « ce seroit mal répondre à ses bontés et « à sa confiance, s'il ne lui disoit franchement que tout étoit « perdu s'il n'y apportoit ce remède ». — « Eh! bien, lui « répondit Louis XIV, en marge de sa requête, nous périrons « ensemble. » (SAINT-SIMON.) — L'année suivante, il lui fut permis, cependant, de céder les Finances à Desmarets, et, en 1709, étant tombé dans la disgrâce de madame de Maintenon, parce qu'il avait, assure Saint-Simon, conçu le projet d'organiser, pour reprendre Lille, une expédition que le Roi eût dirigée en personne, ce qui l'eût momentanément séparé de la favorite, il fut remplacé, à la guerre, par Voisin. Il tomba avec beaucoup de dignité, sans manifester le moindre regret, et se retira dans sa terre de l'Étang, où il ne cessa de recevoir, en toutes circonstances, des marques non équivoques de l'amitié du Roi. Il y mourut douze ans après.

Chamillard était l'ami des ducs de Beauvilliers et de Chevreuse, « les deux vertueux beaux-frères ». Sa fille avait épousé le duc de la Feuillade, malgré les conseils du Roi qui n'avait aucune estime pour ce frivole courtisan, et son fils, mademoiselle de Mortemart, malgré ceux de madame de Maintenon qui détestait la duchesse sa mère. Les Mémoires du duc de Saint-Simon qui avait, pour le contrôleur des Finances, ministre de la guerre, une grande amitié, entrent, à plusieurs reprises, dans de longs et curieux détails sur les origines de sa grandeur et sur les causes de sa chute. « C'était, disent ils, un grand homme « qui marchait en dandinant et dont la physionomie ouverte ne « disait mot que de la douceur et de la bonté et tenait parfai- « tement parole. » — .....Il aimait le jeu, mais un jeu de commerce..... Cela l'initia un peu hors de sa robe; mais sa fortune fut d'exceller au billard. — « Le Roi en entendit parler par le « duc de Vendôme et M. le Grand qui faisaient, presque tous les « soirs, sa partie, et voulut le voir. » — « Il vint donc, et le Roi « trouva qu'on ne lui en avait rien dit de trop. »..... — Plus tard, « il lui donna un logement au château, chose fort extraor- « dinaire pour un homme comme lui et même unique ». —

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« C'était un bon et très-honnête homme, à mains parfaitement « nettes, poli, patient, obligeant, bon ami, ennemi médiocre, « aimant l'État comme sa maitresse et le Roi sur toute chose, et « extrêmement bien avec lui et madame de Maintenon; d'ail- « leurs, très-borné et, comme tous les gens de peu d'esprit et de « lumière, très-opiniâtre en affaires et en tout..... Sa capacité « était nulle, et il croyait tout savoir et en tout genre..... Le rare « est que le grand ressort de la tendre affection du Roi pour lui « était cette incapacité même. Il l'avouait au Roi à chaque pas, « et le Roi se complaisait à le diriger et à l'instruire..... Le « monde aussi et la cour l'excusaient de même, charmés de la « facilité de son accord, de sa joie d'accorder ou de servir, de la « douceur et de la douleur de ses refus..... »

« On reprochait à Chamillard beaucoup de fautes, écrit Vol- « taire. Le public d'autant plus sévère qu'il souffrait, ne son- « geait pas qu'il y a des temps malheureux où les fautes sont « inévitables. »

N° 31.

FÉNELON.

On ne peut prononcer ce grand nom qu'avec respect. Dans quelque situation qu'il se trouve : supérieur, à Paris, du couvent des Nouvelles Catholiques; chargé de convertir les protestants du Poitou; précepteur du duc de Bourgogne (1669); archevêque de Cambray (1695); émule de Bossuet et plus tard son rival malheureux dans la triste affaire du Quiétisme; dénoncé à Rome et condamné, par le Saint-Siége, pour avoir publié les *Maximes des Saints;* disgracié, par Louis XIV, pour avoir écrit *Télémaque,* où l'on a voulu voir des critiques déplacées et des allusions blessantes, comme aussi pour avoir apprécié, avec une sévérité respectueuse, les actes des ministres; banni de la cour; exilé dans son diocèse, où il réside jusqu'à sa mort, — l'archevêque de Cambray, « toujours maitre, comme le dit La Bruyère, « de l'oreille et du cœur de ceux qui l'écoutent », soit que sa pitié indulgente et son inépuisable bonté lui assurent un empire absolu sur l'esprit et le cœur de ses pénitentes; soit qu'il refuse d'employer contre les hérétiques, au moment même des dragonnades, d'autres armes que la conviction et la charité; soit qu'il oppose seulement, aux fougueuses remontrances de l'évêque de Meaux, des arguments habiles et courtois; soit qu'il enseigne

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

au prince, son élève, les maximes généreuses et pacifiques qui charment les ducs de Beauvilliers et de Chevreuse, ses meilleurs amis, et dont l'application doit, dans leur pensée, régénérer un jour la France; soit qu'il rédige, dans un style d'un magnifique relief et d'une pureté inimitable, les mémoires courageux où il signale les vices de l'administration, les maux dont souffre le royaume et les remèdes qu'il croit propres à les guérir; soit encore qu'il s'incline, avec la plus humble déférence, devant la décision du Pape; soit enfin qu'il pratique dans son diocèse, sans affectation, sans éclat, tous les devoirs d'un prélat vraiment chrétien, — s'impose au respect, à l'admiration de la plupart de ses contemporains, par le prestige irrésistible de ses grandes manières, par l'ascendant de sa persuasive éloquence, par le doux éclat de ses nobles vertus. Bien qu'il ne fût plus à la cour et que les rayons du soleil ne vinssent plus jusqu'à lui, il avait conservé une très-haute situation dans la société française et, du fond de son palais épiscopal, où se donnèrent bientôt rendez-vous un grand nombre de personnages importants, il entretenait une correspondance suivie avec presque tous les membres du clergé national.

François de Salignac de la Mothe Fénelon, issu d'une vieille famille du Périgord alliée aux La Trémouille, aux Montmorency, aux Talleyrand, était né au château de Fénelon en 1651. Élevé chez ses parents, par un précepteur, à l'époque de sa première jeunesse, il était resté quelque temps à l'Université de Cahors, et, après avoir terminé ses études, chez les Jésuites de Paris, au collége du Plessis, était entré dans la congrégation des prêtres de Saint-Sulpice. Saint-Simon a fait de lui un remarquable portrait qu'il faudrait pouvoir reproduire tout entier : « Ce prélat, disent les Mémoires, était un grand homme maigre, « bien fait, pâle avec un grand nez, des yeux dont le feu et « l'esprit sortaient comme un torrent et une physionomie « telle que je n'en ai point vu qui lui ressemblât et qui ne se « pourrait oublier quand on ne l'aurait vue qu'une fois. Elle « rassemblait tout... elle avait de la gravité et de la galanterie, « du sérieux et de la gaieté; elle sentait également le docteur, « l'évêque et le grand seigneur, et ce qui y surnageait, ainsi « que dans toute sa personne, c'étaient la finesse, l'esprit, les « grâces, la décence et surtout la noblesse. Il fallait effort pour « cesser de le regarder..... sa passion était de plaire..... Il avait « des talents faits exprès, une douceur, une insinuation, des « grâces naturelles et qui coulaient de source, un esprit « facile, ingénieux, agréable..... il se proportionnait et se fai-« sait tout à tous..... un abord facile..... une conversation aisée,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« légère et toujours décente, un commerce enchanteur, une « piété facile, égale, qui n'effarouchait point et se faisait res« pecter, une libéralité bien entendue, une magnificence qui « n'insultait point. »

L'*Éducation des filles* (1687), les *Maximes des Saints* (1697), les *Aventures de Télémaque* (1699), les *Dialogue des morts* (1712), les *Dialogues sur l'éloquence*, l'*Examen de conscience d'un Roi*, la *Démonstration de l'existence de Dieu*, furent ses principaux ouvrages. Le cardinal de Bausset a écrit son histoire.

N° 32.

LE DUC DE CHEVREUSE.

Charles-Honoré d'Albert, duc de Chevreuse, petit-fils du duc de Luynes, le célèbre favori de Louis XIII. — Son père, Louis-Charles d'Albert, duc de Luynes, pair de France, grand fauconnier, mestre de camp, quoique valeureux à la guerre, aimait avant tout l'étude et la retraite. Il passa plusieurs années dans l'abbaye de Port-Royal et composa quelques écrits religieux. Charles-Honoré avait hérité de ses goûts. C'était un des esprits les plus distingués, un des caractères les plus honorables de son époque. Il quitta, de bonne heure, la carrière des armes pour se consacrer entièrement à la politique spéculative, sans vouloir jamais prendre, au moins en apparence, une part active aux affaires. La plus étroite amitié l'unissait au duc de Beauvilliers, son beau-frère (ils étaient tous deux gendres de Colbert), ainsi qu'à Fénelon. La piété de cet homme de bien était profonde, son instruction très-étendue, sa parole aimable et persuasive, son style clair, élégant, laconique, mais ses pensées n'étaient pas toujours aussi justes que ses convictions étaient sincères. « J'ai eu lieu », dit Saint-Simon, qu'on ne se lasse jamais de relire et qu'on ne peut s'abstenir de citer, toutes les fois que l'on parle des personnages marquants de la fin du grand règne, quelles que soient d'ailleurs la partialité et la passion de ses jugements, « j'ai eu lieu de parler, en plusieurs « endroits, du caractère de son esprit, de sa dangereuse manière « de raisonner, de la droiture de son cœur et avec quelle effec« tive candeur il se persuadait quelquefois des choses absurdes « et les voulait persuader aux autres. »..... « Au reste, il était « non pas aimé, mais adoré dans sa famille et dans son domes« tique, toujours affable, gracieux, obligeant. A qui ne le con-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« naissait pas particulièrement, il avait un extérieur droit, fiché, « propre, qui tirait sur le pédant et qui, avec ce qu'il n'était pas « du tout répandu, éloignait. » — Le duc de Chevreuse était gouverneur de Guyenne. Il mourut, en 1712, d'un cancer à l'estomac. Sa femme, fille aînée de Colbert, lui avait apporté de très-grands biens, ce qui fut assurément, ainsi que le remarquent les Mémoires, fort heureux pour sa famille, car il avait mis ses affaires dans un très-mauvais état pour avoir voulu les conduire lui-même. Il avait donc bien raison de se refuser à conduire l'État.

N° 33.

LE DUC DU MAINE.

Louis-Auguste de Bourbon (*duc du Maine*), fils adultérin de Louis XIV et de madame de Montespan, né, à Versailles, le 21 mars 1670, mort, à Sceaux, le 14 mai 1736.

Doué d'une intelligence vive et précoce, tendrement aimé de madame de Maintenon, dont il était l'élève et dont il partagea, en quelque sorte, la fortune politique, ambitieux, adroit, intrigant, rusé, dénué de sensibilité et de scrupules, ce personnage, que Saint-Simon dépeint sous les plus noires couleurs, tout en rendant hommage à ses remarquables aptitudes, était le fils chéri du grand Roi, qui le combla de ses faveurs. Il fut légitimé en 1673, nommé ensuite capitaine général des Suisses (1674), prince souverain de Dombes (1680), gouverneur du Languedoc (1682), général des galères (1688), maréchal de camp (1690), grand maître de l'artillerie (1694). En 1714, le Roi le fit comte pair d'Eu et lui conféra la dignité de prince du sang, ainsi que le droit de siéger, au Parlement, immédiatement au-dessous des princes légitimes, mais au-dessus de tous les pairs du royaume, ce que l'orgueil blessé de Saint-Simon ne pardonna jamais ni au père ni au bâtard. Par le testament de Louis XIV, le duc du Maine fut appelé au commandement des troupes de la maison du Roi et chargé de veiller à la sûreté de sa personne, aussi bien qu'à son éducation. Mais Philippe d'Orléans, investi de la régence, ayant fait casser, par le Parlement, l'acte qui renfermait les dernières volontés du grand Roi, Louis-Auguste de Bourbon fut privé de la situation qu'il occupait parmi les princes du sang et déclaré incapable de remplir, auprès de Louis XV, les charges importantes dont cet acte l'avait revêtu. Le chagrin amer

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qu'il en éprouva et que sa femme, Anne-Louise-Bénédictine de Bourbon, petite-fille du grand Condé, âme fière, hautaine, ardente, ressentit encore plus vivement que lui-même, les jeta tous les deux dans la conspiration de Cellamare. Pendant un an, le duc fut enfermé dans le château de Doullens, et la duchesse resta captive à Dijon. Le Régent ne leur rendit la liberté qu'après avoir exigé d'eux les plus humiliantes soumissions. Quelques années plus tard (1723), il leur restitua, en partie, les honneurs dont ils jouissaient à la cour de Louis XIV.

Louis-Auguste de Bourbon, qui avait fait très-médiocre figure sur les champs de bataille et témoigné, à la mort de sa mère, une insensibilité révoltante, n'était ni aimé, ni estimé du public. Sa chute ne causa aucun regret. Il passa le reste de sa vie dans sa maison de Sceaux, qu'il avait acquise des héritiers de Seignelay, où « M. Colbert avait mis, disent les *Mémoires,* « des sommes immenses », et qui était devenue une résidence splendide. Après avoir été, pendant près de vingt ans, un foyer toujours ardent d'intrigues politiques, Sceaux se transforma bientôt en une cour littéraire où la duchesse, qui vécut jusqu'en 17 3, aimait à s'entourer des beaux esprits de l'époque. Elle avait donné à son mari quatre fils et deux filles.

« Avec de l'esprit, je ne dirai pas comme un ange, mais « comme un démon, auquel il ressemblait si fort en malignité, « en noirceurs, en perversité d'âme, en desservies à tous, en « services à personne, en marches profondes, en orgueil le plus « superbe, en fausseté exquise, en artifices sans nombre, en « simulations sans mesure et encore en agrément, en l'art « d'amuser, de divertir et charmer quand il voulait plaire, « M. du Maine étoit un poltron accompli de cœur et d'esprit et, « à force de l'être, le poltron le plus dangereux et le plus propre, « pourvu que ce fût par dessous terre, à se porter aux plus ter- « ribles extrémités pour parer ce qu'il jugeoit avoir à craindre, « et se porter aussi à toutes les souplesses et les bassesses les « plus rampantes auxquelles le diable ne perdoit rien. Il étoit, « de plus, poussé par une femme de même trempe.... Elle avoit « infiniment d'esprit..... du courage à l'excès, entreprenante, « audacieuse, furieuse, ne connaissant que la passion présente « et y postponant tout; indignée contre la prudence et les « mesures de son mari, qu'elle appelait misères de faiblesse, à « qui elle reprochoit l'honneur qu'elle lui avoit fait de l'épouser, « qu'elle rendit petit et souple devant elle, en le traitant comme « un nègre. » (*Mémoires de Saint-Simon.*)

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 34.

LE MARQUIS D'HUXELLES, MARÉCHAL DE FRANCE.

Fils de Louis Châlon du Blé, marquis d'Huxelles ou d'Uxelles, lieutenant général des armées du Roi, officier de mérite, qui fut tué devant Gravelines, et de Marie de Bailleul, veuve, en premières noces, du marquis de Nangis, femme remuante et spirituelle dont on a conservé, en partie, la curieuse et piquante correspondance, Nicolas du Blé, marquis d'Huxelles, naquit en 1652. Ses parents voulaient faire de lui un abbé, mais il embrassa la carrière des armes, en 1670, à la mort de son frère qui avait succombé au siége de Candie. Il suit d'abord, non sans distinction, les campagnes de Flandre et d'Allemagne (1676-1679), est grièvement blessé devant Philippsbourg (1688), s'illustre en défendant Mayence (1690), et est nommé, par la haute influence de Louvois, dont il était l'allié, gouverneur de la haute et basse Alsace, puis maréchal de France (1703). Après une résidence continue de sept années à Strasbourg, où il se comportait « plutôt en Roi qu'en commandant d'Alsace », et d'où il ne s'éloignait que momentanément pour prendre, chaque année, une part plus ou moins active aux campagnes du Rhin, il fut envoyé comme négociateur à Gertruydenberg (1710) et figura plus tard (1713), comme premier ambassadeur extraordinaire, au Congrès d'Utrecht. Philippe d'Orléans le fit entrer au Conseil de régence et le nomma président du Conseil des affaires étrangères; il s'honora, dans cette haute situation, par son indépendance, en s'opposant, aussi longtemps qu'il put le faire, à la conclusion de l'alliance anglaise. « C'était, dit Saint-Simon, qui le juge avec une sévérité d'autant plus partiale qu'il detestait davantage Louvois, son protecteur avoué, « un grand et assez « gros homme, tout d'une venue, qui marchoit lentement et « comme se trainant, un grand visage couperosé, mais assez « agréable, quoique de physionomie refrognée par de gros sour- « cils, sous lesquels deux petits yeux vifs ne laissaient rien « échapper à leurs regards; il ressemblait tout à fait à ces gros « brutaux de marchands de bœufs. Paresseux, voluptueux à « l'excès en toutes sortes de commodités, de chère exquise, « grande, journalier en débauches grecques, dont il ne prenoit « pas la peine de se cacher..... Glorieux jusqu'avec ses généraux « et ses camarades... bas, souple, flatteur auprès des ministres...

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« dominant sur tout le reste sans nul ménagement..... Sa grosse « tête sous une grosse perruque, un silence rarement interrompu « et toujours en peu de mots, quelques sourires à propos, un « air d'autorité et de poids qu'il tiroit plus de celui de son corps « et de sa place que de lui-même... lui donnèrent la réputation « d'une bonne tête qui, toutefois, étoit meilleure à peindre par « le Rembrandt qu'à consulter. Timide de cœur et d'esprit, « faux, corrompu dans le cœur comme dans les mœurs, jaloux, « envieux, n'ayant que son but, sans contrainte des moyens, « pourvu qu'il pût se conserver une écorce de probité et de vertu « feinte..... En tout genre, le père des difficultés sans trouver « jamais de solution à pas une... toujours occupé de ruses et de « cabales de courtisan, avec la simplicité la plus composée que « j'aie vue de ma vie; un grand chapeau clabaud toujours sur « les yeux, un habit gris sans jamais d'or que les boutons et « boutonné tout du long sans vestige de cordon bleu, et son « Saint-Esprit bien caché sous sa perruque; toujours des voies « obliques, jamais rien de net..... Il se lia étroitement aux « bâtards par le premier président de Mesmes, esclave de M. et « de madame du Maine... »

Voilà qui est bien vivant, mais sans doute bien forcé.

N° 35.

HENRI, DUC D'HARCOURT, MARÉCHAL DE FRANCE.

Henri, marquis, puis duc d'Harcourt, descendait d'une des plus anciennes et des plus illustres maisons de la Normandie, qui avait eu pour auteur Bernard, surnommé le Danois, parent de Rollon et ministre de Guillaume Ier, dit Longue-épée, qui régnait au onzième siècle. Une branche de cette maison passa en Angleterre, avec le Conquérant, et y fit souche. Le mariage de Marie d'Harcourt avec Antoine de Lorraine avait porté dans la maison de celui-ci les domaines d'Harcourt, d'Aumale et d'Elbeuf. Henri d'Harcourt appartenait à la branche des marquis de Beuvron, dont Jacques d'Harcourt avait été le chef. Après avoir servi, sous Turenne, en Allemagne et, sous le Roi, en Flandre, il s'illustra (1692) en défendant, avec succès, le Luxembourg, dont il était gouverneur, contre des forces considérables, et prit une part très-honorable (1693) à la bataille de Nerwinde. Nommé ambassadeur à Madrid (1687), il contribua puissamment, par ses habiles manœuvres, à gagner le cardinal


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Porto-Carrero au parti français et à obtenir la décision royale qui donna la couronne d'Espagne au duc d'Anjou On le voit ensuite accompagner Philippe V à Madrid, après avoir reçu le titre de duc héréditaire, et exercer la plus grande influence sur son gouvernement, Maréchal de France et capitaine des gardes (1703), chevalier de l'Ordre (1705), pair de France (1709), membre du Conseil de régence (1715). En 1709, il avait commandé l'armée du Rhin, activement et heureusement secondé les heureux efforts de Du Bourg. (Voir le récit des faits militaires.) Il mourut en 1716, d'une attaque d'apoplexie, à l'âge de cinquante-cinq ans. D'Harcourt était l'un des protégés de madame de Maintenon, avec laquelle « son père, le marquis de Beuvron, avait été, « raconte le duc de Saint-Simon, plus que très-bien dans ses « jeunes années, et qui n'avait jamais oublié ces sortes d'amis ». Il s'était lié intimement avec madame des Ursins. « C'étoit un « beau et vaste génie d'homme, disent les *Mémoires,* un esprit « charmant, mais une ambition sans borne, une avarice sordide, « et, quand il pouvoit prendre le montant, une hauteur, un « mépris des autres, une domination insupportables; tous les « dehors de la vertu, tous les langages, mais, au fond, rien ne « lui coûtoit pour arriver à ses fins..... Il savoit tout allier et se « rallier, jusqu'aux bâtards..... Aucun seigneur n'eut le monde « et la cour si généralement pour lui; aucun n'étoit plus tourné « à y faire le premier personnage..... Il mêloit avec grâce un « air de guerre à un air de cour. Il étoit gros, point grand et « d'une laideur particulière et qui surprenoit, mais avec des « yeux si vifs et un regard si perçant, si haut et pourtant doux, « et toute une physionomie qui petilloit tellement d'esprit et de « grâce qu'à peine le trouvoit-on laid. »

N° 36.

LE GRAND DAUPHIN.

Louis de France, dit le grand Dauphin, le seul fils légitime de Louis XIV, né à Fontainebleau en 1661, mort à Meudon de la petite vérole en 1711, eut pour gouverneur le duc de Montausier, l'un des hommes les plus intègres et les plus respectables de cette époque, et pour précepteur Bossuet, qui écrivit, pour son instruction, l'*Histoire universelle;* mais, indolent par nature, ayant instinctivement l'horreur de toute peine, de tout travail, « il ne put profiter de l'excellente culture qu'il reçut de ces excel-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« lents maîtres ». (SAINT-SIMON.) On raconte qu'une dame de la Cour l'ayant entretenu, quand il était encore enfant, de ses infortunes, il lui dit, après l'avoir écoutée attentivement : « Madame, faites-vous des thèmes? » et que, sur sa réponse négative, il ajouta en soupirant : « Ah! madame, vous n'avez donc qu'une idée imparfaite du malheur. » — Placé à la tête des armées du Rhin et de Flandre (1688, 1690, 1698), il s'y conduisit bravement, mais n'y fit preuve d'aucun talent militaire. Il assistait au Conseil des ministres sans que le Roi consultât jamais son avis. Tremblant et muet devant son père, il se dédommageait à Meudon, sa résidence, en conspirant, avec ses amis, contre les ministres. Il épousa, en 1679, Marie-Christine de Bavière qui lui donna trois fils, Louis, duc de Bourgogne, Philippe, duc d'Anjou, qui fut roi d'Espagne, et Charles, duc de Berry. Ses mœurs étaient fort dissolues, mais ses intrigues amoureuses n'eurent point d'éclat. Louise de Caumont, comtesse du Roure, et mademoiselle Choin, fille d'honneur de la princesse de Conti, furent les plus connues de ses maîtresses. Cette dernière, dont le désintéressement fut honorable, exerçait sur son esprit une influence sans bornes. On crut que, quelque temps avant sa mort, il l'avait épousée secrètement. — « Monseigneur, « disent les *Mémoires du duc de Saint-Simon*, étoit plutôt « grand que petit, fort gros, mais sans être entassé, l'air haut et « noble, sans rien de rude, et il auroit eu le visage fort agréable « si M. le prince de Conti, le dernier mort, ne lui avoit pas cassé « le nez en jouant, étant tous deux enfants. Il étoit d'un fort « beau blond; il avoit le visage fort rouge de hâle partout et « fort plein, mais sans aucune physionomie; les plus belles « jambes du monde, les pieds singulièrement petits et maigres... « De caractère, il n'en avoit aucun, du sens assez, sans aucune « sorte d'esprit..... de la hauteur, de la dignité par nature, par « prestance, par imitation du Roi; de l'opiniâtreté sans mesure « et un tissu de petitesses arrangées qui formoient tout le tissu « de sa vie. Doux par paresse et par une sorte de stupidité, dur « au fond, avec un extérieur de bonté qui ne portoit que sur les « subalternes et les valets..... Silencieux jusqu'à l'incroyable, « conséquemment fort secret... Avec cela glorieux à l'excès et « presque uniquement attentif et sensible à ce qui lui étoit dû « et partout... Il avoit fort aimé toutes sortes de gros jeux, mais, « depuis qu'il s'étoit mis à bâtir, il s'étoit réduit à des jeux « médiocres; du reste avare au delà de toute bienséance..... Mais « assez d'aumônes au curé de Meudon. »



Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 37.

FRANÇOIS-LOUIS DE BOURBON, PRINCE DE CONTI.

François-Louis de Bourbon, neveu du grand Condé, prince de la Roche-sur-Yon, puis prince de Conti après la mort de son frère aîné, qui avait épousé mademoiselle de Blois, fille naturelle de Louis XIV et de la Vallière, était un homme de mœurs fort légères, mais tout plein d'esprit, de grâces et de séductions. Il avait accompagné son frère en Hongrie (1685) et s'était comporté vaillamment pendant toute la campagne. Éloigné de la Cour pour quelques plaisanteries piquantes sur le compte du Roi, il se vengea de sa disgrâce en combattant, avec honneur, dans les rangs de l'armée française à Fleurus, Steinkerque, particulièrement à Nerwinde où il fut blessé, à la tête, d'un coup de sabre. Il fut élu Roi, en 1696, par la Diète de Pologne, après la mort de Sobieski, et s'embarqua, sur une escadre commandée par Jean Bart, pour aller prendre possession de la couronne que lui avait conquise l'habile diplomatie de Louis XIV. Mais l'Électeur de Saxe, secondé par l'Empereur et le Pape, vint à bout de la lui ravir avant qu'il eût atteint Varsovie. — « C'est un Roi de parade « quand il faut représenter », avait-il dit de Louis XIV, malheureux et vieilli; « c'est un Roi d'échecs quand il faut se battre. »

Le prince de Conti mourut en 1709, à l'âge de quarante-cinq ans, dans des sentiments de piété qui firent l'édification de son entourage. — « Sa figure avoit été charmante, « jusqu'aux défauts de son corps et de son esprit avoient des « grâces infinies .. galant avec toutes les femmes, amoureux de « plusieurs, bien traité de beaucoup (entre autres de la duchesse « de Bourbon, sa cousine, qu'il aimoit éperdûment), il étoit « encore coquet avec tous les hommes... Il fut les constantes « délices du monde, de la Cour, des armées, la divinité du « peuple, l'idole du soldat, le héros des officiers..... l'amour du « Parlement, l'ami, avec discernement, des savants et souvent « l'admiration de la Sorbonne, des jurisconsultes, des astronomes « et des mathématiciens les plus profonds. C'étoit un très-bel « esprit, lumineux, juste, exact, vaste, étendu, d'une lecture « infinie qui n'oublioit rien... Mais cet homme si aimable, si « charmant, si délicieux, n'aimoit rien; il avoit et vouloit des « amis comme on veut et comme on a des meubles. Encore « qu'il se respectât, il étoit bas courtisan, il ménageoit tout et

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« montroit trop combien il sentoit ses besoins en tout genre de « choses et d'hommes : avare, avide de biens, ardent, injuste. » (Saint-Simon.)

N° 38.

LE DUC D'ANTIN.

Né en 1665, *Louis-Antoine de Pardailhan* avait six ans, lorsque sa mère légitime, la marquise de Montespan, devint la maîtresse du Roi. Successivement colonel du régiment de l'Ile-de-France, lieutenant général, gouverneur de l'Orléanais (1707), directeur général des bâtiments du Roi, duc et pair (1711), chef du Conseil des affaires, du Conseil du dedans (1712), il mourut à Paris en 1736. — C'était un courtisan émérite et audacieux auquel rien ne coûtait pour obtenir les bonnes grâces du Roi. On connaît l'histoire de cette allée de vieux marronniers que renfermait son parc de Petit-Bourg et qu'il fit disparaître, en une nuit, parce qu'elle offusquait les regards de Louis XIV. Un autre jour, en présence de toute la Cour, un petit bois dont la vue lui déplaisait également, parce qu'il masquait un bel horizon, tomba tout à coup et comme par enchantement; d'Antin l'avait fait scier d'avance. — « Ah! mesdames », s'écria la jeune duchesse de Bourgogne, témoin de ce féerique incident, « si le Roi eût « demandé nos têtes, M. d'Antin eût été capable de les faire « tomber lui-même. »

« Né, disent les *Mémoires*, avec beaucoup d'esprit naturel, il « tenoit de ce langage charmant de sa mère et du gascon de son « père, mais avec un tour et des grâces qui prévenoient toujours. « Beau comme le jour étant jeune, il en conserva de grands « restes jusqu'à la fin de sa vie... personne n'avoit ni plus d'agré« ments, de mémoire, de lumière, de connaissance des hommes « et de chacun, d'art et de ménagements pour savoir les prendre... « un corps robuste et qui, sans peine, fournissoit à tout, répon« doit au génie, et quoique peu à peu devenu fort gros, il ne « lui refusoit ni veilles, ni fatigues. Brutal par tempérament, « doux, poli par jugement, jamais il ne lui arrivoit de dire de « mal de personne. Il sacrifia tout à l'ambition et aux richesses, « et fut le plus habile et le plus raffiné courtisan de son temps, « comme le plus incompréhensiblement assidu... Il avoit épousé « la fille aînée du duc d'Uzès et de la fille unique du duc de « Montausier, dont la conduite obscure et peu régulière ne


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« l'empêcha jamais de vivre avec elle et tous les siens avec une « considération très-marquée..... Sa table, ses équipages, toute « sa dépense étoit prodigieuse..... Son jeu furieux le fit subsister « fort longtemps... il jouoit fort bien, heureux aux jeux de « hasard et avec tout cela fort accusé d'aimer la fortune. » — D'Antin, assure Saint-Simon, aurait eu toutes les qualités d'un bon général, « sans un défaut bien gênant pour les hommes « de guerre. C'était une poltronnerie, mais telle, affirme-t-il, « qu'il est incroyable ce qu'il faut qu'il ait pris sur lui pour « avoir servi si longtemps. »

N° 39.

BOISGUILBERT.

Boisguillebert ou *Boisguilbert,* neveu à la mode de Bretagne de Vauban, économiste et écrivain de mérite, quoique diffus et parfois vulgaire, était lieutenant général du bailliage de Rouen, Dans ses deux principaux ouvrages : Le *Détail de la France sous le règne présent* et le *Factum de la France, ou moyens très-faciles de faire recevoir, au Roi,* 80 *millions par-dessus la capitation*, il exposa, avec une franchise un peu rude, mais assurément très-méritante pour un fonctionnaire public sous un tel régime, les abus, les maux, les erreurs et les remèdes. Il recommande principalement l'établissement d'un impôt unique équivalent au dixième du revenu de tous les sujets du Roi. Repoussé d'abord par Ponchartrain, puis accueilli, avec bonne grâce, par Chamillard, qui eut un instant l'intention de mettre en œuvre son système, il tomba en disgrâce lorsque Vauban eut mécontenté Louis XIV par la publication de sa *Dîme royale*. Son *Factum de la France* fut condamné par arrêt du conseil d'État, et il fut exilé, pendant deux mois, en Auvergne. En 1714, Boisguilbert résuma l'ensemble de ses travaux sur l'économie sociale dans un ouvrage intitulé : *Testament politique du maréchal de Vauban;* il avait fait imprimer, en outre, une nouvelle historique : *Marie Stuart, Reine d'Écosse*, ainsi que des traductions de Dion Cassius et d'Hérodien. Il mourut à Rouen en 1714.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 40.

NICOLAS DESMARETS, MINISTRE D'ÉTAT, CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES FINANCES.

Nicolas Desmarets, né en 1650, mort en 1721, neveu de Colbert qui l'avait appelé près de lui pour l'associer à ses travaux et l'avait fait nommer maître des requêtes, puis intendant des finances. — « C'étoit, dit Saint-Simon, un grand homme, très-« bien fait, d'un visage et d'une physionomie agréable qui « annonçoit de la sagesse et de la douceur qui étoient les deux « choses qu'elle tenoit le moins. Son père étoit trésorier de « France à Soissons, qui étoit riche dans son état, fils d'un « manant, gros laboureur d'auprès de Noyon qui s'étoit enrichi « dans la ferme de l'abbaye d'Orcamp qu'il avoit tenue, bien des « années, après avoir labouré dans son jeune temps..... C'étoit « un homme d'un esprit net, lent, paresseux, mais que l'ambi-« tion et l'amour du gain aiguillonnoient..... Élevé et conduit « par son oncle, il en avoit appris toutes les maximes et tout « l'art du gouvernement des finances. » — Disgracié, sur la demande de Colbert lui-même, pour avoir réalisé, disait-on, des gains illicites lors de la fabrication des nouvelles pièces de trois sols et demi, et exilé à sa terre de Maillebois, près de Dreux, il fut rappelé aux affaires par Chamillard qui lui remit les fonctions de directeur des finances et le chargea particulièrement de faire poursuivre et condamner les fermiers concussionnaires. Cédant aux sollicitations instantes de son ministre, Louis XIV nomma Desmarets contrôleur général en 1708, et l'éleva au rang de ministre d'État. Intelligent, infatigable, intègre, en dépit de sa réputation compromise, Desmarets rendit à l'État d'éminents services. A force d'habileté et de travail, il rétablit un peu d'ordre dans l'administration des finances. Il assura au gouvernement le concours de Samuel Bernard, et, en levant l'impôt du dixième sur les revenus de tous les contribuables, malgré les protestations passionnées du clergé et de la noblesse, il paya les soldats du maréchal de Villars. Le régent se priva de ses services, parce qu'il était devenu impopulaire, au moment où il allait opérer de sérieuses et utiles réformes. Nicolas Desmarets avait épousé la fille de Béchameil, secrétaire du Conseil; il fut le père du maréchal de Maillebois.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 41.

LE QUIÉTISME.

Selon la doctrine quiétiste, dont les premiers adeptes furent, au quatorzième siècle, des moines du Mont-Athos, connus sous le nom d'Hesychastes (qui garde le repos), la perfection chrétienne aboutit à l'inaction complète de l'âme qui, négligeant tout souci humain, s'absorbe uniquement dans la contemplation immobile et passive. Les Hesychastes eurent pour premiers chefs Simon, prieur de l'un des couvents du Mont-Athos, et Grégoire Palamos, qui devint plus tard évêque de Salonique. Ils prétendaient que la contemplation exclusive et constante de leur nez ou de leur nombril les détachait absolument des choses terrestres et leur faisait entrevoir la céleste lumière. Vers la fin du dix-septième siècle, en 1675, un prêtre espagnol, du nom de Molinos, séduit par l'idée mystique qui se dégageait de ces ridicules folies, rédigea, dans un ouvrage ascétique : *la Guide spirituelle*, pour l'usage des ecclésiastiques aussi bien que des gens du monde, un ensemble de maximes dont la pratique aisée pouvait infailliblement élever l'âme jusqu'à un état de quiétude parfaite, de béate intelligence et d'immuable félicité. Le *Quiétisme* était une doctrine dangereuse, dont la stricte observation pouvait conduire ses adhérents, par une logique fatale, à l'abandon de leurs devoirs sociaux, à l'oubli même de leurs devoirs religieux. Il conquit de nombreux adeptes, principalement en Italie et en France, où une femme, madame Guyon, le mit à la mode par ses écrits passionnés et sa fougueuse propagande. Fénelon, âme tendre et naturellement contemplative, parut, dans son *Explication des maximes des Saints* (1694), pencher vers les maximes du Quiétisme que Bossuet poursuivit avec une ardeur infatigable, et qui furent condamnées formellement par le pape Innocent XI (1685). On sait avec quelle belle et noble résignation l'archevêque de Cambray, exilé dans son diocèse, accueillit la sentence pontificale. — Madame Guyon fut enfermée dans un couvent, puis conduite à la Bastille et plus tard à Vincennes.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 42.

LE JANSÉNISME.

La doctrine qui porte le nom de *Jansénisme*, qui a donné lieu, pendant un siècle, à des controverses ardentes, qui a troublé profondément la paix de l'Église, est renfermée tout entière dans un traité dogmatique écrit, sous le nom d'*Augustinus*, par Cornélius Jannsen, évêque d'Ypres, pour expliquer comment saint Augustin interprétait la grâce divine. Ce livre célèbre expose, sur le libre arbitre aussi bien que sur la prédestination, des maximes qui peuvent conduire logiquement à la négation de la liberté de l'homme et de la bonté divine. Il ne fut publié qu'en 1640, deux ans après la mort de son auteur, qui avait gagné la peste en visitant ses diocésains.

Lorsque Jansénius terminait, à Paris, ses études théologiques, au commencement du dix-septième siècle, il s'était lié avec le célèbre abbé de Saint-Cyran, Jean Duvergier de Hauranne, qui devint plus tard le confesseur des religieuses de Port-Royal des Champs. L'*Augustinus* réfutait les opinions enseignées, sur les écrits de l'illustre évêque d'Hippone, par les livres du Jésuite Molina. Commenté, propagé, avec enthousiasme, par Saint-Cyran et tous ses amis, Arnauld, Pascal, Sacy, Nicole, il fut vivement combattu par les Jésuites, et, dans sa bulle *In eminenti*, le pape Urbain VIII le condamna, une première fois, dès 1641. La lutte ne tarda pas a devenir passionnée entre les Jésuites et les jansénistes. Sur le rapport du théologien Nicolas Cornet (1654), la Sorbonne désigna, dans l'*Augustinus*, cinq propositions dangereuses et erronées concernant la grâce et la prédestination. — Innocent X (1653) et Alexandre VII (1656) les signalèrent comme hérétiques. Les partisans de Jansénius s'inclinèrent, avec respect, devant le jugement du Saint-Siége, tout en affirmant que les cinq propositions incriminées ne se trouvaient pas réellement dans l'*Augustinus*. L'un d'eux, Arnauld, moins prudent que les autres, soutint, au contraire, qu'elles résultaient incontestablement des œuvres de saint Augustin. Il fut expulsé de la Sorbonne (1654). Alexandre VII (1666) rédigea un formulaire déclarant que *l'on condamnait de cœur et de bouche les cinq propositions* comme étant contraires à la véritable doctrine de l'évêque d'Hippone. Les religieuses de Port-Royal de Paris et de Port-Royal des Champs se refusèrent à le signer. Ce fut alors

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que le Roi, ayant donné l'ordre de se soumettre et menacé les récalcitrants des peines les plus rigoureuses, plusieurs membres de l'épiscopat français, pour calmer les scrupules de leur conscience, donnèrent à entendre qu'ils se renfermaient, à l'égard de la question de fait, dans *un silence respectueux*. Ils reconnaissaient bien que les propositions étaient condamnables, et leur soumission, quant à la question de droit, était entière; mais il leur était impossible de les trouver dans l'*Augustinus*. C'est pourquoi, ne voulant pas discuter avec Rome, ni désobéir au Roi, ils se taisaient respectueusement.

N° 43.

LE PAPE CLÉMENT XI.

Jean-François Albani, né à Pesaro en 1649, nommé cardinal en 1690, élu Pape après la mort d'Innocent XII, le 23 novembre 1700. Les sympathies de Clément XI étaient, au fond, acquises à Louis XIV comme à Philippe V, et la haute influence que le cardinal de Bouillon, ambassadeur de France, exerçait sur le Sacré Collége n'avait pas peu contribué à son élévation sur le trône pontifical. Mais nos défaites en Italie et les exigences impitoyables de l'Autriche victorieuse lui créèrent une situation très-difficile, firent naître, dans son esprit, des perplexités cruelles et le réduisirent à des actes qu'il eût voulu éviter. Il est l'auteur des bulles *Vineam Domini* (1705), qui formula un blâme sévère contre la théorie hypocrite du *silence respectueux*, — *Unigenitus* (1713), qui condamna cent une propositions extraites des ouvrages jansénistes du Père Quesnel, et *Ex illa die*, qui défendit aux convertis chinois de pratiquer le culte des ancêtres. Vers la fin de sa vie, il eut, avec le duc de Savoie, Victor-Amédée, devenu Roi de Sicile, de longs et vifs démêlés au sujet des juridictions ecclésiastiques et accorda, dans la Ville éternelle, au fils de Jacques II, chassé de France, une hospitalité qui fit honneur à son indépendance. Clément XI mourut à Rome en 1721. — « Il sembloit, disent les *Mémoires* « *de Saint-Simon,* que le pontificat de Clément XI fût destiné « aux événements capables de l'embarrasser. Ils s'accumuloient; « chaque jour en produisoit de nouveaux dont il ne pouvoit se « démêler. Il étoit plus susceptible qu'aucun de ses prédéces- « seurs de frayeur, d'agitation et de trouble, et plus incapable « que personne du monde de se décider et de sortir d'embarras...

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Il croyoit exceller à écrire en latin, et à composer des homélies « et des brefs; il y perdoit beaucoup de temps. Les larmes, dont « il avoit une source et une facilité abondantes, étoient sa « ressource dans tous ses embarras, mais elles ne l'en tiroient « pas. Au fond, un très-bon homme et honnête homme, doux, « droit et pieux, s'il fût resté particulier sans affaires. »

N° 44.

LE PÈRE QUESNEL.

Né à Paris en 1634, mort en 1719 à Amsterdam. Savant théologien et fougueux controversiste dont les querelles ardentes du jansénisme ont rendu le nom célèbre. Après avoir fait ses études à la Sorbonne avec une grande distinction, il devient prêtre de l'Oratoire et est nommé, dès l'âge de vingt-huit ans, directeur de la maison de Paris. Son livre intitulé : *Réflexions morales sur l'Ancien Testament* (1685), provoque d'abord d'unanimes applaudissements; la Sorbonne l'approuve sans restrictions; le cardinal de Noailles, alors évêque de Châlons, en permet l'impression dans son diocèse. Mais on y découvre bientôt des maximes suspectes de jansénisme. On les signale à l'archevêque de Paris, qui exile l'auteur à Orléans. Le Roi exige que les Oratoriens signent le formulaire qui désavoue absolument la doctrine de Jansénius, aussi bien que les erreurs de la philosophie cartésienne. Quesnel s'y refuse et se sauve à Bruxelles; il y retrouve Arnauld, qui dirigeait alors, du fond de l'exil, les affaires de la secte, et s'empresse d'associer à ses efforts son active et infatigable propagande. Arnauld meurt en lui léguant ses écrits; il lui succède à la tête du jansénisme. Arrêté par ordre de l'archevêque de Malines et conduit à l'officialité, il s'échappe et se réfugie en Hollande. Son zèle dévorant, l'influence et le dévouement de ses nombreux amis, avec lesquels il entretient, dans toute l'Europe, une correspondance aussi exacte que militante, font de ce prêtre insoumis un révolté dangereux. On a saisi tous ses papiers et ceux d'Arnauld, puis on les a fait passer à Louis XIV. Le Roi et le Pape ne tardent pas à sévir. En 1704, une sentence, émanée d'un grand nombre d'évêques français, déclare son livre *hérétique* et *séditieux*. Clément XI l'a blâmé une première fois en 1708; en 1713, il lance contre lui toutes les foudres pontificales par la bulle *Unigenitus*, qui relève, dans les *Réflexions morales*, cent une propositions entachées d'erreur et prononce



Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

une condamnation solennelle. Après avoir fondé, en Hollande, une église janséniste qui vit encore aujourd'hui, Quesnel, qui subsistait uniquement, depuis plusieurs années, des charités de ses amis, mourut à Amsterdam en 1716, laissant un grand nombre de traités religieux, d'opuscules, de pamphlets habilement rédigés pour la défense de sa cause et de sa personne. Saint-Simon, qui exécrait les Jésuites et qui portait, en conséquence, aux jansénistes beaucoup d'intérêt, le tenait en grande estime. « Ce « savant homme et si éclairé, disent les *Mémoires* en mention- « nant sa mort, s'est acquis une si grande réputation partout « que je ne m'y étendrai pas davantage. Il avoit plus de quatre- « vingts ans et travailloit toujours dans la solitude, la prière et « la pénitence. »

N° 45.

PORT-ROYAL.

Mathieu de Montmorency et sa femme, Mathilde de Garlande, avaient fondé en 1204, non loin de Chevreuse, sur un fief nommé Porrois, d'où le nom de Port-Roy et plus tard de Port-Royal, une abbaye de femmes, soumises à la règle de Saint-Bernard, qui mettaient leurs biens en commun et se consacraient à l'éducation de la jeunesse. Après la réforme qui fut opérée, en 1609, par la supérieure Jacqueline-Marie-Angélique Arnauld, la population du couvent étant devenue beaucoup plus considérable, et le local se trouvant trop exigu, une partie des religieuses vint s'installer dans une vaste demeure du faubourg Saint-Jacques. Cette demeure, dont la veuve de l'avocat Arnauld, mère de la supérieure, fit don à la communauté, devint Port-Royal de Paris. A partir de ce moment, la prospérité de la maison s'accroît avec la plus grande rapidité. Pendant que Port-Royal de Paris s'enrichit des dons considérables de plusieurs femmes de la Cour, qui viennent s'y recueillir dans le calme et la simplicité, après une vie d'agitation et de luxe, on élève, sur une éminence voisine de Port-Royal des Champs, un vaste édifice où des hommes éminents par leur instruction et leur piété, Arnauld d'Andilly, Antoine Arnauld, tous deux frères de la Mère Angélique, Lemaistre de Sacy, Nicole, Lancelot, Lenain de Tillemont, Pascal, établissent leur résidence. Ils y partagent leur temps entre la prière, la méditation, le travail des mains et celui de l'intelligence, et y fondent un collége rival de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'Institut des Jésuites. C'est là que furent élevés Racine, Harlay et bien d'autres hommes de mérite et de talent. C'est là que les *Provinciales* furent écrites. En 1627, la direction de l'abbaye, qui relevait primitivement des Bernardins, était passée entre les mains de l'archevêque de Paris, et une nouvelle réforme, plus rigide que la première, était intervenue. Jean Duvergier de Hauranne, abbé de Saint-Cyran, théologien habile, ami de Jansénius qu'il avait connu à Louvain, et partisan déclaré de ses doctrines, possédait alors la confiance spirituelle des pieuses habitantes de Port-Royal de Paris et de Port-Royal des Champs. Il était, pour ainsi dire, l'âme des deux maisons, et ce fut par son influence que le jansénisme s'y établit pour y régner, en maître, jusqu'à leur ruine. Les autorités religieuses et civiles eurent inutilement recours aux plus sévères mesures pour l'en extirper. En 1664, les religieuses de Port-Royal de Paris furent dispersées, par l'ordre de l'archevêque, dans divers couvents du royaume. On permit seulement à dix d'entre elles, moins insoumises que les autres, d'y continuer leur résidence. Les Sœurs de Port-Royal des Champs se montrèrent inflexibles dans leurs convictions et leur résistance. Désespérant de les faire céder, Louis XIV les supprima. En 1709, elles furent violemment expulsées de leur pieux asile; leur demeure fut rasée et leurs biens dévolus à Port-Royal de Paris. Successivement prison (1790) et hôpital (1795), Port-Royal de Paris est devenu l'hospice de la Maternité. Sainte-Beuve a écrit, en cinq volumes, une savante histoire de Port-Royal.

N° 46.

LE CARDINAL DE NOAILLES.

Issu d'une famille noble du Limousin dont l'origine remonte au onzième siècle, *Louis-Antoine de Noailles* naquit près d'Aurillac, en 1651. Il était frère du maréchal duc de Noailles, et oncle, par conséquent, de l'homme d'État distingué qui, après avoir fait brillamment la guerre en Catalogne, devint, sous le Régent, président du Conseil des finances. Louis-Antoine fit de fortes études à Paris; docteur en Sorbonne à vingt-cinq ans, il fut successivement évêque de Cahors (1679), évêque de Châlons-sur-Marne (1680), archevêque de Paris après la mort de Harlay (1695), commandeur des Ordres du Roi (1699) et cardinal. Appelé, en 1700, à la présidence de l'Assemblée du clergé, en

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

remplacement de l'archevêque de Reims, il y fit preuve d'une érudition solide et de talents oratoires qui lui acquirent une grande situation parmi ses collègues. « C'étoit un homme fort « modeste, assure Saint-Simon; un air de béatitude que sa « physionomie présentoit, avec un parler gras, lent et nasillard, « la faisoit volontiers prendre pour niaise. La surprise fut grande « quand, par des discours sur-le-champ et par des discours de « doctrine et d'affaires..... on reconnut un grand fonds d'érudi- « tion d'une part, et de capacité de l'autre. » (*Mémoires.*)

On a reproché, non sans raison, au cardinal de Noailles, ses hésitations constantes, ses tergiversations déplorables, ses contradictions flagrantes, qui le brouillèrent successivement avec tout le monde et causèrent à la fin sa disgrâce; on a blâmé également ses duretés envers Fénelon, dont il avait été l'ami, et envers les religieuses de Port-Royal, dont il avait partagé un instant les doctrines; mais on a loué, avec justice, la noble indépendance dont il fit preuve en refusant d'ordonner Dubois. Sa vie était frugale et simple; sa charité était inépuisable. Il avait fini, après une résistance opiniâtre, par se soumettre à la bulle *Unigenitus*. Le Régent lui confia la direction du conseil de conscience.

Louis-Antoine de Noailles mourut à Paris, en 1729.

N° 47.

VICTOR-MAURICE, COMTE DE BROGLIE, MARÉCHAL DE FRANCE.

Victor-Maurice, *comte de Broglie,* fils de François-Marie de Broglie. Ce dernier, issu d'une ancienne famille de Piémont, était page du duc Maurice de Savoie, et entra, en 1644, au service de la France. Victor-Maurice, après avoir pris part aux campagnes de Flandre et de Franche-Comté (1668-1672), suivit le Roi en Hollande (1672). Il se battit honorablement sous Turenne, Condé, Créquy, et se conduisit brillamment à Senef. Nommé gouverneur du Languedoc, dont son beau-frère était intendant, il sévit impitoyablement contre les Camisards, mais fut impuissant à les soumettre. Il disparut ensuite, pendant plusieurs années, de la scène militaire. Le Régent le fit, en 1724, maréchal de France. Né en 1640, mort en 1727. « L'intendant Bâville, dit « Saint-Simon, fit donner le commandement des armées dans « toute la province à son beau-frère Broglie, qui n'avait pas « servi depuis la malheureuse campagne de Consarbruck du



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« maréchal de Créquy, où il était maréchal de camp. Par ce « moyen... tout fut réuni à Bâville, devant qui son beau-frère, « d'ailleurs très-incapable, ne fut qu'un petit garçon. »

N° 48.

LE MARQUIS DE MONTREVEL, MARÉCHAL DE FRANCE.

Le marquis de Montrevel, Nicolas-Auguste de la Baume, nommé maréchal de France en 1703, était entré fort jeune dans l'armée et s'était signalé au siége de Lille, au passage du Rhin (1672), à Senef, à Namur, à Luxembourg, à Cassel et à Fleurus. Il avait plu beaucoup au Roi par sa bravoure, son élégance et sa galanterie, mais il eut le malheur de déplaire à Saint-Simon, lorsqu'il était gouverneur de Guyenne, dans une affaire relative au gouvernement de Blaye, et la plume impitoyable de celui-ci l'en a vigoureusement châtié dans plusieurs pages des *Mémoires*. Après avoir affirmé, ce qui est au moins fort peu vraisemblable, qu' « il « était hors d'état de distinguer sa main droite de sa main « gauche », il raconte ainsi sa mort : « Le maréchal de Montrevel, « ce favori des sottes, des modes, du bel air, du maréchal de « Villeroy et presque du feu Roi, duquel il avait tiré plus de « cent mille livres de rente en bienfaits, et qui n'a pu être « nommé que pour ce à quoi il avait le moins de part : une « figure qui le fit vivre presque toute sa vie aux dépens des « femmes, une grande naissance et une valeur brillante..... « mourut escroc de ses créanciers..... Il avait les misères des « femmes qui l'avaient fait subsister et ne craignait rien tant « qu'une salière renversée. Il se préparait à aller en Alsace, « dînant chez Biron... une salière se renversa sur lui. Il pâlit, « se trouva mal, dit qu'il était mort..... On ne put lui remettre « le peu de tête qu'il avait. La fièvre le prit le soir, et il mourut « quatre jours après, n'emportant de regrets que ceux de ses « créanciers. » Montrevel avait été gouverneur du Languedoc après le comte de Broglie et avant le maréchal de Villars. Il eut ensuite le commandement de la Guyenne. Le Régent venait de lui donner celui de l'Alsace, lorsqu'il mourut en 1716. Il était né en 1636.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 49.

LE DUC DE BOURGOGNE.

Né en 1682, mort à trente ans, en 1712, *Louis, duc de Bourgogne,* était le fils aîné du grand Dauphin, fils de Louis XIV. Opiniâtre, orgueilleux, dur, violent dans sa première enfance, il devint, après avoir reçu les belles leçons, les nobles conseils, les vertueux exemples de Fénelon et de l'abbé Fleury, ses précepteurs, ainsi que de son gouverneur, le duc de Beauvilliers, doux, patient, pieux, réfléchi. S'il se fût montré moins scrupuleusement, moins puérilement attaché aux pratiques les plus minutieuses de la religion, moins timoré, moins hésitant, moins timide, éclairé par des vues plus larges, mieux instruit des grands devoirs de l'homme public, il eût paru doué, assurément, de toutes les vertus d'un prince accompli. Nommé commandant des armées de Flandre en 1702 et 1703, puis généralissime sur le Rhin et dans les Pays-Bas (1708-1709), il fit preuve, particulièrement dans sa dernière campagne (voir plus haut le récit des faits militaires), d'une faiblesse, d'une irrésolution, d'une indifférence qui lui aliénèrent, quelque temps, l'esprit public et causèrent à son aïeul la plus vive irritation. L'application sérieuse qu'il montra pour les affaires de l'État, lorsque le Roi l'eut appelé au Conseil, après la mort du Dauphin, l'austérité de sa conduite au milieu d'une cour frivole et corrompue, lui avaient ramené l'affection du peuple, quand il mourut de la rougeole pourprée, six jours après sa jeune femme, qu'il aimait passionnément, et que cette maladie venait d'emporter elle-même.

Par sa grâce, sa finesse, sa verve, son engouement un peu railleur, Adélaïde de Savoie, qu'il avait épousée en 1797, avait gagné l'affection de la cour et charmé le cœur du vieux Roi. Elle n'était pourtant ni sûre, ni sincère, ni fidèle. Elle avait, suivant toute apparence, trahi sa foi conjugale au profit de Nangis et de Maulevrier, et la confiance de Louis XIV, en livrant à son père, l'un des plus ardents ennemis de la France, les secrets de l'État. « Ah! la petite coquine! » s'écria le vieux monarque, en trouvant dans sa cassette, après sa mort, les preuves de sa perfidie, « qui l'eût pu croire? elle aussi, elle « nous trompait! »

Le duc de Saint-Simon s'étend très-longuement, dans ses


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Mémoires, sur le caractère de ce prince, dont il s'entretenait souvent avec son ami, le duc de Beauvilliers. Celui-ci l'ayant, un jour, consulté sur les directions qu'il convenait de donner à son élève, le duc lui adressa un long mémoire, inspiré par les vues les plus hautes, et tout rempli des plus judicieuses considérations sur la nécessité d'assujettir les pratiques dévotieuses du petit-fils de Louis XIV aux devoirs publics du futur souverain de la France. « M. le duc de Bourgogne, disent les *Mémoires,* « était né avec un naturel à faire trembler. Il était fougueux « jusqu'à vouloir briser ses pendules, lorsqu'elles sonnaient « l'heure qui l'appelait à ce qu'il ne voulait pas, et jusqu'à « s'emporter contre la pluie, lorsqu'elle s'opposait à ce qu'il « voulait faire. La résistance le mettait en fureur; d'ailleurs, « un goût ardent le portait à tout ce qui est défendu au corps « et à l'esprit... Tout ce qui est plaisir, il l'aimait avec une « passion violente, et tout cela avec beaucoup plus d'orgueil et « de hauteur qu'on n'en peut exprimer; dangereux, de plus, à « discerner et gens et choses et à apercevoir le faible d'un rai- « sonnement et à raisonner plus fortement et plus profondément « que ses maîtres. Mais aussi, dès que l'emportement était passé, « la raison le saisissait et surnageait à tout... un esprit vif, actif, « perçant, se roidissant contre les difficultés, à la lettre, transcen- « dant en tout genre. Le prodige est qu'en très-peu de temps, « la dévotion et la grâce en firent un autre homme et changèrent « tant et de si redoutables défauts en vertus parfaitement con- « traires. »

N° 50.

LE JÉSUITE DAUBENTON.

Le Jésuite Guillaume *Daubenton* fut un des personnages les plus influents de l'Espagne sous le règne de Philippe V. Louis XIV l'avait donné pour confesseur à son petit-fils, qu'il accompagna en Espagne. Directeur adroit de la conscience souple et docile du jeune monarque, entouré de nombreux amis intéressés à maintenir sa haute situation, il devient bientôt à la cour une puissance de premier ordre. Madame des Ursins, à laquelle il porte ombrage et dont il se permet de discuter les conseils, obtient qu'on lui donne le Père Robinet pour successeur. Daubenton se rend alors à Rome, s'insinue très-avant dans les bonnes grâces du Pape, travaille assidûment à la rédaction de la bulle


Digitized by Google	Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Unigenitus. Lorsque la princesse des Ursins est bannie d'Espagne, en 1714, il supplante, à son tour, le Père Robinet, reprend ses fonctions auprès du Roi et les exerce sans interruption jusqu'à sa mort (1723), jouissant, à la fois, de la confiance d'Alberoni et des bonnes grâces de l'inquisition. On dit qu'avant d'expirer, il désigna, pour son successeur, à son royal pénitent le Père Bermudez, qui s'était toujours montré l'ennemi implacable de la France. Saint-Simon,' dans ses *Mémoires,* fait du célèbre confesseur de Philippe V le portrait suivant : « C'était, dit-il, un « petit homme, grasset, d'un visage ouvert et avenant, poli, « respectueux avec tous ceux dont il démêla qu'il y avait à « craindre ou à espérer; attentif à tout, de beaucoup d'esprit « et encore plus de sens, de jugement et de conduite, appliqué « surtout à bien connaître l'intrinsèque de chacun et à mettre « tout à profit, et cachant, dans des dehors retirés, désintéressés, « éloignés des affaires du monde et surtout simples et même « ignorants, une finesse la plus déliée, un esprit le plus dange- « reux en intrigues, une fausseté la plus innée et une ambition « démesurée d'attirer tout à soi et de tout gouverner. »

N° 51.

LE CARDINAL D'ESTRÉES.

Issu d'une vieille famille de Picardie, *César d'Estrées* était fils de François-Annibal, duc d'Estrées, maréchal de France, frère du célèbre amiral d'Estrées, et neveu de la belle Gabrielle, en sorte qu'on pouvait dire qu'aucun genre d'illustrations ne manquait à sa famille. Ce fut un diplomate de premier ordre, et un écrivain fécond, élégant, distingué, poëte à ses heures. Nommé évêque de Laon à vingt-cinq ans et pourvu bientôt (1674) de la dignité cardinalice, pour avoir habilement négocié à Rome la *paix de l'Église*, entre le pape Clément IX et les jansénistes, il contribua particulièrement, par sa haute influence, à l'élection du pape Clément XI (1676). On le voit ensuite remplir une mission importante et délicate en Bavière (1680), revenir à Rome et y défendre les intérêts de la France, dans l'affaire de la *Régale*, avec autant d'adresse que de succès (1693), accompagner (1700) Philippe V à Madrid, et représenter Louis XIV en Espagne, jusqu'en 1704. Il fut pourvu, à son retour en France, de la riche abbaye de *Saint-Germain*. On cite de lui des vers galants, assez bien tournés, écrits pour madame de


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Maintenon. Il était membre de l'Académie française. Après avoir mentionné, dans ses Mémoires, les illustrations nombreuses de la maison d'Estrées, « qui avait fourni cinq ducs et pairs « laïques, deux ducs pairs ecclésiastiques, un cardinal, un grand « d'Espagne, trois doyens des maréchaux de France, deux com- « mandeurs et cinq chevaliers du Saint-Esprit, trois ambassa- « deurs, un ministre d'État, et deux vice-amiraux, outre les « gouverneurs de province, et montré ainsi comment les beautés « élèvent les familles qui savent en profiter », le duc de Saint-Simon fait du cardinal un éloge presque sans mélange, bien rare sous sa plume caustique. « C'était l'homme du monde « le mieux et le plus noblement fait de corps et d'âme, d'esprit « et de visage qu'on voyait avoir été beau en jeunesse et qui « était vénérable en vieillesse, l'air prévenant, mais majestueux, « de grande taille, des cheveux presque blancs, une physio- « nomie qui montrait beaucoup d'esprit et qui tenait parole, « un esprit supérieur et un bel esprit, une érudition vaste, « profonde, exacte, nette, précise, beaucoup de vraie et de « sage théologie, attachement constant aux libertés de l'Église « gallicane et aux maximes du royaume, une éloquence natu- « relle, beaucoup de grâce et de facilité à s'énoncer, extrême- « ment noble, désintéressé, magnifique, libéral, beaucoup « d'honneur et de sagacité, grande pénétration, bon et juste « discernement, souvent trop de feu en traitant les affaires, « toujours gai, aimable et sans la moindre humeur, mais sou- « vent singulièrement distrait..... il savait haïr et le faire sentir, « mais il savait encore mieux aimer... jamais les Jésuites ne « purent l'entamer sur rien. » — Ce fut là, sans doute, la principale cause de l'estime admirative dont l'honorait Saint-Simon. Né en 1628, mort en 1714.

N° 52.

LE CARDINAL DE FORBIN-JANSON, GRAND AUMÔNIER DE FRANCE.

Toussaint de Forbin-Janson, né en 1625, appartenait à la vieille famille provençale dont le chevalier de Forbin, le vaillant chef d'escadre, que son intrépidité et ses romanesques aventures ont rendu célèbre, était issu. Louis XIV, qui appréciait sa grande dextérité dans le maniement des affaires, lui confia, en Pologne, à Rome, en Allemagne, plusieurs missions importantes et difficiles dont il s'acquitta heureusement. Il était



Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ambassadeur à Varsovie, lorsque Sobiesky monta sur le trône, et ce fut sur les instantes recommandations de ce prince, qui lui devait en partie la couronne, qu'il obtint le chapeau de cardinal (1690). Il devint successivement évêque de Digne, de Marseille et de Beauvais. En 1706, pour le récompenser de ses méritants services, le Roi le nomma grand aumônier de France. Il mourut en 1713. — Saint-Simon, qui a vu, non sans admiration, qu'il avait résisté, dans ses diocèses, aux empiètements des Jésuites et que, « malgré les efforts du Roi, ceux-ci « demeuraient dans la crainte et le respect avec lui », lui prodigue ses louanges, et l'on peut dire, d'après les témoignages contemporains, qu'il s'en était montré réellement digne. « L'État et la religion firent une grande perte en la personne « du cardinal de Janson, évêque, comte de Beauvais et grand « aumônier de France, qui mourut à Paris à quatre-vingt-trois « ans, ayant toujours la tête parfaitement entière..... Ce sont « de ces hommes rares et illustres qui méritent de s'y arrêter... « Le cardinal était un fort grand homme bien fait, d'un visage « qui, sans rien de choquant ou de singulier, n'était pourtant « pas agréable et avait quelque chose de pensif sans beaucoup « promettre. Il était plein d'honneur et de vertus, il avait un « grand amour de ses devoirs et de la piété. C'était une sage et « excellente tête, se possédant toujours parfaitement et qui, par « là, a réussi en perfection, dans toutes ses négociations..... Il « était consommé dans les affaires par une longue habitude, « magnifique en tout et partout avec beaucoup d'ordre, fort « désintéressé, affable aux plus petits, naturellement obligeant, « fort poli, mais avec choix et dignité. Il avait l'âme et toutes « les manières d'un grand seigneur, doux et modeste, l'esprit « d'un grand ministre..... le cœur d'un excellent évêque..... « tout français sur nos libertés et nos maximes du royaume, « sur les entreprises de Rome..... inébranlable là-dessus jusqu'à « avoir dit..... au Pape même que, quelque flatté qu'il fût de « sa pourpre..... son chapeau ne lui tenait à rien. Quelques « agréments qu'il trouvât dans le monde même, où il était uni- « versellement honoré..... il ne se plaisait nulle part tant que « dans son diocèse, où il était singulièrement respecté et il se « peut dire adoré, surtout des pauvres de tous les états à qui il « faisait de grandes aumônes. » (*Mémoires.*)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 53.

LE CARDINAL DE BOUILLON.

Emmanuel-Théodore de la Tour d'Auvergne, né en 1653, mort en 1715, était petit-fils, par son père, Frédéric-Maurice, premier duc de Bouillon, de Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, l'un des plus fidèles compagnons de Henri IV, qui avait acquis le duché de Bouillon, ainsi que la principauté de Sedan, par son mariage avec Charlotte de la Marche. Connu d'abord sous le nom de duc d'Albret, il obtint, à vingt-cinq ans, par la haute protection du grand Turenne, son oncle, la pourpre romaine et devint ainsi le cardinal de Bouillon; on l'appelait alors l'*enfant rouge*. Louis XIV le combla de ses dons et de ses faveurs. Les Jésuites, dont il était l'ami, le favorisèrent de leur puissant patronage. Il devint abbé de Cluny, de Saint-Ouen de Rouen, de Saint-Martin de Pontoise, de Saint-Waast d'Arras, grand aumônier de France (1671), et remplaça le cardinal Janson à Rome (1694), en qualité d'ambassadeur. Mais son indépendance, sa morgue, sa hauteur, l'amitié qu'il portait à Fénelon, la singulière attitude qu'il eut à Rome, où il couvrait de sa faveur le traité des *Maximes des Saints* dont il était chargé cependant d'obtenir la condamnation, et où il se permit de retarder, dans son intérêt personnel, la signature des bulles qui appelaient, sur la demande formelle du Roi, l'abbé de Soubise à l'évêché de Strasbourg, l'ambition démesurée qui troublait son esprit au point de l'entraîner à des actes regrettables, allumèrent, contre lui, le courroux de Louis XIV et causèrent sa disgrâce. En 1700, il fut rappelé de Rome, contraint de résigner ses fonctions de grand aumônier, de rendre le cordon bleu, exilé à Cluny. « Il y languissait d'ennui et de rage », depuis dix ans, lorsque, ayant perdu les procès qu'il avait intentés contre les moines, pour les soumettre à des réformes nécessaires, il perdit, en même temps, la tête, se rendit précipitamment à son abbaye de Saint-Waast, puis franchit en secret les fontières et se jeta dans les bras de nos ennemis. Reçu, avec de grands honneurs, par Marlborough et le prince Eugène, il écrivit au Roi une lettre hautaine qu'il était impossible de pardonner, et officia, en grande pompe, au *Te Deum* qui fut chanté à Tournay (1709) pour célébrer la conquête de cette place importante. Un arrêt du Parlement le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

décréta de prise de corps et confisqua ses biens. Après avoir séjourné quelque temps à Ruremonde, il revint à Rome où le Roi fit interdire à tous les Français le seuil de sa maison. Il y vécut isolé jusqu'à sa mort. Le duc de Saint-Simon, qui haïssait les Jésuites et qui flétrit sa trahison avec une juste sévérité, le peint dans ses Mémoires sous des couleurs fort peu agréables. — « C'était, dit-il, un homme fort maigre, brun, de grandeur « ordinaire, de taille aisée et bien prise. Son visage n'aurait eu « rien de marqué s'il avait eu les yeux comme un autre; mais, « outre qu'ils étaient fort près du nez, ils le regardaient tous « deux à la fois jusqu'à faire croire qu'ils s'y voulaient joindre. « Cette loucherie, qui était continuelle, faisait peur et lui don- « nait une physionomie hideuse..... Il avait de l'esprit, mais « confus, savait peu ; fort l'air et les manières du grand monde, « ouvert, accueillant, poli d'ordinaire; mais tout cela était mêlé « de tant d'air de supériorité qu'on était blessé, même de ses « politesses... Ses besoins le rendaient souple jusqu'au plus bas « valetage. Il n'avait d'amis que pour les dominer et se les sacri- « fier. Vendu corps et âme aux Jésuites et eux réciproquement « à lui, il trouva en eux mille importantes ressources, jusqu'à « des instruments de sa félonie. Son luxe fut continuel et pro- « digieux en tout..... Ses mœurs étaient infâmes, il ne s'en « cachait pas. » — Après avoir orné cette aimable peinture d'autres traits non moins séduisants, le duc la termine par ce coup de pinceau : « On ne finirait pas, si on voulait reproduire « toutes les manières dont il s'est déshonoré, et les excès de son « ingratitude et de ses félonies. »

N° 54.

LE CARDINAL ALBERONI.

Jules Alberoni, qui s'est acquis un nom si fameux par l'étonnant éclat de sa fortune éphémère et par la prodigieuse ambition de ses visées politiques, naquit en 1664, à Fiorenzuola, dans le Parmesan, et mourut à Rome en 1752. Son père exerçait l'état de jardinier. D'abord clerc sonneur de la cathédrale à Plaisance, il est élevé, par charité, dans un couvent de Barnabites, puis devient chapelain de l'évêque qui le pourvoit d'un bénéfice. Envoyé, par le duc de Parme, auprès de Vendôme, pendant les guerres d'Italie, il séduit le général français, par l'originalité et l'enjouement de ses spirituelles reparties. L'inté-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

rêt qu'il lui inspire fait sa fortune. Vendôme l'attache à sa maison en qualité de secrétaire, le présente à la cour, l'emmène avec lui dans les Pays-Bas (1706), puis en Espagne (1710), et le recommande particulièrement à Philippe V. Sur la demande de ce prince, il est nommé représentant du duc de Parme à Madrid. Madame des Ursins, dont il a fort habilement capté la confiance, devient bientôt sa dupe. Pendant que, de concert avec elle, il négocie le mariage de Philippe V avec Élisabeth Farnèse, il complote, avec l'inquisition et la Reine douairière, avec Élisabeth elle-même, la chute de la Camarera Mayor. Tout-puissant, après son départ, sur l'esprit du Roi d'Espagne, premier ministre, cardinal, grand d'Espagne, il entreprend, avec une infatigable ardeur et non sans succès, de restaurer complétement l'armée, la marine, les finances. Il veut que l'Espagne reprenne toutes ses forces afin qu'elle puisse reconquérir ses grandeurs passées. S'allier aux Turcs et aux Hongrois pour contraindre l'Empereur à restituer l'Italie, s'assurer le concours actif de la France en faisant conférer, par le Parlement, la régence à Philippe V (conspiration de Cellamare), la neutralité de la Hollande par des concessions commerciales, paralyser la résistance de l'Angleterre par une alliance offensive avec la Suède et la Russie, tels sont les vastes projets dont il commence l'exécution en faisant occuper (1714-1718), par des troupes espagnoles, plusieurs points de la Sardaigne et de la Sicile. Les efforts combinés de la triple et de la quadruple alliance dissiperont ce rêve magnifique. Philippe, vaincu, n'obtiendra la paix (1719) qu'à la condition de bannir le brouillon de génie dont l'ambition effrénée a failli mettre en feu, de nouveau, l'Europe tout entière.

Alberoni se retira à Rome, et le pape Innocent XIII punit les scandales de sa vie privée en le faisant enfermer dans un couvent. Après y être resté pendant quatre ans, il reprit sa place dans le collége des cardinaux, et vécut honorablement près du Saint-Siége jusqu'à sa mort. Il fut quelque temps légat à Ferrare. Saint-Simon s'étend très-longuement, dans ses Mémoires, sur les aventures de ce célèbre personnage qu'il ne connut pas personnellement.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 55.

LA PRINCESSE DES URSINS CHASSÉE D'ESPAGNE.

« Arrêtée avec cette brusquerie, dit Saint-Simon, madame des « Uursins fut mise dans un carrosse avec une de ses femmes « de chambre, sans avoir eu le temps de changer d'habit ni « de coiffure, de prendre aucune précaution contre le froid, « d'emporter ni argent ni aucune autre chose, et sans aucune « sorte de nourriture dans son carrosse, ni chemise, ni quoi que « ce soit pour changer ou se coucher, et à l'âge qu'elle avait! « Elle fut embarquée ainsi; avec les deux officiers des gardes... « elle en grand habit, et parée comme elle était sortie de chez la « Reine. Dans ce court tumulte elle voulut envoyer à la Reine, « qui s'emporta de nouveau de ce qu'elle n'avait pas encore obéi. « Il était lors près de sept heures du soir, la terre toute couverte « de glace et de neige et le froid extrême, fort, vif et piquant « comme il est toujours en Espagne. Il n'est pas aisé de se repré- « senter l'état de madame des Uursins dans ce carrosse. L'excès « de l'étonnement et de l'étourdissement prévalut d'abord et sus- « pendit tout autre sentiment; mais bientôt la douleur, le dépit, « la rage, le désespoir se firent place; succédèrent ensuite les « tristes et profondes réflexions sur une démarche aussi violente « et aussi inouïe, et d'ailleurs si peu fondée en cause, en raisons, « en prétextes même les plus légers... La longue nuit d'hiver se « passa ainsi tout entière, avec un froid terrible, rien pour s'en « garantir, et tel que cocher en perdit une main... nécessité fut « de s'arrêter pour faire repaître les chevaux; mais, pour les « hommes, il n'y avait alors quoi que ce soit dans les hôtelleries « d'Espagne... La viande était ordinairement vivante, le vin « épais, plat et violent, le pain se collait à la muraille, l'eau « souvent ne valait rien; des lits, il n'y en avait que pour les « muletiers, comme au temps du chevalier de la Manche... Les « œufs, où on en put trouver, furent leur unique ressource, et encore « à la coque, frais ou non. Pendant toute la route, jusqu'à cette « repue des chevaux, le silence avait été profond et non inter- « rompu. Là il se rompit;... madame des Uursins parla de son « extrême surprise et de ce jeu qui s'était passé entre la Reine « et elle... Les deux officiers des gardes, accoutumés, comme « toute l'Espagne, à la respecter et à la craindre plus que leur « Roi, lui répondirent ce qu'ils purent du fond de cet abime


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« d'étonnement dont ils n'étaient pas encore revenus... Madame « des Uursins fut fidèle à elle-même, du moins devant ses neveux « et devant ses gardiens. Il ne lui échappa ni larmes, ni regrets, « ni reproches, ni la plus légère faiblesse. Les deux officiers qui « la gardaient à vue n'en sortaient point d'admiration; enfin « elle trouva la fin de ses maux à Saint-Jean de Luz, où elle « arriva le 14 janvier. Là elle recouvra la liberté. »

N° 56.

LE DUC DE GRAMONT, AMBASSADEUR EN ESPAGNE.

Le duc de Gramont, né en 1640, mort en 1720, descendant d'une vieille famille du Midi, issue de Sanche Garcie d'Aure, qui s'illustra, au commencement du quinzième siècle, par ses exploits militaires. La seigneurie de Gramont était située dans la basse Navarre; d'abord comté, elle devint ducale en 1643. « Arrière-petit-fils de la belle Corizande d'Andouin, comtesse de « Gramont, dont Henri IV, en sa jeunesse, fut si amoureux, fils « du maréchal de Gramont, qui était parvenu à la plus grande « fortune et à la première considération par son intimité avec « les cardinaux de Richelieu et Mazarin », frère cadet du comte de Guiche, « si connu par ses folies galantes »... beau-frère du maréchal de Boufflers et de l'une des filles du maréchal de Noailles, aimé du Roi, dont il avait entrepris d'écrire l'histoire quoique sa plume ne fût pas taillée pour un si vaste sujet, gouverneur du Béarn, l'ambassadeur de Louis XIV en Espagne, « qui avait pour lui, dit Saint-Simon, son nom, sa dignité et « une figure avantageuse, mais rien de plus », était pourtant un personnage d'une intelligence distinguée. Les *Mémoires* donnent à entendre qu'il n'était pas très-brave à la guerre, ni très-loyal au jeu. Il épousa successivement la fille du maréchal de Castelnau, « avec laquelle il avait poussé la galanterie un peu « loin, et dont le frère, qui n'entendait pas raillerie, fit faire « le mariage haut la main, et une vieille gueuse qui s'appelait « La Cour », qui avait été la femme de chambre du premier médecin Daquin, puis la maîtresse du financier des Ormes. « A « la mort de des Ormes, dit Saint-Simon, il la prit et l'entretint « et l'épousa enfin quoique devenue vieille, laide et borgnesse... « Sa famille en fut aux hauts cris et au dernier désespoir; mais « il fut approuvé du Roi auprès duquel il employa des barbes « sales de Saint-Sulpice, et de ces cagots abrutis de barbichets


Digitized by Google   Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« des missions qui ont la cure de Versailles, pour faire goûter ce « grand acte de religion. » — Le duc de Gramont n'était pas d'humeur aimable et devait avoir peu d'amis. A coup sûr, Saint-Simon n'était pas du nombre. — Ses deux fils furent maréchaux de France. Il ne faut pas confondre la famille de Gramont avec celle de Grammont, l'une des plus illustres de la Bourgogne.

N° 57.

ADRIEN-MAURICE, DUC DE NOAILLES, MARÉCHAL DE FRANCE.

Peu de carrières ont été aussi utilement, aussi honorablement remplies que celle d'*Adrien-Maurice*, d'abord comte d'Ayen, puis duc et maréchal de Noailles, qui naquit en 1678 et mourut en 1766, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Il était le fils aîné du duc Anne-Jules dont on a parlé plus haut et, par conséquent, le neveu du cardinal. Sa femme était Françoise d'Aubigné, nièce de madame de Maintenon. Dès l'âge de quatorze ans, Adrien-Maurice entre dans l'armée et fait la guerre en Catalogne, puis en Flandre. Il est nommé maréchal de camp à vingt-six ans (1704), puis lieutenant général et commandant en chef de l'armée de Roussillon (1706), prend Figuères, Girone, et seconde le duc de Vendôme dans sa victorieuse campagne contre les alliés (1710). A cette époque, il vient de perdre son père; il a recueilli son duché, sa pairie, son titre de capitaine des gardes; il est grand d'Espagne et chevalier de la Toison d'or. De 1711 à 1715, le nouveau duc de Noailles reste dans l'inaction. Nommé président du Conseil des finances, et bientôt membre du Conseil de régence, il donne d'utiles conseils au gouvernement, s'acquitte de ses nouvelles fonctions avec une application constante et un zèle laborieux, se distingue en combattant les folies ruineuses du système de Law. La jalousie de Dubois l'écarte un instant des affaires. Il y rentre sous le cardinal Fleury. Après avoir contraint les traitants à restituer plusieurs millions au trésor, il va servir en Allemagne sous les ordres de Berwick, prend le commandement de l'armée lorsque celui-ci est tué devant Philippsbourg, et est nommé maréchal de France (1733). Deux ans plus tard (1735), il dirige, avec beaucoup de distinction, la campagne d'Italie et bat plusieurs fois les Impériaux. Moins heureux sur le Rhin en 1743, il est vaincu à Dettingen et quitte définitivement l'armée; il venait de prendre une part honorable à la bataille de Fontenoy. On le voit ensuite



Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ambassadeur extraordinaire en Espagne et ministre d'État. Par l'importance des hautes fonctions dont il fut successivement chargé, par la longue durée de ses services, par la grande expérience qu'il avait acquise, par sa capacité reconnue, par la facilité et le charme de sa parole, le duc de Noailles était devenu un des personnages les plus influents du dix-huitième siècle. Ses deux fils furent maréchaux de France. L'abbé Millot a rédigé ses *Mémoires*. Tout en rendant justice à ses talents, qui furent peut-être un peu surfaits, Saint-Simon n'épargne guère ses défauts. « C'est un homme né pour faire la « plus grande fortune quand il ne l'aurait pas trouvée faite chez « lui..... on a rarement plus d'esprit et plus de toutes sortes « d'esprit..... doux quand il lui plaît, gracieux affable, gaillard, « amusant, plaisant de la bonne et fine plaisanterie... fécond en « saillies charmantes, bon convive, musicien... aisé, accueillant, « propre à toute conversation, sachant de tout, parlant de tout, « l'esprit orné, mais d'écorce; en sorte que, sur toute espèce de « savoir, force superficie, mais on rencontre le tuf pour peu « qu'on approfondisse, et alors vous le voyez passé maître en gali- « matias de propos délibéré..... l'élocution nette, harmonieuse, « assez d'élégance, beaucoup d'éloquence... des récits charmants, « le don de créer des choses de rien pour l'amusement, de dérider « et d'égayer même les affaires les plus sérieuses : voilà, sans « doute », ajoute le terrible appréciateur, « bien de l'agréable et de « grands talents de cour; heureux s'il n'en avait point d'autres, « mais les voici : tant d'appas, d'esprit, de société, de commerce... « cachent presque tous les monstres que les poëtes ont peints « dans le Tartare; une profondeur d'abîmes, une fausseté à « toute épreuve, une perfidie aisée et naturelle, accoutumée à « se jouer de tout, une noirceur d'âme qui fait douter s'il en « a une et qui assure qu'il ne croit rien, un mépris de toute « vertu... l'hypocrisie la plus ouverte et la plus suivie. En tous « ces genres de crimes, un homme qui s'étend à tous, qui entre- « prend tout, qui, pris sur le fait, ne rougit de rien... se reploie « prestement comme les serpents dont il conserve le venin... et « tout cela sans humeur, sans haine, sans colère, tout cela à « des amis de la plus grande confiance... Le grand ressort d'une « perversité si extrêmement rare est l'ambition la plus déme- « surée qui lui fait tramer ce qu'il y a de plus noir, de plus « profond, de plus incroyable pour ruiner tout ce qui peut, « même sans le vouloir, rendre son chemin moins sûr et moins « uni... en même temps, avec tout son esprit, ses talents, ses « connaissances, l'homme le plus radicalement incapable de tra-


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« vail et d'affaires. L'excès de son imagination met une confu-
« sion dans sa tête de laquelle il ne peut sortir... à force de « raisonner, de parler, de dicter, de reprendre, de corriger, de « raturer, de changer, de refondre, tout s'évapore; il ne demeure « rien, les jours et les mois s'écoulent; la tête tourne aux secré-« taires; il ne sort rien, mais rien quoi que ce soit. »

Il est bien difficile, quand on a étudié l'histoire de cette époque, et qu'on a lu les curieux *Mémoires de l'abbé Millot*, de ne pas être convaincu que l'auteur de ce jugement, tracé par une plume si incisive, se soucie fort peu de la justice quand il a quelque rancune personnelle à satisfaire.

N° 58.

LE CARDINAL DEL GIUDICE.

François Giudice était archevêque de Montréal, évêque d'Ostie et de Velletri, cardinal et doyen du Sacré Collége. Il appartenait à une illustre famille italienne qui faisait déjà grande figure à Gênes au douzième siècle et qui donna, en 1561, un doge à la République. Le cardinal descendait d'une branche de cette famille qui s'était établie à Naples et dont le chef, Nicolas Giudice, devint, en 1631, prince de Cellamare, puis duc de Giovenazzo. Son fils aîné, Dominique, représenta l'Espagne, comme ambassadeur, en Savoie, en France, en Portugal, à Rome, et devint vice-roi d'Aragon. C'était le frère du cardinal et le père du prince de Cellamare, si connu par la conspiration qui porte son nom. « Le cardinal François était un « homme d'esprit, de cour, d'affaires et d'intrigue. » (Saint-Simon.) — « Il fut fort gouté et recueilli par la bonne compa-« gnie », et bien vu d'abord de Louis XIV. Toutefois, l'audace incroyable dont il fit preuve en affichant, sur les murs mêmes de Marly, où il occupait un appartement, l'arrêt de l'inquisition qui condamnait les écrits de Macanaz, déplut extrêmement au grand Roi. Après la chute de madame des Ursins, Giudice rentra en Espagne, dirigea, pendant quelques mois, les affaires étrangères et fut nommé gouverneur du prince des Asturies. Mais les dégoûts dont l'abreuva Alberoni, auquel il portait ombrage, le forcèrent de quitter l'Espagne et de se retirer à Rome où il vécut jusqu'à sa mort. Il s'y brouilla avec les Espagnols, fit tout ce qu'il put pour traverser les plans d'Alberoni, désavoua hautement les intrigues de son neveu, le prince de


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Cellamare. On le vit même accepter et remplir officiellement les fonctions de protecteur des affaires de l'Empereur auprès du Saint-Siége.

N° 59.

ORRY.

Jean Orry, seigneur de Vignori, était conseiller secrétaire du Roi, lorsqu'il fut envoyé en Espagne pour y étudier la situation financière et indiquer les remèdes auxquels il convenait d'avoir recours pour en réparer les désordres. Ses commencements avaient été fort obscurs. Il devait sa position officielle à la faveur de Chamillard qui le considérait comme un homme adroit, d'expédient et de bon conseil. Malgré les plaintes très-vives de Tessé et de Berwick aux demandes desquels, en dépit de toute sa bonne volonté, il se trouvait souvent hors d'état de satisfaire, Louis XIV rendit justice, sur les instances de madame des Ursins, à ses efforts comme à son réel mérite et l'attacha à la cour d'Espagne en qualité d'envoyé extraordinaire. Philippe lui confia l'administration suprême des finances et la surintendance générale des armées. Orry fut nommé, en 1708, chevalier des Ordres et président à mortier du parlement de Metz : son fils succéda en 1730, comme contrôleur général des finances, à Lepelletier des Forts.

Le surintendant des finances et des armées espagnoles était né en 1651 ; il mourut en 1719... « C'était, dit le duc de Saint-« Simon, une manière de lourdaud de beaucoup d'esprit; de la « lie du peuple et qui avait fait toutes sortes de métiers pour « vivre, puis pour gagner; d'abord rat de cave, puis homme « d'affaires de la duchesse de Portsmouth qui le trouva en fri-« ponnerie et le chassa. Retourné à son premier métier, il s'y « fit connaître des gros financiers qui lui donnèrent diverses « commissions dont il s'acquitta à leur gré et qui le firent percer « jusqu'à Chamillard... Ses hauteurs, sa dureté, sa brutalité, sa « grossièreté, le mensonge continuel dont, en toutes sortes « d'affaires, il faisait une profession ouverte, l'avaient rendu si « odieux en Espagne que personne ne voulait plus traiter avec « lui. » Il y a certainement du vrai dans cette appréciation; mais n'eût-il pas fallu, pour qu'elle fût impartiale, que Saint-Simon voulût bien tenir compte des difficultés immenses contre lesquelles Orry lutta, toujours avec vaillance, très-souvent avec succès?

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 60.

STANISLAS LECZINSKI.

Stanislas, né en 1682 à Lemberg, mort en 1760 à Lunéville, était fils de Raphaël Leczinski, palatin de Posnanie et grand trésorier du royaume de Pologne. Peu d'existences politiques furent aussi aventureuses, aussi tourmentées que la sienne. En 1704, il est élu roi de Pologne, par l'influence de Charles XII, à la place de Frédéric-Auguste; forcé de rendre la couronne à l'Électeur de Saxe après la bataille de Pultawa, il se réfugie près de Charles XII à Bender, s'évade, comme lui, du territoire turc, et est nommé, en Suède, duc des Deux-Ponts. Après la mort de Charles (1719), il cède de force son duché au comte palatin. Le régent lui donne un asile à Wissembourg et, six ans plus tard (1725), le roi Louis XV épouse sa fille. En 1733, Frédéric-Auguste meurt, et un parti puissant rappelle Stanislas au trône de Pologne; mais la Russie ne veut pas qu'il y monte et, après avoir soutenu un siége glorieux à Danzig, il reprend philosophiquement le chemin de l'exil. Les traités, conclus à Vienne en 1738, lui ayant accordé la possession viagère de la Lorraine et du duché de Bar, qui, après sa mort, devaient revenir à la France, ainsi qu'une pension de 2,000,000 de livres, il règne pendant vingt-huit années, tantôt à Nancy, tantôt à Lunéville, sur une petite cour polie, brillante, amie des sciences, des arts, des plaisirs, et meurt, en 1766, laissant quelques opuscules philosophiques, ainsi que le surnom de « Bienfaisant » pour honorer sa mémoire.

N° 61.

LE COMTE DE TOLSTOI.

Pierre Andreiovitch, né en 1645, mort en 1729, fils du vayvode de Tchernigeff, fut d'abord un des soutiens de la czarine Sophie et se montra ensuite un des plus fermes et des plus zélés partisans de Pierre Ier. Nommé ambassadeur en Turquie (1701), il vint à bout, par sa politique prudente, de maintenir, pendant huit ans, la paix entre le Czar et le Sultan, malgré les manœuvres ardentes de Charles XII. Celui-ci obtint, en 1711, qu'il fût enfermé aux

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Sept-Tours avec le baron de Shafirof. Délivré en 1714, et nommé sénateur, il accompagne Pierre le Grand (1716), en Hollande et en France. Ayant rejoint, à Naples, le czarevitch Alexis qui s'était enfui de Moscou, et ayant su lui persuader de revenir, il est nommé, par le Czar reconnaissant, Président de collége, de commerce et de la Chancellerie secrète, puis conseiller privé. Trois ans plus tard, il est envoyé à Berlin comme ambassadeur (1719). Le Czar se fait suivre par lui, pendant sa campagne de Perse (1723), et le laisse à Astrakan pour négocier la paix entre le Schah et le Sultan. L'année suivante, Catherine Ire, devenue impératrice, le nomme comte de Tolstoï et membre du conseil privé suprême; mais il tombe en disgrâce à l'avénement de Pierre II qui le prive de ses dignités et le fait enfermer dans un couvent où il reste jusqu'à sa mort. Après de longues démarches, ses descendants obtinrent, en 1760, que sa mémoire fût réhabilitée, et que le titre de comte fût rendu à sa famille.

N° 62.

HENRI SAINT-JOHN, VICOMTE DE BOLINGBROKE.

La jeunesse de *Henri Saint-John*, qui aimait passionnément les plaisirs, avait été ardente et orageuse; toute son existence fut fiévreuse et agitée. Étant entré, en 1700, à la Chambre des communes, par la protection du baronnet Winhescombe, dont il avait épousé la fille, il prend place parmi les tories, obtient, par leur patronage, les charges de secrétaire d'État de la guerre et des lois et tombe avec eux, en 1708, lorsque Robert Walpole et les whigs arrivent au pouvoir. Pendant sa retraite, il se livre, avec une sorte de frénésie, à l'étude de la philosophie, de la politique, de l'histoire, et acquiert ainsi des connaissances aussi variées que solides, qui, servies par une merveilleuse puissance d'assimilation et par une irrésistible éloquence, firent de lui, pendant quelques années, l'homme le plus séduisant de l'Angleterre. Ayant fort habilement exploité, de concert avec son ami Harley, les tendances tories de la Reine, il rentre au pouvoir, en 1710, après la chute du ministère Marlborough, est nommé ministre des affaires étrangères, et contribue de toutes ses forces, en provoquant et en facilitant la conclusion des traités d'Utrecht (1713), à la pacification de l'Europe. Lorsque la reine Anne, qui l'avait élevé à la pairie avec le titre de vicomte de Bolingbroke (1712), est remplacée, sur le trône d'Angleterre, par

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'Électeur de Hanovre, George Ier, les whigs reprennent, à leur tour, la direction des affaires; disgracié, accusé de haute trahison, Saint-John se réfugie en France, où il épouse, en secondes noces, une nièce de madame de Maintenon, et qu'il ne quittera plus que par intervalles jusqu'à sa mort. Il y résida, quelque temps, au château de la Source, près d'Orléans. Ses biens, confisqués lorsqu'il s'était enfui d'Angleterre, lui ayant été rendus en 1723, il revint à Londres et combattit l'administration de Walpole par des écrits satiriques tout remplis de révélations et d'allusions impitoyables dont la verve fit grand honneur à ses talents littéraires, mais dont la violence lui aliéna tous les esprits modérés. L'un de ces écrits, intitulé *Dissertation sur les partis politiques* (1735), chef-d'œuvre de logique et d'éloquence, souleva de telles tempêtes que l'auteur fut contraint de repasser la Manche. Saint-John était l'ami de Pope et de Swift et fut un des maîtres de Voltaire. Il légua en mourant (1751) au poëte écossais David Mallet ses nombreux écrits, dont la publication causa, particulièrement en Angleterre, un véritable scandale. Un verdict du jury de Portsmouth les déclara « attentatoires » à la religion et à la morale, subversifs de l'ordre public, ennemis de tous les gouvernements. Saint-John y fait preuve d'une érudition très-étendue, il s'y montre déiste comme Voltaire; mais il y soumet à une critique passionnée, il y tourne en ridicule, pour ainsi dire à chaque page, la Bible et les livres saints. Il faut citer au premier rang parmi ces écrits : les *Lettres sur l'histoire*, les *Mémoires secrets* sur les affaires d'Angleterre (1710), la *Politique des deux partis* (1734) et le *Testament politique*. Né en 1678 à Battersea, mort en 1750.

N° 63.

ROBERT HARLEY.

Robert Harley était devenu membre de la Chambre des communes peu après l'avénement de Guillaume III. Il se lia d'abord avec les whigs, puis entra dans le parti tory, auquel il resta fidèle jusqu'à sa mort. Élu speaker de la chambre en 1704, il devint secrétaire d'État en 1705, fut écarté des affaires par Marlborough et y rentra en 1710. Il fut activement mêlé aux négociations de la paix d'Utrecht, mais la scandaleuse duplicité dont il y fit preuve discrédita son caractère. Après la mort de la reine Anne, qui l'honorait de toute sa confiance, il fut enfermé


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

à la Tour et y resta deux ans. Il fut jugé et acquitté en 1717. Harley était un érudit; il laissa, en mourant, plus de sept mille manuscrits précieux dont l'État fit l'acquisition. Né, en 1661, à Londres, mort en 1724.

N° 64.

ALEXANDRE POPE.

Parmi les poëtes classiques de l'Angleterre, *Pope* brille au premier rang. Il égala, dépassa même, parfois, le grand Dryden, qu'il avait pris pour modèle. Issu d'une famille catholique très-attachée aux Stuarts, il se montra l'un des membres les plus ardents du parti tory. Sa précocité fut étonnante. Dès l'âge de douze ans, il composa une ode sur la *Solitude*, dans laquelle se firent déjà remarquer la pureté, la sobriété, l'élégance qui furent les principales qualités de son style. Avant vingt ans, il avait publié plusieurs églogues, quelques traductions et un poëme didactique intitulé l'*Essai sur la critique*, œuvre prodigieuse pour un homme de cet âge. La *Boucle de cheveux enlevée*, poëme héroï-comique; l'*Épître d'Héloïse*, modèle de sentiment; des traductions en vers de l'*Iliade* et de l'*Odyssée;* la *Dunciade*, poëme satirique où il flagelle certains auteurs de son temps; l'*Essai sur l'homme*, l'un des chefs-d'œuvre de la poésie philosophique, furent ses principaux ouvrages. Il avait entrepris de traiter en vers toutes les grandes questions de morale. Bolingbroke fut un de ses inspirateurs. On était stupéfait de découvrir tant de belles facultés sous des apparences si chétives, si maladives, si misérables. « Modèle, chef et idole de la poésie classique en Angle« terre, dit Philarète Chasles, Pope était très-petit, un peu bossu « par devant et par derrière. Sa figure, éclairée par des yeux « vifs et brillants, n'avait rien de désagréable. » Ce remarquable écrivain ne vécut que cinquante-six ans. Né à Londres en 1688, il mourut, en 1744, pleuré de tous les hommes de goût qu'il n'avait pas blessés par ses satires.



Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 65.

JONATHAN SWIFT.

La verve satirique de *Jonathan Swift,* dont l'existence, tourmentée sans relâche par des passions violentes et inassouvies, ne fut qu'une lutte continuelle, pleine d'efforts et de douleurs, se montrait froide, cruelle, sans pitié comme le sort qui pesait sur lui. Né, en 1667, à Dublin où il mourut en 1745, il y fut élevé comme boursier à Trinity-College, et entra ensuite à l'Université, où ses oncles payèrent sa pension. Devenu le secrétaire d'un des chefs du parti whig, sir William Temple, que l'on croyait son père naturel, il consacra tout le temps qu'il passa dans sa maison, confondu avec une domesticité dont le contact le faisait rougir, à l'étude de la littérature et de la politique. Reçu (1693) docteur en théologie, il entra dans les Ordres, fut pourvu d'abord d'un bénéfice insuffisant pour le faire vivre, obtint ensuite, en Irlande, la cure de Larnaor, où s'écoula une partie de sa vie, puis le doyenné de Saint-Patrick, à Dublin, qui lui donna enfin l'aisance. S'étant vu refuser, par le ministère whig, l'évêché qu'il sollicitait, il passa aux tories et fut un des plus ardents, un des plus féconds propagateurs de leurs doctrines. Il resta, pendant plusieurs années, à la tête de l'*Examiner,* dont Saint-John lui avait confié la direction. Quoique d'une laideur repoussante, Swift fut passionnément aimé par deux femmes, dont il avait séduit l'imagination, et qui furent, dit-on, malheureuses de leur amour pour lui jusqu'à en mourir. L'une était la belle Stella, dont il fit sa femme, et qu'il traita toujours comme sa sœur, ne pouvant, paraît-il, faire autrement; l'autre, Esther van Homrig, que la vue de sa rivale préférée réduisit au désespoir. Parmi les très-nombreux écrits de Jonathan Swift, dont le style est la plus vivante personnification de l'*humour* anglaise, on doit citer : la *Bataille des livres* (1695), le *Conte du Tonneau,* satire sévère des mœurs ecclésiastiques; la *Conduite des alliés* (1712), pamphlet politique qui eut beaucoup de retentissement; l'*Histoire de la paix d'Utrecht* (1713); l'*Art du mensonge* (1719), avant tous, le célèbre *Voyage de Gulliver,* où, sous les apparences aimables d'un récit enjoué, il fustige durement les mœurs sociales de son pays. Il mourut presque fou, léguant tout son bien à un hospice d'aliénés. « Swift, dit notre ingénieux critique Paul de


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« Saint-Victor, résume la religion par un énergumène, la science « par un charlatan, la politique par un sycophante, la civilisa- « tion par une cohue d'imbéciles et de fripons... »

N° 66.

MATTHIEW PRIOR.

Prior, né en 1664 à Wimborne, mort en 1721, fut un diplomate ingénieux et un poëte aimable, dont les œuvres, un peu oubliées aujourd'hui, eurent, de son temps, beaucoup de succès. Ses commencements furent obscurs et laborieux. Fils d'un pauvre menuisier, élevé gratuitement par un clergyman, il était garçon dans un cabaret de Londres lorsque le comte de Dorset, frappé de son esprit et de sa bonne mine, entreprit de faire sa fortune. Il lui fournit les moyens de terminer ses études à Cambridge et le fit nommer secrétaire d'ambassade. Il assista, en cette qualité, aux congrès de la Haye (1688) et de Ryswyk, passa ensuite quelque temps à Paris, y revint, en 1711, pour y remplir secrètement l'importante mission qui prépara le rétablissement de la paix, et y resta comme ambassadeur, après le départ de Bolingbroke, jusqu'en 1714. Après la mort de la reine Anne, il fut rappelé, accusé de haute trahison, puis enfermé à la Tour. Il n'en sortit que pour vivre dans la retraite jusqu'à sa mort. Il était gentilhomme de la chambre et avait été élu, en 1791, membre des Communes. Les tories avaient en lui un partisan zélé et fidèle. Prior composa des odes, des épigrammes, des contes légers, deux poëmes didactiques fort peu connus aujourd'hui, *Salomon* et *Alma*. « C'était, disent les *Mémoires de Saint-* « *Simon,* un homme extrêmement capable, savant d'ailleurs, « d'infiniment d'esprit, de bonne chère et de fort bonne com- « pagnie. »

N° 67.

JOSEPH ADDISON.

Joseph Addison, né à Milston en 1672, avait fait ses études à l'Université d'Oxford et voyagé, dans sa jeunesse, sur le continent. Deux odes politiques, l'une sur la paix de Ryswyk, l'autre, intitulée *The Campaign,* sur la bataille de Blenheim, révélèrent


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ses talents littéraires et lui valurent une pension du gouvernement. Il suivit fidèlement la fortune des whigs, fut nommé sous-secrétaire d'État en 1704, et accompagna en Irlande, comme premier secrétaire, le Vice-roi, marquis de Wharton. Ayant quitté les affaires en 1710, lorsque les tories revinrent au pouvoir, il prit une part assidue, pendant plusieurs années, à la rédaction de trois recueils périodiques : le *Babillard* (Tattler), le *Tuteur* (Guardian) et principalement le *Spectateur*, dont le brillant succès, qui fit plus d'une fois pâlir de colère Bolingbroke et ses collègues, a immortalisé son nom. Addison y traitait avec une égale habileté, dans un style dont le charme, l'élégance, la pureté classique défient toute comparaison et qui ne cessera jamais d'être cité en Angleterre, les sujets les plus dissemblables. On sait que les articles du *Spectator* sur les *avantages du commerce* ont inauguré, dans la Grande-Bretagne, l'étude de l'économie politique. Après la mort de la reine Anne, Addison fut un instant ministre d'État (1717), mais il ne tarda pas à résigner ces hautes fonctions pour se consacrer entièrement aux lettres. Le roi George lui donna, quand il prit sa retraite, une pension de 1,500 livres sterling. Prosateur admirable, le brillant rédacteur du *Spectator* fut un poëte assez médiocre. La tragédie de *Caton* fut applaudie surtout parce qu'elle était une œuvre politique; *Rosamunde*, opéra, et le *Tambour*, comédie en prose, n'eurent qu'un succès d'estime. La plupart des ouvrages de ce grand écrivain ont été traduits en français. Il mourut en 1719. Son union avec la comtesse de Warwick, qu'il avait épousée par ambition, ne fut pas heureuse.

N° 68.

WILLIAM CONGRÈVE.

Destiné, par sa famille, à l'étude du droit, *William Congrève*, qui était né poëte, s'abandonna bientôt tout entier à sa passion pour les lettres. Pourvu, par l'influence de lord Halifax, son protecteur, de grasses sinécures, il consacra tous ses loisirs à la comédie. Le *Vieux Garçon*, publié en 1693 et qui obtint un grand succès, le *Fourbe*, le *Train du monde*, *Amour pour amour*, la *France en deuil*, le *Chemin de la vie*, furent ses principaux ouvrages. Il s'y montra habile dans l'art de concevoir et de diriger une intrigue; son style est facile, élégant, spirituel. On le voudrait moins licencieux, mais il faut, pour être

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

juste, faire la part des goûts et des tendances de son époque. On peut dire que Congrève avait plus d'art que de génie; il fut appelé, de son vivant, le *Térence anglais*. Né en 1670 dans le Yorkshire, mort en 1729.

N° 69.

GODOLPHIN.

Sidney, comte de Godolphin, né dans le comté de Cornouailles, vers 1650, mort en 1712. Ancien favori de Charles II, dont il avait été page lorsque ce souverain n'était encore que prince de Galles et qui le fit son chambellan lorsqu'il monta sur le trône (1660), Sidney était entré au Parlement en 1661. Adroit, délié, flexible, connaissant l'art difficile de s'immiscer dans les affaires délicates, sans jamais s'y compromettre, il s'acquitta, en Hollande (1678), avec un rare talent qui le fit avantageusement connaître, d'une mission diplomatique très-périlleuse, et fut successivement ministre d'État, lord de la trésorerie, membre du conseil privé, puis grand trésorier sous la reine Anne. — Son fils aîné avait épousé la fille de Marlborough, dont il était l'intime ami. Il tomba du pouvoir (1710) en même temps que le vainqueur de Blenheim.

« Godolphin, disait finement Charles II qui avait éprouvé « sa souplesse, ne fait jamais obstacle et ne fait jamais défaut. »

N° 70.

JOHN SHEFFIELD, DUC DE BUCKINGHAM.

Fils du comte de Mulgrave, *John Sheffield,* duc de Buckingham, avait passé en France une partie de sa jeunesse, commandé un régiment en Hollande et servi, quelque temps après la paix, sous les ordres de Turenne. Nommé lord lieutenant du comte d'York, il prit part, en 1680, à l'expédition de Tanger et fut membre du conseil privé, puis lord grand chambellan sous le règne de Jacques II. Guillaume III le tint, pendant plusieurs années, loin du pouvoir; il le fit rentrer au conseil en 1694. La reine Anne l'avait en grande estime, et le nomma, en 1703, duc de Buckingham. Ce fut, dit-on, la jalousie que lui inspirait la haute situation du grand Marlborough qui le dégoûta


Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des affaires et le jeta dans les bras des tories. En 1710, la Reine le nomma président du conseil des ministres. Il occupa ces hautes fonctions jusqu'à l'avénement de George Ier et demeura toujours fidèle à son nouveau parti. Son fils n'eut pas de postérité. Né en 1649, mort en 1720.

N° 71.

GEORGE GRANVILLE.

George Granville, esprit élevé et délicat, écrivain distingué, poëte de mérite, ami et protecteur de Pope, dévoué d'abord à la cause de Jacques II, puis rallié à Guillaume III, entra, en 1706, à la Chambre des communes où il prit place parmi les tories. La reine Anne le nomma ministre de la guerre (1710), puis membre du conseil privé, et le fit pair du royaume, sous le nom de vicomte de Lansdowne. Accusé, après la mort de la Reine, de favoriser, en secret, les vues du Prétendant, il fut enfermé à la cour en 1715. Il y resta deux ans, et prit le parti, pour se soustraire au déplaisir que lui causait le triomphe de ses rivaux politiques, de venir se fixer en France, où il résida pendant dix années (722-1732), fréquentant surtout la société littéraire. Granville mourut en 1735; il était né en 1667.

N° 72.

ROBERT WALPOLE.

Les rudes et virils plaisirs de la campagne, la chasse, la pêche, les travaux de l'agriculture, les amours champêtres partagèrent d'abord tous les instants du jeune *Walpole,* auquel étaient réservées de si hautes destinées politiques et dont le nom est resté célèbre dans les fastes parlementaires de la Grande-Bretagne. A cette époque, il dédaignait l'étude qu'il n'eut jamais eu grande estime, prétendant qu'il fallait savoir lire avant tout, ce qu'il fit plus tard avec une rare sagacité, dans le cœur et la conscience des hommes. Walpole, né à Houghton en 1676, mort à Londres en 1745, devait être simplement un gentleman farmer et avait reçu une éducation toute rustique. La mort de son frère aîné (1700) lui donne le premier rôle de la famille et l'appelle aux épreuves de la vie politique. Il y


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

entre sans crainte et remporte bientôt des succès brillants. Les tories lui ouvrent leur rang; il refuse d'y entrer; le parti des whigs, dont il devient un des membres les plus distingués, le favorise de toute son influence. La crise politique de 1710 le trouve secrétaire de la guerre; il est accusé de péculat et renfermé à la Tour; mais l'affluence des visiteurs qui viennent y prendre de ses nouvelles et la chaleur des sympathies qu'on lui témoigne, inspirent aux nouveaux ministres une inquiétude qui les force d'ouvrir les portes de sa prison. Pendant vingt-quatre années, sous le règne des deux George (de 1715 à 1719 et de 1721 à 1742), il dirigea, d'abord comme premier lord de la trésorerie (jusqu'en 1721), puis comme seul secrétaire d'État, les affaires de son pays, ralliant tous les grands intérêts de l'Angleterre autour du parti whig, favorisant, de toutes ses forces, l'industrie et le commerce par un système politique dont le but était, avant tout, le maintien de la paix, achetant, sans pudeur, les consciences des membres de l'opposition qui les lui vendaient sans honte. En 1739, il déclara, malgré lui, pour déférer aux exigences de l'opinion publique, la guerre à l'Espagne. Elle ne fut pas heureuse, et il résigna le pouvoir trois ans plus tard, au moment où il venait d'être appelé à la pairie sous le nom de comte d'Orford. On le vit alors quitter Londres sans regret et reprendre, à Houghton, l'existence champêtre qu'il avait toujours aimée. En 1744, George II lui demande instamment de venir défendre une motion à laquelle son gouvernement attachait une grande importance. Le vieux lutteur reparaît dans l'arène parlementaire. Mais la violence de ses efforts épuise ses forces chancelantes. Il tombe malade au sortir de la séance et meurt quelques jours après.

N° 73.

LE CARDINAL DE POLIGNAC.

Melchior de Polignac, abbé, puis cardinal, né en 1661 au Puy, mort à Paris en 1752. Orateur persuasif, poëte aimable, écrivain distingué, philosophe de mérite, amateur éclairé des sciences et des lettres, diplomate de ressources, et causeur séduisant, fut un des esprits les plus complets et les mieux doués du dix-huitième siècle. La dextérité avec laquelle il soutint, vers la fin de ses études, deux thèses éloquentes en faveur de Descartes et de Platon dont les systèmes philosophiques sont


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

opposés, lui fit grand honneur et le plaça hors de pair. Il venait à peine de terminer ses études théologiques, lorsque Louis XIV l'envoya à Rome (1689), avec le cardinal de Bouillon, pour y prendre part à la négociation délicate qui réconcilia heureusement le Pape et le Roi. « Je ne sais comment vous « faites, lui dit un jour Alexandre VIII, vous paraissez toujours « être de mon avis, et c'est moi qui finis par être du vôtre. » Trois ans plus tard, il accompagne, de nouveau, le cardinal qui se rend au conclave où est élu Innocent XII. En 1693, il est chargé d'une mission très-importante et très-difficile pour la Pologne, dont Louis XIV, séduit par les avances intéressées de quelques grands seigneurs, voulait procurer le trône au prince de Conti. Il réussit d'abord à merveille; mais, à la fin, les intrigues de l'Électeur de Saxe que soutiennent les sympathies du Saint-Siége, les irrésolutions du Prince, le manque absolu des ressources nécessaires font échouer sa mission. Disgracié pendant quatre ans, à la suite de cet échec, il est rappelé à la cour en 1702, et y reparait avec éclat. Après avoir pris une part utile et brillante aux négociations de la paix d'Utrecht, il reçoit le chapeau de cardinal, et est nommé commandeur des ordres du Roi. Mais il subit un second exil sous la régence, pour avoir servi trop ouvertement les séditieuses menées des princes légitimés. En 1721, on le voit encore jouer un rôle important sur la scène politique, aplanir, par d'habiles démarches auprès du Saint-Siége, les différends que la constitution *Unigenitus* avait fait surgir, prendre part aux élections successives de trois papes; Innocent XIII, Benoît XIII et Clément XII. Nommé archevêque d'Auch (1724), il revint en France (1730), pour ne plus la quitter jusqu'à sa mort. Melchior de Polignac était membre, depuis 1716, de l'Académie française. Il faisait également partie de l'Académie des sciences et de celle des inscriptions. L'*Anti-Lucrèce,* poëme latin, écrit avec beaucoup d'esprit et de verve pour réfuter les théories matérialistes exposées par Lucrèce, dans son livre intitulé : *De natura rerum,* fut le plus remarquable de ses nombreux écrits. « L'abbé de Polignac », dit Saint-Simon, qui parle longuement de lui dans ses *Mémoires* et qui le tenait en médiocre estime parce qu'il était un peu jaloux des bonnes grâces que lui accordaient Beauvilliers et Chevreuse, « était un grand « homme, très-bien fait avec un beau visage, beaucoup d'esprit, « surtout de grâces et de manières, avec le débit le plus « agréable, la voix touchante, une éloquence douce, insinuante, « mâle... tout coulait de source, tout persuadait... ravissant à

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« mettre les choses les plus abstraites à la portée commune, « amusant en récits et possédant l'écorce de tous les arts, de « toutes les fabriques, de tous les métiers. Ce qui appartenait « au sien, au savoir et à la profession ecclésiastique, c'était où « il était le moins versé... d'ailleurs, tout occupé de son ambi-« tion, sans amitié, sans reconnaissance, sans aucun sentiment « que pour soi; faux, dissipateur, sans choix sur les moyens, « sans retenue ni pour Dieu ni pour les hommes; mais avec « des voiles et de la délicatesse qui lui faisaient des dupes..., si « le cœur était faux et l'âme peu correcte, le jugement était « nul..., ce qui a toujours fait périr entre ses mains toutes les « affaires qui lui ont été commises. » — Cette dernière appréciation n'est guère en rapport avec les faits eux-mêmes. — « Un jour, dit encore Saint-Simon, il lui échappa une flatterie « dont la misère fut relevée et dont le mot est demeuré dans « le souvenir et le mépris du courtisan. Il suivait le Roi dans « ses jardins de Marly; la pluie vint, le Roi lui fit une honnê-« teté sur son habit peu propre à la parer. « Ce n'est rien, « Sire, répondit-il, la pluie de Marly ne mouille point. » La maison de Polignac était une des plus vieilles maisons de France. Les généalogistes en font remonter l'origine jusqu'au quatrième siècle. L'abbé avait donc beaucoup de noblesse; il possédait en retour peu de fortune.

N° 74.

MÉNAGER.

Le véritable nom de *Ménager* ou Mesnager était le Baillif. Bien qu'issu d'une famille très-honorable de riches marchands, Nicolas le Baillif suivit la carrière du barreau. En 1780, il fut désigné par les négociants de Rouen, sa ville natale, pour aller défendre leurs intérêts devant le conseil du commerce qui siégeait à Paris. Chaudement recommandé au Roi par d'Aguesseau, le père de l'illustre chancelier, qui avait remarqué la justesse de son esprit et la vivacité de son intelligence, il fut envoyé successivement en Espagne (1700), pour y réglementer le commerce des Indes, mission délicate dont il sut s'acquitter avec beaucoup de talent; à la Haye (1708), où il ne put obtenir, du Pensionnaire, un traité de paix, mais où il eut une attitude à la fois digne, habile et mesurée, qui lui valut de grands éloges; en Angleterre (1711), où il conclut, avec le gouverne-


Digitized by Google · Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ment de la reine Anne, les préliminaires de Londres; enfin, comme troisième plénipotentiaire, à Utrecht (1712), où il contribua efficacement au succès des conférences. Louis XIV reconnut les utiles services qu'il avait rendus à l'État, en le nommant chevalier de Saint-Michel, comte de Saint-Jean et titulaire d'une pension de 10,000 livres. Il mourut à Paris, d'une attaque, en 1714. Il était né en 1658. On ne sait pas exactement pourquoi il prit le nom de Ménager. « A Utrecht, dit Saint-« Simon, Mesnager n'oublia pas, avec ses deux collègues (le « maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac), ce qu'il était; il « les satisfit également, l'un et l'autre, avec beaucoup d'art, de « douceur et de déférence, et, bien que plus penché vers Polignac « par la douceur de ses mœurs et aussi sur le fond des affaires « et la manière de les conduire, qui venait toute mâchée de « Torcy, mais où le maréchal voulait toujours mettre du sien, « Ménager ne fut pas inutile entre eux et servit très-bien toutes « les choses du commerce... dont il était particulièrement « chargé. »

N° 75.

LE COMTE DE PETERBOROUGH.

Charles Mordaunt, fils de lord Mordaunt de Reygate, vicomte d'Avallon, joua un rôle très-brillant et très-remarqué dans les événements politiques et militaires de cette époque. Devenu pair du royaume, sous le règne de Jacques II, après avoir pris part à l'expédition d'Alger, il fit une opposition violente au gouvernement de ce prince et fut, d'abord, un des plus influents conseillers de son successeur Guillaume III, dont il n'avait cessé d'entretenir, avec la plus grande ardeur, les espérances ambitieuses. Guillaume le fit lord de la Trésorerie et comte de Montmouth; mais, compromis bientôt, aux yeux des chefs du parti whig et du Roi lui-même, par les inqualifiables imprudences de son zèle exubérant, il dut résigner ses fonctions (1694). Trois ans plus tard, fâcheusement mêlé à l'affaire de Fenwick, il fut enfermé quelque temps à la Tour. Ce fut à cette époque qu'il hérita, par la mort de son oncle, du titre de comte de Peterborough. La reine Anne, qui le tenait en grande estime, le nomma membre du conseil privé et commandant en chef des troupes expédiées, en Espagne, au secours de l'archiduc. Peterborough rendit à ce prince les plus grands services. La prise


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et la conservation de Barcelone furent dues surtout à son audace. Accusé d'avoir trahi ses devoirs, parce qu'il avait quitté son commandement avec l'autorisation de l'Archiduc, qui se refusait à suivre ses hardis conseils, mais sans la permission de la Reine, il n'eut pas de peine à se justifier devant la Chambre des lords, et conserva tout son crédit. Après avoir rempli plusieurs missions importantes à Vienne, à Turin et à Naples, il fut nommé gouverneur de Minorque et généralissime des armées navales de la Grande-Bretagne. Il mourut à Lisbonne, en 1785, âgé de soixante-dix-sept ans. « Son courage, dit le « grand historien Macaulay, alliait l'impétuosité française à la « fermeté anglaise. La fécondité et l'activité de son esprit étaient « incroyables. Elles éclatent dans tout ce qu'il fit, dans ses « campagnes militaires, dans ses négociations, dans ses corres« pondances les plus familières, dans ses plus simples conver« sations. Il était ami tendre, ennemi généreux. Mais ses splen« dides talents et ses vertus furent rendus presque inutiles à « son pays par sa légèreté, son impatience du repos, son irrita« bilité, son goût maladif pour la nouveauté. Il aimait à courir « dans toute l'Europe comme un courrier. Peterborough fut le « dernier des chevaliers errants... ses vertus et ses vices étaient « ceux d'un chevalier de la Table ronde. »

N° 76.

PASTOR A M. LE PALATIN.

« Vienne, 12 février 1713.

« L'Empereur commence, depuis quelque temps, de prendre « fort souvent le divertissement de la chasse; quoiqu'il n'en « paraisse pas véritablement amateur comme l'empereur François-« Joseph le fut; c'est apparemment pour dissiper le chagrin que « lui cause le mauvais succès de ses affaires. Par motif d'épargne, « il a retranché l'état de la chasse, le café, une quarantaine de « musiciens, dans la vue de redresser les finances et thésauriser « pour l'exécution de ses desseins. Il est non-seulement très-bon « économe, mais aussi ce qu'on peut appeler un avare, ce que je « remarque même dans les moindres choses, et jusqu'aux aumônes, « dans lesquelles ses prédécesseurs ont été fort libéraux, ce qui « ne le fait guère aimer du peuple. Il ne paraît guère non plus « l'être des prêtres, car, outre qu'il ne leur donne jamais rien,



Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« qu'il ne leur fait pas l'honneur de manger avec eux dans les « cloitres, et qu'il ne les écoute que sur la chaire et à la confession, « à quoi ils ne sont pas accoutumés, ils savent qu'il a en tête, « entre autres réformes, d'employer, pour les besoins de l'État, « une bonne partie de leurs gros revenus, nonobstant leurs mur- « mures et l'indulgence des règnes précédents pour eux à cet « égard. On croit même que la puissance temporelle du Pape se « ressentira de l'ambition de ce Prince tôt ou tard, quand il ne « sera pas occupé ailleurs. Il y a aussi des gens de sa cour qui « m'ont dit qu'ils savent qu'il pense au vaste dessein d'essayer de « réunir la religion catholique et protestante, prétendant mar- « cher, en cela, généralement sur les traces de Charles-Quint.

. . . .

« Pour satisfaire à la volonté de Votre Excellence, je con- « tinue à m'informer, de la manière que je puis, s'il est vrai « que l'Empereur ait craché du sang ou qu'il se porte d'ailleurs « mal..... Il a la mine d'un homme qui se porte bien, et bien « meilleure qu'il ne l'avait à son arrivée. Je sais que quelques- « uns disent pourtant..... que sa santé ne paraît pas être au « nombre des bien robustes et ne lui augure pas une fort longue « vie; mais, comme on n'entend pas que sa santé ait quelque « atteinte qui en fasse juger avec assurance, il s'en faut remettre « à Dieu et au temps; et, en attendant, la prudence suggère, ce « me semble, à la France, de prendre des mesures comme si ce « Prince avait longtemps à vivre, et de la succession à espérer. »

N° 77.

LA DUCHESSE D'ORLÉANS A LA DUCHESSE DE HANOVRE.

« Marly, le 20 juin 1706.

« La relation du siége à Barcelone, dont je vous remercie très- « humblement, est exacte en tout point, sauf pour ce qui est de la « vivacité qu'on attribue à l'Archiduc. Sauf votre respect, cela est « faux. Un Anglais qui s'appelle Mylord Russell, qui a été fait « prisonnier là-bas, raconte qu'on a traité le bon Archiduc comme « un enfant, le traînant d'une cave à l'autre, pour le mettre à l'abri « des bombes. Il est tout aussi enfant que notre roi d'Espagne, dit-il, « et, ajoute-t-il du ton le plus naturel, « ne sommes-nous tous « pas bien sots de nous tuer pour ces deux benêts de Rois? »

(*Correspondance de Madame*. — Traduction par Ernest Jaeglé.)


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 78.

CONDITIONS OFFERTES ET DEMANDÉES PAR LE ROI TRÈS-CHRÉTIEN POUR LA PAIX A FAIRE AVEC LA MAISON D'AUTRICHE ET L'EMPIRE.

« Le Roi promet et s'engage de faire la paix avec la maison d'Autriche, aux conditions spécifiées ci-après, pourvu qu'elles soient acceptées avant le premier de juin prochain, après lequel temps Sa Majesté ne sera plus tenue à aucun engagement.

Le Roi reconnaîtra dans l'Empire, après la signature de la paix, tous les titres qu'il n'a pas encore reconnus, nommément le duc d'Hannover en qualité d'Électeur avec les droits et prérogatives attachés à cette dignité.

Le traité conclu à Ryswyk, au mois d'octobre 1697, sera rétabli, et le Rhin servira de barrière entre la France et l'Empire; ainsi le Roi gardera tout ce que Sa Majesté possède actuellement en deçà de ce fleuve, et rendra ou fera démolir les places qui lui appartiennent au delà ou dans le cours du Rhin.

Elle remettra à la maison d'Autriche la ville du Vieux-Brisach avec toutes les dépendances situées à la droite du Rhin, Sa Majesté conservant celles qui sont à gauche, entre autres, le fort appelé Le Mortier, le tout conformément à la disposition faite par le traité de Ryswyk.

Sa Majesté remettra pareillement à la Maison d'Autriche et à l'Empire le fort de Kehl.

Quant aux autres forteresses construites au delà du Rhin, le Roi fera démolir l'ouvrage à corne, bâti vis-à-vis d'Huningue, sur la rive droite de ce fleuve, de même qu'un autre ouvrage à corne, construit dans une île devant Huningue.

Sa Majesté fera pareillement démolir, sous Strasbourg, le fort du Rhin, situé dans une île à la droite du pont de Strasbourg, en allant au fort de Kehl, et le fort de Pille, sur le pont entre le fort du Rhin et le fort de Kehl.

Le fort Louis, qui est dans l'île du Rhin, sera rasé, aussi bien que l'ouvrage à corne, fait dans l'île appelée du Marquisat, vis-à-vis ledit fort, de même que quelques redoutes et quelques retranchements dans la même île.

Le fort de Selingue sur la rivière de Holofen, situé au delà du Rhin, vis-à-vis le fort Louis, sera démoli; les fortifications

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

faites à Homburg et à Bitsch seront pareillement rasées, suivant et conformément à l'article 30 du traité de Ryswyk.

Landau demeure à la Maison d'Autriche, dans l'état où cette place est présentement.

La Maison d'Autriche aura, de plus, le royaume de Naples;

Le duché de Milan, à l'exception de tout ce qui a été cédé dudit duché au duc de Savoie, par le traité conclu entre l'Empereur Léopold et ledit duc, en l'année 1703, nommément la ville et le pays de Vigevano, à moins que l'équivalent n'ait été remis avant la conclusion de la paix;

Les États et les places d'Italie qui ne dépendent point du royaume de Naples ni du duché de Milan, seront remis à ceux à qui ils appartiennent légitimement.

Les quatre places appartenant à l'Espagne sur la côte de Toscane du nombre desquelles est Portolongone, seront données à la Maison d'Autriche.

Les Pays-Bas espagnols, à l'exception de ce qui sera spécifié ci-dessous, appartiendront à la Maison d'Autriche, comme aussi les places et pays que le Roi cède, et le tout sera remis à ladite Maison aux conditions dont elle conviendra avec les États-Généraux des Provinces-Unies.

Tout ce que la Prusse possède dans la province de Gueldre et les bailliages de Kessel et de Krikenberg, avec leurs dépendances, lui seront cédés.

Comme le Roi d'Espagne, en cédant les Pays-Bas à l'Électeur de Bavière, s'est réservé le droit de choisir, dans l'une des provinces qui les composent, une terre produisant 30,000 écus de revenus pour l'ériger en principauté en faveur de la princesse des Ursins, cette même réserve aura lieu.

L'Électeur de Cologne sera rétabli dans tous ses États, bénéfices, dignités, séances, revenus, meubles, pierreries, et généralement dans tous ses biens et prérogatives dont ce prince a été privé pendant le cours de cette guerre.

Le même rétablissement se fera en faveur de tous ses officiers et domestiques proscrits, et dont les biens ont été confisqués pour avoir suivi leur maître.

Il pourra y avoir garnison hollandaise dans la citadelle de Liége et dans la ville et château d'Huy; les fortifications de la ville de Bonn seront rasées.

Le diocèse et le chapitre d'Hildesheim seront rétablis dans l'état où ils doivent être, conformément à la teneur des traités de Westphalie.

L'Électeur de Bavière sera rétabli généralement dans tous les



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

États qu'il possédait avant la présente guerre, à l'exception du Haut-Palatinat qui doit être laissé à l'Électeur Palatin avec le rang dans le collége électoral qui y est attaché, pour en jouir, lui et le prince Charles de Neubourg, seulement pendant leur vie, et le Haut-Palatinat, avec le rang dans le collége électoral que l'Électeur de Bavière avait avant la guerre, reviendront, à leur défaut, audit Électeur de Bavière ou à ses descendants; cependant, il sera créé, en sa faveur, un neuvième Électorat.

Le royaume de Sardaigne sera donné à l'Électeur de Bavière, avec le titre de Roi. Ce prince jouira, en toute souveraineté, du duché et de la ville de Luxembourg, de la ville et comté de Namur, de la ville de Charleroy et de toutes leurs dépendances, jusqu'à ce qu'il soit rétabli dans tous ses États, à l'exception du Haut-Palatinat, et mis en possession du royaume de Sardaigne et du titre de Roi.

De plus l'Électeur de Bavière demeurera en possession de la souveraineté de la ville et duché de Luxembourg et de leurs dépendances jusqu'à ce qu'il ait été dédommagé des pertes qu'il a faites par les infractions faites au traité d'Ibersheim, et ce dédommagement sera réglé par des arbitres désintéressés dont la Reine de la Grande-Bretagne a accepté d'être un.

Cependant les États-Généraux mettront garnison, immédiatement après leur paix faite avec le Roi, dans la ville de Luxembourg, dans la ville et château de Namur et dans la ville de Charleroy.

Les prérogatives électorales de l'Électeur de Bavière lui seront rendues, comme aussi les meubles, pierreries, et généralement tous les effets enlevés à ce prince.

Tous les officiers et domestiques de l'Électeur de Bavière proscrits et dont les biens ont été confisqués pour avoir suivi leur maître seront rétablis, comme ceux de l'Électeur de Cologne.

Aussitôt que l'Électeur de Bavière aura été mis en possession du royaume de Sardaigne et du titre de Roi, et que tous ses États généralement, à l'exception du Haut-Palatinat, lui auront été restitués, il cédera la souveraineté de Namur et de Charleroy et de leurs dépendances, et, lorsqu'il aura été dédommagé des pertes qu'il a souffertes par les infractions faites au traité d'Ibersheim, il cédera aussi la souveraineté du duché de Luxembourg.

Il y aura une amnistie générale pour tous les Espagnols, Italiens et autres qui ont suivi l'un ou l'autre parti, et leurs biens leur seront restitués, tant en Espagne qu'en Italie.

Il sera donné une entière satisfaction au duc de Saint-Pierre

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

par le payement de toutes les avances qu'il a faites pour Sabionetti et des intérêts desdites avances, et la restitution de tous ceux de ses biens qui ont été confisqués sans cause légitime. »

Fait à Utrecht, le 11 avril 1713.

Signé : HUXELLES. — MESNAGER.

Cet écrit s'accorde avec la pièce donnée aux soussignés Ministres plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, par messieurs les Ministres plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, signée par lesdits Ministres, autorisant la signature de la paix qui a été faite entre Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, et lesdits Ministres de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne ont remis cet écrit entre les mains des messieurs les Ministres plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale.

A Utrecht, le 15 avril 1713.

Signé : John BRISTOL, C. P. J. — STRAFFORD.

N° 79.

PASTOR A TORCY.

« Vienne, 20 juin 1713.

« Il y a trois semaines que la comtesse Altheim, une dame « espagnole qui a été maîtresse de l'Empereur, avant qu'il fût « marié, arriva ici ayant passé de Barcelone avec l'Impératrice. « Son mari, chambellan et chevalier de la Toison, est un favori « de l'Empereur, sans pourtant se mêler directement d'affaires... « On dit que l'Empereur conserve encore de l'amitié pour cette « dame espagnole, sans la faire éclater, et que cette amitié est « en partie la source de la faveur du mari. L'Empereur a fait « présent à ce favori du palais de l'ambassadeur d'Espagne..... « Des gens qui prétendent être informés du personnel de l'Empe« reur, disent que les seigneurs espagnols, qui sont continuelle« ment auprès de ce prince et qui ont son oreille et sa faveur, « contribuent, conjointement avec ladite dame, qui passe pour « avoir de l'esprit, à nourrir, auprès de ce prince, l'entêtement « chimérique pour l'Espagne dont les Autrichiens ont du déplai« sir. Ces Espagnols lui soufflent toujours, dit-on à l'oreille, « que, pourvu qu'il ait de la succession mâle, l'ancien penchant « des peuples de l'Espagne pour la maison d'Autriche se réveil« lera, que les conjectures se changeront tôt ou tard en sa


Digitized by Google	Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« faveur..... Ces Espagnols continuent de tirer de grosses pen-
« sions, outre l'accueil favorable que l'Empereur leur fait, même
« préférablement aux Autrichiens de sa cour. Il faut voir si cet
« entêtement de ce prince ne cessera pas peu après sa paix avec
« la France. Du moins, on la souhaite ici généralement. »

(Archives du ministère des Affaires étrangères.)

N° 80.

ÉTAT PRÉSENT DU GOUVERNEMENT ET DES CHARGES DE LA COUR DE VIENNE.

CONSEIL D'ÉTAT.

« Le *Conseil d'État,* auquel appartient la connaissance de toutes les causes des fiefs, tant de l'Empire que des pays héréditaires, est composé, pour l'ordinaire, de plus de cent conseillers, qui y assistent tous, ou en plus grande partie, lorsqu'il s'agit des fiefs impériaux; mais, quand il n'est question que de quelques fiefs de Bohême, d'Autriche, de Hongrie ou de quelques autres pays héréditaires, il ne s'y trouve pour lors que huit ou dix conseillers d'État, qui ont l'inspection des affaires de cette province-là. Après l'Empereur, qui préside à tous les Conseils, le chancelier de la province, pour laquelle il se tient, prend la première place, et les autres conseillers sont placés suivant l'ordre de leur ancienneté dans la charge. Mais, dans le cas dont on a parlé ci-dessus de la révision des causes qui regardent quelques fiefs de l'Empire, le premier en rang est le *Maggiordomo maggiore,* ou grand maître. Ce conseil se tient ordinairement deux fois la semaine et même plus souvent, quand l'urgence des affaires le requiert. Chacun y donne son suffrage, qui est marqué par un rapporteur présent. L'Empereur est le dernier à opiner, et il se conforme, pour l'ordinaire, à la pluralité; mais si, par hasard, il se trouve de l'avis du plus petit nombre de l'assemblée, ou même seul du sien, sa seule opinion fait la décision de la cause.

La connaissance des causes criminelles d'une grande importance appartient aussi au Conseil d'État.

CONFÉRENCE

où on traite les matières d'État sur la paix ou la guerre. Elle est composée de quelques conseillers d'État choisis par l'Empereur. Ceux d'à présent sont :



Digitized by Google — Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Le prince Eugène de Savoie, président de la Guerre;

Le comte de Schönborn, vice-chancelier de l'Empire, homme bien intentionné, d'un génie médiocre, ennemi des applications sérieuses, et fort amateur du sexe;

Le comte de Stahremberg, président de la chambre, homme de peu d'entendement, d'une vie fort retirée, méfiant et irrésolu au dernier point;

Le comte Philippe Diechtresteim, grand écuyer, d'une humeur galante et agréable, quoique fort vieux, affable à tout le monde. nonobstant son grand crédit auprès de l'Empereur, d'une petite pénétration dans les affaires, mais qui ne se pique ni s'affecte pas de vouloir passer pour éclairé;

Le comte Seilern, chancelier de la cour, homme d'une grande érudition, mais extravagant dans ses opinions, qui ne tendent, pour l'ordinaire, qu'à contredire celles des autres. Orgueilleux, quoique d'une basse extraction, opiniâtre et impatient, mais désintéressé;

Le comte Slik, grand chancelier de Bohême, homme fin et dissimulé, mais, dans le fond, superbe, fort entendu, et qui a une fort bonne éloquence;

Le prince Antoine de Lichtenstein, majordome major, ou grand maître, parfait visionnaire et d'une humeur très-inconstante, aimant à être flatté;

Le prince Trautson, de peu de capacité et qui prétend paraître sage et entendu en parlant peu, passionné pour sa femme, qui est assez belle, n'ayant aucun ami, hors le président de la Chambre, dont il recueille les sentiments comme des oracles.

Il n'y a pas de jour fixé pour tenir cette conférence, mais on s'assemble par ordre de l'Empereur, selon que le besoin le requiert. Il y propose l'affaire et les ministres disent leur sentiment l'un après l'autre; mais la résolution dépend uniquement de l'Empereur, qui ne la publie jamais sur-le-champ, mais à quelque temps de là, après avoir consulté le comte Stella.

CONSEIL AULIQUE.

Le *Conseil aulique,* auquel appartient, en première instance, la discussion des causes féodales de l'Empire.

Il est composé de plusieurs conseils, dont la moitié est de gentilshommes, l'autre de jurisconsultes. Parmi les premiers, il n'y en a presque pas un qui mérite la peine d'en parler. Mais les jurisconsultes sont presque tous des docteurs célèbres. Il doit


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

y avoir dans ce Conseil deux gentilshommes et deux légistes de religion luthérienne.

La charge de président de ce Conseil est vacante.

Le vice-président est le comte Charles-Louis de Zinzendorf, *nullius entitatis.*

CHANCELIERS.

De l'Empire : Le comte de Schönborn, dont on a parlé.

De Bohême : Le comte Slik, déjà mentionné.

De Cour : Le premier est le comte Seilern, dont on a ci-devant fait le portrait.

Le second est le comte Philippe de Zinzendorf, homme d'érudition, mais d'une érudition plus d'académicien que de ministre, facile à s'énoncer, mais d'une légère compréhension.

Le premier de ces deux chanceliers de Cour a la surintendance du Conseil d'Autriche, du Frioul, et d'autres États héréditaires qui n'ont point de chancelier particulier.

De Hongrie : Le comte Glescheim, homme fort versé dans les constitutions de ce royaume, ennemi de tout commerce humain, grand buveur.

CHARGES DE LA COUR.

Maggiordomo maggiore, ou grand maître.

Le prince Antoine de Lichtenstein.

Grand chambellan.

Le comte Rodolphe de Zinzendorf, conseiller d'État, chevalier de la Toison d'or, homme de *crassa minerva,* et qui n'est point du tout considéré.

Grand écuyer.

Le comte Philippe de Diechtrestein.

Maréchal de la cour.

Le prince de Schwartzenberg, conseiller d'État et chevalier de la Toison d'or; jeune homme fort galant, riche de trois cent mille florins de revenu, ignorant, et qui met toute son étude à la recherche de beaux habits, au jeu, à faire l'amour et à se distinguer en belles perruques.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Capitaine de la garde des archers.

Le comte de Vluflat, conseiller d'État et feld-maréchal, bon homme, mais qui ne fait ni ne peut faire ni bien ni mal.

Capitaine de la garde des hallebardiers.

Le comte d'Erbstem, conseiller d'État, feld-maréchal et vice-président de la Guerre, semblable en tout à son collègue.

Grand veneur.

Le prince Armand de Lichtenstein, frère du majordome-major, homme presque fou.

Grand fauconnier.

Le comte de Saint-Julien, jeune homme insinuant et qui pourrait parvenir, étant bien venu auprès de l'Empereur.

Maestro di cucina.

Le comte Mollart, vice-président de la Chambre, courtisan raffiné, qui paraît versé dans les affaires des cours d'Italie, d'un bon sens, est capable de manier quelque affaire que ce soit, mais extrêmement ambitieux, peu aimé de l'Empereur, et qui ne se soutient que par la protection de l'Impératrice mère.

Maître de la vaisselle.

Le comte Mollart, frère du précédent, jeune homme méchant et de nul mérite.

Maggiordomo maggiore, ou grand maître de la maison de l'Impératrice régnante.

Le comte de Cardona, Espagnol vieux et sans esprit.

Grand maître de la maison de l'Impératrice mère.

Le comte della Torre, vieux décrépit qui ne se mêle de rien de sa charge.


Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Grand écuyer de la même.

Le comte Palfi, bon homme, mais incapable de diriger quelque affaire que ce soit.

Capitaine des gardes de la même.

N. . . . .

Grand maître de la maison de l'impératrice Amélie.

Le comte de Saar, homme de bon sens, mais hors de toute espérance d'être jamais employé dans les affaires.

Grand écuyer de la même.

Le comte de Salm, dans le même cas que le précédent.

Capitaine des gardes de la même.

Le comte de Zinzendorf, homme d'une grande capacité et qui a toutes les qualités requises dans un bon ministre, qui a même été employé dans quelque ambassade par l'empereur Joseph; mais on ne parle plus de lui présentement.

Grand maître de la maison de l'archiduchesse Élisabeth.

Le comte de Gallas, le seul des Allemands qui soit écouté de l'Empereur.

Junte ou conseil d'Italie.

L'archevêque de Valence, mécontent, de peu de pénétration dans les affaires, et seulement bon scolastique.

Le marquis de Zofrano, *facit numerum et non partem.*

Le comte Stella, tout-puissant et qui possède seul la faveur et la confiance de l'Empereur, homme, après tout, intelligent et surtout d'une grande mémoire, ennemi de l'application, désagréable quand on traite avec lui, et qui n'a aucune éloquence, mais qui se pique d'être galant et de dire de bons mots; dameret continuel, difficile et impatient dans les audiences; la comtesse de Colloat est sa maîtresse.

Le marquis de Romeo, secrétaire des dépêches, homme bien

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

intentionné, mais irrésolu; son avis n'est presque jamais approuvé à la junte, s'il n'est soutenu des autres.

Le sénateur Olinazzi, Milanais, homme très-capable dans toutes sortes d'affaires, bien venu près de l'Empereur, et d'une telle adresse qu'il a trouvé le secret de se maintenir, quoiqu'il soit regardé de mauvais œil par le comte Stella. Il est uni avec le marquis de Romeo et vit bien avec tout le monde, sans en excepter les Allemands.

Le professeur Ranaschiero, Napolitain, bon légiste, mais du reste grossier et intéressé. Il dépend absolument du comte Stella, dont il est la créature.

La junte se tient deux fois la semaine, dans la maison du marquis Romeo.

Favoris.

Le comte d'Atham, homme courtois et très-affable, mais qui ne s'emploie presque jamais à rendre service à personne, si ce n'est pour des bagatelles qui n'ont point de rapport au ministère;

Le comte Philippe de Diechtresteim, dont on a parlé. Celui-ci ne se mêle pas non plus de protéger personne.

Parmi les Espagnols, ceux qui sont les mieux venus, au moins en apparence, sont :

Le comte d'Oropesa, de Tolède, Castillan;

Le comte de Montesanto, de Silna, Castillan;

Le comte de Lastago, de Cordoue, Aragonais;

Le comte de Sanella, de Buxadas, Catalan.

DIRECTEUR DES CERCLES DE L'EMPIRE.

D'Autriche : L'Empereur, comme Archiduc.

De Bavière : L'archevêque de Salzburg et le duc de Bavière.

Du Rhin supérieur : L'évêque de Worms et l'Électeur palatin.

De la Saxe supérieure : L'Électeur de Saxe et l'Électeur de Brandebourg.

De Souabe : L'évêque de Constance et le duc de Wurtemberg.

De Bourgogne : Le Roi d'Espagne.

De Franconie : L'évêque de Bamberg et le margrave de Kulmback.

Du Rhin inférieur : L'archevêque de Mayence.



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

De la Saxe inférieure : Le duc de Magdebourg, le duc de Brême et le duc de Lunebourg.

De Westphalie : L'évêque de Munster, et *alternativement* le duc de Clèves et le duc de Julliers. »

N° 81.

PASTOR A TORCY.

« Vienne, 16 février 1712.

« L'Empereur prend ombrage des bons rapports des Rois de « France et de Suède..... On parle ici d'un projet d'alliance « entre le Roi de Suède, la France et la Porte qui se conclurait « à Bender. »

PASTOR A TORCY.

« Vienne, le 14 mars 1712.

« Vous me demandez, Monsieur, mes sentiments sur les « mesures que prendrait le Roi de Suède si l'Empereur entre- « prenait d'exécuter, par la voie de fait, le projet qui a été formé « à Brunswick si fort partial contre la Suède. Sur quoi je vous « dirai que, suivant mon petit avis, il ferait, en ce cas, tout son « possible pour repousser la force par la force et laisserait venir « les choses à toutes les extrémités avec l'Empereur plutôt que « de plier. Il tâcherait indubitablement de prendre des mesures « avec la France et il aurait soin, outre les Turcs, de susciter les « Hongrois et Silésiens protestants contre l'Empereur. En bat- « tant le tambour de la religion, il essayerait de former une « ligue en Allemagne et de séparer, de l'Empereur, le duc de « Brandebourg en lui concédant des avantages qu'il n'a pu « encore se décider à lui accorder..... Il est certain qu'il ne « cédera qu'après avoir remué ciel et terre, il irait même, s'il le « fallait, jusqu'à abandonner l'ouvrage de la Pologne, où il croit « cependant sa gloire si fort intéressée et qui lui tient si fort « à cœur. »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

PASTOR AU COMTE VELLING.

« Vienne, le 24 mai 1712.

. . . .

« On dit qu'on envoie sur le Rhin douze mille hommes de « Hongrie. On espère en envoyer davantage, dès que le Roi de « Suède aura quitté la Turquie et que le calme y sera ainsi « rétabli. »

(Archives des Affaires Étrangères.)

N° 82.

PASTOR A TORCY.

« Vienne, 27 juillet 1713

« L'Empereur fait dire officiellement que son intention est « d'assembler un congrès à Brunswick et de s'y porter comme « médiateur au nom des intérêts de l'Empire pour arranger les « affaires du Nord. »

PASTOR A TORCY.

« Vienne, 16 septembre 1713.

« L'Empereur prétend assembler un congrès à Brunswick « pour tâcher de pacifier les troubles du Nord; mais cela traine « encore.

« J'attends la réponse du Roi mon maître, à l'Empereur, sur « l'offre de sa médiation et son invitation audit congrès... »

PASTOR A TORCY.

« Vienne, 2 décembre 1713.

« L'Empereur vient de me faire rendre une lettre au Roi de « Suède dans laquelle il réitère ce qu'il lui a fait insinuer, il y « a quatre mois déjà, tant par moi que par son résident en « Turquie, touchant l'offre de sa médiation et le congrès de « Brunswick. »

(Archives des Affaires Étrangères.)



Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

N° 83.

MANIFESTE DE L'EMPEREUR CHARLES VI QUI A ÉTÉ PUBLIÉ CONTRE LA FRANCE ET SES ALLIÉS LE 31 JUILLET 1713.

. . . .
. . . .
. . . .

I

Nous ordonnons que tous nos sujets qui sont au service du Roi de France ou du duc d'Anjou, de leurs alliés et surtout de Joseph-Clément et Maximilien-Emmanuel, ci-devant Électeurs de Cologne et de Bavière, en quelque lieu ou de quelque condition qu'ils soient, aient à se rendre dans l'Empire dès la publication de ce présent édit, et que personne présentement, et tant que durera la guerre, n'ait aucun commerce avec eux et ne serve d'autre nation que sa patrie et ceux qui portent les armes contre l'ennemi commun, sans quoi, ils subiront les peines dont ils sont menacés par celui-ci et par les précédents arrêts. Ceux qui se rendront auprès de nous ou de leurs princes légitimes, avanceront comme les autres dans les armes, suivant qu'ils le mériteront par leurs services.

II

Comme nous avons appris que la France avait eu le dessein d'envoyer, dans l'Empire, des plénipotentiaires afin de semer le trouble, la discorde parmi nous, comme ils ont fait à Utrecht, nous défendons de recevoir, dans aucun endroit de l'Empire, des envoyés et officiers de France et autres personnes particulières de cette nation, et nous commandons à nos fiscaux et procureurs, en cas qu'il arrive quelque contravention, de dresser leurs actes contre ceux qui les auraient reçus chez eux ou autre part sur les terre de l'Allemagne, et cependant d'arrêter cesdites personnes et de les punir comme espions.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

III

Nous voulons, de même, qu'on ne reçoive plus de Français dans aucun abbaye, cloître ou collége, aussi bien que dans les armes, et que l'on congédie les personnes qui y sont entrées par le passé, excepté ceux dont les supérieurs pourront nous répondre. Pour ce qui est de ceux qui sont établis dans l'Empire depuis quelques années, ou qui se sont réfugiés, à cause de la religion, sous la protection de quelque prince, et qui ont prêté serment de fidélité aux magistrats des lieux qu'ils habitent, ils peuvent y demeurer, à condition qu'ils obéiront à nos ordres avec beaucoup de soumission et qu'ils n'auront aucun commerce avec les ennemis, faute de quoi, on les punira de la manière qu'il est expliqué dans nos édits précédents.

IV

S'il arrivait que quelques Français ecclésiastiques ou séculiers, marchands, et autres semblables dont on pourrait avoir quelque soupçon, se glissassent publiquement ou en secret sur les terres de l'Allemagne, comme il est arrivé dans les années précédentes, sans avoir de passe-port signé de notre main ou par nos fidèles princes et États de l'Empire, nous ordonnons très-sérieusement qu'on ne souffre, en aucune sorte, cesdites personnes et autres ennemis comme les envoyés et correspondants de Joseph-Clément et de Maximilien-Emmanuel, ci-devant Électeurs de Cologne et de Bavière, qu'on se saisisse d'eux, aussi bien que de ceux chez qui ils demeurent, de quelque condition qu'ils soient, qu'on en donne avis aux magistrats de la ville, afin que l'on procède contre eux suivant les lois. Nous permettons à tout le monde d'arrêter le premier qui viendra à leur discrétion, de le traiter de la manière qu'ils voudront, et même de le tuer comme espion et traître à la patrie, sans qu'on puisse pour cela les inquiéter.

V

Nous défendons toute correspondance de bouche ou par écrit avec l'ennemi, tout commerce quel qu'il soit, particulièrement des grains, vins et marchandises de France, tant par mer que par terre, directement ou indirectement. S'il arrivait que quel-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qu'un désobéît à nos ordres, nous ordonnons, à nos fiscaux et avocats de l'Empire, de procéder, contre lui-même, après la fin de la guerre et contre ceux qui l'auraient assisté en secret ou en public, de quelque condition qu'ils soient, comme perturbateurs du repos public et traîtres à la patrie, et qu'on les punisse corporellement, ou qu'on les condamne même à la mort, suivant la nature de leur crime. Lorsqu'on aura saisi de l'argent, des marchandises, des biens, des vaisseaux, chariots, chevaux et autres effets, on en donnera la moitié à celui qui les aura dénoncés et l'autre aux avocats qui auront fait la poursuite de l'affaire, et, outre cela, les coupables subiront les peines qui leur seront imposées. C'est pourquoi nous avons envoyé un ordre sur toutes les frontières, dans tous les lieux par où passent ordinairement les marchands et cesdits biens, qui est que, pour prévenir toute tromperie et toute fraude, on ne laisse plus passer aucune marchandise sans avoir un certificat signé du magistrat du lieu où elles auront passé. Ainsi nous défendons très-expressément, à tous les États de l'Empire, directement ou indirectement, à tous les généraux, hauts et bas officiers et à tous ceux qui dépendent de nous ou des Électeurs, princes et États de l'Empire et à tous les autres magistrats, de donner aucun passeport aux marchands et gens de commerce qui pourraient s'adresser à eux, ni de leur permettre de vendre des marchandises de France aux habitants et aux étrangers pendant quelque temps, ou simplement pour quelques jours. Nous voulons même qu'aucun envoyé, ministre ou officier étranger ou neutre ne puisse donner une telle permission; mais qu'en cas que cela arrivât, on n'y ait aucun égard.

VI

Nous répétons particulièrement et réitérons, par ces présentes, toutes nos ordonnances et édits qui ont été publiés ci-devant et dans lesquels nous avons ordonné à tous les supérieurs d'avoir soin, avec beaucoup d'attention, qu'on n'amenât point, dans le pays ennemi, aucuns chevaux, grains, bestiaux, munitions de guerre, poudre, plomb, soufre et salpêtre et autres marchandises de contrebande, ni même dans les pays neutres situés sur les frontières des ennemis, sans quoi ils seront condamnés aux peines marquées dans celui-ci et dans les autres arrêts.


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

VII

Nous ordonnons qu'on n'ait aucune correspondance de lettres avec les ennemis et leurs alliés et qu'on ne reçoive aucun paquet, lettres, officiers courriers et autres personnes inconnues, particulièrement sur les frontières de l'Empire.

VIII

Enfin, nous voulons que tous ceux qui sont dans le service ennemi et qui agissent contre notre arrêt, soient privés de tous leurs droits et priviléges, héritages, fiefs, successions, biens, charges, dignités, noblesse, et de toutes sortes d'honneurs, et nous commandons aux supérieurs d'observer nos ordres le plus exactement qu'ils pourront et de les faire exécuter pour nous témoigner, par là, combien ils sont fidèles et zélés pour le service de leur patrie.

Afin de faire connaître à tout le monde notre volonté, nous l'avons fait publier et nous y avons attaché notre grand sceau de l'Empire.

Donné à Vienne, le 8 juillet 1713, de notre Empire le deuxième, de notre règne d'Espagne le dixième et le troisième de celui de Hongrie et de Bohême.

N° 84.

« Le 13 août 1712, le prince Alexandre s'était mis en marche pour l'exécution de l'entreprise. Tout marcha d'abord à souhait. A la faveur de l'obscurité, les troupes qu'il commandait franchirent les lignes ennemies. Elles les avaient déjà dépassées depuis une heure, lorsque, les aboiements de deux chiens venant à éclater subitement, suffirent pour leur faire prendre l'épouvante. Ce fut surtout les fantassins qui cédèrent à la panique. Cinq bataillons firent feu en même temps contre un ennemi imaginaire. Presque tous les soldats jetèrent leurs armes et s'enfuirent. Le prince et ses officiers se précipitèrent, le sabre au poing, au-devant des fuyards, et la cavalerie dut serrer les rangs pour les retenir. Naturellement, l'entreprise fut manquée. « Je laisse Votre Altesse elle-même, écrivait le prince de Wur-« temberg à la fin de son rapport au prince Eugène, juge de ce

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« qu'on peut obtenir avec des hommes auxquels la peur fait faire « de telles choses. »

(Arneth, *le Prince Eugène de Savoie.*)

N° 85.

LETTRE DU CHIRURGIEN TREMOLINI A UN PÈRE CAPUCIN DE FLORENCE.

. . . .

« Il y a premièrement des charbons qui viennent dans toutes « les parties du corps; ils sont de diverses grandeurs et viennent « toujours deux ou trois à la fois. La tumeur est quelquefois « grande comme toute la main et de l'épaisseur d'un doigt : cela « fait une plaie que l'on ne peut voir sans horreur.

« Il y a encore beaucoup de pourpre de deux qualités : l'une « dont les taches sont noires, et l'autre rouges, lesquelles se « trouvent souvent compliquées avec le charbon. La plus mau- « vaise de ces deux qualités de pourpre est celle qui a les taches « noires, lesquelles, aussitôt qu'elles paraissent, font mourir « le malade, et je puis vous dire avoir vu des personnes qui, le « soir, se portaient bien, le matin étaient mortes, ayant sur le « corps des taches noires et le visage violet. Quant à ceux qui « ont le pourpre avec les taches rouges, ils guérissent facilement, « même avec le charbon. Cependant, il arrive souvent que, « quand ces tumeurs commencent à sortir avec ces taches, le « malade tombe en délire et meurt. Les signes certains de mort, « dans ces sortes de maladies, sont les saignements de nez et les « vomissements, et, chez les femmes, les pertes de sang. »

(Archives des Affaires étrangères.)

N° 86.

LE COMTE DE DILLON.

Arthur, comte de Dillon, était fils de Théobald Dillon, pair d'Irlande, qui l'envoya servir le roi Louis XIV en 1690, à la tête d'un régiment recruté sur ses domaines et entièrement équipé à ses frais. Il se battit, avec une grande distinction, sous Vendôme en Espagne (1696-1697), ainsi qu'en Italie, où il se montra très-brillant à Chiari, Luzzara, au siége de Verrue et de La Mirandole; sous Tessé (1707) en Provence, où il contribua

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

efficacement à sauver Toulon, où il défendit, avec succès, le camp retranché de Briançon (1709) et les passages des Alpes contre les troupes impériales; sous Villars (1713), en Allemagne où il prit Kaiserslautern et le château de Wolfstein; sous Berwick (1714) en Espagne, où il participa, plus que tout autre, à la prise de Barcelone. Le Régent le tint ensuite à l'écart, sur la demande sans doute des ministres du roi George, et il dut renoncer à servir plus longtemps sa patrie d'adoption. Il mourut en 1733, à soixante ans, au château de Saint-Germain en Laye, où Louis XIV lui avait donné un appartement pour lui et sa famille. Brigadier en 1702, maréchal de camp en 1704, lieutenant général en 1706.

N° 87.

LE MARQUIS DE VALORI.

Louis-Gui-Henri, marquis de Valori, qui devint général sous Louis XV et représenta quelque temps la France, avec beaucoup de tact et de savoir-faire, auprès de Frédéric le Grand, avait alors vingt et un ans. Il était fils du comte Charles de Valori, ingénieur militaire, directeur des places fortes de Picardie et de Flandre, lieutenant-général, qui avait pris part aux opérations de trente-six siéges. Les Valori étaient une famille sénatoriale de Florence dont une branche s'établit en France au quatorzième siècle.

N° 88.

LE BRISGAU.

Le *Brisgau*, situé au nord de la Suisse et à l'est du Rhin, appartenait à la maison d'Autriche et fait partie, depuis 1803, du grand-duché de Bade. *Fribourg*, sa capitale, situé à vingt-neuf lieues environ sud-est de Carlsruhe et à cinq lieues est du Rhin, place forte de premier ordre, siége d'un archevêché et d'une université, pourvue d'une cathédrale magnifique, peuplée d'environ vingt mille habitants, protégeant, au pied des montagnes Noires, les défilés qui conduisent en Souabe, était une ville très-importante et avait été déjà le théâtre d'actions très-meurtrières. Pendant la guerre de Trente ans, elle fut successivement occupée par les Suédois, les Bavarois et les Français.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

En 1664, le général bavarois Merci la reprit à ces derniers, et la conserva malgré les efforts prodigieux de Turenne et de Condé qui se battirent héroïquement, contre lui, pendant deux jours entiers. Treize ans plus tard, un acte de trahison la remettait en notre pouvoir; mais, en 1697, le traité de Ryswyk la restituait à l'Autriche. En 1713 et 1744, les Français s'en emparèrent de nouveau; ils durent l'abandonner en vertu des traités de Rastadt (1714) et d'Aix-la-Chapelle (1748). Moreau la conquit en 1794. Le traité de Campo-Formio (1796) l'adjugea au duc de Modène, et celui de Presbourg (1805) au grand-duché de Bade.

N° 89.

LE BARON DE HARSH.

Harsh était un officier de fortune, très-entreprenant, très-lettré, dévoré du désir d'accroître ses connaissances historiques et militaires, doué d'une vive intelligence et d'une infatigable ambition, plein de feu. Né en Alsace, il commence par servir la France dans un corps de troupes suisses, puis, à vingt et un ans, il se rend en Hongrie comme volontaire et prend part au siége de Neuhausel (1685). Il entre ensuite au service de Venise, se bat en Morée, à Patras, assiste à la prise d'Athènes et de Corinthe, reçoit, pendant cette campagne, une blessure grave qui le condamne pour quelque temps au repos. On le voit, un peu plus tard, engagé dans l'armée impériale que commande, sur le Rhin, Louis de Bade, et s'y comporter brillamment. La paix de Ryswyk lui ayant fait des loisirs, il visite la Turquie et la Perse. Pendant les guerres de la succession d'Espagne, il sert principalement en Italie sous les ordres du prince Eugène. Blessé de nouveau et ne pouvant plus prendre part aux opérations actives, il est nommé gouverneur de Fribourg, poste-frontière, dont l'Empereur confie volontiers la défense à ce brave et loyal soldat.

(ARNETH, *le Prince Eugène de Savoie*, t. II, chap. XII.)

N° 90.

LE MARQUIS DE SILLY.

« *Silly*, du nom de Vipart, était un gentilhomme de Nor-
« mandie, des plus minces qu'il y eût entre Lisieux et Séez et


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

« en biens et en naissance. C'était un grand garçon parfaitement « bien fait, avec un visage agréable et mâle, infiniment d'esprit, « et l'esprit extrêmement orné, une grande valeur et de grandes « portées pour la guerre; naturellement éloquent avec force et « agrément; d'ailleurs, une conversation très-aimable, une ambi- « tion effrénée, avec un dépouillement entier de tout ce qui la « pouvait contraindre, ce qui faisait un homme extrêmement « dangereux, mais fort adroit à le cacher, appliqué au dernier « point à s'instruire et ajustant tous ses commerces et jusqu'à « ses plaisirs..... Il se lia, tant qu'il put, avec ce qu'il y avait de « plus estimé dans les armées, et avec la plus brillante compagnie « de cour; son esprit, son savoir qui n'avait rien de pédant, sa « valeur, ses manières, plurent à M. le duc d'Orléans. »

(*Mémoires de Saint-Simon.*)

N° 91.

LE MARQUIS DE CONTADES.

« *Contad s*, disent les *Mémoires de Saint-Simon*, était un gen- « tilhomme d'Anjou qui avait été beau et bien fait, qui avait « été fort à la mode en galanteries nombreuses et distinguées, « qui s'en mêlait encore (1716), qui, par d'excellentes chiennes « couchantes que son père et lui donnaient au Roi de temps en « temps, s'en était fait connaître, puis goûter dans le détail de « son emploi qui l'approchait souvent de lui. Il était aimé et « considéré à la Cour de ce qu'il y avait de meilleur et de plus « distingué..... Il avait peu d'esprit, mais tout tourné à la con- « duite, du sens, du secret, du jugement, une modestie qui le « tenait plus qu'à sa place et dont on lui savait gré; beaucoup « de sagesse et une discrétion qui lui avait dévoué les dames, en « sorte que, d'amant heureux, il était devenu ami de confiance. »

N° 92.

ORDONNANCE ROYALE PRESCRIVANT DE CHANTER LE *TE DEUM* APRÈS LA PRISE DE FRIBOURG.

« Les difficultés que la maison d'Autriche et les princes de l'Empire ont apportées à la conclusion de la paix générale, pour laquelle j'ai fait des avances et des offres qui marquaient assez


Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le désir sincère que j'en avais, m'ayant mis dans la nécessité de continuer la guerre du côté du Rhin, j'ai la satisfaction de voir que Dieu répand abondamment ses bénédictions sur toutes mes entreprises. Landau et Fribourg étaient les deux plus fortes places que mes ennemis eussent sur cette frontière; aussitôt que la première a été prise, mon armée, commandée par le maréchal de Villars, a marché avec diligence pour assiéger Fribourg. Les ennemis y avaient un camp retranché soutenu par leur armée, et la place ne pouvait être investie qu'après avoir forcé ces retranchements. A peine mes troupes y ont paru que les ennemis les ont abandonnés. Seize bataillons défendaient la ville. Il n'a fallu qu'un mois de l'ouverture de la tranchée pour les réduire.

« Il s'est passé, pendant la durée du siége, plusieurs actions qui ont fait connaître combien la valeur de mes troupes est au-dessus de ce qu'il y a de meilleur dans celles de l'ennemi, et la défense honorable de la garnison n'a servi qu'à relever davantage la gloire des assiégeants. Les forts et châteaux auraient pu résister encore pendant un temps considérable; mais les assiégés, dans la prévoyance que leurs efforts seraient inutiles pour empêcher la prise, jugeant qu'ils ne pourraient éviter de subir les conditions qui venaient d'être imposées à la garnison de Landau, s'ils poussaient la défense plus loin, se sont soumis à rendre tous les forts et châteaux au moyen de la capitulation honorable qui leur a été accordée. Le gouverneur, en se retirant dans les châteaux, avait abandonné la garnison de la ville à tous les événements les plus fâcheux et les plus rigoureux de la guerre. Il eut été presque impossible d'empêcher le pillage et les extrémités auxquelles est exposée une ville prise d'assaut, sans les bons ordres et les soins que le maréchal de Villars et ceux qui commandaient sous ses ordres y ont apportés. Cette conquête me met en état de pénétrer plus avant en Allemagne, si mes ennemis n'entrent pas dans de meilleures dispositions pour finir la guerre avant le commencement de la campagne prochaine, et comme je dois rapporter à Dieu toutes ces prospérités et lui en rendre de très-humbles actions de grâces, je mande aux archevêques et évêques de faire chanter le *Te Deum.* »


UNIVERSITY

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

GUERRES D'ITALIE.

CHAPITRE III

CAMPAGNES SUR LE RHIN ET EN ALLEMAGNE.


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE IV

GUERRES DES PAYS-BAS.

CHAPITRE V

GUERRES D'ESPAGNE.

CHAPITRE VI

OPÉRATIONS MARITIMES.

LIVRE II

L'EUROPE PENDANT LES GUERRES DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE PENDANT LES GUERRES DE LA SUCCESSION.


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE II

L'ESPAGNE PENDANT LES GUERRES DE LA SUCCESSION.

CHAPITRE III

L'ALLEMAGNE ET L'ANGLETERRE PENDANT LES GUERRES DE LA SUCCESSION.

LIVRE III

LES PREMIERS TRAITÉS D'UTRECHT

CHAPITRE PREMIER

MISSION DU PRÉSIDENT ROUILLÉ.

CHAPITRE II

PRÉLIMINAIRES DE LA HAYE.

CHAPITRE III

GERTRUYDENBERG.


Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE IV

PRÉLIMINAIRES DE LONDRES.

CHAPITRE V

L'ANGLETERRE MÉDIATRICE.

CHAPITRE VI

LE CONGRÈS D'UTRECHT.

CHAPITRE VII

DENAIN.

CHAPITRE VIII

SIGNATURE DE LA PAIX.


Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

LIVRE IV

CAMPAGNE DE 1713 SUR LE RHIN

CHAPITRE PREMIER

L'EMPEREUR DÉCLARE LA GUERRE A LA FRANCE.

CHAPITRE II

LANDAU ET FRIBOURG.


LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

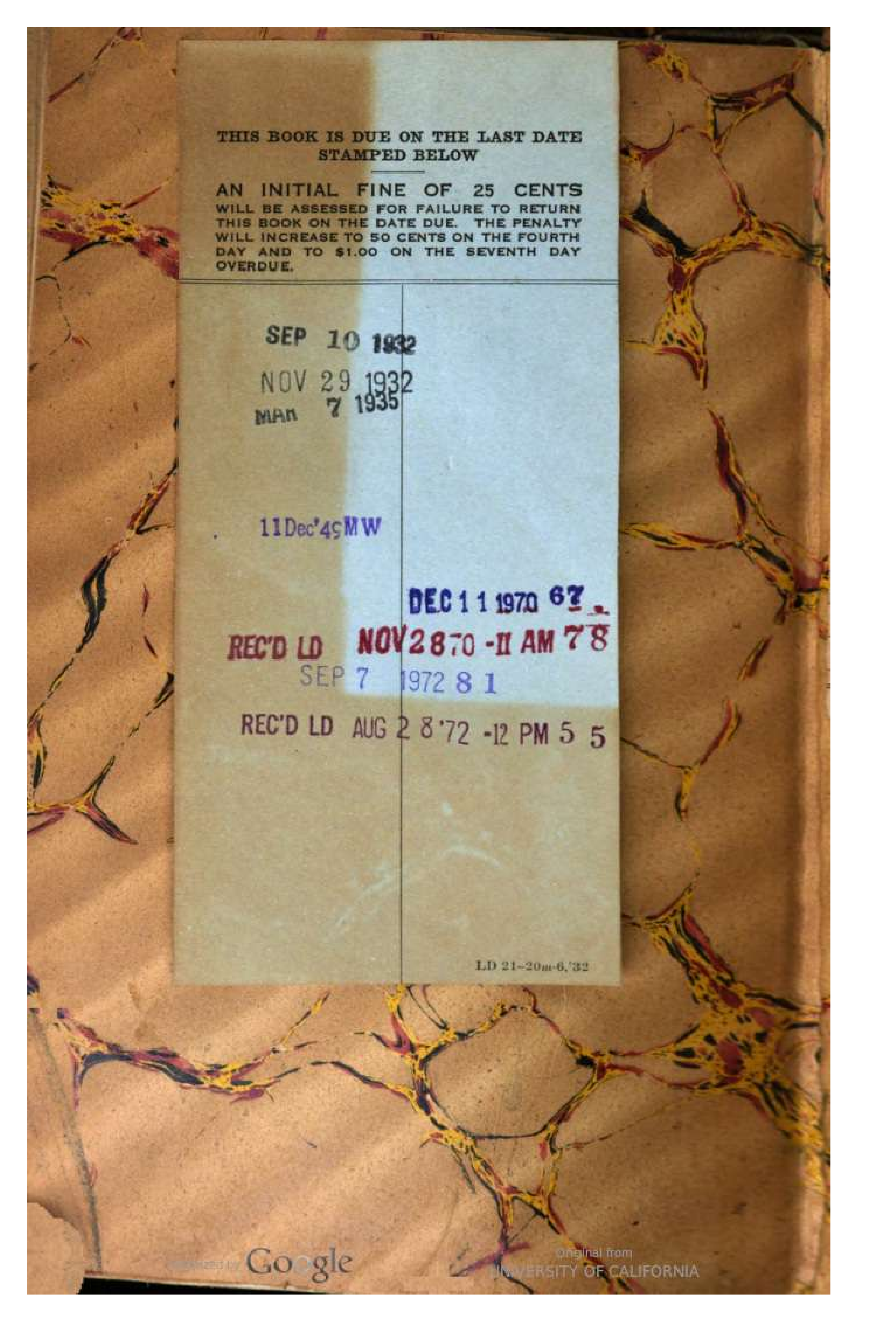
Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA



Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA